



# **Pouvoir politique et réseau urbain dans Amérique coloniale : mines et capitainerie du Goáis aux XVIIIe et XIXe siècles**

Fernando Lobo Lemes

## **► To cite this version:**

Fernando Lobo Lemes. Pouvoir politique et réseau urbain dans Amérique coloniale : mines et capitainerie du Goáis aux XVIIIe et XIXe siècles. Histoire. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2011. Français. NNT : 2011PA030111 . tel-01334827

**HAL Id: tel-01334827**

**<https://theses.hal.science/tel-01334827>**

Submitted on 21 Jun 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE - PARIS 3

## ED 122 EUROPE LATINE – AMÉRIQUE LATINE

Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine - IHEAL

Thèse de doctorat en Histoire

Fernando LOBO LEMES

### **POUVOIR POLITIQUE ET RÉSEAU URBAIN DANS AMÉRIQUE COLONIALE : *MINES ET CAPITAINERIE DU GOIÁS AUX XVIII<sup>E</sup> ET XIX<sup>E</sup> SIÈCLES***

Thèse de doctorat nouveau régime préparée sous la  
direction de : Monsieur le Professeur Laurent VIDAL

Soutenue le 22 novembre 2011

#### **Jury :**

Mme. Martine DROULERS, Directeur de Recherche CREDA/IHEAL, Université Paris 3  
Mme. Claudia DAMASCENO FONCECA, MCF CREDA/IHEAL, Université Paris 3  
M. Guy MARTINIÈRE, Professeur Émérite Université de La Rochelle  
M. Alain MUSSET, Directeur d'Études EHESS  
M. Laurent VIDAL, Directeur de Recherche IHEAL, Université Paris 3

## Résumé

L'objectif de cette thèse est de mettre en lumière l'histoire coloniale de l'Empire portugais à partir de l'étude des rapports de pouvoir dans les mines et la Capitainerie du Goiás, pendant le XVIII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle. Dans un monde basé sur l'économie d'exploitation de l'or et la traite des noirs africains, dont les diversités rendent difficiles l'imposition de l'autorité fondée dans des modèles européens, le *Senado da Camara*, en tant qu'extrémité tentaculaire de l'État colonial et fil conducteur du projet politique de Lisbonne, constitue le point central de notre analyse. En fonction du rôle des élites locales vis-à-vis de l'administration des structures urbaines, c'est la géographie politique de la ville qui sera mise en perspective. Dans l'espace urbain colonial, l'exemple de Goiás met en relief les liens entre le politique et la ville et dévoile la ville comme espace de prédilection du politique. Dans ce contexte, l'histoire politique devient une histoire du pouvoir. Il s'agit de savoir, au niveau de la ville coloniale, comment se constitua, se manifesta et s'exerça le pouvoir de la Couronne, mais aussi quelles sont leurs bases de légitimation. Une attention particulière sera portée à une approche dynamique des différentes temporalités perçues comme le produit des constructions sociales confortant le pouvoir des uns sur les autres, révélant ainsi les faiblesses et les antagonismes dans le champ disputé du politique. Cette étude portera donc sur la reconstitution de certains des éléments qui donnent du sens à l'expansion de l'Empire portugais et à la construction d'un réseau de pouvoir politique dans la région centrale du Brésil.

**Mots clés :** Empire Portugais, Amérique Portugaise, Ville Coloniale, Pouvoir, Élites, Temporalités.

## **Abstract**

The aim of this thesis is to highlight the colonial history of the Portuguese Empire by the analysis of the force's and power's relationships in the mines and captaincy of Goiás during the 18th and 19th centuries. In a world based on gold exploring economies and in African slave's trades, where the diversity makes difficult to impose authority as it was in European models, the Senado da Camara, as an arm's extremity of the colonial's state and the guiding principal of the Lisbon's political project, is the main point of our analysis. Based on the role of the local elites related to the administration of urban's structures, we will put in perspective the geography politics. In the vast colonial urban space, Goiás history can explain the links between politics and the city and it can reveals the city as a major space for the politics. In this context, political history becomes a history of power. We want to know, in the level of the Colonial city, how power is constituted, manifested and how it uses the power of the Crown and also what are their bases of legitimation. We will give particular attention to a dynamic approach of different temporalities seen as a product of social constructions which provides power from ones to anothers, revealing the weaknesses and antagonisms in the disputed field of politics. This study proposes to reconstruct some elements that give sense to the expansion of the Portuguese empire and to the building of political power network in the central of Brazil.

**Keywords :** Portuguese Empire, Portuguese America, Colonial City, Power, Elites, Temporalities.

*À Lila Spadoni.  
Avec toute ma reconnaissance et tout mon amour !*

## **Remerciements**

Je remercie à mes chers parents et beaux-parents qui m'ont donné un magnifique modèle de labeur et de persévérance. Toutes mes reconnaissances à mes chers frères et sœurs qui ont toujours été là pour moi : Roberto Moura, Pacheco et Lenise, Wildo et Rosane. Merci à Laurent Vidal pour la confiance et l'encouragement !

# Sommaire

<b>INTRODUCTION</b>	<b>7</b>
<b>PARTIE 1 LE CHAMP POLITIQUE</b>	<b>33</b>
1. LE NAISSANCE DU CHAMP POLITIQUE (1720-1730)	34
2. L'INSTABILITÉ DU CHAMP POLITIQUE (1727-1739)	82
<b>PARTIE 2 LE CHAMP POLITIQUE DE LA VILLE</b>	<b>131</b>
3. GOIÁS DANS LE PROJET GÉOPOLITIQUE DE LISBONNE (1739-1751)	132
4. RÉSEAU URBAIN À LA FRONTIÈRE DE L'EMPIRE (1739-1794)	189
5. DANS L'ARENE DU SACRÉ : LE POLITIQUE ET LA VILLE (1739-1794)	245
<b>PARTIE 3 LE POUVOIR POLITIQUE DANS LA VILLE</b>	<b>288</b>
6. RYTMES ET TEMPORALITÉ DANS GOIÁS COLONIAL (1739-1770)	289
7. L'IDÉE DE DÉCADENCE DANS L'HISTORIOGRAPHIE DE GOIÁS (1744-1822)	346
8. LA SOCIÉTÉ METISSE ET L'INDEPENDENCE À GOIÁS (1750-1828)	406
<b>CONCLUSION</b>	<b>452</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>460</b>
<b>TABLES DE MATIÈRES</b>	<b>486</b>
<b>TABLE D'ILLUSTRATIONS</b>	<b>489</b>
<b>INDEX DE NOMS PROPRES</b>	<b>490</b>

# Introduction

## *Le polygone de l'or*

Espace de la première grande ruée vers l'or de l'Histoire moderne, le Brésil apparaît comme le plus grand producteur au monde du métal au XVIIIe siècle. L'importance de sa production se poursuit jusqu'au milieu du XIXe siècle, lorsque sa position est éclipsée par les grandes découvertes de gisements d'alluvionnaires d'or en Californie, aux États-Unis. Dans la région centrale du Brésil, le marché du polygone de l'or, formé par les régions de Minas Gerais, Goiás, Mato Grosso et Bahia, intégrait toute l'Amérique portugaise au XVIIIe siècle<sup>1</sup>.

Toutefois, malgré son importance, Goiás est absent de la grande majorité des études et des analyses relatives à ce thème. À cet égard, la plus importante référence, en raison de sa position géographique, de sa production et de son importance économique, demeure Minas Gerais. En fait, celle-ci a totalement éclipsé Goiás et les autres régions minières, ce qui se traduit dans les études et les interprétations historiographiques relatives au polygone de l'or au XVIIIe siècle.

Dès lors, lorsque l'on pense « or » au Brésil, on pense surtout au Minas Gerais et à toute l'historiographie qui en découle. Il existe donc une lacune dans cette historiographie obnubilée par l'importance économique du Minas Gerais. En revanche, les autres parties du polygone de l'or (Bahia, Goiás et Mato Grosso) sont très peu observées. Combler cette lacune, en élargissant les possibilités d'analyses et en offrant plus d'éléments à la réflexion historiographique en complétant les études menées par des chercheurs provenant d'autres régions du polygone d'or, reste l'objectif majeur de ce travail.

---

<sup>1</sup> Les affaires impliquaient l'achat de marchandises européennes et d'esclaves venus de l'Afrique qui sont arrivés à travers le Bahia et le Rio de Janeiro. Mules et bovins venaient du Rio Grande do Sul et de la vallée du fleuve São Francisco. À travers les fleuves Araguaia et Tocantins, Goiás se connectait à la région Nord de l'Amérique du Sud et par les fleuves Madeira, Mamoré et Amazonas, les mines du Mato Grosso se reliait à Belém do Pará et à l'océan Atlantique. Luiz Felipe de Alencastro décrit très bien l'ampleur des affaires menées. « D'une façon discontinue », décrit-il, « a émergé le plus long réseau de communications terrestres et fluviale du continent américain. Dans les chemins de l'or prospérait des fermes, des plantations, des ventes et des villages qui dessinaient une carte très vaste de peuplement et un circuit de commerce continental ». Cf. Luiz Felipe de Alencastro, *Vida privada e ordem privada no Império*, in Fernando Novais et Luiz Felipe de Alencastro (Dir). *História da vida privada no Brasil. Império : a corte e a modernidade nacional*, v. 2. São Paulo : Companhia das Letras, 1997, p. 14.



Par ailleurs, la construction des sociétés dans le Nouveau Monde passe par le déploiement de projets coloniaux, officiels ou particuliers, qui intègrent une des dimensions donnant du sens à la construction de l'Empire portugais<sup>2</sup>. Lieu de conquêtes spirituelle et temporelle, de projets de colonisation des peuples et des territoires, d'édifications de *vilas* et de villes<sup>3</sup>, une société très particulière émerge dans le *sertão*<sup>4</sup> de Goiás.

Alors, pour mieux comprendre cette société nous avons considéré d'autres opérations de construction de sens associées au processus d'expansion de l'Empire. Nous pensons plus spécialement à des spécificités locales et à la communication avec

---

<sup>2</sup> Diogo Ramada Curto, *Cultura imperial e projetos coloniais (séculos XV a XVIII)*, São Paulo : Unicamp, 2009, p. 8. Pour une réflexion au sujet de la notion d'Empire dans l'ère moderne, voir Sanjay Subrahmanyam, « Imperial and Colonial Encounters : Some Reflections », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos, Debates*, [en ligne] Février 2005. [réf. du 19 août 2011]. Disponible sur : <http://nuevomundo.revues.org/433>.

<sup>3</sup> Le mot *ville*, employée dans cette thèse, a la prétention de désigner un rapport plus générique avec le caractère urbain des agglomérations humaines aux mines et à la Capitainerie du Goiás. Nous préférons, d'autre part, nous abstenir de traduire le terme Vila en fonction des dimensions particulières du mot dans le lexique urbain portugais du XVIII<sup>e</sup> siècle. Sur ce sujet voir Cláudia Damasceno Fonseca, *Des Terres aux Villes de l'Or – Pouvoirs et territoires urbains au Minas Gerais (Brésil, XVIII<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Fondation Calouste Gulbenkian, 2003, p. 21.

<sup>4</sup> *Sertão* : espace à la fois sauvage, attractif et mystérieux. D'un côté, il éveillait le rêve d'enrichissement rapide et facile. D'autre part, il inspirait la menace de forces destructives de la nature. Cf. Ronaldo Vainfas (dir.), *Dicionário do Brasil Colonial (1500-1808)*, Rio de Janeiro : Objetiva, 2001, p. 528-529. Selon Jaime Cortesão, probablement depuis le XII<sup>e</sup> siècle, et assurément depuis le XIV<sup>e</sup>, les Portugais utilisaient le mot « *sertão* » ou « *certão* », pour désigner les régions situées dans l'intérieur du Portugal, les plus distantes de Lisbonne. Cf. Jaime Cortesão, *Os descobrimentos portugueses*, Lisbonne : Arcádia, v. I, 1958, p. 28. Dans un texte consacré à ce sujet, Janaína Amado démontre que le mot *sertão* faisait partie du vocabulaire portugais depuis le XII<sup>e</sup> siècle, durant la colonisation portugaise en Amérique, il a été largement utilisée par la suite par la Couronne et les autorités lusitane dans les colonies. À partir du XV<sup>e</sup> siècle, ils l'utilisaient aussi pour désigner des espaces vastes, l'arrière pays, situés dans des propriétés récemment conquises ou voisines sur lesquelles on savait peu ou rien. Selon le même auteur, *sertão* ou *certão* serait une contraction de *desertão*, venant du latin classique *serere*, *sertanum* (tressé, mêlé, emmêlé), *desertum* (déserteur, celui qui sort du rang et de l'ordre) et *desertanum* (endroit inconnu où est allé le déserteur). Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, les deux orthographes ont été utilisés par des nombreux voyageurs et chroniqueurs de l'empire portugais naissant en Afrique, Asie et Amérique, avec le même sens et la même signification. La découverte et le peuplement du polygone de l'or de l'Amérique portugaise et ces conséquences, comme l'explosion démographique, l'accumulation de fortunes, la fondation de centres urbains et l'implantation de la bureaucratie n'ont changé en rien le sens du mot *sertão*. En situant la notion de *sertão* dans une catégorie d'espace et en même temps en lui donnant un sens de catégorie sociale et culturelle, Janaína Amado associe les termes *sertão* et littoral comme des catégories opposées et complémentaires en même temps. Elle ajoute que « '*sertão*' a été créé depuis le littoral ». Janaína Amado, *Região, Sertão, Nação, Estudos Históricos*, v. 8, numéro 15, 1995, p. 145-151. Pour une analyse similaire du concept de "*sertão*", voir Warren Dean, *The frontier in Brazil in Frontiers in comparative perspectives*, Washington D.C. : The Woodrow Wilson Center, 1990 et Janaína Amado, *The frontier in comparative perspective : the United States and Brazil*, in *Frontiers in comparative perspectives*, Washington D.C. : The Woodrow Wilson Center, 1990.

les autres parties de l'Amérique et, surtout, avec Lisbonne ; à des mécanismes et des instruments de contrôle mis en place par le roi du Portugal et les effets de pouvoir sur les groupes et les organismes sociaux ; à l'installation et le rôle des institutions impériales, les conjonctures économiques et les intérêts manifestés dans les divers points d'intersection et de décision du réseau tissé au tour de la région minière.

Dans ce contexte, nous cherchons à associer les actions et le travail des agents<sup>5</sup> à l'ensemble des opérations de construction de la société. De notre point de vue, les réflexions et les projets menés par les acteurs ne sont pas indépendants des significations ni même des procédures et des résultats impliqués dans le processus de conquête. En fait, il y a un engagement des acteurs en tant que sujets de la monarchie qui fait que leurs discours et leurs actes sont systématiquement appréhendés par rapport aux avantages qui en découlent en faveur de la consolidation de l'Empire, par le biais notamment d'une participation dans les projets impériaux. Alors, les discours et les actions des agents restent intimement liés aux affaires de l'Empire et deviennent même un élément clé dans la dynamique politique locale<sup>6</sup>.

---

<sup>5</sup> Nous comprenons par agent l'individu qui pratique ou s'engage dans une action déterminée. Dans notre étude, le pouvoir monarchique fait référence essentiellement au contexte politique et institutionnel, c'est-à-dire qu'il envisage les relations entre les agents ou les groupes placés dans les institutions et à l'intérieur de dynamiques économiques et politiques. Cependant, nous cherchons à saisir l'actuation de ces agents, notamment des officiers du *Senado da Camara*, à partir de leur capacité d'action au sein des dynamiques de pouvoir qui caractérisent les relations politiques locales. Ainsi tandis que les acteurs sociaux sont revêtus de pouvoir politique, leurs actions sont particulièrement prises en compte puisque, en plus de jouir d'une certaine autonomie – dans un domaine où l'autorité est presque toujours négociée – ils ont une capacité d'influence sur les actes des autres acteurs dans la hiérarchie des divers pouvoirs. Dans ce scénario, l'action des agents contribue, de façon générale, à la construction des édifices sociaux et, en particulier, à la définition des spécificités des rapports de force et de pouvoir en jeu dans le champ politique de Goiás. Sur une caractérisation plus dynamique des relations de pouvoir dans les sociétés coloniales, voir deux études qui ont influencé les idées abordées dans ce travail : Pilar Ponce Leiva, *Versatilidad social y poderes múltiples en la América colonial, Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [en ligne]. 2007 [réf. du 6 février 2007]. Disponible sur : <http://nuevomundo.revues.org/document3231.html> et José María Imízcoz Beunza, *Comunidad, red social y élites. Un análisis de la vertebración social en el Antiguo Régimen*, in José María Imízcoz Beunza (Dir.), *Élites, poder y red social. Las élites del País Vasco y Navarra en la Edad Moderna*, Bilbao : Universidad del País Vasco, 1996, p. 13-50.

<sup>6</sup> Ainsi, dans les espaces de réalisations des projets impériaux émergent la notion d'affaires politiques. En outre, le XVIII<sup>e</sup> siècle, moment de la découverte de mines d'or de Goiás, voit la profusion d'un langage commercial qui rajoute aux projets de conquête. En plus de l'importance des actions militaires, le commerce a accompagné la connaissance géographique. Cela permet d'amplifier les possibilités de participation des sujets dans les réseaux de pouvoir avec la multiplication des mécanismes d'intégration aux projets impériaux. Par rapport à la profusion d'un langage commercial et au développement d'un commerce pacifique pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle, voir Diogo Ramada Curto, *Cultura imperial e projetos coloniais (séculos XV a XVIII)*, op. cit., p. 358.

Cependant, face à l'interprétation subjacente à la présente étude, on ne peut pas réduire la notion d'Empire à un simple réseau commercial ou à une constellation d'intérêts fragmentés et soumis aux rapports de forces locaux<sup>7</sup>. Alors, loin d'une vision réductrice et exceptionnelle de l'Empire portugais, nous privilégions les relations de force locales en mettant l'accent sur les mesures prises par la Couronne, en cherchant à élucider les mécanismes qui favorisent les avancements de l'État colonial.

Le chemin proposé cherche non seulement à analyser le contrôle progressif de l'État moderne portugais sur les espaces de conquête, mais surtout à mettre en évidence les relations de force et de pouvoir indiquant l'existence de réactions aux projets de Lisbonne. Autrement dit, nous déplaçons notre analyse vers les formes de lutte et de résistance ou, plus directement, les combats qui se trament au sein du champ politique de Goiás, en révélant notamment les nombreuses formes de violence et d'intolérance qui caractérisent les relations politiques dans l'Empire portugais. Ainsi, les logiques du conflit doivent être identifiées dans le processus de construction et d'expansion de l'Empire<sup>8</sup>.

#### *Le Senado da Camara et les réseaux de pouvoir*

Ainsi, nous proposons de réfléchir sur l'histoire coloniale de l'Empire portugais à partir de l'étude des rapports de force et de pouvoir. Dans ce contexte, l'État colonial portugais constitue le point central de notre hypothèse générale : le *Senado da Camara* constitue l'extrémité tentaculaire de l'État colonial, le fil conducteur du projet politique de Lisbonne dans les mines et la Capitainerie de Goiás. En raison de sa perméabilité, en tant qu'espace d'actuation intermédiaire de représentation politique – institution créée sous l'égide du roi du Portugal, dont les membres sont élus par la population locale – le *Senado da Camara* légitime le pouvoir monarchique et assure la capillarité de l'État colonial portugais dans les *sertões* de l'Amérique<sup>9</sup>.

---

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>9</sup> Responsable de la justice en première instance, de la gestion de l'hygiène publique, du contrôle des exigences relatives à la construction et à l'édification des bâtiments publics ou privés, ainsi que de la

Malgré l'accent mis sur le *Senado da Camara* comme objet privilégié de l'analyse, nous n'avons pas rejeté les autres instances cruciales pour la consolidation du pouvoir de la Couronne dans le champ politique de Goiás. En fait, nos pensées n'éludent pas la profonde réciprocité avec la proposition classique de Charles Boxer : « La camara et la miséricorde », dit-il, « peuvent être décrites, avec une certaine exagération, comme les deux piliers de la société coloniale portugaise du Maranhão à Macao. Ils ont assuré une continuité que les gouverneurs, les évêques et les magistrats transitoires ne pouvaient pas assurer »<sup>10</sup>.

Cependant, nous n'ignorons pas l'avertissement de Maria de Fátima Silva Gouvêa, Gabriel Almeida Frazão et Marília Nogueira dos Santos, qui suggèrent l'ajout d'un autre élément aux deux piliers proposés par Boxer, capable de contribuer à l'équilibre nécessaire de la complexe société coloniale : les réseaux de pouvoir construits par les officiers de nomination royale<sup>11</sup>. Nous nous positionnons à la confluence de ces réflexions, en les considérant comme un trépied à la base des équilibres politiques du monde colonial. Ainsi, en complément des réflexions de Charles Boxer, « les camaras, les miséricordes et les réseaux de pouvoir, du Maranhão à Macao, constituent le trépied sur lesquels la société coloniale portugaise est structurée, en garantissant la continuité et en lui conférant une cohésion »<sup>12</sup>.

Effectivement, les réflexions menées dans cette étude n'excluent ou n'ignorent pas l'importance des autres structures de pouvoir fondamentales pour le développement de la domination coloniale portugaise dans Goiás. Au contraire, dans les limites des réflexions et des récits qui suivent, les fonctions fondamentales

---

surveillance du marché, le *Senado da Camara* détenait le contrôle sur tout le maillage urbain des mines et Capitainerie de Goiás.

<sup>10</sup> Charles Ralph Boxer, *O império marítimo português – 1415-1825*. São Paulo: Companhia das Letras, 2002, p. 286.

<sup>11</sup> En considérant les officiers de nomination royale et leurs positions stratégiques dans les communautés ecclésiastiques et mercantiles de l'Empire, les auteurs font valoir qu'ils étaient aussi responsables par la continuité dans l'administration d'Outre-mer, et pas seulement dans les *Senados da Camara* et les miséricordes. Dans la plupart des cas, malgré leurs mandats courts et transitoires, à l'instar des gouverneurs des Capitaineries, des vice-rois et des magistrats, la circularité des connaissances qu'ils produisaient, prenait la forme de mesures administratives (décrets, dispositions et lettres royales), subsistant malgré la mobilité à laquelle ils étaient soumis. Dans de nombreux cas, « moins que des ruptures », disent-ils, « ce qui s'est discerné résulte davantage de continuités administratives ». Cf. Maria de Fátima Silva Gouvêa, Gabriel Almeida Frazão, Marília Nogueira dos Santos, *Redes de poder e conhecimento na governação do império português, 1688-1735*, *Topoi*, 2004, v. 5, numéro 8, p. 124.

<sup>12</sup> *Ibid.*

exercées par le *Senado da Camara*, en tant que colonne basilaire pour l'unité et la continuité de l'Empire, sont toujours inséparables de l'actuation des autres formes institutionnelles de contrôle et de pouvoir liés à la Couronne.

Ainsi, selon la nature des relations de pouvoir, les effets de la performance de chaque sphère institutionnelle cohabitent dans le même champ politique. Dans les embats, dans les affrontements et dans les résistances entre les agents qui cherchent à capter la légitimité des institutions, à la confluence des antagonismes d'une société marquée par la violence, les pouvoirs distincts se croisent, se touchent et parfois s'ignorent. Quoi qu'il en soit, dans ce scénario caractérisé par la composition et la coexistence de différents pouvoirs impériaux, le *Senado da Camara* est l'objet central de notre étude.

#### *De la genèse de la société à la rupture des liens coloniaux*

En outre, il faut situer plus particulièrement notre objet d'étude en considérant le découpage temporel que nous avons adopté en vue de clarifier les concepts de ville et de pouvoir utilisés tout au long de nos considérations.

Le début du peuplement et de l'occupation de la région de Goiás date de 1727, avec l'arrivée des premiers paulistes venus du Plateau de São Paulo et la découverte d'importants gisements d'or sur les rives de la rivière Vermelho. Depuis, la constitution d'une société coloniale tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle, fondée sur une économie de la production d'or, garde ses caractéristiques essentielles jusque dans les années 1790. Durant cette période, ses éléments essentiels identifient une société traditionnelle basée sur le travail esclave et des relations caractéristiques d'un ancien régime portugais adaptées aux régions tropicales de l'Amérique. Dès lors, une mutation socio-économique importante sape les fondements de cette société traditionnelle et introduit de nouveaux éléments dans sa constitution.

Toutefois, il faut souligner que le découpage chronologique de cette étude est plus large. D'une part, les indices de la genèse de la société coloniale qui émerge dans Goiás peuvent être identifiés dans les ruptures découlant des conflits impliquant des élites politiques paulistes dans le Minas Gerais. Nous pensons plus précisément aux résultats des disputes qui ont nourri le premier d'une longue série de

bouleversements dans les régions minières : la guerre des Emboadas<sup>13</sup>, entre 1707 et 1709.

En revanche, la domination politique imposée par le Portugal depuis le début du XVIII<sup>e</sup> siècle trouve un point d'inflexion dans le transfert de la famille royale vers la ville du Rio de Janeiro, en 1808. Toutefois, la présence portugaise s'étend jusqu'au processus de rupture des liens coloniaux avec Lisbonne, commencé avec l'indépendance en 1822 et dont les conséquences plus immédiates pour la vie politique et sociale de Goiás s'étendent jusqu'à la fin des années 1830.

Effectivement, notre point de départ demeure les négociations entre la Couronne et les découvreurs paulistes au cours de l'année de 1721, puisque ses résultats conduiront à la découverte d'or dans la région, à l'occupation du territoire et à la naissance du champ politique de Goiás. À partir de là, jusqu'au moment de l'indépendance, et les influences qui ont restructuré l'organisation des pouvoirs municipaux en 1828, constituent notre chronologie plus large : 1721-1828.

Il est bon de noter que durant toute cette période, l'or brésilien a accéléré le complexe économique de l'Atlantique Sud, depuis un circuit commercial continental, constitué autour des mines d'or et de diamants et auquel Goiás a participé activement<sup>14</sup>. Cependant, dans ce processus, l'histoire de Goiás ne doit pas être simplement borné aux limites des configurations spatiales définies par son

---

<sup>13</sup> Conflit pour le droit d'exploitation des gisements d'or récemment découverts dans la région des Minas Gerais. Le conflit opposait les pionniers vicentins, un groupe formé de *bandeirantes* paulistes (explorateurs du *sertão*) qui avaient découvert la région des mines et qui pour cette raison, exigeaient l'exclusivité de leur exploitation et un groupe hétérogène composé de portugais et d'immigrants de tout le Brésil, surtout de Bahia, commandés par Manuel Nunes Viana – péjorativement appelés *emboabas* par les vicentins –, tous attirés dans la région par la fièvre de l'or. Parmi d'autres travaux sur ce thème, voir en particulier les classiques Capistrano de Abreu, *Capítulos de História Colonial (1500-1800)*, 6<sup>a</sup> ed., Rio de Janeiro : Civilização Brasileira, 1976 et Diogo de Vasconcelos, *História antiga de Minas Gerais*, Rio de Janeiro : Imprensa Nacional, 1948; les articles Manoel S. Cardozo, The Guerra dos Emboabas, Civil War in Minas Gerais, 1708-1709, *Hispanic American Historical Review*, v. 22, numéro 3, 1942, p. 470-492 et Adriana Romeiro, Revisitando a Guerra dos Emboabas : práticas políticas e imaginário nas Minas setecentistas, in Maria Fernanda Batista Bicalho et Vera Lúcia Amaral Ferlini (dir.), *Modos de governar : idéias e práticas políticas no império português – séculos XVI-XIX*, São Paulo : Alameda, 2005, p. 387-401; les dictionnaires historiques, Maria Beatriz Nizza da Silva (Dir.), *Dicionário da história da colonização portuguesa no Brasil*, verbete "Emboaba", Lisbonne / São Paulo : Verbo, 1994, p. 283 et Ronaldo Vainfas (Dir.), *Dicionário do Brasil Colonial (1500-1808)*, Rio de Janeiro : Objetiva, 2000, verbetes "Guerra dos Emboabas", p. 270-272, et "Revtas antifiscais" p. 509-511.

<sup>14</sup> Selon Luiz Felipe de Alencastro, depuis « Viamão (proche de Porto Alegre), au sud, à Alcobaça (Pará), tout au nord, de Cuiabá (Mato Grosso), dans l'extrême ouest, à Paraty (Rio de Janeiro), sur la côte atlantique, pas moins de 138 *registros* (postes de perception fiscale) et des postes d'encadrement militaire constellaient autour du circuit continental d'échanges formés autour des mines d'or et de diamants au XVIII<sup>e</sup> siècle. Cf. Luiz Felipe de Alencastro, Le versant brésilien de l'Atlantique sud : 1550-1850. *Annales : HSS*, 2006, numéro 2, p. 358.

positionnement géographique parce que, en fait, il est aussi pleinement tourné vers la matrice coloniale de l'Atlantique Sud. Dans ce cas, nous sommes dans une périodisation qui situera la véritable rupture de l'ordre colonial uniquement avec la fin de la traite des noirs africains en 1850<sup>15</sup>.

Ces observations illustrent deux caractéristiques essentielles qui conditionnent la chronologie définie pour notre recherche. Tout d'abord, nos limites temporelles suivent la chronologie de l'un des plus importants cycles économiques du Brésil moderne : le cycle de l'or (1690-1790). Deuxièmement, toute la période étudiée est couplée à un long processus marqué par la traite des esclaves africains qui, en fait, est le plus large des cycles économiques dans l'histoire du Brésil. Autrement dit, tous les autres cycles – du sucre, du tabac, de l'or, du café et du coton – dérivent de la longue durée du cycle multiséculaire de la traite des Noirs, qui perdura de 1550 à 1850<sup>16</sup>.

Ces conditionnements éclairent des caractéristiques importantes de la société construite à Goiás et qui est entrecoupée par les influences majeures exercées par l'économie de l'exploitation aurifère et consolidée par la violence omniprésente dans les relations de travail résultant de l'esclavagisme. Ainsi, la durée multiséculaire de la traite des Noirs, combinée avec les spécificités du cycle de l'or recréent un monde étrange et original dans Goiás. C'est dans ce contexte que les rapports de force et pouvoir qui en résulte seront exposés, encore que partiellement, notamment à travers l'action politique des membres du *Senado da Camara*.

### *Relations de pouvoir et les formes de résistances*

Dès lors, l'histoire politique de notre récit devient avant tout une histoire du pouvoir. Parmi les questions qui sous-tendent les réflexions menées, nous cherchons à identifier, à travers l'étude du *Senado da Camara*, comment se constitue et se manifeste, comment se soutient et s'exerce le pouvoir politique de la Couronne. Par ailleurs, nous cherchons également à savoir quelles sont leurs bases de légitimation dans les mines et Capitainerie de Goiás. Ainsi, la notion de pouvoir que

---

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 340.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 365.

nous utilisons doit permettre une analyse qui s'intéresse en même temps à l'existence de l'État moderne portugais, ses déploiements institutionnels dans les espaces de conquête et également aux relations de pouvoir local, en tant que terrain de manifestation des formes de résistance menées par des acteurs coloniaux. Il convient de noter que si le pouvoir de la Couronne ne se trouve pas simplement soumis aux rapports de forces locaux, il demeure tout de même très dépendant du déroulement d'un jeu de forces incessant, dont le but ultime consiste à établir la prééminence du pouvoir du roi du Portugal dans le champ politique de Goiás.

En effet, nous ne considérons pas l'État moderne comme une entité dont le développement empêche ou compromet la capacité d'action des individus. Au contraire, il se produit à travers eux. Alors, nous avons privilégié une perspective qui présente l'État moderne « comme une structure très élaborée dans laquelle les individus peuvent être intégrés à une condition : qu'on assigne à cette individualité une forme nouvelle et qu'on la soumette à un ensemble de mécanismes spécifiques »<sup>17</sup>. Ainsi, si d'une part nous appréhendons le pouvoir à travers des modèles juridiques ou institutionnels, à l'instar du *Senado da Camara* en tant que mécanisme spécifique de domination, d'autre part nous avons essayé d'élargir les dimensions de notre recherche au moyen d'un engagement plus vaste par rapport à la notion de pouvoir que nous occupe.

Il s'agit d'un mode d'investigation emprunté à Michel Foucault, et consistant à prendre comme point de départ les formes de résistances aux différents types de pouvoir. Ou, pour reprendre ses propres mots, « il consiste à utiliser cette résistance comme un catalyseur chimique qui permet de mettre en évidence les relations de pouvoir, de voir où elles s'inscrivent, de découvrir leurs points d'application et les méthodes qu'elles utilisent »<sup>18</sup>. Si nous analysons le pouvoir du point de vue de sa rationalité interne, à travers les intentions des projets de Lisbonne, il faut aussi « analyser les relations de pouvoir à travers l'affrontement des stratégies »<sup>19</sup>. Le pouvoir à tendance globalisante et totalisatrice de l'État moderne

---

<sup>17</sup> Michel Foucault, Deux essais sur le sujet et le pouvoir, in Hubert Dreyfus et Paul Rabinow, *Michel Foucault : un parcours philosophique*. Paris : Gallimard, 1984, p. 305-306.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 300.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 301.



portugais d'une part, le jeu de forces visible dans les rapports de pouvoir locaux d'autre part.

Voilà pourquoi, au lieu de partir de normes, nous privilégions initialement une lecture qui a comme point de départ une vision de l'expérience des acteurs centrée sur les relations de force dans des situations de conflits. Ce sont des moments de crises, des contestations violentes contre les autorités coloniales, des formes de résistances locales aux projets de Lisbonne qui nous intéressent plus particulièrement. Entre les anomalies et les règles, c'est un nouveau champ qui s'ouvre avec de vastes possibilités. Grâce à la distribution inégale du pouvoir et les actions stratégiques mises en scène par la Couronne, les intentions du monarque prennent, peu à peu, la prééminence sur le champ politique de Goiás.

### *Le sens politique de la ville coloniale*

Mais si l'étude sur le *Senado da Camara* peut guider nos lectures par le biais d'une immersion dans les méandres des pouvoirs coloniaux, il constituera également un moment privilégié pour observer la relation entre la ville et le pouvoir, au moment de sa fondation et quand le pouvoir prend forme à travers la ville.

Il est bon de rappeler que, dans l'Empire portugais, le mot Vila désigne le siège d'un territoire créé expressément par un Décret Royal. L'acte de création implique nécessairement l'installation du *Senado da Camara* et la levée du Pilori, symboles du pouvoir politique et administratif de la monarchie. Une Ville, titre décerné à un noyau urbain plus développé, peut provenir d'une Vila et cette position ou titre ne peut être accordée que par la détermination de la Couronne. Le titre de Ville est également accordée aux sièges des évêchés, appelées villes épiscopales. Dans Goiás, Vila Boa est la première Vila établie par décision du roi du Portugal en 1739. Dans le même acte, les membres du *Senado da Camara* ont été élus, le Pilori a été soulevé et la place de bâtiments publics liés à l'administration coloniale a été définie. Le titre de Ville n'a été obtenu par Vila Boa de Goiás qu'en 1817.

En fait, la décision de Lisbonne de fonder des Vilas et Villes indique combien leur présence dans le Brésil colonial permet avant tout la manifestation et

l'imposition d'un ordre politique<sup>20</sup>. C'est donc au cœur des Vilas et des Villes que se structure la société coloniale. Néanmoins, Vila Boa est un noyau de décision politique, de représentation et de négociation, plus qu'un simple centre administratif ou un lieu d'exercice du monopole du colonisateur. Elle est aussi un terrain de combats des projets politiques et des intérêts économiques<sup>21</sup>. Ainsi, dans le cadre de la politique impériale, le rôle du *Senado da Camara* est décisif en tant que moyen d'interlocution avec Lisbonne et les autres centres de décision de l'Amérique.

Dès lors, Vila Boa doit être aussi pensée en tant qu'instrument politique au service d'un projet économique : l'exploitation de l'or<sup>22</sup>. Par contre, en tant que cœur politique de Vila Boa, le *Senado da Camara* détient le contrôle sur les relations politiques et économiques dans les mines et la Capitainerie de Goiás. Donc, ce qui nous intéresse directement réside dans le sens politique de la ville, car il s'agit surtout de dévoiler sa « géographie politique » ou, autrement dit, de travailler la ville coloniale comme un « centre névralgique d'une politisation de l'espace »<sup>23</sup>.

Effectivement, si Vila Boa intègre le projet impérial comme une sorte d'extrémité tentaculaire de l'Empire, le *Senado da Camara* occupe son sommet politique au sein duquel se déploient les stratégies de la Couronne. Ainsi, dans Vila Boa, « le politique s'empare du temps et, créant l'illusion de le maîtriser, s'installe dans la durée »<sup>24</sup>. Dans les vastes possibilités offertes par le monde urbain colonial, voilà une relation originale : l'exemple de Vila Boa de Goiás met en lumière les liens entre le politique et la ville et dévoile la ville comme espace de prédilection du politique.

### *L'occupation territoriale et la construction d'une société nouvelle*

---

<sup>20</sup> Laurent Vidal, Sous le masque du colonial. Naissances et « décadence » d'une Vila dans le Brésil moderne : Vila Boa de Goiás au XVIII<sup>e</sup> siècle. *Annales HSS*, 2007, numéro 3, p. 585.

<sup>21</sup> Maria Fernanda Batista Bicalho, Cidades e Elites Coloniais. Redes de poder e negociação, *Varia História*, 2003, numéro 29, p. 22.

<sup>22</sup> Laurent Vidal, Sous le masque du colonial, *op. cit.*, p. 604.

<sup>23</sup> Rita Costa Gomes, A Reconquista e o imaginário da cidade peninsular, in Yvette Kace Centero et Lima de Freitas. *Simbólica do espaço : Cidades, Ilhas, Jardins*, Lisbonne : Estampa, 1991, p. 43-57.

<sup>24</sup> Laurent Vidal, *Les larmes de Rio*, Paris : Aubier, 2009, p. 19.

Mas comment appréhender cette géographie politique de la ville coloniale ? Tout d'abord, nous partons du principe que l'étude des relations de pouvoir passe nécessairement par la compréhension de la constitution de la société. C'est avant tout le passage des moments de la découverte et de l'occupation territoriale, de la conformation initiale du champ politique local, à la construction des institutions sur un espace nouvellement intégrée à l'Empire portugais. Ce passage, avec ses déploiements politiques, sera accompagné par l'observation d'une institution spécifique : le *Senado da Camara* de Vila Boa de Goiás, et plus tard la ville de Goiás.

Toutefois, ce mouvement sous-tend quelques défis importants. En fait, ce qui est en jeu demeure l'invention, l'établissement et l'organisation des espaces économiques, des relations sociales, des formes institutionnelles et les modalités de liens entre les hommes. Cependant, les institutions et, plus largement, la société et les liens qui sont construits par ces hommes, ont été effectivement fondés sur un répertoire culturel, juridique, institutionnel, religieux et social, que les acteurs apportèrent avec eux. Transféré à Goiás, ce répertoire a revêtu un nouveau sens et pris d'autres significations<sup>25</sup>.

En ce sens, il est important souligner qu'il ne s'agit pas d'observer la transplantation, pure et simple, des modèles institutionnels. Notre défi consiste à mettre l'accent sur la dynamique des éléments qui participent à la construction de cette société depuis les nécessaires adaptations et improvisations qui contraignent les acteurs et les protagonistes impliqués. En revanche, la présence des Indiens américains et l'esclavage noir, avec le transfert massif d'individus africains, sont des composantes culturelle et sociale nouvelles qui prêtent une originalité au monde colonial. Ainsi, les processus d'interaction, d'incorporation et de recomposition sociale qui prennent forme dans Goiás, amalgament une société profondément différente du monde européen.

Le biais adopté, centré sur la notion d'Ancien Régime portugais, doit être nuancé. Il ne doit pas laisser l'impression d'une transplantation mécanique des institutions du Royaume vers le nouveau monde. Au contraire, il s'agit d'identifier les continuités et les éléments communs qui persistent au milieu des ajustements et des nouveaux sens que prend le répertoire institutionnel européen dans Goiás. Il n'est pas

---

<sup>25</sup> Jacques Poloni-Simard, Amériques coloniales : La construction de la société, *Annales HSS*, 2007, numéro 3, p. 502.

anodin que dans le découpage chronologique de ce travail, le cycle de l'or s'inscrit dans la longue durée d'un cycle multiséculaire structurel du Brésil moderne, constitué autour de la traite des noirs africains.

Laura de Mello e Souza définit très bien cette préoccupation : « la spécificité de l'Amérique portugaise », dit-elle, « n'a pas résidé dans l'assimilation pure et simple du monde de l'Ancien Régime, mais dans sa recreation perverse, alimentée par le trafic, par le travail esclave des noirs africains, par l'introduction dans l'ancienne société d'un nouvel élément structurel et non institutionnel : l'esclavage »<sup>26</sup>. Néanmoins, bien que les relations de force souffrent de l'impact de cette recreation perverse de l'Ancien Régime dans les tropiques, le jeu de pouvoir entre les élites politiques locales exprima les héritages, les références et les valeurs nées de la société de l'Ancien Régime portugais.

#### *Le monde intermédiaire de la frontière : espace d'interactions multiples*

Cependant, ce monde basé sur l'esclavage, constitué par une population hétérogène et dont les diversités rendent difficiles l'imposition de l'autorité fondée dans des modèles européens, cette véritable terre de mélanges et d'affrontements est plus que jamais un monde de frontière. Nous touchons là à un autre aspect important qui oriente la présente thèse : la notion de frontière.

En fait, les mines et la Capitainerie de Goiás sont presque toujours décrites dans l'historiographie coloniale comme la périphérie de l'Empire ou même comme un endroit périphérique aux centres urbains du littoral de l'Amérique portugaise. Ce modèle centré sur les notions de centre et de périphérie, issu des études entreprises par des géographes et des économistes, illustre bien l'idée d'interaction hiérarchique entre les espaces, dans laquelle le centre possède des pouvoirs de production, d'innovation, d'attraction, tandis que la périphérie va se placer, très fréquemment, à rebours du centre, se définissant comme une aire marginale, écartée, sous-équipée et dominée.

Cependant, il s'agit d'une vision ou d'une option qui, malgré les facilités méthodologiques, nous semble insuffisante, voire réductrice, pour l'étude de cette

---

<sup>26</sup> Laura de Mello e Souza, *O sol e sombra – Política e administração na América portuguesa do século XVIII*, São Paulo : Companhia das Letras, 2006, p. 68.

région de frontière. Donc, sans ignorer la capacité heuristique du modèle centre/périphérie, nous préférons adopter une approche qui permet de mettre en évidence les interactions locales, échafaudant ainsi un processus de réflexion dans lequel ces interactions s'intègrent au projet d'expansion de l'Empire colonial portugais.

Laurent Vidal démontre avec pertinence, en citant la réflexion proposée par John Merriman concernant les villes françaises du XIXe siècle, qu'il est préférable d'appréhender les périphéries comme des frontières, des espaces en mutation habités par des « mondes flottants »<sup>27</sup>, des lieux intermédiaires. Dans le même esprit, Serge Gruzinski propose une relecture s'inspirant des commentaires de Michael Adas autour de l'idée de « middle-ground »<sup>28</sup>, d'espace intermédiaire, comme alternative à la pensée schématique des notions de centre et de périphérie. Ainsi, nous préférons voir la société qui a émergé à Goiás comme un monde intermédiaire, une zone d'interpénétrations multiples, un entre-lieu, un entre-deux.

Dans ce sens, la frontière n'appartient à aucun des pôles établis dans le cadre d'une réflexion de nature binaire. Pourtant, la condition de frontière est définie surtout par le fait d'être au bord, à la marge, à la frange. Dans ce cas, ne pas être au centre est, à la fois, être à distance et être différent. Il s'agit alors de postuler la position d'être étrange<sup>29</sup>. Cette étrangeté explique la sensation commune chez les représentants de la Couronne par rapport aux mines de Goiás : la frontière est considérée comme source de danger et de menace<sup>30</sup> parce qu'elle peut développer des intérêts distincts de ceux de Lisbonne.

Ainsi, au delà de l'abordage territorial et géopolitique, la notion de frontière avance, en s'appuyant sur des critères spatiaux et sur des plans des

---

<sup>27</sup> Laurent Vidal, *Os trilhos da história do Brasil urbano*, op. cit., p. 76. Le texte cité se trouve dans John Merriman, *Aux marges de la ville. Faubourgs et banlieues en France, 1815-1870*, Paris : Seuil, 1994, p. 32.

<sup>28</sup> Serge Gruzinski, « Les mondes mêlés de la monarchie catholique et autres « connected histories, Le mondes mêlés de la monarchie catholique et autres *connected histories*. *Annales HSS*, 2001, numéro 1, p. 114. Voir aussi Michael Adas, "Bringing Ideas and Agency Back in: Representation and the Comparative Approach to Word History", in P. Pomper, R. H. Elphick et R. T. Vann (Dir.), *Word History. Ideologies, Structures and Identities*, Oxford : Blackwell, 1998, p. 99.

<sup>29</sup> Andrea Cristiane Kahmann et Léa Silvia dos Santos Masina, *Fronteiras, tradição e identidade : um debate à partir da obra Contos Gauchescos, de Simões Lopes Neto*. *Universidade de Santa Cruz do Sul* [en ligne]. [réf. du 08 juin 2010], p. 1-25. Disponible sur : [www.unisc.br/portal/images/stories/.../fronteira\\_tradicao\\_identidade.pdf](http://www.unisc.br/portal/images/stories/.../fronteira_tradicao_identidade.pdf).

<sup>30</sup> Lia Osório Machado, *Limites, fronteiras, redes*, in Tânia M. Strohaecker, A. Damiani, N. O. Schaffer, *et al.* (Dir.), *Fronteiras e espaço global*, Porto Alegre : Associação dos Geógrafos Brasileiros, 1998, p. 41.

significations partagées, dans les domaines d'une construction symbolique d'appartenance sociale. Le premier à formuler la thèse de la frontière, l'historien américain Frederick Jackson Turner, en 1893, avait déjà surmonté le sens purement territorial de celle-ci. Malgré les objections actuelles et les limites de ses réflexions, la pensée de Turner a beaucoup contribué à l'historiographie de l'époque<sup>31</sup>, étudiant la notion de frontière dans une conception qui l'insère dans le sociétal<sup>32</sup>.

En faisant référence au mouvement de la ligne frontière dans l'Amérique du Nord, de l'Est vers l'océan Pacifique, il affirme que « L'Ouest est plus une forme de société qu'une région géographique ». Selon lui, « Le terme s'applique à une région dont les conditions sociales résultent de la transformation d'institutions et d'idées anciennes sous l'influence des terres libres. Cette transformation crée un nouveau milieu, offre des chances égales pour tous, brise les traditions, suscite de nouvelles activités, de nouveaux développements, de nouvelles institutions, de nouveaux idéaux »<sup>33</sup>. Dans ce sens, il faut aller au-delà même de la réflexion proposée par Jackson Turner. Tout en intégrant une interprétation conceptuelle qui permet de percevoir la région de Goiás comme un espace frontalier, les frontières ne peuvent pas être considérées seulement comme des bornes ou des lignes qui représentent des limites et des divisions. Il est important de les penser dans une autre dimension : « Elles induisent aussi à penser au passage, à la communication, au dialogue et à l'échange »<sup>34</sup>.

Autrement dit, dans le processus de colonisation du Nouveau Monde, les échanges et les interactions inévitables qui conditionnent le vaste répertoire culturel, politique et institutionnel apporté par les Portugais, sont incorporées et recomposés

---

<sup>31</sup> Comme le souligne René Rémond dans la préface à la version française de l'œuvre de Turner. Cf. Frederick Jackson Turner, *La Frontière dans l'histoire des États-Unis*, trad. Annie Rambert, préface de René Rémond, Presses Universitaires de France, Paris : 1963.

<sup>32</sup> Malgré ses contributions, quelques affirmations sont très contestables. L'une d'entre elles nous intéresse particulièrement : comme la frontière et l'Ouest sont analysés comme le cadre prédestinant à la démocratie, il voit l'existence d'une égalité de chances qui ne correspond pas à la réalité. Or, autant dans l'Amérique du Nord étudié par Jackson Turner, que dans l'Amérique portugaise, objet de ce travail, les études en général portent à penser le contraire. L'Ouest américain et l'Ouest de l'Amérique portugaise connaissent eux aussi très tôt, pour ne pas dire d'emblée, de fortes différenciations et des oppositions sociales. Pour une analyse de l'œuvre de Jackson Turner, voir Louis Dermigny, *Amérique et démocratie*, *Annales ESC*, 1966, 21<sup>e</sup> année, numéro 3, p. 573-607.

<sup>33</sup> Frederick Jackson Turner, *La Frontière dans l'histoire des États-Unis*, *op. cit.*, p. 178.

<sup>34</sup> Sandra Jatahy Pesavento, *Além das fronteiras*, in Maria Helena Martins (Dir.), *Fronteiras culturais: Brasil – Uruguai – Argentina*. São Paulo : Ateliê Editorial, 2002, p. 36.

dans le cadre de la construction des édifices sociaux américains à la frontière. Ainsi, si la frontière est mouvement, transit et passage, elle conditionne en même temps l'apparition de quelque chose de nouveau et de différent, qui est rendu possible par la situation caractéristique de contact, de mélange, d'échange et de métissage<sup>35</sup>.

### *L'approche dynamique des temporalités*

Finalement, sans vouloir anticiper le débat proposé dans les pages suivantes, un dernier aspect mérite d'être souligné : la notion de colonie comme un tout temporel homogène. La critique de l'usage artificiel, mécanique, tendancieux et réifié du concept de colonie et de la catégorie coloniale entre les chercheurs de l'Amérique latine a rayé pendant un certain temps les réflexions des historiens. Il ne serait pas approprié, demande Annick Lempérière, à propos de ce sujet, de remettre en question l'utilisation de ces termes pour qualifier et décrire sans discrimination quelques dates ou quelque phénomènes historiques qui se sont produits en Amérique au cours de la période antérieure à l'indépendance ?<sup>36</sup> En fait, la nécessité de se débarrasser de la notion de colonie comme un ensemble géographique et temporel homogène a été signalé par d'importants auteurs portugais, Brésiliens, Anglo-Saxons<sup>37</sup> et aussi français.

Dans ce contexte, il faut regarder avec attention vers les pratiques politiques et les spécificités urbaines dans les mines de Goiás. Il est vrai que, dans l'historiographie de l'Amérique portugaise, la notion d'ordre colonial renvoie aux besoins spécifiques d'une organisation fondée sur des liens de dépendance vis-à-vis de la métropole. Mais, plus particulièrement dans le cas de l'historiographie des villes brésiliennes, c'est surtout les remarques faites par Laurent Vidal qui nous appelle à une réflexion plus spécifique. « Au Brésil », dit-il, « les villes, et surtout les villes-ports »<sup>38</sup>, ont été étudiées « comme figure ou incarnation de l'ordre colonial ». Cependant, il va plus loin. Selon lui, le mot « colonial » est absent du dictionnaire

---

<sup>35</sup> *Ibid*, p. 37

<sup>36</sup> Annick Lempérière, *El paradigma colonial en la historiografía latinoamericana*, *Istor*, 2004, número 19, p. 107. (p. 107-128).

<sup>37</sup> Iara Lis Schiavinatto, *Entre trajetórias e impérios : apontamentos de cultura política e historiografia*, *Tempo*, 2009, número 27, p. 24. (p. 23-35).

<sup>38</sup> Laurent Vidal, *Sous le masque du colonial*, *op. cit*, p. 579.

portugais de la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle et le même adjectif n'apparaît dans les langues latines qu'à partir de 1776, par le biais d'un emprunt à l'anglais, dont la signification s'inscrit au moment où les treize colonies en Amérique du Nord « dénoncent le pacte qui les unit à leur métropole ». C'est dans ce moment-là « que l'adjectif s'impose et se diffuse, pour distinguer ce qui relève justement du domaine métropolitain et du domaine colonial ». « Dès lors », affirme l'auteur, « il n'est pas illégitime de se demander si certains historiens, en qualifiant *a priori* de coloniales des pratiques sociales ou des spécificités urbaines, n'ont pas surinterprété la rigidité à l'œuvre dans les villes de la colonie »<sup>39</sup>.

En fait, cette rigidité recouvre une partie significative du champ des perceptions élaboré autour des sociétés américaines et conditionne, dans une large mesure, les études sur les phénomènes politiques et urbains réalisés au Brésil. Dès lors, d'après la réflexion proposée par Laurent Vidal, il nous semble que l'historiographie du Goiás colonial, en adoptant le point de vue distant et normatif du pouvoir métropolitain, interprète les études sur les relations de pouvoir et surtout sur les structures urbaines et les mécanismes politiques et administratifs locaux, comme l'image ou l'incarnation de cet ordre colonial<sup>40</sup>.

Par contre, il est vrai que les liens coloniaux entre Goiás et Lisbonne sont toujours présents dans la construction de ce nouveau monde à la frontière ouest de l'Amérique portugaise. Nous n'avons pas l'intention de nier cette réalité évidente, ni même d'ignorer l'importance des politiques et des directives métropolitaines qui consolident les structures fondamentales des relations économiques entre le Brésil et le Portugal. Cependant, la conception d'une histoire continue, se déployant au sein d'un temps homogène, basée sur l'usage artificiel et réifié du concept de colonie et de la catégorie coloniale, appelle à certaines réserves.

Nonobstant, en suivant la piste proposée par Serge Gruzinski<sup>41</sup>, qu'advient-il dès lors que l'on admet que le lien colonial n'est que l'une des dimensions de la société construite dans les mines du Goiás ? En fait, prendre les liens coloniaux entre Lisbonne et Goiás comme la seule dimension possible de la réalité peut impliquer une dépréciation par rapport à la construction parallèle de modes de

---

<sup>39</sup> *Ibid.*

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> Serge Gruzinski, *Les mondes mêlés de la monarchie catholique*, *op. cit.*, p. 115.



vie et d'expressions différentes, tout en alimentant un certain mépris vis-à-vis des « représentations hybrides »<sup>42</sup> – pour utiliser un mot emprunté à Serge Gruzinski – qui constituent néanmoins des réponses à l'organisation et à la domination métropolitaine.

Ainsi, en raison des complexes entrelacements qui cimentent la société minière, le temps ne se conforme pas seulement à l'image classique d'un flux homogène, traduit par la figure d'un tableau plan dépourvu d'ondulations et de dimensions variées. Au contraire, le temps dans les mines de Goiás est plus complexe que le simple mouvement d'un flux. Il s'agit en fait d'une « cataracte des temps », dans l'acception employée par Siegfried Kracauer, où il y a des « des vides au sein des ces courants temporels »<sup>43</sup>.

En conséquence, dans le scénario produit par la société des mines de Goiás, il demeure toujours possible de visualiser l'existence des continuités et des discontinuités, des interférences et des entrecroisements qui mettent en jeu plusieurs temporalités. Toutefois, il ne s'agit pas seulement de révéler une structure feuilletée du temps, comme celle conçue par Fernand Braudel. Car, comme le rappelle très bien Roger Chartier à propos de l'architecture braudelienne des durées emboîtées, « les diverses temporalités ne doivent pas être considérées en tant que des enveloppes objectives des faits sociaux », parce qu'elles sont surtout produites par des constructions sociales<sup>44</sup>. Dès lors, il faut aller plus loin. Notre démarche consiste à mettre en place une relecture de l'histoire de Goiás depuis une approche dynamique des temporalités. En parallèle avec les liens et les rapports coloniaux, à côté des projets conduits par Lisbonne, d'autres temporalités se déploient dans le temps des mines et de la Capitainerie de Goiás.

### *Les sources historiques*

Concernant les sources primaires manuscrites, nous avons fait une abondante utilisation de l'ensemble des documents officiels existants dans les

---

<sup>42</sup> *Ibid.*

<sup>43</sup> Siegfried Kracauer, *L'histoire des avant-dernières choses*, Paris : Stock, 2006, p. 272.

<sup>44</sup> Roger Chartier, *A história ou a leitura do tempo*, Belo Horizonte : Autêntica, 2009, p. 68.

archives d'Outre-mer de Lisbonne, composées de correspondances diverses, lettres, demandes, requêtes, décrets, listes, rapports et descriptions des voyages, qui racontent une longue période de l'histoire coloniale de Goiás (de 1731 à 1822).

Dans le même temps, à Goiás, les documents de l'Archive Frei Simão Dorvi (AFSD) ont été consultés ainsi que les archives de l'Institut de Recherche et d'Études Historiques du Brésil Central (IPEH-BC), à l'Université Catholique du Goiás (PUC). Le Livre d'Enregistrement, composé d'une série de fragments des annales de la Camara de Vila Boa de Goiás réalisées entre les années 1792 à 1795 décrit également le quotidien de l'administration de Vila Boa et des noyaux urbains de la Capitainerie. Nous avons consulté aussi la collection de l'Archive Historique de Goiás à Goiânia.

En plus de cela, on a consulté les collections de l'Archive National du Rio de Janeiro et le Noyau de Documentation et Information Historique Régionale de l'Université Fédérale du Mato Grosso, à Cuiabá. Quant aux sources imprimées, la série qui intègre les Documents intéressants pour l'histoire et les coutumes de São Paulo, dans l'Archive de l'État de São Paulo et les recueils publiés par Revue de l'Institut Historique et Géographique Brésilien et par la Bibliothèque Nationale de Rio de Janeiro ont été consultés.

Bien que l'existence de toutes ces collections révèle un univers riche en information documentaire sur Goiás, elle ne constitue pas ce que l'on pourrait appeler une vaste collection documentaire. En revanche, la facilité d'accès à des sources historiques, manuscrites ou imprimées, émanant des fonctionnalités introduites par des catalogues numériques reste un outil stimulant pour le chercheur dont le travail dépend de la documentation déposée dans les diverses institutions publiques et privées.

À propos de la bibliographie utilisée et décrite à la fin de ce volume, elle reflète surtout les lectures effectuées soit à partir d'une riche historiographie produite par des auteurs portugais et brésiliens sur des questions relatives à l'Empire portugais et ses déploiements en Amérique lusitane, soit à partir d'importantes réflexions menées par certains auteurs européens, particulièrement en France.

Quant à la production bibliographique brésilienne, on a mis en évidence, avec une attention particulière, des recherches très actuelles concernant les aspects les plus divers de la société minière, produites par des historiens intéressés par les études concernant l'histoire de la ville et du pouvoir et, spécialement, celle qui ont

trait au Minas Gerais. En raison du parallélisme historique avec Goiás, ces auteurs ont été choisis de manière naturelle comme des interlocuteurs privilégiés pour les dialogues qui traversent les idées présentées tout au long de cette étude. Au niveau régional, il y a une liste limitée des auteurs qui se sont actuellement engagés à dévoiler l'histoire de Goiás à travers des relectures ponctuelles et à la lumière des nouvelles ressources théoriques et méthodologiques.

C'est important de souligner le travail essentiel et fondateur de l'historien Luis Palacin Gomes, un exemple de lecture au caractère très vaste basé sur des recherches exhaustives qui, à partir de la reconstitution de l'histoire locale, positionne Goiás dans le contexte de l'Empire. Enfin, l'abondance des informations disponibles dans cette vaste littérature a permis la reconstruction d'un scénario composé de connexions établies à partir de Goiás, grâce à un dialogue fondé sur des cadres théoriques et méthodologiques mis à disposition par une historiographie très récente.

Nous pouvons donc maintenant décrire la structure générale de notre travail. À partir de l'hypothèse générale – le *Senado da Camara* comme fil conducteur qui aligne le projet politique de Lisbonne dans les mines et la Capitainerie de Goiás – le travail est divisé en trois parties. Chaque partie correspond à une approximation de l'objet traité, conformément à une séquence qui permet la projection de regards diversifiés sur le sujet. L'approfondissement théorique et conceptuel ne se trouve pas articulé autour d'un chapitre en particulier, préférant suivre le rythme des récits et des thèmes présentés dans chaque partie du travail. En revanche, les trois parties détiennent un lien essentiel avec la chronologie de chaque chapitre, qui renvoie à son tour au découpage temporel général de l'étude. La connexion et la continuité entre les parties sont définies principalement par la proposition qui a guidé notre réflexion tout au long du texte, centrée sur la notion de temporalité ou des temps de l'histoire.

Ainsi, dans la première partie, nous présentons le temps bref qui correspond à la genèse et à la constitution du champ politique. Dans la deuxième partie, nous dirigeons notre récit vers le temps entrelacé des commencements, associés à la fondation de Vila Boa de Goiás et à la création du *Senado da Camara* – le temps de l'organisation institutionnelle des organes de gouvernement locaux. Et,

enfin, dans la troisième et dernière partie, nous nous occupons des temps dilatés de l'installation du pouvoir politique de la Couronne dans les espaces urbains de Goiás. Les trois parties traitent du politique et de la ville dans le monde colonial et ou de l'entrelacement de ces deux notions associées à celle de pouvoir. Il faut dire que la notion des temporalités multiples, qui traverse l'ensemble de notre récit, se reflète dans les coupures temporelles de chacun des chapitres. Combiné avec les seuils chronologiques imposés par les sources historiques, le résultat est l'absence d'une continuité temporelle homogène et linéaire entre les chapitres. Bien qu'il y a un ordre logique et nécessaire entre chacun d'entre eux, il y n'a pas une continuité artificielle, qui serait le résultat d'une chronologie progressive ou graduelle qui exprimerait un mouvement linéaire connectant le début à la fin du récit.

La première partie, intitulé « Le champ politique », est composée par les deux chapitres initiaux. Le premier chapitre, intitulé *Le naissance du champ politique*, suscite des réflexions au sujet de l'apparition de la société et de la genèse du champ politique, en retraçant les contours encore sinueux de ses institutions. A partir de ce point, le texte accompagne la constitution des appareils politiques et administratifs ainsi que les déploiements d'une conjoncture populationnelle et économique qui, peu à peu, va se superposer aux configurations initiales. Dans ce chapitre, nous sommes partis d'une hypothèse centrale : l'unité monarchique requise pour le déploiement des arrangements et des négociations qui va aboutir à la création d'un nouveau champ politique, est conditionnée par la nécessité d'une collaboration mutuelle entre les sujets et le roi du Portugal.

Le deuxième chapitre, intitulé *L'Instabilité du champ politique*, a comme point de départ l'horizon général d'instabilité qui conditionne les environnements sociaux et les institutions politiques de l'Empire et de l'Amérique portugaise. Instabilité qui a beaucoup influencé les rapports politiques dès la naissance de la société minière de Goiás. Depuis des événements et des situations de conflits, on voit, peu à peu, la mise en place par la Couronne d'un projet économique centré autour de l'exploitation de l'or. Alors, tout un appareil politique, administratif et juridique va être projeté sur l'espace des mines en tant qu'engrenages au service des intérêts de Lisbonne. Pourtant, comme le dessin de ce programme ne fonctionne pas pleinement, nous adoptons une approche qui permet de voir la distance entre les contours du projet ambitionné et son fonctionnement imparfait. Ainsi, nous partons du sable dans

l'engrenage, cherchant dans les situations de conflit et d'instabilité et dans les rapports de forces, les chemins qui vont conduire à la prééminence du pouvoir du monarque dans le champ politique de Goiás. Notre hypothèse, ici, c'est que dans ces temps initiaux, le projet institutionnel de la Couronne, envisageant l'exploitation de l'or, n'a pas d'intensité suffisante ou nécessaire pour contrôler les intérêts en jeu dans les mines de Goiás.

La deuxième partie, « Le champ politique de la ville », est composée de trois chapitres. Il s'agit d'intégrer au champ politique des mines le pouvoir de la ville coloniale. Ainsi, le pouvoir politique ouvre le chemin à l'ordonnancement des espaces de la ville. Dans le troisième chapitre, intitulé *Goiás dans le projet géopolitique de Lisbonne*, la création de Vila Boa de Goiás et la mise en scène d'un nouveau pouvoir politique, personnifié par le *Senado da Camara*, apparaît comme une alternative institutionnelle qui réaffirme les possibilités de profits et d'avantages pour la Couronne et, dans le même temps, pour les élites locales. Ce fait renforce les instruments de contrôle à travers l'implémentation des appareils juridiques et administratifs et modifie la nature des relations politiques. Ensuite, la création de la Capitainerie et de la prélature de Goiás donne à Vila Boa le statut de capitale, dont la légitimité est petit-à-petit conquise à travers les actions stratégiques développées par le *Senado da Camara*. L'hypothèse principale dans ce chapitre est la suivante : la position de Vila Boa dans l'architecture géopolitique de l'Empire nourrit les intérêts portugais à travers deux dimensions essentielles. Tout d'abord, en tant que centre d'une structure fiscale et administrative capable de viabiliser l'extraction de l'or et, deuxièmement, comme point d'appui stratégique pour l'avance progressive sur la frontière avec les domaines de l'Empire espagnol.

Dans le quatrième chapitre, intitulé *Réseau urbain à la frontière de l'Empire*, nous proposons, en fonction d'un abordage plus dynamique, l'application de la notion de frontière pour l'étude de Goiás, dans le but de produire une interprétation plus vaste à propos des liens entre la ville et le pouvoir. En fait, ce que nous cherchons demeure la possibilité d'avancer la notion de frontière comme une forme de compréhension de la ville coloniale, qui irait au-delà de la dimension territoriale et géopolitique. Dans la géopolitique de l'espace de l'Empire et à l'intérieur des limites définies par la Capitainerie de Goiás, Vila Boa devient une capitale-frontière régionale. Dans la dernière partie de ce chapitre, on essaye

d'éclaircir la façon dont le *Senado da Camara* exerce son influence sur le réseau urbain du Goiás, à travers la constatation d'une double stratégie qui guide les actions de ses membres. La première, de nature éminemment politique, envisage la défense des droits et de la légitimité du *Senado da Camara*. La seconde stratégie – dans la sphère des activités administratives – renvoie à l'exercice et à l'action, proprement dit, de contrôle sur le réseau urbain des mines de Goiás. La symbiose entre ces deux options donne une cohérence aux initiatives des membres du *Senado da Camara* de Vila Boa. Notre hypothèse dans ce chapitre est liée directement à la capacité d'action des officiers municipaux : le statut de capitale est une condition construite historiquement et le *Senado da Camara* est l'édifice essentiel de médiation et de pouvoir, lien structurel qui assure à Vila Boa sa légitimité comme ville capitale.

Dans le cinquième chapitre, intitulé *Dans l'Arène du sacré : le politique et la ville*, nous observons l'émergence simultanée, dans les mines et la Capitainerie de Goiás, de deux structures hiérarchiques de pouvoir : l'une d'elles est associée au pouvoir séculaire du monarque, tandis que l'autre est liée à l'autorité ecclésiastique coloniale. Chacune dispose d'une légitimité reconnue par la société locale. Dès lors, en tant que lieu de concentration de divers pouvoirs, la ville coloniale s'empare d'un corps sacré d'un côté, représenté par les institutions ecclésiastiques et, d'un autre côté, elle s'empare aussi d'un corps politique<sup>45</sup>. Pierre angulaire dans la genèse du corps politique de la ville, le *Senado da Camara* s'organise et se projette sur l'espace urbain, soumettant les corps sociaux à ses commandements. Dans ce processus, l'espace sacré de la ville et, en conséquence, les membres des institutions ecclésiastiques, ne sont pas immunisés contre l'action des officiers municipaux. Bien au contraire, ils deviennent la cible de leur pouvoir. Il s'agit donc, dans ce chapitre, de dévoiler les stratégies mises en place par les élites politiques visant notamment à soumettre d'autres élites et d'autres corps sociaux, notamment les élites religieuses, à leur position hégémonique. Si le *Senado da Camara* détient le contrôle sur un vaste réseau urbain, il ajoute aussi à son agenda saturé de tensions, l'articulation d'un dense réseau social. Dans ce chapitre, nous sommes partis de l'hypothèse suivante : les affrontements produits par les résistances et les oppositions aux stratégies

---

<sup>45</sup> Sur les notions de corps sacré et corps politique dans la ville coloniale, voir Laurent Vidal, *Sous le masque du colonial*, *op. cit.*, p. 590.

menées par les agents du Senado da *Camara* constituent un phénomène privilégié pour l'étude des relations entre le politique et la ville.

La troisième partie, « Le pouvoir politique dans la ville », aborde plus directement les multiples temporalités dans l'histoire et l'historiographie de Goiás. Au travers de trois chapitres intimement mêlés, nous analysons la crise finale du cycle de l'or, donc la rupture du projet économique colonial de Goiás. De plus, la troisième partie annonce la continuité du projet politique et institutionnel de Lisbonne qui trouve, dans les premières décennies du XIXe siècle, une survivance jusqu'au processus d'indépendance, dont le résultat est la rupture finale des liens politiques avec le Portugal.

Dans le sixième chapitre, intitulé *Rythme et temporalité dans le Goiás colonial*, nous avons l'intention d'appliquer à l'étude des relations de pouvoir dans la ville, une multiplicité de regards successifs capables de présenter, à partir d'angles différents, des réalités hétérogènes et souvent contradictoires qui mettent en jeu des temporalités différentes. La temporalité du projet politique de Lisbonne – qui cherche à inscrire les marques de son pouvoir sur les relations politiques locales – et le temps présent de la société minière, marqué par des disputes et des négociations, seront mises en perspective. En outre, une troisième temporalité provient du rythme imposé par la distance dans l'application des processus de gouvernance des mines de Goiás : la temporalité de l'attente, qui installe la vie des habitants de Goiás dans une espèce d'entre-lieu, au sein duquel les acteurs et les protagonistes doivent faire face aux incertitudes, en attendant les décisions lointaines du roi du Portugal. Dans ce croisement des temps de l'histoire, les événements sont perçus comme des interactions de force et de pouvoir, dont les tensions peuvent transformer les relations de domination. Autrement dit, dans les points d'intersection se nichant entre les différentes temporalités, le pouvoir des intervenants souffre des mutations et des nécessaires adaptations qui leur sont concomitantes. Il est donc nécessaire que la relation avec le temps et les formes de domination et de contrôle soit explicitée, révélant, dans la complexité des tensions, les possibilités et les limites des acteurs. Surtout, il est à noter que le temps de l'histoire ou les temporalités considérés dans ce chapitre ne sont pas externes aux individus, mais composent et définissent les rythmes de leur choix et de leurs stratégies. Nous partons de l'hypothèse que les liens coloniaux entre Lisbonne et Goiás, entendus comme des projets qui représentent les

intérêts et les ambitions économiques et politiques du roi du Portugal, n'expriment pas toute la complexité de la société coloniale.

Dans le septième chapitre, *La notion de décadence dans l'historiographie de Goiás*, nous nous penchons sur les interprétations de l'historiographie sur la période coloniale, partant de l'hypothèse que les lectures effectuées suivent une tendance articulée autour du concept de décadence. Ces interprétations et tendances se révèlent être une construction problématique pour l'histoire de Goiás. Dans ce contexte, nous soulignons la nécessité d'opérer une rupture épistémologique dans l'historiographie de Goiás, capable de renouveler les études sur le premier siècle de son histoire, en les projetant vers l'extérieur de la sphère créée par l'idée de décadence. Malgré l'émergence de travaux et d'initiatives novatrices, l'historiographie de la décadence et celle de la non-décadence limitent encore la perception, imposant des lacunes considérables. Nous proposons dès lors l'application d'une multitude de regards sur les phénomènes examinés dans l'histoire de Goiás, montrant sous des angles divers des réalités apparemment contradictoires. Ainsi, vis-à-vis du contexte actuel ayant trait à l'historiographie de Goiás, nous proposons une approche qui prend en compte la coexistence de multiples temporalités, ce qui permettra d'observer les effets d'une scission historique, en exposant l'inadéquation de la société métisse au modèle colonial européen.

Le huitième et dernier chapitre, intitulé *La société métisse et l'Indépendance à Goiás*, offre une continuité aux réflexions des deux chapitres précédents et clôt le raisonnement développé tout au long de la thèse. Il présente aussi la continuité du projet politique portugais après la crise finale du cycle de l'or et le déclin des anciens liens avec le Portugal, en raison de l'indépendance, et la reconfiguration du champ politique de Goiás.

Ainsi, des mouvements de migration interne, l'émergence de nouveaux chemins et de nouveaux noyaux urbains et l'intensification des services de communication indiquent, en même temps, une rénovation des intérêts économiques et financiers, mais surtout une réaction de Lisbonne – et, depuis 1808, du Rio de Janeiro – en fonction de la continuité des relations politiques et institutionnelles redéfinies par la Couronne. Alors, la structure juridique et administrative de la Capitainerie sera élargie dans les deux premières décennies du XIXe siècle, renforçant les relations de pouvoir locales. En réponse aux insistantes demandes des autorités



coloniales au cours de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle – et en accompagnant une tendance à l'expansion des cadres institutionnels – la création de nouvelles institutions offrira un nouveau destin politique à Goiás.

Dans ce contexte, nous sommes partis de l'hypothèse que le *Senado da Camara* s'est constitué comme une base institutionnelle importante, qui a conféré la légitimité nécessaire à la dynamique politique locale, menant le processus troublé de l'indépendance jusqu'à la rupture définitive du statut colonial.

Ainsi, à partir d'une hypothèse générale, on a cherché dans chaque partie du travail à établir une cohérence au développement des arguments, au moyen d'hypothèses plus spécifiques liées au thème de chaque chapitre. C'est autour d'eux que certains des éléments qui donnent de sens à l'expansion de l'Empire colonial portugais et à la construction d'un réseau complexe de rapports politiques au cœur du Brésil seront reconstitués, par le biais notamment des logiques de conflit.

# **LE CHAMP POLITIQUE**

---

## **PARTIE 1**

# Chapitre 1

---

## LA NAISSANCE DU CHAMP POLITIQUE (1720-1730)

### Plan du Chapitre

- 1.1 Les commencements
- 1.2 Des Minas Gerais aux mines de Goiás
- 1.3 Le champ politique de Goiás
- 1.4 La définition du champ politique
- 1.5 La notion d'intérêt et l'accès au champ politique
- 1.6. Les mécanismes d'obéissance
- 1.7 La population métisse
- 1.8 Rapports politiques corporatives
- 1.9 L'unité du champ politique
- 1.10. La collaboration mutuelle
- 1.11 La pratique de la négociation
- 1.12 La nature du pouvoir dans le champ politique

### Résumé du Chapitre

Ce chapitre suscite des réflexions au sujet de l'apparition de la société et de la genèse du champ politique, en retraçant les contours encore sinueux de ses institutions. A partir de ce point, le texte accompagne la constitution des appareils politiques et administratifs ainsi que les déploiements d'une conjoncture populationnelle et économique qui, peu à peu, va se superposer aux configurations initiales. Nous sommes partis d'une hypothèse centrale : l'unité monarchique requise pour le déploiement des arrangements et des négociations qui va aboutir à la création d'un nouveau champ politique, est conditionnée par la nécessité d'une collaboration mutuelle entre les sujets et le roi du Portugal.

## 1.1 Les commencements

Toute une génération d'historiens a contribué à révéler les caractéristiques et approfondir les interprétations relatives à la complexe société minière du XVIII<sup>e</sup> siècle, ce qui en fait un des sujets de recherche de l'Empire portugais qui a bien participé au renouvellement des études historiques, tant au Brésil qu'au Portugal<sup>46</sup>.

Néanmoins, les pistes lancées par ces études qui ont élargi le domaine de la connaissance actuelle sur l'histoire coloniale, laissent encore un vaste chemin à parcourir. À Goiás, malgré la proximité avec les Minas Gerais, il reste encore aux historiens un édifice entier à construire. Ainsi, les réflexions qui suscitent ce présent chapitre reposent exactement sur les contours encore sinueux des organisations politiques et institutionnelles, au cours des premières années de la société minière de Goiás.

Il nous semble surtout important d'observer l'apparition de la société, en privilégiant la naissance du champ politique, où les manifestations prennent parfois des contours violents, voire brutaux<sup>47</sup>. À partir de ce point, nous observons la constitution des appareils politiques et administratifs ainsi que les déploiements d'une conjoncture démographique et économique qui, peu à peu, vont se superposer aux configurations initiales. Dans ce processus de transition, c'est le projet politique de Lisbonne qui conditionne notre observation : progressivement, il va prendre forme, perfectionnant les mécanismes de l'exploitation de l'or, en adaptant ses moyens de contrôle sur les hommes et les âmes.

Dans son œuvre classique et incontournable sur le siècle de l'or à Goiás, Luis Palacin énumère trois raisons immédiates pour la recherche de nouveaux gisements sur le territoire situé entre les Minas Gerais, la Capitainerie de São Paulo et les mines du Mato Grosso<sup>48</sup>. En premier, le besoin d'établir une route terrestre en

---

<sup>46</sup> Pour un rapport bibliographique très complet sur la société minière au XVIII<sup>e</sup> siècle, voir Júnia Ferreira Furtado, *Novas tendências da historiografia sobre Minas Gerais no período colonial, História da Historiografia*, 2009, numéro 2, p. 116-162.

<sup>47</sup> Laurent Vidal, *Os 'trilhos' da historia do Brasil Urbano, Ler História*, numéro 48, 2005, p. 81.

<sup>48</sup> Luís Palacin, *O século do ouro em Goiás 1722-1822 : Estrutura e conjuntura numa capitania de minas*, Goiânia : UCG, 2001.

direction des mines de Cuiabá, jusqu'alors accessibles seulement par un long et difficile itinéraire fluvial<sup>49</sup>. En second, le moment psychologique. Des rumeurs et des histoires anciennes mentionnaient l'existence de mythiques gisements d'or et d'argent dans des régions éloignées de l'ouest, soutenus par une théorie géologique qui affirmait que des filons de métaux précieux demeuraient au sein de grandes bandes parallèles à la ligne de l'équateur. La découverte d'or dans les Minas Gerais, et plus tard dans Cuiabá, aurait été une confirmation de ces rumeurs et des théories anciennes. « Tout annonçait », dit Palacin, « que l'arrière-pays des Goiazes, continuité entre les deux 'mines', devait aussi faire partie de ce nouvel eldorado ». Finalement, en troisième, le moment politique. Selon Luiz Palacin, après les revers soufferts dans les Minas Gerais et le détachement de son territoire de la Capitainerie de São Paulo, la création d'un nouvel axe minier aurait été la meilleure réponse<sup>50</sup>.

Il est vrai que la création d'un parcours terrestre jusqu'à Cuiabá, le rêve d'un nouvel eldorado et l'idée d'un autre axe minier ont fonctionné comme le moteur de la découverte des mines de Goiás. Pour toutes ces raisons, face aux Indiens, aux fleuves et aux forêts du *Planalto Central*, les pratiques politiques des premiers habitants ont été profondément influencées par le passé. Néanmoins, comme nous le verrons, après les événements des Minas Gerais la création d'une nouvelle entreprise minière et la construction de nouvelles structures politiques dans Goiás prend une nouvelle dimension. Entre les expériences vécues dans les régions d'origine et la recreation de nouveaux espaces de convivialité dans les *sertões* de Goiás, entre les

---

<sup>49</sup> À propos des routes qui reliaient la Capitainerie de São Paulo aux mines de Cuiabá, Afonso de E. Taunay a publié le texte d'un auteur inconnu intitulé "*Demonstração dos diversos caminhos de que os moradores de São Paulo se servem para os Rios Cuiabá e Província de Cochiponé*" où les difficultés des routes fluviales qui étaient empruntées sont décrites. Voir Afonso de E. Taunay, *Relatos Sertanistas*, Belo Horizonte, Itatiaia, São Paulo : 1981, p. 201-204. Gervásio Leite Rebelo, qui a accompagné le gouverneur Rodrigo César de Menezes pendant son voyage aux mines de Cuiabá, a lui aussi un récit intéressant et détaillé de son voyage, transcrit et publié par le même auteur. Gervásio Leite Rebelo, *Relação verdadeira da derrota e viagem que fez da cidade de São Paulo as minas do Cuiabá o Exm<sup>o</sup> Sr. Rodrigo César de Menezes, governador e Capitão-general da capitania de São Paulo as suas minas*, in Alfredo E. Taunay *História das Bandeiras Paulistas*, São Paulo : Melhoramentos, 1975, tome III, p. 111-124. A propos de ce même thème voir aussi Saulo Álvaro de Mello et Maria do Carmo Brazil, *Trabalhadores escravizados : remeiros-carregadores e remeiros-defensores nos Relatos Monçoeiros*, Curitiba : *IV Encontro Escravidão e Liberdade no Brasil Meridional*, 2009. Pour une connaissance plus complète sur les mines et la Capitainerie du Mato Grosso, consulter les thèses suivantes : Renata Malcher Araújo, *A urbanização do Mato Grosso no século XVIII - Discurso e método*. Thèse : Histoire de l'Arte - FCSH: Lisbonne : 2000 et Nauk Maria de Jesus, *Na trama dos conflitos - A administração na fronteira oeste da América portuguesa (1719-1778)*. Thèse : Histoire – UFF : Rio de Janeiro : 2006.

<sup>50</sup> Luiz Palacin, *O século do ouro em Goiás*, op. cit., p. 16.

déceptions éprouvées dans les Minas Gerais et le projet d'un nouvel eldorado au cœur de l'Amérique, une série de mutations s'opère dans cet espace intermédiaire en pleine période de transition. Dans ce contexte, ce qui suscite et conduit notre réflexion est la possibilité de comprendre la richesse et la diversité des expériences politiques, créées dans ces espaces interstitiels, dans ces temps flottants et ces moments de transition<sup>51</sup>.

Cependant, comment appréhender la nature et la diversité des expériences des acteurs, dans ce scénario singulier ? Comment caractériser les individus qui forment les réseaux des relations et entrer dans l'intimité de leurs intérêts, dans les relations de force qui donnent cohérence aux actes politiques des habitants des mines de Goiás ? La vision d'une société multiple guide notre réflexion vers un aspect essentiel : les individus et les groupes qui ont vécu ces moments de la construction de la société minière, que ce soient les élites locales ou les représentants de la Couronne, les Blancs européens, les Esclaves noirs ou les administrateurs coloniaux, ne la percevaient pas de la même manière et ne l'analysaient pas avec les mêmes références<sup>52</sup>. Ceci dit, une variété de configurations nous invite à réfléchir sur la multiplicité des rapports de forces et la virulence du jeu politique qui projettent sur l'écran de l'histoire des mines de Goiás des situations exceptionnelles. Moments spéciaux et uniques qui autorisent une lecture centrée sur les effets des interactions, comme par exemple les rébellions que nous les verrons dans le prochain chapitre.

Ainsi, la temporalité spécifique de naissance et les moments initiaux de la société et des pouvoirs qui s'organisent, nous intéressent particulièrement. « Qu'est-ce qu'il y a de plus fascinant ? », se demande Jean Duvignaud, que les « événements de manifestations inopinées qui émergent de cette période de transition – cette écluse entre une histoire d'hier et une histoire qui n'existe pas encore et qui s'invente difficilement »<sup>53</sup>.

Temps de naissance. Temps de transition vers un nouvel axe d'exploitation minière, imaginé comme le nouvel eldorado américain. Sous cet angle, la société qui s'annonce dans les mines de Goiás est un passage qui s'ouvre, porteuse

---

<sup>51</sup> Laurent Vidal, Mazagão : *La ville qui traversa l'Atlantique – Du Maroc à l'Amazonie (1769-1783)*, Paris : Flammarion, 2005, p. 254 et Laurent Vidal, *Os trilhos da história do Brasil urbano*, *op. cit.*, p. 79.

<sup>52</sup> Laurent Vidal, *Os trilhos da história do Brasil urbano*, *op. cit.*, p. 81.

<sup>53</sup> Jean Duvignaud, *L'oubli ou la chute des corps*, Paris : Actes Sud, 1995. Citée en Laurent Vidal, *Os trilhos da história do Brasil urbano*, *op. cit.*, p. 80- 81.

de récompenses et d'opportunités, après les échecs d'un groupe de découvreurs dans les Minas Gerais. Passage dans le temps et dans l'espace qui renvoie à des moments de mutation et de redécouvertes, des temps incertains, à la frontière ouest de l'Amérique portugaise. Une temporalité spécifique où se projettent, avec toute la puissance et l'intensité nécessaire, des arrangements et compositions politiques sur un nouveau territoire, introduisant des nouvelles trames et d'autres accords. Comme si les pièces sur l'échiquier pouvaient être réorganisées en fonction de résultats différents, de nouveaux destins.

### 1.2 Des Minas Gerais aux mines de Goiás

Ainsi, dans ce climat de renouveau imminent, Rodrigo César de Menezes (1721-1727), alors gouverneur de la Capitainerie de São Paulo, informe le roi du Portugal, le 27 octobre 1725<sup>54</sup>, de la découverte d'or par l'expédition de Bartolomeu Bueno da Silva. Il semblait qu'une longue suite d'échecs et d'incertitudes touchait à sa fin<sup>55</sup>. Mais ce n'était pas la première découverte que ce groupe de paulistes partageait avec le monarque. Sur le territoire des Minas Gerais, une séquence dramatique de découvertes de mines d'or, de richesses fugaces, de défaites et de déceptions a frappé la famille, les amis et les alliés de Bueno da Silva : le résultat final restera l'insertion

---

<sup>54</sup> Lettre du gouverneur Rodrigo César de Menezes au roi, lui annonçant le succès de l'expédition de Bartolomeu Bueno da Silva. São Paulo, 27 octobre 1725. Cf. José Martins Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás* (1863), Goiânia : Governo de Goiás, 1979, p. 38-40.

<sup>55</sup> Malgré le succès de l'entreprise commandée par Bartolomeu Bueno da Silva, ce n'était pas la première incursion réalisée vers l'intérieur du pays depuis la Capitainerie de São Paulo, dans la région occupée par les tribus des peuples Guayazes. Une documentation abondante fait référence au passage des *bandeirantes* (des explorateurs des *sertões* qui habitent la Capitainerie de São Paulo) sur le territoire du Goiás depuis la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, parcourant le cours des fleuves *Paranaíba*, *Tocantins* et *Araguaia*, et retournant à São Paulo par le fleuve *Tietê*. Nous avons aujourd'hui des observations documentées d'environ seize *Bandeiras*, bien que sans intention de se fixer dans la région du Goiás, cherchant seulement à capturer des indiens. La première d'entre elles qui est partie de São Paulo, est arrivée aux *sertões* du Goiás, dans la région du fleuve *Tocantins*, c'est celle d'Antônio Macedo e Domingos Luís Grau (1590 - 1593). Ils ont été suivis ensuite par celle de Domingos Rodrigues (1596 - 1600), qui est descendu jusqu'à la confluence du fleuve *Tocantins* avec l'*Araguaia*; celle d'Afonso Sardinha (1598 - ?); celle de Belchior Carneiro (1607 - 1609), qui est passé encore plus vers le nord; celle de Martins Rodrigues (1608 - 1613); celle d'André Fernandes (1613 - 1615); celle de Pedroso de Alvarenga (1615 - 1618); celle de Francisco Lopes Buenavides (1665 - 1666); celle de Luis Castanho de Almeida et la fameuse expédition d'Antônio Paes (1671); et, finalement, celle de Sebastião Paes de Barros (1673). Cette dernière, la plus grande des expéditions de São Paulo vers Goiás, était constituée par environ 800 membres et s'est fixée dans la région des fleuves *Tocantins* et *Araguaia*, destinée principalement à l'exploitation de l'or. Cf. Luiz Palacin et Maria Augusta Moraes, *História de Goiás (1722-1972)*, Goiânia : UCG, 2001, p. 7.

des mines de Goiás dans l'ambitieux plan de la Couronne. Le projet du monarque s'élargit, son pouvoir avance sur le nouveau territoire et une nouvelle société s'organise. La compréhension de la formation de cette société et l'avance progressive du pouvoir du monarque passe par la description, même rapide, des événements qui les précèdent.

Pendant la *Guerra dos Emboabas*, quelques groupes de paulistes connus pour leur insoumission à l'autorité royale, ont été la cible du gouverneur de la Capitainerie de Rio de Janeiro, António de Albuquerque Coelho de Carvalho (1709-1713), officiellement lié aux Minas Gerais. Si les paulistes ont été les premiers à occuper la région et à partager avec la Couronne l'or récemment découvert, l'intervention d'Albuquerque de Carvalho marque le début d'une rupture progressive entre une partie de l'élite politique de São Paulo et des représentants du monarque. Mis en échec pendant la guerre, ils se dirigent vers l'*arraial* de Pitangui, où d'importants gisements d'or ont été découverts pendant l'année 1710, transformant la région en un lieu de convergence des paulistes insoumis à l'autorité des Portugais<sup>56</sup>.

Peu de temps après, plongés dans des conflits et des disputes internes sur le partage de terres aurifères dans Pitangui, ils finissent par accepter la médiation du gouverneur de la Capitainerie de São Paulo et Minas do Ouro. Avec l'objectif de résoudre les conflits et de garantir la perception des impôts dus à la Couronne, Brás Baltasar da Silveira (1713-1717) prend plusieurs initiatives ayant pour objectif d'apaiser le climat de violence entre les habitants de l'*arraial*, échouant successivement dans ses missions principales : rassembler et transférer l'or appartenant au roi du Portugal.

Néanmoins, le même gouverneur Baltasar da Silveira présentera une alternative au problème : transférer aux groupes politiques locaux la responsabilité de la collecte des impôts de la Couronne. En utilisant des méthodes à la fois originales et truculentes, une commission formée par les habitants de Pitangui, désignée par Baltasar da Silveira réussit la mission de recouvrement des droits royaux des mineurs de l'*arraial*.

---

<sup>56</sup> Claudia Damasceno Fonseca, *Des terres aux villes de l'or. Pouvoir et territoires urbains au Minas Gerais (Brésil, XVIIIe siècle)*, Paris : Centre Culturel Calouste Gulbenkian, 2003, p. 162.



Conformément à l'historien Silvio Diniz, cette démonstration de fidélité au monarque sera utilisée peu de temps plus tard comme base d'argumentation à l'obtention du titre de Vila pour l'*arraial* de Pitangui<sup>57</sup>. Après la création de la Vila de Nossa Senhora da Piedade de Pitangui en juin 1715, les premiers élus au *Senado da Camara* seront précisément les mêmes membres de la commission nommée précédemment par le gouverneur : Bartolomeu Bueno da Silva, Francisco Jorge da Silva, Domingos Rodrigues do Prado et Jerônimo Pedroso de Barros.

L'utilisation de violence extrême par les nouveaux officiers du *Senado da Camara* finira par faire fuir une partie significative de la population de *Pitangui* qui va peu à peu s'enfoncer dans les *sertões* du fleuve São Francisco. Un peu plus tard, devant le refus de repasser l'or dû à la Couronne, Baltasar da Silveira, avant d'abandonner ses fonctions en 1717, menace de punitions sévères toute attitude d'insoumission de la part des membres de la *Camara*<sup>58</sup>. Malgré cela, faisant face à l'autonomie des groupes locaux de Pitangui, le gouverneur se débattit en vain.

Son successeur, Pedro Miguel de Almeida Portugal (1717-1721), comte d'Assumar, n'aura pas plus de chance. En 1718 il écrivait au vice-roi du Brésil, accusant « l'insubordination manifeste du peuple de Pitangui »<sup>59</sup>, à propos des difficultés du recouvrement de l'or, imputable au refus des mineurs de payer la part due à la Couronne. Il décide alors de prendre des mesures plus sévères et directes : il nomme un « régent », le brigadier portugais João Lobo de Macedo, avec la fonction de remplacer Domingos Rodrigues do Prado, le principal chef des rebelles de Pitangui<sup>60</sup>, le destituant ainsi de ses attributions et de ses responsabilités acquises à l'occasion de la fondation de la Vila par le gouverneur de l'époque Baltasar da Silveira. Mais, une fois de plus, il échoua dans ses tentatives d'immixtion avec les officiers de la Couronne dans les affaires internes des paulistes de la région. Toujours insoumis à la présence de Portugais, le groupe dominant Pitangui refusa l'autorité du brigadier et

---

<sup>57</sup>Silvio Gabriel Diniz, *Pesquisando a historia de Pitangui*, Belo Horizonte : s/ed., 1965, p. 139.

<sup>58</sup>Lettre du Gouverneur Braz da Silveira du 2 mai 1717, citée par Silvio Gabriel Diniz, *Pesquisando a história de Pitangui*, op. cit., p. 131.

<sup>59</sup>Arquivo Público Mineiro (APM), SC 11, fl. 141, citée par Silvio Gabriel Diniz, *Pesquisando a história de Pitangui*, op. cit., 1965, p. 132.

<sup>60</sup>Claudia Damasceno Fonseca, *Des terres aux villes de l'or*, op. cit., p. 168-169. A propos de la participation de Domingos Rodrigues do Prado dans le conflit du brigadier portugais à *Pitangui*, voir Diogo de Vasconcelos, *Historia Antiga das Minas Gerais*, Belo Horizonte/Rio de Janeiro : Itatiaia, 1974 et Silvio Gabriel Diniz, *Pesquisando a historia de Pitangui*, op. cit., 1965.

l'expulsa de la Vila. Le dénonçant comme la source des rébellions et des difficultés liées au recouvrement du *quinto* Royal<sup>61</sup>, le climat de tension atteint un tel niveau, que dans l'ardeur de ses convictions, le comte d'Assumar, dans une lettre au monarque datée septembre 1718, propose la destruction de la Vila de Pitangui, afin qu'elle soit à jamais reléguée dans l'oubli<sup>62</sup>.

C'est seulement en 1720 que la colère des officiers de la *Camara* de Pitangui contre les ordres imposés par les représentants de la Couronne arrive à son terme, et ceci après des combats sanglants engagés contre la cavalerie des *Dragões*, envoyée avec la recommandation expresse de les destituer de leurs pouvoirs et les expulser de la Vila. Selon Laura de Mello e Souza, Domingos Rodrigues do Prado, beau-fils de Bartolomeu Bueno da Silva, fut condamné à mort. Mais ayant échappé aux mains des soldats du roi, son exécution fut symboliquement réalisée sur ordre des autorités royales<sup>63</sup>. La rébellion a été dominée et les conflits internes entre les factions ont été résolus. Maria Verônica Campos raconte qu'après la défaite de Pitangui, beaucoup de paulistes sont retournés sur le plateau de Piratininga. Parmi eux, Bartolomeu Bueno da Silva et Domingos Rodrigues do Prado<sup>64</sup>.

Si la procédure d'établissement de la Vila de Pitangui mérite une attention particulière pour mettre en lumière quelques caractéristiques importantes de l'histoire des Minas Gerais<sup>65</sup>, les particularités qu'elle révèle, de notre point de vue, permettent de percevoir que les histoires sont multiples, connectées, et peuvent se communiquer entre elles<sup>66</sup>. En observant les événements de Pitangui, nous nous

---

<sup>61</sup> Le *quinto* était un impôt qui correspondait à 20% de tout l'or retrouvé dans la colonie. Cet impôt était recueilli dans les *Casas de Fundição*. Pendant la période initiale de l'exploitation d'or dans les mines de Goiás, était appliquée la méthode du "quintamento" (le recouvrement du *quinto*). Depuis l'*Alvará* (décret) de 1618 qui a réglementé le prélèvement du *quinto*, c'était le onzième système employé par la Couronne au Brésil. Cf. Luiz Palacin, *O século do ouro em Goiás*, op. cit., p. 48. Les *Casas de Fundição* ont été les plus anciens organismes responsables de la collecte d'impôts sur l'exploitation minière. Elles avaient comme fonction le ramassage et la purification de l'or extrait par les mineurs. En suite, le transformait en barres, dont était apposée un timbre qui la identifiait comme « or *quintado* », c'est-à-dire, qui était déjà déduit le tribut du *quinto*.

<sup>62</sup> Claudia Damasceno Fonseca, *Des terres aux villes de l'or*, op. cit., p. 169-170.

<sup>63</sup> Laura de Mello e Souza et Maria Fernanda Batista Bicalho, *1680-1720 : O império deste mundo*, São Paulo : Companhia das Letras, 2000, p. 78-79.

<sup>64</sup> Maria Verônica Campos, *Governo de mineiros. De como meter as Minas numa moenda e beber-lhe o caldo dourado* (1693-1737), Thèse : Histoire : USP, São Paulo : 2002.

<sup>65</sup> Claudia Damasceno Fonseca, *Des terres aux villes de l'or*, op. cit., p. 162.

<sup>66</sup> Serge Gruzinski, Les mondes mêlés de la monarchie catholique et autres 'connected histories', *Annales Histoire, Sciences sociales*, 2001, numéro 1, p. 87.

rendons compte que l'histoire des mines de Goiás ne commence pas seulement avec l'arrivée des premiers découvreurs<sup>67</sup>, mais qu'elle demeure davantage indissociable d'une suite d'événements combinés. Le déploiement de ces événements, associés à la multiplication des lieux de prospection d'or, finit par donner forme à « un vaste polygone minier, dont le centre se situe aux Minas Gerais et les angles au Mato Grosso, à Goiás, et à Bahia ». Les transformations qu'il entraîne sont si manifestes dans l'espace océanique de la monarchie portugaise, qu'il provoque un remarquable point d'inflexion et une nouvelle étape dans l'histoire de l'Atlantique Sud<sup>68</sup>.

Ainsi, en 1720, suite à la défaite à Pitangui, trois paulistes habitants de la Vila de Santana de Parnaíba, Bartolomeu Bueno da Silva, João Leite da Silva Ortiz et Domingos Rodrigues do Prado, avec l'aide des officiers du *Senado da Camara*<sup>69</sup>, proposent au monarque l'organisation d'une autre *bandeira* destinée à la prospection de nouvelles régions aurifères. Une telle initiative démontre que le groupe de Pitangui cherche, en fait, un repositionnement à l'intérieur d'un réseau instable de pouvoir, dont l'équilibre est sujet aux disputes intestines impliquant un entrelacement complexe d'intérêts liés au contrôle d'importantes activités économiques<sup>70</sup>.

---

<sup>67</sup>Ce titre de « découvreurs de mines », reçu par Bartolomeu Bueno da Silva à l'occasion de la découverte de premières mines d'or à Goiás, confère un pouvoir quasi discrétionnaire sur l'ensemble de la région et, dans ce cas spécifique, le droit de contrôle des passages de rivières situé sur la route entre São Paulo et Goiás. Comme nous allons voir, c'est ainsi que l'État portugais a procédé, dans les régions minières nouvellement découvertes. « Pour pallier le vide administratif, la Couronne dote le « découvreur » d'un ensemble de pouvoirs lui permettant de contrôler les hommes et la production d'or. Mais ces pouvoirs peuvent lui être retirés à tout instant. En effet, si le filon s'avère particulièrement riche, l'administration coloniale est alors installée, reprenant peu à peu les charges du « découvreur », qui ne conserve qu'un titre honorifique ». Cf. Laurent Vidal, « Sous le masque du colonial. Naissances et « décadence » d'une Vila au Brésil moderne : Vila Boa de Goiás au XVIIIe siècle », *Annales Histoire, Sciences sociales*, 2007, numéro 3, p. 584.

<sup>68</sup>Luiz Felipe de Alencastro, *Le versant brésilien de l'Atlantique-Sud : 1550-1850*, *op. cit.*, 355. Pour en savoir plus, du même auteur, *O Trato dos Videntes. Formação do Brasil no Atlântico Sul*, São Paulo : Companhia das Letras, 2000. À propos de l'importance de l'océan Atlantique en tant que catégorie d'analyse historique voir Jack P. Greene et Philip D. Morgan (Dir.), *Atlantic History : a critical appraisal*, Oxford : Oxford University Press, 2009.

<sup>69</sup>Luiz Palacin, *O século do ouro em Goiás*, *op. cit.*, p. 19.

<sup>70</sup>Selon Maria Verônica Campos, toujours dans les Minas Gerais, un clan s'est formé autour de la famille de Bartolomeu Bueno da Silva, liée au clan de la famille Pires, à São Paulo, à leur tour adversaires des groupes liés aux Camargo. En fonction des intérêts commerciaux communs, Bueno da Silva a conclu des alliances avec le clan de Matias Cardoso de Almeida, mêlé dans des conflits entre les clans des Pires et des Camargo. Dans la dispute pour des gisements d'or à *Sabará* et *Pitangui*, il affronta la concurrence de plusieurs familles, entre elles, celle du clan de Fernão Dias Pais. Le clan de Matias Cardoso, en utilisant d'une politique d'alliances par mariage, a conclu d'importants liens avec le clan des Ávila, des membres de la Casa da Torre, de Bahia, ennemis féroces des Guedes de Brito, dirigés à cette époque par Isabel Guedes de Brito, aliée de Manuel Nunes Vianna. La famille d'Isabel Guedes de Brito était liée par mariage à la famille de João de Lencastre, constituant un vaste réseau d'affaires qui comprenait des

### 1.3 Le champ politique de Goiás

Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, si le climat d'instabilité politique en Amérique est associé à l'univers plus vaste des relations politiques et des équilibres de pouvoir dans la société de l'Ancien Régime portugais, dans le contexte local, ce qui se joue durant ces périodes initiales de cette société de l'or, c'est la définition et le contrôle du champ du politique<sup>71</sup>. Dans ce scénario, les intérêts des groupes engagés sont tournés vers les actions qui peuvent garantir leur suprématie sur les nombreux autres concurrents. Au sein de la géopolitique des pouvoirs chaotiques des mines de Goiás, l'inventaire des possibles demeure encore largement ouvert.

Il convient de rappeler qu'au sens commun, la notion de politique renvoie toujours à l'image aristotélicienne du terme, à une conception omniprésente, fruit de l'idée que l'homme est un animal politique, ce qui nous porte à concevoir la politique comme la conséquence d'un acte miraculeux d'un créateur, comme si celle-ci avait toujours existé. À partir de la vision que Marcel Détienne donne à cette invention du politique, nous réaffirmons ici, en empruntant son concept, notre refus d'accepter toute définition préalable «du» politique<sup>72</sup>. Nous croyons, donc, qu'il « n'y a pas toujours [eu] un champ politique » ou, en d'autres termes, qu'il y a « une genèse<sup>73</sup> du champ politique, une histoire sociale de la naissance du champ politique »<sup>74</sup>.

---

membres influent de la Cour à Lisbonne. Cf. Maria Verônica Campos, *Goiás na década de 1730. Pioneiros, elites locais, motins e fronteira*, in Maria Fernanda Bicalho et Vera Lúcia Amaral Ferlini, *Modos de Governar*, *op. cit.*, p. 359.

<sup>71</sup> Laurent Vidal, « Sous le masque du colonial. Naissances et « décadence » d'une Vila au Brésil moderne : Vila Boa de Goiás au XVIIIe siècle », *op. cit.*, p. 584.

<sup>72</sup> Voir Marcel Detienne, *Des comparables dans le champ du politique. Entre nous, ethnologues et historiens*. *Gradhiva* [En ligne], Décembre 2008 [réf. Du 08 juin 2009], p. 5-17. Disponible sur : <http://gradhiva.revues.org/index69.html> et Marcel Detienne, *Doing comparative anthropology in the field of politics*, *Arion*, 2006, v. 13, numéro 3, p. 65-85.

<sup>73</sup> D'après les dictionnaires le mot genèse peut représenter un processus de développement de quelque chose ou un ensemble de faits qui ont concouru à la formation, à la création de quelque chose, par exemple, la genèse d'un projet ou ayant la même signification de conception, élaboration ou gestation d'un projet. Ceci dit, rappelons surtout l'avertissement de Laurent Vidal en relation à la notion de genèse utilisée ici. « Disons », dit-il, « qu'évidemment cette notion de genèse n'entraîne pas la recherche des origines : elle renvoie vers des périodes de mutation, souvent lentes, mais dont les manifestations peuvent être brutales, pendant des périodes lentes, faites de redécouvertes, de sédimentations et d'inerties, pendant des temps imprécis ». Cf. Laurent Vidal, *Os trilhos da história do Brasil urbano*, *op. cit.*, p. 81.

<sup>74</sup> Pierre Bourdieu, *Propos sur le champ politique*, Lyon : Presses universitaires de Lyon, 2000, p. 53.

C'est donc dans ces termes que nous prétendons avancer, en examinant les moments initiaux, l'avènement dans le temps et l'espace, de ce qui peut être défini comme « politique ». De cette manière, en cherchant à entrevoir dans les pratiques des commencements, à partir d'une configuration marquée par des éléments spécifiques et des interactions riches de caractéristiques particulières, un champ de transformation des relations de forces, un théâtre de disputes, d'articulations, au travers de la projection d'un réseau complexe d'intérêts dans les mines de Goiás.

Privilégiant les réactions et les adaptations des individus dans ces temps incertains où les possibilités sont nombreuses et diverses, nous proposons ici, malgré les risques qu'un tel chemin peut présenter, d'envisager le champ politique créé pendant les premiers temps dans les mines de Goiás dans une perspective qui s'écarte des découpages classiques, de l'histoire coloniale brésilienne en mettant l'accent sur les temps initiaux, les moments de l'avènement du politique qui affectent ces espaces. Dans un premier temps, nous cherchons à dégager les interactions qui s'y développent et définissent le champ politique. Distribués sous forme inégale, comme nous le verrons, les pouvoirs qui traversent les relations de force dans les mines du Goiás ne se produisent pas dans le vide et encore moins par l'œuvre du hasard. Ils obéissent aux circonstances liées aux conditions matérielles de leur production, qui conditionnent et limitent les stratégies du jeu politique, en définissant les référentiels et les scénarios des actions possibles.

La première de ces circonstances, c'est l'intérêt mercantile et financier, associé à l'expectative d'un enrichissement rapide, ce qui donne un caractère particulier aux relations de pouvoir dans les mines de Goiás. La seconde circonstance qu'il faut considérer, tient à la conjoncture démographique liée aux ressources humaines et matérielles indispensables aux entreprises mises en œuvre dans l'espace géographique des mines.

D'autre part, en ce qui concerne les relations de pouvoir proprement dites, il convient de souligner quelques spécificités, typiques de l'entreprise politique qui se développe dans la société minière : l'importance du monopole royal sur les mécanismes d'accès au champ politique des mines ; l'existence d'un système de communication qui privilégie la position du monarque ; la nature corporative du

système politique et l'origine contractuelle du pouvoir royal, qui donne un caractère de collaboration à une société dont l'objectif principal demeure la conquête du nouveau territoire. Chacun de ces éléments, qui conditionnent ou influencent la constitution du champ politique dans les mines de Goiás, seront considérés tout au long des réflexions esquissées dans ce chapitre. Ainsi, nous proposons une observation de la conformation de cet espace politique à partir de notions plus flexibles et plus simples, visant à montrer que le contexte violent et conflictuel (analysé plus en détail dans le prochain chapitre) présente une configuration qui surgit à partir de circulations, d'articulations et de connexions préexistantes, ce qui implique une acceptation des expériences antérieures. Toutefois, cette configuration inaugure, à un certain moment dans les mines de Goiás, un répertoire nouveau de relations de force, une place particulière pour la pratique politique sur un territoire récemment incorporé aux plans de la monarchie portugaise.

#### *1.4 La définition du champ politique*

La découverte de nouveaux gisements d'or et l'occupation d'un vaste territoire en direction de l'ouest intéressaient certainement le roi du Portugal. Ainsi, le 14 février 1721, le roi João V concède au groupe de paulistes de la Vila de Santana de Parnaíba, l'autorisation pour une nouvelle prospection vers le *sertão* de l'Amérique<sup>75</sup>. Un projet qui fait ressurgir d'anciennes aspirations, qui réanime les espoirs et lance de nouveau ces hommes dans une nouvelle aventure. L'ouverture de chemins, l'accès aux fleuves et forêts annonçaient le déplacement de la frontière de la monarchie et le repositionnement des clans et des familles de São Paulo dans les réseaux de pouvoir tissés sur une nouvelle région, en multipliant des trajectoires et offrant davantage de richesses. Ainsi, le 3 juillet 1722, sortent de la ville de São Paulo le

capitaine Bartolomeu Bueno da Silva, connu par le surnom l'*Anhangüera*, qui était le chef de troupe, avec trente neuf chevaux, trois religieux (le Frère Antônio da Conceição et le Frère Luiz de Santana et le franciscain Frère Cosme de Santo André) et cent cinquante deux

---

<sup>75</sup> Lettre du roi au Gouverneur de la Capitainerie de São Paulo in *Documentos interessantes para a história e costumes de São Paulo [Documentos Interessantes]*, v. 13, p. 61-62.

hommes armés, dont vingt Indiens, que Mr. [gouverneur] Rodrigo César, alors général de São Paulo, a donné au capitaine Bartolomeu Bueno pour la conduite du chargement et des provisions<sup>76</sup>.

Le roi du Portugal avait ordonné au gouverneur de la Capitainerie de São Paulo, Rodrigo César de Meneses, d'accorder avec le « capitaine Bartolomeu Bueno da Silva » ou, en son absence, avec le capitaine João Leite da Silva Ortiz « la récompense qu'il faudrait lui offrir » s'il trouvait « dans les *sertões* de la Capitainerie, des mines d'or et d'argent, et d'autres biens ». Trois jours avant, le gouverneur avait fait parvenir un régiment aux explorateurs<sup>77</sup>, ainsi qu'un vrai contrat, pour qu'ils soient « prospères dans cette entreprise qui contribue utilement au service de Sa Majesté grâce à l'augmentation des finances royales »<sup>78</sup>.

Exclus de l'univers politique de l'Empire portugais après les événements de Pitangui, Bartolomeu Bueno da Silva et son groupe, de retour à la ville de São Paulo, préparent une nouvelle tentative pour se replacer à l'intérieur des réseaux de pouvoir de la monarchie. Cette fois, après une longue période de conflits, il fallait redéfinir une stratégie, point fondamental pour un engagement qui les conduit à l'intérieur des frontières du nouveau champ politique. Pour ce groupe de paulistes, évincé du pouvoir, il était donc crucial de trouver une autre porte d'entrée dans l'univers politique de la monarchie, dont le contrôle et l'accès, comme nous le verrons, étaient exercés exclusivement par le roi du Portugal.

Néanmoins, dans les moments initiaux de la construction des relations de pouvoir de la société minière de Goiás, quelles lignes de conduite guident les désirs et

---

<sup>76</sup> "A bandeira do Anhanguera segundo Silva Braga", in Zoaroastro Artiaga, *Contribuição para a História de Goiaz*, Goiânia : Departamento Estadual de Cultura, 1947, p. 16-23.

<sup>77</sup> Arquivo Histórico do Ultramar [AHU], AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 3. Document envoyé à Bartolomeu Bueno da Silva par le gouverneur de la Capitainerie de São Paulo, Rodrigo César de Meneses, basé sur le *Régiment des Surintendants, guardas-mores et d'autres officiers envoyés aux mines d'or*, signé par Sa Majesté le 2 avril 1702.

<sup>78</sup> Divisé en 14 paragraphes, ce document garantissait aux découvreurs les charges de surintendant (avec juridiction ordinaire, civile et criminelle dans les limites définies pour les mines) et *guarda-mor* chargé de délimiter et distribuer les terrains aurifères). Bien qu'ils ne constituent pas un vrai corps de milice, il leur fut aussi garanti la concession de titres militaires honorifiques (maître de camps, lieutenant-colonel et *capitão-mor*). Ces avantages garantis dans le Régiment envoyé à Bartolomeu Bueno da Silva ont été la confirmation des faveurs (*mercês*) offertes par le monarque selon la résolution du 7 février 1721, après délibération du Conseil D'Outre-mer du 14 juin 1720. En plus des charges et des titres, avant la signature du contrat par le gouverneur, ils ont reçu la promesse du contrôle de la traversée (*passagens*) des fleuves entre São Paulo et les mines des Goyazes, pendant trois générations. AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 6.

les ambitions des protagonistes ? Quels pratiques et discours sont capables d'unifier des intérêts et d'établir ce que nous pourrions identifier comme un lieu du politique ?<sup>79</sup>

Si les possibilités d'accès dans l'univers politique contrôlé par le roi imposaient certaines conditions, la porte d'entrée de Bartolomeu Bueno da Silva et son groupe résiderait dans l'autorisation octroyée par le monarque, immédiatement suivie de préparatifs et d'une nouvelle expédition de prospection d'or sur les territoires situés au-delà des frontières des Minas Gerais. Ils utilisaient leurs capacités et talents personnels comme atouts pour convaincre le roi du Portugal de leur concéder une entrée vers les *sertões* du Goyazes, avec la promesse d'importantes récompenses et d'un possible retour triomphal dans la ville de São Paulo, ce qui est effectivement arrivé quelques années plus tard<sup>80</sup>.

Les rôles paradoxaux représentés par ces paulistes étaient connus à cette époque<sup>81</sup>. Mais, si nous pensons à la détermination avec laquelle le gouverneur Rodrigo César de Meneses les défendait devant le monarque, la réputation dont ils ont commencé à jouir, devant le défi de cette nouvelle entreprise, semblait leur réserver un autre destin. Dans une lettre au roi qui décrit le retour de Bueno da Silva, César de Meneses affirma que « le bienfait et la loyauté », « l'obéissance et la sujétion » dans laquelle ils se trouvent sont en train de détruire l'ancienne opinion véhiculée autour des paulistes<sup>82</sup>.

Cette situation de sujétion et de respect au roi et ses émissaires dans l'Amérique représente, certes, l'un des aspects essentiels et préalables pour la construction des bases initiales d'accords et de négociations entre les découvreurs et

---

<sup>79</sup> Marcel Détienné, Des comparables dans le champ du politique, *op. cit.*, p. 6.

<sup>80</sup>Au delà des expériences et capacités personnels des paulistes pour l'exploration du *sertão*, Alida Metcalf insiste sur l'importance de la position stratégique du plateau de *Piratininga* et, plus spécifiquement, de la région de Santana de Parnaíba dans la découverte d'or en Amérique. Selon elle, Parnaíba était la porte d'entrée de l'intérieur pendant la période de l'exploitation de l'or du Brésil, car c'était un accès idéal aux trois entrées principales qui mènent à la région des mines : la route fluviale en direction du Mato Grosso, la route vers Goiás et l'ancienne route de São Paulo vers les Minas Gerais. Cf. Alida C. Metcalf, *Family and frontier in Colonial Brazil – Santana de Parnaíba, 1580-1822*, Austin : University of Texas Press, 2005.

<sup>81</sup>Sur la réputation négative créée sur les paulistes, voir Adriana Romeiro, *Revisitando a Guerra dos Emboabas : práticas políticas e imaginário nas Minas setecentistas*, *op. cit.*, p. 387-401; voir aussi Laura de Mello e Souza, *O sol e sombra – Política e administração na America portuguesa do século XVIII*, São Paulo : Companhia das Letras, 2006.

<sup>82</sup> Lettre du Gouverneur Rodrigo César de Meneses au roi, datée du 22 octobre 1725, « Sur le périple de Bartolomeu Bueno de Goiás », in *Documejtos Interessantes*, v. 32, 1901, p. 136-138.



le gouverneur de la Capitainerie de São Paulo. Engagés dans un projet fondé sur des échanges entre individus, ils mobilisent leurs compétences en espérant justifier leurs positions<sup>83</sup>. C'est dans cet espace consensuel, capable de produire une espèce d'égalité de forces et d'opportunités entre dissemblables dont les intérêts coïncident, que nous pouvons observer et identifier les éléments primaires de la constitution initiale d'un champ politique. Bien différent, il faut le noter, d'un paradigme idéalisé qui aurait comme image de référence une réunion en présence du prince comme agent politique et ses associés coloniaux. Effectivement, le dispositif qui constitue le fondement de cet accord bilatéral réside dans un contrat qui fait des intentions de Lisbonne une affaire commune, entre le roi et les sujets, les fonctionnaires de la Couronne et les chefs locaux, mutuellement stimulés par l'intérêt et l'espoir de gains et d'avantages aux deux partis. S'esquissait ainsi, le dessin initial du lieu ou du champ du politique dans les mines de Goiás.

Il faut noter une particularité de cet accord qui entraîne une série de relations verticales, fondamentales pour comprendre la séquence des événements qui vont caractériser le contexte politique des mines. Comme nous le verrons plus tard, une historiographie actuelle et très influente met en lumière l'existence de centres de pouvoir et de vrais réseaux de négociations, associés à la participation politique au sein de la société coloniale. Autrement dit, au-delà des possibilités ouvertes de négociation, nous pouvons voir une approximation entre les parties qui s'aident mutuellement, dans l'objectif de surmonter les difficultés imposées par leurs capacités d'action limitées.

En d'autres mots, du point de vue politique et économique, le capital de réalisation disponible de chaque côté complète les insuffisances et les fragilités de

---

<sup>83</sup> Bernard Lepetit, dans un texte où il met en valeur la contribution de Luc Boltanski et Laurent Thévenot dans le débat autour d'une nouvelle représentation des rapports entre le particulier et le général, entre l'individuel et le collectif, rappelle qu'en offrant une alternative aux représentations de l'analyse sur ce sujet, ceux-ci proposent de considérer les actions humaines comme une suite de situations où les acteurs, engagés dans l'échange entre individus, mobilisent leurs compétences pour justifier leurs positions. La nouveauté, selon Lepetit, consiste dans le refus de considérer aussi bien l'individu abstrait mis en scène par l'économie politique que les classes ou groupes sociaux auxquels nous ont habitués les sciences sociales par le biais notamment des statistiques d'État. Selon lui, ces deux auteurs proposent donc de ne considérer que des individus en « situation ». Dans ce cas, les accords et les négociations qui engagent les protagonistes en question prétendent confirmer et légitimer les positions politiques des groupes auxquels ils appartiennent, en fonction de la situation de chacun dans la construction du champ politique des mines. Bernard Lepetit, *La société comme un tout : sur trois formes d'analyse de la totalité sociale*, *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne]. Janvier 2009 [réf. du 28 mai 2010]. Disponible sur : <http://ccrh.revues.org/index2342.html>.

l'autre, en additionnant mutuellement des capacités indispensables pour la réalisation de ses objectifs, de ses besoins, de ses ambitions. Ainsi, sans exagérer la portée du pouvoir et l'efficacité des actions entreprises par la Couronne et, en admettant la flexibilité des communautés locales au-delà de toute dichotomie ou opposition intransigeante entre roi et sujets, nous sommes devant une remarquable nécessité de collaboration réciproque, avec des liens que ni le roi, ni les groupes locaux ne souhaitaient rompre<sup>84</sup>.

### 1.5 La notion d'intérêt et l'accès au champ politique

Ce contrat qui a fait renaître les espoirs des découvreurs paulistes et nourrit l'espoir de participation de Bueno da Silva à un nouveau champ politique, avait un autre attribut spécifique : c'était un contrat écrit<sup>85</sup>. Ses conditions ne laissent aucun doute : les intérêts des deux parties sont ajustés autour de l'aspect économique. La façon – presque un siècle plus tard – dont le prêtre Luiz Antônio da

---

<sup>84</sup> En faisant référence à l'histoire politique de l'Angleterre, Xavier Gil Pujol souligne qu'il n'y eut jamais de séparation entre l'État et les localités, mais une relation d'interaction et de complémentarité, appuyée sur la notion de collaboration mutuelle. Voir Xavier Gil Pujol, *Centralismo e Localismo? Sobre as relações políticas e culturais entre capital e território nas monarquias européias dos séculos XVI e XVII*, *Penélope*, numéro 6, 1991, p. 120-121. Pour aller plus loin dans la relecture des relations entre l'État et les communautés locales dans l'historiographie du Royaume-Uni, voir Christopher Coleman et David Starkey, *Reuolution reassessed. Revisions in the history of Tudor Government and administration*, Oxford : Oxford University Press, 1986; Conrad Russel, The nature of a Parliament in early Stuart England, in Howard Tomlinson, *Before the English Civil War. Essays on early Stuart politics and government*, New York : 1984, p. 123-150; Kevin Sharpe, Crown, Parliament and locality : Government and communication in early Stuart England, *English Historical Review*, numéro 101, 1986, p. 321-350; David Harris Sacks, The corporate town and the English state : Bristol's little businesses, 1625-1641, *Past and Present*, numéro 110, 1986, p. 69-105 et John T. Evans, *Seventeenth-century Norwich. Politics religion and government, 1620-1690*, Oxford : Oxford University Press, 1979.

<sup>85</sup> Le fait d'être un document ou un contrat écrit montre, en même temps, l'importance du compromis, et le sérieux de la méthode adoptée par les organismes de gouvernement de l'Empire, qui, de son côté, permet la création et la gestion de véritables archives de la mémoire juridique, sociale et politique à travers l'enregistrement de diverses transactions, négociations, accords et décisions réalisés à l'intérieur de la monarchie portugaise. Antônio Manuel Hespanha observe cette pratique et confirme combien ces documents écrits étaient fondamentaux pour certifier des questions et des thèmes décisifs de la culture politique de l'Empire, qui englobent plusieurs éléments allant du statut personnel jusqu'aux droits et devoirs patrimoniaux : lettres royales de donation ou charte, concessions de divisions, constitution et fin de titres, ventes et partages de propriétés, demandes de grâces royales, concession de tolérances, procédures et décisions judiciaires. Toutes ces procédures devaient être transcrites et classées dans des études de notaire. Selon lui, « Tout ce qui importait dans cette société devait laisser des traces ». Cf. Antônio Manuel Hespanha, A constituição do Império português. Revisão de alguns enviesamentos correntes, in João Fragoso, Maria Fernanda Batista Bicalho e Maria de Fátima Gouvêa (Dir.), *O Antigo Regime nos Trópicos: a dinâmica imperial portuguesa (séculos XVI-XVIII)*, Rio de Janeiro : Civilização Brasileira, 2001, p. 186.

Silva e Souza se remémore ces temps initiaux de la découverte de Goiás est notable, rehaussant l'intérêt et l'ambition comme des facteurs primordiaux dans les actes des hommes de l'époque : « Moins l'amour de la gloire et le désir d'être utile », dit-il, « que l'intérêt individuel et cette ambition, qui pousse souvent les hommes à d'incalculables dangers, les plus difficiles et les plus importantes entreprises, ont été les raisons de la découverte de Goyas »<sup>86</sup>.

En effet, les espoirs sont centrés d'un côté sur l'augmentation des revenus de la *Fazenda Real* (Trésor Royale) provenant du transfert de l'or et, de l'autre, sur la garantie des profits individuels, à travers l'appropriation de fonctions stratégiques dans l'administration coloniale et le droit de contrôle des passages des rivières situées sur le chemin entre São Paulo et Goiás. Dans cette configuration, l'intérêt économique prend l'aspect d'un lien parfaitement vertueux, devenant le fondement essentiel du contrat et conditionnant l'appartenance du groupe de découvreurs paulistes aux sphères de pouvoir du roi.

En outre, les avantages revendiqués en récompense de la réalisation de l'entreprise – les fonctions et charges stratégiques convoitées dans les réseaux administratifs de l'Empire – visaient surtout à assurer les revenus provenant de la production aurifère et le contrôle politique et administratif de la région. Les descriptions d'André João Antonil concernant les activités de surintendance et de *guarda-mor* des Minas Gerais apparaissent révélatrices. Elles montrent combien la dimension des intérêts relatifs aux charges de l'administration se révèle être liée essentiellement aux avantages économiques que celles-ci pouvaient offrir. La répartition du terrain et de toute l'organisation des activités d'exploitations dépendent de l'autorisation et les mineurs devaient payer une grosse somme au surintendant et au *guarda-mor* (chef de service de l'administration) pour avoir accès aux ressources du gisement<sup>87</sup>.

En fait, ces motivations composent les raisons essentielles qui donnent vie aux transactions autour de la production d'or et déterminent les hommes à entamer

---

<sup>86</sup> Luiz Antônio da Silva e Souza, *Memória sobre o descobrimento, governo, população e cousas mais notáveis da Capitania de Goyaz* (1812), in José Mendonça Teles, *Vida e obra de Silva e Souza*, Goiânia : UFG, 1998, p. 71.

<sup>87</sup> André João Antonil, *Cultura e opulência do Brasil por suas drogas e minas. Introdução e comentário crítico por Andree Mansuy Diniz Silva*, Lisboonne : Comissão Nacional para as Comemorações dos Descobrimentos Portugueses, 2001, p. 250-252.

une nouvelle aventure dans les *sertões*. En tant qu'éléments fondamentaux dans le processus de construction du champ politique des mines du Goiás, elles gardent une relation très marquée avec la pensée de l'époque. Albert Hirschman, dans un chapitre qui repère les avantages d'un monde gouverné par l'intérêt, rappelle que, dans l'ensemble de ce qui s'est écrit sur les activités économiques et les échanges commerciaux aux XVIIe et XVIIIe siècles, la plupart des auteurs sont d'accord sur le fait que le développement des échanges finissait par bénéficier à toutes les parties engagées. Et il ajoute : "Nombre des avantages qu'ils en attendent sont de nature politique, sociale et même morale plutôt que simplement économique"<sup>88</sup>.

Sans aucun doute, le contrat établi entre le roi du Portugal et Bartolomeu Bueno da Silva, reflétait la pensée et la pratique contemporaine. Albert Hirschmann a aussi reconstitué le processus au travers duquel la notion d'intérêt, qui renvoyait à un large éventail de significations, a été réduite au seul avantage matériel et économique<sup>89</sup>. En fait, les idées de constance et de prévisibilité des comportements demeuraient à la base des initiatives économiques, influencées par la valeur et la compréhension que la notion d'intérêt a prise au cours des XVIIe et XVIIIe siècles. Nous comprenons alors pourquoi la présence de clauses essentiellement économiques dans le contrat s'associe à des intérêts motivés par la conquête de fonctions honorifiques : il s'agit en fait de garantir la prévisibilité des comportements des contractants. Si les règles du jeu sont fixées d'avance, il demeurera toujours possible de s'adapter. Il y avait entre les parties contractantes un besoin de lisibilité des intérêts en jeu. « Il s'ensuit que la prévisibilité des comportements "intéressés" a pour sous-produit, sur le plan économique, non plus un fragile équilibre, mais un solide réseau de rapports interdépendants »<sup>90</sup>.

Mis sur la table, analysés pendant la procédure de négociation, les intérêts des deux parties ont un rôle déterminant dans le comportement des contractants. Ils rendent possible la réalisation simultanée de deux projets, pour ainsi dire, particuliers. Par cette voie nous sommes à l'origine d'une action politique guidée par

---

<sup>88</sup> Albert O. Hirschman, *Les passions et les intérêts : justifications politiques du capitalisme avant son apogée*, Paris : Quadrige/PUF, 1980, p. 51.

<sup>89</sup> Simona Serutti, Processus et expérience : individus, groupes et identités à Turin, au XVIIe siècle, in Jacques Revel, *Jeux d'échelles. De la micro-analyse à l'expérience*, Paris : Gallimard/Le Seuil, 1996, p. 171.

<sup>90</sup> Albert O. Hirschman, *Les passions et les intérêts*, op. cit. p. 51.

l'idée que le jeu d'intérêts individuels peut devenir un bénéfice pour l'ensemble des parties, produisant une espèce d'équilibre d'intérêts.

C'est à juste titre que Laura de Mello e Souza, en soulignant les différences et les spécificités de la société minière, décrit le côté imprévisible et singulier de la formation sociale des mines comme un facteur qui fait peur aux représentants de la Couronne désignés pour gouverner les Minas Gerais pendant les premiers moments d'occupation et de conquête de la région. Selon elle, les gouverneurs dénonçaient très souvent le caractère hétérogène, indompté et rebelle de leur population. Ces distinctions et diversités socioculturelles rendaient difficile l'imposition du respect et de l'autorité des officiers de la Couronne, ajustés à un modèle de société traditionnelle à l'européenne. « Mais dans les Mines de l'époque » dit-elle, « les principes stratifiés de la société, encore dans une phase de constitution, se sont révélées hétéroclites, unissant le statut et l'honneur à des valeurs nouvelles, dictés par l'argent et par le mérite »<sup>91</sup>. Dans cette société du différent et de l'imprévisible, la pratique politique plaçait au centre des relations de pouvoir le jeu des intérêts individuels, associés aux avantages promus par l'argent et par le mérite, où les mécanismes traditionnels d'administration et de contrôle semblaient inopérants, exigeant de nouvelles techniques et d'autres méthodes.

A partir de là, dans les réseaux impériaux rassemblés par des intérêts et des relations mercantilistes, c'est la découverte des mines d'or, leur multiplication et leur déploiement dans l'espace et dans le temps, qui va solidifier les liens et les interactions humaines et engendrer réellement le champ politique des mines de Goiás comme un champ de forces relativement autonome. Néanmoins, la question de son poids économique et financier étudiée ici, ainsi que les facteurs de sa constitution et sa définition, demeurent plus vastes. Si, comme nous le verrons dans le prochain chapitre, la concession du contrôle de la passage des fleuves promis à Bueno da Silva a été ultérieurement objet de réticence et d'appréhension de la part du gouverneur de São Paulo, l'autre partie de l'accord – la rétribution aux services rendus par les découvreurs basée sur les pratiques utilisées comme monnaie d'échange à l'obtention d'honneurs, de grâces et de faveurs – a été rapidement acceptée pour les agents de la Couronne. Les charges administratives, avec ses possibilités d'enrichissement, de

---

<sup>91</sup> Laura de Mello e Souza, *O sol e sombra – Política e administração na América portuguesa do século XVIII*, São Paulo : Companhia das Letras, 2006, p. 155-156.

contrôle politique et les titres de noblesse, en plus des avantages financiers qu'elles apportaient, conféraient le prestige souhaité et introduisaient les paulistes dans les réseaux hiérarchiques de pouvoir tissés dans tout l'Empire.

### *1.6 Les mécanismes d'obéissance*

Si la notion d'intérêt individuel constitue une clef primordiale pour la compréhension des processus de naissance du champ politique à Goiás, sa construction effective se produit grâce à des pratiques, des valeurs et des institutions bien délimitées dans le temps et l'espace. Nous pensons par exemple à la croissance d'une économie de bénéfices mutuels : les bons résultats de services rendus par les sujets sont accompagnés de grandes attentes de récompenses qui seraient distribuées de façon juste par le monarque. Cette pratique, qui légitime la relation entre les sujets et le monarque, avait garanti et réglé l'expansion portugaise depuis le XVe siècle. En élargissant les possibilités de prestation de services à la monarchie, son importance assume un caractère incontournable pendant la conquête du Nouveau Monde et particulièrement dans les mines de Goiás.

Ainsi, devant les difficultés d'application des mécanismes traditionnels de coercition, dues à l'absence de structures permanentes de contrôle induite par la fragilité ou l'inexistence d'institutions administratives et juridiques, le roi du Portugal a opté pour un autre attribut propre au pouvoir royal, situé dans l'ensemble des pratiques politiques dessiné par la Couronne. En fonction de l'instabilité, Lisbonne a promu l'application, dans une large mesure, des mécanismes d'obéissance permettant au roi d'opérer sans violences ou interdictions importantes<sup>92</sup>. Cela se traduit par l'utilisation d'instruments non coercitifs employés stratégiquement sous la forme de prestation de services au monarque, associés à l'établissement de puissantes méthodes de contrôle et d'accès à la hiérarchie politique et sociale.

Sur la base de cette méthode, et à la différence des mécanismes juridiques et administratifs de caractère essentiellement coercitif, la Couronne produisit de

---

<sup>92</sup> Sur la notion de mécanismes d'obéissance dans le sens utilisé ici, voir Michel Foucault, Deux essais sur le sujet et le pouvoir, in Hubert Dreyfus et Paul Rabinow, *Michel Foucault : un parcours philosophique*, Paris : Gallimard, 1984, p. 297-321. Voir aussi Antônio Manuel Hespanha, Une 'nouvelle histoire' du droit ?, in Paolo Grossi (Dir.), *Storia sociale e dimensione giuridica. Strumenti d'indagine e ipotesi di lavoro*, Florence : 1986, p. 215-340.

nouvelles formes de rémunération et d'organisation qui, à leur tour, se révélèrent en parfaite harmonie avec les pratiques politiques typiques des sociétés européennes modernes<sup>93</sup>. Le geste simple de donner caractérise une vertu propre des rois européens, produisant ce que Fernanda Olival a appelé d'« *economia das mercês* »<sup>94</sup>. Il s'agit, en bref, d'« une chaîne infinie d'actes bénéficiaires » comme fondement d'un réseau développé de relations entre des personnes et des groupes interdépendants, donnant lieu à de vrais réseaux mercantiles. Cette chaîne se base sur une économie de faveurs, permettant l'émergence d'éléments structurants dans les relations politiques<sup>95</sup>. L'acte de donner impliquait une triade d'obligations (donner, recevoir et restituer) qui, en cimentant la nature des relations sociales, consolidait aussi les relations politiques<sup>96</sup>.

Pour ces raisons, la découverte d'or dans les mines de Goiás a favorisé un élargissement du champ d'action des monarques portugais. Ces conditions leur permettaient de disposer d'un nouveau et riche territoire, transférant droits et privilèges à de nouveaux personnages, augmentant leurs revenus sur la base desquels ils accordaient des récompenses et des avantages. En plus ils ont eu l'opportunité de créer une nouvelle symbolique du pouvoir, comme cela fut le cas auparavant dans les Minas Gerais.

---

<sup>93</sup> Maria Fernanda Batista Bicalho, Conquista, mercês e poder local : a nobreza da terra na América portuguesa e a cultura política do Antigo Regime , *Almanack Braziliense*, numéro 2, 2005, p. 22.

<sup>94</sup> Économie de la grâce ou des faveurs. Fernanda Olival, *As Ordens Militares e o Estado Moderno. Honra, mercê e venalidade em Portugal (1641-1789)*, Lisbonne : Estar, 2001.

<sup>95</sup> Ângela Barreto Xavier et Antônio Manuel Hespanha, As redes clientelares, in José Mattoso (Dir.), Antônio Manuel Hespanha (Dir.), *História de Portugal. O Antigo Regime (1620-1807)*, Lisbonne : Estampa, v. 4, 1992, p. 382.

<sup>96</sup> Il ne s'agit pas ici d'une économie ou d'un droit basé sur des notions contemporaines courantes. C'est Marcel Mauss lui-même, dont l'essai sur le don inspire cette lecture des sociétés modernes, qui nous alerte : des conceptions très communes actuellement comme liberté et obligation, libéralité, générosité, luxe et épargne, intérêt, utilité, devraient être remises au creuset. D'après Mauss, pour comprendre ces échanges importants, presque toujours liés à un investissement considérable de pouvoir en vue de la consolidation de certaines positions sociales, il faut garder à l'esprit que c'est avant tout « une notion complexe qui inspire tous les actes économiques ». Selon lui, « de même que ces dons ne sont pas libres, ils ne sont pas réellement désintéressés. Ce sont déjà des contre-prestations pour la plupart, et même faites en vue non seulement de payer des services et des biens, mais aussi de maintenir une alliance profitable et qui ne peut même pas être refusée ». Cf. Marcel Mauss, Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés primitives. *L'Année Sociologique*. Édition électronique réalisée par Jean-Marie Tremblay dans le cadre de la collection Les classiques des sciences sociales [en ligne]. 2002 [extrait de *L'Année Sociologique*, Série II, tome I, 1923-1924], [réf. du 28 mars 2008]. Disponible sur : <http://www.laphilosophie.fr/ebook/Mauss,%20Marcel%20-%20Essai%20Sur%20Le%20Don.pdf>.

En fait, la mise en scène de cette stratégie finit par introduire les premières hiérarchies politiques à Goiás. De même, le contrôle de l'accès aux divers degrés de noblesse se transforme en source de pouvoir fondamental pour la monarchie, modulant un vaste système de rémunération de services rendus à la Couronne. Grâce à ce mécanisme, le roi du Portugal pouvait accorder à ses sujets des mines de Goiás, outre les bénéfices matériels, l'honneur et les distinctions souhaitées, comme contrepartie aux services rendus dans le processus de conquête et d'exploitation de l'or sur le nouveau territoire<sup>97</sup>.

Par ailleurs, comme l'ont confirmé certains travaux sur le sujet, dans les « zones de porosité », dans l'évolution de la stratification de la noblesse de la monarchie portugaise, ainsi que dans la base des groupes constitutifs de la noblesse, une ouverture « presque jusqu'à la banalisation »<sup>98</sup> permettait l'accès au niveau le plus haut de la société pour des groupes sociaux considérés comme les plus bas. Il faut, bien évidemment, qu'ils trouvent un chemin possible ou, comme l'a dit Fernanda Olival, la disponibilité nécessaire, notamment économique, pour servir<sup>99</sup>. C'est précisément le cas des pionniers et des premiers découvreurs de l'or à Goiás : ils rendaient des services au roi et en échange obtenaient des avantages que dans d'autres circonstances ils n'auraient pu atteindre.

Nous touchons-là un point essentiel. La monarchie s'établit comme le régulateur fondamental de l'accès aux divers degrés de la noblesse<sup>100</sup>, se transformant en un facteur décisif de contrôle de l'accès du champ politique des mines du Goiás<sup>101</sup>. Ce monopole du roi sur les classements sociaux<sup>102</sup> a eu grand

---

<sup>97</sup> Nuno Gonçalo Monteiro, O 'Ethos' nobiliárquico no final do Antigo Regime : poder simbólico, império e imaginário social, *Almanack Braziliense*, numéro 2, 2005, p. 6.

<sup>98</sup> Nuno Gonçalo Monteiro, O 'Ethos' nobiliárquico no final do Antigo Regime, *op. cit.*, p. 17.

<sup>99</sup> Fernanda Olival, *As Ordens Militares e o Estado Moderno*, *op. cit.*, p. 21.

<sup>100</sup> Nuno Gonçalo Monteiro, O 'Ethos' nobiliárquico no final do Antigo Regime, *op. cit.*, p. 19

<sup>101</sup> Ainsi, une nouvelle écluse s'ouvrait avec de nouvelles possibilités d'ascension sociale depuis les mines de Minas de Goiás. Comme nous le verrons, après son retour à São Paulo et avec l'objectif d'annoncer la nouvelle découverte, Bartolomeu Bueno da Silva rentre aux rives du fleuve Rouge (rio Vermelho, aux mines du Goiás) avec le titre de surintendant général des mines (avec une juridiction ordinaire, civile et criminelle dans les limites définies pour les mines), le poste de *guarda-mor* (chargé de la délimitation et distribution des terrains), en plus des titres militaires honorifiques (maître de camp (mestre-de-campo, lieutenant-colonel, et *capitão-mor*). Avec le temps, le surintendant général a été obligé de partager son pouvoir parce que des privilèges de même nature étaient aussi garantis aux découvreurs d'autres gisements d'or, élargissant ainsi les espaces de la noblesse locale tout en accroissant les dissidences et les conflits locaux.



impact dans la région. Par conséquent, la Couronne tira parti de ces stratégies spécifiques en rendant possible le projet de Lisbonne, en définissant et en renforçant les frontières intérieures du champ politique. Par ailleurs, elle introduisait la possibilité d'insertion de sujets dans les réseaux et les chaînes hiérarchiques de pouvoir tissées dans la trame politique de l'Empire d'outre-mer portugais.

### 1.7 La population métisse

Effectivement, Bartolomeu Bueno da Silva et son groupe restent pendant plus de trois ans dans les forêts de Goiás, revenant avec la nouvelle de la découverte d'or en novembre 1725<sup>103</sup>. À São Paulo, informés de l'existence d'une lettre du roi qui confirmait l'autorisation pour le contrôle des *passagens* des fleuves, ils se lancent dans un nouveau voyage à Goiás, en prenant avec eux des équipements et des personnels qui démontrent leur intention d'établir un centre plus efficace d'exploitation de l'or. En sortant de São Paulo, en septembre 1726, ils reprennent les mêmes chemins emmenant avec eux plus de 1000 personnes, chevaux et armes<sup>104</sup>, assurément les habitants des premiers noyaux urbains.

Dans cet espace «vide» du *sertão* occupé par la seule population indigène, Paulistes, Noirs et Portugais se lancent dans une aventure sans précédent. Assurément, le théâtre qui va prendre forme représenta les actes initiaux de l'installation d'un cadre social et politique dans les frontières ouest de l'Amérique portugaise. Entraînant avec eux une foule d'hommes avides d'or et un arsenal d'équipements pour garantir leur survie dans cette région inhospitalière, c'est à travers une dialectique entre l'ancien et le nouveau, entre le connu et l'inconnu, entre l'inédit et l'identique, qu'ils vont initier, en face d'une réalité imprévisible, la construction d'un monde nouveau dans les mines de Goiás.

Moment de changements, de temps incertains. La mémoire encore fraîche d'un passé encore palpable – marqué notamment par les conflits des Minas Gerais – et loin des pressions imposées par les mécanismes de contrôle complexe et sophistiqué de la monarchie, ils goûtaient l'opportunité de vivre un nouveau départ.

---

<sup>102</sup> Nuno Gonçalo Monteiro, O 'Ethos' nobiliárquico no final do Antigo Regime, *op. cit.* p. 6.

<sup>103</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx 1, Doc. 6.

<sup>104</sup> *Ibid.*

Mais les débuts et recommencements sont certainement multiples, inattendus, plein de nouvelles possibilités. Quoi qu'il en soit, le mouvement d'ouverture, l'arrivée du peuplement et l'introduction des configurations sociales et politiques dans une nouvelle région appartenant à la monarchie – la naissance de ce qu'on pourrait finalement appeler le champ politique à Goiás –, gardent certaines spécificités par rapport aux autres parties de l'Empire. Il n'est en définitive jamais exactement le même<sup>105</sup>. Reprenant les mots de Jean Duvignaud, quand il met en évidence le moment fascinant de la genèse, des moments comme celui-ci sautent à la superficie de l'histoire comme des « événements ou manifestations inopinées qui émergent de cette période de transition – cette écluse entre une histoire de hier et une histoire qui n'est pas encore, et qui s'invente difficilement »<sup>106</sup>.

Depuis Lisbonne, des membres du Conseil d'Outre-mer observaient attentivement les déplacements des hommes qui peuplaient rapidement la nouvelle région minière. Devant l'absence d'instruments appropriés pour combattre l'instabilité des premiers temps, les conseillers du roi cherchaient à conditionner la présence des autorités de la Couronne dans les mines du Goiás à la stabilité démographique. À son avis, « tant que ces mines ne promettaient pas une stabilité dans la façon dont se constituent leur population », « la visite de ministres serait inutile, provoquant plus de confusion que de progrès »<sup>107</sup>. Nous voyons ainsi que ce nouvel espace suscitait des préoccupations d'ordre géopolitique et les interventions de Lisbonne étaient savamment calculées. En considérant les données démographiques comme un baromètre des actions de la Couronne, le Conseil d'Outre-mer associait la quantité d'habitant et leur mobilité aux initiatives qui pourraient garantir l'élargissement des mécanismes de contrôle et de surveillance de la production de l'or.

Ainsi, après l'arrivée de Paulistes dans la région, un premier mouvement significatif de peuplement multiplie les relations et les réseaux locaux.

---

<sup>105</sup> Marcel Détéienne, *Des comparables dans le champ du politique*, *op. cit.*, p. 7.

<sup>106</sup> Jean Duvignaud, *L'oubli ou la chute des corps*, *op. cit.*, p. 201. Laurent Vidal et Siegfried Kracauer avouent également un intérêt pour ces moments de naissances, de transitions, les entre-deux, où toutes les possibilités sont encore ouvertes. Cf. Laurent Vidal (Dir.), *La Ville au Brésil (XVIIIe-XXe siècle) – Naissances, renaissances*, Paris : Les Indes savantes, 2008 ; Siegfried Kracauer, *L'histoire des avant-dernières choses*, Paris : Stock, 2006.

<sup>107</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx 1, Doc. 6.

Originellement, les habitants étaient constitués d'ecclésiastiques, d'aventuriers, de fuytifs et de conquérants, de commerçants, de négociants et de fonctionnaires royaux ainsi que des Portugais condamnés à l'exil (les bannis). On peut y ajouter également les esclaves africains et, bien évidemment, la présence incontournable des Indiens.

Comme le rappelle Serge Gruzinski, en mentionnant la dimension planétaire de la monarchie ibérique, derrière cette rencontre de gens d'origine diverse et d'une mobilité absolument prononcée, on peut discerner une étonnante capacité d'adaptation aux environnements variés, changeants, souvent carrément hostiles<sup>108</sup>. Nous rappelons ceci, car la projection de cette masse hétérogène dans l'espace des mines produit un programme d'échanges, de circulations et de chocs, dont le résultat final dépasse les accords initiaux et les attentes formulées dans les engagements entre le monarque et les premiers découvreurs. Effectivement, durant ces moments de naissance, la population et le territoire conditionnaient inexorablement l'organisation administrative et juridique et les formes de distribution du pouvoir.

Pour autant, les évolutions socio-spatiales des territoires occupés étaient influencées par les rapports de force, les résistances, les accommodations et les dissidences qui émergeaient parmi les premiers groupes arrivant aux mines de Goiás. Il reste que les deux premiers noyaux d'exploitation de l'or ont donné origine aux *arraiais* de Sant'Anna et Meia Ponte. En effet, ces derniers étaient restés sous le contrôle direct de la famille du surintendant Bueno da Silva<sup>109</sup>. Plus au nord, de nouveaux points d'exploitation ont été installés, en particulier par des groupes dissidents du surintendant général : les mines connues par Tocantins, où ont été fondés les *arraiais* de Traíras et de São José do Tocantins et un peu plus au sud, l'*arraial* de Crixás, un notable filon de production d'or. Une troisième zone

---

<sup>108</sup> Serge Gruzinski, Les mondes mêlés de la monarchie catholique et autres connected histories, *op. cit.*, p. 108.

<sup>109</sup> Selon Luiz Antonio Silva e Souza, Bartolomeu Bueno s'est installé à Barra, le premier *arraial* où il a édifié « la première maison de prière », après avoir découvert des mines riches en or. En établissant sa résidence, il confie le commandement de l'*arraial de Sant'Anna* à Antonio Ferrraz de Araújo. Cependant, à cause de conflits qui exigeaient sa présence, il se transfère vers Sant'Anna. Au sujet de Meia Ponte, Silva e Souza dit que pendant la saison des pluies, ses habitants ont construit une sorte de pont pour traverser une grosse rivière, constitué de deux troncs parallèles, dont un a été emmené par le courant des eaux. A la suite ils donnent le nom de Meia Ponte (Demi Pont) à ce cours d'eau et plus tard à l'*arraial*. Cf. Luiz Antônio da Silva e Souza, Memória sobre o descobrimento, governo, população e cousas mais notáveis da Capitania de Goyaz (1812), *op. cit.*, p. 75-79.

d'exploitation était connue comme Terras Novas, constituée, selon Maria Verônica Campos, par des habitants enfuis de la région de Jacobina, Capitainerie de Bahia, en 1729, après une révolte contre la contribution à la dote de mariage de la famille royale et, un peu plus tard, par ceux qui avaient abandonné le territoire de Serro do Frio, à Minas Gerais, à cause de la délimitation du District Diamantino (zone réservé à l'exploitation de diamants), au cours de l'année 1734. Selon l'auteur, deux courants de peuplement ont occupé la région de Goiás : avant tout, les Paulistes et, en suite, les colons provenant de Bahia, Pernambouc et Minas Gerais<sup>110</sup>.

Dans les limites d'un énorme territoire constellé de centres urbains instables<sup>111</sup> dont la population flottait au gré des nouvelles découvertes<sup>112</sup>, Bartolomeu Bueno da Silva représentait la plus haute autorité. D'une manière générale, il avait deux responsabilités principales : tout d'abord, représenter les intérêts du roi du Portugal, en cherchant à maintenir un minimum d'ordre et stabilité. Deuxièmement, établir une structure fiscale en vue de la perception des droits royaux<sup>113</sup>.

Du point de vue politique, la rapide expansion et la constante mobilité de la population rendaient difficile l'établissement de mécanismes efficaces de contrôle qui auraient pu soumettre la population au pouvoir du surintendant général. En 1729, dans une lettre au roi du Portugal les découvreurs informaient que le nombre d'habitants avait augmenté dramatiquement<sup>114</sup>. Bien que l'absence de documents n'autorise pas des estimations sûres, rendant toujours difficile un calcul exact de la

---

<sup>110</sup> Maria Verônica Campos, Goiás na década de 1730. Pioneiros, elites locais, motins e fronteira, *op. cit.*, p. 342.

<sup>111</sup> La description qui fait le comte d'Assumar de la Vila de *Pitangui* peut très bien correspondre aux premiers noyaux urbains fondés dans la région, tout comme au mode de vie des premiers habitants des mines de Goiás. Montrant une structure dont la mobilité est une nécessité absolue à la pratique de leurs activités économiques, il affirma : « cette Vila , n'a pas de forme et est entièrement composée d'habitations rustiques, car les Paulistes, ayant un mode de vie et une propension naturelle à s'enfoncer dans les bois, ne font pas de campements durables ». Lettre du comte d'Assumar au roi daté du 9 février 1720, citée par Cláudia Damasceno Fonseca, *Des terres aux villes de l'or*, *op. cit.*, p. 170

<sup>112</sup> Des études actuelles sur les agglomérations urbaines minières montrent l'aspect précaire des premiers temps de l'occupation, marqués par des constructions éphémères et passagères à cause de la constante mobilité de la population qui déménageait en fonction des annonces de nouvelles découvertes. Nous sommes encore loin de l'utilisation de la pierre comme matériau privilégié dans la construction, symbole de la domination qu'imposent le rythme et le temps de l'administration de la métropole et de l'Église catholique. Júnia Ferreira Furtado, *Novas tendências da historiografia sobre Minas Gerais*, *op. cit.*, p. 133.

<sup>113</sup> Luiz Palacin, *O século do ouro em Goiás*, *op. cit.*, p. 33.

<sup>114</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 6.

population, d'autres indices permettent d'évaluer le rythme accéléré de leur croissance. Comme le rappelle Luis Palacin, « la stature épique qu'a pris la taille de l'œuvre des prospecteurs » est impressionnante<sup>115</sup>. Un siècle plus tard, Cunha Matos ne cachait pas sa surprise devant la dimension des vestiges laissés par l'exploitation de l'or dans Goiás. Des excavations, des déplacements de terre, des détournements de cours de fleuves, lui ont donné l'impression d'une œuvre de cyclopes<sup>116</sup>.

La première référence fiable concernant le nombre d'habitants, demeure le recensement de la *capitação* réalisé en 1736. En partant de la présence de 6.583 esclaves adultes (4.021 pour Sant'Anna et les mines du sud, 1.366 dans Crixás et 1.196 dans le Tocantins) et en estimant la population générale comme l'a fait Luiz Palacin, un rapport de trois pour un entre les esclaves et les hommes libres (sans oublier à peu près 20% de jeunes et les enfants), nous aurions une population totale se situant entre 9.000 et 10.000 habitants. Si nous considérons que la seconde expédition de Bartolomeu Bueno, à la fin de 1726, est arrivée dans la vallée de l'actuel fleuve *Vermelho* en 1727, apportant environ 1.000 personnes, nous comprenons qu'en moins de dix ans, les mines de Goiás auront vu arriver au moins 1.000 personnes chaque année.

Si ces migrations humaines confèrent une sorte d'unité à l'espace de la monarchie, il est certain que les liens entre les mines récemment découvertes et les autres régions de l'Amérique portugaise ont contribué très tôt à la définition des contours des relations politiques locales. L'importance prise par les conflits, intrigues et rébellions, décrites dans le prochain chapitre, nous permettent de percevoir les connexions établies pendant les premiers temps de cette société qui émerge à un rythme imposé par l'urgence de l'enrichissement.

Dans ce sens, si nous admettons que la nature des négociations entre la Couronne et les premiers découvreurs est liée aux paradigmes des sociétés modernes européennes, le résultat de leurs actes et l'ensemble des pratiques sociales et politiques sur le nouveau territoire se différencient des pratiques traditionnelles du Royaume. En fait, les mines du Goiás seront le résultat d'une véritable pépinière de

---

<sup>115</sup> Luiz Palacin, *O século do ouro em Goiás*, op. cit., p. 31.

<sup>116</sup> Raimundo José da Cunha Matos, *Corografia histórica da província de Goiás (1824)*, Goiânia : Sudeco, 1979, p. 297.

mélanges et d'affrontements : une société urbaine, dont les relations politiques sont ajustées essentiellement sur des relations de parenté, gravitant autour des noyaux miniers et qui deviennent des centres d'aménagement des pouvoirs locaux.

Dans les contours de la réflexion de Serge Gruzinski au sujet du processus de métissage, il reste que le développement démographique suivi à partir de l'arrivée du groupe initial des découvreurs montre l'apparition d'une espèce de « plèbe américaine », c'est-à-dire d'une masse porteuse d'héritages européens, amérindiens et africains. En peu de temps, on peut mesurer l'enjeu complexe des métissages qui modifie non seulement les hommes, mais également l'ensemble de la société qui prend forme<sup>117</sup>. A partir de l'arrivée des premiers habitants, en 1727, et ceci jusqu'à la décennie de 1790, une société typiquement minière s'établit, basée sur les traditionnelles relations entre des hommes blancs et leurs esclaves, présentant les conditions indispensables à l'apparition d'une société structurée autour d'un projet colonial dirigé par Lisbonne.

Mais, peu à peu, sous l'apparence d'une armature traditionnelle, une société hybride prend forme : l'augmentation significative de la population métisse définit les traces d'une communauté minière marquée par la réduction manifeste de la population blanche. Dans les mines de Goiás, les habitants *pardos*<sup>118</sup> s'imposent progressivement, en faisant émerger une société métissée. S'il ne pervertit pas les valeurs et les pratiques des sociétés modernes européennes, ce contexte révèle petit-à-petit un réseau de relations plus complexe que celui connu jusqu'alors dans le Vieux Monde.

Il reste que les mines du Goiás deviennent alors le théâtre et le terrain d'interactions de forces à une échelle que Lisbonne n'était pas en mesure de maîtriser complètement. Effectivement, la position de la Couronne et les revers auxquels sont confrontés les intérêts du roi du Portugal – malgré l'existence d'une structure

---

<sup>117</sup> Serge Gruzinski, *Les mondes mêlés de la monarchie catholique et autres connected histories*, *op. cit.*, p. 116.

<sup>118</sup> Le terme *pardo* est un terme officiel brésilien et formellement utilisé pour décrire une personne d'origine métisse. Dans d'autres pays qui font usage de la langue portugaise, on utilise avec le même sens les termes mulâtre ou métis. Selon l'Institut brésilien de géographie et statistique (IBGE), le groupe *pardo* est l'un des cinq groupes de « Couleur ou Race » qui composent la population brésilienne, à côté des blancs, des noirs, des jaunes et des Indiens.

administrative peu à peu implantée dans la région – exposent le pouvoir royal à une fragilité incontestable.

Comme nous le verrons ailleurs, pendant la période initiale, dans le temps de naissance et de définition du lieu du politique, l'hégémonie, la prééminence et les luttes entre les pouvoirs dans les mines de Goiás ne s'exercent pas seulement à travers les hiérarchies imposées par les institutions qui représentent le pouvoir monarchique, mais surtout dans les espaces de négociations et de collaborations du champ disputé du politique.

### *1.8 Rapports politiques corporatives*

Dans un scénario d'une extraordinaire instabilité, plein de conflits et de disputes, les négociations et décisions entre les divers acteurs transforment, peu à peu, la nature du champ politique. Mélangée aux particularités locales, la nature des relations politiques qui régissent et dominent cette communauté, garde des traces importantes des sociétés corporatives européennes de la période moderne. Dans ce tableau, pour comprendre les jeux et les relations de pouvoir établis dans la communauté politique locale, il faut identifier les positions des acteurs à l'intérieur des réseaux de pouvoir. Autrement dit, il faut savoir à quel centre de pouvoir ils appartiennent ou encore quelle place ils occupent dans un ensemble politique plus large.

Dans le même ordre d'idées, l'influence des institutions portugaises dans la constitution du champ politique des mines de Goiás, a impliqué une longue adaptation qui se confond avec l'implantation des mécanismes complexes de création des sociétés américaines dans le Nouveau Monde. En fait, ce n'est pas difficile d'apercevoir une similitude notable entre les mécanismes impliqués dans le processus de naissance du champ politique aux mines de Goiás et les particularités politiques plus marquantes de la société portugaise de l'Ancien Régime.

Tout d'abord, il faut rappeler que dans le monde de l'Ancien Régime portugais, les relations politiques avaient un fort contenu corporatif. Sous cet angle, une bonne partie de la pensée moderne concevait le pouvoir politique comme

quelque chose qui « émanait de la capacité auto-organisatrice des corps sociaux »<sup>119</sup>. Autrement dit, et dans une perspective plus large, « les représentations dominantes du monde social au Portugal et dans son Empire au XVIII<sup>e</sup> siècle concevaient l'ordre social dans une hiérarchie de corporations distinctes sanctionnée par la tradition »<sup>120</sup>. Cette tradition s'appuie sur l'idée que chaque partie d'un tout contribue différemment à la réalisation du destin cosmique, promouvant l'idée que toutes les composantes de la société sont indispensables à son fonctionnement global<sup>121</sup>.

Effectivement, la conception du pouvoir prend alors des tonalités bien particulières, et notamment un caractère de gouvernement partagé, où le pouvoir est distribué entre tous les appareils de la société, ce qui se traduit par une autonomie politique et juridique des corps sociaux, préservant néanmoins une articulation naturelle entre les parties. Conformément à ce modèle de représentation, à l'instar des organes d'un corps physique, chaque corps social dispose de sa propre fonction et de l'autonomie nécessaire pour pouvoir fonctionner.

Si on considère le roi du Portugal comme la tête, c'est à lui de garantir l'harmonie de tout le corps, de veiller à sa conservation. Par ailleurs, en contrepartie, il ne doit pas s'approprier les fonctions des autres membres. Son rôle n'est pas d'empêcher l'autonomie des corporations ou des noyaux sociaux, mais, au contraire, représenter l'unité et maintenir l'harmonie entre eux, grâce surtout à la pratique de la justice, finalité essentielle du pouvoir politique<sup>122</sup>.

En fait, nous devons prendre en compte que le modèle corporatif qui caractérise la société portugaise, inscrite à l'intérieur d'un ordre naturel, s'exprime à travers l'existence et la conséquente proximité de corps multiples et distincts, qui finissent par constituer un entrelacement apparemment étrange aux yeux de l'observateur : une association inévitable entre les pouvoirs souverains du monarque et des forces politiques locales à la recherche d'une autonomie de plus en plus large.

---

<sup>119</sup> Xavier Gil Pujol, *Centralismo e Localismo?*, *op. cit.*, p. 133.

<sup>120</sup> Nuno Gonçalo Monteiro, *O 'Ethos' nobiliárquico no final do Antigo Regime*, *op. cit.* p. 5.

<sup>121</sup> Ângela Barreto Xavier et António Manuel Hespanha, *A representação da sociedade e do poder*, in José Mattoso (Dir.), António Manuel Hespanha (Dir.), *História de Portugal. O Antigo Regime (1620-1807)*, Lisbonne : Estampa, 1992, p. 123.

<sup>122</sup> *Ibid*, p. 123.



C'est en ces termes, autour des intérêts qui maintiennent inséparables le roi du Portugal et les élites locales, qu'Annik Lamperière montre cette structure corporative des relations établies tout au long des trois siècles pendant lesquels les sociétés américaines ont été maintenues sous le contrôle des monarchies ibériques. Selon elle, cette composition s'établit, se perfectionne et se subdivise en de multiples ramifications, chacune d'entre elles restant prête à se confronter aux autres pour la défense de ses particularités et intérêts :

L'autonomie, c'est-à-dire le fait que les sociétés américaines se gouvernèrent elles-mêmes et financèrent l'immense majorité de leurs nécessités matérielles et spirituelles, mais aussi militaires, coexista sans difficulté avec l'absolutisme, qui signifiait pour les vassaux que le roi, dans sa fonction de juge plus que dans ses droits de législateur, garantissait le respect des libertés et des privilèges dont étaient dotés les différents corps<sup>123</sup>.

On peut mesurer l'effet de cette perspective dans le contexte de la conquête du Nouveau Monde : les différents pouvoirs fragmentés qui occupent leurs positions respectives dans le champ politique des mines de Goiás ont une nature autonome vis-à-vis des autres corps, revêtant ainsi des formes particulières. Dans les réseaux de cette société corporative minière, l'équilibre des pouvoirs compose un tableau politique marqué essentiellement par des relations tendues, dans un champ de forces transformé en un champ de bataille, dans lequel les concurrents testent les forces de l'adversaire. Chaque mouvement a pour objectif de faire basculer d'après son intérêt les résultats du jeu en cours. A l'intérieur de cette monarchie corporative, le roi et tout l'appareil administratif implanté dans la colonie constituent seulement deux des pôles de pouvoir<sup>124</sup>. Il reste que, pendant les moments initiaux, dans le temps de naissance des mines de Goiás, ce qui se joue effectivement reste le contrôle du champ disputé du politique.

### 1.9 L'unité du champ politique

---

<sup>123</sup> Annick Lempérière, *Entre Dieu et le Roi, la République. Mexico, XVIe-XIXe siècles*, Paris : Les Belles-Lettres, 2005, p. 70.

<sup>124</sup> Catarina Madeira Santos, *Goa é a chave de toda a Índia. Perfil político da capital do Estado da Índia (1505-1570)*, Lisbonne : CNCDP, 1999, p. 31.

Si les conceptions corporatives de la société indiquent une notion de pouvoir partagé, au détriment de l'image d'un gouverneur tout puissant et intangible, un regard rapide sur la pensée politique moderne au Portugal peut révéler un autre facteur de la fragilité royale : la médiation populaire dans la base d'un principe d'origine contractuelle du pouvoir.

En effet, si la définition du champ politique nous ramène aux influences et aux stratégies utilisées dans la société portugaise de l'Ancien Régime, la réglementation de relations de pouvoir qui prennent forme à Goiás, garde un rapport direct avec les mécanismes de légitimation de la monarchie. Dans ce sens, c'est la fidélité au trône et la conscience des sujets d'un Empire transocéanique qui guident la conquête et mobilisent la manutention et l'expansion du pouvoir royal dans les mines de Goiás.

Ces mécanismes de légitimation trouvent leur source dans la nature du discours juridique des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles au Portugal. Ils servent essentiellement à justifier la Restauration portugaise après la fin de l'union des Couronnes ibériques. S'appuyant sur l'axiome d'un pouvoir politique qui appartient aux sujets – transféré au monarque au moyen d'un contrat perpétuel (qui peut être dénoncé dans le cas de non respect grave des devoirs royaux) – ce principe de pacte politique devient la colonne vertébrale de l'unité monarchique. Effectivement, ce mécanisme prend la forme d'un instrument qui produit deux effets de grande visibilité : D'une part, il assure la fidélité des sujets au monarque portugais et, d'autre part, il dévoile une conception limitée du pouvoir royal, tant au Portugal continental que dans son Empire océanique.

Ainsi, ce n'est pas par hasard que le texte des *Ordenações Afonsinas* – partie intégrante de la législation qui a guidé le comportement des élites locales dans les mines de Goiás tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>125</sup> – apporte une ratification explicite

---

<sup>125</sup> Avec l'occupation de la région des mines de Goiás, les lois qu'y sont appliquées restent les mêmes que celle du royaume. Ainsi, nous avons eu les « Ordenações » du Royaume et celles de caractère général. Avec le temps, des lois spéciales ont été faites spécifiquement pour le Brésil, les principales d'entre elles émanaient des Régiments. A côté du droit qui venait du Royaume, il y avait le *droit local*, qui émanait des organes de l'administration coloniale, et plus tard, des chambres municipales qui traitaient des besoins particuliers de la Colonie. Comme exemple de législation créée localement, on peut citer les *posturas municipais* qui résultent de résolutions votées et éditées par les conseillers et autres officiels des *Senados da Câmara*. Elles étaient d'une importance fondamentale en tant que modératrices des aspects de la vie quotidienne dans les centres urbains coloniaux, adaptant les normes générales définies par les *ordenações* aux spécificités locales. Selon Ronaldo Vainfas, leur utilisation la

d'une conception corporative du monde social. Par ailleurs, établissant une organisation hiérarchique de la société du point de vue législatif, ses statuts juridiques et institutionnels sont définis autour d'un "ordre supérieur" que le gouvernement séculier se doit de respecter et de suivre. Cet extrait clarifie expressément cette donnée :

Quand Dieu Notre Seigneur a fait les créatures ainsi raisonnables [...] Il n'a pas voulu que deux d'entre elles soient égales, mais Il a établi et ordonné pour chacune sa vertu et sa puissance selon le degré qui lui ait donné ; mais aussi les Rois, qui en place de Dieu sur la terre sont là pour gouverner le peuple dans les œuvres qu'ils doivent faire, ainsi de la Justice, comme de la grâce, ou les faveurs, doivent suivre son exemple, qu'Il a fait et a ordonné, en donnant et en distribuant un nom à tous, mais à chacun distinctement, selon la condition et l'état au quel il appartient<sup>126</sup>.

Dans le sens présenté ci-dessus, la désignation du roi comme référence de l'équilibre politique indique une limitation originaire des pouvoirs royaux, condition présente dans la législation autant que dans la littérature et la pensée de l'époque, qui nous renseigne sur les règles du jeu imposées aux relations politiques au sein de la monarchie portugaise. C'est donc certainement pour cette raison que dans le document produit pour les Cours pendant l'acclamation du roi João IV, il est écrit que « conformément aux règles du droit naturel et humain, même si les Royaumes transfèrent aux Rois tout leur pouvoir et l'Empire pour les gouverner, c'est sous une tacite condition qui les régit et ordonne avec justice et sans tyrannie »<sup>127</sup>.

Nous touchons-là un autre point fondamental quant à la nature du pouvoir monarchique : la doctrine corporative de pouvoir conçoit au centre des devoirs des

---

plus commune faisait référence à un corps de lois – *les lois générales du royaume*. Quant aux Ordonations, il y eut trois codes successifs que l'on a appelés Ordinations du Royaume : les *Afonsinas* (1446-1447), les *Manuelinas* (1521) et les *Filipinas* (1603). Elles auraient constitué des éléments d'importance capitale à la pratique politique et administrative dans toute l'extension des domaines portugais. Pour les fonctionnaires de la Couronne, la connaissance de leur contenu était supposée essentielle pour gouverner l'Empire. Cf. B. O. Bandecchi, *O Município no Brasil e sua Função Política. Revista de História*, 1972, avril-juin, numéro 90, p. 495-530; et Ronaldo Vainfas (Dir.), *Dicionário do Brasil Colonial (1500-1808)*, op. cit., 2001.

<sup>126</sup> Ordenações Afonsinas, livro II, título 48, prólogo, in Reimpressão da edição de 1792, com preâmbulo de Mário Júlio de Almeida Costa e de Eduardo Borges Nunes, Lisbonne : Fundação Calouste Gulbenkian, v. 1, 1984.

<sup>127</sup> Cité en Ângela Barreto Xavier et Antônio Manuel Hespanha, *A representação da sociedade e do poder*, op. cit, p.128.

rois l'application de la justice, ce qui implique que le monarque est toujours obligé de respecter le droit et la législation dans deux directions. Soit comme un ensemble de commandements – en tant que devoir d'obéissance – soit comme une instance génératrice de droits particuliers – en tant que devoir de respect aux droits acquis. “Dans ces termes, le droit joue une fonction constitutionnelle. S'imposant à tout pouvoir”<sup>128</sup>. Si les sujets sont soumis, le monarque l'est également.

Certes, le roi est soumis au Droit. Cependant, malgré cette constatation, il faut prendre une distance relative quant à la réflexion basée sur le Droit portugais moderne et mettre notre analyse à côté de pratiques politiques réelles qui se déploient dans les réseaux de pouvoir aux mines de Goiás. Ceci est d'autant plus réel qu'il s'agit d'une conquête dans les lointaines frontières de l'Amérique. En fait, nous ne pouvons pas surestimer les textes juridiques et encore moins les limites imposées par le Droit aux pouvoirs du roi. Il vaut mieux, dans les limites de cette réflexion, mettre en évidence une autre spécificité de la nature du champ politique en question : il existe un consensus évident par rapport à la nature de l'autorité royale, responsable de la préservation proprement dite de l'unité du champ politique. Ce consensus est la condition *sine qua non* pour qu'un groupe ou une personne puisse faire partie du champ politique, car le fait que les sujets en fassent partie repose sur une croyance générale qui dépasse le contexte de conflits et d'oppositions qui nourrissent les disputes entre les protagonistes des mines de Goiás. Autrement dit, il faut qu'il y ait un accord préalable, une complicité mutuelle entre les groupes qui se disputent la prééminence au sein du champ politique. Le point essentiel de cet accord préalable est l'acceptation de la position du monarque comme la tête d'un corps qui possède plusieurs membres. Cette acceptation commune du pouvoir qui émane de l'image du roi soutient son rôle en tant que responsable de l'équilibre des pouvoirs. Il reste que, au milieu des luttes pour transformer les rapports de force existants, à aucun moment (ou très rarement) la fidélité au roi est en jeu.

Par contre, la fidélité au monarque est le mobile qui anime les concurrents. La loyauté au roi reste l'argument irréfutable qui justifie l'activité des acteurs, même si leurs initiatives configurent des attaques directes contre les représentants de la Couronne. Nous comprenons ainsi que si la finalité ultime du pouvoir du roi est de

---

<sup>128</sup> *Ibid*, p. 124.

promouvoir la justice, c'est le droit des sujets qui est à la base du pacte souverain qui assure leur fidélité au monarque. Sur ce plan, si le roi du Portugal nourrit des attentes par rapport à l'obéissance des sujets, les attentes de ces derniers demeurent néanmoins, elles aussi, à considérer. Effectivement, deux catégories fondamentales de la vie politique, l'autorité et l'obéissance sont responsables de la définition d'un ensemble structurellement hiérarchisé dans le fonctionnement des rapports de pouvoir. Nous savons aujourd'hui qu'une des conditions indispensable à l'exercice de l'autorité réside dans l'existence préalable de l'obéissance. En fait, la seconde précède la première<sup>129</sup>. En d'autres mots, l'essence du pouvoir du roi est fondée sur l'autorisation tacite des sujets. Forcément, comme l'affirme avec justesse Ângela Xavier et Antônio Hespanha, « ce n'est pas le pacte qui limite le pouvoir, mais la limitation originaire des pouvoirs qui oblige à pactiser<sup>130</sup> » en légitimant, ainsi, le pouvoir monarchique avec la garantie supplémentaire d'un consensus.

#### *1.10 La collaboration mutuelle*

Sous cet angle, et projeté à l'ensemble des espaces de l'Empire et plus particulièrement dans les lointaines mines de Goiás, ce consensus constitué un facteur structurant pour la coexistence équilibrée entre les pouvoirs, nourrissant la conscience de sujets qui ont comme principale référence le fait d'appartenir à la monarchie portugaise, dont les directives émanent de Lisbonne.

---

<sup>129</sup> Dans un essai remarquable de psychologie politique, Michel Louis Rouquette met en évidence l'importance des rapports de pouvoir. Dans n'importe quelle sphère de la vie quotidienne, la condition habituelle des rassemblements humains « relève de la dépendance, du suivisme, du conformisme ». « On peut alors se demander » dit-il « ce qui est fondateur ou référentiel dans nos représentations correspondantes : l'obéissance est-elle conçue en fonction de l'autorité ou l'inverse ? Sont-elles conçues réciproquement ? ». Selon lui, une idée largement acceptée conçoit les comportements d'obéissance comme conséquence de l'existence des structures et des rôles d'autorité. Dans ce cas, « l'autorité serait première, l'obéissance induit, et il suffirait donc de supprimer celle-là pour faire disparaître celle-ci. L'autorité serait en quelque sorte un stimulus, l'obéissance une réponse tout à fait analogue aux réactions de soumission chez certains animaux (« l'obéissance est la réponse à l'autorité ») ». Sans aucune hésitation, son étude indique qu'un tel point de vue « pêche à la fois par essentialisme et par réductionnisme ». Au contraire, c'est l'obéissance qui paraît premier dans notre expérience, « dont l'autorité est déduite ». Contre l'idée très répandue de l'obéissance comme conséquence directe de l'autorité, il conclut, après la description de plusieurs arguments, que « dans la représentation collective, support et matrice de représentations sociales individualisées, l'autorité est conçue à partir de l'obéissance ». Cf. Michel-Louis Rouquette, *Sur la connaissance des masses. Essai de psychologie politique*, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 1994, p. 57-65.

<sup>130</sup> Ângela Barreto Xavier et Antônio Manuel Hespanha, *A representação da sociedade e do poder*, op. cit., p. 124.

Néanmoins, il faut toujours mettre en évidence les limitations que la nature du champ politique impose aux actions et, en dernière instance, au pouvoir du monarque. Limitations qui n'impliquent pas une réduction de son influence, ni même de l'importance du rôle fondamental joué par le roi du Portugal. Et cela, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, au-delà du consensus résultant du pacte de la souveraineté, il existe une omniprésence indiscutable du monarque sur le plan symbolique, nourrit notamment par les représentations de la royauté – à travers des investissements continus dans une liturgie et des cérémonies produites à l'intérieur d'une culture politique particulière – qui transposent les relations politiques, dont l'effet touche profondément la vie des protagonistes dans les mines de Goiás. En outre, le pouvoir économique de la Couronne – provenant du contrôle des étapes du développement de l'exploration et de la commercialisation de l'or et viabilisé par une politique tribulaire qui stimule l'implantations de plus en plus intense de mécanismes administratifs et juridiques de contrôle et de discipline – ne peut pas être minimisé en tant qu'instance d'influence incontestable du monarque sur les relations politiques locales.

Par ailleurs, nous ne pouvons pas oublier que le pouvoir de réglementer l'ascension dans la hiérarchie sociale – lié au monopole des classements sociaux que nous avons déjà mentionné –, en permettant de rémunérer les services rendus par les élites locales, confère au monarque une position décisive sur les espaces politiques de l'Empire, tout en alimentant une vaste clientèle au moyen de concession d'avantages et de privilèges.

Sur cet aspect, les mines de Goiás ne constituent pas une exception. Ses acteurs et protagonistes percevaient Lisbonne, alors capital politique de l'Empire, comme un endroit incontournable de rencontre avec le roi. Les innombrables correspondances entre Goiás et Lisbonne démontrent l'existence d'un canal de communication où le monarque était un interlocuteur de poids considérable, ce qui révèle un phénomène structurel qui parcourt l'ensemble de l'Empire. Le volume de la documentation qui a traversé l'Atlantique indique la dimension considérable de la liaison entre Goiás et le Portugal.

Par ailleurs, il faut vraiment considérer que l'état chaotique des routes, chemins et ponts, la géographie accidentée et les contraintes provoquées par des intempéries et des caprices de la nature, aggravaient les conditions d'accès à la région

des mines. En dépit de ces conditions, une abondante quantité d'informations écrites passait par ces mêmes routes, fonctionnant comme des canaux par lesquels les informations allaient et venaient quotidiennement, suivant un long parcours à double sens, constitué d'un gros volume de lettres, demandes, ordres, avis, déclarations, consultations, avertissements et cartes qui circulaient entre les mines de Goiás et Lisbonne<sup>131</sup>.

Sur cet aspect, la communication avec Lisbonne et le roi du Portugal a des implications plus profondes. Jouant avec les mots – dans une réflexion sur le processus de centralisation du pouvoir politique des Couronnes ibériques entre les XVI<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles – Nuno Gonçalo Monteiro suggère qu'une lecture particulière de l'Empire portugais comme un « système de pouvoirs » aurait comme axiome fondamental ce qu'il a appelé la « centralité du centre ». Très éloigné d'une référence à un mécanisme de centralisation administrative, Gonçalo Monteiro renvoie directement à l'existence d'un système de communication politique quasi universel à la Cour, « comme condition décisive de la flexibilité du système »<sup>132</sup>.

Comme nous le voyons, si d'un côté les limitations pratiques aux actions du monarque sont nombreuses – situation qui contribue à l'élargissement de l'autonomie et de la liberté des communautés locales –, d'un autre côté, divers facteurs minimisent significativement son apparente impuissance – ce qui met en lumière un environnement politique très particulier. Dès le début, le consensus introduit dans le champ politique – produit du pacte de souveraineté qui légitime le pouvoir royal – touche les activités pratiques menées dans cette conquête d'outre-mer. Dès lors, les mines de Goiás prennent les contours d'un lieu de rencontre et d'interaction, où les difficultés pour la mise en œuvre des projets du monarque sont partagées avec les élites locales. Dans ce contexte, se déploient des activités conjointes envisageant la distribution des tâches et les défis quotidiens. Devant la

---

<sup>131</sup> Sur le sujet, voir notre étude sur les relations de pouvoir dans Goiás : Fernando Lobo Lemes, *A oeste do império – dinâmica da câmara municipal na última periferia colonial : um estudo das relações de poder nas minas e capitania de Goiás (1770/1804)*, Mestrado : Histoire : Goiânia : UFG : 2005.

<sup>132</sup> Nuno Gonçalo Monteiro, *Trajetórias sociais e governo das conquistas : Notas preliminares sobre os vice-reis e governadores-gerais do Brasil e da Índia nos séculos XVII e XVIII*, in João Fragoso, Maria Fernanda Batista Bicalho et Maria de Fátima Gouvêa, *O Antigo Regime nos trópicos : a dinâmica imperial portuguesa (séculos XVI-XVIII)*, Rio de Janeiro : Civilização Brasileira, 2001, p. 283.

capacité d'action limitée et les fragilités inhérentes aux parties engagées, une stratégie s'imposait : la collaboration mutuelle.

C'est ainsi que, indépendamment de son statut social, dans le processus de l'expansion des frontières de l'Empire, les agents politiques qui interviennent dans les mines de Goiás, qu'ils soient gouverneurs, ministres, fonctionnaires, paulistes, portugais, évêques ou curés, se déclarent tous comme des alliés et des collaborateurs de la Couronne, affirmant leur reconnaissance et leur fidélité au roi du Portugal. Chacun d'entre eux met en avant son rôle dans la réalisation du projet dirigé par Lisbonne. A l'image de sujets fidèles, il y a un consensus qui unifie les différents corps et les ordres sociaux dans le champ politique du Goiás. Convoqués et appelés par le roi, gardiens majeurs de la monarchie, ils offrent leur aide et leurs services, revendiquent des *mercês* et des privilèges. Au nom du roi, ils conduisent et mettent en œuvre la colonisation.

Toutefois, la logique du champ politique est liée au principe des positions et prises décisions de chacun des protagonistes, ce qui implique la manifestation d'intérêts particuliers et spécifiques, sans qu'il y ait, pourtant, une réductibilité mécanique aux intérêts du roi. De plus, conformément à la tradition et à la pratique politique dans les sociétés corporatives, si chaque partie du tout contribue sous une forme différente à la réalisation des objectifs prétendus, la fonction du monarque est exactement ajustée à l'autonomie nécessaire pour que chacun puisse atteindre ses objectifs. Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, c'est essentiellement cette situation que nous trouvons dans les mines de Goiás. Une géographie marquée par une pluralité de pôles politiques, noyaux et groupes de pouvoir, à la fois autonomes d'un point de vue local et néanmoins totalement affiliés à la monarchie. Nonobstant, ayant des intérêts divergents, ils participent à la définition et à la lutte pour le contrôle du champ du politique.

En d'autres mots, c'est au milieu de ce champ de forces et de luttes, à partir des lieux stratégiques et des positions institutionnelles qu'ils occupent, qu'ils cherchent à établir la préséance de leurs intérêts sur ceux de leurs adversaires. Si, dans le contexte local, les disputes qui en découlent prennent la forme de luttes politiques et même morales, les avantages qu'ils aspirent à atteindre préservent une nature plus importante encore : outre l'enrichissement rapide, ils investissent dans le contrôle et leur volonté d'insertion dans les circuits commerciaux locaux et



régionaux, les déterminants à se placer stratégiquement à l'intérieur des réseaux de pouvoir de la monarchie.

Compte tenu de ces analyses, il faut rappeler que si le consensus concernant la fidélité au monarque se place au-dessus des oppositions existantes entre les noyaux indépendants de pouvoir (qu'ils soient gouverneurs, officiers royaux, ministres du roi ou des élites locales), d'un autre côté, leurs intérêts particuliers ne sont en principe jamais sacrifiés en fonction d'un intérêt commun. Dans ce cas, comme il n'existe pas une réductibilité automatique ou mécanique entre les intérêts des pôles politiques, la pratique de la négociation apparaît comme stratégie essentielle à la solution des innombrables conflits qui surgissent dans le quotidien des mines de Goiás.

### *1.11 La pratique de la négociation*

Dans un environnement instable et violent, le champ politique de Goiás devient le lieu où se manifestent les conditions idéales pour le déroulement des actions des acteurs et des protagonistes. Ainsi, il convient de mettre en lumière la portée, les limites et les résultats possibles de leurs choix et leurs initiatives. Cette action politique des acteurs vise surtout à conserver ou modifier des relations de force, conformément aux nécessités et aux intérêts spécifiques de chaque noyau de pouvoir. Effectivement, dans le processus de distribution du pouvoir, il s'agit, surtout, de se placer judicieusement à l'intérieur du champ politique, en envisageant le maintien des avantages conquis et en profitant pour cela des occasions qui se présentent. Dans cet espace d'affrontements, les accords et les alliances sédimentent les relations politiques, dans un cycle permanent de négociations<sup>133</sup>.

Devant l'impossibilité des moyens – soient-ils financiers, techniques, administratifs ou militaires – soit pour la réalisation de nouvelles prospections d'or,

---

<sup>133</sup> Dans les mines de Goiás, les relations politiques sont traversées par les effets et les conséquences d'accords et négociations qui finissent par définir peu à peu les contours d'une élite locale. À l'exemple d'autres régions de l'Amérique portugaise, de telles négociations sont stimulées par les pratiques inscrites sur tout le territoire des mines, basé sur l'idéal de conquête comme un large système de prestation de services à la Couronne, associé à l'occupation de fonctions administratives et, plus tard, à l'exercice du pouvoir municipal. Sur le cas de Rio de Janeiro, voir João Fragoso, *A formação da economia colonial no Rio de Janeiro e de sua primeira elite senhorial (séculos XVI e XVII)*, in João Fragoso, Maria Fernanda Bicalho et Maria de Fátima Gouvêa, *O Antigo Regime nos trópicos : a dinâmica imperial portuguesa (séculos XVI-XVIII)*, op. cit., p. 29-71.

soit pour l'établissement d'une structure nécessaire pour dominer le nouveau territoire conquis, la Couronne préfère (ou est obligée face aux circonstances) de transférer ou partager les responsabilités initiales avec les groupes locaux. Ce faisant, elle leur fournit une grande marge de manœuvre à l'intérieur de l'espace disputé du champ politique.

En échange de leur participation dans le processus de la conquête, ils sont récompensés par la garantie d'avantages économiques, en plus des bénéfices et des privilèges politiques. Comme nous l'avons vu ailleurs, les fragilités et les liens de dépendances se situent, au sommet des alliances, entre des protagonistes motivés par le projet unique de la conquête, bien que chacun recherche des intérêts spécifiques quelques fois divergents. A partir de cette situation, les négociations s'imposent au cours de l'occupation de la région, principalement à cause de l'augmentation graduelle, mais à un rythme accéléré, des hommes et des groupes impliqués dans la conquête. Au bout d'un certain temps, à la suite d'une série de négociations mettant en jeu des intérêts réciproques, la Couronne comme les communautés locales se fortifient. C'est dans ce contexte que surgit la notion d'autorités négociées, dont le point central est l'idée de vassaux coloniales en tant qu'agents actifs dans le processus de colonisation, considérés comme instances avec lesquelles la Couronne doit impérativement négocier.

Cette notion d'autorités négociées (*negotiated authorities*), proposée par Jack P. Greene, ajoutée à l'influence exercée par les réflexions d'Edward Shils<sup>134</sup> et par l'œuvre d'Immanuel Wallerstein<sup>135</sup>, a provoqué une réorientation profonde sur les études des empires européens de l'ère moderne et, particulièrement, en ce qui nous concerne, sur l'historiographie de l'Empire portugais. Dans un texte où il analyse la structure constitutionnelle de l'Empire britannique, Jack Greene s'appuie sur le concept d'Edward Shils pour expliciter la nature des relations entre l'Angleterre et

---

<sup>134</sup> Voir essentiellement, Edward Shils, *Center and Periphery: Essays in Macrosociology*, Chicago : University of Chicago Press, 1975, p. 3-16.

<sup>135</sup> Immanuel Maurice Wallerstein est un sociologue américain, plus connu pour sa contribution en tant que fondateur de la théorie du système-monde. Cf. Immanuel Wallerstein, *The Modern World-System : Capitalist Agriculture and the origins of the European World-economy in the Sixteenth Century*, New York : Academic Press, 1974; *The Modern World-System II : Mercantilism and the consolidation of the European World-Economy, 1600-1750*, New York : Academic Press, 1980; *The Modern World-System III : The second Era of Great Expansion of the Capitalist World-Economy, 1730-1840*, New York : Academic Press, 1989.

ses colonies en Amérique du Nord et aux Antilles. En considérant les études développées par Edward Shils et Immanuel Wallerstein, qui avaient souligné avec insistance le flux ou l'autorité du centre en direction de la périphérie, Greene observe que Shils avait évoqué une intéressante possibilité : en considérant la fragilité des pouvoirs coercitifs implantés dans les sociétés pré-modernes, les secteurs périphériques finissent par bénéficier d'une autonomie considérable, condition décrite par le terme *approximate independence* (indépendance relative) par rapport au centre<sup>136</sup>.

Au cours de ses réflexions, Greene a développé et a modifié plusieurs aspects du point de vue d'Edward Shils. Dans le cadre de cette réflexion, il a conclu que dans l'Empire britannique, l'autonomie considérable dont les groupes locaux bénéficiaient, n'était pas uniquement une conséquence de la fragilité des pouvoirs monarchiques dans la colonie ou le produit de la distance du centre du pouvoir de l'Empire. Pour lui, l'autonomie locale est aussi le fruit de la domination et du contrôle des structures d'autorité locales par les colons. De telles structures, loin d'être implantées isolément par la Couronne ou par le centre, étaient le produit des efforts réalisés par les colons au cours de la construction du Nouveau Monde. Ces structures mises en place grâce à un processus d'adaptation, se révélaient extrêmement résistantes aux efforts répétés de la métropole, qui essayait de les soumettre à l'autorité centrale. Dans ce sens, les périphéries exerçaient un pouvoir considérable sur la création des institutions nord-américaines qui, à leur tour, n'ont pas été instituées mécaniquement comme des répertoires imposés par le pouvoir central aux fragiles périphéries de l'Empire, mais davantage élaborées grâce à des négociations continues entre le centre et les innombrables périphéries reliées au pouvoir central. Ainsi, l'Empire britannique était effectivement un « negotiated empire »<sup>137</sup>.

Dans un essai ultérieur, Jack Greene suggère que ces conclusions pourraient être étendues à tous les empires modernes européens et, en particulier, à leurs relations avec les sociétés constituées aux Amériques. Tout comme dans l'Empire britannique, argumente-t-il, leur constitution a été déterminée par un

---

<sup>136</sup> Jack P. Greene, *Peripheries and Center: constitutional development in the extended politics of the British Empire and the United States, 1607-1788*, Athens : University of Georgia Press, 1986.

<sup>137</sup> Amy Turner Bushnell et Jack P. Greene, *Peripheries, Centers and the construction of Early Modern American Empires*, in Christine Daniels et Michael V. Kennedy, *Negotiated Empires. Centers and Peripheries in the Americas, 1500-1820*, New York : Routledge, 2002, p. 1-14.

mécanisme de négociation entre, d'une part, les centres métropolitains et, d'autre part, les périphéries coloniales, présidées par des acteurs prépondérants parmi les populations de colons de ces périphéries<sup>138</sup>.

Bien entendu, les réflexions proposées par Jack Greene ont provoqué une réorientation importante dans les débats sur l'historiographie de l'Empire portugais et, en particulier, quelques réinterprétations de grande valeur méthodologique qui permettent une compréhension plus pointue sur les relations de pouvoir dans l'Amérique portugaise. Il a particulièrement contribué à la révision d'une analyse très liée à la vision basée sur un rigide et inflexible dualisme entre colonie et métropole, analyse affaiblie par les possibilités réelles d'accords et de négociations entre les colons américains et les représentants de la Couronne<sup>139</sup>.

Néanmoins, tout en reconnaissant l'importance et la pertinence de la notion d'« autorités négociées », on ne peut pas perdre de vue les nombreux avertissements concernant les limites imposées par une disposition excessivement influencée par les problématiques de l'histoire du continent européen, favorisant une espèce d'ethnocentrisme qui se base sur une historiographie dérivée, par exemple, de la notion de « systèmes mondiaux » proposée par Immanuel Wallerstein<sup>140</sup>. Malgré l'association des visions dualistes, telles que colonie/métropole et centre/périphérie,

---

<sup>138</sup> Jack P. Greene, *Negotiated Authorities: The problem of governance in the extended Politics of the early modern Atlantic World*, in Jack P. Greene, *Negotiated Authorities: Essays in colonial political and constitutional History*, Charlottesville : University of Virginia Press, 1994, p. 1-24.

<sup>139</sup> Voir par exemple l'opinion d'A. J. R. Russell-Wood dans la préface d'une œuvre collective, exemple de rénovation historiographique en cours au Brésil. Dans ce texte, l'auteur fait un bilan de la récente production historiographique brésilienne influencée par ces nouveaux courants d'interprétations des empires modernes. Au-delà des conceptions telles qu'« autorités négociées », cette historiographie garde certaines influences du modèle proposé par Edward Shils pour l'analyse des rapports entre métropole et colonie, empruntant, dans le même temps, l'usage de la notion de « systèmes mondiaux » chère à Immanuel Wallerstein. Cf. A. J. R. Russell-Wood, *Prefácio*, in João Fragoso, Maria Fernanda Batista Bicalho et Maria de Fátima Gouvêa, *O Antigo Regime nos trópicos : a dinâmica imperial portuguesa (séculos XVI-XVIII)*, *op. cit.*, p. 11-19.

<sup>140</sup> Serge Gruzinsk va plus loin en dénonçant certain types d'ethnocentrismes historiographiques que l'on trouve autant dans les tendances nord-américaines des *cultural studies* que dans celles des *postcolonial studies*, perçues comme les variantes américaines de l'ethnocentrisme européen. Il n'oublie pas également de noter des travers identiques au sein de la *world history* et de l'histoire comparée, vues dans le pire des cas, et comme il le dit lui-même, comme les résurgences insidieuses de l'eurocentrisme. Cf. Serge Gruzinsk, *Les mondes mêlés de la monarchie catholique et autres connected histories*, *op. cit.*, p. 85-86. Sur les critiques à une historiographie liée à la notion de « systèmes mondiaux » et contre l'eurocentrisme, voir Janet Lippman Abu-Lughod, *Before European Hegemony : The World System AD 1250-1350*, New York : Oxford University Press, 1989. Pour un bilan sur les études culturelles et postcoloniales, voir Walter D. Mignolo, *Local Histories/Global Designs. Coloniality, Subaltern Knowledges and Border Thinking*, Princeton : Princeton University Press, 2000.

les commentaires exposés ci-dessus nous incitent, en même temps, à un éloignement de ces catégories communes et nous amènent à reprendre la notion d'« autorités négociées », comme appropriées pour éclairer les relations politiques pendant la constitution du champ politique des mines de Goiás.

Effectivement, comme nous le montreront les exemples de Goiás, les négociations peuvent prendre des contours radicaux et d'une extrême violence, se posant comme une alternative pour atteindre la satisfaction des intérêts en jeu. En conséquence, une aggravation des conflits peut conduire à de nouvelles négociations ou à l'émergence d'autres solutions négociées. En fait, les soulèvements et les révoltes que nous verrons ensuite surgissent comme des formes violentes de dialogues et de négociations, comme des affrontements et des luttes qui ont pour objectif la transformation des conditions immédiates mises en œuvre par l'adversaire, en fonction des situations inhérentes au contexte de cette société minière.

Les analyses des relations politiques dans Goiás exposent des confrontations entre des groupes divers dans une situation frontalière, qui révèle un paysage hybride d'histoires multiples se reliant entre elles, comme des histoires qui recommencent à partir de situations précédentes, reliées, par exemple, aux conditionnements politiques caractéristiques du Minas Gerais. Ainsi, nous pourrions affirmer, par analogie à l'affirmation de Jack Greene concernant l'Empire britannique, que la construction et la forme qu'ont pris les répertoires institutionnels de la société constituée dans les mines de Goiás, ont été le fruit d'intenses négociations entre les divers pôles de pouvoir dont les intérêts étaient centrés sur les transactions locales.

Il est donc nécessaire d'associer la notion d'« autorités négociées » à celle de frontière que nous analyserons par la suite. Frontière comme endroit intermédiaire qui accueille l'invention d'une nouvelle société, dont les termes impliquent une recomposition et en même temps une multiplication de formes créatives, en tant qu'alternatives possibles aux méthodes traditionnelles européennes. L'exercice de la négociation finissent par combiner des éléments fournis par des modèles formels et informels, dans un nouvel espace, un lieu de convergence originale entre l'institué et le non-institué, entre le formel et l'informel, entre la continuité et la discontinuité, imposés par des flux, des reflux et des limites propres aux marges, aux franges et aux régions frontalières.

À l'origine des intérêts et des pouvoirs négociés dans l'Amérique portugaise, on trouve la fragilité des mécanismes de coercition de la Couronne et certainement les effets d'une espèce de tyrannie imposée par la distance. Mais la possibilité de négociations reste essentiellement liée à l'accès direct des colons aux instruments de contrôle et aux structures administratives locales. Cette situation encourageait et permettait la participation des élites locales à la construction du Nouveau Monde. En effet, c'est dans ce sens, que Nuno Gonçalo Monteiro décrit les élites locales dans le territoire colonial, comme les principaux interlocuteurs des diverses instances sud-américaines de la Couronne, responsables du bon fonctionnement de la communication politique très fréquente avec Lisbonne. À travers le *Senado da Camara*, importante structure administrative locale, les membres des élites locales représentaient le principal instrument d'intégration politique de la colonie dans l'Empire, ce qui présuppose une considérable marge de négociation.

Dans ces conditions, Gonçalo Monteiro suggère qu'« au lieu d'un modèle de centralisation inefficace, peut-être serait-il plus juste de considérer l'espace politique colonial comme une constellation de pouvoirs, ayant une certaine capacité à se limiter mutuellement, au sein de laquelle les élites locales brésiliennes s'exprimaient politiquement, surtout par l'intermédiaire des *Camaras* municipales »<sup>141</sup>. Il faut aussi rappeler que les accords se concrétisent toujours dans le contexte d'un espace symbolique de pouvoir où l'image du monarque représente une figure consensuelle. Dans ce cas, les désaccords qui apparaissent comme cibles et objets des négociations, sont placés sur le terrain de la souveraineté du roi, en tant qu'élément essentiel des rapports politiques. Nous soulignons ceci pour affirmer que, dans le champ politique des mines de Goiás, la collaboration précède les processus de négociation. Autrement dit, il peut seulement y avoir négociation, dans le sens présenté ici, dans le contexte des relations de collaboration entre les sujets et le roi du Portugal.

Ainsi, ce qui est en jeu dans le champ disputé du politique ne menace jamais les fondements du pouvoir monarchique liés au rôle et aux fonctions du roi et encore moins ne pulvérise son pouvoir. Nous préférons dire que le roi partage son pouvoir. Si, d'un côté, les élites locales en sortent relativement fortifiées, car Lisbonne

---

<sup>141</sup> Nuno Gonçalo Monteiro, *Trajatórias sociais e governo das conquistas*, *op. cit.*, p. 283.

leur concède certains pouvoirs en transférant une partie de sa responsabilité dans la procédure de colonisation, d'un autre côté, les agents et les fonctionnaires de la Couronne renforcent eux aussi leur position. Ils gagnent du terrain à travers les négociations, soit en avantages, en opportunités ou en fissures provoquées au cours des conflits, soit par l'imposition des intérêts du monarque dans les moments stratégiques.

En même temps, la négociation ne peut enlever, ni supprimer, la dimension des conflits entre les groupes qui se disputent entre eux la prééminence de leurs intérêts et ceci pour la simple raison qu'une des causes essentielles des conflits repose sur la distribution inégale des forces et des pouvoirs constitués. Cette société inégale, qui conserve des traces de l'Ancien Régime portugais, produit aussi des pouvoirs politiques inégaux, stimulant la pratique des négociations dans les espaces de conquête. Cette pratique va garantir au monarque l'imposition progressive de son pouvoir et la suprématie de ses intérêts, redéfinissant peu à peu les rapports de force dans le champ politique des mines de Goiás.

### *1.12. La nature du pouvoir dans le champ politique*

Comme nous l'avons vu ailleurs, les relations de force dans le champ politique sont marquées par une autonomie entre les différents groupes, conséquence de la nature corporative du pouvoir politique. Dans cette perspective, des comportements conflictuels et apparemment contradictoires découlent d'un contexte d'harmonie et de consensus, à l'intérieur d'un champ politique qui ne les réduit pas à une logique mécanique ou automatique d'obéissance à une norme déterminée. Cette spécificité, ajoutée aux analyses et aux discours produits à l'époque, peut conduire l'observateur à interpréter les rébellions, que nous analyserons ensuite, comme des facteurs d'instabilité qui traversent un système brisé par des imperfections et des incohérences politiques et administratives.

Effectivement, quelques spécificités propres à la nature du pouvoir dans le champ politique des mines de Goiás doivent être considérées. En premier lieu, nous devons tenir compte de l'hétérogénéité politique et sociale dans laquelle les différences entre les pouvoirs sont manifestes et constituent une marque indubitable de la culture politique de l'Ancien Régime portugais. Dans cette culture, les

différentes fonctions de chaque membre du corps social et politique composent la logique de son propre fonctionnement, en exerçant une distribution inégale des ressources disponibles. Subséquemment, chaque individu ou groupe, conformément à sa situation particulière, entreprend des actions et des stratégies qui dépendent directement des ressources dont il dispose, soit d'ordre matériel ou sur les bases d'un capital spécifique. Ainsi, dans les temps de naissance des mines de Goiás, face à la fragilité des mécanismes administratifs et juridiques, la perception de la position de chaque centre de pouvoir à l'intérieur du champ politique est plus déterminante que l'idée d'un comportement susceptible de conditionner une obéissance mécanique dans un système de normes encore en construction.

Deuxièmement, dans ce contexte, la nature des relations de pouvoir imprégnées par une imprévisibilité incontournable est absolument compatible avec les transactions négociées : il faut toujours considérer que les actes politiques constituent des réponses et des réactions à d'autres actes parallèlement accomplis par des adversaires ou partenaires. Cette incertitude offre un énorme éventail de possibilités et une marge de manœuvre qui permet aux protagonistes l'instrumentalisation de certaines situations. Autrement dit, dans le contexte de leurs autonomies, ils peuvent réaliser des négociations plus favorables à leurs intérêts.

Troisièmement, l'imprévisibilité indissociable de la vie dans les mines transforme l'incertitude en un élément constant, qui conditionne les relations, puisque l'or lui-même peut réserver des surprises inattendues : la possibilité de trouver ou non le métal fait de son exploration une activité rentable, mais toujours à très haut risque. Ainsi, dans la hiérarchie des différents pouvoirs et à l'intérieur des espaces informels des échanges, les hauts indices d'incertitude, ajoutés à la grande variabilité de profit de l'or, rapprochent les intérêts, sellent des accords, sédimentent des contrats. En conséquence, ce sera grâce aux connexions et aux réseaux d'interdépendance que les conditions de la conquête du territoire et de l'exploitation de l'or vont se développer.

En quatrième lieu, il faut tenir compte du fait que les protagonistes de ce champ politique ne sont pas dépourvus de capacité d'action, mais, au contraire, munis d'un capital utile, placé au service du monarque. Parallèlement, pour mener à bon terme les défis de la conquête, la Couronne a besoin de la participation de tous et met



en place des mécanismes qui ont le pouvoir d'attirer les hommes en récompensant chaque succès avec des privilèges.

Finalement, ce qui garantit essentiellement la cohérence et l'unité de la monarchie dans les territoires éloignées de Goiás, c'est l'importance donnée au rôle fondamental du roi et à la possibilité des sujets d'appartenir à un champ politique unifié par l'image symbolique qu'il représente, en tant que tête d'un corps qui a un nom : la monarchie portugaise.

Mais ne nous trompons pas : l'exercice du pouvoir du monarque est concret, même en face des conditions et des obstacles mentionnés. Au contraire de ce que l'on peut penser, la nécessité de négociation apparaît comme un mécanisme qui, loin de fragiliser le pouvoir du roi, le renforce énormément, en instrumentalisant l'influence progressive du monarque sur le champ politique des mines de Goiás.

De ce pouvoir royal, trois aspects indissociables qui intègrent la stratégie définie par Lisbonne sont à rappeler. Le premier consiste à affirmer que le monarque peut utiliser en sa faveur la capacité et le potentiel des protagonistes, en dirigeant une partie substantielle de la production économique vers les coffres-forts de la Couronne. En d'autres mots, malgré l'absence d'un contrôle absolu et direct des techniques et des étapes nécessaires pour l'exploration et le transport de l'or, le monarque détient, en dernière instance, un pouvoir d'influence incontestable sur le domaine de la production matérielle.

Le second aspect, nous ne pouvons pas oublier, réside dans l'importance du système de communication établi depuis Lisbonne, qui relie personnellement le monarque aux sujets dans les mines de Goiás. Du point de vue de l'exercice du pouvoir, un tel système fonctionne comme des « rapports de communications » qui sans aucun doute, comme l'affirme Michel Foucault, propose « toujours une certaine manière d'agir sur l'autre ou les autres »<sup>142</sup>. Ainsi, la mise en scène de ce système de communication, tout en favorisant la circulation d'informations, a comme conséquence de vrais effets de pouvoir. En fonction de la réciprocité nourrie entre sujets et roi, il donne en même temps un sens particulier à la conquête et fortifie inévitablement la position de la Couronne.

---

<sup>142</sup> Michel Foucault, Deux essais sur le sujet et le pouvoir, in Hubert Dreyfus et Paul Rabinow, *Michel Foucault : un parcours philosophique*, Paris : Gallimard, 1984, p. 309.

Le troisième et dernier aspect demeure la distribution inégale du pouvoir dans le champ politique de Goiás. Le pouvoir des lois ou des traditions, des institutions et des mécanismes symboliques et idéologiques, sont des outils disponibles et toujours à portée de main du roi du Portugal. En fait, malgré tous les éléments qui limitent et conditionnent l'application pratique de son pouvoir, ces instruments sont toujours utilisés comme extensions de l'exercice de l'autorité du monarque.

Il s'agit donc de trois types de dispositifs établis par initiative de la Couronne qui servent de fondement à l'imposition du pouvoir royal : l'influence sur le domaine de la production matérielle, la mise en scène d'un système de communication ayant un fort effet symbolique et politique et un ensemble d'outils et techniques qui visent à obtenir la soumission des sujets. Devant les circonstances, les désirs et les ambitions que le souverain impose, se façonne de plus en plus une suprématie du projet politique de Lisbonne dans les mines du Goiás.

# Chapitre 2

---

## L'INSTABILITÉ DU CHAMP POLITIQUE (1727/1739)

### Plan du Chapitre

- 2.1 L'instabilité politique dans l'Empire
- 2.2 L'instabilité politique dans les mines de Goiás
- 2.3 Le contrôle du champ politique

### Résumé du Chapitre

Ce chapitre a comme point de départ l'horizon général d'instabilité qui conditionne les environnements sociaux et les institutions politiques de l'Empire et de l'Amérique portugaise. Depuis des événements et des situations de conflits, on voit, peu à peu, la mise en place par la Couronne d'un projet économique centré autour de l'exploitation de l'or. Alors, tout un appareil politique, administratif et juridique va être projeté sur l'espace des mines en tant qu'engrenages au service des intérêts de Lisbonne. Pourtant, comme le dessin de ce programme ne fonctionne pas pleinement, nous adoptons une approche qui permet de voir la distance entre les contours du projet ambitionné et son fonctionnement imparfait. Ainsi, nous partons du sable dans l'engrenage, cherchant dans les situations de conflit et d'instabilité, les chemins qui vont conduire à la prééminence du pouvoir du monarque dans le champ politique de Goiás. Notre hypothèse c'est que dans ces temps initiaux, le projet institutionnel de la Couronne, envisageant l'exploitation de l'or, n'a pas d'intensité suffisante ou nécessaire pour contrôler les intérêts en jeu dans les mines de Goiás.

## 2.1 L'instabilité politique dans l'Empire

La découverte de métaux précieux en Amérique a stimulé l'intérêt de monarques, de commerçants et d'aventuriers qui se lançaient dans des expéditions de reconnaissance et d'exploration le long du littoral, dans le but d'obtenir des avantages avec le nouvel et attrayant commerce de l'or. De plus en plus intenses sur l'ensemble de la côte du Brésil, les incursions de corsaires et de pirates menaçaient la sécurité des régions minières. A la multiplication de récits de voyageurs et d'explorateurs étrangers rapportant les fréquentes incursions venant du littoral, correspondait l'augmentation de la sensation de peur et d'insécurité, perceptible dans les correspondances des autorités coloniales.

A la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et au début du XVIII<sup>e</sup>, la conjoncture de conflits et d'affrontements sur le continent européen et l'accroissement de la piraterie, sonnent l'alarme à Lisbonne, contraignant le roi du Portugal à l'adoption de mesures de prudence et de prévention concernant le Brésil, mots d'ordre réitérés dans les correspondances entre les autorités d'Outre-mer<sup>143</sup>. Durant la première décennie du XVIII<sup>e</sup> siècle, la guerre de succession au trône espagnol secouait déjà les relations agitées et tendues entre les royaumes européens<sup>144</sup>.

---

<sup>143</sup> Laura de Mello e Souza et Maria Fernanda Batista Bicalho, *1680-1720 : O império deste mundo*, op. cit., p. 45.

<sup>144</sup> Conflit européen (1701-1714) provoqué par la mort sans descendance de Charles II de Habsbourg, roi d'Espagne. L'empereur Léopold I<sup>er</sup> et Louis XIV, petits-fils de Philippe III d'Espagne et beaux-frères de Charles II, convoient son héritage. Ce dernier est hostile au partage de l'empire espagnol et veut en préserver l'intégrité. En 1700, il désigne pour lui succéder le petit-fils de Louis XIV, Philippe, duc d'Anjou, qui va devenir le roi Philippe V. Le roi de France accepte le testament et fait occuper les places frontières des Pays-Bas. Une coalition européenne comprenant l'Angleterre, les Pays-Bas, l'Empire et divers princes allemands se constitue (7 septembre 1701) et déclare la guerre (15 mai 1702). La France doit supporter presque seule la lutte et soutenir l'Espagne. Après la victoire de Villars à Höchstädt (1703), arrivent les revers : Gibraltar (1704), Blenheim (1704), Barcelone (1705), où l'archiduc Charles se fait proclamer roi d'Espagne. Philippe V est chassé de Madrid. La victoire paraît acquise aux coalisés après les combats d'Oudenaarde et de Lille (1708). Louis XIV engage des pourparlers de paix vite rompus devant l'exigence des coalisés. La demi-victoire de Malplaquet et celle, décisive, de Villaviciosa, en Espagne (1710), ébranlent les coalisés. Les Hollandais sont battus à Denain (1712), et les impériaux reculent. La frontière française est dégagée. L'accession à l'Empire de Charles, fils de Léopold I<sup>er</sup>, sous le nom de Charles VI (1711), incite également les puissances à souhaiter la paix, de peur de voir le nouvel empereur réunir à nouveau les vastes États de son aïeul Charles Quint. La paix est signée à Utrecht (11 avril 1713), à l'exception de l'empereur qui la signe à Rastatt (6 mars 1714). Philippe V est reconnu roi d'Espagne, mais il renonce à toute prétention à la Couronne de France. Ses territoires européens extérieurs à l'Espagne sont partagés entre les vainqueurs : Autriche, Savoie et Angleterre (qui obtient Gibraltar et Minorque). La France garde ses frontières de 1700, mais renonce à l'Acadie et à Terre-Neuve. Elle accorde des avantages commerciaux à l'Angleterre, et, affaiblie, laisse désormais la prépondérance au grand État insulaire. Par rapport au Portugal, même après la reconnaissance à Paris de Philippe V par le traité du 18 juin 1701, en vertu duquel il s'est

Si dans l'univers des intérêts diplomatiques européens, le Portugal souffrait des conséquences de la guerre, se débattant dans le processus de redéfinitions des pouvoirs dans le vieux monde, face à une persistante dépendance de l'économie anglaise en dehors du continent, dans les terres d'Outre-mer, le siècle s'annonçait agité. Quand, en 1736, le surintendant général des mines de Goiás, Gregório Dias da Silva, écrit au roi en dénonçant le soulèvement des habitants de São José do Tocantins contre le nouveau système de recouvrement du *quinto* royal, il esquissait un tableau politique qui caractérise les événements d'une période qui a marqué profondément l'histoire de la monarchie portugaise<sup>145</sup>. Il exposait et vivait intensément l'un des innombrables conflits qui, durant les quatre premières décennies du XVIIIe siècle, menaçait directement les prétentions de la Couronne dans les territoires d'outre-mer et, en particulier, le domaine de l'exploitation minière en Amérique<sup>146</sup>.

Cherchant à identifier les liens entre les rébellions qui ont éclaté dans les espaces de la monarchie portugaise à partir de 1630 et jusqu'au milieu du XVIIIe siècle, avec ses intentions tournées vers les questions concernant le fisc et les impôts, Luciano Figueiredo évoque le besoin de mieux connaître les ramifications entre les révoltes qui ont eut lieu en outre-mer et les quelques événements survenus dans le royaume, tout comme dans la région méditerranéenne, incluant Naples, la Catalogne et les Pays Bas<sup>147</sup>. Dans ce sens, il note une intrigante synchronie entre les révoltes

---

engagé à garder les droits de la France, Pedro II du Portugal a été conduit à revoir sa position. Il a annulé, en septembre 1702, le traité signé avec Louis XIV. L'intervention de l'ambassadeur anglais John Methuen, afin de négocier l'entrée du Portugal dans la Ligue contre la France, a fini par viabiliser la participation du Portugal dans un traité commercial avec l'Angleterre signé le 27 décembre 1703, et connu sous le nom de traité de Methuen. Le 7 novembre 1712, le Portugal a signé des armistices avec l'Espagne et la France. Plus tard, a été signé le traité de paix avec la France (premier traité d'Utrecht, le 11 avril 1713), obtenant la complète renonce française aux possessions portugaises sur la rive gauche du fleuve *Amazonas*, dans l'État du Maranhão. Le processus sera conclu avec la signature du traité de paix avec l'Espagne (deuxième traité d'Utrecht, 6 février 1715). Pour aller plus loin voir Veríssimo Serrão, *História de Portugal, A restauração e a monarquia absoluta (1640-1750)*, Lisbonne : Verbo, v. 5, 1991.

<sup>145</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 29.

<sup>146</sup> Bien que les conflits du XVIIIe portugais soient remplis de singularités régionales, ils semblent garder certaine continuité avec les mouvements du siècle précédent. Néanmoins, comme le rappelle Francisco Bethencourt, les dimensions et les contours qu'ils prennent indiquent des différences notables, en témoignant de l'existence d'une ambiance politique pratiquement impensable au XVIIe siècle. Cf. Francisco Bethencourt et Kirt Chaudhuri, *História da Expansão Portuguesa*, Lisbonne : Círculo de Leitores, v. 3, 1998-1999.

<sup>147</sup> Luciano Raposo de Almeida Figueiredo, *De sisas, quintos e miunças : revtas antifiscais e a tributação no Brasil e em Portugal, séculos XVII e XVIII* [en ligne]. *XXV Encontro da Associação de História*

qui éclatent au Portugal, à partir des années 1630, et les mouvements de protestation dans les régions des conquêtes en Amérique à partir de 1640.

De fait, s'il y a des continuités entre les mouvements de contestation dans la monarchie portugaise, les ruptures, elles aussi, semblent évidentes. En analysant ce qu'elle a appelé la conjoncture critique dans le monde luso-brésilien, Laura de Mello e Souza compare les conflits de la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle avec les révoltes qui ont eu lieu dans les Minas Gerais, dans le début du siècle suivant, concluant que nous serions en face d'une situation entièrement nouvelle. Selon elle, la découverte de l'or dans les territoires de l'Amérique provoque un déséquilibre sans précédent<sup>148</sup>.

Effectivement, le métal précieux a été trouvé pour la première fois en quantité significative dans les mines de Cataguases en 1693<sup>149</sup>. Avant cette découverte, l'or entretenait les rêves et stimulait les imaginations. Une fois trouvé, des règles s'imposaient pour son extraction et sa distribution. Néanmoins, si l'or était considéré comme une solution pour les innombrables problèmes économiques de la monarchie, il amenait aussi de nouveaux dangers. Il est vrai que dans la perspective des hommes de l'époque, les changements provoqués par la découverte du métal préfigurait un certain nombre de cauchemars.

Cette double sensation apparaît perceptible dans les récits des contemporains. Mais le fait de la retrouver dans le discours d'un seul homme peut être révélateur de l'ambiguïté entre la profondeur des certitudes et les craintes qui touchaient les hommes de l'époque. À Bahia, le 12 janvier 1701, soit six ans après la découverte des premières mines à Minas Gerais, le gouverneur général du Brésil, João de Lencastre (1694-1702), dans une lettre au roi, révèle son espoir dans un avenir prometteur, en annonçant des « richesses et bonheur au royaume de Votre Majesté ».

---

*Económica e Social*, Portugal, Université d'Évora. Novembre 2005 [réf. du 28 mars 2007]. Disponible sur : [http://www.eventos.uevora.pt/xxvaphes/AphesXXV\\_Comunicacoes/LFigueiredo.pdf](http://www.eventos.uevora.pt/xxvaphes/AphesXXV_Comunicacoes/LFigueiredo.pdf).

<sup>148</sup> Laura de Mello e Souza, La conjoncture critique dans le monde luso-brésilien au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, in *Le Portugal et l'Atlantique*, Arquivos Centro Cultural Calouste Gulbenkian, v. 42, Lisboa/Paris : 2001, p. 13.

<sup>149</sup> Selon Carla Maria Anastásia, le premier document officiel qui fait explicitement référence à la découverte des mines de Cataguás et les *sertões do Caeté*, premiers noms donnés aux Minas Gerais, date de 1664. Les incursions des explorateurs venant de la Capitainerie de Bahia ont poussé à prendre comme base de départ la région de São Paulo, ce qui donna un avantage aux Paulistes pendant les débuts de l'occupation du territoire minier. Cette hégémonie sera mise en cause seulement à partir de 1700, lors du grand courant migrateur en direction des mines d'or. Cf. Carla Maria Junho Anastásia, *A geografia do crime: violência nas Minas setecentistas*, Belo Horizonte : UFMG, 2005, p. 28.

Cependant, il affirme ensuite que les promesses apportées par l'or n'étaient pas à proprement parlé « vraies ou fantastiques », en manifestant sa préoccupation quant aux conséquences néfastes pour l'« État du Brésil »<sup>150</sup>.

Si, d'une part, les promesses de richesses nourrissaient les attentes des colonisateurs, d'autre part, les pondérations sur leurs conséquences négatives, en exposant la nature trompeuse de la richesse apportée par l'or, semblent annoncer les événements postérieurs. Néanmoins, si les réflexions des représentants de la Couronne donnaient forme à un discours pessimiste, une véritable multitude semblait parier sur une autre prophétie : l'enrichissement rapide.

À court terme, une vraie ruée vers l'or compromet l'ordre démographique et économique jusqu'à alors établi en Amérique portugaise. De fait, deux catégories de transformations ont modifié considérablement l'aspect de l'Amérique : une mutation spatiale, résultat d'une rapide et véritable expansion territoriale dans la colonie, notamment au centre-sud et centre-ouest ; et une mutation économique et démographique, conséquence des découvertes, suivie d'une rapide et forte dispersion de peuplement vers les régions d'exploitation d'or et de diamants<sup>151</sup>. Entre incertitudes, préoccupations et craintes, l'extension des transformations en cours surprenait sujets et monarque, peu préparés pour les comprendre.

Très rapidement, toute l'Amérique était ravagée par l'éclosion de révoltes, imposant un nouveau rythme aux initiatives du roi de Portugal. Au milieu des innombrables conflits, la Couronne subissait des pressions pour façonner une nouvelle politique pour les colonies<sup>152</sup>. La première d'entre elles, qui mit en désordre l'arrangement établi dans les nouvelles mines d'or, fut la Guerre des Emboabas (1707-1709). Elle ne constituerait néanmoins que la prélude d'un tableau irrémédiablement marqué par la dissémination des contestations : à Pernambouc, la révolte des Colporteurs (1710) ; à Bahia, les émeutes de Maneta (1711), Camamu et

---

<sup>150</sup> Lettre de João de Lencastre au roi sur les *quintos* d'or des mines qui seront découvertes dans le Brésil, in Andre João Antonil, *Cultura e opulência do Brasil por suas drogas e minas*, op. cit., p. 435-439.

<sup>151</sup> Guy Marinière, L'implantation des structures du Portugal en Amérique (1620-1750), in : Frédéric Mauro, *O Império Luso-Brasileiro (1620-1750)*, Lisbonne : Estampa, 1991, p. 91-261. "Double mutations" : il s'agit ici d'un concept utilisé pour expliquer les transformations profondes qui ont caractérisé l'Amérique portugaise pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle.

<sup>152</sup> Dans cette atmosphère politique instable, la perception du monarque va s'orienter sur le besoin urgent d'un réseau administratif basé sur la fondation et l'édification de villes. A partir de là, la dissémination de ces structures, comme stratégie de contrôle par la Couronne, sera perçue à un rythme jamais vu sur le sol américain.

Maragugipe (1712) et au Terço Novo (1728). Sur le territoire de Minas Gerais, on peut énumérer des dizaines de conflits pendant les quarante-deux ans compris entre 1694 et 1736. Dans les mines de Goiás, comme nous le verrons, il en a été de même.

En 1709, au moment de la recrudescence de la Guerre des Emboabas, Antônio Rodrigues da Costa, membre du Conseil d'Outre-mer, résume le climat social et politique de cette période. Ses mots pourraient être les mêmes que ceux utilisés par le surintendant des mines de Goiás, Gregorio Dias da Silva, pour décrire en 1736 le soulèvement de São José do Tocantins :

de cette foule hétérogène de gens, sans loi, sans ordre, sans obéissance, dit-il, qui n'a pas de respect pour les magistrats, qui ne craint pas la punition et n'attend pas de récompense, le Prince ne peut pas espérer extraire des impôts ou tirer des avantages d'aucune espèce, mais plutôt de l'insubordination et des exaltations<sup>153</sup>.

Quelques années plus tard, en 1732, le même Antônio Rodrigues da Costa affirme avec véhémence :

La renommée de ces mêmes richesses invite les vassaux du Royaume à se rendre au Brésil pour les chercher ; et bien que l'on ait voulu remédier à cette désertion par une loi, l'effet de celle-ci s'est trouvé détournée de mille façons, et beaucoup de gens passent par cet État, aussi bien du Royaume que des îles<sup>154</sup>.

Pendant toute cette période, l'instabilité a été tellement dramatique que les membres du Conseil d'Outre-mer ne cessaient de proposer des alternatives et de prescrire des « remèdes », afin que la monarchie ne coure pas le risque de « succomber » sous le poids de vassaux aussi « mécontents »<sup>155</sup>.

---

<sup>153</sup> Rapport du conseiller de l'Outre-mer Antonio Rodrigues da Costa, le 17 juillet 1709, in *Documentos Históricos, Consultas do Conselho Ultramarino (1687-1710)*, Rio de Janeiro : Bibliothèque Nationale, 1951, v. 93, p. 221.

<sup>154</sup> Consultation du Conseil d'Outre-mer de Sa Majesté de 1732, fait par le conseiller Antônio Rodrigues da Costa, in *Revista do Instituto Histórico e Geográfico Brasileiro*, v. 7, p. 506. Plusieurs lois et initiatives ont tenté d'empêcher ou de contrôler la migration de population et le transfert d'esclaves vers les mines. Une liste de documents, tout comme un rapport publié à cette fin sur les licences et concessions, sont disponibles dans les commentaires critiques réalisés par Andrée Mansuy en André João Antonil, *Cultura e opulência do Brasil por suas drogas e minas*, op. cit., p. 40-41.

<sup>155</sup> Laura de Mello e Souza, *La conjoncture critique dans le monde luso-brésilien*, op. cit., p. 19.



Nous n'avons pas l'intention de présenter quelque chose de nouveau sur une matière aussi vaste et aussi visitée dans l'historiographie. Cependant, les analyses présentées dans les études actuelles – soit concernant les conditions générales d'instabilité, soit, plus particulièrement, au sujet des conflits qui ont marqué la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle – sont emprunts d'approximations concernant les lectures réalisées des analyses sur les mécanismes réguliers de pouvoir dans la monarchie portugaise. Ainsi, d'après Almeida Figueiredo, en produisant un nouveau tableau des relations :

les analyses sur le sujet se sont apparemment éloignées des spécificités du Brésil et inscrites dans des lignes générales qui dépassent la condition coloniale, appartenant ainsi aux cadres des équilibres de pouvoir sous l'Ancien Régime<sup>156</sup>.

Autrement dit, même si les conflits et révoltes en Amérique peuvent être vus comme des mouvements localisés, ils composent en même temps un ensemble plus vaste, dont la nature inclut des échanges importants entre des éléments associés à l'équilibre et aux objectifs des relations de pouvoir au sein de la monarchie portugaise.

Dans ce sens, les procédures d'invention, d'établissement et d'organisation des relations de pouvoir, ainsi que des formes institutionnelles et des modalités des connexions politiques, peuvent nous révéler un peu de la complexité de la société et de la vie des protagonistes, de même qu'elles nous informent sur les sens et les significations de leurs existences dans les mines du Goiás. Après tout, si les relations politiques mises en place par les acteurs l'ont été à partir d'un répertoire culturel et institutionnel qu'ils ont apporté avec eux, assimilés à partir d'expériences précédentes, le transférer pour les mines de Goiás a engendré de nouvelles configurations et généré d'autres significations. Dans ce cas, selon les mots de Jacques Poloni-Simard, « Il importe donc de sortir de la conception qui envisage la

---

<sup>156</sup> Luciano Raposo de Almeida Figueiredo, *Resistências antifiscais em Minas colonial (Revisitando um velho tema, reescrevendo um velho artigo)* [en ligne]. *XIII Seminário sobre a economia mineira*, Diamantina, Minas Gerais. Août 2008 [réf. Du 28 avril 2009]. Disponible sur : [http://www.cedeplar.ufmg.br/seminarios/seminario\\_diamantina/2008/D08A087.pdf](http://www.cedeplar.ufmg.br/seminarios/seminario_diamantina/2008/D08A087.pdf).

transplantation de modèles pour privilégier les agencements locaux de leurs composantes »<sup>157</sup>.

Effectivement, Il faut considérer que la constitution d'une société originale dans une perspective centrée autour des cadres de pouvoir de l'Ancien Régime portugais, doit être basée sur les formes les plus variées de circulation et de connexions, à partir des interactions spécifiques et propres à la géographie sociale et politique des mines du Goiás. Dans ce contexte, la compréhension d'un pacte de souveraineté – bien que des accords et des négociations entre les acteurs demeurent importantes – est essentielle pour mettre en lumière la construction de relations de force et de pouvoir. Nous prendrons principalement en considération l'horizon toujours présent d'une situation générale d'instabilité, qui conditionnait les environnements sociaux et les institutions politiques.

Ainsi, si nous privilégions dans notre analyse les moments de crise, à l'exemple des conflits rapportés dans les pages à suivre, centrés sur « les actes de dénonciation » (les plaintes déposées directement au roi) et les contestations violentes contre les autorités coloniales, c'est parce que les arrangements qui se construisent localement révèlent « les tensions qui existent entre plusieurs modèles possibles de légitimation des positions » et « obligent à leur explicitation »<sup>158</sup>.

En outre, si nous ne privilégions pas initialement une lecture à partir des normes mais, au contraire, une vision de l'expérience des acteurs centrée sur les relations de force dans les situations de conflit, c'est parce que nous pensons que le projet institutionnel de la Couronne n'a pas, en principe, d'intensité suffisante ou nécessaire pour contrôler les intérêts en jeu dans le champ politique des mines de Goiás.

Autour des engrenages mis en place au service d'un projet économique, dont la première cible est l'exploitation de l'or, tout un appareil politique, administratif et juridique va être projeté sur l'espace des mines. Pourtant, comme le dessein de ce programme institutionnel ne fonctionne pas à cent pour cent, nous préférons adopter une approche qui permet voir la distance entre les contours du

---

<sup>157</sup> Jacques Poloni-Simard, Amériques coloniales – La construction de la société, *Annales Histoire, Sciences Sociales*, 2007, numéro 3, p. 502.

<sup>158</sup> Bernard Lepetit, La société comme un tout : sur trois formes d'analyse de la totalité sociale, *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [en ligne]. Janvier 2009 [réf. du 28 mai 2010]. Disponible sur : <http://ccrh.revues.org/index2342.html>.

projet ambitionné et son fonctionnement imparfait. C'est Carlo Ginzburg qui interprète le mieux notre choix :

Il faut partir du sable dans l'engrenage. Si on prend les règles pour point de départ, on risque de tomber dans l'illusion qu'elles fonctionnent, et passer à côté des anomalies. Mais si on part des anomalies, des dysfonctionnements, on trouve aussi les règles, parce qu'elles y sont impliquées<sup>159</sup>.

## 2.2 *L'instabilité politique dans les mines de Goiás*

### 2.2.1. Disputes entre le gouverneur et les premiers découvreurs

Environ trois ans après le début de l'exploitation de l'or dans Goiás, en 1730, les découvreurs Bartolomeu Bueno da Silva et João Leite da Silva Ortiz écrivent au monarque, affirmant que l'« accord » établi avec le gouverneur de la Capitainerie de São Paulo, avait été acquitté intégralement<sup>160</sup>. Ils rappellent au roi qu'ils ont déposé 7.782 huitièmes d'or<sup>161</sup>, fondu à la « Maison de la Monnaie de São Paulo », envoyant en annexe une attestation de l'envoi comme preuve. Dans le document rapporté et enregistré par la main d'un conseiller du roi, ils assurent, en ces termes, qu'ils avaient « satisfait la diligence pour laquelle ils se sont offerts, ayant dépensé dans cette tâche presque toutes leurs finances », « perdu un grand nombre de leurs nègres » et tout ça « avec la seule intention de rendre un grand service à Votre Majesté, de qui ils attendent la permission promise du passage des fleuves »<sup>162</sup>.

---

<sup>159</sup> Philippe Mangeot, De près, de loin : des rapports de force en histoire. Entretien avec Carlo Ginzburg. *Vacarme* [en ligne]. 2002 [réf. du 22 octobre 2009]. Disponible sur <http://www.vacarme.org/article235.html>.

<sup>160</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 6.

<sup>161</sup> Les mesures de poids et valeurs de l'époque utilisés ici sont les suivantes : une huitième (oitava) d'or (qui correspond à huitième partie de la *onça*) équivaut à 3,686 kilogrammes ; une *onça* correspond à 28,8 grammes ; la valeur d'un marc équivaut à 0,23040 kilogrammes ; et, finalement, une *arrobe* correspond à 14,74560 kilogrammes d'or (15 kg par effet de calcul). Um *cruzado* correspond à 400 *réis* ; une huitième à 1500 ou 1200 *réis* ; et un *vintém* équivaut à 20 *réis*. Cf. Gilka Vasconcelos Ferreira de Salles, *Economia e escravidão na capitania de Goiás*, Goiânia : CEGRAF/UFG, Coleção Documentos Goianos, 1992, p.301-302.

<sup>162</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 6.

Au moment où ils écrivaient cette lettre, le climat dans les mines de Goiás était déjà contaminé par la fièvre des conflits éparpillés dans les diverses régions de la monarchie. Ainsi, si les découvreurs donnaient pour acquis les termes établis dans le contrat signé avec le monarque, le déroulement des événements suivait une autre direction.

En 1729, Bueno da Silva a été arrêté dans la ville de Santos<sup>163</sup> par ordre du gouverneur de la Capitainerie de São Paulo, Antônio da Silva Caldeira Pimentel (1727-1732). Il est accusé de promouvoir la « rupture entre Portugais et Paulistes dans les Mines du Goyazes »<sup>164</sup>. Conformément aux membres du Conseil d’Outre-mer, Caldeira Pimentel se serait « approprié des lettres, en les cachant aux messagers »<sup>165</sup>, confirmant l’habitude du gouverneur de violer secrètement des correspondances particulières. Cette habitude est également dénoncée par le vicaire de Goiás, Pedro Ferreira Brandão, « dont la vigilance », dit-il en 1732, à propos de Caldeira Pimentel, « n’échappe à aucune lettre qui entre ou sort de Goyazes, en dépit du droit des gens, et pour le malheur de ces peuples »<sup>166</sup>.

La dispute, enregistrée dans les archives du Conseil d’Outre-mer, incluait les allégations des deux partis. Pour sa part, Bueno da Silva affirme qu’il n’était pas encore en possession des « grâces » des passages des fleuves, en raison des actions défavorables du gouverneur<sup>167</sup>. C’était l’année 1730. En mars 1731, une résolution du monarque désavouait Caldeira Pimentel, qui fut obligé de libérer le découvreur, jugé innocent<sup>168</sup>. La résolution affirmait que le gouverneur « a produit des documents dans le but de ruiner ces découvreurs »<sup>169</sup>, ce qui explique et ne laisse pas de doute sur le fait qu’il était lui-même l’auteur d’un plan visant à compromettre l’honneur, la position politique et la condition économique de Bueno da Silva.

---

<sup>163</sup> Maria Verônica Campos, Goiás na década de 1730. Pioneiros, elites locais, motins e fronteira, *op. cit.*, p. 343.

<sup>164</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 6.

<sup>165</sup> *Ibid.*

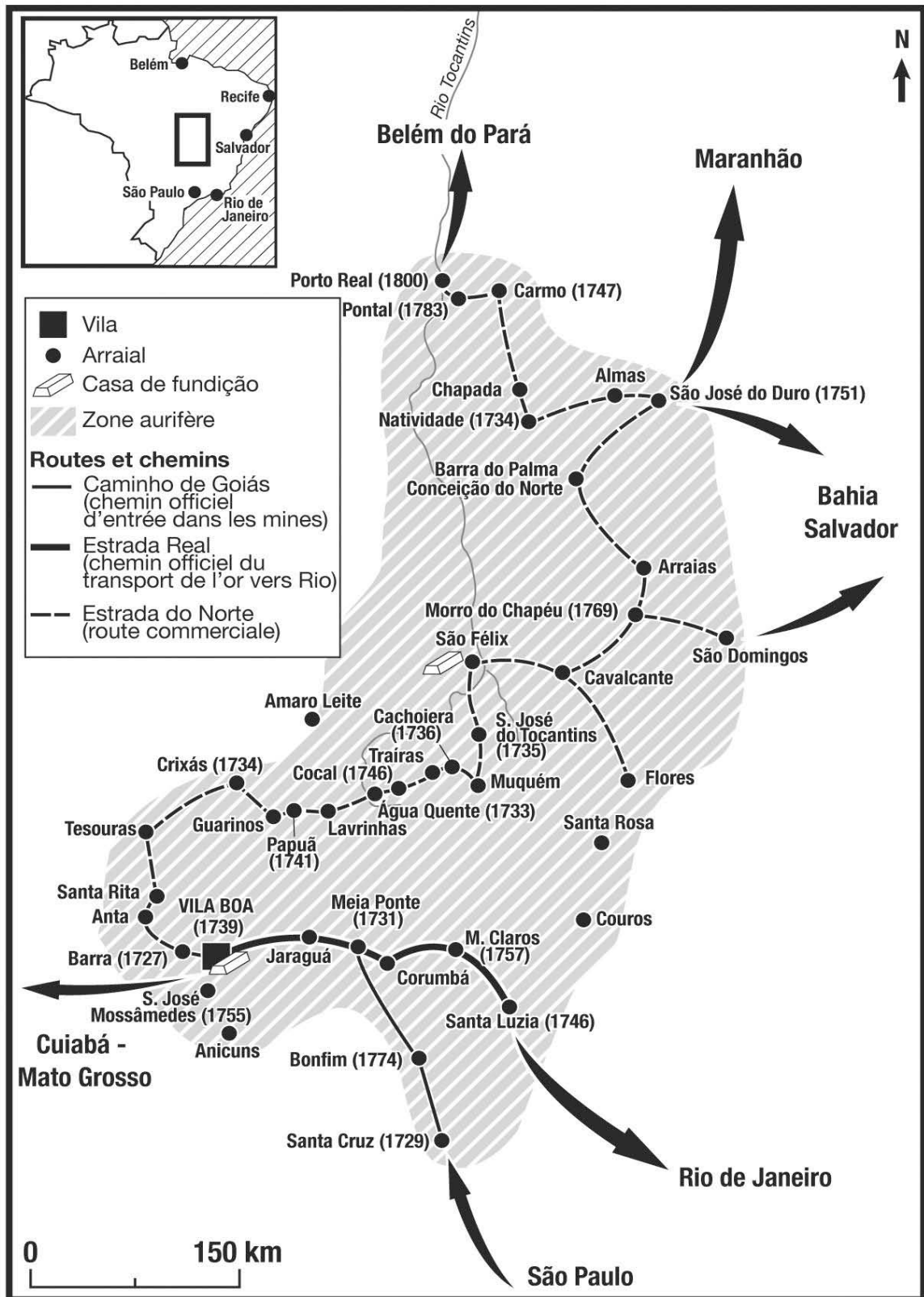
<sup>166</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 4.

<sup>167</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 6.

<sup>168</sup> Instituto Histórico e Geográfico do Brasil [IHGB], Arquivo 1.2.2. CU, v. 31, fls. 69-72.

<sup>169</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 6.

## La région des mines de Goiás au XVIII<sup>e</sup> siècle



Conception : L. Vidal / Réalisation : P. Brunello <http://www.univ-lr.fr>

**Illustration 1.** Carte de la région de mines de Goiás au XVIII<sup>e</sup> siècle. Conception : Laurent Vidal. Réalisation : P. Brunello. La Rochelle : Université de La Rochelle, 2006.

Après analyse du procès, qui durait déjà depuis quatre ans, le Conseil d'Outre-mer a émis un avis favorable à la sollicitation des découvreurs concernant les passages de fleuves. Dans le document, il affirme que la décision a été prise contre la volonté de ceux « qui ont cherché que cette 'grâce' de Votre Majesté ne prenne pas effet »<sup>170</sup>. En manifestant leur préoccupation devant l'abus d'autonomie du gouverneur, quelques membres du Conseil affirment que la position de Caldeira Pimentel représente une réelle entrave aux décisions royales, avertissant de forme catégorique : « sont découragés ceux qui ont compris que l'opposition d'un gouverneur suffit pour invalider les grâces concédées par Votre Majesté ». Ils rappellent, encore, que la grâce en question n'avait pas été « gratuite », mais le « résultat d'un contrat » de grande utilité pour l'économie royale<sup>171</sup>.

Il est intéressant d'observer que, si l'avis des membres du Conseil d'Outre-mer condamne les actes du gouverneur, leurs initiatives, bien que frauduleuses, ont provoqué une déstabilisation graduelle et définitive dans la vie des ces découvreurs. L'emprisonnement qui a éloigné Bueno da Silva de l'administration des mines de Goiás, suivi des mesures contre son patrimoine personnel, a atteint son but en compromettant sa vie future. A la suite de ce conflit, la famille de Bartolomeu Bueno a souffert de conséquences irréparables<sup>172</sup>. L'hypothèse d'une action secrète du monarque<sup>173</sup>, même plausible, n'écarte pas une autre évidence : l'incompatibilité entre les actions du gouverneur Antônio da Silva Caldeira Pimentel et les conclusions des membres du Conseil d'Outre-mer.

Quels que soient les désaccords existants, les membres du Conseil disent craindre les « conséquences pernicieuses » du conflit sur l'économie des mines. Préoccupés par la question de la « tranquillité publique dans ces Mines », ils affirment

---

<sup>170</sup> *Ibid.*

<sup>171</sup> *Ibid.*

<sup>172</sup> Luiz Antônio da Silva e Souza raconte la saga de João Leite da Silva Hortiz, gendre de Bartolomeu Bueno da Silva, en quête des droits sur les passages des fleuves. Après un voyage sans résultat à São Paulo, dans l'objectif de convaincre le gouverneur Caldeira Pimentel, il retourne à Goiás et se prépare pour une rencontre avec le monarque, en allant personnellement à Lisbonne. Accompagné de Francisco Bueno da Silva, fils de Bueno da Silva, il descend le fleuve São Francisco en direction de Pernambouc où il tombe malade et meurt. Francisco Bueno, après être arrivé à Lisbonne, est lui aussi surpris par la mort, sans atteindre l'objectif de rencontrer le roi. Luiz Antônio da Silva e Souza, *Memória sobre o descobrimento, governo, população e cousas mais notáveis da Capitania de Goyaz* (1812), *op. cit.*, p. 79-80.

<sup>173</sup> Maria Verônica Campos, *Goiás na década de 1730. Pioneiros, elites locais, motins e fronteira*, *op. cit.*, p. 343.

que ce type de dispute peut « inciter » à des « émeutes » et « violences » et énoncent le besoin d'application de mesures qui fonctionnent comme un « prompt remède » pour régler la situation<sup>174</sup>.

Effectivement, conséquence directe de la querelle entre le gouverneur et les découvreurs, en septembre 1733, le Conseil d'Outre-mer suggérait deux moyens comme « remèdes » au malaise qui se répandait dans les mines de Goiás. Conscients que les intérêts du monarque – à l'instar de Minas Gerais dans les premiers temps – étaient dépendants des puissants de la région, les membres du Conseil firent les premiers pas vers une intervention définitive. Affirmant que « beaucoup de gens » étaient déjà arrivés dans les mines de Goiás et y réalisaient « de très nombreuses transactions », ils recommandent au roi la désignation d'« un ministre » avec le « titre de surintendant ». Devant le choix qui s'offrait d'envoyer aux mines du Goiás le gouverneur ou l'*ouvidor* de la Capitainerie de São Paulo, voire aucune des deux, et considérant les coûts de leurs voyages, ils suggèrent alors l'« élection des magistrats » et la « création de la Vila que Votre Majesté a décidé »<sup>175</sup>.

#### 2.2.2. Tumultes dans les *arraiais* de Meia Ponte et Sant'Anna de Goiás

Compte tenu des résultats négatifs de la dispute et cherchant, apparemment, à s'éloigner des attaques du gouverneur, Bueno da Silva se réfugie au Tocantins, dans la région nord de Goiás. Néanmoins, son intervention dans les mines de l'*arraial* de Meia Ponte précipite de nouveaux événements. En utilisant sa prérogative de surintendant général de mines du Goiás, il nomme Antônio de Oliveira da Costa au poste de surintendant et Manuel Rodrigues Tomar comme *guarda-mor* à Meia Ponte. Malgré cela, un malentendu entre les deux, impliquant la division autour des gisements d'or et d'intérêts commerciaux liés la famille de Bueno da Silva, provoque un conflit de grande ampleur au cours de l'année 1732.

L'éclosion de la sédition contre le surintendant nommé par Bartolomeu Bueno conduit à l'élection de Manuel Rodrigues Tomar comme nouvel administrateur

---

<sup>174</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 6

<sup>175</sup> *Ibid.*

des mines<sup>176</sup>. En vérité, il revendiquait pour lui la découverte des mines de Meia Ponte, mais le surintendant général, en plus de lancer une enquête en l'accusant d'avoir commis plusieurs crimes, affirme que le vrai découvreur était Amaro Leite<sup>177</sup>. Contrariant les prétentions de Rodrigues Tomar, il nomme Manuel Dias da Silva au poste de *guarda-mor*, responsable des mines. Entretemps, à son arrivée à Meia Ponte, le nouveau *guarda-mor*, nommé par Bueno da Silva, n'est pas accepté par la population, ce qui aggrave encore davantage le conflit. Le résultat fut la prison pour le chef de la rébellion Manuel Rodrigues Tomar, transféré à São Paulo. Peu de temps après, contre les intérêts de Bueno da Silva, il est remis en liberté<sup>178</sup>.

Mais, l'arrivée d'Antônio Luís de Távora (1732-1737), le comte de Sarzedas, pour remplacer Caldeira Pimentel au gouvernement de la Capitainerie de São Paulo<sup>179</sup>, n'empêche pas le découvreur de subir une nouvelle polémique. Peu de temps après son entrée en fonction, le nouveau gouverneur envoie des collecteurs à l'*arraial* de Sant'Anna, principale base politique et économique de Bueno da Silva. Ses alliés, menés par le curé Pedro Ferreira Brandão (celui qui avait accusé Caldeira Pimentel de violer des lettres particulières), encouragent une rébellion entre les mois de janvier et juin 1733 contre les représentants envoyés par le gouverneur, refusant toute autorité n'émanant pas des groupes locaux<sup>180</sup>.

Il reste que, devant une situation de constante instabilité, la meilleure alternative aurait été l'adoption du « prompt remède » proposé par le Conseil d'Outre-mer, réduisant les conflits et garantissant le recouvrement des droits revenant à la Couronne. Mais la création d'une Vila dans ces circonstances impliquerait l'application des mêmes mesures adoptées par Braz Baltasar da Silveira à l'occasion des rébellions de Pitangui. Néanmoins, dans Goiás, l'expérience précédente de Minas Gerais semblait favoriser le choix d'autres stratégies.

---

<sup>176</sup> Maria Verônica Campos, Goiás na década de 1730. Pioneiros, elites locais, motins e fronteira, *op. cit.*, p. 345.

<sup>177</sup> *Documentos Interessantes*, v. 24, 1897, p. 161-163.

<sup>178</sup> Arquivo Histórico de Goiás [AHG], Maço 192, fl. 6v et Maria Verônica Campos, Goiás na década de 1730. Pioneiros, elites locais, motins e fronteira, *op. cit.*, p. 345.

<sup>179</sup> Antônio Luís de Távora, comte de Sarzedas, a été gouverneur de la Capitainerie de São Paulo depuis le 15 août 1732 jusqu'à sa mort dans les mines de Goiás, le 29 août 1737. Son prédécesseur, Antônio da Silva Caldeira Pimentel, a été gouverneur de la même Capitainerie du 15 août 1727 au 15 août 1732.

<sup>180</sup> *Documentos Interessantes*, v. 22, 1896, p. 17.



En suivant une autre orientation, qui ne suit que partiellement l'orientation du Conseil d'Outre-mer, le nouveau gouverneur António Luís de Távora commence une procédure d'intervention qui, à défaut de transférer des responsabilités aux puissants locaux, fragilise progressivement leur sphère d'influences. Une décision du 28 octobre 1733, approuvée par des commerçants de São Paulo<sup>181</sup>, élargit aux mines de Goiás l'ordre de fermeture de toutes les routes qui relient les mines aux autres régions<sup>182</sup>, interdisant aussi les communications fluviales avec les Capitaineries du nord. Le gouverneur décide aussi la division des mines de Goiás en deux districts, Sant'Anna et Meia Ponte, en destituant Bartolomeu Bueno da Silva du poste de surintendant général. Dans le même temps, le 29 octobre de la même année, l'*ouvidor* de São Paulo, Gregório Dias da Silva, est nommé nouveau surintendant général des mines. En plus de cela, une série de nominations complémentaires provoquent de profondes modifications dans les postes de commandement de Goiás<sup>183</sup>.

### 2.2.3 Conflits entre le nouveau surintendant général et les découvreurs

Malgré l'ensemble des nouvelles mesures, le transfert de l'*ouvidor* vers les mines du Goiás est reporté pendant presque un an. António Luís de Távora, qui était défendu d'abandonner la Capitainerie de São Paulo pour aller à Goiás, tentait d'obtenir une autorisation royale pour le faire. Dans leur correspondance avec le monarque, des membres du Conseil d'Outre-mer lançaient l'alerte, toujours en 1733,

---

<sup>181</sup> Documentos Interessantes, v. 22, 1896, p. 19; 1902, v. 40, p. 23-25, 51-54 et 1902, v. 41, p. 4-5, 80-81.

<sup>182</sup> Arquivo Nacional do Rio de Janeiro [ANRJ], Códice 952, v. 27, p. 164 et 170.

<sup>183</sup> En plus de la nomination de l'*ouvidor* de la Capitainerie de São Paulo au poste de surintendant général et de la division administrative de mines en deux districts (Sant'Anna et Meia Ponte), dont le régent et *sargento-mor* José Sutil de Carvalho a été nommé pour le premier, Antônio de Araújo Lanhoso fut nommé quant à lui au poste de provedor des finances royales. Celui-ci, selon Maria Verônica Campos, était propriétaire de cent esclaves et possédait des richesses suffisantes pour écarter Bartolomeu Bueno da Silva, dorénavant seulement *guarda-mor* de Sant'Anna. Antônio de Souza Bastos est quant à lui nommé au poste de surintendant, guarda-mor et provedor des finances royales dans l'*arraial* de Meia Ponte. Francisco de Souza Braga obtient le poste de tabellion. Un tabellion pour la surintendance des mines de Goiás et un autre pour la *vara* des exécutions ont été également nommés. On a créé deux groupes d'ordonnance et Fernando Bicudo et Estanislau Pereira Cortez ont été promus au grade de *capitão-mor*. Cf. Maria Verônica Campos, Goiás na década de 1730. Pioneiros, elites locais, motins e fronteira, *op. cit.*, p. 346-347.

sur les « inconvénients » et l'« exorbitante dépense » d'un voyage du gouverneur, raison pour laquelle ils trouvaient plus prudent de désigner un autre ministre pour aller à Goiás. Les yeux rivés sur les avantages que pourraient lui donner un voyage aux mines, le gouverneur était en désaccord avec l'avis du Conseil et reportait le départ du nouveau surintendant général<sup>184</sup>.

Comme les arguments du gouverneur n'avaient pas convaincu le roi du Portugal, l'*ouvidor* se rend à Goiás, où il prend sa nouvelle fonction le 26 septembre 1734. A peine installé, il informe le monarque que la « découverte de Crixás », un riche gisement d'or, était « victime d'une révolte » conduite « par le découvreur et le *guarda-mor* ». Conformément à Gregório Dias da Silva, le découvreur de ces mines avait pris possession de beaucoup de « portions de terres » pour les donner à ses parents et amis<sup>185</sup>. En cherchant à s'opposer à l'action des découvreurs, le nouvel surintendant général déclenche une procédure de déstabilisation des stratégies et des méthodes utilisées par les groupes et les chefs locaux. Cette confrontation directe va le convaincre du bien-fondé d'une aide militaire dont il s'était passé auparavant.

---

<sup>184</sup> Cette pression exercée par le comte de Sarzedas sur l'*ouvidor*, en contrariant son voyage aux mines, plaçait au centre des relations de pouvoir le jeu des intérêts individuels, associés aux avantages financiers et aux positions occupées dans les coulisses de la politique de l'Empire. L'intérêt des gouverneurs pour la visite d'une région si lointaine et nécessitant un voyage désagréable et dangereux, est facile à comprendre si on considère une pratique adoptée dans les *arraiais* miniers au cours de la première visite d'un gouverneur et capitaine-général. Dans un événement public, les miniers séparent un cours d'eau contenant une grande concentration d'or, réservant à l'illustre visiteur la première prospection avec une batée, sans possibilité de manquer. Si le résultat était en-dessous des attentes, durant le banquet offert en son honneur, la même nuit, le gouverneur recevait en présent un bol de *canjica* (soupe) qui cachait 100 onces d'or en poudre. Cf. W. L. Eschwege, *Pluto Brasiliensis*, São Paulo : Editora Nacional, v. 2, p. 17 et Luiz Palacin, *O século do ouro em Goiás*, op. cit., p. 40. La situation confortable du gouverneur qui arrivait aux mines, comportait également des offres et des avantages de différentes natures. Auguste de Saint-Hilaire, en passant par Goiás en 1822, se remémore la vie des gouverneurs. Selon lui, « Parmi les capitaines généraux qui gouvernaient la province de Goyaz jusqu'en 1820, il n'y en eut pas un seul qui fut marié, et tous eurent des maitresses avec lesquelles ils vivaient publiquement. L'arrivée d'un général à Villa Boa répandait la terreur parmi les hommes et mettait en effervescence l'ambition de toutes les femmes. On savait que bientôt il choisirait une maitresse, et, jusqu'à ce qu'il eût jeté les gants, chacun tremblait pour la sienne ». Cf. Auguste François César Provençal de Saint-Hilaire, *Voyage aux sources du Rio de São Francisco et dans la Province de Goyaz*, Paris : Arthus Bertrand, tome I, 1847, p. 75-76. A l'arrivée à Vila Boa, le gouvernement et la vie sentimentale de Assis Mascarenhas, capitaine-général et gouverneur de la Capitainerie de Goiás entre 1804 et 1809, âgé alors de 24 ans, est racontée par Bernardo Élis, dans le roman « Le Gouverneur est arrivé » (Chegou o Governador). Dans le livre, l'auteur confirme les descriptions d'Auguste de Saint-Hilaire sur la sensualité féminine et les craintes masculines provoquées par la présence des gouverneurs à la Capitainerie de Goiás. Cf. Bernardo Élis, *Chegou o Governador*, Rio de Janeiro : José Olympo, 1998. AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 6 et IHGB, Arquivo 1.1.2. CU, v. 31, fl. 107.

<sup>185</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 09.

Trois jours plus tard, Gregório Dias da Silva dénonce, dans une nouvelle lettre au roi, le fait que dans les mines du Maranhão et Meia Ponte, les surintendants faisaient des dépenses « à leur profit » et au détriment de la *Fazenda Real*<sup>186</sup>. Déterminé à mettre en scène le projet de Lisbonne, qui servait certainement ses intérêts personnels, il cherche à s'approprier le pouvoir en s'emparant des attributions qui appartenait aux découvreurs et en instituant des nouveaux postes auxiliaires. En fait, il suivait un ordre du jour rempli d'hostilités et de conflits contre la population locale : contrôle des mécanismes de distribution de terrains et de collecte des droits royaux, soumission des découvreurs de gisements à son autorité personnelle (sous peine de déportation et confiscation de l'or), dépréciation de l'image de Bartolomeu Bueno da Silva, au moyen de dénonciations d'« injustices » que celui-ci aurait pratiqué dans les mines, ainsi que la surveillance des routes d'accès aux mines et le contrôle des activités non officielles comme la contrebande<sup>187</sup>.

Comme la fermeture des routes ne fut pas suffisante pour éviter la contrebande du polygone de l'or vers le littoral atlantique, une nouvelle forme de collecte du *quinto* a été adoptée par la Couronne, avec le lancement d'une nouvelle politique tributaire. Ce changement pour le système de capitation provoque une nouvelle vague de rébellions en Goiás<sup>188</sup>.

#### 2.2.4 Rébellions dans les mines du Tocantins

---

<sup>186</sup> Comme ministre fidèle à la Couronne, il profite de l'occasion pour solliciter auprès du roi « la grâce » de lui concéder une « contribution de rendement de cette recette » (recette des mines de Goiás) avec sa « apozentadoria » (retraite), en prenant comme exemple ce qui se pratiquait dans les Minas Gerais. AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 10.

<sup>187</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 9 ; AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 10 ; AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 11 ; AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 13 ; AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 14 ; AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 15 ; AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 21.

<sup>188</sup> La capitation est le nom donné aux impôts qui sont payés *per capita*. Au Brésil colonial elle fut implantée en 1734, dans la future *Demarcação Diamantina* (zone de production de diamants à Minas Gerais), dont la capitale était le *Tijuco*, aujourd'hui Diamantina. À partir l'année 1735 le système de capitation a été adopté dans les Capitaineries de Minas Gerais et de São Paulo, particulièrement dans les mines de Goiás e Mato Grosso. Pendant le recouvrement de la capitation, l'impôt du *quinto* est suspendu et on autorise l'ouverture des routes et chemins ainsi que la libre circulation de l'or en poudre. Effectivement, la capitation a été un processus de recouvrement de droits royaux qui a souffert de violentes contestations. Peu après son implantation plusieurs tentatives de revendications visant au retour à la méthode antérieure se sont succédées jusqu'à l'année 1750, date à laquelle le nouveau roi José I décide sa suspension. Sur le processus de contestation à la capitation, voir Joaquim Romero Magalhães, *A cobrança do ouro do rei nas Minas Gerais : o fim da capitação – 1741-1750*, *Tempo*, 2009, numéro 27, p. 118-132.

Après l'application du nouveau système dans les Minas Gerais, en 1735, son application se décline dans Goiás. De São Paulo, le gouverneur donne des instructions au surintendant général. Dias da Silva organise alors une assemblée (une Junta) dans l'*arraial* de Meia Ponte<sup>189</sup>, réunion à laquelle participent des représentants des différentes zones d'exploitation, avec pour objectif de les informer sur le nouveau système fiscal<sup>190</sup>. Pour autant, il y eut un problème au sujet des valeurs de l'impôt. En fait, si la région sud des mines de Goiás adoptait les valeurs en vigueur

---

<sup>189</sup> Damasceno Fonseca voit dans la mise en scène des *Juntas* au sein des régions minières, une sorte de restauration dans les tropiques d'une ancienne pratique utilisée dans le royaume, mais abandonnée par le monarque portugais : la réunion des Cours. Claudia Damasceno Fonseca, *Des terres aux villes de l'or*, op. cit., p. 156. Les Cours étaient une espèce d'assemblées convoquées sporadiquement par le monarque pour traiter de questions et problèmes qui nécessitent des solutions urgentes, avec la participation des représentants des trois États du royaume (le clergé, la noblesse et le peuple). L'occasion offrait la possibilité de présenter diverses sollicitations au roi du Portugal. Selon Mello e Souza et Batista Bicalho, ces réunions étaient entourées d'une grande signification symbolique et entretenaient de grandes attentes chez les participants, à cause de la présence du monarque. Cf. Laura de Mello e Souza et Fernanda Batista Bicalho, 1680-1720. *O Império deste Mundo*, São Paulo, Companhia das Letras, 2000, p. 87. Selon Pedro Cardim, quoique que hautement ritualisées, ces sessions des Cours conservaient un pouvoir thérapeutique essentiel sur la relation entre roi et vassaux, se transformant en un canal d'expression officiel important, autorisé par la Couronne. Cf. Pedro Cardim, O quadro institucional. Os grandes paradigmas de organização política : a Coroa e organização do reino. As Cortes, in José Matoso (dir.), *A História de Portugal. O Antigo Regime*, Lisbonne : Circulo dos Leitores, v. 4, 1993, p. 145-150. Au long du règne de João V, les Cours ne sont pas convoquées, provoquant un certain isolement de la sphère de décision du monarque, qui cherche à se distancier des représentants du peuple. Le roi est assisté par un groupe restreint de conseillers et ministres, ce qui indique un renfort du pouvoir royal pendant cette période *joanino*. Toujours selon l'opinion de Mello e Souza et Batista Bicalho, l'or provenant des régions minières de l'Amérique ont provoqué une amélioration dramatique des moyens politiques du monarque, lui garantissant une plus grande autonomie de décision. S'il y avait eu avant un besoin traditionnel de consulter les sujets, la richesse accumulée avec l'or le rendait indépendant des assemblées délibératives représentées par les Cours. Malgré ceci, l'abandon de cette pratique dans le royaume n'a pas empêché son adoption en Amérique portugaise, en tant qu'elle représentait un instrument de rapprochement et de création de relations essentielles entre le monarque et ses sujets autour de la question de l'organisation des régions de conquête. Les *Juntas* avaient un rôle politique fondamental comme espace d'appui et de collaboration réciproque entre les protagonistes du projet colonial, fonctionnant comme un endroit de circulation d'informations et de représentations, plaintes et sollicitations, pendant les périodes de crise, ou pour la résolution de problèmes liés aux intérêts en jeu dans le champ politique des mines de Goiás.

<sup>190</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 31. En effet, dans les régions minières les réunions d'assemblées étaient fréquentes, comptant sur la participation des autorités coloniales et représentant les habitants, dans l'objectif de délibérer sur des sujets qui impliquaient nécessairement la participation d'officiels locaux et surtout, ceux liés aux intérêts directs de Lisbonne. Les thèmes discutés et les décisions présentés exigeaient une certaine collaboration des élites locales, comme le système de perception des impôts et la création des Vilas. Un exemple de ceci, dans les Minas Gerais, fut la Junta organisée par le gouverneur Antônio de Albuquerque dans l'*arraial* do Carmo, en 1710, cité par Cláudia Damasceno. Selon elle, à l'occasion « le gouverneur réunit le clergé (plus précisément, les vicaires de vara et juges ecclésiastiques), les principaux notables locaux (ceux qui exerçaient alors les postes honorifiques, comme surintendants, *mestres de campo*, capitaines, *sargentos-mores*, etc.) et les représentants des habitants de chaque zone afin de décider du système à adopter pour la perception du *quinto* et aussi pour choisir les localités où l'on devrait créer trois Vilas ». Cf. Claudia Damasceno Fonseca, *Des Terres aux villes de l'or*, op. cit., p. 156.

dans les Minas Gerais, il y aurait eu une surtaxe dans les mines du nord, spécifiquement à Crixás, en raison d'une supposée plus grande productivité.

L'insatisfaction s'est généralisée, avec, selon les paroles de l'*ouvidor*, une « grande opposition des habitants »<sup>191</sup>. Tout a commencé par une réaction dans l'*arraial* de Sant'Anna, quand le vicaire Alexandre Marques do Valle, « comme procureur du peuple », suggéra que les mineurs « n'acceptaient pas [le système de] capitation ». Le mouvement d'opposition fut immédiatement réprimé par l'*ouvidor*<sup>192</sup>.

Au même moment, les mines du Tocantins sont secouées par des épisodes violents, qui évoluent vers une situation de plus en plus dramatique et radicale. Sous le prétexte de sévères diminutions dans la productivité, les mineurs revendiquent l'application des mêmes valeurs pratiquées dans les Minas Gerais. A partir de janvier 1736, des insurrections contre l'*ouvidor*, la destruction des édits publics, la confiscation de correspondances officielles et les actions de groupes armés, réunissaient une partie de la population et opposaient les mineurs aux autorités royales. Préoccupé par cette situation, le monarque autorise le voyage du Comte de Sarzedas ordonnant, par décret le 11 février 1736, qu'il choisisse le meilleur endroit pour l'installation d'une Vila dans les mines de Goiás<sup>193</sup>. Néanmoins, probablement en raison de son état de santé fragile, le voyage du gouverneur sera reporté pendant presque un an.

Après avoir demandé un renfort militaire au gouverneur<sup>194</sup>, l'*ouvidor* et surintendant général contrôle la révolte. Au mois de juin 1736, Gregório Dias da Silva commande une investigation et conçoit un « inventaire de témoins » avec l'objectif d'identifier les responsables de la rébellion. Après enquête, il considère Manuel Pereira Botelho de Sampaio comme le principal coupable. Il fut le seul qu'il décida d'arrêter et de punir<sup>195</sup>. Au final, la rébellion atteint son principal objectif : la

---

<sup>191</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 29.

<sup>192</sup> *Ibid.*

<sup>193</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 7, D. 549.

<sup>194</sup> Selon Luís Palacin, cette solution d'urgence amena à Goiás une compagnie de 44 miliciens : capitaine, lieutenant, *alferes* (sous-lieutenants), *furriel* (troisième sergent), tambour, trois caporaux d'escadron et trente-sept soldats. Cette petite compagnie constituait toute la force militaire de la Capitainerie. Cf. Luís Palacin, *O século do Ouro em Goiás, op. cit.*, p. 39.

<sup>195</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 31.

revendication des mineurs est approuvée par le gouverneur de la Capitainerie de São Paulo, qui autorise la collecte de la taxe de capitation dans une valeur équivalente à celle appliquée dans les Minas Gerais.

En plus de l'ajustement des valeurs définies pour la capitation sur celles des Minas Gerais, d'autres facteurs apparaissent dans la documentation qui enregistre le soulèvement de Tocantins, montrant une dégradation progressive des relations entre l'*ouvidor* et surintendant général et les mineurs de Goiás. Le fait que le surintendant général empêche le partage de terres minières selon les habitudes des découvreurs, indique que lui-même prétendait choisir les bénéficiaires et promouvoir des alliances qui visaient surtout à élargir la portée de son influence. Ceci le plaçait dans une situation de conflit avec les mineurs. De fait, la seule annonce d'une hypothétique arrivée de Gregório Dias da Silva aux mines du Tocantins, parvint à mobiliser une foule de 500 hommes, armes à la main, affirmant en chœur que l'administrateur était interdit d'entrer dans ces mines appartenant au Maranhão<sup>196</sup>.

Cette question des limites du territoire des mines de Goiás a été un argument exploité stratégiquement par les rebelles du Tocantins. Refusant d'obéir au gouvernement de São Paulo, ils disaient être sous les ordres du gouverneur du Maranhão et Grão-Pará. Assurément, ils ne répétaient pas ce discours de manière isolée. Un des témoins de l'enquête menée par le surintendant général confirme que des « ordres du Grão-Pará » arrivaient pour la nomination de personnes aux fonctions et postes administratives dans Goiás<sup>197</sup>.

Il reste que durant les conflits du Tocantins, les controverses en rapport avec les nominations pour les charges officielles, les disputes pour le contrôle de terres minières et les conflits de juridiction entre les gouverneurs de Capitaineries voisines, apparaissaient seulement comme les parties visibles de l'iceberg. Néanmoins, la partie encore imperceptible de ces disputes à l'intérieur les frontières des mines de Goiás ne tarderaient pas à se montrer.

Ainsi, au milieu d'un climat d'instabilité, l'absence du gouverneur Antônio Luís de Távora retardait l'installation de la première Vila et, par conséquent, l'implantation des mécanismes de contrôle associés à la municipalité au sein de

---

<sup>196</sup> *Ibid.*

<sup>197</sup> *Ibid.*

l'espace colonial. A ce sujet, la préoccupation du monarque est révélatrice de l'espoir placé dans la création d'une Vila comme solution destinée à enrayer l'instabilité politique dans les mines de Goiás. Comme dans les Minas Gerais, les rébellions et les conflits constituaient des moments qui auraient pu être utilisés pour l'avance du projet politique colonial grâce à la fondation des *vilas* et des villes.

Alors qu'il suivait les résultats des événements, le monarque a demandé un avis à Gregório Dias da Silva, pour savoir « dans quel *arraial* devait être fondé la Vila ». En réponse au roi, le 19 mars 1737, le surintendant général émet un avis personnel, guidé par son expérience précédente dans les Minas Gerais. Argumentant que la distance entre les noyaux urbains est de plus de 30 lieues, il affirme « qu'en raison de l'augmentation du nombre de ces mines, il convient à Votre Majesté d'ordonner la formation de trois nouvelles Vilas. Une dans le Tocantins, une autre dans le Crixás et une autre dans le Meia Ponte ». Au vue de la distance de plus de deux cents lieues qui les sépare de la ville de São Paulo, il recommandait aussi un gouvernement distinct de cette Capitainerie, avec une juridiction possible sur les Mines de Cuiabá<sup>198</sup>. Alors que Lisbonne projetait l'installation d'une seule Vila à Goiás, l'*ouvidor* en proposait bientôt trois. Il avisait le monarque que les habitants des mines étaient disposés à jouir des « honneurs de la république » et, en révélant ses espoirs, conseillait au roi que le propre surintendant général soit lui-même le président du *Senado da Camara*, avec juridiction sur tous les gisements d'or, « pour les concéder dans le plus grand respect »<sup>199</sup>.

Cette proposition que Gregório Dias da Silva offre au roi révèle un projet orienté par des exemples du passé. Car les souvenirs des premières phases de l'exploration de l'or, de l'occupation du territoire et des disputes politiques dans les Minas Gerais étaient encore très présents dans sa mémoire. Dans Goiás, en raison de l'expérience et des connaissances acquises avec les résistances précédentes et des circonstances particulières de cette frontière de l'Empire, le projet de Lisbonne subit des mutations. A la différence des Minas Gerais, le monarque a agi avec plus de précaution, en limitant les quantités de *vilas* et chambres municipales, redéfinissant

---

<sup>198</sup> *Ibid.*

<sup>199</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 23.

l'ensemble des relations politiques et l'avancement des intentions de la Couronne dans les mines de Goiás.

#### 2.2.5 Controverses sur la définition des frontières des mines de Goiás

Effectivement, un autre conflit, de proportions bien plus importantes, va précipiter le voyage du gouverneur de la Capitainerie de São Paulo aux mines de Goiás. Pendant la rébellion du Tocantins, l'*ouvidor* Dias da Silva informe le monarque que l'État du Maranhão et Grão-Pará s'appropriait les mines de Carlos Marinho (gisements d'or d'importance considérable). Il révélait, en fait, son intention de se rendre à cette localité « pour empêcher et arrêter les personnes qui désirent ouvrir des routes contre l'ordre de Votre Majesté ». Connaissant parfaitement le responsable de cette initiative, il demandait au roi du Portugal d'ordonner au gouverneur de l'État du Maranhão et Grão-Pará d'éviter de « déranger la tranquillité de ces Mines »<sup>200</sup>.

En fait, avec l'implantation officielle du système de capitation, juste après la *Junta* réalisée dans l'*arraial* de Meia Ponte, toutes les routes pour les mines ont été rouvertes. Tout en exposant la fragilité géographique des mines de Goiás, cette décision a révélé un autre centre d'instabilité politique pour les intérêts du monarque : les conflits concernant le contrôle des frontières dénoncés par l'*ouvidor* et le domaine sur les mines de Carlos Marinho, ne se cantonnaient pas uniquement à une petite intrigue locale. D'autres personnes intéressées s'invitaient eux-mêmes dans la dispute, élargissant la dimension des conflits, à l'exemple du gouverneur du Rio de Janeiro, Gomes Freire de Andrade (1733-1763), et des évêchés des Capitaineries de Pernambouc, du Maranhão et de Rio de Janeiro<sup>201</sup>.

Outre les intérêts liés aux autorités du Maranhão et Grão-Pará – en conflit ouvert pour les postes disponibles dans les mines de Carlos Marinho – et tout en profitant de l'indéfinition des limites géographiques durant l'année 1736, Gomes Freire de Andrade et António Luís de Távora se lancent dans une dispute juridique sur les mines découvertes à Meia Ponte et Carlos Marinho. Ils proposaient le rattachement des gisements d'or à leurs Capitaineries respectives. En outre, le

---

<sup>200</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 22.

<sup>201</sup> Maria Verônica Campos, Goiás na década de 1730. Pioneiros, elites locais, motins e fronteira, *op. cit.*, p. 352.



caractère litigieux du contrat des entrées, confrontant les intérêts de la Capitainerie de São Paulo et ceux de Lisbonne, finit par provoquer des malentendus qui atteignirent les affaires des entrepreneurs et leurs procureurs, les attentes du surintendant général des mines du Goiás et des divers acteurs locaux ayant des intérêts politiques et commerciaux. Tout cela, il faut s'en souvenir, fut nourri par la présence de membres du clergé ayant des prétentions ecclésiastiques sur les régions en litige.

S'adjoignant à cette conjoncture, les insurrections provoquées par l'introduction du nouveau système de contribution du *quinto* rendent la situation des mines de Goiás insoutenable. Le gouverneur de la Capitainerie de São Paulo, António Luis de Távora, se voit contraint de se rendre à Goiás. Ainsi, en décembre 1736, montrant sa préoccupation personnelle, le monarque lance un ultimatum au gouverneur de São Paulo, ordonnant qu'il se « dirige immédiatement vers les Mines de Goiás ». En même temps, le monarque sollicite au gouverneur de Rio de Janeiro, Gomes Freire de Andrade, l'envoi d'un détachement de 40 dragons pour l'accompagner aux mines<sup>202</sup>.

En arrivant à Goiás à la fin de 1736<sup>203</sup>, le comte de Sarzedas prend une série de mesures politiques et administratives, que nous étudierons par ailleurs. Malheureusement, le destin ne lui laisse pas le temps nécessaire pour prendre le contrôle des mines de Goiás : selon une information de Luiz de Mascarenhas (successeur du comte de Sarzedas), la mort l'emporte soudainement le 20 août 1737, dans l'*arraial* de Traíras<sup>204</sup>. Ainsi, la création d'une première Vila, comme l'avait décidée le monarque, se retrouve une fois de plus reportée, comme si une espèce de tyrannie du destin imposait une attente incontournable, redéfinissant les actes de Lisbonne aux frontières instables des mines de Goiás.

### 2.3 Le contrôle du champ politique

Plusieurs études faites sur les Minas Gerais se sont focalisées sur les analyses concernant les configurations des relations de pouvoir et les formes avec

---

<sup>202</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 30.

<sup>203</sup> *Ibid.*

<sup>204</sup> *Documentos Interessantes*, v. 40, 1902, p. 191-192.

lesquelles le pouvoir de la Couronne s'est structuré dans la région minière<sup>205</sup>. La plupart de ces études conduisent leurs réflexions sur Minas Gerais à partir de la compréhension des instruments de légitimation de la monarchie, basée sur la conception d'un pacte dont le pouvoir politique est transféré du peuple au roi. Ce pacte solidifie le mécanisme fondamental qui garantit la fidélité des gouvernés<sup>206</sup>.

Dans ce contexte, des études sur la violence collective<sup>207</sup> cherchent à comprendre la généralisation de mouvements de révolte et séditions, en tentant de définir et d'esquisser des aspects communs, des typologies et des répétitions à travers les analyses autour des différentes rébellions qui se sont produites dans les régions minières<sup>208</sup>. Ces études distinguent surtout la spécificité des cas miniers, dont

---

<sup>205</sup> Sur les travaux relatifs aux premiers temps dans les Minas Gerais, nous pouvons citer, parmi les plus importants, Diogo de Vasconcelos, *História Antiga das Minas Gerais (1703-1720)*, Rio de Janeiro : Instituto Nacional do Livro, 1948; du même auteur, *História Média das Minas Gerais*, Belo Horizonte : Itatiaia, 1974; et Donald Ramos, *A Social History of Ouro Preto : stresses of dynamic urbanization in colonial Brazil, 1695-1726*. Thèse : Histoire : University of Flórida : 1972.

<sup>206</sup> Voir à ce sujet, Ângela Barreto Xavier et Antônio Manuel Hespanha, La représentation de la société et du pouvoir, in José Mattoso (Dir.), *História de Portugal – O Antigo Regime*, Lisbonne : Estampa, v. 4, p. 121-155.

<sup>207</sup> Entre autres, au-delà de ceux déjà cités ici, Laura de Mello e Souza, Tensões sociais em Minas na segunda metade do século XVIII, in Adalberto Novais, *Tempo e História*, São Paulo : Companhia das Letras, 1992, p. 347-366; Laura de Mello e Souza, D. Pedro de Almeida Portugal e a revta de 1720 em Vila Rica, in Maria Beatriz Nizza da Silva, *Cultura portuguesa na Terra de Santa Cruz*, Lisbonne : Estampa, 1995, p. 193-213; Junia Ferreira Furtado, Relações de poder no Tejuco ou um teatro em três atos, *Tempo*, numéro 7, p. 129-142, 1999; Carla Maria Junho Anastásia, Potentados e bandidos : os motins do são Francisco, *Revista do Departamento de História UFMG*, 1989, v. 9, p. 74-85; Carla Maria Junho Anastásia, O ensandecido Seixas. Usurpação e jurisdição : conflitos intra-autoridades nas Minas setecentistas, *História e Cidadania, Anais do XIX Simpósio nacional da ANPUH*. São Paulo : Humanitas, 1998; Carla Maria Junho Anastásia, *Vassalos rebeldes : violência coletiva nas Minas na primeira metade do século XVIII*, Belo Horizonte : UFMG- C/Arte, 1998; *A geografia do crime : violência nas minas setecentistas*, Belo Horizonte : UFMG, 2005; Carla Maria Junho Anastásia e Flavio Marcus Silva, Levantamentos setecentistas mineiros, violência coletiva e acomodação, in Junia Ferreira Furtado (Dir.), *Diálogos oceânicos : Minas Gerais e as novas abordagens para uma história do Império Ultramarino Português*, Belo Horizonte : UFMG, 2001, p. 307-332 ; Luciano Raposo de Almeida Figueiredo, Protestos, revoltas e fiscalidade no Brasil colonial, *LPH Revista de História*, 1995, v. 5, p. 56-87;; Luciano Raposo de Almeida Figueiredo, Furores sertanejos na América portuguesa : rebelião e cultura política no sertão do são Francisco – Minas Gerais (1736), *Oceanos*, 1999, v. 40, p. 128-144; Luciano Raposo de Almeida Figueiredo, O Império em apuros : notas para o estudo das alterações ultramarinas e das práticas políticas no Império colonial português – séculos XVII e XVIII, in Junia Ferreira Furtado (Dir.), *Diálogos oceânicos, op. cit.*, p. 197-254 ; Adriana Romeiro, Guerra dos emboabas : novas abordagens e novas interpretações, in Luiz Carlos Villalta e Maria Efigênia Lage Resende (Dir.), *História de Minas Gerais setecentista*, Belo Horizonte : Autêntica, 2007, p. 35-70 ; Adriana Romeiro, *Paulistas e emboabas no coração das Minas : idéias práticas e imaginário político no século XVII*, Belo Horizonte : UFMG, 2008.

<sup>208</sup> En raison de leur proximité avec les réflexions présentées ici, et parmi les innombrables travaux de grande valeur sur l'historiographie des Minas Gerais, nous signalons ici deux textes en particulier. Approchant la discussion sur les rébellions aux mouvements de résistance à la fiscalité, Luciano Figueiredo élargit le débat sur le thème des aspects administratifs et institutionnels, dépassant ainsi le modèle d'explication basé sur des arguments fondés autour de la notion de violence par rapport à l'obligation et la perception d'impôts par la Couronne. D'autre coté, si la violence endémique dans les

les contours et formes inattendus ont influencé les réflexions des autorités coloniales, la réorganisation des initiatives de la Couronne et l'introduction de nouvelles pratiques au niveau de la culture politique portugaise. En plus, ces études montrent des connexions structurelles et des points de contact entre la société minière et les autres régions coloniales<sup>209</sup>.

Bien que les études sur ce sujet dans Goiás soient peu nombreuses, Luiz Antônio da Silva e Souza, qui a vécu à Vila Boa à partir de la dernière décennie du XVIII<sup>e</sup> siècle, met en évidence les déséquilibres moraux et le climat de violence présents pendant les premières années des mines<sup>210</sup>. Luís Palacin, en citant des récits de fuites, de répressions et de crimes, renforce les discours des acteurs de l'époque. Il présente comme explication de la violence et l'agressivité, la présence d'une masse inévitablement explosive d'aventuriers, plongés dans des conditions structurelles

---

mines est un fait incontestable, l'auteur avance dans son analyse – dénonçant la perte de singularité traditionnelle minière en relation aux réactions de violence contre le système fiscal implanté par le monarque – que de telles manifestations peuvent être perçues dans tous les espaces de l'Empire portugais et pas uniquement comme des démonstrations d'insatisfaction des mineurs *inconfidentes* et rebelles, comme elles sont traditionnellement invoquées. Mettant en évidence les ressemblances entre les révoltes dans les mines et les protestations portugaises traditionnelles contre la fiscalité, l'auteur présente les « tensions résultantes de l'augmentation des impôts » comme des événements porteurs d'une nature particulière, offrant à ce thème la possibilité de révéler « les différentes formes de perception de la politique coloniale » et de projeter « toutes sortes de lutte et négociation politique entre les colons et la métropole ». Voir Luciano Raposo de Almeida. De *sisas, quintos e miunças : revtas anti-fiscais e a tributação no Brasil e em Portugal, séculos XVII e XVIII* [en ligne]. *XXV Encontro da Associação de História Económica e Social, Portugal*, Université d'Évora. Novembre 2005 [réf. du 28 mars 2007]. Disponible sur : [http://www.eventos.uevora.pt/xxvaphes/AphesXXV\\_Comunicacoes/LFigueiredo.pdf](http://www.eventos.uevora.pt/xxvaphes/AphesXXV_Comunicacoes/LFigueiredo.pdf). Suivant un autre angle d'analyse, Carla Maria Anastácia propose une perspective différente pour comprendre les mutineries et les révoltes des sociétés minières. Analysant les limites imposées à l'action du monarque, à partir de la notion de « droits » et « privilèges » en rapport à ses sujets, et en se basant sur une redéfinition du concept d'« économie morale » empruntée à E. P. Thompson, l'auteur affirme que les révoltes qui ont éclaté durant la première moitié des années 1700 dans les diverses régions des mines avaient comme origine le manquement aux accords « non écrits » établis par tradition entre la population et les autorités royales. Si les acteurs coloniaux se rebellaient c'est parce qu'ils désiraient le maintien des procédures habituelles considérées comme « justes », en espérant rétablir un équilibre traditionnel et restaurer « un niveau raisonnable de négociation » avec les représentants de la Couronne. Selon elle, en cherchant à détecter les conditions structurelles dédaignées par les historiens comme fonction des causes internes dans les analyses des révoltes minières, l'auteur affirme même que l'origine de ces résistances ne seraient pas liées à la fiscalité, ni aux intérêts privés, ni même aux crises dans la production minière. Ces éléments n'auraient été que les simples catalyseurs de ces mouvements dérivés, de fait, « de la rupture des accords implicites délimités dans le cadre des relations métropole-colonie ». Cf. Carla Maria Junho Anastácia, *Direitos e motins na América Portuguesa, Justiça e História*, 2001, v. 1, p. 51-72.

<sup>209</sup> Júnia Ferreira Furtado, *Novas tendências da historiografia sobre Minas Gerais no período colonial*, *op. cit.*, p. 125.

<sup>210</sup> Luiz Antônio da Silva e Souza, *Memória sobre o descobrimento, governo, população e coisas mais notáveis da Capitania de Goyaz* (1812), *op. cit.*, 1998.

produites d'une part par le cruel traitement infligé aux indiens et, d'autre part, par le binôme esclavage/exploitation d'or. Outre l'exacerbation des passions individuelles, il montre l'existence d'un sentiment de défis ou de rejet de l'autorité, parallèlement à la présence de l'appareil de recouvrement d'impôts qui viole les sujets et compromet le fonctionnement convenable de la société coloniale<sup>211</sup>.

Maria Verônica Campos, en suivant ce même raisonnement dans son étude sur les mines du Goiás, fait appel à la notion de rupture de contrat entre les sujets et la Couronne sans néanmoins abandonner la description des raisons internes à chaque mouvement spécifique qu'elle analyse. Effectivement, elle considère les émeutes qui ont eut lieu à Goiás comme intégrées aux types de disputes communes dans les zones d'exploitation d'or, apportant, comme à Minas Gerais, la mémoire des découvreurs, l'élection d'autorités locales et la rédaction et signatures de revendications et de règles de conduite. Les insurrections de Sant'Anna et Meia Ponte auraient eu comme raison principale les disputes locales initiées pendant l'expédition de découverte et les liens commerciaux établis par Bartolomeu Bueno da Silva, ces derniers provoquant la colère des commerçants de São Paulo de par leur rapprochement avec les Minas Gerais et Bahia.

Par rapport au soulèvement de São José do Tocantins, l'auteur indique l'enchevêtrement des intérêts des mineurs et des commerçants contre les actes d'*ouvidor* et surintendant général, lequel ne respectait pas les coutumes locales des *sertanistas* (les habitants du *sertão*). Ayant à l'esprit cette idée de rupture entre la Couronne et les sujets, et tout en décrivant les causes internes des mouvements, l'auteur qualifie les conflits de Goiás comme « typique d'un contexte d'expansion de frontière » où une série de mouvements interconnectés crée une situation de grande instabilité<sup>212</sup>.

En ce qui nous concerne, nous n'avons pas l'intention de laisser de côté une historiographie si importante, ni même d'ignorer sa contribution fondamentale pour la compréhension de l'histoire de l'Empire portugais. Au contraire, au regard des résultats de ces études, nous voulons mettre en évidence deux aspects essentiels,

---

<sup>211</sup> Luiz Palacin, *O século do ouro em Goiás*, p. 35, 36 et 143.

<sup>212</sup> Maria Verônica Campos, *Goiás na década de 1730. Pioneiros, elites locais, motins e fronteira*, *op. cit.* p. 354.

à partir desquels nous pointerons notre trajectoire. Premier aspect : comme nous l'avons déjà dit, il convient d'insister sur le constat de la nature presque universelle que prennent les disputes et les rébellions dans l'Empire, sans les réduire à des événements spécifiques avec une incidence limitée aux sociétés minières. Compte tenu des études innovatrices sur ce sujet, ces événements font partie de l'univers plus large des équilibres de pouvoirs dans les sociétés de l'Ancien Régime portugais.

Un second aspect fournit deux pistes complémentaires. La première, la complexité des disputes que nous avons décrit dans les mines de Goiás, dont les raisons sont liées à une grande variété d'intérêts : l'ordre fiscal et tributaire, les charges officielles de l'administration, l'occupation de territoires d'exploitation de l'or, le contrôle de routes commerciaux et même la définition de stratégies adoptées par la Couronne pour la zone minière. La seconde, motivée par des intérêts spécifiques, un vaste ensemble de protagonistes sont attirés vers le centre du jeu politique : ministres et conseillers, prêtres, évêques et gouverneurs, découvreurs, commerçants et entrepreneurs. La variété des conflits qui en résultent, montre l'impossibilité de les réduire à de simples oppositions polarisées entre vassaux et roi ou élites locales et administrateurs coloniaux. Ainsi, dans l'univers des disputes nourries par les équilibres de l'Ancien Régime portugais, Goiás apparaît comme un espace où les pouvoirs se repositionnent et se réorganisent en fonction des stratégies qu'inaugurent un nouveau champ politique à la frontière ouest de l'Amérique.

### 2.3.1 Les institutions administratives et le pouvoir politique de la Couronne

C'est ainsi que la multiplication des conflits dans cet environnement instable fournit des occasions en vue de l'imposition du projet politique et économique de Lisbonne, stimulant l'implantation progressive d'un réseau d'institutions. Malgré la frilosité des initiatives, une surveillance basée sur un maillage dense de postes et de fonctions et une force militaire de plus en plus importante, sont mis en place. Mais, à l'exception de l'*ouvidor* et surintendant général, position équivalente à celle de ministre, seules quelques « embryons d'appareil

administratif »<sup>213</sup> définissaient les contours institutionnels de la monarchie portugaise dans les mines de Goiás. Bien que l'absence de *vilas* et d'un solide appareil de gouvernement révèlent certaine fragilité du pouvoir royal, chaque geste d'autonomie des élites locales provoquait une réaction de la Couronne, permettant au roi du Portugal d'imposer ses volontés dans l'espace politique de Goiás. Pourtant, les structures administratives implantées étaient encore insuffisantes pour garantir le contrôle souhaité, comme dans d'autres régions d'exploitation de l'or.

Il convient, ici, de souligner un point essentiel : la relation entre les institutions administratives existantes et la portée effective du pouvoir de la Couronne. En admettant que l'administration royale comporte un noyau indépendant<sup>214</sup> au travers duquel s'exerce de fait le pouvoir politique, il est impossible de nier les limitations de la capacité de contrainte des représentants de la Couronne sur les populations locales.

L'action effective du monarque dépend directement des ressources humaines disponibles et des structures institutionnelles qui ne pourront être mises en œuvre qu'avec le temps. Ainsi, en raison de l'inconsistance ou de la fragilité du pouvoir institutionnel de la Couronne, les relations de pouvoir prennent un caractère d'indépendance, dans lesquelles les fonctionnaires eux-mêmes et les ministres du roi se sont convertis en pôle politique autonome et indépendant, bénéficiant d'un considérable pouvoir de décision, en particulier en ce qui concerne leurs intérêts personnels<sup>215</sup>. Cette assertion est pleinement en accord avec quelques études sur

---

<sup>213</sup> Laura de Mello e Souza, *La conjoncture critique dans le monde luso-brésilien*, *op. cit.*, p. 14.

<sup>214</sup> Antônio Manuel Hespanha, *Visperas del Leviatán – Instituciones y poder político (Portugal, siglo XVII)*, Madrid : Taurus Humanidades, 1989, p. 37.

<sup>215</sup> Dans la trame des relations politiques et économiques de l'Empire, les intérêts personnels des officiers de la Couronne sont facilement identifiables dans les transactions qu'ils font, mélangeant les hautes activités liées à la diplomatie impériale aux avantages particuliers. A titre d'exemple, Luiz Felipe de Alencastro cite deux cas intéressants impliquant les affaires des autorités portugaises : "Il s'avère que la trame des intérêts tissés pendant la période de l'*asiento* portugais apparaît dans les différentes sphères du pouvoir. João Rodrigues Coutinho était l'associé de son frère, Gonçalo Vaz Coutinho, lequel a détenu à son tour l'*asiento* jusqu'en 1609. Un des fils de ce dernier, Francisco de Sousa Coutinho, chef de la diplomatie portugaise après la Restauration (1640), œuvre avec détermination, aux Provinces-Unies et dans les cours européennes, à rétablir la souveraineté de Lisbonne sur l'Angola et le Brésil. Ce faisant, des descendants des frères Coutinho sont restés actifs dans l'Atlantique-Sud ». Dans un autre cas, « Les trois gouverneurs *brasílicos* de l'Angola – Salvador de Sá (1648-1652), João Fernandes Vieira (1658-1661) et André Vidal de Negreiros (1661-1666) – ainsi que les officiers qui les accompagnaient possédaient des propriétés esclavagistes à Rio de Janeiro, à Pernambouc ou à Paraíba, d'où ils veillaient à l'éviction de l'Angola ». Cf. Luiz Felipe de Alencastro, « Le versant brésilien de l'Atlantique sud : 1550-1850 », *Annales, HSS*, 2006, numéro 2, p. 341/344.

l'histoire du pouvoir qui considèrent la bureaucratie liée à la Couronne comme un pôle politique au cœur du système de pouvoir de l'Empire<sup>216</sup>.

Cette situation de présence administrative partielle contribue largement à la création de formes d'organisations politiques spontanée et indépendante, difficiles à réguler de la part de Lisbonne. La coexistence de ces formes d'organisation et leur multiplication finissent par imposer des aspects spontanés comme normes effectives, en produisant des résultats pratiques et institutionnels. Autrement dit, l'absence *de facto* de mécanismes administratifs de la Couronne autorise l'institutionnalisation de formes et de dispositions politiques alternatives, basées sur des principes d'autonomie de centres locaux de pouvoir.

Entretiens, malgré son bref passage par les mines, la présence du gouverneur de la Capitainerie de São Paulo, António Luís de Távora, va modifier cette situation initiale, en remplaçant stratégiquement le projet et les intentions du monarque sur l'échiquier des relations de pouvoir dans les mines de Goiás. Assisté par les « ministres » qui se trouvent dans la région, le comte de Sarzedas organise une grande réunion à Meia Ponte et, constituant une *Junta* le 4 février 1737, lance une série d'actions qui peut être résumée selon trois axes distincts. Tout d'abord, cherchant une solution définitive aux problèmes posés pour la nouvelle méthode de la capitation, il tranche en faveur des valeurs payées par esclave et pour le commerce local, première étape pour conquérir l'adhésion des mineurs de Carlos Marinho, récemment rebellés et attirés par le gouvernement de la Capitainerie du Grão-Pará et Maranhão. Ensuite, il décide d'élargir les mécanismes directs de prélèvements des droits royaux, comme le confirme l'intendant et pourvoyeur de la *Fazenda Real* (Économie Royale), Sebastião Mendes de Carvalho, qui a participé de la *Junta* de Meia Ponte. Selon lui, le comte de Sarzedas, considérant les grandes distances entre les noyaux urbains, a ordonné qu'en plus de l'intendance de Sant'Anna, il serait créé un commissariat dans chaque *arraial*<sup>217</sup>. Ainsi, l'ancienne intendance des mines de Goiás, divisée ultérieurement en deux, celle de Sant'Anna et celle de Tocantins<sup>218</sup>, se voit subdivisée en commissariats affectés par l'intendant Mendes de Carvalho. En plus de

---

<sup>216</sup> Sur ce sujet, voir Antônio Manuel Hespanha, *Vísperas del Leviatán – Instituciones y poder político (Portugal, siglo XVII)*, op. cit., p. 416.

<sup>217</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 50.

<sup>218</sup> Luiz Palacin, *O século do ouro em Goiás*, op. cit., p. 39.

cela, António Luís de Távora ordonne à l'intendant de commencer immédiatement les inscriptions (recensement) des esclaves travaillant dans les mines, travail qui servira de base pour calculer l'impôt de la capitation relative au premier semestre de 1737<sup>219</sup>. Troisièmement, souhaitant un contrôle efficace des populations minières et conscient que la création d'une seule Vila serait insuffisante pour promouvoir l'équilibre politique dans les mines de Goiás, le comte de Sarzedas opte pour une autre méthode : la convocation d'élections dans les *arraiais* pour le choix de *juizes ordinários* (juges ordinaires), responsables du fonctionnement des instances juridiques et administratives locales.

Une année plus tard, dans une lettre au monarque du 17 mai 1738, le nouveau surintendant général des mines du Goiás, Agostinho Teles Pacheco, rapporte qu'« une assemblée de Ministres a été convoquée par le gouverneur de São Paulo, le comte de Sarzedas » afin de définir, « pendant le temps que Votre Majesté ne donnait pas d'ordres pour la création de Vilas dans les peuplements que l'on appelle des *arraiais*, qu'on choisisse dans le cadre de la loi deux juges ordinaires avec, pour chacun d'eux, un greffier et un huissier pour les servir »<sup>220</sup>. Dans la même lettre, Teles Pacheco rend compte au roi que les ordres reçus du gouverneur à cet égard ont été suivis, « attendu le besoin d'administration de justice dont souffrait les gens de ces Mines »<sup>221</sup>.

Après l'établissement de la *Junta*, l'intendant et pourvoyeur de la *Fazenda Real* se rend à Meia Ponte et Crixás, pour mettre à exécution les inscriptions des esclaves et créer une nouvelle Intendance. Au même moment, le gouverneur Antônio Luís de Távora se dirigeait vers le nord, afin de mener lui-même la procédure de recensement des esclaves dans les mines de Carlos Marinho. Apparemment, il prétendait mettre au clair la question des limites de frontière entre Goiás et le Grão-Pará et Maranhão.

La mission commanditée par la *Junta* accomplie, l'intendant Sebastião Mendes de Carvalho se rend à Crixás et nous fournit des indications concernant l'itinéraire du comte de Sarzedas : avec l'*ouvidor* Gregório Dias et le nouvel intendant Agostinho Teles Pacheco, il est passé à Tocantins afin de faire le

---

<sup>219</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 50.

<sup>220</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 60.

<sup>221</sup> *Ibid.*



recensement des esclaves et de « réduire à l'obéissance envers ce gouvernement [les mines de] Carlos Marinho », dont les habitants restaient persuadés d'être des sujets au Grão-Pará et Maranhão, « dans le seul but de frauder indûment les droits de Votre Majesté et d'être intéressés aux avantages et autres choses utiles ». De retour à Sant'Anna, Mendes de Carvalho informe le roi, en mai de 1737, « que le Comte est encore dans le Tocantins ; et le Dr. Agostinho Pacheco s'est dirigé à Carlos Marinho accompagné de Dragons [milices] venus des [Minas] Gerais »<sup>222</sup>.

Quelques mois plus tard, le 19 novembre, le même Mendes de Carvalho confirme le succès des mesures adoptées par le comte de Sarzedas : « remis en obéissance à ce gouvernement l'*arraial* de Carlos Marinho », dorénavant connu comme *arraial* « conquis »<sup>223</sup>. Le gouverneur, certainement après de longues journées de négociations, a procédé au recensement des esclaves et à de nouvelles nominations pour les intendances des mines de Carlos Marinho et du Tocantins.

Sur le chemin de retour à Sant'Anna, António Luís de Távora tombe malade et meurt dans l'*arraial* de Traíras. Son œuvre dans les mines de Goiás restera incomplète. Il a laissé néanmoins des instructions au nouvel surintendant général, Agostinho Teles Pacheco, dont l'activité donnera un nouveau souffle au projet politique de Lisbonne.

Quand aux conflits de juridiction comprenant les Capitaineries voisines, le monarque a rattaché la région nord des mines de Goiás à l'évêché du Grão-Pará et Maranhão et garantit la continuité du gouvernement à la Capitainerie de São Paulo, en utilisant un expédient commun dans les régions de frontière où, comme observe Maria Verônica Campos, le pouvoir de la Couronne était plus fragile<sup>224</sup>. Quant à la Capitainerie de Rio de Janeiro, le gouverneur Gomes Freire de Andrade a bénéficié directement de la mort du comte de Sarzedas, en assurant temporairement le commandement de la Capitainerie de São Paulo (pendant le second semestre de 1737), jusqu'à l'arrivée du nouveau gouverneur, Luis de Assis Mascarenhas (1739-1748).

---

<sup>222</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 50.

<sup>223</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 53.

<sup>224</sup> Maria Verônica Campos, Goiás na década de 1730. Pioneiros, elites locais, motins e fronteira, *op. cit.*, p. 353.

### 2.3.2 La création des *Julgados*

Le nouveau surintendant général des mines de Goiás, Agostinho Pacheco Teles, avait été nommé comme successeur de Gregório Dias da Silva, par lettre royale du 11 février 1736<sup>225</sup>. Par pure coïncidence, c'est le même jour que le roi João V ordonnait au comte de Sarzedas qu'il se dirige à Goiás avec pour objectif de choisir un endroit pour l'installation de la première Vila<sup>226</sup>. Néanmoins, si le décès du gouverneur de la Capitainerie semblait laisser en attente les plans du monarque, reportant interminablement la création de la première Vila (compétence exclusive des gouverneurs), les procédures adoptées par le surintendant général – revêtu d'un pouvoir que l'absence du gouverneur lui conférait – envisageaient d'éviter l'impression d'un vide institutionnel. Effectivement, la création des *julgados*, suivie de l'élection de juges ordinaires, représentait une première ébauche d'ordonnancement politique dans l'ensemble urbain et apportait une nouvelle dynamique des relations de force dans les mines de Goiás<sup>227</sup>.

Écrivant de Sant'Anna de Goiás, le 17 mai 1738, Agostinho Pacheco Teles justifiait auprès du roi du Portugal les actions qu'il conduisait, parce qu'il demeurait conscient que la création d'institutions politiques dans l'Amérique, les *julgados* inclus, dépassaient les limites de leurs attributions :

Nul n'ignore, dit-il, que la possibilité de création de juges et d'officiers [...] découle de la seule autorité de Votre Majesté, mais en raison du réel besoin de maintenir les peuples dans la justice et la tranquillité, [...] l'exigence par rapport aux recouvrements des impôts

---

<sup>225</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 24.

<sup>226</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 25.

<sup>227</sup> L'institution de *Julgados* constitue la principale mesure prise par Lisbonne et les gouverneurs dans des terres de conquête qui vise à l'implantation de structures juridiques dans des endroits au sein desquelles ils estiment la création de Vilas comme des mesures précoces ou inappropriées. Conformément à Cláudia Damasceno Fonseca, les *Julgados* sont constitués par des territoires sous la juridiction d'un seul juge ordinaire (juge non diplômé de première instance, dont les attributions peuvent être différentes de ceux qui agissent dans une *vila*, par l'intermédiaire du Senado da Câmara), avec une autonomie judiciaire partielle ou incomplète, soit dans l'aspect civil ou criminel, et sans autonomie administrative, ce qui le rend dépendant de la ville ou de la Vila la plus proche. Cf. Cláudia Damasceno Fonseca, *Des terres aux villes de l'or*, op. cit., p. 202-203. Dans Goiás, les *Julgados* ont été institués avant la création de la première Vila (Vila Boa de Goiás), au moyen d'élections de juges ordinaires qui avaient un pouvoir judiciaire et administratif, accumulant et élargissant de plus en plus leur pouvoir et leur autonomie, sans néanmoins jamais acquérir la statut, ni même le titre de Vila, bien que certains d'entre eux aient cherché avec insistance à obtenir cette condition.



qui appartient à *Fazenda Real* et la difficulté notoire d'appel à Votre Majesté, cette procédure provisoire semble convenable au Service Royal et dépendante de l'autorisation royale, car conditionnée par l'urgence des incidents pour lesquels il n'existe pas d'alternative sinon d'appliquer le prompt remède qu'ils demandaient<sup>228</sup>.

Quoique toujours compris en tant que méthode provisoire, les *julgados* ont pris, à partir de 1737, la forme de vrais gouvernements locaux, installés avant la création de Vila Boa et du *Senado da Camara*, fonctionnant comme instrument et *locus* de l'action politique dans les mines de Goiás. Basé sur l'élection de représentants locaux, ce processus a été le premier pas concret vers un ordonnancement plus efficace des intentions politiques de Lisbonne. Comme nous le verrons ailleurs, il a représenté le premier acte d'une stratégie qui a eu d'importantes répercussions tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle.

De son côté, en démontrant une remarquable agilité pendant le court intervalle de temps entre la mort du gouverneur et de l'arrivée de son successeur, Agostinho Pacheco Teles transite avec une grande désinvolture depuis les instances de pouvoir local jusqu'aux lointaines sphères de décisions de Lisbonne. Comme surintendant général des mines, il cherche à préserver le maintien de l'ordre local, le contrôle de l'économie Royale et le domaine des décisions de la justice de seconde instance. C'est sûrement dans cette perspective qu'il justifie auprès du roi sur l'inutilité de création de *vilas* et l'importance de préserver le fonctionnement des *julgados* :

Comme Votre Majesté a été servi d'approuver cette forme d'administration de la justice et l'élection de juges ordinaires, soumis à cette surintendance, il sera inutile pour l'instant de proposer l'établissement de Vilas dans chaque *arraial* [...] puisque [...] aucun d'eux n'est destiné à se perpétuer, en raison de la facilité avec laquelle leurs habitants se déplacent vers d'autres malgré les distances<sup>229</sup>.

Se révélant extrêmement utile durant ce moment d'attente et de transition plein d'incertitudes, la stratégie de création des *julgados* menée par Pacheco Teles semble obtenir promptement l'approbation de la Couronne : en anticipant les

---

<sup>228</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 60.

<sup>229</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 60.

élections de juges ordinaires, le monarque gagnait du temps et, dans le rythme imposé par les conditions du moment, pouvait redéfinir le projet de Lisbonne dans les mines de Goiás.

Les spécificités de cette période dans l'histoire du Goiás, marquée par l'incertitude d'événements inattendus, conduisant notamment à des prises de décisions motivées par l'urgence, ont produit une atmosphère rendant toute interprétation délicate. Ce n'est pas sans raison que Cristina de Cássia Pereira Moraes propose une analyse très originale de la création et de l'installation de la première Vila dans les mines de Goiás<sup>230</sup>. Selon elle, la première Vila aurait été créée par la *Provisão Real* (Décret Royale) de février de 1736 et, ultérieurement, « érigée » *de facto* par le gouverneur Luiz de Assis Mascarenhas en 1739, par le biais de la délimitation d'endroits destinés aux édifices publics.

En contradiction avec les récits des mémorialistes, des chroniqueurs et des voyageurs qui ont écrit sur Goiás en affirmant que la Vila aurait été installée seulement en 1739, l'auteur se base sur un document trouvé au Portugal – dans l'Archive Historique d'Outre-mer – ainsi que sur un fragment des annales de la chambre municipale, daté de 1738 – repéré dans l'archive Frei Simão Dorvi dans la ville de Goiás – qui affirment qu'il y aurait eu des élections pour la composition d'un conseil municipal (chambre municipale), avant l'installation de Vila Boa de Goiás.

Après la transcription des documents cités, Pereira Moares expose de forme éloquente son analyse :

Ces deux documents confirment que le Capitaine Général de São Paulo, D. Luiz de Mascarenhas, venait non seulement démarquer les espaces publics, mais également de rendre effectif ce qui, de fait, était déjà en train d'arriver. La Vila avait été créée en 1736 et érigé en 1739. Fonder la Vila revenait à créer son administration par le biais de la *Camara municipal* (Conseil Municipal) et ainsi l'ériger, parmi d'autres actions, coïncidait avec les actes de délimitation des espaces publics et les ordres pour la construction des édifices publics<sup>231</sup>.

---

<sup>230</sup> Cristina de Cássia Pereira Moraes, *O corpo místico de Cristo - Irmandades e Confrarias na Capitania de Goiás (1736-1808)*. Thèse : Histoire : Université de Lisbonne : 2005.

<sup>231</sup> Cristina de Cássia Pereira Moraes, *O corpo místico de Cristo*, op. cit., p. 50 e 51.

L'hypothèse avancée dans l'œuvre citée semble garder une certaine cohérence. Notamment si on considère l'atmosphère opaque qui caractérise la période, définie par l'absence d'une transparence objective qu'on peut trouver dans d'autres situations dont les événements sont classés chronologiquement, comme cela arrive dans la majorité des cas de fondation de *vilas* au sein de l'Empire portugais.

Néanmoins, nous estimons indispensables de donner quelques éclaircissements avec pour seule intention de contribuer à une meilleure compréhension du processus de fondation de la première Vila dans Goiás. En premier lieu, nous affirmons que l'existence d'un conseil municipal, c'est-à-dire d'un *Senado da Camara* dans l'*arraial* de Sant'Anna, n'est pas du tout concevable avant le moment d'installation de Vila Boa en 1739. Et ceci même s'il est possible de constater la réalisation antérieure d'élections pour le choix de juges ordinaires dans quelques *arraiais* des mines du Goiás.

Deuxièmement, l'ordre du monarque pour la création d'une Vila dans les mines de Goiás, matérialisé par la décision de 1736, n'institue pas mécaniquement le fonctionnement d'un *Senado da Camara*, dont la création implique la mise en scène d'un cérémonial très spécifique sous l'autorité et en présence du gouverneur de la Capitainerie. Cette démarche n'a pas été suivie par le comte de Sarzedas lors de sa visite à Goiás, pendant le premier semestre de 1737, ce qui a donné naissance à un scénario très particulier : au milieu des conflits et de l'instabilité des relations locales, émerge un moment intermédiaire de transition, un temps d'attente, entre le décès du gouverneur et la fondation de Vila Boa, intervalle de temps qui offre la possibilité de l'inscription de nouveaux codes de pouvoir dans le jeu politique des mines.

Selon notre point de vue, l'examen de cette conjoncture ne doit pas se limiter aux preuves apportées par les étapes reproduites dans des cérémonies officielles qui caractérisent l'élargissement du pouvoir royal à travers la fondation d'une Vila. Dans le cas spécifique des mines de Goiás, il est indispensable de chercher à comprendre ce qui s'est passé pendant cet intervalle de temps, ce moment de transition, ce temps d'attente, entre l'ordre manifeste du roi et la création effective de Vila Boa. Donc, comme nous rappelle Laurent Vidal, « ne croyons pas que les temps d'attente sont forcément des temps d'immobilité, ils peuvent être des moments de

précipitation »<sup>232</sup> : la mort du gouverneur de la Capitainerie de São Paulo ne provoqua aucune espèce de paralysie dans les activités dirigées par la Couronne, moins encore un vide institutionnel. Au contraire, une nouvelle dynamique, basée sur la création de *julgados*, nous suggère une lecture qui recèle d'autres possibilités, permettant le choix d'autres stratégies, redéfinissant la manière dont on peut interpréter ou réinterpréter les actes concernant la création de la première Vila dans les mines de Goiás.

Après la décision du monarque, en février 1736, d'envoyer António Luís de Távora choisir un endroit propice à la fondation d'une *vila*, un intervalle de temps se passe jusqu'à son départ, alors que le gouverneur ne se rend aux mines qu'à la fin de l'année. Comme nous l'avons vu, à son arrivée, le gouverneur de São Paulo ne fonde pas tout de suite la Vila, mais réserve la priorité à la résolution des problèmes liés au recouvrement du *quinto* et, ensuite, aux questions de la définition des limites entre les Capitaineries. Il préparait probablement le terrain pour une réalisation de la cérémonie de création de la première *vila* dans une atmosphère plus calme.

Cependant, conscient de la grande étendue géographique des mines, dont les distances entre les centres miniers impliquaient une structure administrative bien plus complexe, il a choisi l'institution de *julgados* dans les arraiais où on ne prévoyait pas la fondation d'une Vila, laissant le surintendant général Agostinho Pacheco Teles responsable de cette initiative. Néanmoins, le comte de Sarzedas meurt avant de conclure ses projets. Du point de vue des fonctionnaires de la Couronne, privés de l'institution qui leur fournirait un contrôle efficace sur le champ politique des mines de Goiás, un temps d'attente s'installe, marqué par une espèce de rupture momentanée avec le projet conçu initialement.

Dans ce contexte, il ne fait aucun doute qu'António Luís de Távora a laissé son projet inachevé et n'a pas fondé la première Vila dans Goiás, par manque de temps vraisemblablement. Ceci nous est d'ailleurs confirmé par son propre successeur au gouvernement de la Capitainerie de São Paulo. En 1752, Luis de Assis Mascarenhas sollicite auprès du roi du Portugal José I une rémunération spéciale pour la création de Vila Boa, et affirme avoir exécuté tous les ordres « dirigés au

---

<sup>232</sup> Laurent Vidal, *Mazagão : la ville que traversa l'Atlantique - Du Maroc à l'Amazonie (1769-1783)*, Paris : Flammarion, 2005, p. 254.

comte de Sarzedas pour la création d'une Vila dans le Goyas »<sup>233</sup>. Malgré le voyage réalisé par le comte, son initiative « ne s'est pas effectivement réalisée », parce que « la mort lui a volé cette inestimable gloire ». Néanmoins, le roi a autorisé la « grâce » de « douze mille *cruzados* à ses héritiers »<sup>234</sup>. Effectivement, le gouverneur Luiz de Mascarenhas affirme être lui-même le fondateur de la Vila que Sarzedas n'avait pas réellement créée.

Par ailleurs, si Vila Boa de Goiás et le *Senado da Camara* n'ont pas été fondés par le gouverneur Antônio Luís de Távora, cela n'élimine pas la possibilité qu'il y ait eu des élections pour choisir des juges ordinaires, responsables de la justice en première instance et de l'administration des *arraiais*. Donc, les évidences qui décrivent l'existence de *concelhos* et des réunions périodiques réalisées par les élus, ainsi que leurs décisions concernant les problèmes urbains, ne constituent que des confirmations quant au fait que la détermination du gouverneur a été suivie scrupuleusement par le surintendant général.

Ainsi, toujours durant le premier semestre de 1737, en mettant en pratique les plans définis par le gouverneur, Agostinho Pacheco Teles procède aux élections dans les mines de São Félix, dans les *arraiais* de la région appelée Terras Novas et dans les mines de Tocantins. Il est important de noter qu'il n'y a pas eu simplement de désignations directes pour les postes de juges ordinaires, mais une procédure électorale qui pourvoit les postes pour une période de trois ans<sup>235</sup>. Le

---

<sup>233</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 7, D. 549.

<sup>234</sup> *Ibid.*

<sup>235</sup> Les élections réalisées dans les *Julgados* étaient organisées par les mêmes règles que celles des processus électoraux municipaux, qui avaient lieu tous les trois ans. Cette élection était appelée *election de pelouros* et le mandat des officiers choisis avait une durée d'une année. Tout d'abord, le peuple et les élites locales élisent secrètement six personnes qui, de leur côté, choisissent les futurs officiers. Ensuite, ils étaient séparés deux par deux afin d'élaborer les listes avec les noms de ceux qui doivent occuper les principales charges de la chambre (*câmara*) pendant les trois années prochaines. Chaque groupe de deux indique, pour chaque année, une *câmara* (juges ordinaires, *vereadores* – les conseillers – et procureur). Puis, le juge de l'élection conférait les listes (à Goiás, dans le cas des *Julgados*, le juge était le surintendant général). Les élus étaient ceux qui recevaient le plus grand nombre de votes. Alors, trois listes sont élaborées pour les juges, trois listes pour les *vereadores* et trois listes pour les procureurs. Chaque liste correspond à une des trois années suivantes. Tous les noms et charges étaient enregistrés dans une *pauta* (liste) et mis par la suite dans des *pelouros*. Les *pelouros*, qui donnaient son nom à l'élection (*eleição dos pelouros*), étaient des boules de cire dans lesquelles on mettait les noms des élus, en fonctionnant avec une attestation par timbre qui donne la garantie de la légitimité du processus électoral. Il y avait alors trois *pelouros* pour les juges, trois pour les *vereadores* et trois pour les procureurs. Les *pelouros* étaient mis dans un sac avec des répartitions pour chaque charge. La *pauta* (listes), signé et renfermé, était mis dans le même sac et déposé dans un coffre avec trois clés. Les clés étaient mises sous la protection des *vereadores* en exercice. Les élus choisis chaque



surintendant général lui-même affirme que, après les élections réalisées, il a pris avec lui :

les *pautas* (listes avec les noms des élus) pour, grâce à elles, au cours des deux années suivantes, choisir ceux qui devront servir de juges ordinaires pour ne pas avoir *arca do Conselho* (coffre municipal) où se gardent les *pillouros* (l'ensemble de listes). À la fin de l'année 1737, une fois terminés les premiers mandats, j'ai retiré d'autres listes pour la présente année de 1738, en faisant expédier des lettres de Confirmation à ceux ayant prêté serment pour les servir<sup>236</sup>.

S'agissant de mécanismes palliatifs et en l'absence de structures administratives plus complexes, l'institution de *julgados* à Goiás était fondée sur l'expectative future de création de Vilas : « pendant le temps que Votre Majesté n'ordonne pas créer des Vila s dans tous les peuplements qu'on appelle *arraiais* ». Comme l'objectif du comte de Sarzedas était de fonder une première Vila dans les proximités d'un des *arraiais*, le choix d'un site propice pour sa fondation était une étape très importante. Ce choix, Sarzedas ne l'a pas fait non plus, laissant ouverte la définition de l'endroit au sein duquel elle serait installée.

Surpris par la mort du comte et en attendant l'entrée en service du nouveau gouverneur, le surintendant général n'a pas donné suite à la procédure électorale dans trois *arraiais* qu'il jugeait dans des conditions appropriées pour l'installation d'une première Vila. C'est lui-même qui, en 1738, explique cette décision au roi :

Comme le Gouverneur est décédé dans le Tocantins le 29 août de l'an dernier [...] [et comme] il était revenu des Mines de São Félix, j'ai pris la décision, en passant par Meya Ponte, de ne pas y faire l'élection de telles juges, ni à Sta Anna ni à Crichás, parce qu'on pouvait donner de meilleures résultats en attendant la détermination du Nouveau Gouverneur Gomes Freire de Andrade<sup>237</sup>.

---

année étaient notifiés et chacun devait solliciter auprès des autorités judiciaires sa Lettre de Confirmation, sans laquelle il ne pouvait pas prendre fonction dans le poste pour lequel il avait été élu. Cf. Antônio Cesar de Almeida Santos et Rosângela Maria F. dos Santos (Dir.), *Eleições da Câmara Municipal de Curitiba (1748 a 1827)*, Monumenta, Curitiba : Aos Quatro Ventos, 2003.

<sup>236</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 3, D. 225.

<sup>237</sup> *Ibid.*

A ses risques et périls, Agostinho Pacheco Teles sélectionnait de probables sites pour la future installation de la première Vila. Mais la pause imposée par la disparition du comte de Sarzedas a été interrompu dès l'arrivée du nouveau gouverneur Gomes Freire de Andrade. Alors, celui-ci encourage le surintendant général, par lettre du 18 février 1738 qui ordonnait la réalisation d'élections dans les *arraiais* de Sant'Anna, Meia Ponte et Crixás. Selon les mots de Pacheco Teles :

Celui-ci [Gomes Freire de Andrade] m'informe par lettre du 18 février, reçue le 27 avril suivant, que je dois procéder à la dite élection des juges aussi bien dans les référés *arraiais* de Meia Ponte, que dans ceux de Santanna et Crixás, et de rendre compte à Votre Majesté ; Ainsi je le ferai dès mon départ de cet *arraial* de Santanna, pour aller à celui de Crixás<sup>238</sup>.

Pourtant, en dépit de l'ordre transmis par Gomes Freire de Andrade, le surintendant général ne respecte pas totalement l'orientation reçue. Plus tard, dans une autre lettre adressée au monarque, datée d'octobre 1739, il clarifie les procédures qu'il a adoptées spécifiquement en relation aux élections dans ces trois *arraiais*.

[...] le Gouverneur et Capitaine Général Gomes Freire de Andrada, dit-il, quand il a succédé à ce gouvernement, il a trouvé important la réalisation des élections et il m'a conseillé de continuer, dans sa lettre de février de la dite année [...] et procédant à l'élection de juges ordinaires dans les Mines de Crixás, comme je l'avais fait dans les autres *arraiais*, ceux de Sta. Anna, et celui de Meyaponte, restaient sans [juges ordinaires] parce qu'on attendrait le nouveau gouverneur pour créer la Vila dans l'un d'entre eux ; est arrivé l'actuel [gouverneur] Luis Mascarenhas, et comme il a décidé de la fonder dans les environs de cet *arraial* de Sta Anna [...] avec le nom de Va. Boa, il m'a recommandé de procéder à l'élection de juges ordinaires dans l'*Arraial* de Meyaponte, comme je l'ai fait avant de procéder à celle des juges ordinaires, de vereadores (conseillers) et de procureur pour cette Vila <sup>239</sup>.

---

<sup>238</sup> *Ibid.*

<sup>239</sup> *Ibid.* Dans les Ordinations Philippines, sont considérés comme des *vereadores* (*conseillers*) les membres du *Senado da Câmara*, la Curie ou l'Assemblée de la municipalité, qui les représentent et qui administrent leurs revenus. Selon le Régiment royal du 30 juillet 1591, cette corporation a été aussi appelé *Communa*, *Concelho* et *Mesa de vereação*. Le mot *vereador* vient du verbe *verear*, contraction de vérifier, c'est-à-dire garder sur la bonne police du lieu, régir et gouverner le bien public. L'expression *Camara* ou *Senado da Camara* signifie la réunion des *veradores* et aussi l'édifice lui-même où ils se rassemblent. La corporation des *vereadores* s'appelle également Municipalité. Des fois, dans les

Comme nous le voyons, il semble clair qu'il n'y a pas eu d'élections de juges ordinaires à Vila Boa avec les mêmes méthodes utilisées dans les autres *arraiais*. Par ailleurs, la première Vila n'a pas été créée dans les mines de Goiás avant l'arrivée d'Assis Mascarenhas, les *arraiais* de Sant'Anna et de Meia Ponte étant réservés comme de probables sites pour son installation. Une autre lettre du même surintendant général, cette fois adressée aux juges ordinaires élus dans les mines du Tocantins, en septembre 1739, confirme la stratégie adoptée par la Couronne pour la création de *Jjulgados* et la réalisation tardive d'élections à Sant'Anna et à Meia Ponte. Au milieu d'une polémique concernant le pouvoir des autorités élus dans les *arraiais* avant la création de Vila Boa, Pacheco Teles rappelle que

aux mêmes juges ordinaires appartiennent toute la juridiction et l'administration des revenus publiques et du bon Régime de ce pays, puisque ces juges ordinaires ont la juridiction ordinaire sur tout leur district, parce qu'ils ont été nommés par le moyen d'élections dans la forme de la loi avec ma propre sentence et ils ont des lettres de confirmation (cartas de Uzanssa e confirmação) expédiés en mon propre nom en tant que Corregidor de la Capitainerie (Corregedor da Comarca) d'après les mêmes lois qui ont également désigné les juges ordinaires de cette Vila <sup>240</sup>.

Tout de suite après, le surintendant général révèle l'ordre chronologique des élections qu'il a lui-même coordonnées :

Autant les juges ordinaires de Crichás, de Meia ponte, de São Felix et des Terras Novas et de leurs districts, comme vous dans ces Mines de Tocantins, tous ont été élus les premiers

---

anciennes lois portugaises, cette corporation a été nommée Congrès du peuple et *Vereação*, bien que cette dernière expression signifie également l'office ou le poste de *Vereador* (conseiller municipal) et les conférences qu'ils réalisent entre eux, ainsi que les décisions qu'ils prennent lorsqu'ils se sont réunis. Cf. Fernando Lobo Lemes, *A oeste do império – dinâmica da câmara municipal na última periferia colonial: Um estudo das relações de poder nas Minas e Capitania de Goiás (1770-1804)*, Master : Histoire : Goiânia : UFG : 2005 et ORDENAÇÕES FILIPINAS, livro I, título LXVI, in Reprodução "fac-símile" da edição de Candido Mendes de Almeida, Rio de Janeiro, 1870, Lisboa : Fundação Calouste Gulbenkian, 1990.

<sup>240</sup> *Ibid.*

que cette Vila [Vila Boa] pour la bonne administration de la justice des Peuples de ces Mines<sup>241</sup>.

### 2.3.3 La commercialisation des offices publics

Malgré cette longue procédure de gestation de Vila Boa, installée seulement après l'élection de juges ordinaires et la création des *julgados*, la commercialisation des charges et des offices par la Couronne n'a pas été empêchée. Avant même l'établissement de la première Vila dans les mines de Goiás, Lisbonne faisait entrer des ressources financières dans les coffres-forts de la *Fazenda Real* provenant de la vente de postes, de charges et même des grâces et privilèges accordés par le monarque<sup>242</sup>.

C'est le cas, par exemple, de Miguel Carlos. En alléguant avoir les qualités exigées pour le poste, il demande au monarque sa nomination pour l'office de greffier de la chambre et *almotaçaria*<sup>243</sup> dans les mines de Goiás, anticipant l'installation officielle de Vila Boa. Pure coïncidence, il écrit sa demande en février 1738, juste après que le gouverneur Gomes Freire de Andrade décide la réalisation d'élections dans les *arraiais* de Crixás, de Sant'Anna et Meia Ponte. Le premier mars 1738, le Conseil d'Outre-mer envoie au roi un avis à propos de la sollicitation de Miguel Carlos :

---

<sup>241</sup> *Ibid.*

<sup>242</sup> La commercialisation de charges de nomination exclusive de la Couronne était la conséquence des formes d'administration implantées au Brésil, qui révèlent la pratique d'un mécanisme très particulier, associant des intérêts sociaux et des pouvoirs administratifs : la nomination de personnes à certains postes s'accompagne d'une logique liée à la vénalité des offices publics par la monarchie portugaise. Auparavant, la vente de charges par la Couronne était interdite, avant qu'un décret royal du 18 mai 1722 établisse que les nouvelles charges publiques soient confiées à des individus qui avaient fait un don aux Finances Royales. En fait, une telle pratique se manifestait sous la forme de service rendu en contrepartie d'une faveur ou d'une grâce du monarque, à l'intérieur d'un réseau de bénéfices, relaté précédemment. Plus tard, à partir de 1740, le régime du don a été élargi à toutes les charges et offices. Cf. António Manuel Hespanha, *A constituição do Império português. Revisão de alguns enviesamentos correntes*, *op. cit.* p. 183.

<sup>243</sup> Le mot *almotaçaria* est utilisé depuis la période médiévale, tant dans son sens général que dans son sens particulier, pour désigner l'institution, les attributions et les activités liées à l'*almotacé* et, plus tard, au Senado da Câmara, en ce qui concerne l'approvisionnement des villes. *Almotazar* consistait à fiscaliser le commerce, garantissant que tous puissent avoir accès aux aliments se trouvant sur le marché, rationnant ou fixant les prix si nécessaire. C'est ce sens qu'il est resté jusqu'au XIXe siècle, quand l'*almotaçaria* était compris comme désignant quelques espèces ou types de tarification de prix. Pour en savoir plus, Magnus Roberto de Mello Pereira, *Almuthasib – Considerações sobre o direito de almotaçaria nas cidades de Portugal e suas colônias*, *Revista Brasileira de História*, 2001, numéro 42, p. 365-395.

Dit Miguel Carlos que pour la Vila nouvellement créée dans les Mines du Goyaz, il va falloir pourvoir l'Office de Greffier de la Chambre (*Camara*) et Almotaçaria ; Et parce que le demandeur est une personne suffisamment intelligente pour occuper ce poste comme le prouve cette attestation jointe des Greffiers de la Justice, veuillez Votre Majesté passer une autorisation pour qu'il puisse servir les dites fonctions pour le temps d'une année<sup>244</sup>.

Intéressé aux revenus provenant de la vente du poste de greffier du *Senado da Camara*, alors que la fonction n'existait pas encore, le Conseil d'Outre-mer approuve sa nomination : « À Miguel Carlos est concédé la Provision pour servir pour une durée d'un an le poste de Greffier de la Chambre et Almotaçaria de la Vila nouvellement créée dans les Mines du Goyaz, et il devra payer les nouveaux droits concernant cette même office ». De fait, le 17 mars 1738, le monarque autorise la nomination de Miguel Carlos à ce poste<sup>245</sup>. Comme ce fut la première fois que la démarche liée aux recouvrements des droits provenant de la commercialisation des offices publics était accordée dans les mines de Goiás, les valeurs fixées initialement étaient encore méconnues et dépendaient d'une évaluation future. En revanche, pour faire payer les nouveaux droits devant l'absence d'un prix ajusté préalablement, Lisbonne sollicite, le 16 avril 1738, auprès de l'*ouvidor* et au surintendant général des mines de Goiás, une évaluation des différentes offices en fonction du recouvrement des nouveaux droits correspondants<sup>246</sup>.

Nous voyons ainsi que les acteurs de l'époque avaient conscience que la première Vila n'existait pas encore. Cependant, la vie se déroulait dans une atmosphère d'anticipation, en attente du gouverneur qui devrait continuer l'installation des structures administratives locales. Dans la sollicitation adressée au roi de Portugal, Miguel Carlos affirme que, pour la Vila « nouvellement créée » (terme très utilisé dans les documents), « il va falloir pourvoir » (termes qui se rapporte au futur) à l'« Office de Greffier de la Chambre et Almotaçaria ». Nous comprenons ainsi que pendant la période qui a précédé la création de Vila Boa, dans la foulée des actions déclenchées par le comte de Sazedas, les affaires et les accords concernant l'occupation des charges officielles avançaient à grands pas. En plus, très

---

<sup>244</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 40.

<sup>245</sup> *Ibid.*

<sup>246</sup> *Ibid.*

certainement, les protagonistes des transactions en jeu prenaient en considération une autre particularité : la morosité des décisions administratives et les longues distances typiques aux grands espaces soumis au gouvernement et à la bureaucratie de l'Empire portugais. Entre la sollicitation faite au monarque, son appréciation par le Conseil d'Outre-mer et l'entrée en fonction effective, beaucoup de temps était nécessaire. Il fallait donc anticiper.

Curieusement, le 11 octobre 1739, les membres du Conseil d'Outre-mer, recevant une nouvelle demande du même Miguel Carlos, renouvellent sa nomination au même poste. En fait, comme la dernière autorisation royale avait été émise en 1738, pour qu'il occupe ce poste une première fois au début du fonctionnement du *Senado da Camara* (juillet 1739), Miguel Carlos prétendait renouveler sa nomination et garantir sa permanence à ce poste à partir du second semestre 1740.

Comme la sollicitation de Miguel Carlos faisait référence spécifiquement au poste de Greffier du *Senado da Camara* dans une Vila qui serait installée dans un futur proche, la lecture d'un autre document important semble clarifier l'épisode. Un certificat, daté du 28 septembre 1739, émis par le surintendant général des mines, atteste de sa réussite au poste occupé à la chambre (cela veut dire : au *Senado da Camara*) de Vila Boa de Goiás, juste après la création de celle-ci par le gouverneur Luiz de Mascarenhas :

Je certifie que Miguel Carlos, greffier de la *Camara* et Almotaçaria de cette Vila Boa de Goyáz par provision de Votre Majesté et également du Capitaine Général de cette Capitainerie est en train de servir dans les occupations cités avec toute l'attention et l'exactitude dû service Royale. [...] Par conséquent il mérite toute la faveur de Votre Majesté<sup>247</sup>.

De fait, nous trouvons le document ci-dessus en annexe d'une requête au roi. Le contenu sollicitait une autorisation royale afin qu'il puisse continuer à exercer le même métier à Vila Boa de Goiás. Il est analysé par le Conseil d'Outre-mer le 1<sup>er</sup> février 1741. Immédiatement après avoir terminé sa première année au poste de greffier du *Senado da Camara* de Vila Boa, au mois d'août 1740, Miguel Carlos sollicitait déjà auprès du monarque le renouvellement de son droit pour l'année

---

<sup>247</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 2, D. 124.

suivante. La réponse du Conseil d’Outre-mer n’a pas tardé : « À Miguel Carlos est concédé la Provision à fin de servir pour la durée d’un an dans les métiers de Greffier de la Chambre et de l’Almotaçaria de Villa Boa de Goyaz, et à payer le nouveau droit concernant le même office »<sup>248</sup>.

Tout cela nous amène à une conclusion. Bien que sa première plainte dirigée au monarque ait été reçue en 1738, Miguel Carlos a pris son poste de greffier seulement après l’installation officielle de Vila Boa de Goiás, en juin 1739, ayant été ensuite réinvesti pendant les années 1740 et 1741. Ceci signifie que la simple existence d’une demande pour l’achat d’un poste municipal et la décision d’une autorisation royale avant la date de création et d’installation de Vila Boa de Goiás, ne doit pas nous induire à conclure que la Vila existait déjà, ou qu’il y avait des élections afin de pourvoir les postes administratifs municipaux.

Un cas semblable à celui de Miguel Carlos reste celui de Diogo Jozé Pereira, cité par Cristina de Cássia Pereira Moraes comme preuve de l’existence préalable des élections pour la composition d’un conseil municipal (*concelho municipal*) durant l’année 1738. Afin de justifier le besoin des charges de son intérêt, Jozé Pereira allègue que la Vila aurait déjà été créée et que quelques postes avaient été déjà pourvus. Mais le texte du document du Conseil d’Outre-mer est révélateur :

Diogo Joze Pereira assure qu’il a la nouvelle qu’à travers ces tribunaux ont été pourvus les Offices de greffier de la Chambre, Almotaçaria, Orphelins et Sesmarias pour les [mines de] Guayazes, parce que la Villa se trouve déjà créée à présent, en 1738, et que les postes de Greffier de la Correyção, Surintendance et Notaire se trouvent pourvus; parce qu’ils existent nécessairement les Offices cités, on a besoin de ceux d’Enqueredor, distributeur et Compteur, qui doivent être pourvus par ces tribunaux; le demandeur possède les compétences nécessaires pour l’exercice de l’Office demandé.<sup>249</sup>

Dans les interlignes de ce texte, on peut discerner que Joze Pereira a pris connaissance ou a été informé du fait que le Conseil d’Outre-mer procédait au recrutement (la commercialisation proprement dit) de postes administratifs pour la Vila dans les mines de Goiás qui, *selon la nouvelle*, avait déjà été créée. Sa demande

---

<sup>248</sup> *Ibid.*

<sup>249</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 81.

nous apprend que ces postes étaient négociés par le Conseil et, dans ce contexte, il insiste sur le besoin de pourvoir le poste qui lui intéresse, déclarant posséder les qualités requises. Très probablement, les postes de notaire de la chambre et de l'*almotaçaria*, auxquels il fait référence, sont ceux qui ont été objet de la grâce du monarque envers Carlos Miguel<sup>250</sup>.

En ce qui concerne la commercialisation de charges municipales, nous voyons, encore une fois, l'anticipation des actes administratifs de la part du Conseil d'Outre-mer. Durant la séquence du 25 juin 1738, en réponse à sa pétition, Diogo Joze Pereira est gratifié d'une autorisation pour servir « la durée d'un an le Poste de Enqueredor, de distributeur et de Comptable de la Vila des Guayaz ». En échange, il doit payer le nouveau droit à la Couronne<sup>251</sup>. Il faut remarquer que la référence la plus proche qui confirme sa présence dans l'exercice d'un poste dans les mines de Goiás est un certificat expédié pour le gouverneur Assis Mascarenhas, dans lequel il juge Joze Pereira digne de recevoir n'importe quelle grâce de la part du monarque. Ce certificat a été enregistré à Vila Boa de Goiás, le 28 septembre 1739 (donc trois mois après sa fondation officielle par Luiz de Mascarenhas) et annexé à un procès de 1740, dans lequel il sollicite au roi le renouvellement de sa nomination<sup>252</sup>.

Par rapport à la réalisation d'élections dans les mines de Goiás, il faut encore considérer un autre aspect, toujours reconnu par les contemporains : les postes occupés par suffrage, avant la création de Vila Boa en 1739, et en particulier ceux de juges ordinaires, ne formalisent pas l'institution ou l'existence d'un *Senado da Camara*, comme ce sera le cas après l'institution de Vila Boa. Dans le monde des *arraiais*, la nature incomplète des chambres municipales était toujours une raison pour demander au monarque le statut de Vila, avec tous les avantages qu'une telle désignation pouvait impliquer. C'est ce que prétendaient, par exemple, les représentants du *julgado* de Meia Ponte, quarante ans après la première élection

---

<sup>250</sup> D'autre part, il est important de rappeler que de tous les postes mentionnés dans la demande de Joze Pereira, bien que toujours exercés dans la sphère du pouvoir municipal, aucun d'entre eux est soumis à un processus électoral. Ce sont, essentiellement, des positions dans l'univers de la vénalité des charges de l'Empire portugais, mises à la disposition de particuliers, avec l'intention de nourrir et d'élargir les sources de recettes de la Couronne. En d'autres mots, aucune relation ne peut être établie entre la vente de telles charges publiques et l'existence d'élections qui caractérisent les Vilas portugaises en Amérique.

<sup>251</sup> *Ibid.*

<sup>252</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 2, D. 112.



réalisée sous le contrôle d'Agostinho Pacheco Teles. Essayant de sensibiliser le monarque, en janvier 1779, ils affirment que :

Depuis quarante ans ce territoire nommé Meia Ponte a été transformé en *Julgado* à travers l'élection d'un *Concelho* (Conseil) du quel nous, les suppliants, sommes les présidents. Le titre de *Julgado* a été confirmé par lettre du Conseil d'Outre-mer daté de 31 octobre 1739. Mais jusqu'au présent nous n'avons pas encore reçu le titre de Vila avec Chambre entière (*Camara inteira*). Cette situation nous empêche de profiter des prérogatives et des libertés, qui sont inséparables de quelque Vila renommé dans toute la région des mines d'or, ayant ce même Conseil les vertus et le mérite nécessaires pour recevoir le privilège [de devenir une Vila ] par plusieurs et justifiés raisons<sup>253</sup>.

Ce que nous voulons souligner dans cette lettre est justement l'intention de ses auteurs : dans les *arraiais* qui conservaient le statut de *Julgado*, les conseils locaux (*concelhos*) sont appréhendés à partir de la notion de « chambres incomplètes » (*Camaras incompletas*) ou de « demi-chambre » (*meia – Camara*), sans les avantages et les privilèges d'une « chambre entière ou complète » (*Camara inteira ou completa*), avec des *vereadores*, juges ordinaires, procureurs et un budget annuel, comme cela survient lors de la fondation d'une Vila. Quarante ans plus tard, les présidents du *concelho* de Meia Ponte gouvernaient encore à partir d'une structure administrative locale basée sur une *Camara* incomplète. Effectivement, pendant tout le XVIIIe siècle, seule une Vila et une « chambre complète » a été constituée sur l'ensemble du territoire des mines de Goiás : respectivement, Vila Boa de Goiás et le *Senado da Camara* créée en 1739, à l'initiative de Assis Mascarenhas, alors gouverneur et capitaine général de la Capitainerie de São Paulo.

Notre point de vue est donc que la première Vila des mines de Goiás, n'a pas été créée en 1736 à travers une décision royale, ni même érigée ou installée partiellement en 1739 par des prescriptions du gouverneur de la Capitainerie de São Paulo. Entre l'ordre royal pour la création de la première Vila et son installation effective accompagnée par l'institution du *Senado da Câmara*, il y a eu un intervalle de temps. Du coup, un temps d'attente s'est installé dans les mines du Goiás, très loin cependant d'un cadre marqué par l'immobilité. Au contraire, dans ce scénario obscur et imprévisible, c'est surtout la précipitation et l'anticipation qui ont déterminé les

---

<sup>253</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 31, D. 1961.

choix et les décisions, définissant ainsi les encres et les couleurs du tableau politique et administratif dans les mines de Goiás.

Ce temps intermédiaire nous invite à réfléchir « entre et à travers les signes visibles » qui entourent les événements, en évitant une lecture qui leur donne une image statique, en les dissociant de leur nature provisoire et pleine d'incertitudes. Donc, « il faut tenir compte plus précisément des situations intermédiaires, des entre-deux », afin de dévoiler ces temps flottants, de mouvements incessants et inattendus. Passage dans le temps et dans l'espace qui renvoie à des moments de mutation, des temps incertains, parfois lents, anticipant des périodes denses, faites de redécouvertes qui exigent de nouvelles lectures et interprétations<sup>254</sup>.

En outre, c'est autour du prisme de l'interaction entre les acteurs et les protagonistes que nous devons avancer parmi les pistes laissées par les hommes qui ont vécu dans les mines de Goiás. Interactions particulières dans lesquelles se projettent, avec toute la force et l'intensité, de nouveaux arrangements et combinaisons politiques, introduisant de nouvelles trames, comme si les pièces sur l'échiquier pouvaient être réorganisées en fonction d'un résultat différent.

C'est ainsi qu'entre l'ordre du roi du Portugal de fonder une première *vila* à Goiás, en février 1736, le décès du comte de Sarzedas, en août 1737, et l'arrivée du gouverneur Luiz de Assis Mascarenhas, en juin 1739, une toile au fond de ce scénario complexe se tisse. A travers celle-ci, nous pouvons observer des situations intermédiaires, faites de décisions et d'attitudes de nature provisoire : la création de *julgados* comme solution alternative à la création de Vila s ; l'élection de juges ordinaires et d'autorités locales avant l'installation du *Senado da Camara* ; ou l'achat et la vente de charges administratives et d'offices municipaux peu avant l'installation de Vila Boa de Goiás. Derrière les événements datés et visibles, confirmés et réitérés par les plumes des chroniqueurs qui racontent l'histoire des mines du Goiás, nous voyons se dégager des événements intermédiaires, qui dévoilent des interactions et des adaptations, dont la trame des intérêts tissés produisent de nouveaux arrangements, des compositions et des recompositions politiques et institutionnelles.

---

<sup>254</sup> Laurent Vidal, *Os trilhos da história do Brasil urbano...*, *op. cit.*, p. 81.

En effet, si nous avons pris comme point de départ la conjoncture critique du début du siècle et les anomalies apparentes sur la surface des événements – le sable dans les engrenages – nous avons vu, ensuite, l'émergence d'une certaine cohérence immergée dans un milieu de rivalités et d'antagonismes. De la naissance des rapports de force à la définition du champ politique, nous avons poursuivi une logique qui oriente la trame des pouvoirs installée dans les mines de Goiás. Entre les anomalies et les règles, c'est un nouveau champ qui s'ouvre avec de vastes possibilités. Grâce à la distribution inégale du pouvoir et les actes stratégiques mis en scène par la Couronne, les intentions et le projet du monarque prennent, peu à peu, la prééminence sur le champ politique des mines de Goiás.

# **LE CHAMP POLITIQUE DE LA VILLE**

---

## **PARTIE 2**

# Chapitre 3

---

## GOIÁS DANS LE PROJET GÉOPOLITIQUE DE LISBONNE (1739-1751)

### Plan du Chapitre

- 3.1 La création de Vila Boa et du Senado da Camara
- 3.2 Le projet politique de Lisbonne
- 3.3 La mise en scène d'un nouveau pouvoir
- 3.4 L'organisation du Senado da Camara
- 3.5 Le Senado da Camara et la représentation populaire
- 3.6 La création du prélat et de la Capitainerie de Goiás
- 3.7 Le chemin de Goiás : oxygène pour la région du Mato Grosso
- 3.8 Les mines de Goiás dans la frontière de deux empires
- 3.9 Goiás dans l'architecture géopolitique de l'Amérique

### Résumé du Chapitre

Dans ce troisième chapitre, la création de Vila Boa de Goiás et la mise en scène d'un nouveau pouvoir politique, personnifié par le *Senado da Camara*, apparaît comme une alternative institutionnelle qui réaffirme les possibilités de profits et d'avantages pour la Couronne et, dans le même temps, pour les élites locales. Ce fait renforce les instruments de contrôle à travers l'implémentation des appareils juridiques et administratifs et modifie la nature des relations politiques. Ensuite, la création de la Capitainerie et de la prélature de Goiás donne à Vila Boa le statut de capitale, dont la légitimité est petit-à-petit conquise à travers les actions stratégiques développées par le *Senado da Camara*. L'hypothèse dans ce chapitre est la suivante : la position de Vila Boa dans l'architecture géopolitique de l'Empire nourrit les intérêts portugais à travers deux dimensions essentielles. Tout d'abord, en tant que centre d'une structure fiscale et administrative et, deuxièmement, comme point d'appui stratégique pour l'avance progressive sur la frontière avec les domaines de l'Empire espagnol.

### 3.1 La création de Vila Boa et du Senado da Camara

L'action du gouverneur de São Paulo durant l'application de l'ordre du monarque consistant à fonder la première Vila, introduit de nouvelles pratiques dans les alliances établies au sein des mines de Goiás, s'ajoutant à la structure administrative implantée par la Couronne tout le poids et l'importance du *Senado da Camara*. Ainsi, devant un cadre politique d'instabilité, après un séjour de quinze jours à Meia Ponte, Luiz de Mascarenhas arrive à l'*arraial* de Sant'Anna, le 5 juillet 1739<sup>255</sup>. Respectant la préférence de l'ex-gouverneur, le Comte de Sarzedas<sup>256</sup>, il choisit les environs de Sant'Anna pour la fondation de la première Vila.

D'après un protocole commun à l'acte de fondation et en même temps suivant son intuition personnelle, il commence les premières démarches pour la constitution du *Senado da Camara*, avec la nomination de fonctionnaires municipaux<sup>257</sup>. Consciente des antagonismes et des rivalités existantes, il cherche à établir une distribution équitable des postes entre les groupes politiques locaux<sup>258</sup>. Certainement, son initiative a pour objectif d'attirer des collaborateurs, cooptant des chefs politiques, investissant dans des alliances et des partenariats, au moyen de la nomination de personnes appartenant à des groupes hétérogènes aux postes du

---

<sup>255</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 10, D. 649.

<sup>256</sup> Le surintendant général, Agostinho Pacheco Teles, dans sa suggestion au monarque quant à sa préférence pour le site destiné à l'installation de la première Vila, révèle que l'option prise en 173, par le gouverneur de São Paulo n'était pas l'*arraial* de Meia Ponte. À son avis, « l'endroit le plus approprié pour cela, au contraire de l'inclination du dit gouverneur Comte de Sarzedas, m'a toujours semblé, et semble encore Meyaponte, qui a un climat plus sain et de meilleurs eaux, ainsi qu'une meilleure position, dans un environnement plus confortable pour tous les peuples de ces Mines ». AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 60.

<sup>257</sup> Comme nous l'avons vu ailleurs, la monarchie portugaise met en scène ses projets politique et économique dans l'espace d'outre-mer en coopération avec des élites locales. Dans le contexte américain et, plus particulièrement, dans les mines de Goiás, elle n'a pas les ressources suffisantes pour conduire une entreprise sur ses seuls moyens. Elle fait donc appel à des partenaires politiques pour réaliser son projet, en utilisant, pour cela, des institutions comme le Senado da câmara.

<sup>258</sup> Conformément à J. M. Pereira de Alencastre, Luís de Assis Mascarenhas choisit António Dias da Silva, originaire de São Paulo, et António Brito Ferreira, noble portugais de la Maison Royale, pour les postes de juges ordinaires. Il nomme également Thomé Gomes Mazagão, originaire de São Paulo et le Portugais António Xavier Garrido pour exercer les fonctions de conseillers municipaux. João Lopes Zedes est nommé procureur et António de Brito Rabelo greffier du *Senado da Camara*. Comme *porta estandarte* royal pour les fêtes et événements organisés par les élites locales, le choix se porte sur Ignácio Dias Paes, un des beaux-fils de Bartolomeu Bueno da Silva. Cf. José Martins Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás, op. cit.*, p. 72. D'après l'opinion de Laurent Vidal, cette concession à la famille du premier pionnier symbolise la fin des pouvoirs extraordinaires du premier surintendant général des mines de Goiás, nommé, à titre honorifique, capitaine-major par Luis de Mascarenhas.

*Senado da Camara*, afin de les encourager à participer directement du projet de la Couronne.

En suivant pas à pas les ordonnances de Lisbonne, le gouverneur initie la seconde partie du rituel décrit dans les instructions envoyées par le roi, en définissant au point central de l'endroit choisi, la place sur laquelle sera installée le Pilori, symbole du double pouvoir de la communauté locale et de la souveraineté du monarque. Convoquant les membres du *Senado da Camara*, la noblesse et le peuple de la Vila, il procède à la cérémonie d'érection du Pilori<sup>259</sup>.

Ensuite, dans le troisième acte de fondation, le gouverneur cherche à définir les lieux des pouvoirs au sein du nouvel espace urbain. Il désigne le lieu de l'église, celui de l'édifice de la *Casa de Camara et Cadeia* (le *Senado da Camara*) et les principaux endroits des institutions publiques, en remodelant le tracé des rues non pas en fonction du local de la chapelle, comme dans l'*arraial*, mais en s'appuyant sur le point de conception le plus important pouvoir politique de la *vila* : le *Senado da Camara*.

Comme nous pouvons le voir, cette cérémonie ne comporte aucun acte aléatoire ou dépourvu de prétention. En inscrivant les symboles d'un pouvoir qui se projette dans le temps et dans l'espace, chaque moment de l'acte de la fondation de la Vila révèle l'intention de Lisbonne de promouvoir une rupture avec le temps des *arraiais*, instituant de nouvelles configurations dans le champ politique des mines de Goiás.

Les solennités et les scènes qui se déploient dans les espaces de la société et des pouvoirs locaux sont l'expression d'une gestuelle qui révèle toute la force des intentions de Lisbonne. En premier lieu, établir une *vila*, c'est chercher à dépasser et oublier l'absence de mécanismes de contrôle, gommer les erreurs et les omissions commises pendant les premiers temps, dans les périodes initiales de l'occupation du territoire. Tracer l'ébauche d'un nouveau plan et de nouveaux bâtiments procède de la même chose que de superposer aux formes précédentes et aux anciens pouvoirs un discours qui promet la consécration de nouvelles habitudes et d'autres intérêts. Cela signifie surtout remplacer l'instabilité et les déplacements qui caractérisent le monde

---

<sup>259</sup> José Maria Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás*, op. cit., p. 72.

des *arraiais*, par la stabilité et l'équilibre imposés par la discipline des pouvoirs urbains de la monarchie.

En second lieu, les scènes qui y prennent place révèlent un acte mythico-religieux qui produit une rupture à l'intérieur de l'espace-temps profane des *arraiais*, en le transformant en un espace-temps sacré de la *vila*. Ainsi, à partir de l'acte de la fondation, le sacré n'est plus limité ou circonscrit seulement à la chapelle, comme cela arrive à l'intérieur de l'*arraial*, mais à tout l'ensemble architectural et politique de la Vila<sup>260</sup>. Par ce geste de création, le pouvoir souverain prétend se superposer au temps contesté des *arraiais*. Il désire à la fois établir la prééminence des intérêts du roi et redéfinir la nature des actions qui caractérisent le projet de Lisbonne dans le champ politique de Goiás.

En troisième lieu, Vila Boa de Goiás, baptisé avec un nom distinct de l'*arraial*, est superposé à l'ancien espace géographique occupé par Sant'Anna, vieux centre administratif de la région. Bien que la population soit initialement la même, l'encadrement de l'espace va changer, se transformer stratégiquement pour exhiber les contours et les dimensions d'un centre urbain qui abrite les nouveaux pouvoirs disciplinaires de la monarchie. Invités spécialement aux cérémonies de définition du nouvel ordre, les habitants devront se conformer à son fonctionnement. Comme si, par un unique acte, ils pouvaient participer à l'invention d'une société placée sous la protection et le contrôle de la Couronne et, en même temps, rejeter la société, les formes et les institutions instables des *arraiais*.

En quatrième lieu, ce sera à partir de l'église et de l'édifice du *Senado da Camara*, les deux pôles magnétiques qui donnent forme à l'espace urbain de la Vila, que vont s'organiser les rues et passages ordonnées par des lignes droites ainsi que les maisons de façades uniformes, à l'opposé des tracés et constructions irréguliers des *arraiais*. Régularité, équilibre et esthétique sont les nouveaux mots d'ordre qui révèlent l'esquisse d'un projet politique signalant l'avènement d'une nouvelle époque, d'une nouvelle société. En reprenant les mots de Laurent Vidal, « C'est en cela que le geste de fondation confère à Vila Boa un véritable statut de 'ville coloniale' –

---

<sup>260</sup> Laurent Vidal, *Sous le masque du colonial*, op. cit., p. 588.



inscription, dans l'espace et dans le temps, du projet défini par la métropole pour la Vila et sa région »<sup>261</sup>.

Dans ce croisement de temporalités, le temps des *arraiais* et le temps de Vila Boa, deux préoccupations guident le projet de Lisbonne dans les mines de Goiás. Tout d'abord, il y a un temps prospectif à maîtriser. Afin de garantir la prééminence des intentions du monarque il faut impérativement établir des connexions favorables dans les relations politiques locales. En second lieu, Il y a un riche territoire à assujettir. Dans les contrées à l'ouest de l'Amérique, le contrôle de la production de l'or doivent être méticuleusement soumis aux plans imposés par la Couronne.

Dans ce sens, nous pouvons affirmer que le projet de Lisbonne est plus qu'un simple concept. Les lignes générales des actions qui illuminent l'acte de la fondation de Vila Boa et l'élargissement structurel qui découle de l'installation des mécanismes politiques et administratifs dans la région, révèlent l'adoption de stratégies qui ont pour but de prendre le contrôle des situations antagonistes qui limitent en dernière instance le pouvoir du roi. En résumé, à travers la participation des élites locales, représentée dorénavant dans le *Senado da Camara*, le monarque anticipe les mouvements et les actions des autres groupes de pouvoir, en provoquant un changement dans les principes de division des pouvoirs et en modifiant l'équilibre des relations de force établies dans le champ politique des mines.

Il n'en demeure pas moins que deux temporalités coexistent, se croisent et s'opposent. D'un côté, la temporalité du monde des *arraiais*, replète de conflits où les protagonistes se trouvent plongés dans la densité du moment présent, encerclés par la précarité imposée par leur propre mode d'existence. D'un autre côté, le temps opératoire qui précipite les actions des hommes, qui anticipe et impose un autre rythme au projet de Lisbonne. Dans la pratique, le temps existentiel des *arraiais* et le temps opératoire des actions et du projet de Lisbonne, sont deux modalités d'un même temps, le temps vécu dans les mines de Goiás. Il ne s'agit donc pas d'exercer une opposition entre deux types de vision ou de modalités d'action, mais d'appréhender et de suivre la relation qui permet de passer de l'un à l'autre. Si les déterminations de Lisbonne prennent corps au milieu des disputes et des conflits qui jonchent la période de la construction du champ politique des mines, c'est Vila Boa,

---

<sup>261</sup> *Ibid.* p. 588-589.

en tant qu'espace de connexion et centre d'un nouvel ordre politique, qui va assurer l'imposition et la prééminence des intentions du monarque sur le monde des *arraiais*.

Plus largement, c'est dans ce sens que la décision de Lisbonne de fonder des Vilas indique combien leur présence au Brésil colonial permet avant tout la manifestation et l'imposition d'un ordre politique<sup>262</sup>. C'est donc au cœur des *vilas* que se structure la société coloniale, par identification de la noblesse et du peuple, comme le montre très bien le cérémonial de la fondation conduite par Luis de Mascarenhas. Néanmoins, comme nous le verrons, Vila Boa assume la position d'un noyau politique, centre essentiel de décision, de représentation et de négociation, devenant, en tant que ville coloniale, plus qu'un simple centre administratif ou un lieu d'exercice du monopole du colonisateur.

En empruntant la définition que Maria Fernanda Baptista Bicalho donne à la ville coloniale, Vila Boa peut être vu « comme point d'intersection des monopoles respectifs qui distinguaient colonisateurs et colons, mais pas seulement : terrain de combats non seulement des projets politiques et des intérêts économiques entre portugais et naturels de la terre, mais aussi de groupes diverses, concurrents entre eux ». Dans ce contexte, le rôle du *Senado da Camara* est décisif en tant que véhicule d'interlocution avec la métropole dans le cadre de la politique impériale<sup>263</sup>. En fait, c'est comme si tous les conflits existant dans le monde des *arraiais* étaient transférés vers un autre espace, un nouveau lieu de combat. En face des embryons d'appareils administratifs, comme nous l'avons déjà mentionné ailleurs, l'espace politique d'installation de Vila Boa représente un nouveau territoire où les cartes seront redistribuées d'après une autre logique, basée sur le dialogue et les négociations conduites au moyen des normes dictées par Lisbonne.

De part son importance, et en fonction de la transformation qu'elle provoque dans l'environnement des mines ainsi que par la portée des pouvoirs qu'elle représente, Vila Boa incarne et devient le centre d'un projet qui dépasse la simple notion de concept. Objet et instrument souhaité par le pouvoir, Vila Boa apparaît comme une alternative institutionnelle qui réaffirme les possibilités de

---

<sup>262</sup> *Ibid.*, p. 585.

<sup>263</sup> Maria Fernanda Batista Bicalho, *Cidades e Elites Coloniais. Redes de poder e negociação, Varia História*, 2003, numéro 29, p. 22.

profits et les avantages pour la Couronne et les élites locales, modifiant la nature des relations politiques dans les mines de Goiás.

Après le contrat initial et, par la suite, la constitution du champ politique de Goiás marquée par la montée des intérêts individuels et la construction de relations de collaboration mutuelle entre la Couronne et les découvreurs, Vila Boa redimensionne et élargit le pacte de souveraineté, devenant le principal instrument d'intégration politique entre le roi et ses vassaux à la frontière ouest de l'Amérique.

### 3.2 Le projet politique de Lisbonne

L'initiative de création de Vila Boa de Goiás, qui renforce les instruments de contrôle de la région à travers l'implémentation des appareils juridiques et administratifs liés au *Senado da Camara*<sup>264</sup>, a une relation directe avec l'avènement d'un projet qui s'impose dans les sphères de pouvoir locales imprégnées simultanément d'un volontarisme monarchique et d'une nécessité impérieuse d'anticipation. Anticipation et volontarisme ou, en d'autres termes, prévision et volonté, au service d'un pouvoir à chaque fois plus important de la Couronne. Une anticipation et un volontarisme qui forcent la préséance de la position du roi sur les divers groupes avides de richesses et motivés par l'accomplissement de leurs propres intérêts. Une Anticipation et un volontarisme qui nourrissent la capacité de gérer des changements, dans un environnement turbulent, pétri de rivalités et de rébellions. Une Anticipation et un volontarisme qui sont au cœur du projet colonial de Lisbonne pour les mines de Goiás.

Le sens de l'anticipation et le volontarisme mentionnés ci-dessous gardent une relation directe avec la signification, le sens et la dimension qu'a pris la notion de projet et son utilisation à l'époque. Le mot projet provient du mot latin *projectum* de *projicere*, qui veut dire « jeter quelque chose vers l'avant » dont le préfixe *pro* signifie « qui précède dans le temps » par analogie avec le grec *προ*, et le radical *jacere* qui signifie « jeter ». Ainsi, le mot « projet » voulait initialement dire « Quelque chose qui vient avant que le reste soit fait ». En français, quand le mot a été initialement adopté, il se rapportait au plan de quelque chose et non à l'exécution proprement dite de ce

---

<sup>264</sup> Sobre as funções do Senado da câmara...

plan. C'est-à-dire, à l'anticipation d'un plan, dans le temps et dans l'espace, se référant à un acte déterminé.

Cela demeure intéressant de suivre les mutations sémantiques du mot. Selon Jean-Pierre Boutinet, cette rupture dans la manière d'appréhender la notion de projet, marquée par la division entre les étapes d'élaboration du plan et sa réalisation pratique, a une histoire qui trouve son point d'inflexion dans le *Quattrocento* italien, quand Filippo Brunelleschi<sup>265</sup> propose la séparation de la conception architecturale de son exécution. « De ce fait », dit Boutinet, « les exécutants voient leur autonomie réduite. En séparant bien ce qui tient au projet de ce qui relève de son exécution, l'architecte introduit dans son travail une nouvelle rationalité »<sup>266</sup>.

La découverte de la perspective par Brunelleschi, reprise par le théoricien de l'architecture Leon Battista Alberti<sup>267</sup>, encourage à partir de ce moment-là le retour systématique au dessin comme préalable à l'œuvre réalisée et par conséquent le projet. En citant encore Boutinet, « Alberti essaie notamment de concilier l'exercice de la volonté et celui de la raison »<sup>268</sup>. Depuis la Renaissance italienne, cette notion s'est répandue à travers tout le continent et a influencé largement la pensée européenne. En harmonie avec les idées de l'époque, les initiatives développées par la monarchie portugaise dans ses domaines coloniaux américains sont en parfaite synchronie avec les conceptions et les pratiques communs à la société européenne de l'époque moderne : la volonté et les ambitions conçues à Lisbonne fournissaient la matière qui permettait la reproduction des intentions et des désirs de la Couronne dans les mines de Goiás. L'objectivité de la raison à son tour contribuait à la connaissance de la réalité qu'ils avaient besoin de dominer et, en même temps, illuminait les difficultés qu'ils devaient éviter à l'avance.

---

<sup>265</sup> Filippo Brunelleschi, orfèvre et architecte italien de la Renaissance, né à Florence en 1377 et habitant de cette ville jusqu'en 1446. Son œuvre la plus connue est la coupole (Duomo) de la cathédrale Santa Maria del Fiore, à Florence. Construite en 1434, elle fut la première coupole de grande dimension construite en Italie depuis l'Antiquité, sur une énorme base octogonale.

<sup>266</sup> Jean-Pierre Boutinet, *Anthropologie du projet*, Paris : Presses Universitaires de France, 1990, p. 25-26.

<sup>267</sup> Leon Battista Alberti (né le 18 février 1404 à Gênes – mort le 20 avril 1472 à Rome) est un écrivain, philosophe, peintre, architecte, théoricien de la peinture et de la sculpture, humaniste italien de la Renaissance. C'est une des figures les plus importantes de la Renaissance, grand écrivain et philosophe, et théoricien de la perspective mathématique et plus généralement des arts. Fils d'un exilé florentin, il étudia le droit canonique, mais aussi les mathématiques et la philosophie à Venise, Padoue et Bologne.

<sup>268</sup> Jean-Pierre Boutinet, *Anthropologie du projet*, op. cit., p. 26.

Dans ce contexte, les agents de la Couronne percevaient les activités associées au processus de découverte et d'extraction de l'or comme faisant partie d'un projet auquel ils participaient activement. Un exemple peut se révéler utile pour illustrer cette constatation. Effectivement, dans une consultation du Conseil d'Outre-mer au roi, avant la fondation de Vila Boa, il est fait référence à trois lettres écrites par deux découvreurs au sujet d'importants gisements d'or qui confirment que l'idée et la notion de *projecto* était déjà utilisée pour définir les procédures relatives à l'exploration aurifères dans les mines de Goiás. Dans le document les membres du Conseil d'Outre-mer utilisent le terme *projecto* comme s'ils faisaient naturellement partie de leur vocabulaire.

La lettre dirigée aux Royales Mains de Votre Majesté dans laquelle l'ex-gouverneur de São Paulo, Antonio da Sylva Caldeira Pimentel, expose la diminution d'or aux Mines des Guayazes ; par cette raison Manoel Rodrigues Tomar et Urbano do Couto Menezes, celui-ci naturel de l'Île de Madeira et l'autre de la ville de Tomar, sont allés faire de nouvelles prospections et ils nous ont informé sur la portée des nouveaux gisements trouvés, plus importants que les anciens en envoyant trois lettres [...] dans lesquelles ils ont fait référence à l'état dans le quel se trouvait ce projet<sup>269</sup>.

Nous ne devons pas être surpris par le naturel de l'utilisation de ce terme au cours de la première moitié du XVIIIe siècle. En effet, comme nous informe Raphael Bluteau, dans les conférences réalisées en 1696 et promues par la librairie du comte d'Ericeira, il a été proposé « s'il était nécessaire d'admettre », dans la langue portugaise, le mot « Projecto », avec le même sens que le mot français « Projet ». Bien qu'il ait été accepté dans le dictionnaire portugais avec le même sens que le mot français, Raphael Bluteau commente que :

La plus grande objection qui a été faite fut que Projet (selon l'usage de ce mot que lui accordent les Français) signifie une pensée, suivie d'une réflexion immédiate qui a l'aspiration de se produire davantage comme un remède de l'état futur, que pour le présent; Néanmoins, pour ce dernier, il suffit d'une résolution tandis que pour le premier

---

<sup>269</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 6.

(le futur), la pondération est nécessaire; l'intention se forme dans l'idée, suit alors le consensus, pour ensuite s'exécuter<sup>270</sup>.

Comme nous le voyons, cette notion acceptée dans la langue et le dictionnaire portugais et adoptée au royaume du Portugal, prend en compte non seulement le concept de projet comme « remède » pour un état futur, mais, en même temps, elle est utilisée comme une donnée pour évaluer la situation des mines en tant que projet de Lisbonne mis en œuvre dans le temps présent. Comme l'affirme Jean-Pierre Boutinet, le terme « 'projet' caractéristique du temps technicien fait donc une apparition tardive et reconnu avec le XVIIe siècle finissant. Il a alors un sens voisin de celui que nous lui connaissons aujourd'hui. Cette apparition », dit-il, « peut d'un autre point de vue être considérée comme le signe avant-coureur des Lumières »<sup>271</sup>. C'est donc dans le contexte des Lumières du XVIIIe siècle, organisé autour de l'idée du progrès<sup>272</sup> et inspiré par la raison, qu'il faudrait suivre la généalogie du concept de projet<sup>273</sup>.

Entre nous, la notion de « projet » ou « projet colonial », a été utilisé par Laurent Vidal pour définir la « ville colonial », à l'exemple de Vila Boa<sup>274</sup>. La notion de projet politique que nous proposons d'utiliser pour définir la politique de Lisbonne concernant les mines de Goiás, nous renvoie non pas à un projet défini par la métropole pour l'ensemble de la Capitainerie ou des mines, mais au désir, à l'intention, à la volonté, ou même à l'ambition de la Couronne de contrôler les relations politiques locales, en utilisant des mécanismes implantés tout au long des étapes de fondation de Vila Boa de Goiás.

Dans ce cas, si Vila Boa, comme nous l'avons dit, est un territoire de combats et un espace de concentration des pouvoirs, elle doit être aussi pensée en tant qu'instrument politique au service d'un projet économique : l'exploitation de

---

<sup>270</sup> Raphael Bluteau, *Vocabulario portuguez & latino: aulico, anatomico, architectonico*. Coimbra : Collegio das Artes da Companhia de Jesus, 1712 – 1728, 8 v., p. 769.

<sup>271</sup> Jean-Pierre Boutinet, *Anthropologie du projet*, op. cit., p. 25.

<sup>272</sup> Par rapport aux spécificités de la notion de progrès avant la moitié du XIXe siècle, se référer aux réflexions réalisées dans le contexte de l'historiographie de Goiás dans le chapitre VIII de cette thèse.

<sup>273</sup> *Ibid*, p. 30

<sup>274</sup> Laurent Vidal, *Soul le masque du colonial*, op. cit., p. 579.

l'or<sup>275</sup>. Dans ce sens, le projet politique de Lisbonne coïncide avec les initiatives qui visent à assurer et soutenir l'extraction et le transfert de l'or. Il demeure une action temporaire, entreprise dans le but de créer une structure, soit juridique soit administrative, qui permet à la Couronne de profiter d'une importante rentabilité dans les mines de Goiás.

Dans ce contexte, le cœur politique de Vila Boa reste le *Senado da Camara*, présent dans la propre genèse de son corps politique, et auquel on confère la possibilité de contrôle des relations politique et économique qui ont lieu dans les mines de Goiás. Donc, ce qui nous intéresse ici reste le sens politique de la ville ou, dans ce cas particulier, l'importance et la signification de Vila Boa dans le contexte du projet politique ou, plus largement, des intentions de la Couronne dans les mines de Goiás. Il s'agit ici de dévoiler sa « géographie politique » ou, autrement dit, de travailler la ville coloniale comme « centre névralgique d'une politisation de l'espace »<sup>276</sup>.

Dès lors, le *Senado da Camara* de Vila Boa prend les contours d'un espace politique privilégié pour l'exécution du projet de Lisbonne. Effectivement, si Vila Boa intègre le projet de Lisbonne comme une sorte d'extension dans les mines de Goiás, le *Senado da Camara* symbolise son sommet politique, au travers duquel se déploient les stratégies de la Couronne.

Ce n'est pas sans raison que l'unanimité s'est faite entre les membres du Conseil D'Outre-mer depuis le début du XVIIIe siècle et que dans les *sertões* de l'Amérique, la bonne administration de la justice et le bon gouvernement politique étaient les principales obligations des princes<sup>277</sup>. Dans les régions minières, selon les mots du conseiller António Rodrigues da Costa, la population était « gouvernée seulement par la cupidité insatiable de l'or », sans loi et sans ordre, sans obéissance et sans peur des magistrats, sans crainte de la punition et sans espoir de récompense. En outre, le même conseiller affirmait déjà en 1732 que la « [...] seconde cause de la désaffection et de la haine des colons envers le gouvernement du monarque venait de

---

<sup>275</sup> *Ibid*, p. 604.

<sup>276</sup> Rita Costa Gomes, *A Reconquista e o imaginário da cidade peninsular*, in Yvette Kace Centeno et Lima de Freitas, *Simbólica do espaço: Cidades, Ilhas, Jardins*, Lisbonne : Estampa, 1991, p. 43-57.

<sup>277</sup> Laura de Mello e Souza et Maria Fernanda Bicalho, *O Império deste Mundo*, *op. cit.*, p. 85

la difficulté du recours à la Cour »<sup>278</sup>. Si, comme nous l'avons vu, dans le royaume du Portugal, l'un des mécanismes d'accès direct au monarque restait la représentation des peuples auprès des Cours, pratique abandonnée durant le règne de João V, les chambres municipales de l'Amérique ont exercé un rôle très semblable. Dans les mines de Goiás, le *Senado da Camara* fonctionne comme un dispositif qui connecte les vassaux au souverain : le droit de pétition et la représentation des peuples constituent l'une des plus vitales procédures réalisée par les officiers municipaux.

En Amérique, et en particulier dans les zones d'exploitation de l'or, le droit de pétition réalisé individuellement ou au moyen du *Senado da Camara*, avait un caractère stratégique de communication et de renseignement, devenant un mécanisme qui permet une fréquente évaluation des efforts de Lisbonne ainsi qu'un instrument d'adéquation des mesures mises en œuvre par le gouvernement colonial. Ceci explique l'intérêt de la Couronne par rapport à l'installation et à l'évolution institutionnelle du *Senado da Camara* comme lien politique entre le roi et les sujets, canal d'expression des attentes, des afflictions et des protestations des acteurs coloniaux<sup>279</sup>, interprétées comme des signes et des symptômes guidant les décisions de la Couronne. « De fait », comme le rappellent Laura de Mello e Souza et Maria Fernanda Baptista Bicalho, « les plaintes des *Camaras* d'outre-mer concernant les fautes et délits des fonctionnaires royaux ont été un des éléments du contrôle métropolitain sur les informations relatives aux sujets coloniaux »<sup>280</sup>.

Effectivement, il y avait une conscience que les bons résultats du projet de Lisbonne étaient liés à la bonne administration de la justice et au bon gouvernement politique dans les mines du Goiás. Dans ce contexte, le droit de communication exclusif avec le roi, matérialisé au moyen des fonctions jouées par le *Senado da Camara*, était fondamental.

Dès lors, les actions politiques apparaissent comme des extensions des intentions et des ambitions du monarque, prenant la forme d'un projet particulier de la Couronne. De cette manière, la politique prend la forme d'un projet qui a pour objectif d'assurer la prééminence du pouvoir du roi dans le champ de forces des

---

<sup>278</sup> Rapport du Conseil d'Outre-mer à Sa Majesté, 1732, *op. cit.*, p. 478.

<sup>279</sup> Cf. Charles R. Boxer, *Portuguese society in the tropics. The municipal councils of Goa, Macao, Bahia and Luanda – 1510-1800*, Madison and Milwaukee : The University of Wisconsin Press, 1967, p. 18.

<sup>280</sup> Laura de Mello e Souza et Maria Fernanda Bicalho, *O Império deste Mundo*, *op. cit.*, p. 88.



mines de Goiás. Il ne s'agit pas de considérer le pouvoir monarchique comme une forme d'imposition qui pèse sur les acteurs et les protagonistes du champ politique. Au contraire, les actions politiques émanant du projet de Lisbonne demeurent des initiatives qui cherchent à établir un certain consensus dans les intérêts en jeu, apparaissant comme l'effet d'une construction collective, comme le résultat d'un accord actif, temporaire et instable, qui engage, dans une configuration particulière, les ressources mobilisées par les acteurs selon les spécificités de la situation.

### *3.3 La mise en scène d'un nouveau pouvoir*

En tant que gardiens d'un nouveau temps inauguré par l'installation de Vila Boa et représentants fidèles du projet politique de Lisbonne, les membres du nouveau *Senado da Camara* agissent rapidement. Dès leur entrée en fonction, ils mettent en place une série d'initiatives qui prétendent garantir la légitimité et la prééminence de leur pouvoir. En tant que pouvoir politique qui s'organise et se projette sur l'espace et le temps des mines de Goiás, ils délimitent leur territoire, ils promeuvent l'organisation et l'élargissement de leur structure administrative et s'imposent comme un espace d'intercession entre les habitants de la ville et les instances monarchiques du gouvernement. En faisant cela, ils se projettent sur le champ politique local, en superposant au temps révolu des *arraiais*, aux habitudes et aux pouvoirs structurés auparavant, un discours nouveau qui manifeste l'arrivée d'un nouveau pouvoir.

Ainsi, en premier lieu, ils cherchent à déplacer les pouvoirs de l'*ouvidor* et surintendant général, de manière à délimiter son champ d'action, en conférant aux actes et aux décisions du *Senado da Camara* la légitimité nécessaire à la consolidation de son pouvoir. Peu de temps après la création de Vila Boa, les membres du *Senado da Camara* écrivent au roi João V, au sujet d'une proclamation publiée par Agostinho Pacheco Teles, qui interdisait dans l'*arraial* du Ferreiro, la réalisation d'activités commerciales et la permanence d'individus qui n'étaient pas directement engagés dans l'exploitation de l'or.



**Illustration 3.** L'édifice du Senado da Camara de Vila Boa. L'un des plus beaux exemples de l'architecture civile portugaise officiel au Brésil et le plus significative du Centre-Ouest du pays. Sa construction date de 1766 et a été réalisé selon le modèle architectonique envoyé par la Couronne. Le sommet de l'édifice est formé par les salons qui répondaient aux besoins administratifs et judiciaires de la Ville. Dans sa partie inférieure se tenait la prison et la maison des armes dont les murs ont 80 centimètres d'épaisseur. Le bâtiment a fonctionné comme prison jusqu'en 1950, quand il a été transformé en musée. Leosmar Aparecido da Silva, Aspectos sociais, políticos e religiosos da arquitetura colonial Vilaboense: uma análise semiótica. *Via Litterae*, v. 2, número 2 [en ligne]. Juillet/décembre 2010 [réf. du 27 août 2011], p. 451-473. Disponible sur : [www.unucseh.ueg.br/vialitterae](http://www.unucseh.ueg.br/vialitterae).

Ils énonçaient notamment qu'ils étaient détenteurs de la juridiction sur les *arraiais* du Ferreiro et de Ouro Fino, positionnés à l'intérieur des quatre lieues carrées appartenant au patrimoine de Vila Boa, alors sous la responsabilité du *Senado da Camara*. En plus, ils relatent au roi que les deux *arraiais* se trouvent vides et déserts, en raison de la proclamation publié par l'*ouvidor*.

Cherchant à se positionner stratégiquement, ils essayent de disqualifier l'autorité de l'*ouvidor*, imposant leur pouvoir dans l'espace adjacent au noyau urbain de Vila Boa. En renvoyant au passé le droit et le pouvoir de légiférer qui appartient à l'*ouvidor*, ils affirment que désormais ce territoire se trouve sous l'autorité des officiers du *Senado da Camara*. Surtout, ils rappellent que la proclamation publiée par Agostinho Pacheco Teles a été faite dans le passé, « à l'époque où il administrait toutes les Justices de ces Mines »<sup>281</sup>.

<sup>281</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 91.

De plus, même en considérant l'antériorité du problème, ils souhaitent qu'après la création de Vila Boa, la situation soit réglementée par le *Senado da Camara*. Dans leur lettre, ils cherchent à montrer au monarque que les habitants de la région, se sentant menacés, firent appel au gouverneur Luís de Assis Mascarenhas avec l'espoir de mettre un terme au problème. Pour cette raison, l'*ouvidor*, en plus d'interdire « tout type de vente » dans l'*arraial* du Ferreiro et d'empêcher l'entrée aux individus qui n'avaient pas d'activités directement liées à l'exploitation minière, « a condamné » et a poursuivi beaucoup de commerçants : quelques-uns au paiement de « cent huitièmes d'or » et « les *negas de tabuleiro* (femmes noires qui vendaient leur cuisines) à dix huitièmes d'or »<sup>282</sup>.

Dans un autre passage de leur récit, et face à la persistance du problème, les membres de la chambre, appelés à intercéder en faveur des condamnés, font un exposé au monarque démontrant que leurs actes ne contrariaient pas le « régime public ». Avec « la nouvelle érection de la Vila », disent-ils, « beaucoup ont fait appel à cette chambre, en demandant des licences et des autorisations pour la pratique de leurs ventes et offices dont leur a été accordés, ordonnant qu'ils restaient installés, comme auparavant, sur une rue devant une église qui était distante [des gisements d'or] d'un peu moins de 30 brasses »<sup>283</sup>. De tel sorte que tous les commerçants autorisés par le *Senado da Camara* seraient à une distance considérable des gisements d'or, sans menacer les activités d'exploitation minière.

Nous voyons ainsi que la population de l'*arraial* de Ferreiro, mais probablement aussi celle d'Ouro Fino et de Sant'Anna, faisaient appel à des membres récemment installés au *Senado da Camara* de Vila Boa, en les considérant comme un contrepoids aux décisions de l'*ouvidor* et surintendant général. En fait, l'insatisfaction de la population fonctionnait comme une brèche qui permettait l'intervention immédiate des officiers municipaux, les autorisant à mettre en question le pouvoir de l'*ouvidor* à l'intérieur de son champ d'action habituel. Ce que prétendaient les membres du nouveau *Senado da Camara* consistait à pouvoir délimiter et élargir les limites de leur juridiction, en imposant la prééminence d'un nouveau temps sur le

---

<sup>282</sup> *Ibid.*

<sup>283</sup> *Ibid.*

passé. En conséquence, l'autorité de l'*ouvidor*, basé sur l'antériorité de son pouvoir, était mise en question.

Mais le combat mené par les membres de la chambre allait au-delà d'une simple querelle contre l'*ouvidor*. Ce qui était en jeu ici demeurent les ressources et les revenus dérivés de l'administration de leur patrimoine, ainsi que le transfert de la recette provenant des impôts rassemblés pour les Finances Royales. Ainsi, stimulés par les avantages obtenus grâce à l'expansion des activités commerciales, ils exposaient au roi du Portugal tous les désavantages implicites à la décision du « Ministre ». Bien que le *Senado da Camara* avait déjà reçu « dix huitièmes d'or » pour l'expédition des « licences » pour la réalisation d'activités commerciales « et les Finances Royales de Votre Majesté » « plus de 500 huitièmes » relatives au recensement et à la capitation, l'*ouvidor* continuait d'« intimider » les gens, en menaçant de poursuivre « les transgresseurs de sa Proclamation »<sup>284</sup>.

Au-delà de l'appel direct à Lisbonne, les membres de la chambre adoptaient des stratégies plus agressives sur le terrain instable de la politique locale. Quand ils ont décidé d'écrire à l'*ouvidor*, en l'interpellant directement, souhaitant le dissuader de contrôler l'accès à l'*arraial* de Ferreiro, ils ont reçu un sévère avertissement. Agostinho Pacheco Teles recommande, en pointant les limites de la juridiction du *Senado da Camara*, qu'ils s'abstiennent de distribuer « des terres minières », compétence qui appartenait exclusivement au *guarda-mor* des mines. En guise de réponse, la contre argumentation des officiers municipaux révèle la proximité qu'ils cherchaient à établir avec les plans de Lisbonne : « A été répondu », exposent-ils au roi, que le *Senado da Camara* est seulement responsable par les « terres agricoles, et les cultures, et que son Projet comptait non seulement les revenus du patrimoine de cette Chambre, mais aussi les Finances Royales »<sup>285</sup>. Finalement, dans une tentative visant à mettre un terme à la question, ils exposèrent les bénéfices produits et les effets positifs de leur décision : avec l'établissement de commerçants dans l'*arraial* du Ferreiro, les mineurs et les habitants pourraient faire leurs achats sans la contrainte de devoir se déplacer d'une distance d'une lieue jusqu'à Vila Boa.

---

<sup>284</sup> *Ibid.*

<sup>285</sup> *Ibid.*

Néanmoins, si les membres de la chambre cherchent à établir un contrepoids avec l'organisation institutionnelle du passé, la lettre de réponse de l'*ouvidor* révèle une convergence d'intérêt entre les deux. Il se trouve que la préoccupation de Pacheco Teles était aussi centrée sur le développement de Vila Boa de Goiás. Engagé à faire respecter les déterminations du monarque, l'*ouvidor* affirme que les membres de la chambre ont mal agi quand ils ont approuvé la construction de maisons dans les *arraiais* du Ferreiro et d'Ouro Fino, alors que dans l'espace destiné à Vila Boa, il n'y a pas une seule habitation :

pendant que celle-ci [Vila] ne se peuple pas, vous ne devez pas consentir à ce que se bâtissent des maisons, ni dans cet *arraial*, ni dans les environs, qui est le seul moyen avec lequel on pourra se constituer la Vila sous la forme que Votre Majesté exige ; et par ces considérations et pour les raisons déclarées dans la même Proclamation que j'ai fait publier, non seulement je ne l'annulerai pas, mais j'ordonnerai à cette Chambre dans la correction que je vais faire qu'elle la respecte entièrement, et ne consente pas la construction de maisons, ni qu'il y ait de boutiques et de *vendas*, [...] en dehors de cette Vila<sup>286</sup>.

Ce combat entre un ministre du roi et le *Senado da Camara* révèle une lutte pour la prééminence des pouvoirs en jeu dans le champ politique des mines. Pourtant, c'est Vila Boa, en tant que projet de Lisbonne, qui reste la raison centrale de la discorde. Si l'*ouvidor*, pendant des années, avait préparé le terrain pour l'installation de Vila Boa, établissant des accords, réalisant des élections et instituant les *julgados*, maintenant il se retrouvait, par ironie du destin, en face d'un nouveau pouvoir qui s'opposait à ses décisions, auparavant presque unanimes et absolues dans l'univers politique des mines de Goiás. En fait, des protagonistes d'un nouveau scénario, autant l'*ouvidor* que les membres du *Senado da Camara*, se voient face à une histoire chargée de mémoire, dont les acteurs vivent l'expérience de la continuité implacable des problèmes et de la réalité quotidienne. C'est cette histoire que les autorités coloniales cherchent à effacer avec l'instauration d'une nouvelle donne<sup>287</sup>.

Si les conflits qui précèdent la création du *Senado da Camara* existent dans cette nouvelle conjoncture, il revient à leurs membres, représentants de ce nouveau

---

<sup>286</sup> *Ibid.*

<sup>287</sup> Laurent Vidal, *Sous le masque du colonial*, *op. cit.* p. 589.

temps, et par l'imposition de leur pouvoir, de lancer dans les mailles du passé les solutions présentées par Agostinho Pacheco Teles. C'est pour cette raison que l'antériorité des actes de l'*ouvidor* est utilisée contre lui. Il ne s'agit certainement pas d'orgueil personnel ou de simple arrogance des membres de la chambre quand ils prétendent mettre un terme au pouvoir habituellement détenu par l'*ouvidor* qui consiste à contrôler les *arraiais*. Il s'agit, au contraire de mieux administrer les responsabilités entre les protagonistes d'un nouveau temps, de se présenter comme les gardiens attentifs aux déterminations du projet politique de Lisbonne. Dans le contexte et dans les limites d'une nouvelle ville et d'un nouveau pouvoir – représentés par Vila Boa et ses officiers municipaux – laisser prévaloir la Proclamation de l'*ouvidor*, conformément aux modalités traditionnelles qui délimitaient les contours du monde des *arraiais*, ce serait permettre la continuité d'un ordre ancien, antérieur à l'existence même du *Senado da Camara*, ce qui pourrait mettre en danger l'installation d'un nouvel ordre.

De fait, la création du *Senado da Camara* coïncide avec la fin de la mission de l'*ouvidor* et du surintendant général Agostinho Pacheco Teles dans les mines de Goiás. A sa place, Lisbonne avait déjà promu Manuel Antunes da Fonseca au poste d'*ouvidor* général de Vila Boa de Goiás<sup>288</sup>. Dès son arrivée, le nouvel *ouvidor* établit une relation directe avec le *Senado da Camara*, pratique qui ne semble pas satisfaire certains de ses membres. Argumentant qu'il s'agit d'une habitude du monarque, Antunes da Fonseca sollicite une autorisation à Lisbonne pour le paiement des dépenses courantes de l'*ouvidoria*, ajoutant que le *Senado da Camara* avait déjà concédé de lui payer à chaque mois une valeur mensuel pour son travail et le loyer des logements où il habitait. Il demandait la confirmation auprès du monarque de la continuité de ce privilège, malgré le fait qu'il soit le premier à le faire dans les mines de Goiás et en raison de la création très récente de Vila Boa<sup>289</sup>.

---

<sup>288</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 2, D. 116 et AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 2, D. 117.

<sup>289</sup> Le texte de cette lettre adressée au roi du Portugal est intéressant, puisqu'il révèle que les membres de la chambre avaient déjà établi des mécanismes qui garantissaient une recette importante en confirmant par ailleurs le moment de la fondation de Vila Boa. « Votre Majesté a l'habitude d'accorder une retraite aux postes d'*ouvidores* payés par les Chambres : Dans ce poste à Goiás, où Votre Majesté m'a ordonné de venir, mes prédécesseurs, qui ont servi comme surintendants, ne prétendaient pas à cette grâce, parce qu'à l'époque du premier, et en partie du temps de celui à qui je succède, la Vila n'avait pas encore été fondée : Maintenant que celle-ci se trouve établie, et avec le revenu dont j'informe Votre Majesté avec les informations sur les rentes, que demandent les agents de sa chambre ; Ce poste [d'*ouvidor*] se trouve diminué en revenus à cause de l'établissement de juges ordinaires dans

Effectivement, une relation peu amicale avec les *ouvidores* va caractériser les réactions des membres de la chambre de Vila Boa tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle. Des années plus tard, en décembre 1754, il était possible d'observer un point d'inflexion dans ce conflit, marqué par l'indignation des membres du *Senado da Camara* avec « les ingérences » des *ouvidores* dans leur juridiction. Dans une lettre au roi José I, ils expliquent longuement, en tant que responsables pour la justice en première instance, les difficultés et les irrégularités de l'application de la justice à Goiás<sup>290</sup>.

### 3.4 L'organisation du *Senado da Camara*

Durant ce processus initial pendant lequel le *Senado da Camara* cherche à délimiter son territoire, en tant que pouvoir projetant dans l'espace-temps des mines, les membres de la chambre se préoccupent aussi de renforcer leurs positions politiques en investissant en faveur de l'organisation et l'élargissement de leur structure administrative. Ainsi, des actions d'une autre nature forment l'univers de leurs stratégies immédiates. Agissant sur plusieurs fronts, et en prenant soin de décrédibiliser l'autorité des *ouvidores* tout en assumant une partie de leurs anciennes attributions, les officiers municipaux cherchent à élargir leur sphère d'action en perfectionnant plusieurs des mécanismes institutionnels dont ils disposent.

Sans perdre de temps, en décembre 1739, ils coordonnent un ensemble d'initiatives qui vont donner de la visibilité au fonctionnement du *Senado da Camara*. Afin de viabiliser les réunions et les sessions qu'ils réalisent chaque semaine et en se justifiant avec l'argument que tous les greffiers de l'Amérique ont droit à une « rémunération », ils écrivent au roi pour lui demander une autorisation en faveur du paiement du salaire de l'*alcaide* (espèce d'intendant du *Senado da Camara*) ainsi que pour les dépenses de manutention du dépôt (pour l'acquisition de matériels indispensables au travail du greffier de la chambre comme le papier, l'encre et les

---

les arrais de ce district [de mines d'or] ; Face aux loyers exorbitants des maisons, comme je le montre à Votre Majesté à travers le Certificat ci-joint, la chambre [le Senado da Câmara] a ordonné de payer six huitièmes d'or par mois destinés à mon salaire et au loyer des maisons où je travaille : j'espère que Votre Majesté ne désapprouve pas que je demande à Son Altesse Royale de m'accorder la grâce que la chambre puisse continuer de payer les loyers pondérés, ou sous la forme la plus favorable pour Votre Majesté ». Cf. AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 2, D. 155.

<sup>290</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 11, D. 685.

plumes). Malgré la nature apparemment banale et courante de la demande, le monarque, au lieu de prendre en considération la sollicitation de la *Camara*, envoie un avis sur le sujet à l'*ouvidor*.

Plus de deux ans plus tard, contrariant les espoirs des membres de la chambre, l'*ouvidor* Manoel Antunes da Fonseca confirme la concession faite par le monarque, mais il propose la réduction des valeurs appliquées :

Dans les Minas Gerais, dit l'*ouvidor*, tout spécialement dans le Rio das Mortes, je me souviens que le greffier de la Chambre possède une demi libre d'or destiné pour l'achat de papier, encre et plumes ; le Alcayde 40 huitièmes. Cependant, comme cette Villa et Chambre sont modernes, et encore peu établis, que les officiers ont moins d'obligations, et que le revenu de la Chambre peut régulièrement atteint aujourd'hui jusqu'à 1.600 huitièmes d'or [...] je semble pouvoir constituer les dépenses avec le greffier à hauteur des 40 huitièmes ; et au Alcayde 20, en considérant le travail et les revenus actuels<sup>291</sup>.

Quand l'*ouvidor* suggère la réduction des dépenses, il reproduit ironiquement la stratégie utilisée par les membres de la chambre contre Agostinho Pacheco Teles. Si les membres du *Senado da Camara* argumentaient que le pouvoir antérieur de l'*ouvidor* et surintendant général était associé à un passé qui devrait être abandonné, cette fois, Antunes da Fonseca fait appel à la « modernité », c'est-à-dire, à la création encore récente de Vila Boa, pour influencer la décision sur un sujet de nature interne à la chambre municipale.

Une autre lettre adressée au roi, et écrite ce même mois de décembre, revendique pour Vila Boa des privilèges similaires à ceux que détient Vila Rica dans les Minas Gerais pour la réalisation des fêtes promues par le *Senado da Camara*. En présentant Vila Boa comme nouvellement créée, ils réclament une autorisation pour couvrir les dépenses réalisées avec des cérémonies et fêtes royales. En fait, ils envisagent d'inclure les mines de Goiás dans le circuit des villes de l'Empire qui rendent des hommages à la monarchie, suivant un calendrier dont les responsables sont les officiers de la chambre<sup>292</sup>. En réponse, une année plus tard, le roi du Portugal

---

<sup>291</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 2, D. 164.

<sup>292</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 92.



sollicite à l'*ouvidor* de Vila Boa de Goiás un avis sur les revenus et les dépenses de la chambre, et une liste des cérémonies royales pratiquées dans Goiás<sup>293</sup>.

Ce recours permanent du monarque à l'*ouvidor* pour les informations sur les activités du *Senado da Camara*, conserve une profonde synchronie avec la structure administrative de l'Empire portugais. Malgré l'autonomie locale du *Senado da Camara*, une des fonctions de l'*ouvidor*, en tant que ministre du roi dans les régions de conquête, consistait à accompagner de près les procédures adoptées par les élites locales, en imposant un contrôle particulier sur leurs initiatives. En raison du climat de violence caractéristique des régions minières, cette relation était néanmoins toujours très délicate. Avec le temps elle atteignit un niveau de plus en plus tendu à cause des disputes intestines pour la suprématie dans le champ politique des mines de Goiás<sup>294</sup>.

Mais cette situation n'intimide pas les membres de la chambre de Vila Boa. Au contraire, ils semblent de plus en plus enclins à élargir leur rayon d'action, en faisant du *Senado da Camara* une institution de plus en plus solide, en développant leurs ramifications et leur influence sur toute la région des mines. Alors qu'ils attendaient les décisions de Lisbonne, ils continuent de se montrer infatigables et irréductibles dans la consécration de leurs objectifs, comme si le temps et les distances étaient les alliés de leurs projets politiques.

Ainsi, déterminés à élargir leur nombre de membres et de fonctionnaires, ils interpellèrent le monarque, agissant stratégiquement à partir de deux versants principaux : le premier, concernant l'application de la justice en première instance – dont ils cherchent à consolider le rôle en tant que juges représentants de l'autorité royale dans les districts des mines de Goiás. Pour cela, ils sollicitent auprès la Couronne la création du poste de greffier de l'alcaide, argumentant que :

Pour les activités de l'Alcaide sur des larges distances, il faut qu'il se fasse accompagner d'un greffier, non seulement parce que la présence de deux officiers renforce et rend la justice de Votre Majesté plus crainte, en donnant plus d'application à nos mandats, mais

---

<sup>293</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 2, D. 113.

<sup>294</sup> Comme le pouvoir du Senado da Câmara a une tendance à grandir, il est naturel qu'il soit contrebalancé par les fonctionnaires de la Couronne, en fonction d'un équilibre nécessaire entre les pouvoirs coloniaux. Pour cette raison, alors juges en seconde instance, les *ouvidores* n'hésitent pas à contrôler et à dénoncer les actes et certaines exagérations des membres de la chambre.

aussi parce que il n'y a qu'un seul greffier dans la surintendance, et, quand il part vers d'autres régions des mines, cette Villa reste sans le soutien nécessaire pour un arrêt et on ne peut pas effectuer des punitions sans avoir de greffier pour faire des procès et éviter les conséquences maléfiques à l'administration de la justice et les préjudices au bien commun<sup>295</sup>.

On remarque leur préoccupation quant à l'application de la justice à Vila Boa, mais, également la prétention notoire des officiers de la chambre à étendre leurs cercles d'action à tous les districts, « sur des larges distances », soumettant de fait les *julgados* et leurs juges ordinaires à l'application de son autorité « rendant la justice de Votre Majesté plus crainte ». Cette situation, comme nous le verrons, sera l'objet de nouvelles disputes impliquant la redéfinition de juridictions entre Vila Boa et les *arraiais* de toute la région minière.

Le deuxième versant reste, comme en 1736, que le monarque avait recommandé l'élection de seulement deux conseillers municipaux. Les membres du *Senado da Camara* revendiquent, comme c'était l'habitude dans l'Empire portugais, l'augmentation du nombre de conseillers à trois, afin qu'il y ait une plus grande alternance dans leurs activités<sup>296</sup>.

Votre Majesté a créé cette Vila à travers le Gouverneur et Capitaine Général, quand il est arrivé dans ces Mines en juillet de la présente année [de 1739]. Au nom de tous les habitants nous remercions Votre Majesté pour cette grâce; [...] les officiers de la République ordonne selon votre Majesté de ne créer que deux [charges de] vereadores, ce que nous avons fait ; mais avec eux on ne peut pas réaliser toutes les réunions parce que la plus grande partie des personnes dignes de ce poste habitent sur de larges distances, hors de cette Vila , et pour que nous puissions travailler mieux et pour pouvoir pallier au manque des uns et des autres, il est nécessaire qu'on dispose de trois vereadores chaque année comme il existe généralement dans toutes les Chambres.

Soumise à l'appréciation des membres du Conseil d'Outre-mer, la sollicitation provenant de Vila Boa avait été retenue : « Il semble au Conseil que Sa

---

<sup>295</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 95.

<sup>296</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 2 D. 118.

Majesté ait bien ordonné que dans la Chambre de cette Vila il y ait trois vereadores, pour ne pas y avoir d'inconvénient à accorder cette grâce »<sup>297</sup>.

Stimulés par leur nouvelles fonctions, par l'accroissement du nombre de fonctionnaires, par les recettes provenant de leurs activités et, enfin, par le pouvoir d'influence sur la population, les membres de la chambre de Vila Boa occupaient une position stratégique tant à l'intérieur des réseaux de relations locales, comme dans les connexions complexes établies au-delà des frontières de Goiás, devenant l'égal, en pouvoir et en privilèges, des autres *vilas* et aux villes de l'Amérique portugaise. Dès lors, c'était le projet politique de Lisbonne qui prenait corps et consistance dans le *sertão* de Goiás. D'ores et déjà, les actions régulières et persistantes du *Senado da Camara* devinrent, peu à peu, plus présentes et visibles, menées par les représentants du peuple et les intermédiaires entre les habitants des mines et les autorités de Lisbonne. Ce faisant, ils collaboraient avec le monarque, facilitant l'exécution du projet colonial, en assumant et soutenant, au nom du roi, une partie importante du gouvernement local.

### 3.5 Le Senado da Camara et la représentation populaire

Cette image de défenseur des intérêts et du bien-être de la population semble correspondre aux intentions les plus vives des membres de la chambre de Vila Boa, alimentant une de leurs fonctions politiques fondamentales dans les mines de Goiás : la représentation populaire. Comme un point d'encrage qui relie des intérêts multiples et équidistants, le *Senado da Camara* accomplit l'importante tâche de traiter les demandes et de résoudre des conflits dans cette région aux frontières de l'Amérique. Souvent revêtus du rôle de représentants du peuple, ils mettent en question l'autonomie des agents de la Couronne et soutiennent les droits des juges ordinaires des *arraiais*<sup>298</sup>. Par ailleurs, ils interviennent dans la planification architecturale des villes, en proposant la construction et la restauration des bâtiments publics ; ils plaident en faveur de l'ouverture à l'exploration de l'or et de diamants dans des nouvelles régions, dénoncent la misère des mineurs et protègent

---

<sup>297</sup> *Ibid.*

<sup>298</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 11, D. 687.

les intérêts économiques des entrepreneurs locaux<sup>299</sup> ; ils se placent du côté des mineurs contre les exécutions ordonnées par les fonctionnaires de la Couronne<sup>300</sup> ; ils dénoncent, presque quotidiennement, les abus et les exagérations commis par les gouverneurs et les ministres nommés par Lisbonne ; ils rapportent les irrégularités commises contre la population, à l'instar des gains abusifs ou excessifs engrangés par les bénéficiaires de contrats et de fonctions concédés par la Couronne.

La liste des activités qui font du *Senado da Camara* une référence essentielle dans la vie politique des mines de Goiás est longue. L'énumérer ici serait exhaustif. Mais un cas particulier nous semble exemplaire pour montrer la capacité d'influence des membres de la chambre de Vila Boa sur les décisions du roi du Portugal. Il s'agit du mécontentement de la population concernant une affaire qui a provoqué un grand contretemps entre les habitants de Vila Boa : l'obligation de payer les dépenses des militaires appartenant à la compagnie des Dragons. Si cette affaire fut une bonne opportunité pour la consolidation de l'image du *Senado da Camara* auprès de la communauté locale, elle a été aussi importante pour révéler le roi du Portugal comme un fort allié des membres de la chambre municipale de Vila Boa de Goiás.

Ainsi, le 8 avril 1741, les membres de la chambre écrivent au monarque, l'informant de la colère des habitants de Vila Boa par rapport à l'obligation de payer des « *boletos* » (factures) pour entretenir les soldats du régiment de Dragons. Ils demandent alors que cette obligation soit suspendue, afin d'enlever cette charge à la population, en raison du préjudice qu'elle fait peser sur toute la communauté<sup>301</sup>. Cette demande avait été motivée par une pétition envoyée aux membres du *Senado da Camara*. Souscrite par environ cinquante habitants de la ville, elle dénonce le caractère nocif de cette affaire à laquelle les habitants étaient confrontés et exige l'intervention des conseillers municipaux auprès du roi du Portugal. « Nous supplions votre indulgence », peut-on lire dans ce document, « que notre demande soit déposée dans la présence de Votre Majesté, et attendons que sa Royale générosité et grandeur

---

<sup>299</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 4, D. 298.

<sup>300</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 2, D. 115.

<sup>301</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 2, D. 141.

donnera solution, ainsi nous serons des crédateurs, parce que nous avons souffert de cette situation incommode depuis plus de six années »<sup>302</sup>.

La supplique des habitants ne s'adresse au *Senado da Camara* que pour représenter un moyen de communication avec Lisbonne. Effectivement, le monarque avait transféré aux membres de la chambre le pouvoir de décision sur la perception de taxes auprès de la population, destinées à entretenir les soldats de la compagnie des Dragons. Les membres de la chambre subissaient donc des pressions des deux côtés : autant de la part des soldats qui défendaient le maintien de la perception de l'impôt, que de la part de la population qui se voyait obligée de payer. La population insatisfaite interpellait donc directement le *Senado da Camara*<sup>303</sup>.

Après avoir démontré qu'ils étaient bien informés quant au rôle des membres de la chambre, le texte prend la forme d'une véritable plainte. Les habitants se défendent face à une situation vexatoire dont ils sont totalement insatisfaits. Afin de s'acquitter de l'entretien des soldats qui avaient de bons moyens financiers, ils demandent aux membres de la chambre « [...] par service de Dieu et Sa Majesté, le bon fonctionnement de cette Vila et le bien public », qu'ils puissent s'abstenir de continuer d'être assujettis à ce châtement insupportable « parce que c'est bien notoire que nous sommes contraints de maintenir des personnes qui peuvent s'entretenir elles-mêmes [...] »<sup>304</sup>.

Au point crucial de leur discours, les auteurs du document font allusion à une menace qui inquiète très certainement les membres du *Senado da Camara* : abandonner Vila Boa pour se retrouver affranchis de cette contrainte, à l'instar de ce que d'autres habitants avaient déjà fait : « dans ce cas, notre consternation nous obligera à laisser la ville », disent-ils. Pensez, recommandent-ils, « avec attention combien l'Économie Royal et la capitation vont perdre »<sup>305</sup>. Cet ultimatum reste certainement préoccupant, puisqu'il remet en cause la croissance de la ville, provoquant une baisse des recettes locales et des pertes conséquentes pour les finances royales.

---

<sup>302</sup> *Ibid.*

<sup>303</sup> *Ibid.*

<sup>304</sup> *Ibid.*

<sup>305</sup> *Ibid.*

Parallèlement, les revendications des soldats du régiment de Dragons prenaient deux directions : alléguant que c'était une pratique ancienne dans les mines, ils voulaient continuer à recevoir la participation habituelle de la population ou alors que cette dernière finance la construction d'une caserne pour les loger, car ils n'avaient pas les moyens de payer le loyer de leurs propres maisons. Néanmoins, indifférents aux déclarations des militaires, les membres de la chambre optèrent pour la suspension du paiement destiné à leur hébergement, en s'opposant ainsi à l'ancienne pratique. Ils étaient motivés en cela par deux facteurs essentiels.

En premier lieu, parce que le roi du Portugal a pris en considération la demande du *Senado da Camara* contre la volonté du gouverneur de la Capitainerie de São Paulo. Ce dernier, en discréditant la décision des juges ordinaires de Vila Boa, avait déterminé le maintien de l'ancienne pratique, laissant à la charge des habitants les dépenses du régiment des Dragons. Le monarque, au contraire, se plaça du côté des membres de la chambre, et ordonna au gouverneur que « [...] en cas de besoin de cet impôt, que vous chercherez à éviter à tout prix, jamais les habitants ne doivent contribuer au-delà de ce qui détermine les ordonnances militaires »<sup>306</sup>.

En second lieu, parce que l'*ouvidor* et surintendant de mines du Goiás à l'époque, Agostinho Pacheco Teles, avait décidé, avant la création de Vila Boa, que la population devrait héberger les militaires dans leurs propres maisons et payer leurs dépenses. Il reste que son intervention défendait un procédé datant d'une époque révolue qui devait être remplacée par l'arrivée de nouvelles orientations politiques définies par le *Senado da Camara*. Très vite, les conseillers municipaux stigmatisaient l'ex-surintendant général comme le responsable des mesures impopulaires qui causait un tel ennui à Vila Boa de Goiás. Dans une nouvelle lettre adressée au monarque, les membres de la chambre n'épargnaient pas non plus Pacheco Teles : la cause première de la honte dans laquelle est plongé le peuple de cette Vila, disent-ils, était « l'ancien surintendant de ces Mines Agostinho Pacheco Teles ». Le peuple « pleure cet impôt et avec raison ; bien que Votre Majesté a été emmené à dire non par la Résolution du 27 février 1742 »<sup>307</sup>.

---

<sup>306</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 2, D. 170.

<sup>307</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 3, D. 218.

Ainsi, en avril 1743, alors que la location d'une maison qui servait de caserne payée avec les ressources des Finances Royales alourdit l'ambiance, en dépit de la position de la Couronne contre la collecte de « boletos » et en désaccord avec les instructions des ordonnances militaires, les habitants de Vila Boa entretenaient et abritaient dans leurs propres maisons les militaires de la compagnie des Dragons. En conséquence, incités par le bouillonnement des événements et voyant leur juridiction et leur autorité menacées à l'intérieur du nouvel ordre établi, les membres du *Senado da Camara* écrivent une nouvelle lettre au roi du Portugal.

Poussés à laisser sur les étagères du passé les résolutions de l'ex-ouvidor, ils organisent d'autres arrangements et d'autres accords en tant qu'auteurs de nouvelles règles dans les mines de Goiás. Ainsi, après avoir déclaré que la source de tous les maux est antérieure à la création de Vila Boa, et avoir rappelé la position du monarque en faveur des pétitions de la chambre, les membres du *Senado da Camara* sont obligés de reconnaître que rien n'a changé : les soldats des *Dragões* reçoivent des bénéfices injustes et proclament publiquement que le peuple a l'obligation « de leur donner à manger, ou des casernes »<sup>308</sup>.

Après un bref résumé de la situation, ils justifient leur appui aux habitants, en accusant les militaires d'agir malhonnêtement, car beaucoup d'entre eux possèdent leurs propres maisons et des esclaves qui travaillent dans des « faisqueiras » (petites mines), « ventes publiques et autres négoce », en plus des avantages que leur offrent les habitants, contraints de les voir vivre sous leur toit et de financer leurs dépenses personnelles. Par ailleurs, disent-ils, ils jouissent des avantages octroyés aux fonctionnaires publics, et « chacun d'entre eux est en meilleure situation qu'un capitaine de chevaux dans ce royaume »<sup>309</sup>.

Ces constatations ont amené les officiers du *Senado da Camara* à conclure que l'impôt payé par la population n'était pas nécessaire. Alors, ils autorisent les habitants de Vila Boa à suspendre le paiement de l'impôt, ce qui provoqua une réaction immédiate des membres de la compagnie des Dragons. A ce moment, au milieu du conflit, les conseillers municipaux utilisent leur arme la plus précieuse : leur capacité de négociation. Attachés aux instructions des ordonnances militaires, ils

---

<sup>308</sup> *Ibid.*

<sup>309</sup> *Ibid.*

écrivent au lieutenant commandant de la compagnie, en cherchant à établir un dialogue amical, sans pour autant revenir sur leur décision. Ils argumentent que seule une minorité des soldats ont besoin de l'aide de la communauté et suggèrent l'élaboration d'une liste des noms des militaires les plus pauvres. La réponse du commandant des Dragons reste négative.

Effectivement, l'engagement du *Senado da Camara* n'est pas désintéressé. En déclarant leur décision comme définitive et la question résolue, ils profitent de la situation pour consolider leur position face aux autres groupes et autorités locaux et, bien évidemment, renforcent l'image d'une chambre plus proche de la société que celle distante du roi du Portugal. Plaçant d'un côté la situation des militaires et de l'autre côté la population à la limite du désespoir, ils suggèrent que « la grandeur et la clémence » du monarque doivent concilier les intérêts de ses vassaux dans les mines de Goiás. A partir de ce raisonnement, ils construisent un discours qui, tout en exaltant le roi du Portugal, a la prétention de redéfinir la composition des pouvoirs locaux, plaçant les membres de la chambre dans une position de médiateurs officiels concernant les disputes et les conflits persistant au sein des élites locales.

Avec une allure professorale, ils indiquent au roi du Portugal le chemin à suivre dans le processus de médiation du conflit : tout d'abord, le monarque doit offrir « des secours aux soldats, au cas où, par ambition, ils ne soient pas satisfaits » et, deuxièmement, il doit « sécher les larmes de ce peuple, qui, avec cet impôt pleure depuis six ans, s'appauvrissant pour entretenir les soldats et les enrichir »<sup>310</sup>.

Après une liste des dépenses réalisées par les habitants de Goiás au nom du roi du Portugal, qui inclut notamment celles destinées à la formation d'une armée de citoyens, le paiement d'un *sertanista* (homme du *sertão*) pour exterminer des *Indiens caiapós*, en plus de la valeur correspondante à trois arrobes d'or données pour la construction de l'église matrice de Vila Boa et le paiement aux finances royales d'une amende de dix pour cent en raison du retard du paiement de la capitation, les membres de la chambre vantent les habitants des mines qui, selon eux, « sont assujettis à tout cela, et ne se doutent de rien ». En effet, nonobstant la position favorable du roi du Portugal, ils suggèrent au monarque qu'ils sont, malgré toute la loyauté démontrée, les cibles et les victimes de la punition royale, en comparant Vila

---

<sup>310</sup> *Ibid.*



Boa à la ville de Braga, qui aurait subi le même sort pendant le règne de Pedro II. À cette occasion, la ville de Braga avait été punie avec le même impôt en raison d'une désobéissance faite à l'archevêque. « Cependant », affirment-ils au roi, « ce châtiment n'a même pas été laissé une dixième de la partie du temps qu'il a duré ici, ceux-là ont été punis avec raison, ceux-ci sont punis sans elle, parce qu'ils sont obéissants et loyaux et contribuent avec les donations qu'ils doivent à Votre Majesté »<sup>311</sup>.

Ce sont des discours et des énoncés de poids qui identifient les membres de la chambre comme médiateurs face aux problèmes et aux intérêts des élites locales, mais indiquent en même temps une liberté et une autonomie significative face au monarque, en conférant au *Senado da Camara* la légitimité annoncée par le projet colonial dans le champ politique des mines de Goiás. Comme espace de négociation et de représentation, en tant qu'instrument indispensable d'actualisation politique associée aux intérêts de Lisbonne, intermédiaires entre le roi et les sujets, les membres de la chambre concluent la missive au monarque par une image qui associe les trois vecteurs fondamentaux, facteurs d'unité et de continuité sur les territoires d'outre-mer, qui collaborent entre eux à la conduite du projet colonial : le roi, le *Senado da Camara* et le peuple :

C'est ça, Seigneur, qui fait de la chambre de cette Villa dans le Royal Service de Votre Majesté, et c'est ça l'œuvre de son peuple quand il reçoit l'ordre de travailler dans votre service avec la voix de Votre Majesté, et il semble que la chambre et le peuple doivent être entendus à propos de cette supplique comme créanciers de la Royal clémence, de manière à ce que l'absolution que Votre Majesté est invité à donner, vienne d'une façon claire et bien comprise<sup>312</sup>.

---

<sup>311</sup> *Ibid.*

<sup>312</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 3, D. 218. Nous rappelons ici les considérations de Charles Boxer sur les *Senados da Câmara* et les *Misericordas* en tant que facteurs d'unité et de continuité dans l'Empire portugais. Selon lui, « Parmi les institutions caractéristiques de l'empire maritime portugais, et qui ont aidé à maintenir unies ses diverses colonies, il y avait le *senado da câmara*, les frères de la charité et des confréries laïques (...). La Chambre et la *misericorde* peuvent être décrites, en exagérant un peu, comme les piliers jumeaux de la société coloniale portugaise du Maranhão jusqu'à Macao. Elles garantissaient une continuité que les gouverneurs, les évêques et les magistrats changeants ne pouvaient pas assurer (...). Une étude comparative de leur développement et de leurs fonctions montre comment les Portugais se sont adaptés aux différentes conditions sociales qu'ils ont rencontré en Afrique, Asie et en Amérique, et dans quelle mesure ils ont réussi à remplacer ces institutions métropolitaines par des moyens exotiques jusqu'à les adapter avec succès ». Charles R. Boxer, *The Portuguese seaborne empire, 1415-1825*, London : Hutchinson, 1977, p. 286.

Dès lors, ce n'est pas erroné d'identifier dans la géographie politique de Vila Boa l'un des centres névralgiques du projet de Lisbonne : le *Senado da Camara*. Avec la création de Vila Boa, le pouvoir de Lisbonne se projette sur l'espace des mines de Goiás, en même temps qu'il prétend projeter les valeurs essentielles d'un ordre colonial. Mais pour le faire, il faut pénétrer dans les relations quotidiennes et participer aux trames de pouvoirs tissées dans l'univers des expériences vécues. Si le consensus colonial existe est parce que les structures locales du pouvoir impérial sont sources d'autorité et de prestige<sup>313</sup>. Alors, l'instrument qui donne de cohérence au projet politique de Lisbonne dans les mines du Goiás est le *Senado da Camara* : lieu de luttes et combats et, en même temps, de prestige et d'autorité, grâce auquel un réseau de relations personnelles prend forme, perfectionnant les mécanismes de collaboration dans les espaces de la monarchie.

Compte tenu des structures qu'il mobilise le *Senado da Camara* délimite son territoire, favorise l'organisation et l'élargissement des organismes administratifs et s'impose comme un espace d'interaction entre le peuple et les instances monarchiques du gouvernement. Dans ce contexte, il fait de Vila Boa un centre urbain d'une importance politique incontestable dans les stratégies idéalisées par Lisbonne. Plus que cela, en fonction des nouveaux événements, Vila Boa prend un rôle spécial non seulement dans les districts miniers, mais, de façon plus large, dans tout le territoire de la frontière ouest défini par le Traité de *Tordesilhas*<sup>314</sup>.

### 3.6 La création du prélat et de la Capitainerie de Goiás

De fait, grâce à la fondation de *vilas* et de villes, le roi du Portugal consolidait sa présence stratégique à la frontière ouest de l'Amérique portugaise,

---

<sup>313</sup> Zacharias Moutoukias, Réseaux personnels et autorité coloniale : les négociants de Buenos Aires au XVIII<sup>e</sup> siècle, *Annales ESC*, 1992, numéro 4-5, p. 889.

<sup>314</sup> Seule référence concernant la division territoriale entre le Portugal et l'Espagne en Amérique, le Traité de *Tordesilhas*, signé le 7 juin 1494, divisait le monde en deux hémisphères, par une méridienne distante 370 lieues des Iles du Cap Vert, laissant à l'Espagne tout ce qui se trouvait en Occident et au Portugal ce qui se trouvait en Orient. L'accord a établi une durée de dix mois pour la démarcation de la ligne de division entre les possessions des deux royaumes. Cependant, cette ligne n'aura jamais été réellement fixée. La localisation sur les cartes sera un exercice de projection conceptuel qui ne prendra pas en compte les aspects physiques de la géographie, ni l'occupation du territoire. Sur ce sujet, voir Íris Kantor, Diplomatic uses of Brazil's island myth cartographic and historiographic polemics, *Varia história*, 2007, v. 23, numéro 37, p. 70-80 et Luis Adão da Fonseca, *O tratado de Tordesilhas e a diplomacia luso-castelhana no século XVI*, Lisbonne : Enapa, 1991.

puisque durant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle l'occupation de la région était une manière d'établir les bases matérielles du domaine portugais face au domaine espagnol<sup>315</sup>.

Dans ce projet, la stratégie adoptée par la diplomatie portugaise imprime une nouvelle orientation aux plans de Lisbonne dans les mines du Goiás. En premier lieu, il y a la création du prélat de Goiás, attaché à l'Évêché de Mariana, à la suite de la fragmentation de la juridiction ecclésiastique de Rio de Janeiro. En second lieu, c'est le démembrement de la Capitainerie de São Paulo, qui permet la création des Capitaineries de Goiás et de Mato Grosso. Ces deux initiatives conjuguées donneront à Vila Boa un nouveau statut dans la région et une importance spéciale parmi les négociations qui ont pour but d'agrandir et de garantir les limites de la frontière ouest de l'Amérique portugaise, remplaçant les actions et le rôle du *Senado da Camara* dans une nouvelle configuration.

La création du prélat de Vila Boa de Goiás suivait un calendrier intimement associé aux négociations établies entre Lisbonne et Rome. Dans une consultation au gouverneur de la Capitainerie de São Paulo, en 1719, Lisbonne révélait déjà sa préoccupation de créer de nouveaux évêchés pour une actualisation plus effective à l'intérieur de l'Amérique portugaise. Connaissant les nécessités spirituelles et religieuses des fidèles qui habitaient une vaste région sous la responsabilité de l'évêché de Rio de Janeiro, l'initiative visait surtout à élargir sa présence au sein des nouveaux territoires conquis, en décourageant le mouvement des Espagnols tout en réduisant la contrebande<sup>316</sup>.

En fait, la correspondance entre les conseillers du monarque révèle la prise de conscience de la Couronne concernant les limitations de l'influence de l'évêché du Rio de Janeiro, dont la juridiction incluait, outre la Capitainerie de São Paulo (les régions de Minas Gerais, de Goiás et de Mato Grosso), toute la partie sud de l'Amérique portugaise. Cette situation entretenait une tendance visant à favoriser son

---

<sup>315</sup> À propos des définitions des frontières en Amérique portugaise voir Maria Fernanda Baptista Bicalho, *Sertão de Estrelas. A delimitação das latitudes e das fronteiras na América portuguesa, Varia História*, 1999, v. 21, p. 73-85.

<sup>316</sup> Cristina de Cássia Pereira Moraes, *Deus e o Diabo no sertão dos Guayazes : abusos e desmandos do vigário da Vara de Vila Boa, Goiânia, Sociedade e Cultura*, 2006, v. 9, numéro 1, p. 91.

démembrement<sup>317</sup>, ce qui fut effectivement proposé à partir de 1745, grâce à l'intervention personnelle du roi João V auprès de l'église catholique à Rome, sollicitant la création des évêchés de São Paulo et de Ribeirão do Carmo, à Minas Gerais, ainsi que les prélats de Goiás et de Cuiabá<sup>318</sup>.

Le roi du Portugal proposait à Rome une nouvelle carte pour la juridiction ecclésiastique en Amérique, en réarrangeant la géométrie d'évêché de Rio de Janeiro, qui commencerait par être limité au sud par le fleuve Paraíba, délimitation du futur évêché de São Paulo, qui, à son tour, se prolongerait jusqu'à l'extrémité sud de l'Amérique portugaise. À l'ouest, la juridiction de Rio de Janeiro maintiendrait son autorité jusqu'à la frontière avec le nouvel évêché de Ribeirão do Carmo, élevé à la catégorie de ville avec le nom de Mariana, comprenant tout le territoire de Minas Gerais, limité au nord par l'archevêché de Bahia et à l'ouest par le prélat de Goiás<sup>319</sup>.

Nonobstant, l'intervention de la Couronne auprès de la papauté qui ne concernait spécifiquement que le démembrement du diocèse de Rio de Janeiro, la réponse de la Curie Romaine n'a pas contenté immédiatement les intérêts de Lisbonne, faisant valoir l'impossibilité d'émettre une bulle papale qui ferait référence, en même temps, à la création d'évêchés en Amérique et en Asie<sup>320</sup>. Néanmoins, un autre facteur représentait un nouveau type de difficulté en vue d'une décision de Rome favorable à Lisbonne. Incommodés par la diplomatie agressive menée par le monarque portugais et par l'indéfinition des limites géographiques entre les deux monarchies en Amérique – impliquant, notamment, la région des mines de Goiás et de Cuiabá –, les espagnols étaient en désaccord sur la concession d'une nouvelle juridiction ecclésiastique qui bénéficierait aux prétentions du Portugal, craignant la menace d'une hégémonie portugaise sur les frontières décrites par le Traité de Tordesilhas.

Sachant que l'autorisation du Siège Apostolique pour la création d'évêchés sur la base du droit canonique était associée à la définition des limites de leurs probables juridictions, le roi du Portugal agissait avec l'intention de garantir son

---

<sup>317</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 17, D. 988. Bibliothèque d'Ajuda, Códice 1173, cota 49 - VTTT-41, citée par Cristina de Cássia Pereira Moraes, *Deus e o Diabo no sertão dos Guayazes, op. cit.*, p. 93.

<sup>318</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 3, D. 264.

<sup>319</sup> Cristina de Cássia Pereira Moraes, *Deus e o Diabo no sertão dos Guayazes, op. cit.*, p. 94.

<sup>320</sup> Bibliothèque d'Ajuda, Códice 1173, cota 49 - VTTT-4, cité par Cristina de Cássia Pereira Moraes, *Deus e o Diabo no sertão dos Guayazes, op. cit.*, p. 93.

domaine sur une région qui intéressait aussi la Couronne d'Espagne. Pour cela il comptait sur les privilèges provenant du *padroado* et du réganisme qui, sous l'égide de la religion, faisaient du roi du Portugal une espèce de vicaire apostolique qui représentait les intérêts de l'Église, autant dans le royaume que dans les territoires de conquête, laissant ainsi à Rome le soin de ratifier les choix du monarque dans le domaine religieux<sup>321</sup>.

Alors que le monarque portugais déterminait la création de nouveaux évêchés et de prélats en Amérique, le pape Benoît XIV promulguait en 1746 le bulle *Candor Lucis Eternae*, érigeant les diocèses de São Paulo et de Mariana, ainsi que les prélatures de Goiás et de Cuiabá<sup>322</sup>. Encouragé par les possibilités ouvertes grâce au *padroado* royal, et dans une stratégie délibérée visant à consolider l'occupation des

---

<sup>321</sup> Le droit du *padroado* du roi, institué au XVI<sup>e</sup> siècle par João III, a substitué le *padroado* collectif exercé par un seigneur, en vigueur jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle. Par la suite, il englobe les évêchés des terres conquises par le Portugal et créées par le monarque, dans le royaume comme en outre-mer. Ainsi, la concession de bénéfices ecclésiastiques aux fondateurs et défenseurs des églises et des institutions religieuses ne s'étendait qu'aux évêchés fondés pendant l'expansion et à l'intérieur du Portugal, excluant tous les précédents. C'était le Saint Siège qui désignait et approuvait les évêchés, malgré l'acceptation des propositions de la Couronne pour ne pas provoquer de conflits. Des rois comme Afonso III, Manuel, Filipe I, João IV et Pedro II ont constamment essayé de prendre le droit de *padroado* et de s'immiscer dans celui du Saint Siège. Manuel I osa même provoquer une crise avec le Pape au sujet de la nomination de l'évêque qui succéderait à Martinho da Costa, et Filipe I se permit d'élargir le contexte du *padroado* dont il bénéficiait en Espagne et au Portugal. Ce souverain, en occupant le trône du Portugal, a élargi à tous les évêchés portugais le droit de présentation dont il jouissait en Espagne, une prérogative que le Saint Siège a acceptée, compte tenu du prestige dont jouissait la monarchie espagnole au sein de la Chrétienté. Néanmoins, l'intervention des monarques dans les églises demeurait très importante, comme l'ont fait, par exemple, Manuel I et Sebastião. En outre, à partir de 1212, Le pape Innocencio III a réservé aux rois le *padroado* d'églises paroissiales qui depuis toujours leur appartenait. Malgré cela, le pape avait encore un droit occasionnel pour nommer des titulaires aux fonctions ecclésiastiques. En 1740 le pape Benoît XIV décida donner au roi du Portugal le droit des bénéfices des nouveaux évêchés, par le document *ad praesentationem*, en se réservant néanmoins la nomination des évêques, prélats et autres dignités des anciens évêchés. Ce régime de patronage royal s'est maintenu dans la pratique jusqu'à la Loi de Séparation de 1911, peu après l'instauration de la République en 1910. Sur la base de cette conception, Pereira Moraes nous raconte que le roi du Portugal a conquis le privilège de désigner le nonce apostolique du Portugal. En plus de proposer des noms pour les évêchés vacants dans tout le royaume, Benoît XIV lui accorde, en décembre 1748, le titre de Roi Très Fidèle. Cristina de Cássia Pereira Moraes, *Deus e o Diabo no sertão dos Guayazes*, *op. cit.*, p. 94. Sur le *Padroado* dans l'Empire portugais voir Charles R. Boxer, *Portuguese society in the tropics. The municipal councils of Goa, Macao, Bahia and Luanda. 1510-1800*, Madison and Milwaukee : The University of Wisconsin Press, 1967 et Charles R. Boxer, *A Igreja e a Expansão Ibérica, 1440-1770*, Lisbonne : Edições 70, 1990. Sur le *Padroado* portugais dans l'Orient voir Antônio da Silva Rego, *O Padroado Português do Oriente e a sua historiografia, 1838-1950*, Lisbonne : Academia Portuguesa de História, 1978. Du même auteur, *Le Patronage portugais de l'Orient*, Lisbonne : Agência Geral do Ultramar, 1957 et Teotônio R. de Souza, *O Padroado português do Oriente visto da Índia. Instrumentalização política da religião*, *Revista Lusófona de Ciência das Religiões*, 2008, numéro 13/14, p. 413-430.

<sup>322</sup> Luiz Antônio da Silva e Souza, *Memória sobre o descobrimento, governo, população e coisas mais notáveis da Capitania de Goyaz (1812)*, *op. cit.*, p. 107.

territoires localisés au-delà du méridien défini par le Traité de Tordesilhas, le roi du Portugal obtenait de cette manière la bénédiction et la reconnaissance de Rome concernant l'expansion en direction de l'ouest et des violations des accords établis par ce traité<sup>323</sup>. Au sein des évêchés de São Paulo et de Mariana créés en 1745, les prélats de Goiás et Mato Grosso seront seulement installés en 1749, l'année même du démembrement de la Capitainerie de São Paulo au profit de la création des Capitaineries de Goiás et de Cuiabá.

L'idée de créer la Capitainerie indépendante de Goiás, séparée de celle de São Paulo, a été envisagée à plusieurs reprises pendant la décennie de 1730, comme une alternative à l'implantation initiale des mécanismes de contrôle pensés par Lisbonne.

Ainsi, avant même la provision royale qui déterminait l'installation de la première Vila dans les mines de Goiás, le comte de Sarzedas, préoccupé par la situation de conflit permanent dans la région et conscient de la nécessité de présenter une alternative à la faiblesse des pouvoirs réguliers de la Couronne, convoque une *junta* extraordinaire dans la ville de São Paulo où sont présentés deux projets : la création d'une Capitainerie et l'installation de deux *vilas* à Sant'Anna et à Meia Ponte. Avec l'arrivée de Martinho de Mendonça au Brésil, envoyé par le roi du Portugal avec pour objectif d'analyser la question, le second projet prévaut partiellement, le premier étant remis au futur<sup>324</sup>.

Par ailleurs, en 1736, au cours d'une circonstance durant laquelle le monarque confia au comte de Sarzedas la création d'une Vila dans les mines de Goiás, il démontre aussi sa préoccupation quant à la nécessité de l'installation d'un gouvernement distinct de la Capitainerie de São Paulo :

---

<sup>323</sup> Selon Jaime Cortesão, le « Portugal obtenait du Pape la reconnaissance d'une sanction transcendante à son expansion vers l'ouest et, par conséquent, à ses violations du traité de Tordesilhas ». Acte qui « se retournera en faveur du Portugal et pas de l'Espagne, et impliquait une anticipation sous l'aspect de *uti possidetis* religieux ». Cf. Jaime Cortesão, *Alexandre de Gusmão e o Tratado de Madri*, Rio de Janeiro : Instituto Rio Branco, 1952, p. 175.

<sup>324</sup> La réalisation de cette *Junta* le 25 avril 1735 – grande réunion avec la participation des autorités coloniales installées à São Paulo – a été ordonnée par le roi du Portugal le 6 décembre 1734. La décision du monarque a été une réponse à une lettre du Senado da Câmara de la ville de São Paulo, dont le contenu dénonçait les détournements de l'or qu'appartenait à la Couronne par les chemins qui reliaient les *sertões* de Bahia, Piauí, Maranhão et Minas Gerais aux récemment découvertes mines de Goiás. Cf. José Martins Pereira de Alencastre, *Anais da província de Goiás*, *op. cit.*, p. 53-56.

Je fais savoir à vous, Conde de Sarzedas Gouverneur et Capitaine Général de la Capitainerie de São Paulo, que d'après ma résolution, vous irez aux mines des Goyas et choisirez le site pour la fondation d'une Villa. J'ai été sommé de vous ordonner par la Résolution du sept du mois en cours (février) de cette année (1736), en accord avec mon conseil d'Outre-mer, que vous m'informiez exactement sur tous les besoins des ces districts, et si je dois constituer dans les Goyas un Gouvernement Séparé, ou plus de Villas et de justices pour que je puisse me résoudre sur ce qui me semble le plus adéquat<sup>325</sup>.

Toutefois, la réponse au roi ne sera pas envoyée par le comte Sarzedas, mais par son successeur Luiz de Mascarenhas. Profitant de sa présence dans les mines, et tout de suite après avoir établi Vila Boa et le *Senado da Camara*, il écrit au roi en énonçant son opinion. Se présentant autant comme une justification en faveur de son maintien dans Goiás, qu'un argument propice à l'établissement d'une Capitainerie indépendante, le gouverneur Mascarenhas, après avoir rappelé la grande distance de São Paulo, les difficultés liées à l'ouverture d'un chemin par terre vers les mines de Cuiabá et les attentions nécessaires aux finances royales, plus particulièrement à la perception du *quinto*, défend l'idée de la présence d'un gouverneur dans les mines. Parce que « avec ses ordres », écrit-il au roi, « toute activité du Service Royal est mieux et plus rapidement exécutée [...]. Et à partir de cette idée et de ce fondement il me paraît normal que le Gouverneur habite dans ces mines et non pas à São Paulo parce que dans cette ville son travail ne peut pas être utile »<sup>326</sup>.

Le 19 mars 1737, pour la troisième fois, la création d'une Capitainerie indépendante est envisagée : le surintendant Gregório Dias da Silva a suggéré lui aussi au monarque la création d'une nouvelle Capitainerie, avec une juridiction très vaste, englobant les mines de Goiás et de Cuiabá, encore plus à ouest<sup>327</sup>.

Malgré toutes ces pondérations, la séparation effective de São Paulo et l'installation d'une nouvelle Capitainerie dans les mines de Goiás passerait encore par une longue période d'attente. En dépit de cette possibilité toujours présente dans l'univers des alternatives envisagées pour la Couronne et en raison de l'importance stratégique jouée par les Vilas dans l'espace colonial, les autorités coloniales ont opté

---

<sup>325</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 68.

<sup>326</sup> *Ibid.*

<sup>327</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 31.

pour la fondation de Vila Boa de Goiás, au lieu de la création immédiate d'une Capitainerie indépendante. Il reste que ce n'est qu'en 1748 que le roi du Portugal annonça la création de la Capitainerie de Goiás et celle de Mato Grosso, en ordonnant d'informer le gouverneur Luiz de Mascarenhas du démembrement de la Capitainerie de São Paulo<sup>328</sup>.

Effectivement, les procédures d'installation de la nouvelle Capitainerie ajoutent un niveau supplémentaire dans la géographie politique et administrative de Vila Boa et l'affectation des différents postes de gouvernement s'enchaînent rapidement : le 26 juillet 1748, le monarque nomme Marcos de Noronha, alors gouverneur de la Capitainerie de Pernambouc, au poste de gouverneur<sup>329</sup> et publie une annonce à Lisbonne pour l'élection des intéressés au poste de secrétaire du gouvernement de la Capitainerie de Goiás<sup>330</sup>. En janvier 1749, le monarque détermine le transfert immédiat de Marcos de Noronha pour diriger la nouvelle Capitainerie<sup>331</sup>. Son arrivée à Vila Boa est attendue avec solennité. Après un long voyage, il rencontre le peuple et les membres du *Senado da Camara* qui l'attendaient afin de lui octroyer solennellement les pouvoirs que son poste lui conférait. La célébration de cette rencontre conduite par les membres du *Senado da Camara*, a été décrite par Ângelo

---

<sup>328</sup> Archive Historique de Goiás [AHG], Documents Divers : Lettre du secrétaire d'État à Dom Luiz de Mascarenhas, gouverneur de São Paulo, annonçant la division de la Capitainerie, 1748.

<sup>329</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 5, D. 374.

<sup>330</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 5, D. 376 et AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 5, D. 378. Il semble s'agir d'une enchère autour du poste de secrétaire du gouvernement des mines de Goiás, qui serait occupé par celui qui paierait la plus grande somme pour la charge. Conformément à Antônio Manuel Hespanha, une provision royale de 1740 a élargi le régime du *donativo* à toutes les charges en outre-mer. Depuis lors, les placements aux postes sont effectués par le biais d'enchères, où l'on vendait au plus offrant. Cette transaction ne correspondait pas à une vraie vente, puisque la somme payée consistait en un simple don en relation au devoir de gratitude envers le monarque qui lui accordait la place. Même si le système d'enchères avait augmenté le revenu fiscal, la vente de ces fonctions officielles finissait par favoriser des groupes rivaux qui, en fonction de disputes intestines, offraient des dons de sommes plus importantes, avec d'éventuelles conséquences sur l'intérêt public et au détriment des personnes plus méritantes mais de moindre fortune. Cf. Antônio Manuel Hespanha, *A constituição do Império português. Revisão de alguns enviesamentos correntes*, *op. cit.* p. 184-185.

<sup>331</sup> Gouverneur de la Capitainerie de Pernambouc et, plus tard, vice-roi du Brésil, la désignation de Marcos de Noronha au poste de gouverneur de Goiás suivait une tendance habituelle à l'Empire portugais depuis le XVII<sup>e</sup> siècle. Une bonne partie des territoires brésiliens était gouvernée par des membres de la « première noblesse ». Selon Nuno Gonçalo Monteiro, c'est le cas, par exemple, de Bahia, même après le changement de la capitale pour Rio de Janeiro ; de Goiás, à partir de 1749 ; Grão-Pará, Mato Grosso, Minas Gerais, Pernambouc, Rio de Janeiro (jusqu'en 1763) et São Paulo (après 1721). Plus le XVIII<sup>e</sup> siècle avance, plus le Brésil devient tendanciellement le seul destin colonial possible pour les successeurs des maisons de première noblesse du royaume. Cf. Nuno Gonçalo F. Monteiro, *Trajetórias sociais e governo das conquistas*, *op. cit.*, p. 281.



Santos Cardoso, récemment nommé secrétaire du gouvernement, et enregistrée dans les annales officielles de la Capitainerie :

le 8 novembre 1749, dans cette Vila Boa de Goiás, dans les maisons da la chambre, devant le *Senado da Camara* de cette même Vila et de son peuple, a été lu le manifeste Royal avec laquelle Sa Majesté fait et nomme gouverneur et capitaine général de ces mines l'illustrissime et Excellentissime M. D. Marcos de Noronha, que prend en charge le même gouvernement. J'ai fait ce document, sur lequel ont signé le dit illustrissime et Excellentissime M. gouverneur et capitaine général et les officiers de la chambre – Et moi Ângelo dos Santos Cardoso, secrétaire du gouvernement, l'écrit et le signé. – D. Marcos de Noronha. – Ângelo dos Santos Cardoso. – Agostinho Luiz Ribeiro. – Manoel da Silva. – Inácio Barbosa da Silva. – João Ferreira Barros<sup>332</sup>.

Créées simultanément, les Capitaineries de Goiás et Mato Grosso, en plus des similitudes qui existent entre elles, constituent les liens d'une architecture politique et administrative qui annoncent la matérialisation d'un même projet : les intentions de Lisbonne vis-à-vis de cette région aux frontières de l'Amérique. Placée dans la région centrale du continent sud américain, ayant comme principale activité économique l'exploitation minière, et localisée dans une région aux frontières avec les domaines hispaniques – exactement en face des provinces de Moxos et de Chiquitos – la fondation de la Capitainerie de Mato Grosso révèle l'intention de la Couronne portugaise de matérialiser ses conquêtes territoriales dans la région, en contenant surtout l'avance des missions jésuites espagnoles qui cherchaient à s'établir sur la rive droite du fleuve Guaporé<sup>333</sup>.

La création des deux Capitaineries en un seul acte montre l'importance de la décision du monarque portugais. En mentionnant la valeur des régions minières de Goiás et Mato Grosso pour l'Empire portugais, Nauk Maria de Jesus montre leur position stratégique en tant qu'espaces de cohésion des conquêtes portugaises en Amérique. Plus que cela, elle voit dans cette même région, un point de convergence entre le nord et le sud, par les bassins Platine (fleuve de la Prata) et amazonien (fleuve Amazonas), lieu de passage du méridien de division des domaines portugais et

---

<sup>332</sup> José Martins Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás. op. cit.*, p. 88.

<sup>333</sup> Nauk Maria de Jesus, A câmara da Vila Real do Senhor Bom Jesus do Cuiabá : um breve panorama (1727-1800), *Fronteiras*, 2008, v. 10, número 17, p. 164.

hispaniques et, finalement, espace de clivage entre deux empires (le portugais et l'espagnol) et deux États (le Brésil et le Grão-Pará)<sup>334</sup>.

Il n'y a pas de doutes sur la signification des actions menées par le Portugal dans cette zone délicate de frontière. Sous les auspices de Lisbonne, le regard du roi du Portugal était particulièrement fixé sur la région du Mato Grosso : si la création de Vila Boa de Goiás n'a été pensée et réalisée qu'au cours de la décennie 1730, la fondation de Vila Real do Senhor Bom Jesus de Cuiabá a précédé d'une décennie les prétentions de la Couronne dans la région, en raison particulièrement de sa position privilégiée à l'ouest, symbolisant une avancée sur un territoire théoriquement hispanique.

Ce n'est pas par hasard que, en juillet 1726, Rodrigo César de Menezes, alors gouverneur de São Paulo et suivant le long tracé fluvial Tietê-Cuiabá, part du port d'Ararituaba en direction de l'*arraial* de Senhor Bom Jesus de Cuiabá – dont l'origine se confond, tout comme l'*arraial* de Sant'Anna, avec la découverte des premiers gisements d'or en 1722. Son objectif était d'établir une première Vila dans les mines de Cuiabá. En janvier 1727, suivant la même cérémonie de création de Vilas adopté dans l'Empire portugais, il élève le pilori avec la participation des habitants locaux et installe ensuite le *Senado da Camara* de Vila Real do Senhor Bom Jesus de Cuiabá.

Différemment de Goiás, qui pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle n'a eu que Vila Boa comme seule Vila, la Capitainerie du Mato Grosso obtint tout de suite une nouvelle capitale. En 1752, Vila Bela da Santíssima Trindade est créé et fondée pour être le siège du gouvernement où se trouvaient le gouverneur, les garnisons militaires, le pourvoyeur, l'intendance, l'*ouvidor* et la *Casa de Fundição* (fonderie d'or). Dans chacune des ces Vilas, un *Senado da Camara* fonctionnait. Ultérieurement, les forts de Coimbra et de Príncipe da Beira ont été créés, ainsi que les Vilas d'Albuquerque, Maria et Casalvasco. La stratégie politique entreprise est évidente. En effet c'était exactement entre Casalvasco et Vila Maria que se trouverait le terrain où les bassins du fleuve Amazone et celui du fleuve Prata feraient, théoriquement, leur

---

<sup>334</sup> L'importance des Capitaineries de Goiás et de Mato Grosso a été pendant très longtemps minimisée par l'historiographie classique, comme le rappelle opportunément Maria de Jesus. Selon elle, « on observe que dans l'étude de l'histoire du Brésil colonial, le secteur minier par excellence est Minas Gerais et la frontière considérée plus conflictuelle est le sud. Dans ce contexte, la frontière ouest et le nord sont minimisés ». *Ibid.*

transposition. Ainsi, l'initiative portugaise aurait permis une domination totale sur cette région, en la fermant aux Espagnols.

Les efforts énormes et les investissements réalisés par la monarchie à cette frontière entre deux empires étaient examinés à travers un regard tout particulièrement attentif aux deux marges géographiques de l'Amérique portugaise : à l'extrême ouest, la dernière ligne démarquée par l'extrémité de la Capitainerie de Mato Grosso ; dans la direction opposée, vers l'est, la ligne signalée par le littoral atlantique. Ce regard étendu traduit la préoccupation de garantir au Portugal la prise sur la plus grande extension territoriale possible, préservant les espaces occupés et leurs richesses naturelles.

Par une polarisation géographiquement inversée, le regard du roi du Portugal justifiait ses avances sur le front de combat face aux intérêts hispaniques : le maintien de cette frontière était en particulier la garantie des limites qui ratifiaient un nouveau format aux possessions du Portugal dans l'Amérique. En regardant dans le sens inverse du mouvement historique de l'occupation du territoire, les conquêtes de la Couronne pouvaient être contemplées depuis la dernière frontière définie par la Capitainerie du Mato Grosso, à l'ouest, jusqu'aux confins du littoral entouré par les plages de l'océan Atlantique, à l'est. C'est cela le sens des mots du gouverneur de la Capitainerie du Mato Grosso, Luiz d'Albuquerque de Mello Pereira e Cáceres, quand il écrivait aux gouverneurs de Goiás en décrivant l'importance de la région qu'il gouvernait. Sa fonction consistait, surtout, à la défense des « [...] derniers Domaines de Sa Majesté, qui couvrent de ce côté, tous les autres de l'Amérique »<sup>335</sup>.

### *3.7 Le chemin de Goiás : oxygène pour la région de Mato Grosso*

De notre point de vue, c'est la grandeur que cette frontière représente pour la monarchie qui va exprimer l'importance des mines et, plus tard, de la Capitainerie de Goiás, au sein du projet colonial. Dans un premier temps, les mines des Goiás vont oxygéner la région du Mato Grosso, en donnant un nouveau souffle aux mines de Cuiabá et en servant de chemin terrestre alternatif à l'itinéraire fluvial, seule liaison existante avec la ville de São Paulo.

---

<sup>335</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 27, D. 1779.



Le trajet des *monções* – comme l'itinéraire de navigation fluviale en direction de l'ouest de l'Amérique était connu – réalisé grâce aux fleuves qui reliaient São Paulo et Cuiabá, mais semé d'innombrables dangers et de difficultés, avait une durée moyenne de cinq à six mois. Ce parcours fut remplacé par le chemin terrestre tracé entre Vila Boa de Goiás et la Vila Real do Senhor Bom Jesus do Cuiabá<sup>336</sup>.

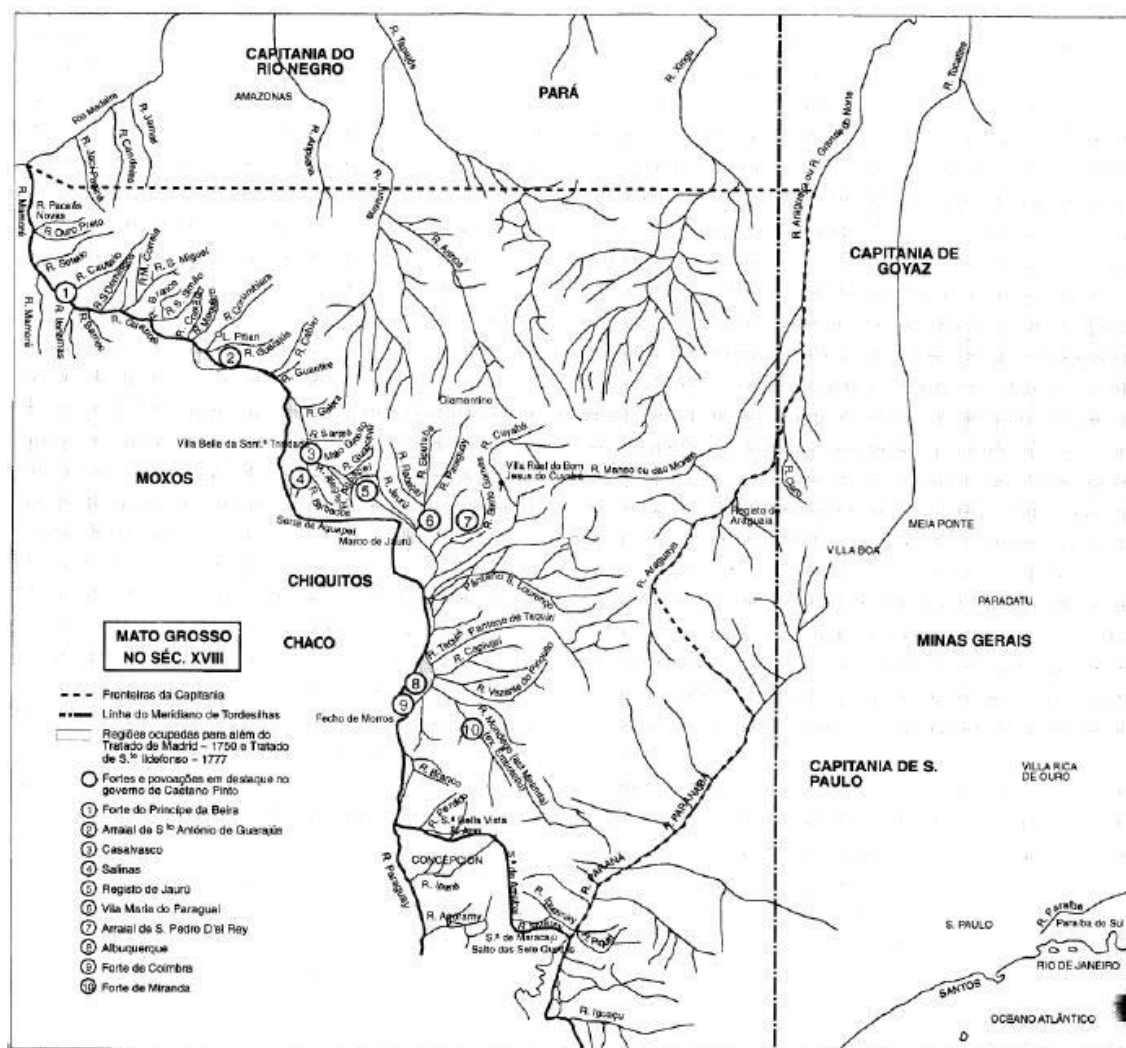
La somme de plusieurs facteurs stimula l'ouverture de ce chemin alternatif. Très certainement, l'expansion et l'augmentation de la production d'or, la pression des mouvements migratoires vers Goiás et le Mato Grosso et les intérêts commerciaux en jeu, ont nourri le besoin d'une voie de communication entre des régions appartenant à un même ensemble économique et social : le « complexe minier »<sup>337</sup>. En plus de cela, l'insécurité en relation avec le paysage géopolitique local, présente notamment dans les représentations concernant la présence des Espagnols de l'autre côté de la frontière, montrait les limites du chemin fluvial et, en même temps, stimulait les actions d'intégration territoriale, traduites par l'ouverture du chemin terrestre jusqu'aux mines de Goiás et de celui-ci jusqu'aux mines de Cuiabá.

Stimulées par de fréquentes informations et bruits de conflits entre les deux empires, les autorités locales trouvaient, dans la liaison terrestre avec Vila Boa, une voie de contact très efficace en cas de nécessité d'approvisionnement, d'évasion ou d'aide militaire, comme le démontre la préoccupation des membres du *Senado da Camara* de Cuiabá :

---

<sup>336</sup> Les *monções* ont été des expéditions fluviales propres au XVIII<sup>e</sup> siècle, partant du port de pauliste d'Ararituaba, l'actuel Porto Feliz, dans la Vallée du Moyen Tietê, se dirigeant vers les mines d'or de Cuiabá, dans le Mato Grosso. Ils parcouraient environ 3.500 kilomètres par divers fleuves, parmi des chutes d'eau, courants et attaques d'indigènes, pour l'approvisionnement de vivres, de produits manufacturés et du transport d'hommes et d'or. En raison de l'ensemble des particularités, des techniques spécifiques de la navigation et de la fabrication de petites embarcations, ainsi que du grand nombre d'événements tragiques, les *monções* se sont revêtues, au fil du temps, de la réputation d'une entreprise grandiose, presque absurde, d'une demi-légende. Sa fin se doit à l'ouverture de chemins terrestres par Goiás et à l'arrivée des troupes de mules. Cf. Valderéz Antônio da Silva, *Os fantasmas do rio: um estudo sobre a memória das monções do Vale do Médio Tietê*. Mestrado : Histoire : Unicamp : Campinas : 2004.

<sup>337</sup> Alcir Lenharo, *Crise e mudança na frente oeste de colonização*, Ensaios 1. Cuiabá: UFMT / PROEDI, 1982, p. 17-19.



**Illustration 5.** Carte de la Capitainerie du Mato Grosso [avec les principaux établissements de frontière] à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. In : Maria Delfina do Rio Ferreira, *Das Minas Gerais a Mato Grosso. Gênese, evolução e consolidação de uma capitania. A ação de Caetano Pinto de Miranda Montenegro*. Mestrado : Porto : Université du Porto : 1996.

[...] dans les dernières bateaux qui sont venues, il est arrivé l'information d'importants movimentations [militaires] dans le royaume [du Portugal] et sur toute l'Amérique par rapport la guerre [...] contre la Couronne de Castille et [...] cette région peut être envahi par les Castillans à court terme, sans avoir d'où venir le secours<sup>338</sup>.

Peu après, la même angoisse se manifeste au sein du *Senado da Camara*, mais cette fois associée à un autre motif : en plus des risques du voyage et de la

<sup>338</sup> Auto e Termo da Junta do Senado da câmara da Vila Real do Senhor Bom Jesus do Cuiabá, le 31 mai 1736, UFMT/NDHIR, Microfiche n° 14, Doc. 176.

possibilité de guerre contre les Castellans, l'insécurité des *monções* apparaît en relation directe avec le recouvrement des impôts dus à la Couronne<sup>339</sup>.

Par hasard, trois ans plus tard, la même appréhension était présente dans une lettre du gouverneur Luiz d'Assis Mascarenhas au roi João V, écrite depuis Vila Boa. Plus incisif, il révèle son opinion par rapport aux conséquences pernicieuses de la navigation sur le développement de la région du Mato Grosso, et laisse entrevoir la valeur qu'il attribue au chemin terrestre entre Cuiabá et Goiás. Selon lui,

Une grande partie de cette Capitainerie sont les mines du Cuyabá lesquelles ne sont pas encore bien peuplées à cause de la difficulté de la navigation, comme elles pouvaient être s'il aurait été établi un chemin par terre [ ...] comme à présent il y a une passage ouvert vers cette villa avec lequel beaucoup de gens circule plus vite et avec un sentiment de sécurité pour leurs vies et richesses ; au contraire du chemin de la navigation, il convient qu'elle soit utilisée plus fréquemment pour la plus grande utilité des peuples, et la sécurité des *quintos* royales qui pourront venir à travers lui l'année prochaine [...] <sup>340</sup>.

Ainsi, à la fin de 1739, Assis de Mascarenhas annonçait au monarque que, à partir de 1740, le *quinto* royal, collecté dans les mines de Cuiabá, pourrait être envoyé vers la *Casa de Fundição* (la fonderie) de São Paulo par le chemin terrestre qui passerait par Vila Boa de Goiás, en garantissant plus de rapidité et de sécurité.

Dans cet ensemble minier, les mini-frontières vont être, peu à peu, établies, donnant forme à l'Amérique portugaise : l'ancien chemin de Bahia aux Minas Gerais et à Goiás est complété et élargi jusqu'aux mines de Cuiabá. Dans cette géographie de l'or, si la communication par terre avec les mines de Goiás représente un important progrès pour la protection de la frontière ouest de l'Amérique, la création de Vila Boa et, ultérieurement, l'installation des Capitaineries du Mato Grosso et Goiás, renforcent encore davantage cette connexion, en transférant aux mines de Goiás une grande partie de la responsabilité des actions stratégiques mises en œuvre par Lisbonne.

### *3.8 Les mines de Goiás dans la frontière de deux empires*

---

<sup>339</sup> *Ibid.*

<sup>340</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 68.

Avec l'arrivée de Marcos de Noronha (1749-1755), le comte dos Arcos, comme premier gouverneur de la Capitainerie de Goiás, la communication avec les mines de Cuiabá et les transferts d'importantes quantités d'or pour la Capitainerie du Mato Grosso comptent parmi les premières instructions du monarque, envoyées en janvier 1749. Au sujet du nouveau chemin pour Cuiabá le gouverneur informe le roi de l'état « très avancé de cette communication », parce que « les voyageurs, et *sertanejos* savent qu'ils peuvent transporter leurs marchandises en vingt cinq jours de voyage depuis ce gouvernement, ainsi que la grande utilité qui en résulte ». Envisageant de persuader le monarque des avantages promis pour la nouvelle route, il s'engage personnellement : « je ferai toutes les [instances] possibles pour la continuité de ce chemin »<sup>341</sup>.

Mais la construction de cette route n'arrive pas par hasard. Tout de suite, le roi du Portugal ordonne que les mines de Goiás doivent fonctionner comme base d'appui économique pour l'entretien de la frontière. Ainsi, en ce qui concerne à l'envoi de l'or qu'il devait acheminer au gouverneur du Mato Grosso, l'engagement de Marcos de Noronha demeure moins persuasif. Derrière une apparente disponibilité se dissimule une insatisfaction qui encourage à une réponse directe : reporter l'ordre du monarque. En fait, il défend qu'initialement et jusqu'à la fin des travaux de structuration de la nouvelle Capitainerie, il ne sera pas possible d'envoyer les sommes demandées. Mais la Couronne n'a pas tardé à fixer officiellement une contribution annuelle en or, dans le but d'entretenir les troupes militaires et de rémunérer des fonctionnaires dont la fonction consistait à délimiter les contours géographiques de la frontière avec l'Amérique espagnole. À partir de 1751, Goiás serait la source de la production d'or destinée à la Capitainerie de Mato Grosso<sup>342</sup>.

Effectivement, si l'intention de Lisbonne était d'instaurer une intégration territoriale de l'ensemble minier en Amérique, il revenait à la Capitainerie de Goiás de financer les actions entreprises dans le Mato Grosso, offrant l'appui logistique indispensable pour assurer l'intégrité de la frontière. Inévitablement, le projet du

---

<sup>341</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 5, D. 420.

<sup>342</sup> Cristina de Cássia Pereira Moraes, Dieu et le Diable dans le *sertão* des Guayazes, *op. cit.*, p. 91-92



monarque contre les prétentions de la Couronne hispanique trouve dans les mines et Capitainerie de Goiás un allié solide et nécessaire.

Dans cette perspective, à partir de 1757, le roi du Portugal réaffirme l'obligation d'un envoi annuel à la Capitainerie du Mato Grosso. Et pour ne laisser aucun doute sur l'importance de ces investissements, il ordonne que l'on utilise, si nécessaire, l'or provenant de la *provedoria* des finances royales ou de la trésorerie des *quintos* recueilli à la Capitainerie de Goiás. Et c'est le propre roi du Portugal qui détermine :

l'or nécessaire pour les dits envois, j'ordonnerai de les faire toujours, même à travers les produits de mes Royales *Quintos* ; parce que je tient avant au maintien des Troupeaux, et pour l'administration de la justice, dans une conquête tellement éloignée, où la distance rend plus nécessaire la régularité du gouvernement<sup>343</sup>.

Dès lors, de grandes valeurs sont transférées annuellement vers la Capitainerie du Mato Grosso. Très importantes au début, la contribution a été fixée plus tard autour de huit arrobes d'or, arrivant à neuf arrobes en raison des dépenses concernant les démarcations des limites de la frontière<sup>344</sup>. Les arguments utilisés par le gouverneur du Mato Grosso, Luís de Albuquerque de Melo Pereira e Cáceres (1772-1789), dans une lettre d'octobre 1776, écrite de Vila Bela et adressée aux gouverneurs de Goiás – dans une tentative de les sensibiliser quant aux problèmes continus qui frappaient le gouvernement des mines de Cuiabá – sont révélateurs de l'importance de ces transferts d'or et des investissements réalisés par la Capitainerie de Goiás.

Compte tenu des énormes dépenses réalisées, Pereira e Cáceres essaye de les justifier. En alléguant de ne pas avoir pu éviter les dépenses, le gouverneur du Mato Grosso avait ordonné des mouvements militaires sur la frontière, pris, principalement, « par la peur bien sentie que nos voisins soient tentés par quelque irruption soudaine dans cette frontière sans fin, comme ils le font dans les Provinces du Sud ». La peur d'une incursion des Castillans sur le territoire luso à exigé une réponse. Alors, il a envoyé des troupes militaires dans l'objectif d'occuper « les

---

<sup>343</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 31, D. 1979.

<sup>344</sup> Cristina de Cássia Pereira Moraes, Dieu et le Diable dans le *sertão* des Guayazes, *op. cit.*, p. 92.

endroits dangereux » dans les limites des provinces de Chiquitos et de Môxos, instaurant un arrangement militaire au coût très élevé. En outre, en raison de cette même méfiance des Espagnols, il fut obligé de secourir avec des munitions, du personnel et des aliments, le détachement militaire de Nova Coimbra, éloigné de deux cents lieues au sud de Cuiabá<sup>345</sup>. La construction du fort du Príncipe da Beira, éloigné de cent soixante-dix lieues de Vila Bela, et les activités entreprises à Vila Maria, village constituée essentiellement d'Indiens provenant des missions espagnoles de Chiquitos, « que Sa Majesté ordonne d'attirer coûte que coûte », doit permettre de recruter des militaires destinés à la défense du territoire portugais.

Effectivement, toutes ces activités font partie de la liste des dépenses du gouverneur, financées avec l'or transféré des mines de Goiás. D'après le gouverneur, il était en train de soutenir « les deux plus importantes finalités : celle d'augmenter cet État, et celle de détruire le voisin de ce côté, vis-à-vis duquel il peut résulter un grand damne en temps de guerre »<sup>346</sup>.

Toujours selon le gouverneur Pereira e Cáceres, sur toutes ces dépenses réalisées, on doit ajouter l'« extraordinaire *Folha Militar* » (salaires des militaires) et « la politique, que l'on ne peut réduire ». Et l'on ne peut pas oublier non plus le paiement de créanciers, pour ne pas pénaliser « le progrès du commerce » et « les choses de première nécessité », qui ne manquent pas dans les « Entrepôts Royaux », ni le travail dans « l'agriculture, et l'exploitation d'or », afin d'éviter tout type de « préjudice public »<sup>347</sup>.

Nous voyons ainsi, que l'or produit dans les mines de Goiás a soutenu pendant des années les mouvements portugais à la frontière avec les domaines espagnols, en accomplissant la mission qui lui était destinée comme une pièce du projet colonial dans les régions minières : base structurée d'appui logistique à la frontière des domaines portugais en Amérique.

Cependant, les investissements importants exigés devinrent lourds pour l'économie des mines de Goiás. À tel point que, en 1776, le gouverneur de Goiás, José de Almeida de Vasconcelos de Soveral e Carvalho (1772-1778), le baron de Mossamedes, a fait un sérieux avertissement devant la *Junta* d'Administration de

---

<sup>345</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 31, D. 1979.

<sup>346</sup> *Ibid.*

<sup>347</sup> *Ibid.*

l'Économie Royale sur les difficultés à assurer la continuité des contributions déterminées par le monarque. Affirmant avoir soutenu chaque année la Capitainerie du Mato Grosso avec la quantité de huit arrobes d'or pendant l'année de 1777, le gouverneur de cette Capitainerie avait demandé dix arrobes. Sans menacer la contribution de suspension, Soveral e Carvalho fait valoir que cette valeur correspond presque à la totalité du revenu annuel du *quinto* recueilli aux coffres de la Couronne :

Je dois pondérer à cette Junta que ces rendements ont des applications certaines et déterminés, qui ne peuvent être écartées en utilisant son produit vers le Mato Grosso ; au contraire, avant et dans la forme des ordonnances de Sa Majesté, chacune des Capitaineries doit économiser ses propres revenus de sorte qu'elle puisse entretenir les dépenses qui sont de sa compétence indépendamment de l'aide qu'elles peuvent se donner entre elles [...]. On restera d'accord de ne pas excéder la valeur de l'envoi accoutumé pour le Mato Grosso en insinuant à cette Capitainerie qu'elle doit chercher elle-même les moyens plus efficaces de modérer cet envoi ; pour cette raison et en cette occasion, on écrit au Gouverneur et Capitaine Général de la dite Capitainerie en l'informant de la même recommandation qui s'applique à cette Junta<sup>348</sup>.

Dans la foulée de Soveral e Carvalho, son successeur, Luiz da Cunha Menezes (1778-1783) – bien qu'il ne manque pas avec l'envoi de la contribution annuelle au gouvernement du Mato Grosso – ne mâche pas ses mots pour décrire les difficultés que traversent la Capitainerie de Goiás. « Je détermine dans cette même année », dit-il, « de lui faire envoyer les dites huit arrobes d'or, si je arrive à les avoir, ou la quantité qu'il me sera possible, en effet, dans une Capitainerie de frontière, il ne convient pas que l'on fragmente ses forces, y compris dans les sommes payées »<sup>349</sup>.

Mais les particularités de la région frontalière, l'insécurité et la crainte des espagnols, jouent en faveur de la Capitainerie du Mato Grosso. Dans ces derniers domaines de Sa Majesté, les privilèges étaient nombreux : une aide fiscale accordée par la reine Maria I, connue comme *indulto* (concession) du demi *quinto* d'or, facilitait la vie des mineurs de Mato Grosso et stimulait le recouvrement de l'impôt royal. Néanmoins, cela faisait pression sur les coffres-forts déjà dégarnis de la Capitainerie de Goiás. Tant qu'il durait, ce privilège faisait toujours partie des déclarations des

---

<sup>348</sup> *Ibid.*

<sup>349</sup> *Ibid.*

gouverneurs du Mato Grosso, comme un moyen de justifier les transferts provenant de Goiás.

Ainsi, en 1778, le gouverneur Pereira e Cáceres faisait des projections optimistes pour l'économie des mines du Mato Grosso, grâce à la fin de l'*Indult du quinto*, prévue pour l'année 1780. En avertissant les gouverneurs de Goiás au sujet de l'extrême pauvreté dans laquelle se trouvait sa Capitainerie, il insista en prétendant que la contribution de huit arrobes d'or était indispensable pour l'année 1779. Cependant, il essayait d'alléger les dégâts provoqués sur les finances de la Capitainerie voisine. En cherchant à diminuer les effets négatifs de sa sollicitation, il se disait soulagé :

[...] parce que pour l'année prochaine de 1780, nous n'aurons pas besoin de une somme aussi importante, en raison de la réduction des dettes et de la croissance des revenus que nous attendons dans la Casa da Fundação de cette Capitale (Vila Bela), parce qu'on aura également la fin du Privilège ou Indult du demi *quinto* d'or [...] <sup>350</sup>.

Finalement, après vingt deux ans de soutien économique – et une moyenne de huit arrobes d'or par an – aux gouverneurs du Mato Grosso<sup>351</sup>, devant les incessantes réclamations des gouverneurs de la Capitainerie de Goiás et la fin de l'*Indult du demi quinto*, le 8 juillet 1779, la reine Maria I décide la modification des valeurs des contributions, en les limitant à trois cents marcs d'or par an. Malgré cela, le compromis établi depuis la création des deux Capitaineries, dont l'or de Goiás était destiné à l'entretien de la frontière des deux empires de l'Amérique du Sud, ne prit pas fin. Mais, bien que les transferts d'or n'aient pas connu de solution de continuité, l'année 1780 a très certainement représenté un point d'inflexion et un soulagement pour les finances de la Capitainerie de Goiás.

### 3.9 Goiás dans l'architecture géopolitique de l'Amérique

---

<sup>350</sup> *Ibid.*

<sup>351</sup> *Ibid.* Évidemment, les faveurs et les aides financières pour la Capitainerie du Mato Grosso ont été continues depuis la fondation des deux Capitaineries en 1749. Néanmoins, officiellement, la contribution annuelle est liée à un décret royal du 7 juillet 1757.

Effectivement, la création des prélats et des Capitaineries de Goiás et Mato Grosso doivent être vues comme des actions reliées, qui composent un projet plus vaste établi par Lisbonne. En fait, du pont de vue géopolitique, le moment culminant de la trajectoire ascendante des activités du monarque dans la région, coïncide avec la démarcation des limites territoriales entre les possessions du Portugal et de l'Espagne, qui n'a été réalisée qu'avec les accords établis par le Traité de Madrid<sup>352</sup> et, un peu plus tard, le Traité de Santo Ildefonso<sup>353</sup>. Néanmoins, les lignes générales qui définissent et donnent forme à leur complète réalisation peuvent être identifiées avant 1749. La fondation de la Vila Real do Senhor Bom Jesus do Cuiabá et, plus tard, la création de Vila Boa de Goiás, indiquent qu'il y avait une conscience particulière de la part de la Couronne quant aux avancées de la frontière ouest de l'Amérique, négligeant et violant ainsi les clauses établies par le Traité de Tordesilhas. Malgré tout, si le Portugal violait les limites de la partie occidentale du globe, l'Espagne, à son tour, faisait de même du côté oriental<sup>354</sup>. De cette façon, la position géostratégique de

---

<sup>352</sup> Le Traité de Madrid a été signé dans la capitale espagnole entre João V du Portugal et Fernando VI d'Espagne, le 13 janvier 1750, pour définir les limites respectives entre les colonies sud-américaines, mettant fin ainsi aux disputes. L'objectif du traité était de remplacer celui de Tordesilhas, qui n'était plus respecté dans la pratique. Les négociations se basaient sur la dite Carte des Cours, privilégiant l'utilisation de fleuves et de montagnes pour la démarcation des limites. Le diplôme a consacré le début du droit privé romain de *l'uti possidetis, ita possideatis* (celui qui possède de fait, doit posséder de droit), délimitant les contours approximatifs du Brésil d'aujourd'hui. Sur ce sujet et ses conséquences voir en particulier, Jaime Cortesão, *Alexandre de Gusmão e o Tratado de Madrid*, Lisbonne : Livros Horizonte, 1984.

<sup>353</sup> Le traité de Santo Ildefonso de 1777 est un traité signé par l'Espagne et le Portugal le 1<sup>er</sup> octobre 1777 en vertu duquel les Portugais cédaient à l'Espagne la ville disputée de Colonia del Sacramento (dans l'actuel Uruguay), ainsi que les îles d'Annobón et de Fernando Póo dans les eaux du golfe de Guinée (lesquelles font aujourd'hui partie de la Guinée équatoriale), en échange du retrait espagnol d'autres zones conquises au sud du Brésil. Ce traité représenta un indiscutable rapprochement entre les deux Couronnes, la reine Marie de Portugal et son oncle Charles III d'Espagne, après des décennies d'affrontements et de disputes, suite à l'indépendance retrouvée du Portugal en 1640 et à l'alliance lusitanienne avec l'Angleterre.

<sup>354</sup> En étudiant les intérêts manifestés pour les régions polaires et, plus spécifiquement, le problème politique qu'implique l'appropriation de l'Antarctique, João Frank da Costa rappelle qu'« en conséquence de la découverte des Indes Occidentales par Cristóvão Colombo, les Rois Catholiques, qui brisaient ainsi le monopole des nouvelles terres reconnues au Portugal par de nombreux décrets pontificaux, se sont efforcés d'obtenir d'Alexandre VI une protection juridique (décrets *Inter Caetera et Eximiae Devotionis*). Finalement, le second décret *Inter Caetera*, du 4 mai 1493 (seulement expédié en juin semble-t-il) accordait aux Rois Catholiques, à leurs héritiers et successeurs les îles et les terres fermes, découvertes ou à découvrir, à l'ouest d'une ligne tracée du Pôle Nord au Pôle Sud et à cent lieues des îles des Açores ou de Cap-Vert. On sait également que la ligne de démarcation entre les domaines d'Espagne et du Portugal a été transférée de 370 lieues à l'ouest des îles de Cap-Vert, par le Traité de Tordesilhas, du 7 juin 1494. Les clauses de ce pacte ont été confirmées par le décret du Pape Júlio II intitulé *Ea des quae probono pacis* (24 janvier de 1506). Malgré les violations commises par l'Espagne dans l'Est et le Portugal à l'ouest, ces dispositions sont restées théoriquement en vigueur entre les deux puissances jusqu'au Traité de Madrid, de 1750 ». Cf. João Frank da Costa, *Antártida : o*

Vila Boa de Goiás, plantée au-delà des bornes définies par le Traité de Tordesilhas, est suffisante pour comprendre combien Vila Real do Senhor Bom Jesus do Cuiabá se trouvait avancée et résolument à l'intérieur du territoire appartenant à la Couronne espagnole.

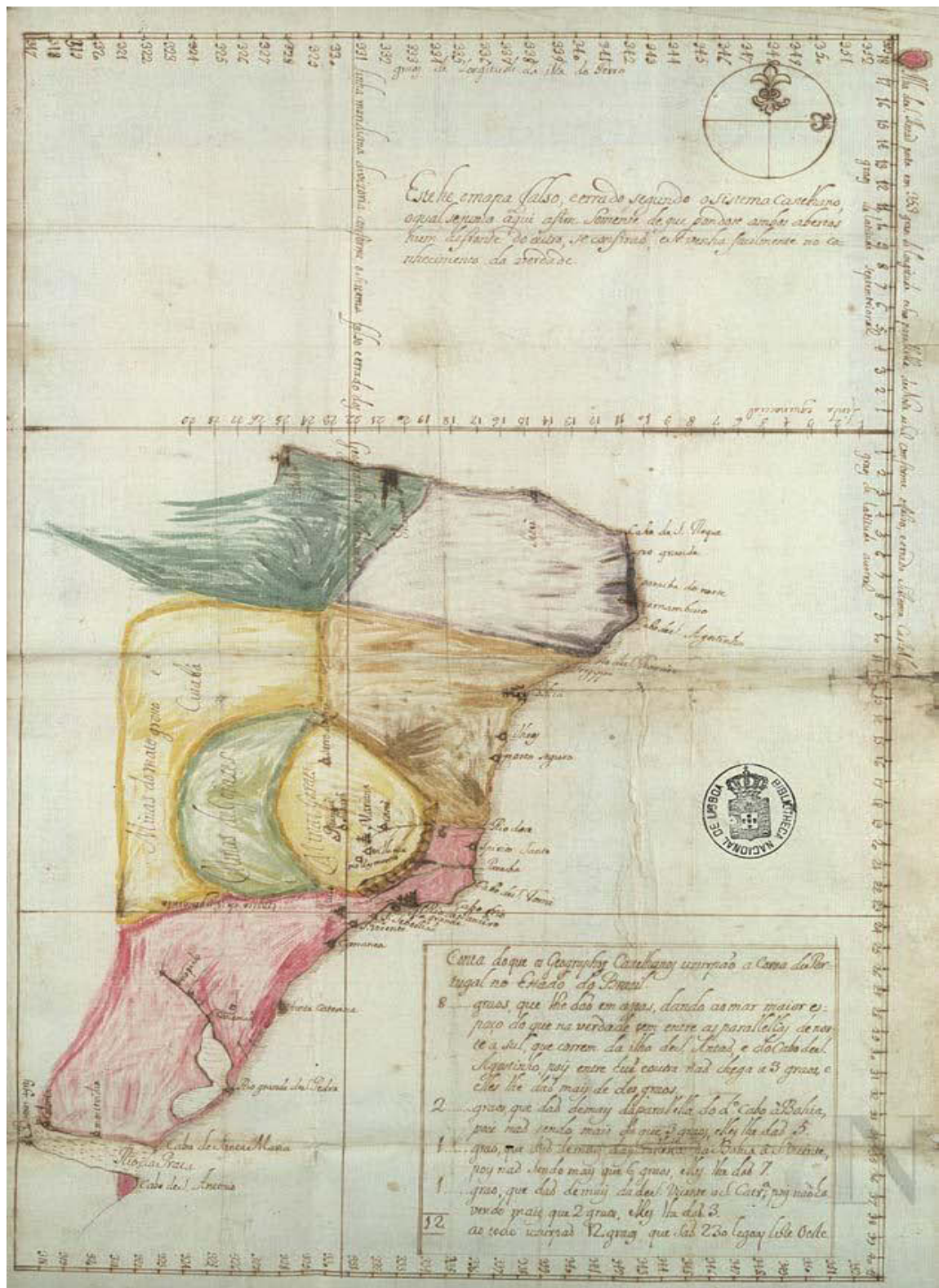
Nous savons que malgré leur ancienneté et leurs fréquentes violations, les actes du Traité de Tordesilhas sont restés en vigueur, au moins théoriquement, entre les deux royaumes jusqu'en 1750, année de la fin des accords déterminés par le Traité de Madrid. Pendant toute cette longue période, une série de facteurs a rendu difficile la localisation exacte de la ligne de division entre les possessions des royaumes ibériques : l'incertitude concernant la borne initiale des 370 lieues, les doutes existant à l'époque quant à la dimension précise de la lieue, la longitude et même jusqu'aux dimensions réelles de la planète, persistent. Si les cartographes du XVI<sup>e</sup> siècle déterminaient la ligne imaginaire du traité entre 42° 30' et 49° 46' à l'ouest de Greenwich et en admettant, comme l'a fait Frank da Costa, l'hypothèse selon laquelle la lieue adoptée à Tordesilhas était celle de Fernandez de Enciso et de Francisco Falero<sup>355</sup> (c'est-à-dire 16 2/3 lieues par degré, et non 15 comme le pensaient Christophe Colomb et Américo Vespucio, ni 17 1/2, comme le souhaitaient Pedro Nunes e Pedro Mártir, ni même 18, selon Duarte Pacheco Pereira), la ligne passerait par 48° 35' 25" vers l'ouest, et 13° 24' 35" vers l'Est. Autrement dit, la limite du côté occidental, qui est ce qui nous intéresse ici, serait très proche de Vila Boa de Goiás, dont la latitude et la longitude étaient connues avec grande précision par les géographes portugais de 1750<sup>356</sup>.

---

problema político, *Revista Brasileira de Política Internacional*, 1987, année XXX, numéro 119-120, p. 52-53.

<sup>355</sup> Martin Fernandez de Enciso, habitant de Séville, imprima en 1519 le sommaire de géographie (*suma de geografia*), pour l'instruction de l'empereur Charles-Quint. Il ajouta à ce traité, destiné aux pilotes et aux marins, tout ce que l'on savait sur la théorie et la pratique de la profession. Francisco Falero, était portugais et frère de Ruy Falero. Ils sont arrivés en Espagne avec Magellan. Sur eux, voir Douflot de Mofras, *Recherche sur le progrès de l'astronomie et des sciences nautiques en Espagne. Extraites des ouvrages espagnols de Don Martin Fernandez de Navarrete*, Paris : Imprimerie Royale, 1839.

<sup>356</sup> Faisant allusion aux erreurs cartographiques visibles sur les cartes utilisées pendant les négociations qui ont conduit au Traité de Madrid, Mário Clément Ferreira rappelle qu'Alexandre de Gusmão connaissait très approximativement la position du méridien de Tordesilhas, ainsi que la latitude et la longitude de Vila Boa de Goiás, calculées avec une erreur d'approximation de seulement 1° (un degré) par la mission des prêtres mathématiciens. Cf. Mario Clemente Ferreira, *O Mapa das Cortes e o Tratado de Madrid, Varia História*, 2007, v. 23, numéro 37, p. 65.



**Illustration 6.** Carte de l'Amérique « selon le système Castillan ». Carta do que os Geographos castelhanos uzurpão a Coroa de Portugal no estado do Brazil. Le territoire qu'appartient au Portugal est réduit au profit de l'Empire espagnol. Considéré faux et erroné par les géographes portugais. Tout au centre, les mines de Goiás. Souce : Francisco de Seixas, fl. ca. 1767. [Capitanias do Brasil]. En *Noticias dos Titulos do Estado do Brazil e de seos limites australes e septemtrionales no temporal*. Pert. : Livraria de Alcobaça. Mapa político de Brasil. CDU: 918.1(084.3). 912"17"(084.3). COD. 1408. Source WEB, Arquivo Virtual de Cartografia Urbana Portuguesa. Disponible sur : <http://urban.iscte.pt>.

Nous savons aujourd'hui que la position exacte de Vila Boa de Goiás est définie par les coordonnées géographiques 15° 56' 04" de latitude Sud et 50° 08' 25" de longitude Ouest. Dans ce cas, si nous considérons les coordonnées du méridien définies par le Traité de Tordesilhas comme décrites ci-dessus, nous trouvons que Vila Boa se retrouvait avancé en plein territoire espagnol d'exactly 1° 33' 00", c'est-à-dire, environ 41 lieues ou, encore, 246 kilomètres.

Si, comme nous l'avons vu ci-dessus, les géographes portugais de la décennie de 1740 calculaient avec une erreur approximative de seulement 1° (un degré) la longitude de Vila Boa, nous pouvons conclure que le roi du Portugal savait très bien ce qu'il faisait, et pour cette raison il investissait sérieusement à la frontière, envisageant de renforcer le contrôle d'un vaste territoire et de ses richesses naturelles qui, théoriquement, appartenaient au royaume espagnol.

L'élargissement définitif des conquêtes portugaises en Amérique sera seulement consolidé durant les négociations de préparation du Traité de Madrid, au moment où la connaissance du territoire et de sa représentation, grâce aux plans et aux cartes géographiques, ont été d'une importance cruciale. À ce propos, les hommes de l'époque et les géographes n'écartaient aucune éventualité quant aux prétentions politiques et aux possibilités de connaissances du globe terrestre. En conséquence, les analyses réalisées et les cartes produites « synthétisaient ce qui était connu et compris, supposé ou jusque-là ignoré sur un espace déterminé ou un territoire »<sup>357</sup>. Sur ce point, la supériorité des Portugais pendant la période qui précède l'accord de Madrid, compte tenu de l'absence de cartes élaborées en Espagne, a fini par garantir une négociation favorable à leurs prétentions. D'une part, une négligence prolongée des Espagnols dans l'étude systématique des longitudes, donnait au Portugal une énorme autonomie dans ses mouvements à la frontière. D'autre part, un manque notoire d'informations géographiques, surtout dans la région de Chiquitos, limitait la capacité des négociateurs espagnols pour connaître jusqu'où les Portugais avançaient dans le Mato Grosso<sup>358</sup>.

Dans ce contexte, la Couronne portugaise élabore, sous la forme d'un texte, un « projet du traité de limites », envoyé par Lisbonne aux négociateurs espagnols en

---

<sup>357</sup> Mário Clemente Ferreira, *O Mapa das Cortes e o Tratado de Madrid*, op. cit., p. 52.

<sup>358</sup> *Ibid.*



novembre 1747 et annonçant, en même temps, qu'elle préparait une carte géographique complémentaire, la Carte des Cours (o *Mapa das Cortes*)<sup>359</sup>, à partir de laquelle serait établi l'accord diplomatique de 1750<sup>360</sup>. La systématisation des informations fut fondamentale pour la réalisation de cette carte. Ces informations obtenues grâce aux incursions réalisées par des *sertanistas* du Mato Grosso ainsi que de Goiás, furent utilisées pour la réalisation d'une carte géographique avant l'élaboration de la Carte des Cours, qui s'en servit d'ailleurs pour parfaire son orientation : il s'agit en fait de la carte de 1746, élaborée sous les auspices du gouverneur de Rio de Janeiro Gomes Freire de Andrade, probablement à la demande d'Alexandre de Gusmão.

Avec un regard fixe sur les territoires voisins du domaine espagnol, la conception de la carte de 1746 présente surtout l'ensemble des régions minières, notamment le parcours des *monções* de São Paulo jusqu'à Cuiabá et la route terrestre alternative reliant l'extrême ouest aux mines de Goiás. Elle représente également les liens établis par les Portugais, pendant les décennies de 1730 et 1740, avec les missions espagnoles de Moxos et Chiquitos, ainsi que les voyages d'exploration du *sertanista* Amaro Leite Moreira réalisés dans l'intérieur de Goiás<sup>361</sup>.

Pendant que l'on travaillait sur la définition de la frontière entre les deux empires, dans les régions situés au cœur de l'Amérique portugaise, une vaste connaissance basée sur les informations locales s'accumulait et fournissait à son tour de nouvelles redéfinitions des limites des micro-frontières régionales. Nous avons vu précédemment combien les intérêts produits par les mines de Goiás furent l'objet et le centre de graves disputes entre les autorités coloniales, en particulier à cause de l'indéfinition de leurs frontières.

---

<sup>359</sup> Selon Clément Ferreira et Jaime Cortesão, « la carte, élaborée à Lisbonne sous l'orientation d'Alexandre de Gusmão, représente par une ligne rouge les limites des domaines ibériques avancés par le négociateur portugais et figurant sur le plan du traité précédemment envoyé. Néanmoins, on ne connaît pas son auteur ou, éventuellement, ses auteurs. À la fin de 1748 déjà, on travaillait à sa réparation. Mais c'est seulement le 8 février 1749 que la carte achevée est envoyée à Madrid ». Cf. Mário Clément Ferreira, *O Mapa das Cortes e o Tratado de Madrid*, op. cit., p. 53 et Lettre de M. A. de Azevedo Coutinho pour Tomás da Silva Teles, Lisbonne, 14 décembre 1748, *apud* Jaime Cortesão, *Alexandre de Gusmão e o Tratado de Madrid*, op. cit., partie IV, tome I, doc. LX, p. 252.

<sup>360</sup> Jaime Cortesão, *História do Brasil nos Velhos Mapas*, Rio de Janeiro : Ministério das Relações Exteriores, Instituto Rio Branco, v. 2, 1971, p. 251.

<sup>361</sup> Mário Clemente Ferreira, *O Mapa das Cortes e o Tratado de Madrid*, op. cit., p. 60-61.

Pour cette raison, dès qu'il arriva à la tête du gouvernement de la Capitainerie de Goiás, Marcos de Noronha fut sollicité par ordre royal pour analyser et définir la question des limites de la Capitainerie, considérant avant tout les frontières avec la Capitainerie du Mato Grosso. En janvier 1750, dans une lettre au roi du Portugal, le gouverneur présentait une esquisse très précise des limites de la Capitainerie<sup>362</sup>.

Cet effort de Marcos de Noronha entraîna la réalisation d'une carte en 1751, sous la responsabilité de Francisco Tosi Colombina<sup>363</sup>, utilisée en 1753 pour présenter au monarque les limites de la Capitainerie de Goiás et intégrant le « projet de limites ». Sur cette carte géographique, le territoire de Goiás apparaît pour la première fois avec ses caractéristiques et son format si particulier, constituant, selon Teixeira Neto, le « certificat de naissance » de Goiás, par analogie avec ce qu'a été pour le Brésil la carte de Pero Vaz de Caminha<sup>364</sup>.

Avant cela, néanmoins, une autre carte, élaborée par un géographe méconnu, semble non seulement avoir fait de l'ombre à la primauté de Tosi Colombina, suggérée par Teixeira Neto, mais également constituée une référence et un point de départ à son travail<sup>365</sup>. Sous l'orientation du secrétaire du gouvernement des mines de Goiás, Ângelo dos Santos Cardoso, une autre carte géographique fut élaborée et envoyée à Alexandre de Gusmão, en mai 1750<sup>366</sup>.

---

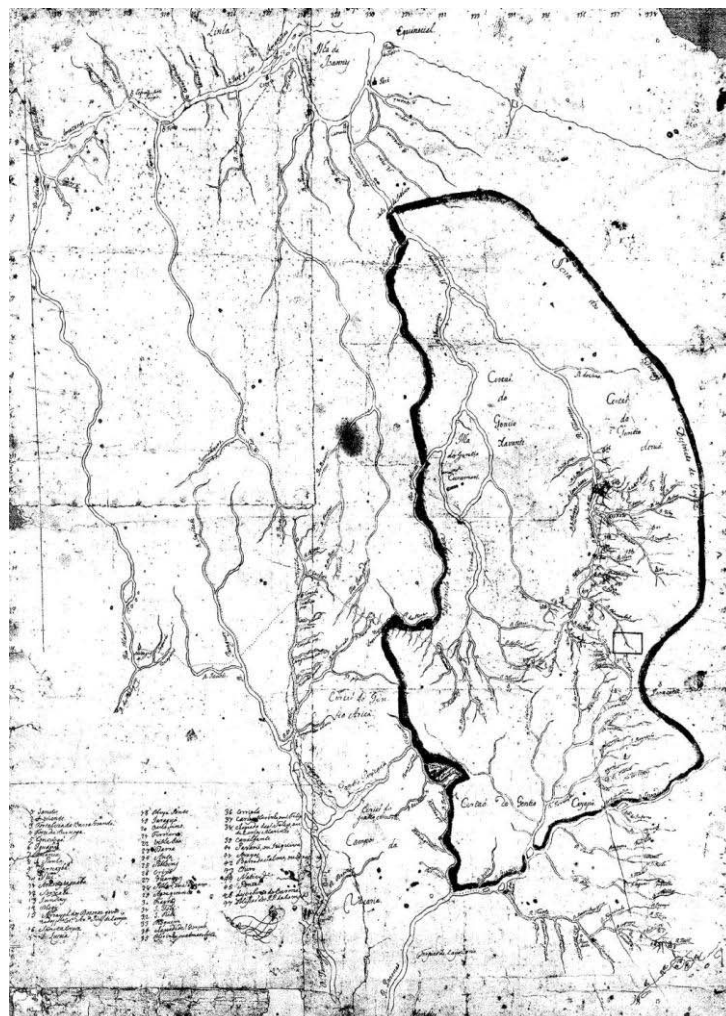
<sup>362</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 6, D. 429.

<sup>363</sup> Conformément au secrétaire du gouvernement Ângelo Santos Cardoso, Francisco Tosi Colombina est arrivé à Goiás dans l'entourage du nouvel *ouvidor* Agostinho Luiz Vieira en 1749 (AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 12, D. 740) – au même moment que le premier gouverneur de Goiás – en tant que cosmographe (ainsi qu'étaient appelés les anciens cartographes). Selon Teixeira Neto, « son œuvre cartographique, qu'il vantait d'être la plus exacte qui se faisait au Brésil, était en vérité une cartographie expéditive, pratique, parce que basée seulement sur des informations de manuscrits des découvreurs paulistes et d'explorateurs de *sertão* ». Cela ne diminue pas néanmoins son importance sur l'ensemble du travail des cartes de l'époque. Cf. Antonio Teixeira Neto, *Os caminhos de ontem e de hoje em direção a Goiás-Tocantins*, *Boletim Goiano de Geografia*, v. 21, numéro 1, 2001, p. 58.

<sup>364</sup> *Mapa da Capitania de Goyaz e regiões circunvizinhas que mostra as comunicações entre as bacias do Prata e do Amazonas*, de Francisco Tosi Colombina, Vila Boa de Goyaz, 6 avril 1751. Selon Antônio Teixeira Neto, cette carte se présente sous la forme d'un exemplaire manuscrit et peint à l'aquarelle, conservée à la Direction du Service Géographique de Rio de Janeiro. Il existe un autre exemplaire aux archives publiques de Minas Gerais, ainsi que des copies actuelles conservées à la Bibliothèque Nationale de Rio de Janeiro. Cf. Antônio Teixeira Neto, *Os caminhos de ontem e de hoje em direção a Goiás – Tocantins*, *op. cit.*, p. 51-68.

<sup>365</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 12, D. 740

<sup>366</sup> Dans un rapport envoyé à Sebastião José de Carvalho e Mello, Secrétaire d'État à partir de 1750 et futur marquis de Pombal, Ângelo dos Santos Cardoso fait référence à une carte précédant celle de Tosi Colombina : « Dans la conjoncture où je suis arrivé dans cette Ville en compagnie de Monsieur Général



**Illustration 7.** Carte de la Capitainerie de Goiás daté de 1750 [fait par Angêlo dos Santos Cardoso 1750]. Source : Isa Adonias, *Mapas e planos manuscritos relativos ao Brasil colonial (1500-1822)*, v. 1-2, Rio de Janeiro : Service de documentation du Ministère des Affaires Étrangères, 1960.

En effet, en septembre 1751, le roi José I signe la provision « sur le mesurage de la colonie et limites de l'Amérique » (*Sobre a Medição da Colonia e*

---

Gomes Freire de Andrada, qui venait alors aussi à ce district, un italien nommé Francisco Tosi Colombina, dans le groupe du nouvel *ouvidor* Agostinho Luiz Vieira, arrivait alors dans ce District ; après près d'une année, ce Colombina est allé en compagnie du même *ouvidor* courir le District ; en raison de sa curiosité pour la géographie, il a reçu l'ordre de monsieur le comte des Arcos [D. Marcos de Noronha], général de cette Capitainerie, d'aller observer les terrains des Arrayaes et les environs de ce même District ; le même Colombina m'a demandé la copie d'une Carte que j'avais précédemment à la main, dont l'original avait été envoyé à la Cour pour Alexandre de Gusmão ; il s'en servit pour préparer une autre carte avec peu de différences, sauf dans quelques exactitudes concernant des mesures de degrés par rapport aux Arrayaes, et quelques fleuves, ou sites qu'il a découverts nouvellement [...]". AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 12, D. 740. Basé sur ce document et les indications suggérées par Paulo Bertran, une étude intéressante sur le sujet met en échec la primauté des cartes élaborées par Francisco Tosi Colombina. Conférer dans Wilson Carlos Jardim Vieira Junior, Andrey Rosenthal Schlee et Lenora de Castro Barbo, Tosi Colombina, autor do primeiro mapa da capitania de Goiás?, *História e-história* [en ligne], 2010 [réf. du 25 mai 2010]. Disponible sur <http://www.historiaehistoria.com.br> et Paulo Bertran, *História da terra e do homem no Planalto Central: eco-história do Distrito Federal, do indígena ao colonizador*, Brasília : Verano, 2000.

*Limites da América*), dirigé par le gouverneur de Rio de Janeiro, Gomes Freire de Andrade, en informant le pourvoyeur des finances royales de la Capitainerie de Goiás qu'il était convenu avec El Roi de Castille, d'élaborer un traité sur les limites en Amérique. L'objectif était « de cesser les disputes entre mes vassaux et ceux de cette Couronne, qui se mouvaient ou qui pourraient se déplacer sur les lignes méridiennes et imaginaires [...] réduisant les limites des deux monarchies et celles signalées dans le dit traité par les noms des Fleuves, monts et pays »<sup>367</sup>.

Une fois de plus, les économies royales à Goiás seraient utilisées par le roi du Portugal pour la résolution d'un problème d'une importance indiscutable du point de vue de la monarchie portugaise : il s'agit de financer les dépenses de géographes et d'officiers responsables de la démarcation et de la division des « terres de la colonie », payés avec l'or des mines de Goiás. Depuis Vila Boa, la réponse de l'intendant et pourvoyeur de la *Fazenda Real*, Anastácio da Nóbrega, fut froide et sèche : « Toutefois », dit-il, « je dois toujours représenter à Votre Majesté, que cette *provedoria* se trouve surchargé avec autant de dépenses, que leurs coûts dépassent de beaucoup les revenus, et les dépenses essentiellement nécessaires ne pourront se réaliser qu'avec grande difficulté si quelques autres surviennent à nouveau »<sup>368</sup>.

Comme nous le voyons, en 1753, si Anastácio da Nóbrega montrait déjà des signes d'insatisfaction au sujet des sommes exorbitantes dépensées pour la surveillance et la protection de la frontière à l'extrême ouest du Brésil, pendant très longtemps encore l'or de Goiás serait la colonne vertébrale qui soutiendra le projet colonial et les ambitions du roi du Portugal dans la région centrale de l'Amérique.

Cependant, les accords définis obtenus par le Traité de Madrid eurent une vie courte, ayant engendré en très peu de temps un certain nombre de puissants ennemis : les jésuites espagnols qui avaient été expulsés des Missions et les commerçants empêchés de faire de la contrebande sur le fleuve de la Prata. Leurs réclamations reçurent une aide inattendue au Portugal, par le biais du Marques de Pombal, mais les bases géographiques lancées et leurs fondements juridiques ont fini par prévaloir, en resurgissant en 1777 dans le Traité de Santo Ildefonso<sup>369</sup>.

---

<sup>367</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 8, D. 575.

<sup>368</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 8, D. 575.

<sup>369</sup> Un nouvel accord — d'El Pardo —, signé le 12 février 1761, a annulé celui de Madrid. Mais les bases géographiques et les fondements juridiques pour lesquels Alexandre de Gusmão a tant lutté en 1750

À la lumière de ce raisonnement, nous distinguons les mines de Goiás comme un axe géopolitique central du projet dirigé par Lisbonne dans son versant économique, mais aussi dans les rapports de forces qu'il implique. Si la construction d'un appareil administratif soutient progressivement le pouvoir de contrôle de la Couronne dans la région, la prééminence des intérêts du monarque apparaît de façon plus solide dans le champ politique de Goiás. Dans ce paysage au cœur de l'Amérique portugaise, la Capitainerie de Goiás et sa capitale, Vila Boa, se constituent comme un poste avancé à l'ouest, placé au-delà des limites de la ligne définie par le Traité de Tordesilhas. La position de Vila Boa de Goiás dans l'architecture géopolitique de l'Empire nourrit les intérêts portugais dans deux dimensions essentielles. Tout d'abord, en tant que centre d'une structure fiscale et administrative capable de viabiliser l'extraction de l'or. Deuxièmement, et dans le même temps, comme point d'appui stratégique – offrant un support matériel, humain et financier – pour l'avance progressive de cette dernière frontière coloniale.

---

ont fini par prévaloir et, en 1777, ces principes annulés ont ressurgi dans le Traité de Santo Ildefonso. Dans l'opinion du géographe Teixeira Neto, « Tout ceci a donné naissance à un des projets géopolitiques les plus élaborés au cours de l'histoire du Brésil : celui de la préparation diplomatique, technique et scientifique du Traité de Madrid – signée en 1750 entre le Portugal et l'Espagne –, qui a donné forme, solidifié et légitimé les frontières et les limites du Brésil, ainsi que l'occupation, le peuplement et l'urbanisation de toutes les terres qui aujourd'hui forment le Centre-Ouest et l'Amazonie brésiliens. Antônio Teixeira Neto, *Cartografia, território e poder : dimensão técnica e política na utilização de mapas*, *Boletim Goiano de Geografia*, 2006, v. 26, número 2, p. 56.

# Chapitre 4

---

## RÉSEAU URBAIN À LA FRONTIÈRE DE L'EMPIRE (1739-1794)

### Plan du Chapitre

- 4.1 Frontière : lieu intermédiaire
- 4.2 Vila Boa de Goiás : une capitale dans la frontière
- 4.3 Réseau urbain dans les mines et Capitainerie de Goiás
- 4.4 Le discours et la méthode : les stratégies du Senado da Camara
- 4.5 Le Senado da Camara et le contrôle du réseau urbain

### Résumé du Chapitre

Dans ce chapitre, nous proposons l'application de la notion de frontière pour l'étude de Goiás, dans le but de produire une interprétation plus vaste à propos des liens entre la ville et le pouvoir. Nous cherchons la possibilité d'avancer la notion de frontière comme une forme de compréhension de la ville coloniale, qui irait au-delà de la dimension territoriale et géopolitique. Dans la géopolitique de l'espace de l'Empire et à l'intérieur des limites définies par la Capitainerie de Goiás, Vila Boa devient une capitale-frontière régionale. Dans la dernière partie de ce chapitre, on essaye d'éclaircir la façon dont le *Senado da Camara* exerce son influence sur le réseau urbain du Goiás, à travers la constatation d'une double stratégie qui guide les actions de ses membres. La première, de nature éminemment politique, envisage la défense des droits et de la légitimité du *Senado da Camara*. La seconde stratégie renvoie à l'exercice et à l'action de contrôle sur le réseau urbain. La symbiose entre ces deux options donne une cohérence aux initiatives des membres du *Senado da Camara* de Vila Boa. Notre hypothèse dans ce chapitre est liée directement à la capacité d'action des officiers municipaux : le statut de capitale est une condition construite historiquement et le *Senado da Camara* est l'édifice essentiel de médiation et de pouvoir, lien structurel qui assure à Vila Boa sa légitimité comme ville capitale.

#### 4.1 La frontière : lieu intermédiaire

Dans la géographie des régions minières, les positions de Goiás et Mato Grosso nous invitent naturellement à étudier la construction des édifices sociaux à partir de la notion de frontière. En effet, la création, l'établissement et l'organisation d'un espace économique et de relations sociales, de formes institutionnelles et de modalités de relations politiques, découlent d'un processus qui se développe à l'intérieur d'une vaste région de conquête.

La question de la frontière en Amérique du Sud a été très tôt associée aux limites définies par le Traité de Tordesilhas. Pensé à partir d'un méridien imaginaire difficilement localisable, le partage du monde, motivé par les intérêts des Couronnes portugaise et espagnole, projette sur l'ensemble des territoires disputés un champ imaginé de limites possibles. Ce qui nous intéresse ici particulièrement restent les questions relatives aux avancées portugaises sur des territoires appartenant théoriquement à l'Espagne.

Dans l'Amérique du Sud, il est important de remarquer les disputes impliquant les régions des bassins hydrographiques platine, au Sud, et amazonienne, au Nord, particulièrement la colonie du Sacramento, et notamment le contrôle et l'occupation de territoires associés à la production aurifère, en particulier le Mato Grosso et Goiás. Dans ce contexte, les frontières de la monarchie s'imposent dès lors comme la forme la plus claire et la plus achevée d'une expression de souveraineté du roi du Portugal et finissent par faire converger les principales discontinuités territoriales, politiques, économiques ou sociales<sup>370</sup>.

Du point de vue pratique, si l'introduction de lignes-frontières, associées au Traité de Tordesilhas, accompagne et influence directement les avancées de la pensée moderne sur l'utilisation de l'espace, participant au perfectionnement de la cartographie et des stratégies militaires, la notion de frontière va rencontrer quant à elle un point d'inflexion avec les négociations du Traité de Madrid. En substitution des accords réalisés à Tordesilhas, les méthodes adoptées vont privilégier le droit privé romain de l'*uti possidetis* (celui qui possède de fait, doit posséder de droit), et

---

<sup>370</sup> Christiane Arbaret-Schulz, Antoine Beyer, Jean-Luc Piermay, Bernard Reitel, *et al.*, La frontière, un objet spatial en mutation. *EspacesTemps.net* [en ligne]. Octobre 2004 [réf. du 07 juin 2010]. Disponible sur : <http://espacestemp.net/document842.html>.

vont inaugurer l'utilisation de références géographiques naturelles pour la démarcation de la propriété territoriale.

Dans cette conception spatiale, la frontière était considérée initialement dans l'historiographie brésilienne, comme un élargissement des domaines territoriaux par des conquêtes. Pour Capistrano de Abreu, qui affirme notamment que le littoral brésilien était une région de discorde au XVI<sup>e</sup> siècle, la frontière était surtout une affaire de conquête et de lutte pour garantir la possession de certains territoires, avant que d'être une limite accordée diplomatiquement<sup>371</sup>.

En avançant la réflexion sur le sujet dans l'histoire coloniale, Sérgio Buarque de Holanda suggère que le Brésil était lui-même une région de frontière – frontière culturelle où les traditions, les institutions et les valeurs lusitaines se fondent avec des traditions indigènes et africaines<sup>372</sup>. Ainsi, de ce point de vue et dans cet espace de conquête, tout le répertoire institutionnel, culturel, juridique, religieux, social, transféré du Portugal vers l'Amérique, est revêtu d'un nouveau sens et acquiert de nouvelles significations. Effectivement, c'est exactement ce que nous révèle Jacques Polani-Simard au sujet de la construction des sociétés américaines, dont le propos semble être en syntonie parfaite avec la notion de frontière employée par Sérgio Buarque de Holanda :

Étrangeté des Amériques, par rapport au modèle européen [...] : si lointaines et si proches, si semblables et pourtant si différentes [...] La matrice européenne qui a servi à établir les nouvelles sociétés issues de la conquête fut redéfinie, recomposée, en fonction du contexte et du cadre américains. Car l'Amérique est fille de son temps, non d'un ou des passés dont elle serait le prolongement et le conservatoire<sup>373</sup>.

Ainsi, en raison de la complexité des relations qui découle de la construction de la société en Amérique et plus spécifiquement de l'installation des mines de Goiás, insérées à la proximité du méridien qui divise les territoires

---

<sup>371</sup> Ronaldo Vainfas (dir.), *Dicionário do Brasil Colonial (1500-1808)*, op. cit., p. 254-255. Voir aussi Capistrano de Abreu, *Capítulos de história colonial (1907)*, Rio de Janeiro : Civilização Brasileira, 1976.

<sup>372</sup> L'avancée la plus substantielle réalisée par Sérgio Buarque de Holanda sur le thème de la frontière l'a été dans son livre *Caminhos e Fronteiras* publié en 1957. Ses œuvres ont été grandement revalorisées et inspirent, actuellement, d'innombrables recherches et études sur le Brésil Colonial. Cf. Ronaldo Vainfas, *Dicionário do Brasil Colonial (1500-1808)*, op. cit., p. 255 et Sérgio Buarque de Holanda, *Caminhos e Fronteiras*, São Paulo : Companhia das Letras, 1994.

<sup>373</sup> Jacques Polani-Simard, *Amériques coloniales. La construction de la société*, op. cit., p. 502.



appartenant aux deux monarchies, nous pouvons observer les événements complexes qui ont marqué leur histoire, grâce aux phénomènes associés aux particularités de cette région de frontière.

Si le méridien de Tordesilhas accordé en 1594 partageait la zone morte d'un territoire inconnu et vide pour les Européens, la frontière établie par les références naturelles de l'accord de Madrid, un siècle et demi plus tard, contemple une zone vivante où s'exerce non seulement les pouvoirs souverain des deux monarques, mais par où passent les lignes marginales de la frontière qui donne vie à un vaste réseau d'intérêts et de complexes relations de force.

Ce processus de régénération multiforme des frontières américaines dépasse les limites physiques ou naturelles qui les définissent et les entourent. Sur ce sujet, Sandra Jatahy Pesavento affirme que :

Il a, sans aucun doute, une tendance à penser les frontières à partir d'une conception qui s'ancre dans la territorialité et se développe dans le politique. Dans ce sens, la frontière est, surtout, la fermeture d'un espace, la délimitation d'un territoire, la fixation d'une surface. En résumé, la frontière est une borne qui limite et sépare et qui montre de nouveaux sens socialisés de reconnaissance<sup>374</sup>.

Ainsi, selon cet auteur, à partir de la dimension de l'abordage territorial et géopolitique, la notion de frontière avance, en s'appuyant sur des critères spatiaux et le plan des significations partagées, dans les domaines d'une construction symbolique d'appartenance sociale, révélant ce qu'elle implique à savoir les « sens socialisés de reconnaissance ».

Dans ce sens, tout en intégrant une interprétation conceptuelle qui permet de percevoir toute l'Amérique portugaise comme un espace frontalier, les frontières ne peuvent pas être considérées seulement comme des bornes ou des lignes qui représentent des limites et des divisions. Il est important de les penser dans une autre dimension : « Elles induisent aussi à penser au passage, à la communication, au dialogue et à l'échange. Figurant un transit pas seulement de lieu [...] cette dimension tend vers une nouvelle réflexion : celle qui établit que, par le contact et la

---

<sup>374</sup> Sandra Jatahy Pesavento, *Além das fronteiras*, in Maria Helena Martins (Dir.), *Fronteiras culturais: Brasil – Uruguai – Argentina*. São Paulo : Ateliê Editorial, 2002, p. 36.

perméabilité, la frontière est, surtout, hybride et métisse »<sup>375</sup>. Encore une fois, et exactement comme le suggère Buarque de Holanda, cela constitue un exemple du contact et du dialogue entre les institutions et les valeurs lusitaines et les traditions indigènes et africaines.

Autrement dit, dans le processus de colonisation du Nouveau Monde, les échanges et les interactions inévitables qui conditionnent le vaste répertoire culturel, politique et institutionnel, apporté par les Portugais, sont incorporés et recomposés dans le cadre de la construction des édifices sociaux américains. Ainsi, si la frontière est mouvement, transit et passage, elle conditionne en même temps l'apparition de quelque chose de nouveau et différent, ce qui est rendu possible par la situation caractéristique de contact, de mélange, d'échange et de métissage ethnique et culturel<sup>376</sup>.

C'est dans ce sens que la frontière des mines de Goiás et Mato Grosso donne au paysage une place centrale en Amérique du Sud. Un monde nouveau d'opportunités offertes par l'or, incrusté et inscrit sur les cartes alignant des projets inédits, qui permettent et stimulent de nouveaux recommencements et multiplient les possibilités. Sur ce territoire, « aux frontières du monde connu, l'Amérique serait, devant les yeux de leurs découvreurs, explorateurs et colonisateurs, cet espace où il pourrait être possible de recommencer, conférant à l'homme le pouvoir divin de la création »<sup>377</sup>.

Ici, malgré des limites imposées par les discontinuités et les obstacles propres aux espaces définis comme marges, bords ou franges, la dynamique de la situation de frontière dépasse les limites qu'elle se fixe. En fait, cette dernière frontière coloniale, située dans la frange ouest de l'Amérique portugaise, est un lieu d'intégration démographique, de mouvement institutionnel, de redistribution territoriale, espace de projection et déplacement du projet de Lisbonne, avec son calendrier de négociations incessantes.

---

<sup>375</sup> *Ibid.*

<sup>376</sup> *Ibid*, p. 37

<sup>377</sup> *Ibid*, p. 38.

Flux et reflux qui se multiplient à la frontière<sup>378</sup>, dans l'espace et le temps des mines de Goiás, comme un processus durable et dans un mouvement constant. Si la notion de limites, employée ici, garde une relation avec des discontinuités et des obstacles, l'idée de flux, en revanche, suggère une espèce de continuité. Flux, continuité et passage qui donne vie à un réseau d'expériences et de relations, qui interconnectent des territoires et des histoires, édifiant l'unité de la monarchie à la frontière. Comme si le projet colonial était compatible avec les multiples points de vue échafaudés dans chaque région de l'Empire. En tant que participant actif et dynamique de ce projet, les mines et Capitainerie de Goiás se sont réservés les rôles de producteur d'or et de base de sustentation du territoire frontalier entre les empires du Portugal et d'Espagne.

Mais gardons-nous d'opposer trop radicalement les marges, les franges, les « périphéries » (cette notion discutable) de l'Empire à son cœur resté hypothétiquement intact<sup>379</sup>, comme l'a fait une vaste bibliographie qui perçoit toujours l'histoire de l'expansion portugaise à partir de la notion centre/périphérie, tendant à observer Lisbonne comme l'unique source d'irradiation des flux qui donnent une cohérence au fonctionnement de l'Empire. Nous savons aujourd'hui, comme nous l'avons vu ailleurs, l'importance de la collaboration mutuelle et des négociations, indispensables pour la promotion de l'avancement des intentions et du projet de Lisbonne, dans les régions des conquêtes. D'autre part, s'il revient au royaume du Portugal et à la capitale de l'Empire d'avoir une position prépondérante dans la production des flux, des mouvements et des initiatives déterminantes pour la conduite du projet colonial, si leurs influences se reflètent pleinement dans les franges et les marges de l'Empire, l'uniformité ou même l'unité monarchique peut être sa conséquence finale.

Laurent Vidal démontre avec pertinence, en citant la réflexion proposée par John Merriman concernant les villes françaises du XIXe siècle, que, bien qu'il convienne de nier l'existence de périphéries, il est préférable de les considérer comme des frontières, comme des espaces en mutation habités par des « mondes

---

<sup>378</sup> Sur le concept de flux que nous utilisons, voir Ulf Hannerz, *Fluxos, fronteiras, híbridos : palavras-chave da antropologia transnacional*, *Mana*, 1997, v. 3, numéro 1, p. 7-39.

<sup>379</sup> Serge Gruzinski, « Les mondes mêlés de la monarchie catholique et autres « connected histories » », *Annales. HSS*, v. 1, 2001, p. 114.

flottants »<sup>380</sup>, lieux intermédiaires. Dans le même esprit, Serge Gruzinski propose une relecture instigant des commentaires de Michael Adas autour de l'idée de « middle-ground »<sup>381</sup>, d'espace intermédiaire, comme alternative à la pensée schématique, sinon réductrice, des notions de centre/périphérie. Mettant à l'écart les oppositions conceptuelles basées exclusivement sur des phénomènes de domination et des antagonismes, nous préférons voir cet espace de frontière, représenté par les mines de Goiás, comme un monde intermédiaire, une zone d'interpénétrations multiples, un entre-lieu, un entre-deux. Dans ce sens, la frontière n'appartient à aucun des pôles établis dans le cadre d'une réflexion de nature binaire. En bref, la condition de frontière est définie, surtout, par la situation d'être au bord, à la marge, à la frange : ne pas être au centre est, à la fois, être à distance et être différent. Il s'agit, alors, de postuler la position d'être étrange<sup>382</sup>. Cette étrangeté explique la sensation commune chez les représentants de la Couronne par rapport aux mines de Goiás : la frontière est considérée comme source de danger et menace<sup>383</sup> parce qu'elle peut développer des intérêts distincts des ceux de Lisbonne. Cette condition pousse la Couronne à contrôler, dans cette zone de rencontres multiples, les structures institutionnelles, sociopolitiques et culturels qu'y sont construites.

Le modèle centre/périphérie<sup>384</sup>, découlant des études entreprises par des géographes et des économistes, illustre bien cette idée d'interaction hiérarchique

---

<sup>380</sup> Laurent Vidal, *Os trilhos da história do Brasil urbano*, *op. cit.*, p. 76. Le texte cité se trouve dans John Merriman, *Aux marges de la ville. Faubourgs et banlieues en France, 1815-1870*, Paris : Seuil, 1994, p. 32.

<sup>381</sup> Serge Gruzinski, « Les mondes mêlés de la monarchie catholique et autres « connected histories » », *op. cit.*, p. 114. Voir aussi Michael Adas, « Bringing Ideas and Agency Back in: Representation and the Comparative Approach to World History », in P. Pomper, R. H. Elphick et R. T. Vann (éds.), *Word History. Ideologies, Structures and Identities*, Oxford : Blackwell, 1998, p. 99.

<sup>382</sup> Andrea Cristiane Kahmann et Léa Silvia dos Santos Masina, *Fronteiras, tradição e identidade : um debate à partir da obra Contos Gauchescos, de Simões Lopes Neto. Universidade de Santa Cruz do Sul* [en ligne]. [réf. du 08 juin 2010], p. 1-25. Disponible sur : [www.unisc.br/portal/images/stories/.../fronteira\\_tradicao\\_identidade.pdf](http://www.unisc.br/portal/images/stories/.../fronteira_tradicao_identidade.pdf).

<sup>383</sup> Lia Osório Machado, *Limites, fronteiras, redes*, in Tânia M. Strohaecker, A. Damiani, N. O. Schaffer, *et al.* (Dir.), *Fronteiras e espaço global*, Porto Alegre : Associação dos Geógrafos Brasileiros, 1998, p. 41.

<sup>384</sup> Selon Christian Grataloup, « La métaphore géométrique du centre et de la périphérie est souvent utilisée pour décrire l'opposition entre les deux types fondamentaux de lieux dans un système spatial : celui qui le commande et en bénéficie, le centre, et ceux qui le subissent, en position périphérique. Ce couple conceptuel remonte au moins à Werner Sombart, si ce n'est à Marx (les relations ville/campagne) et fut utilisé par les théoriciens de l'impérialisme (Rosa Luxemburg, Boukharine) mais ce sont les économistes des inégalités de développement qui lui donnèrent sa forme contemporaine (Samir Amin). Alain Reynaud développa la notion en géographie. Cf. Christian Grataloup, *Centre/Périphérie, Hipergeo-Théories* [en ligne]. Mai 2004 [réf. du 15 juin 2010]. Disponible sur : [http://www.hypergeo.eu/IMG/\\_article\\_PDF/article\\_10.pdf](http://www.hypergeo.eu/IMG/_article_PDF/article_10.pdf).

entre les espaces, où le centre possède des pouvoirs de production, d'innovation, d'attraction tandis que la périphérie va se placer, très fréquemment, à rebours du centre, se définissant comme une aire marginale, écartée, sous-équipée et dominée. De notre point de vue, il s'agit d'une vision ou d'une option qui, malgré les facilités méthodologiques, nous semble insuffisante, voire réductrice, pour l'étude de cette région de frontière et de ses situations très spécifiques. Donc, sans ignorer la « robuste capacité heuristique » du modèle centre/périphérie, comme l'enseigne Christian Grataloup<sup>385</sup>, dans ce cas particulier nous préférons adopter une approche qui permet de mettre en évidence avec plus d'adéquation les interactions établies dans cet espace de frontière, comme un processus qui intègre le projet d'expansion coloniale. Ce territoire se caractérise par ailleurs par l'existence d'espaces de transition et d'interpénétration qui ne sont pas inférieurs à d'autres espaces de références à l'intérieur de la monarchie.

La notion d'espace intermédiaire, *middle-ground*, pour utiliser l'expression de Michael Adas, semble mieux adaptée à ces mondes d'interactions flottantes à la frontière ouest de l'Amérique lusitane, où le contact et les échanges prennent un aspect innovant, qui n'est localisé ni à droite, ni à gauche, ni au dessus, ni en dessous, ni au centre, ni même à la périphérie de l'Empire. Ce sont des espaces de tensions et, en même temps, de créations, produits par le mouvement d'élargissement des frontières de la monarchie, menant à des situations très originales, à l'instar de celles des mines et Capitainerie de Goiás.

---

<sup>385</sup> Signalant le sens exact de l'utilisation de la notion centre/périphérie, Christian Grataloup met l'accent sur l'existence des transits de flux qui caractérisent des relations dissymétriques et qui présentent des résultats déséquilibrés de flux, définissant, par exemple, des relations hiérarchiques particulières de pouvoir. Selon lui, « Pour que le couple ait un sens, il faut qu'il y ait des relations entre les deux types de lieux, donc des flux (de personnes, de marchandises, de capitaux, d'informations, de décisions) et que ces relations soient dissymétriques (solde déséquilibré des flux, hiérarchie des relations de pouvoir...). Le centre est central justement parce qu'il bénéficie de cette inégalité et, réciproquement, là où les périphérie(s) sont caractérisée(s) par un déficit qui entretient leur position dominée. Le système ainsi décrit est autorégulé : le centre reproduit les conditions de sa centralité et réciproquement pour la périphérie. Parler de périphérie dominée est alors un pléonasme. Cependant, justement parce qu'il est fondé sur une logique d'échange (inégal), le système est dynamique. Si certaines périphéries peuvent devenir des angles morts (elles sont alors dites délaissées), d'autres peuvent bénéficier de leur situation (avantage à terme à la taille plus grande, à la position de contact avec l'extérieur du système spatial...) ; cela peut entraîner des inversions de polarité dans une logique qui reste globalement identique ou des changements de systèmes. Le modèle centre/périphérie est donc d'une robuste capacité heuristique, à condition de ne pas le banaliser à l'excès. Il convient d'en réserver l'usage à la formalisation de tout système fondé sur des relations d'inégalité et non d'en faire usage comme simple description de gradient ou de différenciations spatiales ». Cf. Christian Grataloup, *Centre/Périphérie*, *op. cit.*, p. 2.

Dans ce monde d'interactions flotantes basé sur l'esclavage, constitué par une population métisse de caractère hétérogène, marqué par l'imprévu et le différent, les particularités et les diversités rendent difficiles l'imposition de l'autorité et du pouvoir fondé dans des modèles européens. Ce monde de frontière, où le résultat des actions et des interactions sur l'ensemble des pratiques sociales et politiques se différencient du format traditionnel conçu dans le royaume, donne vie à une véritable terre de mélanges et d'affrontements.

Dans ce contexte, Goiás est un espace intermédiaire qui témoigne des déploiements d'un processus d'invention d'une nouvelle société, comprenant un mouvement de recomposition et, en même temps, de multiplication de formes créatives, comme résultats des mutations possibles à partir des répertoires traditionnels européens. Le développement de cette société, dans le temps et dans l'espace, finit par combiner des éléments fournis par les modèles formels avec des modèles informels. Ainsi, il met en place le caractère original d'un lieu particulier, un entre-deux, espace de convergence original entre l'institué et le non-institué, entre le formel et l'informel, entre la continuité et la discontinuité imposées par les flux et les reflux propres aux bords, aux franges, aux lieux frontaliers. Surtout, un espace intermédiaire qui, en fonction de ses propres spécificités, se définit par le milieu, pour être un « entre-deux », et non pas par les pôles binaires ou les limites géographiques extrêmes des espaces de la monarchie.

En conséquence, ce qui initialement avait la forme de relations apparemment contradictoires entre la proximité et la distance, entre l'officiel et le non officiel, entre la liberté et l'esclavage, entre les blancs et les noirs, se transforme progressivement en phénomènes qui prennent des formes inattendues, introduisant un espace de recomposition et de refondation de pratiques et d'expériences, de stratégies d'appropriation et de réappropriation, dans un contexte flottant, indéfini, marqué, surtout, par l'incertitude. Dans les mines de Goiás les acteurs coloniaux se trouvent dans la précarité du temps présent, dans les interstices entre l'ambition du roi du Portugal et les conditions locales et concrètes de la conquête. Dans cette temporalité distincte et spécifique de la frontière, émerge une société hybride et métisse.

#### *4.2 Vila Boa de Goiás : une capitale dans la frontière*

Avec la création de la Capitainerie et du prélat, Vila Boa de Goiás, alors principal noyau urbain régional, se transforme en résidence des autorités et des représentants de la Couronne, siège du gouvernement et de l'administration coloniale et référence fondamentale dans l'action et la discipline de l'Église, cette dernière étant intimement liée à l'évêché de Mariana. Sur la ligne de partage avec les domaines espagnols, Vila Boa est un point d'intercession politique et financier, lié aux intérêts immédiats des élites locales, mais également de ceux de Lisbonne. Dans cette ville de frontière, les soucis géopolitiques amplifient leur importance par le biais des stratégies adoptées par la Couronne.

La nature de ces deux événements va produire un arrangement spatial, politique et social jusqu'alors inexistant à Vila Boa, qui permet l'appropriation d'un nouveau statut, celui de ville-capitale, chef-lieu ou *cabeça de comarca* pour reprendre une expression très courante dans les correspondances de l'époque. Ainsi, l'idée de ville-capitale a été employée très tôt par les autorités coloniales après la création de la Capitainerie de Goiás, pour exprimer le nouveau statut de capitale attribué à Vila Boa. Cette conception est présente, par exemple, dans le vocabulaire utilisé par le gouverneur de la Capitainerie. Tout de suite après son entrée en fonction en 1750, informant le monarque sur les limites géographiques de Goiás, les mots de Marcos de Noronha révèlent ce nouveau statut de la ville : « Entre Vila Boa de Santa Anna », dit-lui, « capitale de cette nouvelle Capitainerie de Goiaz, et Vila [Real do Senhor] de Bom Jesus [de Cuiabá] qui [...] était la capitale du district du Cuyabá, il y aura une petite différence de cinq degrés de distance mesurés par l'itinéraire nord-ouest [...] »<sup>386</sup>. Dans ce sens, le travail sur le Rio de Janeiro, dans lequel Maria Fernanda Batista Bicalho propose l'utilisation du concept de capitale pour les Vilas et les villes coloniales, concorde aussi sur la position de Vila Boa comme capitale régionale. Selon elle, cette ville serait entre :

celles qui, déjà au XVIII<sup>e</sup> siècle, ont été pensées – et certaines créées par le trait d'ingénieurs militaires – comme des capitales administratives régionales, avec la claire intention d'incorporer le *sertão*, d'agrandir la frontière et de structurer le territoire alentour. C'est le cas de Vila Boa de Goiás, de Vila Bela de Santíssima Trindade, du Mato Grosso, et de Rio Grande de São Pedro, dans le sud. Autant les villes littorales que les Vila

---

<sup>386</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 6, D. 429.

s tardivement établies sur les territoires frontaliers, ont été marquées profondément par une logique de perception géostratégique de l'espace<sup>387</sup>.

Cette conception de ville capitale, employée par Fernanda Bicalho, est liée aux réflexions réalisées par Catarina Madeira dos Santos, à partir d'une étude sur la ville de Goa dans le contexte spécifique de l'État de l'Inde. Dans la conjoncture historique de l'expansion portugaise, cet auteur propose une réflexion sur un axiome largement employé par les historiens et reproduit fréquemment dans l'historiographie de l'Empire portugais, qui traite du concept de Capitale (*Capitalidade*). Fernanda Bicalho dialogue, dans le même temps, avec Renata Malcher de Araújo et ses considérations sur le concept de ville présentées dans un texte qui traite de la réforme urbaine en Amazonie durant la période pombaline.

En premier lieu, nous voulons mettre en évidence la définition des spécificités de la ville coloniale, présentées par Renata Malcher de Araújo, pour les considérer en accord avec les descriptions des caractéristiques de Vila Boa de Goiás. Selon elle :

la ville est le lieu de l'ordre social et politique, c'est l'espace de la coexistence sociale par excellence et c'est le lieu de la représentation et de l'exercice du pouvoir. D'autre part, la ville est aussi le pôle hiérarchique de l'organisation du territoire, c'est le centre à partir duquel s'établit le contrôle des aires environnantes. Plus que cela, c'est le centre à partir duquel s'identifient les relations avec ces mêmes aires<sup>388</sup>.

D'autre part, quand Catarina Madeira dos Santos, cherche à comprendre comment la ville de Goa s'est transformée en une Capitale et quelle était le sens effectif de cette procédure de capitalisation dans le cadre de l'architecture administrative de l'Empire portugais en Inde, sa réflexion présente aussi des points similaires avec la situation de Vila Boa de Goiás. De l'avis de l'auteur :

---

<sup>387</sup> Maria Fernanda Batista Bicalho, O Rio de Janeiro no século XVIII : A transferência da capital e a construção do território centro-sul da América portuguesa. *Centro Interdisciplinar de Estudo da Cidade - IFCH Unicamp* [en ligne]. [réf. du 15 juin 2009]. Disponible sur : <http://www.ifch.unicamp.br/ciec/revista/artigos/dossie1.pdf>.

<sup>388</sup> Renata Malcher de Araújo, A razão na selva : Pombal e a reforma urbana da Amazônia. *Camões. Revista de Letras e Culturas Lusófonas*. 2003, numéro 15/16, p. 151.



nous ne pouvons parler de Capitale [*Capitalidade*] qu'à la condition que ce centre soit arrivé à projeter son influence sur un certain espace [...] indépendamment de la configuration que celui-ci prend. Il faut donc considérer un versant dynamique, exprimée par la capacité qu'a le centre de structurer et d'établir des hiérarchies à l'intérieur d'un territoire et d'entretenir avec lui des relations. Il s'agit, après tout, d'analyser le réseau sur lequel se réalise l'articulation entre le centre et ses périphéries<sup>389</sup>.

En bref, les références présentées par les auteurs cités nous conduisent dans une direction dont les pistes réaffirment la condition de Vila Boa de Goiás en tant que ville-capitale : noyau urbain qui projette son influence sur une aire géographique considérable, espace d'actualisation économique, de convivialité sociale, lieu de représentation et d'exercice du pouvoir et ville-référence dans l'organisation du territoire. Ainsi, dans la logique de la perception géostratégique de l'espace et à l'intérieur des limites définies par la Capitainerie de Goiás, Vila Boa est une capitale-frontière administrative régionale.

Néanmoins, ce que nous cherchons ici demeure la possibilité d'avancer la notion de frontière comme une forme de compréhension de la ville coloniale, qui va au-delà de la dimension territoriale et géopolitique. Nous avons vu combien la création de Vila Boa et, plus tard, l'installation de la Capitainerie de Goiás, ont été réalisées grâce à un processus où les événements se trouvent, très souvent, entrecoupés par des situations replètes d'incertitudes et d'indéfinitions. De même, la condition de capitale régionale, comme une ville capable de projeter son influence sur les aires environnantes, structure des hiérarchies à l'intérieur de son territoire et stimule des rapports avec d'autres centres urbains. C'est cette identité qui la structure en tant que ville capitale. En fait, c'est le résultat d'un processus actif, concrétisé par l'action des acteurs et par les conditions et les fatalités inscrites dans le temps et dans l'espace des mines et Capitainerie de Goiás.

En conséquence, l'identification de cette condition de capitale nous induit à penser et observer l'espace urbain de Goiás à partir de la notion de frontière, qui a le mérite d'indiquer que le sens, la position et la distribution sociale des espaces ne sont pas fixés une fois par toutes, puisque ceux-ci sont les fruits d'un processus. « Il

---

<sup>389</sup> Catarina Madeira Santos, *Goa é a Chave de toda a Índia. Perfil político da capital do Estado da Índia (1505-1570)*, Lisbonne : CNCDP, 1999, p. 23.

s'agit de substituer l'observation statique (et souvent statistique) des situations par l'étude dynamique des identités sociales et spatiales en constitution »<sup>390</sup>.

Cependant, et à propos des concepts de ville et de capitale, on doit peut-être se poser une question à ce point de notre réflexion : qu'est-ce qu'une ville capitale ? La capitale n'est-elle pas toujours une ville ?<sup>391</sup> Ne serait-il pas plus approprié de poser une autre question : qu'est-ce qu'une ville ? Nous savons que la réponse à une telle question ne va pas de soi. Variable selon les temps et les endroits, une réponse satisfaisante mobilise des critères différents et demande l'aide de plusieurs disciplines qui peuvent aller de la démographie à la géographie, de l'anthropologie à l'économie<sup>392</sup>. Dans l'histoire, une vaste bibliographie étudie cet objet à travers des répertoires et des tendances diversifiés, à la croisée de multiples questions qui contemplent une riche historiographie des villes. Au Brésil, une synthèse menée récemment par Laurent Vidal met en évidence l'imposant inventaire de l'histoire des villes brésiliennes et les grandes lignes qui guident leur production<sup>393</sup>.

Malgré ça, dans le langage courant de la société contemporaine il existe une tendance consistant à utiliser de façon abusive, le concept de capitale. Les historiens eux-mêmes ont été entraînés par cette tendance à étendre la notion de ville capitale, en indiquant l'existence de capitales politiques, économiques, financières, religieuses, intellectuelles et culturelles. Néanmoins, cette extension du vocabulaire finit par obliger les historiens à ressaisir conceptuellement une notion qui leur échappe<sup>394</sup>.

En fait, comme l'affirme Laurent Vidal dans une étude très récente à propos des capitales, « dans l'histoire, comme dans les sciences sociales, aucun champ d'étude est consacré à l'analyse spécifique des capitales »<sup>395</sup>. Selon ce même auteur, malgré

---

<sup>390</sup> Laurent Vidal, *Sobre os trilhos do Brasil urbano*, *op. cit.*, p. 79.

<sup>391</sup> Regine Le Jan, *Les villes capitales au moyen âge*. Avant-propos. Paris : Publications de la Sorbonne, 2006, p. 7.

<sup>392</sup> Elisabeth Crouzet-Pavan, *Venize: une invention de la ville (XIIIe-XVe Siècle)*. Seyssel : Éditions Champs Vallon, Collection Époques, 1997, p. 7.

<sup>393</sup> Laurent Vidal, Las recientes orientaciones de la investigación sobre la historia del Brasil urbano. Elementos para un balance (1990-2003), *Anuário Americanista Europeu*, 2003, numéro 1, p. 13-40.

<sup>394</sup> Patric Boucheron, Denis Menjot et Pierre Monnet, Formes d'émergence, d'affirmation et de déclin de capitales : rapport introductif in *Les villes capitales au moyen âge. Congrès de la SHMES*, Istanbul, 1er-6 juin, 2005. Paris : Publications de la Sorbonne, 2006, p. 13.

<sup>395</sup> Laurent Vidal, Capitais sonhadas, capitais abandonadas Considerações sobre a mobilidade das capitais nas Américas (séculos XVIII - XX), *História*, 2011, v. 30, numéro 1, p. 4. 3-36.

l'existence d'une littérature de haute qualité, dans des différentes disciplines<sup>396</sup>, un bilan historiographique révèle l'absence d'un champ d'étude légitimé et reconnu par la communauté de chercheurs et scientifiques. Dans ce contexte, il convient de le remarquer tout d'abord, qu'il s'agit d'une notion dont la pertinence historique la remettre au champ de l'histoire en tant que discipline. Alors, pour mieux comprendre la spécificité des villes capitales, il faut revenir à la source politique de son histoire.

Ainsi, si nous observons la géographie par exemple, nous verrons que les travaux récents se consacrent beaucoup moins à la notion de capitale qu'à celles de métropole et mégapole, en concentrant les études sur les mécanismes par lesquels une ville se transforme et atteint certaines dimensions et étapes de développement<sup>397</sup>.

D'autre part, en se basant sur les études des économistes allemands Johann-Heinrich von Thunen (1842-1850), August Losh (1940) et Walter Christaller (1933) concernant les zones centrales, les géographes se sont consacrés à l'étude de la distribution et de l'organisation urbaine dans l'espace, en produisant des instruments destinés à analyser le phénomène de la centralité des villes. De la même manière, les sociologues considèrent le phénomène urbain comme nécessairement associé à la figure de la centralité<sup>398</sup>. Selon Patric Boucheron, Denis Menjot et Pierre Monnet, leurs répertoires sont les mêmes que ceux utilisés par les historiens. Ils se les sont appropriés et les ont adaptés à l'étude des réseaux urbains existants dans le passé<sup>399</sup>. Ainsi, conformément à ces auteurs :

---

<sup>396</sup> Selon l'auteur, les historiens, les géographes, les architectes, les urbanistes et les anthropologues sont penchés sur des questions comme la position des capitales au sein des territoires, sur les défis économiques et démographiques, sur des modèles d'urbanisme adoptés et sur l'encénation et la représentation du pouvoir dans les capitales. En plus, très récemment quelques urbanistes et géographes nord-américains sont en trains de provoquer une réflexion collective et interdisciplinaire sur la spécificité des villes capitales. Cf. Laurent Vidal, *Capitais sonhadas, capitais abandonadas Considerações sobre a mobilidade das capitais nas Américas (séculos XVIII - XX)*, *op. cit.*, p. 4.

<sup>397</sup> Voir, par exemple, les contributions du dossier Révolution urbaine et mondialisation, *Vingtième Siècle*, numéro 81, 2004, p. 37-117.

<sup>398</sup> Voir sur ce sujet : Y. Grafmeyer, *Sociologie Urbaine*, Paris : Nathan, 1994 et Michel Bassand, Vincent Kaufmann et Dominique Joye (Dir.), *Enjeux de la sociologie urbaine*, Lausanne : Presses polytechniques et universitaires Romandes, 2001.

<sup>399</sup> Patric Boucheron, Denis Menjot et Pierre Monnet, *Formes d'émergence, d'affirmation et de déclin de capitales*, *op. cit.*, p. 15.

les géographes – qui sont passés de l'étude de « réseaux urbains » à celle des « réseaux de villes » – comme les sociologues considèrent donc que le rapport entre la capitale et son territoire, ainsi que la question de sa fondation, de son développement ou de sa migration, obéissent à une logique purement politique, du ressort des historiens, et des historiens de l'État bien plus que des historiens de la ville<sup>400</sup>.

En suivant une autre piste complémentaire, le sens général que nous fournissent les dictionnaires sur la notion de capitale ou ville-capitale, nous conduit effectivement vers le champ du politique. Le Trésor de la Langue Française définit le mot capitale comme « Ville principale d'un État, d'une province ou d'une étendue de pays qui est le siège du gouvernement et/ou de l'administration centrale » ou encore « Ville principale d'un État en tant que remarquable en tous points ; ville qui prime sur les autres dans un certain domaine, qui est le principal centre d'une activité »<sup>401</sup>. Le Petit Robert la définit comme « ville qui occupe le premier rang hiérarchique dans un état, une province »<sup>402</sup> et le Larousse comme « lieu où siègent de manière fixe l'État et le gouvernement »<sup>403</sup>. Si l'on considère que les capitales sont toujours nées de la somme des décisions et des choix des individus, toutes ces définitions entraînent cette notion vers le champ du politique et la renvoie au répertoire de l'historien<sup>404</sup>. Effectivement, dans ce cas précis, elles gardent le même sens que celui donné par le gouverneur Marcos de Noronha, révélant le premier statut de Vila Boa comme « *cabeça de comarca* », *chef-lieu*, « Capitale de la nouvelle Capitainerie de Goiás ».

De même, face à l'observation des phénomènes qui font de la ville une capitale, nous ne pouvons laisser de côté le développement de la société qui la constitue et l'existence des hommes qui la construisent. Ainsi, la fondation de l'*arraial* de Sant'Anna, le choix du site et la création de la première Vila, les conflits interminables pour la prééminence des intérêts et de l'autorité, la création et l'installation des répertoires institutionnels civils et religieux, la participation et l'importance prise par les stratégies géopolitiques de l'Empire, constituent des pièces

---

<sup>400</sup> *Ibid*, p. 16.

<sup>401</sup> Le Trésor de la Langue Française Informatisé. Disponible sur : <http://atilf.atilf.fr/tlf.htm>.

<sup>402</sup> *Le Petit Robert*, Paris : Dictionnaires Le Robert, 1997.

<sup>403</sup> *Le Petit Larousse*, Paris : Larousse, 1998.

<sup>404</sup> Patric Boucheron, Denis Menjot et Pierre Monnet, *Formes d'émergence, d'affirmation et de déclin de capitales*, *op. cit.*, p. 14.

reliées par un même processus, une construction dans le temps et dans l'espace qui contribue à identifier Vila Boa comme la capitale de la Capitainerie de Goiás. Un lieu où se projette une société particulière, avec ses caractéristiques et sociabilités spécifiques et, bien sur, une identité propre qui la distingue et la différencie en tant que Capitale, dans l'univers urbain des mines de Goiás.

En bref, deux aspects doivent être retenus. En premier lieu, il faut rétablir son importance historique et sa condition de capitale régionale, puisque le statut de « Vila Boa capitale » ne lui est pas attribué d'emblé, comme si seule l'arrivée d'un gouverneur nommé par le roi et la construction de quelques édifices publics offraient les conditions nécessaires pour l'avènement d'une capitale. En second lieu, comme Vila Boa devient la capitale politique de la capitainerie, il est essentiel de percevoir que sa condition et son statut de capitale nous conduisent effectivement vers le champ du politique. En d'autres mots, il convient, avant tout, de ramener la notion de « Vila Boa capitale » à sa pertinence historique et deuxièmement, comme nous l'avons dit, de revenir à la source politique de son histoire<sup>405</sup>. Cette piste nous conduit à une rencontre inévitable qui renvoie à la définition de la ville coloniale indiquée précédemment, en tant que lieu de connexions, de croisements, de représentations, de disputes, mais, en même temps, de collaborations.

Revenir à la source politique de son histoire signifie, surtout, reconnaître l'importance du pouvoir souverain du monarque qui institue, en premier lieu, la Vila. Ensuite, le poids considérable que prend la région de frontière dans le projet de Lisbonne, ajouté au développement urbain de Vila Boa, rendent crédible et justifié le récit de fondation et le choix fait par le monarque. Plus tard, une fois de plus, c'est un geste du monarque qui, en créant la Capitainerie de Goiás, inaugure les conditions qui transforment Vila Boa en ville capitale. À l'origine, nous pouvons dire que ce qui fait la capitale demeure le geste du roi du Portugal qui la fonde et que, donc, il n'y aurait pas « Vila Boa capitale » sans la manifestation du désir et du pouvoir souverain. Dans cette perspective, « la Capitale est un lieu décidé, dans la mesure où elle naît d'une décision politique, comme acte de souveraineté »<sup>406</sup>.

---

<sup>405</sup> *Ibid.*, p. 34.

<sup>406</sup> *Ibid.*

Effectivement, en rétablissant la condition historique de la capitale, nous percevons que le geste fondateur du souverain se déploie par un processus qui implique la participation d'un grand nombre d'acteurs et d'habitants des *arraiais*. Si c'est la décision politique du roi qui établit la *vila* comme capitale, ce sont les relations de pouvoir dans le champ politique de Goiás, associées à la prospérité de la ville et l'existence des hommes qui la construisent, qui donnent vie, consistance et continuité au geste initial du monarque. En d'autres termes, c'est dans la rencontre entre les intérêts des sujets et du souverain, dans cet effort collectif, que se révèle la collaboration mutuelle entre la Couronne et les élites locales et où se produit la construction de Vila Boa comme espace de représentation et scénario des relations politiques stratégiques pour l'avance du projet colonial.

Cependant, à la lumière des traces d'un processus construit historiquement, nous nous rendons compte que Vila Boa de Goiás doit son statut de capitale non seulement à son pouvoir économique qui fait d'elle une ville de référence à l'intérieur de l'Empire ni également à sa supériorité démographique en relation avec les autres *arraiais* ou à la simple installation des centres administratifs liés à la Couronne. Assurément, ces événements font d'elle une importante référence administrative régionale. Pourtant, elle doit aussi sa condition de Capitale à la rupture avec le temps des *arraiais* et l'instauration d'un nouvel ordre politique, comme nous l'avons vu précédemment, qui évoque la présence d'une nouvelle époque. Temps associé aux désirs et aux ambitions du roi du Portugal, aux mécanismes de contrôle qui réorientent le sens des relations dans la ville autour d'un autre principe de légitimation politique établie par le projet colonial. En résumé, pour que Vila Boa devienne capitale régionale, un long chemin doit être parcouru. Il s'agit d'une construction qui prend forme et corps dans le temps et dans l'espace, dont la genèse se trouve dans un espace négocié entre le choix souverain du roi et son acceptation de la part de la société politique des mines de Goiás.

Dès lors, entre le geste fondateur du souverain et la construction de relations qui vont établir la prééminence de Vila Boa dans l'espace urbain des mines de Goiás, c'est le *Senado da Camara* qui apparaît comme édifice essentiel de médiation et de pouvoir, lien structurel qui assure à Vila Boa sa légitimité comme ville Capitale. Cette légitimité va être poursuivie et affirmée pendant toute la seconde

moitié du XVIIIe siècle et les trois premières décennies du XIXe, dans les discours et les méthodes élaborées par les membres du *Senado da Camara*.

Dans ce cas, le *Senado da Camara* agit comme un mécanisme structurel entre la capitale et son nécessaire processus de légitimation, c'est-à-dire, une institution fondamentale qui affirme et consolide son statut de capitale dans l'univers urbain de la région minière. De fait, le même pouvoir souverain du monarque qui confère sa légitimité à la Capitale, pourvoit le *Senado da Camara* d'autorité et d'autonomie destinées à soutenir et élargir l'hégémonie de Vila Boa de Goiás sur les noyaux urbains qui occupent le même territoire.

Ce pouvoir qui confère légitimité à Vila Boa et fait d'elle une Capitale, fait du *Senado da Camara* une institution centrale dans le processus par lequel Vila Boa domine les autres centres urbains. Bien sûr, l'installation des institutions et des centres administratifs du gouvernement est une partie indissociable des procédés qui font de la ville une capitale, en la réorganisant autour d'un fort principe de légitimation politique et sociale. Néanmoins, pour que Vila Boa devienne une capitale, il ne suffit pas de procéder à l'installation des organes administratifs qui font d'elle le siège des pouvoirs de la monarchie. Il faut également qu'elle s'impose en tant que noyau urbain capable de dominer les autres, en réordonnant les relations de force et de pouvoir, en polarisant, comme le centre urbain dominant, le contrôle possible du réseau d'*arraiais* qui intègre et compose la vie urbaine de Goiás.

Voilà pourquoi la création des villes portugaises, à l'exemple de Vila Boa, coïncide avec l'institution du *Senado da Camara* : le pouvoir souverain qui fonde la ville doit être transmis à ceux qui la gouvernent. Plus tard, avec la création de la Capitainerie, c'est la même volonté souveraine du monarque qui, en donnant l'autorité à Vila Boa sur tous les *arraiais* de Goiás, transmet sa propre légitimité et son pouvoir à ceux qui ont pour tâche de l'exercer : les officiers et les membres du *Senado da Camara*. Comme nous le verrons, quand le pouvoir du *Senado da Camara* se projette sur le réseau des *arraiais*, en cherchant à le dominer, c'est au fond l'autorité légitime de Vila Boa de Goiás, munie de son pouvoir et statut de Capitale, qui se lance et s'installe sur le réseau urbain des mines. C'est de cette façon et par les actes et mouvements exercés par le *Senado da Camara*, que le roi du Portugal projette la légitimité de son propre pouvoir sur la ville et la capitale qu'il installe.

Cette condition politique particulière de Vila Boa, qui se situe entre la légitimité du pouvoir du roi du Portugal et la société urbaine sur laquelle il doit exercer son pouvoir, a des implications plus importantes. Si la fonction de Capitale doit être imposée sur tout le territoire administré, elle doit, bien évidemment, exercer son autorité légitime de domination et de contrôle, et influencer les relations de pouvoir dans le champ politique des mines. Cette situation met en évidence le problème essentiel de l'articulation entre le commandement exercé par le *Senado da Camara* de Vila Boa et les intérêts des élites et des groupes des autres *arraiais* qui composent l'horizon territorial plus large du réseau urbain de Goiás.

Cette espèce de typologie est aussi le résultat de la position et de la définition de la capitale comme un type de ville différencié des autres noyaux urbains. Ainsi, nous pouvons percevoir, du point de vue de la domination fonctionnelle et spatiale, l'existence d'une certaine fragilité, c'est-à-dire d'une certaine précarité de l'affirmation de Vila Boa comme capitale qui va entraîner, en fonction des divers intérêts en jeu, un effet de compétition avec les autres centres urbains.

La différence qui découle de son statut de capitale et finit par offrir à Vila Boa une situation privilégiée au détriment des autres *arraiais*, dessine une configuration apparemment contradictoire, qu'on peut même qualifier de bipolaire. D'une part, la dispersion de l'activité minière vers les différents espaces de la Capitainerie et, d'autre part, la concentration du pouvoir politique et des fonctions administratives dans la capitale. Dans une configuration de cette nature, la fonction de Vila Boa est toujours contestée. Comme les interventions dans l'économie passent pour être regardées par les acteurs locaux comme des questions liées à des relations de force et des hiérarchies urbaines, elles prennent une connotation conflictuelle entre les élites locales. Finalement, cette situation d'instabilité, exemple de la fragilité qui nourrit l'image d'une capitale contestée, retardant l'affirmation complète de Vila Boa en tant que capitale, va être l'objet et la cible des actions des membres du *Senado da Camara*.

#### 4.3 Réseau urbain dans les mines et la Capitainerie de Goiás

Pour mieux comprendre les stratégies utilisées par le *Senado da Camara* pour faire prévaloir les prérogatives de Vila Boa capitale dans le réseau urbain des



mines de Goiás, il convient de rappeler deux aspects qui conditionnent fondamentalement ses actions.

En premier lieu, nous ne pouvons pas oublier que ce fut dans la région des mines d'or qu'est apparu le premier réseau urbain de l'Amérique portugaise, comme le rappelle Cláudia Damasceno Fonseca en ce qui concerne les Minas Gerais<sup>407</sup>. En effet, dans Goiás – les proportions mises à part – il en fut de même : à partir d'un réseau dynamique d'interactions commerciales et politiques, un rapide processus de peuplement et d'urbanisation a établi les bases d'un réseau considérable de noyaux urbains. Dans les mines de Goiás, durant tout le XVIIIe siècle et jusqu'en 1809, il y n'avait que le *comarca* (district) de Vila Boa, dont le territoire coïncidait avec toute le territoire de la Capitainerie. Au mois de mars de cette année, une provision royale a créé le *comarca* de São João das Duas Barras, située dans la partie nord de la Capitainerie, et un peu plus tard, en 1815, a établi son siège dans la Vila de São João da Palma<sup>408</sup>. En 1804, Luiz Palacin comptabilise, sur toute l'étendue de Goiás, quatorze *Julgados*, dont les circonscriptions incluent plus de 50 *arraiais*<sup>409</sup>.

Dans ce cadre, nous sommes réellement face à un phénomène qui se caractérise par un réseau urbain, même si nous prenons en considération les niveaux particuliers d'urbanisation du XVIIIe siècle, marqués par une intense mobilité et une instabilité des habitants ainsi qu'une densité démographique raréfiée, comme c'est le cas des mines de Goiás<sup>410</sup>.

---

<sup>407</sup> Cláudia Damasceno Fonseca et Renato Pinto Venâncio, Vila Rica : prospérité et déclin urbain dans le Minas Gerais (XVIIIe-XXe siècles), in Laurent Vidal (Dir), *La Ville au Brésil (XVIIIe-XXe). Naissances, renaissances*, Paris : Les Indes Savants, 2008, p. 179.

<sup>408</sup> J. M. P. de Alencastre, *Anais da Província de Goias*, op. cit., p. 284.

<sup>409</sup> Dans la région Sud de la Capitainerie, Vila Boa avait sous sa juridiction les *arraiais* de Barra, Anta, Santa Rita, Tesouras, Ferreiro, Ouro Fino, Currallinho, Pilões et Anicuns; le *julgado* de Meia Ponte, les *arraiais* de Córrego do Jaraguá et Corumbá; le *julgado* de Santa Luzia, les *arraiais* de Montes Claros et Couros; le *julgado* de Santa Cruz, l'*arraial* de Bonfim; le *julgado* de Desemboque, l'*arraial* d'Araxá; le *julgado* de Pilar, les *arraiais* de Lavrinhas et Goarinhos. Il y avait aussi le *julgado* de Crixás. Dans la région nord, le *julgado* de Traíras, maintenait sous sa juridiction les *arraiais* suivants : Água Quente, Cocal, Maranhão, São José do Tocantins, Cachoeira, Santa Rita, Muquém, Piedade et Amaro Leite. Le *julgado* de Cavalcante, les *arraiais* de Flores, Santa Rosa et du Mato Grosso; le *julgado* de São Felix, les *arraiais* du Carmo et Chapada de São Félix; le *julgado* de Arraiais, l'*arraial* Morro do Chapéu et l'*arraial* de São Domingos; le *julgado* de la Barra do Palma, l'*arraial* de Conceição et l'*arraial* du Príncipe; le *julgado* de Natividade, l'*arraial* de Chapada de Natividade et l'*arraial* du Duro; et, enfin, le *julgado* de Porto Real, les *arraiais* de São João das Duas Barras et du Pontal. Cf. Luis Palacin, *O século do ouro*, op. cit. p. 30.

<sup>410</sup> Voir, par exemple, à titre de comparaison, le cas des Minas Gerais, dans l'étude citée antérieurement concernant Vila Rica, Cláudia Damasceno Fonseca et Renato Pinto Venâncio, Vila Rica : prospérité et déclin urbain dans les Minas Gerais (XVIIIe - XXe siècles), op. cit., p. 179-204.

Dans les limites des contours qui définissent un ensemble de villes en tant qu'objet spécifique d'étude, Denise Pulman et Marie-Claire Robic résument la notion de réseau urbain à partir d'une construction conceptuelle basée sur des études développées par des géographes français et allemands : un ensemble régional de villes liées et hiérarchisées, qui encadrent collectivement la zone d'influence d'une grande ville<sup>411</sup>. Par la portée des différentes définitions proposées dans les études les plus variées réalisées sur les ensembles de villes et leurs interactions<sup>412</sup>, nous comprenons que cette notion de réseau urbain est parfaitement applicable à l'univers des mines de Goiás, avec Vila Boa comme élément central dans le territoire de la Capitainerie. Dans cette perspective, elle représente l'important noyau urbain d'un grand réseau d'échanges, dont les caractéristiques révèlent un complexe circuit d'interdépendances.

Par ailleurs, si nous définissons un système urbain comme l'élément qui organise un ensemble de villes dans une configuration spatiale et hiérarchique, nous serons amenés à étudier des réseaux et des structures urbaines prises dans leur relation avec l'espace<sup>413</sup>. Suivant cette direction, nous pensons, comme Bernard Lepetit dans son analyse du système urbain de la région nord de la France pendant l'Ancien Régime, que l'unification de l'espace économique, l'intensité des liaisons interurbaines et la réceptivité de la société citadine caractérisent de façon similaire le fonctionnement du système urbain dans les mines de Goiás<sup>414</sup>. La réponse formulée par Lepetit pour expliquer la différence entre les régions Françaises du nord et du sud

---

<sup>411</sup> Denise Pulman et Marie-Claire Robic, Réseaux urbains : des mots aux choses, *Urbanisme*, janvier-février, numéro 304, 1999, p. 72.

<sup>412</sup> En accord avec Denise Pulman et Marie-Claire Robic, l'expression prend un caractère encore plus spécifique grâce à un ensemble élaboré de concepts intéressants pour la compréhension de la notion de « réseau urbain ». Selon les auteurs, une analyse qui considère le croisement entre le lexique et les conceptions associées à la notion générale de réseau urbain – dans les recherches qui, depuis le début du XIXe siècle, ont souligné le rôle de la ville comme centre de relations entre lieux distincts – permet d'identifier trois catégories de travaux, qui mettent en évidence trois ensembles de théories ou plans : les premiers, appelés plans territoriaux, considèrent la ville comme élément central d'une extension territoriale déterminée. Un second plan, identifié comme circulatoire, considère la ville comme le noyau d'un réseau d'échanges et, enfin, un troisième plan, connu sous l'appellation de théories évolutives, qui renvoie à un processus de développement d'interférences. Cf. Denise Pulman et Marie-Claire Robic, Réseaux urbains : des mots aux choses, *op. cit.*, p. 72.

<sup>413</sup> Bernard Lepetit, La ville : cadre, objet, sujet. *Enquête* [en ligne]. Octobre 2008, numéro 4. [réf. du 20 août 2010]. Disponible sur : <http://enquete.revues.org/document663.html>.

<sup>414</sup> *Ibid.* Selon Bernard Lepetit c'est exactement le contraire qui se passe dans la région sud de la France, pendant la même période, marquée par une intensité plus faible dans les flux de relations et produisant des villes peu reliées entre elles.

est simple : la construction de routes et de chemins qui relient un centre urbain à un autre, met en évidence l'existence d'éléments qui prouvent l'influence d'un système ou d'un réseau urbain. À Goiás, le phénomène n'est pas très différent : l'existence des routes et de chemins entre les noyaux urbains peuvent, à notre avis, démontrer l'existence d'un espace économique unifié, par le biais de l'intensification des flux de relations et la réceptivité existant entre les agglomérations urbaines minières. L'on considère ici surtout les routes et les chemins qui relient les principaux *arraiais* miniers, caractérisés à leur tour, par l'exercice, dans les limites de leur juridiction, des fonctions administratives envisageant le contrôle de la production de l'or et le recouvrement des droits royaux. Dans ce sens, les avancées progressives de la construction des routes et des chemins qui accompagnent la découverte des gisements d'or sur toute l'étendue territoriale des mines, renforcent l'armature urbaine plus ancienne et accentuent la portée et l'importance de Vila Boa de Goiás.

En outre, comme le rappelle encore Bernard Lepetit, dans les années 1960, Fernand Braudel signalait la nécessité d'une vision d'ensemble concernant les villes : dans sa conception, une ville ne se présente jamais sans être accompagnée d'autres villes, plus grandes ou plus petites, proches ou éloignées, des points d'appuis, des amies ou des rivales<sup>415</sup>. En prenant l'exemple évoqué par Fernand Braudel – en particulier, quand il se réfère aux économies urbaines européennes et, plus spécifiquement, à Amsterdam – les caractéristiques qu'il décrit semblent s'approcher beaucoup – exception faite des proportions – de la situation dans laquelle nous trouvons les centres urbains des mines de Goiás : « Ces villes », dit-il, « s'accrochent donc les unes aux autres en se partageant les tâches, forment des réseaux, occupant des plans superposés, constituant une pyramide. Elles impliquent en leur centre, ou à leur sommet, une ville dominante, plus lourde et impérieuse que les autres, liée à elles »<sup>416</sup>.

Le second aspect important pour la compréhension des stratégies utilisées par le *Senado da Camara* de Vila Boa, sont les caractéristiques de l'organisation politique et territoriale adoptées dans les mines de Goiás et basées sur le modèle

---

<sup>415</sup> *Ibid.* Pour une lecture du texte du propre auteur, voir Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles*, Paris : Armand Colin, 3 tomes, 1979.

<sup>416</sup> Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles*, tome 3, *Le temps du Monde*, *op. cit.*, p. 150.

alors existant dans le royaume du Portugal. L'unité de base est le *conselho*, qui correspond à la circonscription politique et territoriale gouvernée par le *Senado da Camara*. Les *conselhos* sont regroupés dans des circonscriptions plus vastes nommées *comarcas*, qui correspondent, à leur tour, à la juridiction des *ouvidores*. Dans Goiás, jusqu'en 1809, il existait un seul *comarca* pour tout le territoire de la Capitainerie, sous la tutelle d'un seul *ouvidor*. D'autre part, dans l'Amérique portugaise, le chef-lieu des *conselhos* était des agglomérations urbaines indépendantes qui recevaient le titre de Vila. Dans Goiás, Vila Boa était le chef-lieu du *conselho*, le siège du *Senado da Camara* et le principal centre politique et administratif des mines. En outre, si le *conselho* est l'unité de base de l'organisation politique et territoriale, en ayant la Vila comme chef-lieu, la conception de Vila, à son tour, se réfère aux deux dimensions spatiales définies par le modèle municipal, commun dans l'ensemble des colonies portugaises : le *termo* et le *rossio*. Dans ce cas, le *termo* de la *vila* correspond aussi au territoire sous la juridiction du *Senado da Camara*. Dans le cas de Goiás, était la seule *vila* durant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle incluant tout l'espace géographique de la Capitainerie et ses noyaux urbains. Le *rossio*, patrimoine lié plus directement à la propriété municipale accordée par la Couronne, se composait d'une région de taille plus modeste, ayant comme point de référence le centre architectural de la Vila, s'élargissant jusqu'à la banlieue de son agglomération urbaine<sup>417</sup>.

Selon Fernand Braudel, le territoire proche de la ville n'est autre que le premier des innombrables cercles qu'il comportait, ce qui confirme que la vie urbaine était liée à des espaces divers, de dimensions variables<sup>418</sup>. Néanmoins, dans notre cas, cette variété de scénarios exige une vision d'ensemble avec l'objectif de capter la nature des forces en jeu dans les relations entre des centres urbains reliés par des intérêts communs.

Dans Goiás, l'image d'un réseau de villes intégrées semble avoir été déterminante dans la définition des règles du jeu, dont la hiérarchie permettait à un centre de pouvoir dominant d'assumer la condition et le droit d'accéder et de

---

<sup>417</sup> A propos de l'organisation politique et territoriale en Amérique portugaise et, en particulier, dans les Minas Geras, voir Cláudia Damasceno Fonseca, *Des Terres aux Villes de l'or*, op. cit., p. 21-22 et Cláudia Damasceno Fonseca et Renato Pinto Venâncio, Vila Rica : prospérité et déclin urbain dans les Minas Gerais (XVIII<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècles), op. cit., p. 179-204.

<sup>418</sup> Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles*, tome 1, *Les structures du quotidien : le possible et l'impossible*, op. cit., p. 443.

soumettre, d'une manière ou d'une autre, l'économie et la vie d'autres centres urbains en fonction de leurs propres complaisances et fragilités. De notre point de vue, il s'agit de savoir comment ce réseau d'ensemble autorise l'hégémonie régulière d'une ville sur les autres<sup>419</sup>. En effet, sans la condition et les privilèges d'une Vila Impériale, les noyaux urbains de la Capitainerie de Goiás se plient, du point de vue de la domination politique et économique, à la haute tour de contrôle localisée à Vila Boa de Goiás. En outre, l'existence d'agglomérations reliées entre elles implique des nécessités plus importantes qui ne peuvent être satisfaites qu'à partir d'un cercle de noyaux urbains secondaires, à l'intérieur du territoire qui correspond à la circonscription de Vila Boa de Goiás.

Finalement, transposés sur le plan politique-administratif, l'ensemble des caractéristiques de l'organisation territoriale et la structure urbaine composée de villes intégrées hiérarchiquement – représentée sous la forme d'une pyramide, dont le sommet s'appuie sur la souveraineté de Vila Boa – dépeignent des couleurs très singulières autour du cadre des relations de pouvoir de Goiás. Dans ce contexte, si nous ajoutons aux lignes de force définies par la création des *julgados* étudiées précédemment, les trames des intérêts tissés par les élites locales, nous avons une idée de la teneur des disputes et des grandes tensions qui animent les luttes et les conflits dans le champ politique des mines de Goiás.

Comme nous l'avons vu ailleurs, la multiplication des *julgados* – système adopté par l'administration coloniale avant la création de Vila Boa – éparpillait sur le territoire de la Capitainerie une multiplicité de petits gouvernements élus par les élites de chaque *arraial*. Avec cette méthode de représentation politique, chaque *julgado* maintenait sous sa juridiction un ensemble de petits noyaux urbains, renforçant la base d'un réseau hiérarchisé. Ainsi, l'autorité sur ce circuit de *julgados* créait une situation « exceptionnellement avantageuse »<sup>420</sup> pour Vila Boa de Goiás. Être le seul centre urbain avec le statut de Vila coloniale, agrégeait à son tour un vaste réseau de noyaux urbains, en imposant et garantissant son contrôle sur les diverses instances soumises au pouvoir du *Senado da Camara*.

---

<sup>419</sup> *Ibid*, p. 223.

<sup>420</sup> Luiz Palacin, *O século do Ouro*, op. cit., p. 56.

#### 4.4 Le discours et la méthode : les stratégies du Senado da Camara

Afin d'éclaircir la façon dont le *Senado da Camara* exerçait son influence sur le réseau urbain du Goiás, nous avons constaté qu'une double stratégie guidait ses actions. La première, liée à une action éminemment politique, envisageait la défense des droits et de la légitimité du *Senado da Camara* dans les espaces de sa juridiction. La seconde stratégie – dans la sphère des activités administratives – renvoie à l'exercice et à l'action, proprement dite, de contrôle sur le réseau urbain des mines de Goiás. La symbiose entre ces deux stratégies, en tant qu'activités parallèles et non exclusives, produit une cohérence aux initiatives des membres du *Senado da Camara* de Vila Boa.

Ainsi, dans un premier temps, une analyse de leurs pratiques politiques nous laisse entrevoir les difficultés de gestion du réseau urbain depuis Vila Boa de Goiás, au milieu des disputes et des intrigues entre les groupes locaux. Ceci ne nous offre qu'une compréhension partielle des fonctions exercées par le *Senado da Camara* sur le tissu urbain de la Capitainerie. Néanmoins si nous déplaçons notre analyse, en réorientant le regard vers les actions administratives, c'est-à-dire vers leurs pratiques non-discursives, la compréhension de la relation entre Vila Boa et les autres noyaux urbains nous semble se compléter, permettant d'identifier l'ensemble des stratégies utilisées.

Cette approche a le mérite de mettre en lumière les coulisses d'un jeu politique et administratif complexe où la fragilité qui apparaît évidente dans les pratiques discursives –envisagées par les officiers de la *Camara* pour assurer leurs privilèges –, nourrissait et garantissait l'exercice effectif de sa souveraineté à travers l'administration du réseau urbain des mines et la Capitainerie du Goiás<sup>421</sup>. Ainsi, l'interaction entre les pratiques du discursif et du non-discursif, nous invite à démasquer les intérêts perceptibles dans les initiatives des officiers de la municipalité.

---

<sup>421</sup> Laurent Vidal propose une approche de l'histoire sociale des villes en termes de processus et de seuils qui présupposent une modification d'échelle, en substituant l'observation statique par l'étude dynamique des identités sociales et spatiales en constitution, ce qui, selon lui, exige l'adoption d'une attitude prudente concernant les sources disponibles. Le raisonnement employé ici dialogue avec cette approche de l'histoire des villes. Voir Laurent Vidal, *Os trilhos da história do Brasil urbano*, op. cit., p. 75-85.

Mais l'observation qui transite entre l'action politique et la sphère des activités administratives a des implications plus profondes. Si les officiers du *Senado da Camara* de Vila Boa concentrent d'importantes fonctions de commandement politique et administratif, ils ne les détiennent pas en totalité puisqu'ils partagent ce pouvoir avec les juges ordinaires des *julgados* établis dans les principaux centres d'exploitation minière. Dans ce cas, malgré sa position de capitale, une énergie considérable doit être dépensée pour convaincre les élites des *arraiais* de la nature légitime de leur pouvoir. Autrement dit, si le geste fondateur du monarque transforme l'*arraial* de Sant'Anna en Vila Boa – ville impériale légitime – c'est par une action menée par les membres du *Senado da Camara* que le statut de capitale s'acquiert. Néanmoins, cet objectif ne va pas se réaliser automatiquement, car imposer Vila Boa comme capitale implique avant tout de faire face aux conflits d'intérêts qui marquent les contours, toujours violents, des espaces disputés dans le champ politique des mines de Goiás.

Certainement, la situation de Vila Boa est fragile face à la concurrence entre les centres urbains miniers. De plus, au-delà de la fragilité des compositions politiques et de la difficile gestation d'une ville-capitale dans la région des mines, il y a une autre conséquence à l'approche proposée : l'analyse des procédés et la lecture des discours adoptées par les membres du *Senado da Camara*, révèlent combien la notion de capitale ne doit pas être comprise mécaniquement, comme si un simple geste fondateur du souverain était capable de transformer toute la réalité urbaine. Il est essentiel de l'interpréter en tant que construction historique, comme un processus de création élaboré à travers les mots et les gestes des protagonistes dans les mines de Goiás.

Cet avertissement étant posé, un second semble également indispensable : il convient de replacer la notion de capitale dans son sens commun et de retourner à la genèse politique de son histoire. Si Vila Boa est une construction historique, ce qui la transforme en Vila coloniale et, plus tard, en capitale régionale, relève, en premier lieu, d'une décision politique : le geste fondateur du roi du Portugal. Alors, comme nous l'avons vu ailleurs, Vila Boa capitale n'existe donc pas sans pouvoir souverain. Néanmoins, la décision politique qui fonde Vila Boa a des répercussions sur le champ politique des mines, marqué par des relations de force et des tensions particulières. C'est dans un réseau complexe d'intérêts, au-delà de la zone de confort du monarque

et des élites locales, que la décision de la Couronne produit des effets de pouvoir, se re-signifiant par l'acquisition de nouveaux sens.

Cette constatation explique pourquoi la décision du monarque de créer une Vila dans les mines de Goiás n'a pas été suivie immédiatement par l'événement de la création de Vila Boa. Au contraire, l'ordre du roi a attendu plus de trois ans avant d'être réalisé officiellement. Pendant ce temps, la détermination de Lisbonne s'est heurtée aux impacts et aux interférences des autres forces présentes dans le champ politique des mines. C'est pourquoi le geste de la fondation de Vila Boa nous renvoie à la source politique de son histoire, remplaçant les notions de Vila et de capitale comme le résultat des multiples interactions dans le scénario politique de Goiás. L'ordre émis par la Couronne laisse ouvert le champ des possibles, annonçant des embarras futurs pour la consolidation de l'autorité de Vila Boa.

Effectivement, les stratégies employés par les membres du *Senado da Camara* ne se produisent pas dans le vide, car elles conservent leur propre dynamique. Elles sont donc datées et obéissent à un calendrier particulier. Dans ce sens, leurs actes ont été influencés, directement ou indirectement, par deux moments et scénarios distincts. D'abord, les procédures de définition de la position géographique de Vila Boa, dont le processus de choix du lieu idéal a inauguré de fortes résistances de la part de centres urbains rivaux. Puis un second scénario, qui renouvelle le panorama urbain des mines, est marqué par l'intervalle entre le moment de la création de Vila Boa et l'implantation de la Capitainerie de Goiás, dont l'avènement caractérise le nouveau statut de Vila Boa comme capitale régionale.

Tout d'abord, il faut considérer la question géopolitique liée au premier scénario. Le lieu d'installation de Vila Boa, important pour la cristallisation du pouvoir et l'influence de la Capitale, a été l'objet de fortes résistances avec des conséquences futures importantes. Bien que le comte de Sarzedas ait montré une préférence pour l'*arraial* de Sant'Anna, sa mort l'empêcha de déterminer l'emplacement exact pour l'installation de la première *vila*. Il affirmait que l'*arraial* de Sant'Anna était le plus ancien et le plus stable, comme le confirme l'*ouvidor* Agostinho Pacheco Teles : « La raison », écrit-il au roi, le 17 mai 1738, « sur laquelle reposait le choix du gouverneur et des ses collègues à l'établissement de la *vila* à Sant'Anna, était



que cet *arraial* était le plus ancien et le mieux établi »<sup>422</sup>. Néanmoins, contre le penchant de l'ex-gouverneur, l'*ouvidor* Pacheco Teles suggère au monarque l'installation de la première Vila dans les proximités de l'*arraial* de Meia Ponte :

il suffirait que l'on érige la Vila que Votre Majesté a demandé de créer dans le lieu le plus propice pour elle. Contre le penchant du Gouverneur Comte de Sarzedas, il m'a toujours paru et me semble toujours que celui de Meia Ponte est le plus indiqué, pour avoir un climat plus doux, de meilleures eaux, et pour être situé dans une région plus accessible à tous les peuples de ces Mines<sup>423</sup>.

Comme nous l'avons vu ailleurs, l'opinion de l'*ouvidor* va avoir des conséquences : en installant des *jugados* dans les principaux centres urbains de la région, Pacheco Teles laisse en attente les *arraiais* de Sant'Anna, de Crixás et celui de Meia Ponte, en faisant valoir que toutes les trois avaient, potentiellement, les caractéristiques nécessaires pour devenir la première Vila des mines. Comme nous le verrons, cette situation aura des effets inévitables pour les membres du *Senado da Camara* de Vila Boa. En outre, elle nourrit les espoirs des élites politiques de Meia Ponte qui, insatisfaites par la juridiction limitée d'un simple *Jugado*, vont revendiquer le statut de Vila durant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle.

Malgré la position géographique de l'*arraial* de Meia Ponte, placé à un croisement de routes qui conduisent à la ville de São Paulo, aux mines de Cuibá et aux Capitaineries du nord – des qualités stratégiques exigées pour une capitale régionale – l'argument d'Augustinho Pacheco Teles fut ignorée par le nouveau gouverneur Luiz de Assis Mascarenhas. Pourtant, la création de Vila Boa dans les proximités de l'*arraial* de Sant'Anna atténuerait un problème qui dérangeait la Couronne : gouverné par Bartolomeu Bueno da Silva depuis sa fondation, l'installation du *Senado da Camara* dans l'*arraial* de Sant'Anna serait un contrepoids à l'autorité du clan du découvreur, dont l'influence ne pouvait pas être ignorée. Accorder le statut de Vila impériale impliquait, dans ce cas, un déplacement de l'axe du pouvoir. Donc, si le choix de Luiz de Assis Mascarenhas confirme et valide celui de son prédécesseur, il révèle un autre élément de sa décision : la définition du lieu de l'installation de Vila

---

<sup>422</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 60.

<sup>423</sup> *Ibid.*

Boa serait basée sur des impératifs politiques et non exclusivement en fonction d'avantages géographiques potentielles. Nous revenons, encore une fois, à la source politique de son histoire.

Ensuite, il y a un deuxième scénario. Pendant l'intervalle entre la création de Vila Boa et l'institution de la Capitainerie de Goiás, une coïncidence entre la croissance des noyaux urbains – accompagnée d'une avancée institutionnelle notable – et la consolidation d'un réseau urbain de plus en plus stable apparaît perceptible.

De fait, en 1739, année de la création de Vila Boa, le *Senado da Camara* exerce une faible souveraineté politique sur un espace encore fragile du point de vue de son urbanisation. Mais la naissance de Vila Boa est un point d'inflexion dans le projet politique de Lisbonne qui tend à intensifier le contrôle d'un réseau urbain en expansion. Inversement, en 1749, au moment de la création de la Capitainerie de Goiás, point d'inflexion d'amplitude régionale, le réseau urbain est plus développé, consolidé et, surtout, clairement ordonné : À la base de la pyramide les *arraiais* miniers, ensuite les *julgados* et, au sommet, Vila Boa de Goiás.

Entre ces deux événements importants, nous avons vu que les alliances pour la première composition du *Senado da Camara* ont été calculées stratégiquement. Ensuite, nous avons suivi les premières décisions des officiers municipaux sur la délimitation de leur juridiction, l'élargissement de leur structure administrative et l'imposition de leur rôle comme institution intermédiaire de représentation entre le peuple et les instances monarchiques du gouvernement. Dans ce contexte, le *Senado da Camara* fait de Vila Boa un centre urbain d'une indéniable importance politique. Il convient aussi de considérer que l'élargissement des cadres institutionnels et la permanence d'autorités coloniales au siège de la Capitainerie – dans l'*arraial* de Sant'Anna et, plus tard, à Vila Boa – vont autant contribuer à la stabilisation de la vie urbaine, qu'à la réalité du rôle et des fonctions de capitale, et donc à la souveraineté de Vila Boa sur le réseau des centres urbains.

Par ailleurs, la maturité politique du *Senado da Camara* avance au même rythme que la stabilité démographique et l'augmentation du taux d'urbanisation. Jusqu'à la date de la création de Vila Boa, une grande partie des centres d'exploitation a donné naissance à d'importants noyaux urbains<sup>424</sup>. Beaucoup d'entre eux sont

---

<sup>424</sup> Dans la région du sud, à la proximité de l'*arraial* de Sant'Anna (1726) et des fleuves Araguaia et Tocantins – région de plus grande densité de mines d'or – sont nés plusieurs *arraiais*: Barra (1726),

apparus après 1739 et ont pris, peu à peu, les caractéristiques de centres urbains stables. Les dernières années de la décennie de 1730 et le début des années 1740 ont été encore plus riches en nouvelles « découvertes », surtout dans les régions montagneuses et isolées situées entre les marges du fleuve Tocantins et le *sertão* de Bahia<sup>425</sup>.

Nous voyons ainsi que même si la création de Vila Boa de Goiás se produit au milieu d'une période d'instabilité provoquée par la mobilité de la population, il coïncide, indéniablement, avec le début d'un processus de stabilisation urbaine produite par la rapide transformation des noyaux de concentration humaine autour des mines d'or. D'autre part, l'acte de création de la Capitainerie de Goiás témoigne du même phénomène, bien qu'à un stade un peu plus avancé. Il faut malgré tout ne pas oublier que nous sommes encore loin d'un cadre urbain stable et constant comme ce sera le cas à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe, lorsque la hiérarchie donne au réseau urbain des mines une structure plus durable et pérenne. Nonobstant, la mobilité de la population entre les noyaux urbains liés aux activités minières demeure un phénomène toujours présent à Goiás. Cette structure va être le résultat d'une construction historique qui, depuis la création de Vila Boa, sera l'objet et le centre des disputes engagées par les membres du *Senado da Camara* contre les forces opposées à la légitimité et la souveraineté de la capitale Vila Boa.

Enfin, dans la hiérarchie urbaine de Goiás, ce qui est en jeu c'est le rôle de la ville-capitale. Comme nous l'avons déjà signalé, la création de Vila Boa impliquait, en même temps, un choix du souverain et la participation des acteurs politiques de la société minière. Ainsi, si l'exercice inhérent à la fonction de capitale se déploie sur l'espace urbain de la Capitainerie, au sein du territoire administré, ce sont les discours et les méthodes mis en scène par les officiers du *Senado da Camara* qui vont donner forme et réorganiser, autour d'un principe de légitimité, les relations de force

---

Santa Rita (1726), Ferreiro (1726), Ouro Fino (1726), Anta (1729), Corumbá (1729), Santa Cruz (1729), Maranhão (1730), Meia Ponte (1731), Água Quente (1732), Guarinhos (1734), Crixás (1734), Natividade, (1734), Traíras (1734), São José do Tocantins (1735), Cachoeira (1736), São Félix (1736) e Jaraguá (1737). Cf. Luiz Palacin, *O século do ouro*, op. cit. p. 28-29 et Leandro Mendes Rocha (Dir.), *Atlas Histórico*, op. cit., p. 35-37.

<sup>425</sup> *Ibid.* Pontal et Porto Real (1738), Arraias et Cavalcante (1740), Barra da Palma (1740), Flores (1740), Santa Rosa (1740), Conceição (1741), Mato Grosso de Goiás (1743) et Pilar (1741). Entre les années 1745 et 1749, ont encore apparus les arraiais de Carmo (1746), Piedade (1746), Santa Luzia (1746), Pilões (1746), Desemboque (1748) et Cocal (1749).

dans le champ politique des mines de Goiás. Bien que la gestion du réseau urbain se matérialise de façon très claire, la conduite des ses procédures a réclamé un dévouement particulier de la part des membres du *Senado da Camara* pour que l'hégémonie des intérêts de Vila Boa soit garantie.

#### 4.4.1 Le discours et la pratique politique des officiers municipaux

Les informations relatives aux difficultés de contrôle sur le réseau urbain des mines du Goiás avaient déjà dépassé les espaces internes du *Senado da Camara*. Ce sujet était apparemment connu publiquement. Une lettre du gouverneur de São Paulo confirme cette supposition. Aussitôt après la création de Vila Boa, Assis de Mascarenhas, dans une lettre du 2 octobre 1739 adressée au roi du Portugal, révélait les difficultés existantes pour garantir la soumission des centres urbains à l'autorité de Vila Boa :

Les juges [ordinaires] des Arrayaes de ces Mines ont résisté à accomplir ou faire accomplir dans leurs districts les accords émanant de la *Camara* [*Senado da Camara*] de cette Vila , en voulant opposer contre elle leurs juridictions ; et comme le premier (accord de la *Camara*) est que chaque Arrayal renvoie les comptes de revenus et dépenses du rendement des marchés, des fiscalisations, et condamnations, pour que puisse se retirer la troisième partie qui appartient à la Real Fazenda et toutes les dépenses [...] les dits juges veulent que les mêmes Arraiaes soient plus importantes que la Vila [Vila Boa] par rapport les factures des œuvres publiques, comme m'a informé une représentation de la *Camara*, [ainsi] j'ordonne aux dits juges qu'ils m'envoient tout de suite les revenus du *Concelho* avec les comptes et, à l'arrivée du dit produit [des revenus], je le mettrai en dépôt jusqu'à ce que Votre Majesté détermine l'application qu'il doit en être fait [...] j'ai déclaré aussi que dans la juridiction qui appartient à la dite *Camara* dans les *Arraiaes* de ces Mines, les dits juges doivent accomplir les Accords et sous quelle formalité<sup>426</sup>.

À leur tour, les membres du *Senado da Camara*, après avoir fait un diagnostic de la situation, cherchent à se doter d'une structure administrative appropriée et, en même temps, à construire des bases institutionnelles à partir desquelles ils établiront leur autorité. Pour cela, ils envisagent d'élargir leurs

---

<sup>426</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 60.

alliances politiques, apportant dans leur cercle de soutien rien de moins que le gouverneur de la Capitainerie de São Paulo et le roi du Portugal.

Par la suite, ils exposent au monarque, par une lettre du 13 décembre 1739, les conditions qui ont précédé la création de Vila Boa, où chaque *julgado* administrait ses propres revenus. Ils soulignent que le sentiment d'unité qui régnait entre les *arraiais* devrait être préservé avec la présence du *Senado da Camara*. En fait, comme ils avaient conscience des difficultés, ils cherchaient à éviter de possibles conflits, en montrant une image de conciliateurs devant le roi et en annonçant un discours de conciliation vis-à-vis des divers intérêts locaux. Ainsi,

« Avec la nouvelle formation de cette Vila », disent-ils, « cette *Camara* a essayé de prendre possession de tout ce que lui appartenait et en demandant à l'*ouvidor* général, au sujet des rendements provenant des *arraiais*, il a répondu qu'après la création des juges ordinaires dans les Arraiais de ce pays ses revenus sont séparés pour faire les dépenses communes et que cette Vila ne touchait que les revenus de son district [les noyaux urbains qui l'entourent] ; jusqu'à l'année 1738, ils marchaient toujours unis et avec grande raison ils doivent conserver [l'union] après la création de la Vila parce qu'avec ces revenus on peut faire [...] les [...] festivités annuelles que Votre Majesté ordonne et les œuvres nécessaires au bien commun<sup>427</sup>.

Ensuite, en plus de mettre l'accent sur l'importance de leurs fonctions, ils se plaignent du manque de matériel nécessaire à la poursuite de leurs activités et décrivent la stratégie qu'ils prétendent suivre, en transférant vers Vila Boa les revenus et le contrôle des dépenses réalisées dans les autres *arraiais* :

Nous prions auprès de Votre Majesté la grâce d'ordonner au Gouverneur et Capitaine Général et à l'*Ouvidor* Général qu'ils fassent parvenir à cette Camara les revenus qui sont séparés et qui se trouvent en dépôt pour qu'ainsi grandisse cette Villa Cabeça de Comarca [tête de comarca] [...] et quand les autres Arrayaes auront besoin de quelque œuvre ou maintenance, qu'ils informent cette *Camara* pour qu'elle puisse adopter les procédures nécessaires<sup>428</sup>.

---

<sup>427</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 3, D. 225.

<sup>428</sup> *Ibid.*

Au verso de la lettre, un avis du Conseil d'Outre-mer confirme le droit du *Senado da Camara* de Vila Boa de disposer de l'économie des *arraiais*, exemptant provisoirement la *Camara* du paiement de la *terça parte* (l'impôt correspondant à la troisième partie des revenus municipales) dû à la Couronne. De plus, il avertissait les conseillers municipaux sur l'utilisation appropriée des ressources publiques :

Répondant aux officiers de la *Camara* qui demandaient que Votre Majesté n'ordonne pas la création d'une autre Vila, tous les arrayais de cette Capitainerie sont soumis à eux; et parce que Sa Majesté a le désir d'être favorable aux officiers de la *Camara* et à l'augmentation de cette Vila, il ordonne de ne pas se séparer du tiers [troisième partie] du revenu de la *Camara* et qu'ils s'occupent du bien public sans réaliser de dépenses qui ne sont pas nécessaires et qu'ils n'aient aucun salaire pendant le temps où le *Senado da Camara* et les œuvres publiques ne se trouvent pas avec l'organisation nécessaire<sup>429</sup>.

En réponse aux informations du gouverneur, le 2 mars 1741, le roi João V confirme la hiérarchie existante dans le tissu urbain des mines de Goiás, en insistant sur la nécessité de sujétion des tous les autres *arraiais* au commandement de Vila Boa, puisque il s'agit de la seule *vila* existante dans toute la Capitainerie<sup>430</sup>. En possession de ce document, les membres du *Senado da Camara* mettent en scène des procédures nécessaires pour faire connaître et respecter la volonté du souverain. Ainsi, un an plus tard, en mars 1742, ils communiquent au monarque les nouveaux événements.

Nous avons reçu l'Ordre Royal par lequel Votre Majesté a ordonné que tous les Arrayaes de cette comarca soient sujets à cette *Camara*, tant qu'il n'est pas décidé d'ordonner de créer une autre Vila; grâce laquelle avec le plus profond respect, et la considération que nous vénérons et remercions, parce que sans cet [ordre] il serait difficile d'augmenter la Villa nouvellement créée; Et pour faire connaître aux juges de tous les Arrayaes de cette comarca, nous avons convoqué à cette *Camara* l'*ouvidor* général et corregidor de la comarca Manoel Antunes da Fonseca; Et avec sa bonne direction nous avons déterminé d'envoyer aux juges une copie de l'Ordre Royal et Résolution de Votre Majesté et notre

---

<sup>429</sup> *Ibid.*

<sup>430</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 36, D. 2198.

lettre pour l'observation de ce même ordre, sur laquelle a signé aussi le dit Ministre en tant que bon serviteur de Votre Majesté<sup>431</sup>.

Apparemment, la stratégie d'alliances donnait ses premiers résultats. En fait, ils avaient de leur côté l'*ouvidor* et *corregedor* des mines, le gouverneur de la Capitainerie de São Paulo et le souverain portugais lui-même. Néanmoins, quelques juges ordinaires ne se montraient pas prêts à obéir à l'Ordre Royal. Dans la même lettre au roi, les conseillers municipaux informent que, bien que les juges de Tocantins, Natividade, São Félix, Terras Novas et Remédios aient accepté leur autorité, les juges des arraiais de Crixás et Meia Ponte refusaient de s'incliner, entretenant un sentiment de rébellion contre le *Senado da Camara*<sup>432</sup>.

À Lisbonne, l'avis du Conseil d'Outre-mer, inscrit sur la partie latérale de la lettre, réaffirmait la volonté du roi : « il faut écrire au gouverneur [et qu'il] fasse accomplir l'ordre du Conselho [du *Senado da Camara*] en utilisant des moyens plus sévères, et si on ne réussit pas il faut faire que les coupables soient transporté au Rio de Janeiro »<sup>433</sup>.

La position des juges ordinaires « rebelles » peut être mieux évaluée grâce à la lecture de deux correspondances, datées du 1er octobre 1739, et rédigées par les juges ordinaires de Crixás. La première est adressée à l'*ouvidor* et *corregedor*, et l'autre au gouverneur Assis de Mascarenhas. Dans la seconde, ils exposent les raisons de leurs décisions et ajoutent quelques commentaires sur la lettre qu'ils avaient reçue du même gouverneur.

Dans la lettre qui nous avons reçu de V. Excellence du neuf septembre de cette année, nous voyons que la *Camara* de cette Vila a présenté à V. Excellence ses doutes sur l'expédition de l'ordre à ce juge ordinaire et qu'elle vous a supplié de nous ordonner de reconnaître que cette Vila est à la tête de toutes ces Mines et que cette Camara a juridiction sur toutes les choses, et que nous devrions accomplir et faire accomplir leurs ordonnances, parce que c'est à elle seulement qu'appartient le droit de pourvoir au bien commun. Que nous devrions aussi remettre à la dite Camara un rapport du revenu et

---

<sup>431</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 3, D. 225.

<sup>432</sup> *Ibid.*

<sup>433</sup> *Ibid.*

dépense du produit provenant des prisons, condamnations et fiscalisations. Et d'autres bénéfices qu'il y aurait en renvoyant l'or<sup>434</sup>.

À l'obligation de mettre à disposition du *Senado da Camara* les revenus et l'or qu'ils avaient, raison de mécontentement des juges de Crixás, s'ajoutait l'hégémonie de Vila Boa sur les *arraiais*, situation ratifiée dans la lettre de Assis de Mascarenhas, dont les considérations offraient un traitement inégal aux autorités des divers centres urbains de Goiás. Aux questions posées par les juges de Crixás et de Meia Ponte, le gouverneur répondit qu'ils avaient mal compris, « en voulant confondre les ordres de la *Camara* avec ceux du juge ordinaire », laissant entendre que la nature des ordres expédiés par le *Senado da Camara* étaient « supérieurs » aux attributions communes des juges des *arraiais*. En outre, quand ils avaient manifesté le besoin de réaliser quelques travaux dans l'*arraial* de Crixás, prétexte pour ne pas transférer de revenus à Vila Boa, le gouverneur ordonna qu'ils ne fassent aucune dépense, car Vila Boa, en tant que chef-lieu, avait besoin de ces revenus. Effectivement, au détriment de tous les autres *arraiais*, Vila Boa de Goiás avait la prééminence sur la richesse produite dans toute la région minière.

Indignés, la réponse des juges de Crixás fut aussi décisive que la sentence du Conseil d'Outre-mer d'ordonner d'envoyer pour Rio de Janeiro « les coupables » de rébellion contre la souveraineté de la *Camara* de Vila Boa :

Et sur ce sujet que V. Excellence nous répète nécessaire nous disons que le sens de notre réponse à la lettre de V. Excellence est que nous n'approuvons pas que les juges et la *Camara* de cette Vila aient juridiction dans ce district dans lequel il existe toute la justice ordinaire pour administrer les revenus [...] et faire les dépenses nécessaires au bien commun<sup>435</sup>.

Dans ce premier combat engagé par les membres du *Senado da Camara* pour la légitimation de la souveraineté de Vila Boa de Goiás, trois aspects semblent importants à souligner. Le premier, la persistance de l'idée que Meia Ponte et Crixás réunissaient les conditions qui les rendaient potentiellement des candidats au titre de Vila Impériale. Idée entretenue, comme nous l'avons vu, par la stratégie diffusée par

---

<sup>434</sup> *Ibid.*

<sup>435</sup> *Ibid.*



l'*ouvidor* Agostinho Pacheco Teles et motivée par sa préférence personnelle pour Meia Ponte. L'amertume d'avoir été négligée semble être la cause première de son attitude, comme une raison cachée.

Le second aspect, à savoir la préoccupation d'« élargir la Vila récemment créée », très présente dans les documents de l'époque, garde une relation directe avec la fonction de Vila Boa dans le contexte du projet colonial. Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement une dispute centrée autour du résultat de la production d'or. Ce serait une vision étroite et arbitraire du point de vue des intentions de Lisbonne. Comme nous l'avons vu, la conscience du rôle de Vila Boa comme source de revenus pour les actions stratégiques dans le Mato Grosso et comme base d'appui aux mouvements réalisés à la frontière ouest de l'Amérique, influençait les motivations et les signes émis par la Couronne. Il fallait donc matérialiser le pouvoir politique du *Senado da Camara* et la souveraineté de Vila Boa sur le réseau urbain des mines de Goiás. Si les raisons qui motivaient les juges ordinaires de Crixás et de Meia Ponte étaient les affaires locales, l'horizon d'action de la Couronne avait une toute autre dimension.

Le troisième point. Si nous tournons notre regard autour des obstacles aux actions du *Senado da Camara*, nous nous rendrons compte que les arguments utilisés par les noyaux urbains rivaux sont centrés essentiellement sur la portée et les limites de la juridiction de Vila Boa. Ce qui est mis en question, c'est l'élasticité d'une institution nouvelle qui avance sur tout le territoire de la Capitainerie. Et le principal argumentateur qui soutient l'illégitimité du *Senado da Camara* est un ministre de la Couronne : l'*ouvidor* Agostinho Pacheco Teles.

Alors, le monarque, voyant la résistance à son autorité, n'hésite pas à ordonner au gouverneur de São Paulo, dans une lettre du 2 avril 1743, de faire le nécessaire pour que soient appliqués les ordres de la Couronne :

J'informe votre Gouverneur et Capitaine Général de la Capitainerie de São Paulo, que les officiers de la *Camara* de Vila Boa du Goyas m'ont représenté par lettre du vingt et un mars de l'année passé que comme j'ai décidé que toutes les Arrayais de cette comarca sont soumis à la dite *Camara* tant que je n'ordonne pas la création d'une autre Vila ; à cette ordre les juges de Tocantins, Natividade, S. Felix, Terras Novas et des Remedios ont été obéissants, mais les juges de Crixas et Meia Ponte ne l'ont pas encore été ; et pour que soit exécuté ma détermination à ce sujet ; je vous ordonne de faire accomplir entièrement la dite ordonnance du deux mars de mille sept cent quarante et un, en utilisant les

moyens les plus sévères que vous trouvez face à la notoire ignorance de ces juges et vous me tiendrez au courant au sujet de vos initiatives dans ce cas particulier<sup>436</sup>.

Trois points essentiels sont formulés dans la réponse du gouverneur au monarque, dans une lettre écrite le 27 juillet 1743 à la ville de Santos. Le premier point est que, comme il était à cette époque loin des mines de Goiás, il avait confié à l'*ouvidor* de São Paulo, Manoel Antunes da Fonseca, l'exécution de l'Ordre Royal. Le second point est qu'il affirme que la désobéissance de quelques juges s'expliquait par l'influence de l'ex-*ouvidor* Agostinho Pacheco Teles. Le troisième point est qu'il admet avoir agi de manière dissimulée, c'est-à-dire, qu'il dit n'avoir pris aucune décision, préférant attendre une solution venant de Lisbonne :

[...] Votre Majesté ordonne que je donne exécution à l'Ordre du deux Mars 1741 [...] au sujet du fait que tous les Arrayaes des Mines des Guayas sont soumis à Villa Boa ; Comme actuellement je me trouve dans la ville je transfère cette mission à l'*Ouvidor* Général de ces Mines pour l'exécution du même Ordre ; c'est certain que si les juges de Crixás et Meiaponte n'ont pas obéi c'est parce qu'ils ont été influencés par le Bachelier Agostinho Pacheco Teles ex-*Ouvidor* de la comarca de Guayaz à travers la lettre qu'il a écrit aux juges des Arrayaes en leur conseillant de me désobéir dans ce cas particulier [...]. Afin d'éviter quelques désordres j'ai dissimulé en attendant à Votre Majesté une solution sur cette matière, à laquelle a fait référence la *Camara* de Villa Boa<sup>437</sup>.

En fait, la dissimulation de Assis de Mascarenhas montre une fragilité de la Couronne et, en même temps, une difficulté ponctuelle dans l'action du *Senado da Camara*. En outre, l'embarras initial montre une capacité d'influence et de mobilisation non négligeable des *arraiais* minières contre l'hégémonie de Vila Boa. Dans ce contexte, ce sont les pratiques et les discours politiques – mots qui prennent forme – qui cherchent à joindre, comme nous le rappelle Arlette Farge, quelque chose qui s'échappe<sup>438</sup>. Et ce qui semble s'échapper d'entre les mains des membres de la *Camara* c'est la possibilité de légitimer leur pouvoir sur la juridiction du territoire des mines qui est remise en question par l'*ouvidor* Pacheco Teles.

---

<sup>436</sup> *Ibid.*

<sup>437</sup> *Ibid.*

<sup>438</sup> Arlette Farge, *Le cours ordinaire des choses dans la cité du XVIIe siècle*. Paris : Seuil, 1994, p. 150.

Ce dernier, avec l'habileté que confère l'expérience, sollicité par les juges de l'*arraial* de Crixás à émettre un avis officiel, expose sa pensée sur la hiérarchie urbaine, ainsi que sur la structure juridique et administrative des mines. Les effets à long terme de ses considérations vont constituer une vraie lettre testament, qui servira de référence à ceux qui, tôt ou tard, oseront mettre en question la souveraineté de Vila Boa sur le tissu urbain des mines de Goiás.

Ayant élu comme cible préféré de son discours les limites de la juridiction de la *Camara* de Vila Boa et les ordres du gouverneur, Agostinho Pacheco Teles propose une analyse de la hiérarchie des pouvoirs qui ne prend pas en compte la géographie juridique, politique et territoriale inspirée par le modèle portugais. En tant qu'auteur de la procédure d'installation des *julgados*, il n'admet pas que la création de Vila Boa et du *Senado da Camara* implique une modification des juridictions établies auparavant, fixant, à l'opposé de toute logique des pratiques administratives de l'Empire, l'égalité et l'équivalence de compétences et de pouvoirs entre tous les noyaux urbains. Par ailleurs, il cherche de redessiner une nouvelle géopolitique des pouvoirs urbains, en définissant une nouvelle carte qui met de côté les cadres institutionnels utilisés dans le royaume portugais, qui ont dans les *concelhos* la base de l'organisation politique et territoriale :

Il faut dire, que la *Camara* de cette Vila a seulement juridiction pour les choses du bien commun et pour l'administration des rendements de son propre district, qui est jusqu'à la moitié du chemin vers Crixás, et jusqu'à *pouzo alto* sur la partie de Meia ponte ; dans les autres districts pour lesquels il y a des Juges Ordinaires avec des juridictions séparées, à ces mêmes Juges appartiennent toute la juridiction et l'administration des revenus publics et du bon régime de la terre, puisque légitimement les Juges Ordinaires ont la juridiction ordinaires dans tous les sens du terme, y compris celle du district<sup>439</sup>.

La conception de l'*ouvidor* est justifiée par l'argument d'antériorité des *julgados* (dans lesquels les juges ordinaires ont été élus avant l'existence du *Senado da Camara*) et par l'idée d'une autonomie des juges ordinaires par rapport à la sphère d'actuation du gouverneur et l'étendue géographique des mines (la distance entre les noyaux urbains rendrait l'existence d'une seule Vila insuffisante pour satisfaire les

---

<sup>439</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 3, D. 225.

besoins juridiques et administratifs des habitants de Goiás). En fait, il prenait pour vérités ultimes et absolues, ce qui, pour le Conseil d'Outre-mer, n'étaient que des mesures provisoires. Nous avons déjà signalé le caractère provisoire des *julgados* comme appareil alternatif, précédant la création d'une Vila dans le système administratif de l'Empire.

En tant que responsable de l'introduction des premières hiérarchies urbaines dans les mines du Goiás (la réalisation d'élections dans les arraiais et la création de *julgados*), l'attachement à sa propre création serait la source de ses efforts en faveur du maintien de l'autonomie des *julgados*. Néanmoins, une lecture plus attentive de son discours nous montre qu'un de ses centres d'intérêt était lié aux avantages personnels qu'il pouvait obtenir. Si, comme nous l'avons vu ailleurs, la création de Vila Boa représente une rupture avec le temps des arraiais, elle implique aussi la consolidation de nouveaux pouvoirs et modifie les relations de force dans le champ politique des mines. Ce que prétend préserver Agostinho Pacheco Teles, ces sont les avantages et l'influence dont il disposait auparavant. Et comme ses pouvoirs étaient partagés avec les élites des *arraiais*, il n'était pas isolé : les privilèges autrefois partagés fortifiaient les alliances contre la suprématie de Vila Boa de Goiás. Après toutes ces considérations, l'*ouvidor* conclut ses conseils aux juges ordinaires de Crixás :

[et comme il vous appartient] toute la juridiction ordinaire de ce district, vous ne devriez pas consentir, dans ce même district, à la pratique d'un quelconque exercice de juridiction ordinaire de la part de la *Camara* de cette Vila, ni qu'elle-ci contrôle le compte d'aucun revenu public de ce district ; Vous et vos successeurs devriez administrer indépendamment de la *Camara* de cette Vila ; faire [...] le recouvrement et mettre en dépôt avec assurance les revenus publics dans les temps, et faire les dépenses publiques que vous jugez nécessaires ; et sur toutes ces choses c'est seulement à moi que vous devrez rendre compte en tant que Pourvoyeur de la Comarca, et en aucune façon vous ne devrez accomplir les ordonnances de la Camera de cette Vila ; ni même lui reconnaître quelque juridiction dans ce district tant que Votre Majesté ne résoudra pas le problème.<sup>440</sup>

---

<sup>440</sup> *Ibid.*

Ainsi, malgré les pressions exercées par le monarque, par les gouverneurs et par le *Senado da Camara*, cette version de l'illégitimité des pouvoirs de Vila Boa a provoqué des dégâts au niveau des objectifs de la Couronne. Au sein de la sphère institutionnelle, les malentendus produits par l'imposition des intérêts de Vila Boa sur le réseau urbain des mines n'ont pas été réglés définitivement. La légitimité de son pouvoir se serait construite peu à peu, entre les héritages du temps des *arraiais*, pendant le temps bref de la création et de la naissance de Vila Boa et dans le temps long et dilaté de la consolidation de l'armature urbaine des mines de Goiás.

Bien qu'il y ait une acceptation croissante de l'hégémonie de Vila Boa, l'indifférence de quelques *arraiais* reste présente dans les discours des membres du *Senado da Camara* pendant environ quarante ans. Comme si le discours de Pacheco Teles contre les plans du *Senado da Camara* continuait de résonner. Une espèce de « perturbation » dans l'ordre des choses, pour utiliser un terme répété à plusieurs reprises dans les correspondances de l'époque, entretenait les disputes. Mais le combat des conseillers municipaux ne se limitait pas au malaise flagrant des juges ordinaires des *Julgados*. Son champ de bataille intégrait aussi les affaires contre les *ouvidores* et *corregedores*, qui fréquentaient les mines de Goiás.

Or, plus de 30 ans après, les conseillers municipaux n'abandonnaient toujours pas leurs objectifs : les mêmes conflits, les mêmes adversaires. Maintenant, leur cible favorite était les *ouvidores* de la Capitainerie de Goiás. Durant la décennie de 1770, conscients de l'existence d'un flanc ouvert dans l'échiquier des finances municipales, les officiers de la *Camara* combattaient directement les intérêts d'*ouvidores* et *corregedores*, en pointant du doigt leur rôle dans l'architecture administrative planifiée par la Couronne : littéralement, affirmaient-ils, les ministres n'avaient pas la compétence d'intervenir dans la gestion des recettes administrées par le *Senado da Camara* de Vila Boa. Après les avoir accusés de contrôler de manière frauduleuse et arbitraire les recettes des *arraiais*, ils ont lancé des avertissements aux *ouvidores* pour qu'ils s'abstiennent de toucher aux recettes gérées par la *Camara*<sup>441</sup>.

Ainsi, en exposant leurs inquiétudes et en revendiquant les « libertés, grâces et *mercês* » que le roi du Portugal avait délibérément conférées à Vila Boa, capitale de la Capitainerie, ils accusaient les *ouvidores* de la rupture d'une routine qui,

---

<sup>441</sup> *Ibid.*

d'après eux, était indispensable au bon fonctionnement de la société des mines de Goiás<sup>442</sup>. C'est à partir de cet argument qu'ils dénoncent le « peu d'observance » des « Ordres Royaux » sur les dispositions des « revenus des *Julgados* » qui « appartiennent à cette *Camara* ». Effectivement, les membres du *Senado da Camara* essayent de renforcer leur image de dépositaires fidèles de la confiance du monarque, en cherchant dans un passé vieux de quarante ans, la confirmation de la légitimité de leur pouvoir. Ainsi, en 1779, ils élaborent un document, une « Lettre de Diligence », qui reçoit aussi la signature du gouverneur Luiz da Cunha Meneses, et est adressé aux juges ordinaires de chaque *julgado*, rappelant, en premier lieu, la nécessité de respecter les ordres royaux. Ils recommandent « pour toujours », le respect des privilèges du *Senado da Camara*, en raison de sa « supériorité » par rapport aux *julgados* de la Capitainerie. En outre, ils alertent les juges ordinaires sur le fait que les revenus des *julgados* sont sous la responsabilité exclusive du *Senado da Camara*<sup>443</sup>. Et pour confirmer la légitimité de leur discours, les auteurs du document font appel à une ancienne résolution du roi du Portugal, dans laquelle ce dernier déclare que tous les *arraiais* de la Capitainerie étaient sujets au contrôle de Vila Boa de Goiás :

[Depuis la création de cette Vila ] les autres Arrayaes et *Julgados* de cette Comarca ont présumé successivement être indépendants dans la libre disposition de leurs revenus vis-à-vis desquels ils ont laissé planer des doutes dont ils ont informé Sa Majesté, et le même Seigneur s'est résolu à ce que ces *Julgados* doivent remettre à la *Camara* le rendement des Concelhos, en déclarant que tous les Arrayaes de cette comarca sont sujets à cette Vila [...]<sup>444</sup>.

Selon la Lettre de Diligence, les *ouvidores* disposent comme ils veulent « des revenus des Concelhos » et les juges ordinaires, « toujours portés sur l'indépendance ou l'égalité », dépensent plus que le nécessaire<sup>445</sup>. Néanmoins, malgré des fraudes dans les méthodes des *ouvidores* et des juges, ils affirment que le *Senado da Camara* a toujours préservé ce droit et ce privilège accordés par la Couronne. Malgré cela, les difficultés initiales persistent encore. Cependant, la persévérance des

---

<sup>442</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 36, D. 2198.

<sup>443</sup> *Ibid.*

<sup>444</sup> *Ibid.*

<sup>445</sup> *Ibid.*

membres de la *Camara* reste inébranlable. Au fil du temps, la multiplication des points d'exploitation de l'or et l'expansion démographique constituent des éléments qui jouent en faveur de leurs demandes et de leurs combats. Pendant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, un système urbain plus solide et cristallisé, qui transfère vers la capitale une partie importante de ses revenus, nourrit, peu à peu, la capacité de coercition et l'influence du *Senado da Camara* de Vila Boa.

En dépit de la dénonciation du comportement des *ouvidores*, les officiers de la *Camara* admettent que les *ouvidores* reconnaissent, à l'inverse de Pacheco Teles, la hiérarchie légitime des pouvoirs urbains puisqu'elle contribue au processus de transfert à Vila Boa des revenus qui appartiennent au *Senado da Camara*. Néanmoins ils se contentent simplement avec l'envoi des restes et des résidus. Quant à la « substance », disent-ils, il y n'a pas un désaccord : il y a un consensus sur la légitimité et le droit du *Senado da Camara* à disposer des revenus et de la comptabilité des *julgados*. Mais il y a « fraude » quant à la « forme » ou la « manière » avec laquelle les *ouvidores* et les juges ordinaires contrôlent les finances et le gouvernement des *arraiais*. En agissant ainsi, ils retirent au *Senado da Camara* la plénitude de l'exercice de son pouvoir et de sa capacité à gouverner. C'est cet abus « excessif », comme l'écrit le procureur de la *Camara*, que l'on cherche à éviter, en conservant la « juridiction que cette *Camara* a sur tous les *Arrayaes* et les *Concelhos* de la *Comarca* », conformément aux privilèges accordés par le roi du Portugal<sup>446</sup>.

Concernant les juges ordinaires des *Julgados*, la « Lettre de Diligence » affirme qu'ils sont seulement autorisés à procéder aux dépenses modiques et d'urgences, telles que les réparations des toits des édifices publics, l'entretien des murs, des clés ou des grilles, puisque le monarque lui-même a accordé à Vila Boa « toute la supériorité » « administrative et l'usage de ces mêmes revenus ». Compte tenu de ce constat, seul le *Senado da Camara* détient la compétence pour réaliser les travaux publics nécessaires au bien commun de la Capitainerie<sup>447</sup>.

Quelque soit le contenu et la forme de la lettre envoyée aux juges ordinaires, quatre ans après, l'effet attendu n'était pas atteint. Les membres de la *Camara* de Vila Boa ont affirmé leur mécontentement. Cette fois, le 30 avril 1783, ils

---

<sup>446</sup> *Ibid.*

<sup>447</sup> *Ibid.*

ont à nouveau fait appel à Luiz da Cunha Meneses. Après l'avoir informé de l'adoption de mesures visant à garantir le contrôle des recettes des *arraiais*, ils concluent la lettre avec une demande d'intervention du gouverneur. En décrivant une situation « confuse » et mal résolue, ils revendiquent l'application d'une méthode appropriée pour solutionner le problème<sup>448</sup>.

Quelques jours plus tard, le 15 mai, Luiz da Cunha Meneses publie un ordre adressé à tous les *arraiais*, dans lequel il résume le rôle de Vila Boa de Goiás. En se basant sur les Ordres Royaux expédiés en 1741 et en 1743, il affirme que, par concession du roi du Portugal, « les officiers de cette Capitale » ont la juridiction sur tous les *Julgados* de la comarca de Goiás, « avec administration libre et générale de leurs revenus, pour les prendre en compte et les appliquer au bénéfice du bien public ». À son avis, le fait que la volonté du souverain n'était pas appliquée dans sa totalité, s'expliquait par l'abus pratiqué contre l'« esprit authentique » des Ordres Royaux. De même, le fait des juges ordinaires allaient chercher directement les *ouvidores* du district, décidant entre eux de la forme d'application des dépenses publiques, violait les compétences particulières des membres du *Senado da Camara* entérinées par les décisions successives de la Couronne.

Déterminé à faire respecter la volonté du souverain et à limiter l'élasticité de la juridiction des *ouvidores*, le gouverneur envoie une copie des Ordres Royaux à tous les *julgados*, envisageant d'établir le pouvoir de la capitale Vila Boa sur le réseau urbain de la Capitainerie. Il détermine, en même temps, l'application de tous les ordres expédiés par la *camara* de Vila Boa et ordonne que le document soit lu pendant les audiences publiques, enregistré dans les livres de chaque *julgado* et, finalement, que les juges ordinaires envoient des accusés de réception. Pour s'assurer de l'application de ses déterminations, le point culminant de l'Ordre du gouverneur est la menace de punition et de châtiment aux transgresseurs de ses ordonnances. Tout, écrit-il,

sous les pénalités avec lesquelles me semble juste de punir et châtier les désobéissants et transgresseurs de mes ordonnances qui, par l'autorité que Sa Majesté m'a conféré, doivent dans les limites de ma juridiction être comme des Lois, et doivent être accomplis et observés scrupuleusement parce qu'elles sont toutes dirigées vers le bien du service

---

<sup>448</sup> *Ibid.*



royal, et qu'il doit avoir l'entière et indiscutable observance des déterminations et procédures avec lesquelles Sa Majesté est tenu de veiller sur ses vassaux<sup>449</sup>.

Un peu plus tard, en janvier 1786, le gouverneur Tristão da Cunha Meneses, frère et successeur de Luiz da Cunha Meneses, rapporte à la reine Maria I les procédures adoptées par son prédécesseur et les résultats d'une enquête qu'il a lui-même réalisée. Selon lui, après avoir fait une « nouvelle et exacte vérification » et écouté des gens « intelligents », il faut conclure que le temps a justifié les soupçons et les craintes établis par des membres de la *Camara*. L'*ouvidor*, affirme le gouverneur, avait eu réellement l'intention d'« éluder » et de rendre sans effet le « bon ordre » qui s'était établi grâce aux Ordres Royaux, en usurpant la juridiction du *Senado da Camara*<sup>450</sup>.

Les mots de Tristão de Cunha Meneses avaient deux objectifs : favoriser l'exécution des ordres du monarque et nourrir l'expectative des membres de la *Camara*. En fait, c'était le point culminant d'un discours qui cherchait à établir les critères de validité institutionnelle du *Senado da Camara* et de la capitale de la Capitainerie, en rendant légitime le geste fondateur du souverain. Avec le temps, l'action des *ouvidores* et celle des juges ordinaires des *julgados* avaient consolidé les limites irrégulières de leur juridiction, étouffant les revendications des membres de la *Camara* et retardant l'application des Ordres Royaux. Toutefois, le temps renforçait les soupçons et les craintes dénoncés dans les discours des officiers municipaux. Dans ce sens, la lettre du Cunha Meneses à la reine sonne comme une réponse aux pétitions du *Senado da Camara*. Par ce biais, les discours et les mots des gouverneurs et des officiers municipaux ont été des instruments importants pour faire respecter la volonté souveraine du roi du Portugal, donnant de la visibilité à la légitimité de son pouvoir sur la trame urbaine de Goiás. Dans ce processus, le lieu d'énonciation des discours, lieu du politique, l'espace d'action politique dans la ville, la capitale de Goiás, demeure le *Senado da Camara*.

Il est important de souligner que le chemin emprunté par les officiers de la *Camara* n'est visible que partiellement à travers les discours qui ressortent des disputes au sein des autorités et des élites locales : comme la partie visible de

---

<sup>449</sup> *Ibid.*

<sup>450</sup> *Ibid.*

l'iceberg sur la surface du monde politique de la Capitainerie. Toutefois, sur le champ de l'administration coloniale, le combat prend une autre dimension. Ainsi, si dans les espaces d'action politique, le contrôle effectif du réseau urbain semblait vaciller, le *Senado da Camara* de Vila Boa n'a pas été victime des mêmes oppositions dans l'exercice pratique et quotidien de son administration. Un exercice garanti par un ancien privilège : le droit d'*almotaçaria*<sup>451</sup>.

#### 4.4.2 La méthode et la pratique administrative des officiers municipaux

Si les officiers de la *Camara* disposaient du contrôle d'un réseau urbain dont le sommet était basé à Vila Boa, capitale de la Capitainerie, ce sera en revanche par le biais des sphères de sociabilité de la vie quotidienne que nous pourrons trouver et décrire, avec beaucoup de détails, un cadre d'autonomie qui garantissait toute la vigueur du *Senado da Camara*. Sur cet aspect, comme nous le verrons, les juges ordinaires des *julgados* ont accepté l'imposition des méthodes employées et l'autorité de Vila Boa sur le réseau urbain des mines de Goiás.

Par une procédure légale, les membres du *Senado da Camara* accumulaient des fonctions dans deux secteurs d'une importance fondamentale dans les mines et la Capitainerie de Goiás, à l'instar leurs congénères du royaume portugais, ainsi que le confirme Nuno Gonçalo Monteiro : « Jusqu'au triomphe de la Révolution Libérale, les *Camara* détenaient indistinctement des compétences que, dans la langue actuelle, nous désignerions par administratives et judiciaires »<sup>452</sup>. Par contre, les documents et les sources qui détaillent leur action de tribunaux judiciaires de première instance sont moins fréquents dans les sources qui ont enregistré des actions des conseillers municipaux<sup>453</sup>.

---

<sup>451</sup> Sur le sens du mot *almotaçaria*, Magnus Roberto Pereira nous informe qu'il a été utilisé, depuis la période médiévale, dans un sens général ou particulier, pour désigner l'institution et ses attributions ainsi que les activités quotidiennes de l'*almotacé* et plus tard de la *câmara* par rapport à l'approvisionnement des villes. *Almotazar* consistait à surveiller le commerce, en garantissant que tous pouvaient profiter des aliments trouvés sur le marché, quitte à rationner ou à fixer un prix lorsque cela était nécessaire. C'est ce sens là qui a perduré jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, quand l'*almotaçaria* désignait toute espèce ou type de fixation des prix. Sur ce sujet voir Magnus Roberto de Mello Pereira, Almuthasib – Considerações sobre o direito de almotaçaria nas cidades de Portugal e suas colônias, op. cit., 365-395.

<sup>452</sup> Nuno Gonçalo Monteiro, Os concelhos e as comunidades, in Antônio Manuel Hespanha (Dir.), *História de Portugal – O Antigo Regime (1620-1807)*, Lisbonne : Estampa, v. 4, 1993, p.316.

<sup>453</sup> *Ibid.* Selon l'opinion de Gonçalo Monteiro, ceci n'est pas arrivé seulement à cause du parcours probablement sinueux par lequel est passée la documentation municipale. Comme nous le savons, une

Malgré l'absence de documents très importants – par exemple, les livres d'approvisionnements des *ouvidores* ou les termes d'audiences de l'*almotacés* pouvant révéler plusieurs détails de la réalité urbaine coloniale – les sources dont nous disposons enregistrent la pratique du droit d'*almotaçaria* dans la vie quotidienne de Vila Boa et de la Capitainerie du Goiás.

Sans retourner aux origines de l'institution de l'*almotaçaria*<sup>454</sup> il convient d'identifier quelques aspects ponctuels de sa généalogie. Dans la ville musulmane, l'*almotacé*<sup>455</sup> était le responsable de la *Hisba* – en arabe, le titulaire de la *Hisba* était appelé *Muhtasib* – dont les fonctions étaient l'étalonnage des poids et des mesures dans les transactions commerciales, le contrôle des métiers urbains, la garantie de l'approvisionnement alimentaire, l'hygiène urbaine et la manutention des aspects physiques de la ville. Incorporée par la suite à la tradition municipale portugaise, la charge d'*almotacé* a été maintenue, même après la reconquête, en tant que mécanisme de soutien et contrôle administratif et économique des noyaux urbains<sup>456</sup>.

Au Portugal, depuis 1179 les *Senados da Camara* ont commencé à élire les almotacés. Pendant la constitution de l'Empire, les attributions des *almotacés* – le contrôle du marché, de l'hygiène publique et du constructif – ont été préservées dans les régions coloniales, en atteignant tout l'univers urbain portugais et le système des *almotacés* a été incorporé aux *Ordenações Manuelinas* ainsi que, plus tard, aux *Ordenações Filipinas*.

Pendant l'Ancien Régime, l'institution de l'*almotaçaria* a pris forme. Dans ce contexte, comme nous l'avons vu ailleurs, la société était considérée comme un grand corps, dont la tête était le roi. Ainsi, la ville aussi avait sa tête, représentée par

---

grande partie des *Camaras* n'avaient pas de juges ordinaires alphabétisés et beaucoup d'entre eux, jusqu'aux premières décennies du XIXe siècle, signaient d'une croix, rendant possible le fait que de nombreuses délibérations n'ont jamais été faites sous forme écrite.

<sup>454</sup> Le mot *almotaçaria* a été utilisé depuis la période médiévale, tant dans son sens général que dans son sens particulier, pour désigner l'institution ou les attributions des activités liées à l'*almotacé* et, plus tard, au *Senado da Camara* en ce qui concerne l'approvisionnement des villes. *Almotazar* consistait à fiscaliser le commerce, garantissant que tous puissent avoir accès aux aliments se trouvant sur le marché, rationnant ou fixant les prix si nécessaire. C'est le sens qui a perduré jusqu'au XIXe siècle, quand l'*almotaçaria* désignait tous les types de tarification de prix. Pour en savoir plus, Magnus Roberto de Mello Pereira, *Almuthasib – Considerações sobre o direito de almotaçaria nas cidades de Portugal e suas colônias*, *op. cit.*, p. 365-395.

<sup>455</sup> Le mot *almotacé* nous semble suffisamment rare, étant la conséquence d'une adaptation pour la langue portugaise du nom original en arabe. Le mot aurait été latinisé, au Brésil, durant le XIXe siècle. *Ibid.*, p. 392.

<sup>456</sup> *Ibid.*

les *concelhos* ou *Camaras* qui, à leur tour, coexistaient avec d'autres corps plus petits comme le clergé, les corporations d'offices, les familles et leurs citoyens et plus généralement les habitants<sup>457</sup>.

À la tête des villes, les *Camaras* coloniales ont bientôt soumis à leur contrôle les fonctions relatives à l'*almotaçaria*<sup>458</sup>. Dans le cas de Vila Boa de Goiás, leurs attributions ont été petit-à-petit absorbées par la *Camara*, qui a pris le rôle d'agent responsable de l'*almotaçaria* à l'intérieur des frontières de sa propre juridiction.

Responsable par la gestion de l'hygiène publique, par le contrôle des exigences relatives à la construction et à l'édification, ainsi que par la surveillance sur les relations de marché<sup>459</sup>, la *Camara* de Vila Boa élargissait son contrôle sur tout le maillage urbain qui l'entourait. Les textes des actes qui enregistrent les réunions hebdomadaires des officiers municipaux nous montrent l'existence d'un contrôle presque implacable sur la vie et les finances des noyaux urbains éparpillés dans les mines et Capitainerie du Goiás.

Comme nous l'avons vu, divisée en deux régions principales, la Capitainerie du Goiás était constituée, pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle, par 14 *julgados*, sept dans la région Nord et sept dans la région Sud. En outre, un vaste ensemble d'arraiais faisait partie d'une diversité de noyaux urbains, en tant que points équidistants d'un réseau lié et dirigé par l'autorité de la *Camara* de Vila Boa.

Dans ce contexte, l'hégémonie des intérêts des officiers municipaux s'était ancrée sur le contrôle exercé auprès des diverses activités liées au droit d'*almotaçaria*. Ce droit soutenait les interventions et la surveillance sur l'ensemble des nécessités et revendications des populations, en atteignant une place significative sur tous les aspects de ce que Magnus Pereira a appelé *les trois agendas du vivre*

---

<sup>457</sup> *Ibid*, p. 378.

<sup>458</sup> Dans ce long parcours, durant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, nous assistons à la démonstration d'une vitalité persistante de l'*almotaçaria* dans le royaume et dans les colonies, qui perdure durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle quand les câmaras, au Brésil et même au Portugal du libéralisme, utilisent le droit d'*almotaçaria* d'une façon identique à celle des siècles précédents. Cf. Magnus Roberto de Mello Pereira, *Almuthasib – Considerações sobre o direito de almotaçaria, op. cit.*, p. 381.

<sup>459</sup> *Ordenações Filipinas, Livre I, Titre LXVIII, paragraphes 1-42*, in : Reproduction « fac-simile » de l'édition de Cândido Mendes de Almeida, Rio de Janeiro, 1870. Lisbonne : Fondation Calouste Gulbenkian, 1990.

urbain<sup>460</sup>, et en même temps en consolidant la suprématie politique des élites de Vila Boa de Goiás.

Les mécanismes adoptés et les activités quotidiennes du *Senado da Camara* de Vila Boa qui indiquent l'exercice de leur pouvoir sur la vie des populations des diverses *arraiais*, sont innombrables : conservation et construction d'équipements d'utilisation commune, paiement de fonctionnaires, administration de la justice, sécurité publique, approvisionnement et contrôle de la qualité des aliments. Plusieurs exemples peuvent être mis en évidence.

En fait, les procédures administratives des autorités élues dans les *Julgados* étaient accompagnées de près par les conseillers municipaux de la Capitale. Un exemple de cet exercice du pouvoir a été l'autorisation donnée par les officiers municipaux au juge ordinaire du *julgado* de Santa Cruz de réaliser quelques services urbains, comme la récupération de la Rue Droite, la construction du pont sur la rivière Água Suja et la restauration des murs de l'immeuble de la prison locale.

Par rapport à la Rue Droite, la *Camara* a déterminé que le juge fasse tous les efforts possibles pour que le travail soit accompli, à travers une adjudication publique, ou qu'il se fasse sur les dépenses du *julgado* lui-même jusqu'à la valeur de cinquante huitièmes *d'or*. Concernant le pont, sa construction fut autorisée en limitant, néanmoins, les dépenses jusqu'à la valeur maximum de trente-deux huitièmes<sup>461</sup>. En fait, il s'agissait du contrat de services dont la réalisation des dépenses devait être autorisée directement par les officiers municipaux à Vila Boa de Goiás, même si les revenus disponibles appartenaient à l'*arraial* où se trouvaient les problèmes.

Une telle relation de soumission du *julgado* de Santa Cruz par rapport à la *Camara* rendait plus forte la position de Vila Boa, basée sur une relation de domination administrative et une sujétion politique évidente. En projetant ce modèle de connexion sur les autres noyaux urbains de la Capitainerie, nous voyons clairement se tisser les relations qui donnent forme à un vrai réseau d'*arraiais*, dont le centre ou le sommet politique et administratif était établi à Vila Boa de Goiás.

---

<sup>460</sup> Magnus Roberto de Mello Pereira, Almuthasib – Considerações sobre o direito de almotaçaria, *op. cit.*, p. 377.

<sup>461</sup> *Livro de Registro do Senado da Câmara* [LRSC], 1792, fls. 71-71v.

Un cas très semblable apparaissait dans le contenu d'une lettre écrite en mars 1793, et adressée à la *Camara* de Vila Boa par le juge ordinaire et le procureur du *julgado* de Traíras. Dans cette correspondance, les deux autorités locales sollicitaient l'autorisation pour réaliser des dépenses de réparations de plusieurs ponts sur l'*Estrada Real* (Route Royale). Les officiers municipaux ont demandé quelques explications concernant les activités : quels étaient exactement les ponts, quel type de réparations serait nécessaire et le prix approximatif dépensé dans l'exécution des travaux sollicités pour lesquels, après l'arrivée des renseignements, ils pouvaient prendre les décisions appropriées<sup>462</sup>. Bien évidemment, malgré l'urgence de quelques travaux, les autorités locales devaient attendre l'autorisation provenant de Vila Boa pour commencer leurs activités.

Comme les travaux réalisés dans les *arraiais* étaient pour la plupart autorisés publiquement et réalisés par des exécutés privés, ces procédures d'engagement se trouvaient également supervisées par la *Camara*, ce qui obligeait les juges ordinaires à envoyer, tous les mois de janvier, des certificats contenant les valeurs des autorisations réalisées dans leurs juridictions respectives<sup>463</sup>. Tel a été, sans aucun doute, le cas du juge ordinaire et du procureur de Traíras, ainsi que du juge ordinaire de São Félix, qui ont envoyé à la *Camara* de Vila Boa, au mois de juin 1793, les certificats des propositions affairant aux réparations des « ponts et chemins sur les routes du *julgado* »<sup>464</sup>. Cet expédient, qui favorisait remarquablement le contrôle des travaux et des revenus locaux, permettait l'élaboration d'une stratégie d'administration des richesses dans chaque région des mines de Goiás, en guidant les actions mises en place par les officiers municipaux.

D'autres exemples confirment la souveraineté de la *Camara* de Vila Boa sur les *arraiais* des mines et Capitainerie de Goiás. L'un d'eux a été la réponse des officiers municipaux à la demande du gardien du *julgado* de Pilar de Goiás, qui demandait la valeur correspondante à vingt-quatre huitièmes d'or pour l'acquisition d'huile destinée à l'éclairage de la prison publique. En reconnaissant la justesse de la

---

<sup>462</sup> LRSC, 1793, fl. 88.

<sup>463</sup>AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 36, D. 2198.

<sup>464</sup> LRSC, 1793, fl. 97 v.

sollicitation, la *Camara* démontrait sa volonté d'équilibrer les dépenses par rapport aux recettes, en accordant au gardien la possibilité d'en dépenser seulement dix<sup>465</sup>.

Mais, l'éclairage de la prison publique n'était pas de la seule responsabilité de la *Camara de vila*. Au-delà d'être une des attributions de la *Camara*, ses officiers détenaient également l'immense pouvoir de créer et reproduire de petites institutions responsables de l'administration judiciaire dans les *arraiais* de la Capitainerie. Tel était le cas des *juizes de vintena*. Il faut rappeler que les *juizes de vintena*, autorisés par les *Ordenações Filipinas*, étaient les juges des bourgades et des *julgados* nommés par les autorités municipales des Vilas, « ayant originellement tiré leur nom *Vintena* (la vingtième partie) du petit nombre de personnes sujet à sa juridiction, dans des causes de moindre importance<sup>466</sup> ».

La nomination de *juizes de vintena* semble avoir fait partie des activités quotidiennes des officiers municipaux. Cette habitude transparaît dans la demande présentée par le procureur de la *Camara* en 1793. En alléguant que dans l'*arraial* d'Ouro Fino, il arrivait à plusieurs reprises des excès et désordres qui dérangent le bien-être des habitants ainsi que de fréquentes fuites d'esclaves, les nominations d'un juge et d'un *escrivão de vintena* pour l'*arraial*<sup>467</sup> étaient sollicitées. Les officiers municipaux n'hésitèrent pas : ils nommèrent respectivement Simão Pereira et Francisco de Souza pour les charges de *juiz de vintena* et d'*escrivão*<sup>468</sup>.

Le rôle de médiateur entre les différentes *arraiais* donnait aussi une grande visibilité à la position des officiers municipaux dans le contrôle du réseau urbain organisé à partir d'une hiérarchie bien définie, dont les règles devaient constamment être rappelées et renforcées.

Ainsi, comme les habitants de l'*arraial* du Bonfim se trouvaient juridiquement soumis au *julgado* de Santa Cruz, ils ont rédigé une pétition à la *Camara* de Vila Boa pour demander aux juges ordinaires du *julgado* la construction d'un bâtiment pour la prison publique et l'installation d'un *tronco* pour la « punition des malfaiteurs et des flâneurs ». Dérangés par l'insécurité dans laquelle vivaient les habitants de Bonfim et considérant la responsabilité du *julgado* de Santa Cruz, les

---

<sup>465</sup> LRSC, 1792, fl. 72.

<sup>466</sup> *Ordenações Filipinas*, Livre I, Titre LXV, paragraphe 73.

<sup>467</sup> LRSC, 1793, fl. 84v.

<sup>468</sup> *Ibid.*, fl. 85.

officiers municipaux ont donné tout de suite leur accord, en déterminant la construction de « ladite *Cadeia* et *Tronco*<sup>469</sup> », dont les dépenses devaient être payées sur les revenus du *julgado* de Santa Cruz. Ainsi, nous voyons que la viabilité de transfert des ressources d'un *arraial* à l'autre, c'est-à-dire d'un point à l'autre du réseau, était un expédient que le recours aux autorités de Vila Boa rendait possible.

En d'autres termes, le pouvoir des membres du *Senado da Camara* ne semble pas avoir été simplement exercé en fonction de la concentration de richesses au bénéfice de Vila Boa de Goiás. Il prenait en compte la logique des demandes dans le réseau de centres urbains dont l'équilibre et l'entretien étaient, eux-mêmes, les principaux responsables.

Mais, au-delà de l'administration de la justice, de l'exécution des travaux et du contrôle des adjudications, de la construction et de la manutention des édifices publics et de la préservation de la tranquillité de la population, d'autres interventions confirment la souveraineté de Vila Boa sur les *arraiais* des mines de Goiás. Comme le *Senado da Camara* gérait les revenus d'autres centres urbains, il gérait communément le paiement des dettes et des obligations contractées à Vila Boa par les juges ordinaires des *Julgados*. C'est ce que démontre, par exemple, une réunion de conseillers municipaux en octobre 1792. Comme le salaire de quatre cents huitièmes d'or dû à l'assistant du second régiment de la cavalerie auxiliaire était en suspens, le *Senado da Camara* a décidé que la valeur serait payée à travers les rendements des *julgados* de Pilar et de Crixás<sup>470</sup>.

Les cas de gestion des recettes des *arraiais* en fonction du paiement de dettes contractées à Vila Boa sont nombreux. Pour avoir une idée de la fréquence de cet expédient, six ordres de paiements ont été expédiés dans la session du 17 mai 1794<sup>471</sup> : quatre pour des officiers militaires et deux pour liquider une dette due au greffier de la *Camara* de Vila Boa. Sur les six ordres, deux sont dus au *sargento-mor* Álvaro José Xavier da Silva et furent transférés aux *julgados* de Traíras et Natividade ; deux autres destinés à l'assistant Fernando Joze Leal, ont été envoyés aux *julgados* de Pilar et de Crixás ; et deux autres, pour clore la dette avec le greffier, ont été acheminés un à Santa Cruz et l'autre au *julgado* de Santa Luzia. Curieusement,

---

<sup>469</sup> LRSC, 1793, fl. 98v.

<sup>470</sup> Idem, 1792, fl. 75v.

<sup>471</sup> Idem, 1794, fl. 135.



pendant l'année précédente, le greffier de la *Camara* avait déjà été payé en utilisant le même mécanisme de transfert de revenus dans le réseau urbain des mines de Goiás.

En outre, une autre stratégie d'intervention dans la vie des arraiais fut adoptée par le biais des *Correições*. Les *Termos de correições*, enregistrés dans les annales de la *Camara* de Vila Boa, sont composés de descriptions qui transcrivent la procédure de fiscalisation relative aux différents aspects de contrôle de la vie urbaine, exercée par les conseillers municipaux grâce au droit d'*almotaçaria*.

À Vila Boa de Goiás, rien n'échappait aux yeux des autorités municipales : conflits entre voisins, pavés irréguliers qui provoquaient la chute de piétons, chemins et rues mal entretenus, eaux néfastes à la santé des habitants, établissements commerciaux sans la licence nécessaire de fonctionnement, poids et mesures irréguliers et hors des normes établies, *oficiais mecânicos* sans autorisation, prix de produits en désaccord avec la fixation des prix officiels, action d'accapareurs ou d'intermédiaires interdits d'agir en fonction d'une économie morale qui régula le marché local. Tous étaient notifiés et convoqués à comparaître au siège de la *Camara*, sous peine d'être condamnés d'après les *posturas* de la municipalité.

Cependant, les habitants de Vila Boa de Goiás n'étaient pas les seules cibles de la normalisation imposée par la *Camara*. L'espace visé par les officiers municipaux s'élargissait au fur et à mesure du contrôle sur de tout le maillage urbain qui s'imposait et intégrait, invariablement, les activités et les préoccupations des dirigeants municipaux. Ainsi, nous assistons clairement à une action de la municipalité se manifestant à travers le même expédient des *correições*, action qui se répète un peu partout dans le réseau urbain du Goiás du XVIII<sup>e</sup> siècle. Pour preuve, le sujet de la réunion du 15 novembre 1792, où les officiers municipaux ont notifié au lieutenant et *almotacel* Francisco Soares da Silva, était de réaliser des *correições* aux arraiais de Ouro Fino, Barra et Santa Rita<sup>472</sup>.

Nous remarquons ainsi la plénitude et l'actualité, pendant la dernière décennie du XVIII<sup>e</sup> siècle, de l'institution de l'*almotaçaria*, soumettant aux réglementations des *posturas* de la municipalité le quotidien urbain mouvementé des mines et Capitainerie de Goiás et démontrant, selon l'expression proposée par

---

<sup>472</sup> LRSC, 1792, fl. 78.

Magnus Pereira, une conscience spécifique de ville<sup>473</sup>. Conscience que tissait et maintenait, sous le contrôle de la *Camara* de Vila Boa de Goiás, un vrai réseau d'*arraiais*.

La souveraineté exercée sur ce réseau dans le territoire de la Capitainerie touchait aussi le contrôle de l'approvisionnement et l'offre de viandes aux marchés locaux. Outre le contrôle sur le marché de Vila Boa de Goiás de la concession de l'offre de viande à la population – commerce lucratif qui attirait certainement les intérêts des commerçants coloniaux – la *Camara* retenait le même droit dans plusieurs autres *arraiais*. Dans cette activité, le Goiás connaissait une expansion significative, en raison de la production de viandes (la région était autosuffisante dans cette activité économique) à destination du marché colonial. Cette contrée était, de plus, une des régions fournisseuses de bétail pour Rio de Janeiro<sup>474</sup> pendant la première décennie du XIX<sup>e</sup> siècle, ceci malgré la distance et la précarité des transports.

Les agents de la *Camara* de Vila Boa de Goiás ont participé activement à cette branche d'activité qui intensifiait les relations régionales. En rapprochant les groupes de commerçants qui agissaient dans la région du Rio de Janeiro avec les hommes d'affaires établis dans les Capitaineries de Minas Gerais, São Paulo, Rio Grande<sup>475</sup>, Goiás établissait un réseau de négociations et d'intérêts économiques qui reliait plusieurs points de passage de bétail dans toute l'extension sud et sud-est de l'Amérique portugaise. Si une maille d'intérêts se constituait dans les relations entre les Capitaineries, une autre se formait sous le contrôle de la *Camara*, à l'intérieur du réseau d'*arraiais* des mines de Goiás. Bien que transférés aux initiatives d'entrepreneurs particuliers, les processus d'autorisation pour l'approvisionnement de la viande dans tous les *arraiais* étaient soumis au contrôle des officiers municipaux<sup>476</sup>.

Tout ce contrôle exercé sur la vie urbaine de Goiás exigeait un appareil institutionnel compétent, afin de rendre possible un flux de commandes capable

---

<sup>473</sup> Magnus Roberto de Mello Pereira, Almuthasib – Considerações sobre o direito de almotaçaria, *op. cit.*, p. 389.

<sup>474</sup> D'après Maria de Fátima Gouvêa une partie du bétail destiné à l'approvisionnement de la ville du Rio de Janeiro était produit au Goiás. Cf. Maria de Fátima Silva Gouvêa, Poder, Autoridade e o Senado de Câmara do Rio de Janeiro, 1780-1820, *Tempo*, numéro 13, 2000, p. 138.

<sup>475</sup> Maria de Fátima Silva Gouvêa, Poder, Autoridade e o Senado de Câmara, *op. cit.*, p. 135.

<sup>476</sup> LRSC, 1793, fl. 103 v.

d'offrir des conditions minimales de surveillance. Certainement, la structure administrative existante était insuffisante pour une pratique efficace de gestion et de gouvernement, surtout si l'on prend en compte la dimension territoriale, les distances entre les *arraiais* et le nombre de fonctionnaires dont disposait le *Senado da Camara*. En fait, cette situation explique les éventuels et inévitables détournements de revenus, les retards de paiements et, comme nous l'avons vu ailleurs, la résistance, très fréquente, des juges ordinaires et des ministres de la Couronne.

Une stratégie utilisée pour réduire au maximum les déficits de la municipalité et trouver une alternative pour faire pression sur les débiteurs consistait à ce que des agents officiels parcourent tout l'ensemble des chemins de la Capitainerie, exigeant la régularisation et les paiements des dettes en faveur de la *Camara*. Cela a été la raison véritable du périple de Manoel Seixo de Britto, fonctionnaire et émissaire officiel qui, au mois de juin 1793, partit de Vila Boa pour un long voyage en visite aux *julgados* de la Capitainerie. Porteur de lettres officielles pour les juges ordinaires, il demandait l'or des *arraiais* sous leur juridiction et l'aide nécessaire pour avoir du succès dans les conversations avec les débiteurs. De même, il demandait les paiements des dettes non effectuées pendant les années précédentes<sup>477</sup>. Après un voyage de dix mois, le retour de Seixo de Britto ne semble pas avoir été objet de frustration pour les officiers municipaux, puisqu'il rapportait une quantité équivalente à deux-mille sept-cents sept *oitavas* d'or<sup>478</sup>. Une valeur significative au regard des chutes successives de la production globale d'or de la Capitainerie.

#### 4.5 Le Senado da Camara et le contrôle du réseau urbain

A partir de l'exemple de la Capitainerie de Goiás, nous partageons le point de vue de Nuno Gonçalo Monteiro, qui a étudié les *camaras* du royaume : pris dans leur ensemble, « les revenus municipaux étaient peu élastiques<sup>479</sup> ». Aussi, dans les mines et la Capitainerie de Goiás, la difficulté financière faisait partie du quotidien de

---

<sup>477</sup> LRSC, 1793, fl. 98.

<sup>478</sup> LRSC 1794, fl. 131 v.

<sup>479</sup> Nuno Gonçalo Monteiro, *Os concelhos e as comunidades*, in : Antônio Manuel Hespanha (dir.), *História de Portugal – O Antigo Regime (1620-1807)*, Lisbonne, Estampa, v. 4, 1993, p. 323.

la vie municipale. Si les revenus étaient significatifs, les dépenses étaient aussi considérables. Les problèmes qui demandaient des investissements demeuraient innombrables. Nous percevons clairement l'effort de la municipalité visant à la conservation de ses privilèges. Mais les actions des créanciers contre les officiers municipaux étaient récurrentes, ce qui rendait la situation de la *Camara* encore plus difficile. En outre, le climat de tension et les conflits permanents entre administrateurs, ministres et fonctionnaires de la Couronne, fonctionnaient comme des mécanismes de pression contre les décisions de la *Camara* de la capitale.

Mais, vu sous un autre angle, les revenus de la *Camara* pouvaient servir à d'autres intérêts bien présents au royaume du Portugal : même un secrétaire du Conseil d'outre-mer, Joaquim Miguel Lopes de Lavre, était rémunérée par les revenus de la *Camara* de Vila Boa<sup>480</sup>. Dans ce sens, d'une manière générale, les mines et la Capitainerie du Goiás étaient perçues par les autorités du royaume comme des sources alternatives de revenus. Citons comme exemple la demande de Domingos Vandelli<sup>481</sup> au prince régent, sollicitant la concession d'une donation annuelle à son fils, propriétaire du métier de greffier de l'*ouvidoria* de Goiás<sup>482</sup>. Mais ce n'était pas un hasard. Si nous comparons les revenus de quelques *concelhos* et villes du royaume du Portugal avec les ressources gérées par la *Camara* de Vila Boa de Goiás, nous pourrions considérer cette dernière comme riche. Par exemple, pour l'année de 1794, d'après les revenus de la *Camara* de Vila Boa, la valeur de la recette annuelle est estimée à 4 055 huitièmes d'or. Mais en tenant compte de sources complémentaires, nous pouvons estimer que les revenus de cette année s'approchaient de 5 500 *oitavas*. De ce total, environ 1/3 provenait d'autres *arraiais*. Ce budget, nous pourrions le considérer comme très large en le comparant avec des villes portugaises où, d'après Nuno Monteiro, « même les recettes ordinaires de villes qui étaient sièges de districts,

---

<sup>480</sup> LRSC, 1794, fl. 133 v.

<sup>481</sup> Domingos Vandelli (1730-1815), Italien, a été le premier *lente* de chimie et d'histoire naturelle à l'Université de Coimbra après les réformes pombalines, étant un des initiateurs de la création de l'Académie royale des Sciences de Lisbonne en 1779. Cf. C. P. da Silva et M. M. Lopes, O ouro sob as Luzes : a 'arte' de minerar no discurso do naturalista João da Silva Feijó (1760-1824), *História, Ciências, Saúde*, v. 11, numéro 3, 2004, p. 731-750.

<sup>482</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 43, D. 2596.

comme était le cas de Barcelos, Bragança, Miranda, Viana, Vila Real et Viseu, jusqu'aux années quatre-vingt-dix du XVIII<sup>e</sup> siècle n'arrivaient pas à deux *contos de réis*<sup>483</sup> ».

Comme nous pouvons le voir, Vila Boa de Goiás se plaçait stratégiquement à l'intérieur d'un réseau urbain qui, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la rendait fortement attractive pour les autorités du Portugal et les élites locales. Les considérations de Mary Karasch<sup>484</sup> étaient bien fondées. Rien, bien évidemment, de comparable au passé des richesses produites dans l'exploration aurifère à Goiás. Des études sur le sujet montrent qu'entre les années 1752 et 1761, le revenu moyen annuel de Vila Boa de Goiás aurait été de 14 741 *oitavas* d'or<sup>485</sup>, à peu près 17 *contos de réis*, sans compter les revenus provenant de l'administration du réseau d'*arraiais* existant dans la Capitainerie, certainement bien plus significatifs que ceux de l'année 1794.

Des lors, on pourrait penser, comme le suggère Monteiro, que les difficultés croissantes imposées à l'administration municipale dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, menaient à une réduction de l'intérêt et de l'attraction pour les charges municipales. Néanmoins, des juges ordinaires, *vereadores* et procureurs municipaux manipulaient un ensemble considérable de richesses<sup>486</sup>, en contrôlant de nombreux services et revenus publics et en intervenant dans l'organisation des marchés locaux, à travers l'imposition de prix, de taux et d'impôts. En somme ils jouissaient d'un privilège de contrôle sur le réseau urbain, ce qui leur conférait une indiscutable possibilité d'influence et de pouvoir.

---

<sup>483</sup> Nuno Gonçalves Monteiro, *Os concelhos e as comunidades*, *op. cit.*, p. 322-323.

<sup>484</sup> Cité en A. J. R. Russel-Wood, *Centros e periferias no mundo luso-brasileiro 1500 – 1808*. *Revista Brasileira de História* [en line]. 1998 [réf. du 15 septembre 2004], p. 187-250. Disponible sur : [http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S0102-01881998000200010&lng=en&nrm=iso](http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0102-01881998000200010&lng=en&nrm=iso).

<sup>485</sup> Luiz Palacin, *Subversão e corrupção: um estudo da administração pombalina*, *op. cit.*, p. 61.

<sup>486</sup> Nuno Gonçalves Monteiro, *Os concelhos e as comunidades*, *op. cit.*, p. 323.

# Chapitre 5

---

## DANS L'ARENE DU SACRÉ : LE POLITIQUE ET LA VILLE (1739-1794)

### Plan du Chapitre

- 5.1 Le pouvoir politique et la ville
- 5.2 Le Senado da Camara et les espaces sacrés de la ville
- 5.3 Le Senado da Camara et les activités professionnelles dans la ville
- 5.4 Le Senado da Camara et le gouvernement de la ville

### Résumé du Chapitre

Dans ce chapitre, nous observons l'émergence simultanée, dans les mines et la Capitainerie de Goiás, de deux structures hiérarchiques de pouvoir : l'une d'elles est associée au pouvoir séculaire du monarque, tandis que l'autre est liée à l'autorité ecclésiastique coloniale. Chacune dispose d'une légitimité reconnue par la société locale. Dès lors, en tant que lieu de concentration de divers pouvoirs, la ville coloniale s'empare d'un corps sacré d'un côté, représenté par les institutions ecclésiastiques et, d'un autre côté, elle s'empare aussi d'un corps politique. Pierre angulaire dans la genèse du corps politique de la ville, le *Senado da Camara* s'organise et se projette sur l'espace urbain, soumettant les corps sociaux à ses commandements. Il s'agit donc de dévoiler les stratégies mises en place par les élites politiques visant notamment à soumettre d'autres élites et d'autres corps sociaux à leur position hégémonique. Nous sommes partis de l'hypothèse suivante : les affrontements produits par les résistances et les oppositions aux stratégies menées par les agents du *Senado da Camara* constituent un phénomène privilégié pour l'étude des relations entre le politique et la ville.

## 5.1 Le pouvoir politique et la ville

La création de Vila Boa et la présence institutionnelle du *Senado da Camara* ont produit des contours spécifiques sur toute l'histoire politique de la période coloniale de Goiás, de même qu'elles ont influencé les relations de pouvoir jusqu'au premier quart du XIX<sup>ème</sup> siècle, durant le processus de constitution de l'Empire<sup>487</sup>. Par ailleurs, les relations entre Vila Boa et les autres centres urbains des mines de Goiás mettent en évidence les liens entre la politique et la ville, révélant une économie des relations de pouvoir marquée par des oppositions et des conflits. Dans ce contexte, si les formes de résistances générées à l'encontre de l'autorité de la Capitale subsistent comme des luttes visant à contrecarrer la mise en place de sa souveraineté, elles représentent pour nous des éléments d'inflexion et, en même temps, un point de départ pour comprendre les combats qui ont lieu dans le champ politique de Goiás.

De notre point de vue, les résistances et les conflits qui permettent d'identifier plus clairement la nature des relations de pouvoir, exposent plus explicitement les raisons et les stratégies des protagonistes. Si on part d'une métaphore proposée par Michel Foucault, il s'agit de transformer les formes de résistances en un « catalyseur chimique qui permet de mettre en évidence les relations de pouvoir, de voir où elles s'inscrivent, de découvrir leurs points d'applications et les méthodes qu'elles utilisent »<sup>488</sup>. En même temps, les résistances

---

<sup>487</sup> Une lecture plus attentive de la participation du *Senado da Camara* de Vila Boa dans les événements qui ont eu lieu dans la Capitainerie de Goiás à l'occasion du mouvement d'Indépendance, sera faite dans le chapitre 8. Par contre, dans une étude plus large, Iara Lis Carvalho Souza aborde la méthode appliquée par les *câmaras* de tout le pays pour adhérer à l'image de Pedro I au début de la décennie de 1820 et célébrer un nouveau contrat social qui établissait le Brésil comme un corps politique indépendant. Selon l'auteur, l'avantage de faire appel aux *câmaras* pendant le processus d'instauration de leur souveraineté, garantissant à Pedro I la légitimité nécessaire, venait de son ancienneté dans les Vilas depuis la période coloniale, puisque ces dernières se constituaient en institutions qui débattaient et arbitraient, au niveau local, le pouvoir politique, et représentaient le pouvoir royal dans les instances de la justice, les finances et la milice. Cf. Iara Lis Franco Schiavinatto Carvalho Souza, *Pátria coroadada : o Brasil como corpo político autônomo, 1780-1831*, São Paulo : Fundação Editora da UNESP, 1999, p. 369. Dans Goiás, nous verrons la participation de membres importants de l'élite locale à la *Junta Administrativa Interina* (Junte Administrative Intérimaire) de 1822 et dans le Gouvernement Provisoire de 1822 à 1824. Parmi eux, signalons notamment Álvaro José Xavier qui, ayant participé à la Junte Administrative et au Gouvernement Provisoire, a accompli un mandat de conseiller municipal pendant la décennie de 1790, ce qui montre l'importance des officiers du *Senado da Camara* dans le processus de constitution des élites locales et leur participation dans les événements de l'Indépendance.

<sup>488</sup> Michel Foucault, Deux essais sur le sujet et le pouvoir, *op. cit.*, p. 300.

ou les oppositions qui confrontent les stratégies et les intérêts du *Senado da Camara*, produisent un environnement privilégié pour l'étude des relations entre ville et pouvoir. Outre les connexions qui établissent les institutions à caractère politique et administratif dans les espaces urbains, les luttes, les conflits et les confrontations offrent un scénario privilégié pour observer les interactions entre le politique et la ville pendant les moments critiques de leur constitution et de leur légitimation. Dans la ville, le politique a la prétention de contrôler le temps et d'imposer son calendrier : il encourage sa fondation, stimule sa croissance, agrandit et affirme son pouvoir dans les espaces urbains qu'il gouverne. Dans ce contexte, la ville devient en effet l'espace privilégié du politique. « Dans la ville », nous dit Laurent Vidal, « le politique s'empare du temps, et, créant l'illusion de le maîtriser, s'installe dans la durée - comme hors d'atteinte des soubresauts du monde »<sup>489</sup>.

Dans ce sens, la ville apparaît comme un espace de développement de liens qui soutiennent et légitiment l'autorité et la capacité d'action des élites politiques des mines et de la Capitainerie de Goiás. Parmi les réseaux sociaux et politiques qui s'établissent et s'organisent dans la ville, la position stratégique du *Senado da Camara* fonctionne comme une source importante de pouvoir, socle de la capacité d'action de ses membres. Cependant, si nous considérons l'existence d'autres institutions qui agissent en tant que sources légitimes d'autorité dans les espaces de la ville, nous verrons que les élites de Goiás ne peuvent pas limiter leurs actions aux seules activités politiques et administratifs renfermé dans le cadre institutionnel du *Senado da Camara*.

#### 5.1.1 La capacité d'action : les élites dans la société

Précédemment, nous avons fait référence au statut politique propre à la société de l'Ancien Régime portugais. Sa cohérence est basée sur un régime aux pouvoirs multiples, où les divers liens sociaux, politiques et économiques renvoient, à divers degrés, à une logique inhérente à chaque groupe ou corporation. Néanmoins, à partir des hypothèses qui guident la présente réflexion, le pouvoir ne peut pas être réduit uniquement aux positions inflexibles fournies par le statut juridique et

---

<sup>489</sup> Laurent Vidal, *Les larmes de Rio*, Paris : Aubier, 2009, p. 19.



institutionnel, par la possession de fortunes ou à l'autorité générée par l'effet de liaisons personnelles qui légitiment certaines situations sociales ou politiques. Le pouvoir est aussi « capacité d'action », de la même manière que l'action peut produire du pouvoir quand elle augmente et agrège des ressources humaines et des matériaux disponibles. La définition du pouvoir qui prend en compte la capacité d'action permet une analyse ouverte et dynamique, dans toutes ses dimensions, non seulement comme imposition du haut vers le bas, mais aussi, en tant qu'échange, médiation et résistance, ou encore comme opposition ou accommodation d'actions entre des pouvoirs rivaux<sup>490</sup>.

Ainsi, si la consolidation du rôle et de la fonction de Vila Boa passe par le contrôle du réseau urbain de Goiás, la capacité d'action des membres du *Senado da Camara* est définitif pour la légitimation de sa position comme capitale. Munie du pouvoir institutionnel conféré par les liens maintenus avec la Couronne, l'autorité de Vila Boa sur le réseau urbain implique d'élargir l'influence du *Senado da Camara* à tout le réseau social, en se plaçant comme organisation médiatrice incitant à la coopération d'autres groupes qui, encouragées par l'intégration d'autres élites, accommodent les oppositions et les résistances des pouvoirs rivaux.

Ainsi, au milieu des aspects variés de la vie sociale, l'action politique du *Senado da Camara* prend des contours pédagogiques : la vie religieuse – conduite par les *irmandades* et les confréries – ainsi que les cérémonies publiques – dynastiques et officielles – constituent des cibles privilégiées de l'action des officiers de la *Camara*. C'est ce point d'intersection institutionnelle que nous avons l'intention de dévoiler dans ce chapitre. Cet ensemble de pratiques sociales, généralement abordé par l'historiographie en termes d'instruments de « contrôle » et « domination » du pouvoir royal, peut aussi être interprété comme un moyen de socialisation, d'apprentissage, de formation d'habitudes et de transmissions de valeurs et de savoirs. Les cérémonies religieuses et des fêtes publiques, en plus de faciliter l'intégration des différents corps sociaux, fonctionnent comme des mécanismes générateurs d'autonomie individuelle et collective<sup>491</sup>. En conséquence, au contrôle du

---

<sup>490</sup> José María Imizcoz Beunza, *Comunidad, red social y élites. Un análisis de la vertebración social en el Antiguo Régimen*, op. cit., p. 29.

<sup>491</sup> Annick Lempérière, "El paradigma colonial en la historiografía latinoamericanista", *Istor*, 2004, année V, numéro 19, Mexique, p. 121.

réseau urbain ancré dans l'agenda du *Senado da Camara*, s'ajoute l'autorité exercée sur un important réseau social. Néanmoins, le caractère pédagogique de l'action des officiers municipaux ne se limite pas à la domination et au contrôle, ni même à l'enracinement des catégories spatiotemporelles, esthétiques et religieuses, associées aux valeurs royales présentes dans la société minière. Il induit également l'appropriation des savoirs politiques et juridiques qui, grâce à l'action de la *Camara*, se diffuse peu à peu et atteint des franges de plus en plus larges de la population.

Dans cette configuration de pouvoirs pluriels, l'exercice des fonctions juridiques et administratives ne suffit pas à garantir la légitimation du pouvoir de l'élite politique de Vila Boa de Goiás. Il est vrai que le pouvoir institutionnel et les liens solides maintenus avec le roi du Portugal, autorisent les membres de la *Camara* à intervenir directement sur la société locale. Néanmoins, c'est la capacité d'action des acteurs dans les espaces institutionnelles qui va limiter le poids stratégique de son influence. Il arrive pourtant que dans un régime basé sur une multiplicité de pouvoirs, des élites, à leur tour, se multiplient et maintiennent entre elles des relations conflictuelles et rivales. C'est ce qui se passe à Goiás. Ainsi, pour comprendre les relations établies entre les diverses élites et les effets de leur articulation, à partir des stratégies mises en œuvre par les officiers municipaux, nous devons observer les échanges et les médiations qui se produisent dans le contexte social où ils s'établissent. Subséquemment, en voyant « les-élites-dans-la-société »<sup>492</sup>, nous chercherons à identifier des points d'intersection entre l'élite politique que représente le *Senado da Camara* et les autres élites qui intègrent l'univers institutionnel de la société minière.

Le débat sur une définition possible du terme élite dans les sciences sociales dépasse le champ des discussions politiques et les propres limites de la présente réflexion. Cependant, un sens clairement approprié à ce terme peut traduire plus précisément la coexistence d'élites plurielles – religieuses, politiques, économiques et militaires – dans un même environnement. Leur cohabitation donne naissance à un ensemble de pouvoirs provenant d'une hiérarchie qui définit le « lieu »

---

<sup>492</sup> Terme employé par José María Imizcoz Beunza. Selon lui, une étude des élites, pour toucher sa pleine signification sociale, doit se proposer comme une analyse des «élites-dans-la-société», et, pour ça, doit considérer ce que les élites représentent à l'intérieur de la trame d'une société dans leur rapports de pouvoir. José María Imizco Beunza, *Comunidad, red social y elites*, *op. cit.*, p. 13.

de chacun dans la structure plus large de la société. Dans ce cas, la définition empruntée à William Genieys, nous semble capable de nourrir la présente réflexion :

Les usages donnent progressivement au mot élite une acception propre en désignant une minorité qui dispose à un moment donné dans une société déterminée d'un prestige découlant de qualités naturelles valorisées socialement (par exemple, la race, le sang, etc.) ou de qualités acquises (culture, mérite, aptitude, etc.). Ainsi, le vocable désigne tout aussi bien le milieu (social, territorial, entre autres) d'où est issue l'élite, que les acteurs qui la composent, ou encore le terrain au sein duquel elle manifeste sa prééminence. Dans ce cas de figure, le déterminant est toujours suivi d'un qualificatif permettant de restreindre le champ du groupe d'acteurs identifié comme constituant une élite<sup>493</sup>.

À cet égard, loin d'être une approche aux contours essentialistes, le statut d'élite, dans les propos retranscrits ici, ne peut être confondu avec quelque chose d'inné, dévolu exclusivement par voie naturelle, mais bien comme le résultat d'un processus politique qui a un rapport avec les possibilités d'accès à un champ d'activités spécifiques.

Au-delà d'une vision moniste et homogène de l'élite, et si nous considérons l'influence des notables dans les prises de décisions concernant les affaires de la cité, on peut dire que le pouvoir est distribué entre plusieurs groupes d'élites. Surtout, la perception des liens sociaux qui unissent les élites politiques, économiques, religieuses et militaires dans la société des mines de Goiás, permet de voir comment les rapports de ces institutions avec Lisbonne conduisent à la formation des individus occupant des postes stratégiques dans les organisations structurantes de la société.

Basés sur des relations d'intégration, développant d'étroites relations de dépendance et occupant des positions institutionnelles particulières, ces groupes d'acteurs, capables alors d'influencer les décisions qui affectent la société, constituent les élites des corps sociaux de la ville. Mais, c'est surtout leurs initiatives et leur capacité d'action qui vont définir leur condition dans la société urbaine de Goiás. Il s'agit ici, à propos de la présente réflexion, de considérer le *Senado da Camara*, les *Irmandades*, les confréries et les corporations des *ofícios mecânicos* (métiers et

---

<sup>493</sup> William Genieys, Nouveaux regards sur les élites du politique, *Revue française de science politique*, 2006, v. 56, numéro 1, p. 121.

services manuelles) comme des espaces de décisions et de production de pouvoir, capables de créer des élites diverses et dont les participants disposent, à un moment donné, d'un prestige découlant de qualités naturelles valorisées socialement ou de qualités acquises grâce à la culture, le mérite ou les capacités personnelles. Par ailleurs, le vocable qui désigne le milieu d'où est issue l'élite et les acteurs qui la composent (les *Confréries*, le *Senado da Camara* et les *ofícios mecânicos*), garde un rapport direct avec le terrain au sein duquel les élites manifestent ses prééminences : le religieux (*Confréries*), le politique (*Senado da Camara*), l'économique ou professionnel (métiers mécaniques).

En conséquence, quand on mentionne ici l'élite au pouvoir, il faut dire et reconnaître qu'il s'agit forcément d'une élite qui intègre les notables du *Senado da Camara* (élite politique), en fonction de la nature et des hiérarchies existantes dans le champ politique des mines de Goiás. Si d'autres corps sociaux ne constituent pas des élites qui ont comme fonction de commander directement le pouvoir et les institutions politiques de Vila Boa, ils représentent certainement ce qui nous pouvons considérer comme des *élites stratégiques*<sup>494</sup>, à cause du rôle tactique dont ils disposent dans le maintien d'un certain équilibre des pouvoirs. Ces *élites stratégiques* sont en effet capables d'agir à partir de circonstances pourtant défavorables dans le contexte politique et social profondément hiérarchisé des mines de Goiás.

Cependant, en considérant l'idée que le pouvoir du *Senado da Camara* n'est pas illimité, on se rend compte que les possibilités de décisions se distribuent entre plusieurs groupes d'élites, condition essentielle à l'équilibre du système<sup>495</sup>. Dès lors, un impératif s'impose à tous les corps sociaux : il faut constamment négocier. En plus des administrateurs nommés par la Couronne – en conflit permanent avec les groupes politiques locaux – les membres de la *Camara* doivent entretenir des dialogues et des négociations avec d'autres corps sociaux, tels que les *irmandades* et

---

<sup>494</sup> Le terme *strategic elites* met en relief le rôle stratégique de certaines élites très habiles à faire face à un pouvoir contrôlé par d'autres "élites au pouvoir", qui agissent plus directement dans le contexte des institutions politiques. Cf. Suzanne Keller, *Beyond the Ruling Class. Strategic Elites in Modern Society*, New York : Aléatoire House, 1963. Sur cette notion proposée par Suzanne Keller, William Genieys fait le commentaire suivant : « les élites stratégiques sont comprises comme celles qui sont capables d'agir en-deçà de l'élite du pouvoir ». Cf. William Genieys, Nouveaux regards sur les élites du politique, *op. cit.*, p. 127. Nous considérons que l'utilisation de cette notion éclaire l'étude des relations qui s'établissent entre les élites qui composaient l'univers des corps sociaux dans les mines de Goiás.

<sup>495</sup> Laurent Vidal, *Sous le masque du colonial*, *op. cit.*, p. 592.

les confréries, les corporations constituées de professionnels des plus divers métiers et les officiers militaires des corps des *ordenanças*. Or, l'existence et l'interaction de ces corps sociaux élargissent la plate-forme et l'horizon d'action des élites, en multipliant certainement les détournements et, dans le même temps, en organisant les pouvoirs et les relations politiques dans la société minière. Ainsi, ayant comme toile de fond la forme avec laquelle le *Senado da Camara* domine les autres élites, il nous importe essentiellement d'observer comment ces élites établissent leurs relations dans le microcosme politique et de quelle manière leurs pouvoirs sont capitalisés par les membres de la *Camara* de Vila Boa. Il s'agit, selon la définition des élites proposée par António Manuel Hespanha, de percevoir sous quelle forme les pouvoirs des uns corrodent les pouvoirs des autres<sup>496</sup>.

### 5.1.2 Le sacré et le profane : des structures hiérarchiques rivales

La création de Vila Boa de Goiás modifie la nature du champ politique des mines et altère l'équilibre des forces existantes. Au milieu des conflits et des négociations, elle a imposé sa suprématie sur la scène locale, en établissant les fondements qui ont construit les liens d'une nouvelle collectivité. A mesure que la ville prend corps, c'est la société elle-même qui va être incorporée autour d'une nouvelle logique du pouvoir.

Dans Goiás, deux structures hiérarchiques ont émergé simultanément : l'une d'elle est associée au pouvoir séculaire du monarque tandis que l'autre dépend de l'autorité ecclésiastique coloniale. Depuis les temps de l'*arraial* de Sant'Anna (1726), le surintendant général Bartolomeu Bueno da Silva avait établi son autorité grâce aux pouvoirs accordés par le roi du Portugal. Un peu plus tard, en 1733, l'*Irmandade de São Miguel e Almas*<sup>497</sup> – la première *irmandade* à être créée dans les

---

<sup>496</sup> António Manuel Hespanha, *Governo, elites e competência social: sugestões para um entendimento renovado da história das elites*, in Maria Fernanda Bicalho et Vera Lúcia Amaral Ferlini, *Modos de Governar*, op. cit., p. 44.

<sup>497</sup> Cristina de Cássia Pereira Moraes attire notre attention sur la particularité de cette confrérie qui, en étant une des premières associations religieuses établies dans les mines de Goiás, a été la première à rejoindre les *hommes bons* de la région qui ont construit un autel latéral dans la chapelle destinée aux louanges à Sant'Anna, en hommage à leur Saint. En plus, elle prit le rôle de Miséricorde, qui a seulement existé dans Goiás à partir de la moitié du XX<sup>e</sup> siècle. En effet, inspirés par le commandement évangélique de la charité, ses membres soignaient spécialement les démunis exclus de la société et priaient pour les âmes du Purgatoire, réalisant un important travail social dans les *arraiais*

mines – basait son influence grâce à l'autorité de l'évêché du Rio de Janeiro. Chacun disposait d'une légitimité reconnue par la société locale (coercition et clientélisme d'un côté, assistance et solidarité de l'autre). Comme le rappelle Laurent Vidal, les deux revendiquent une relation privilégiée avec le sacré : sous les auspices de Bueno da Silva, en 1727, une première chapelle est construite dans l'*arraial* de Sant'Anna, alors que l'Irmandade de São Miguel e Almas s'occupe des cultes et des activités spirituelles associés à la même chapelle. Comme nous l'avons vu ailleurs, sous cette forme, le sacré est placé au centre du champ disputé du politique. Alors, par son intermédiaire, toute la communauté locale est prise comme unité, ordre et permanence. Ainsi, comme l'affirme Laurent Vidal, « Le politique émerge du sacré, en raison de sa capacité à donner forme à la société. Voilà pourquoi, dans les procédures de fondations des *arraiais* miniers, c'est bien souvent à partir de la construction de la chapelle qu'est distribué l'espace politique et social »<sup>498</sup>.

Lieu de concentration de divers pouvoirs, la ville coloniale s'empare, aussi, d'un corps politique. C'est ce qui arrive avec la création de Vila Boa de Goiás. Pierre angulaire dans la genèse du corps politique de la ville, le *Senado da Camara* s'organise et se projette sur l'espace urbain, soumettant les corps sociaux à ses commandements. Dans ce processus, l'espace sacré de la ville ne sera pas immunisé contre l'action des membres de la *Camara*.

## 5.2 Le Senado da Camara et les espaces sacrés de la ville

### 5.2.1 La construction de l'église Matrice de Notre Dame de Sant'Anna

---

de Sant'Anna, et plus tard dans celles de Vila Boa, São José do Tocantins et Crixás. Cf. Cristina de Cássia Pereira Moraes, *O corpo místico de Cristo, op. cit.*, p. 164. Selon Isabel dos Guimarães Sá, en tant que force motrice d'une partie importante des confréries et des *Irmandades*, ils leur revenaient de veiller à la gestion collective des décès. Dans le cas du décès d'un des membres, ses confrères veillaient à ce qu'il meure munit des sacrements, s'occupaient du transport du corps de la maison à l'église, fournissaient les cierges pour l'enterrement et accompagnaient la veillée et l'enterrement. La confrérie ou l'*Irmandade das Almas* se consacrait aussi au maintien de la relation entre les êtres vivants et les défunts, avec pour finalité de sauver les âmes du purgatoire par la prière. Cf. Isabel Guimarães de Sá, *As confrarias e as Misericórdias*, in *História dos Municípios e do Poder Local [Dos Finais da Idade Média à União Europeia]*, César de Oliveira (dir.), Lisbonne : Círculo de Leitores, 1996, p. 55-60.

<sup>498</sup> Laurent Vidal, *Sous le masque du colonial, op. cit.*, p. 584.

Une des stratégies du *Senado da Camara* pour délimiter son territoire dans le champ du sacré de la ville, réside dans la participation à la construction d'une nouvelle église érigée en remplacement de l'ancienne chapelle de Sant'Anna, en raison de la croissance démographique de la région. Avec l'émergence de Vila Boa, l'édification d'un nouveau et grand temple cherche à conférer à l'univers sacré de la ville une dimension compatible avec son statut de future capitale. Selon les paroles de l'intendant de la *Fazenda Real* à l'époque, Sebastião Mendes de Carvalho, la magnitude de la nouvelle église était telle, « que dans aucune mine on ne trouve un temple aussi grand, même dans les noyaux urbains à côté de la mer aucun autre n'aurait été aussi avantage »<sup>499</sup>.

En invoquant la croissance du nombre de fidèles, l'Irmandade de São Miguel e Almas, en tant que responsable des travaux, adresse une demande au *Senado da Camara* (l'entité responsable du contrôle des constructions publiques), le 22 août 1739, afin de solliciter l'autorisation pour la construction du nouveau temple. Conformément aux données énoncées par Cristina de Cássia Pereira Moraes, les noms de personnes connues apparaissent dans ce document : Agostinho Pacheco Teles, Bartolomeu Bueno da Silva, João Leite da Silva Ortiz, Antônio Dias da Silva, Antônio Brito Ferreira, Tomé Gomes de Aragão, Antônio Xavier Garrido, João Lopes Zédes, Antônio Brito Rabêlo, Miguel Carlos, Manoel R. Tomas et Padre Manoel Dias da Silva<sup>500</sup>. Après la remise solennelle du document aux conseillers municipaux et l'enregistrement de l'acte dans les annales du *Senado da Camara*<sup>501</sup>, les membres de l'Irmandade de São Miguel circulèrent solennellement dans les rues de la ville comme une procession de notables<sup>502</sup>.

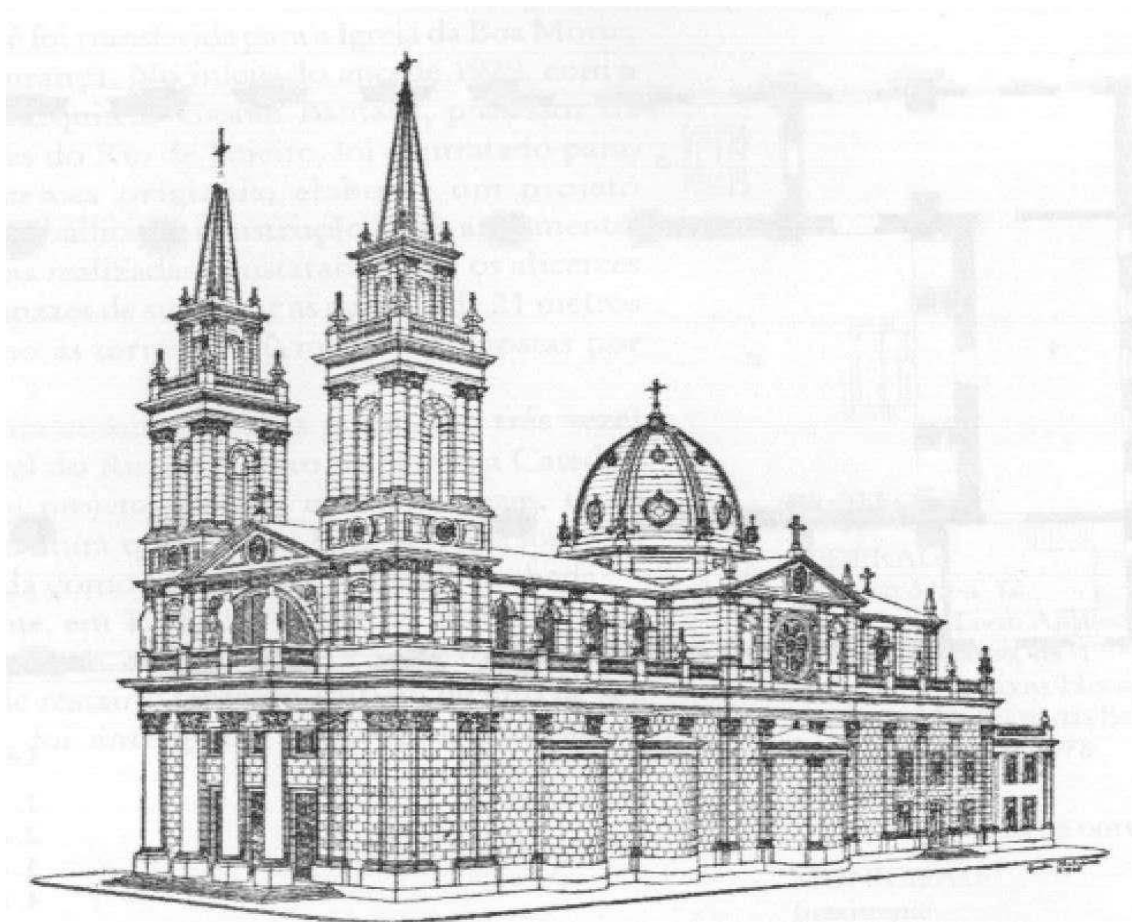
---

<sup>499</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 3, D. 235.

<sup>500</sup> Cristina de Cássia Pereira Moraes, *O corpo místico de Cristo*, op. cit., p. 166.

<sup>501</sup> Arquivo Frei Simão Dorvi [AFSD], Documents Avulsos : *Ata da Câmara*, 22 août 1739, fl. 104v. Cité en Cristina de Cássia Pereira Moraes, *O corpo místico de Cristo*, op. cit., p. 167.

<sup>502</sup> Les raisons qui incitaient la réalisation d'un cortège dans la société coloniale étaient diverses. Voir, par exemple, Serafim Leite, *História da Companhia de Jesus no Brasil*, Rio de Janeiro : Instituto Nacional do Livro, 1950, v. III, p. 299-342. En tant que pratique religieuse et manifestation de la culture baroque dans la société coloniale et dans l'Amérique portugaise, sa réalisation à l'occasion de la construction de nouveaux temples était commune. Cf. Beatriz Catão Cruz Santos, *O corpo de Deus na América : a festa de Corpus Christi nas cidades da América Portuguesa - século XVIII*, São Paulo : Annablume, 2005. Dans ce cas, ce qui semble intéressant réside dans le fait que le *Senado da Camara* apparaît comme le point de départ du défilé, l'institution qui aurait le pouvoir de déclencher la marche dans la ville, révélant la légitimité naissante du pouvoir des membres de la *câmara* de Vila Boa de Goiás.



**Illustration 8.** Projet architectural originale de l'église Matriz Sant'Ana. Source : Nestor Goulart Reis Filho. *Imagens de Vilas e cidades do Brasil Colonial*, São Paulo : EDUSP, 2000.

Cependant, face aux difficultés rencontrées pour l'exécution du projet, ce sont les conseillers municipaux de la ville qui entrent en scène afin de trouver les moyens nécessaires pour la construction de la nouvelle église matrice. Trois ans plus tard, le 21 mars 1742, devant la menace d'effondrement de la petite chapelle, le *Senado da Camara* interpelle le roi du Portugal en sollicitant son aide pour la construction du nouveau temple. La réponse de Lisbonne ne tarde pas : environ un an plus tard, une provision du monarque, daté du 2 avril 1743, autorise la *Fazenda Real* à participer de l'association établie à Vila Boa pour la construction de l'église, qui comptait déjà sur les dons des habitants et les contributions du *Senado da Camara*<sup>503</sup>.

En fait, l'intendant et pourvoyeur de la *Fazenda Real*, Sebastião Mendes de Carvalho écrit au monarque, le 22 avril 1744, pour confirmer sa participation au projet de construction de l'église matrice et informe que, en raison à la précarité dans

<sup>503</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 3, D. 215.



laquelle se trouvait l'ancienne chapelle quand la provision royal est arrivée à leurs mains, les travaux avaient déjà repris par l'initiative des habitants de Vila Boa. Il explique aussi que l'utilisation de l'ancienne chapelle provoquait de très nombreux inconvénients et que le temple ne comportait plus le grand nombre de fidèles qui le fréquentait auparavant. Au cours des cérémonies les plus populaires, des familles entières avaient cessé d'aller à l'église à cause de la situation précaire de l'édifice.

Un an plus tard, le 26 avril 1745, le Conseil d'Outre-mer, jugeant « trop imparfait » le plan envoyé depuis les mines de Goiás, ordonne d'adresser au *Senado da Camara* de Vila Boa un projet pour la nouvelle église matrice, élaboré à Lisbonne. Les membres du Conseil demandent aussi que dans le cas où il y aurait des dons volontaires de la part des habitants ou que des ressources de la *Fazenda Real* puissent être appliqués aux travaux, que ceux-ci soient déposés dans un coffre à trois clés et que les dépenses ne soient réalisés qu'avec l'autorisation du *Senado da Camara* et l'approbation de l'*ouvidor*, tout en maintenant informé le gouverneur de São Paulo sur ce sujet<sup>504</sup>.

En 1746, les membres du *Senado da Camara*, une fois de plus, sollicitent auprès du monarque des moyens pour achever la construction du bâtiment de l'église matrice de Notre Dame de Sant'Anna de Vila Boa de Goiás<sup>505</sup>. Ils font valoir que lorsque le projet d'architecture envoyé par Lisbonne est arrivé à Goiás, l'œuvre était presque conclue et qu'il ne manquait plus que la cimaise de la façade principale et les tours. En outre, malgré l'avancé des travaux, ils entendaient conclure leur construction conformément au projet de Sa Majesté<sup>506</sup>. Nonobstant, le bâtiment n'a jamais eu l'aspect architectural proposé dans le projet du monarque. C'est peut-être pour cela que l'édifice a eu besoin de réparations constantes jusqu'à son effondrement en 1759 – avant son abandon en 1777, quand une rénovation fut conclue par le maître Manoel José do Nascimento<sup>507</sup>. Toujours selon Pereira Moraes, jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, les interventions du *Senado da Camara* ont été

---

<sup>504</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 4, D. 301.

<sup>505</sup> *Ibid.*

<sup>506</sup> Cristina de Cássia Pereira Moraes, *O corpo místico de Cristo, op. cit.*, p. 169.

<sup>507</sup> *Ibid.*, p. 171.

constantes pour assurer des aides financières aux rénovations répétées et aux reconstructions du bâtiment de l'église matrice<sup>508</sup>.

### 5.2.2 La confrérie de dévotion des Républicains

Mais l'action des membres de la *Camara* n'est pas restée confinée à la dimension matérielle de l'organisation des espaces sacrés de Goiás. Elle a également influencé les cercles immatériels de leur constitution. Ainsi, en 1742, la confrérie de dévotion des Républicains<sup>509</sup> a été créée, dont le saint protecteur est Saint Sébastien<sup>510</sup>, engendrant des racines plus profondes dans les cercles dévotionnels consacrés au monde spirituel. Des années avant, en 1733, le roi João V avait ordonné au gouverneur de la Capitainerie du Rio de Janeiro la mise en place d'une procession solennelle en hommage au même saint, le clergé régulier comme du séculier à y participer<sup>511</sup>. Au Goiás, les conseillers municipaux, responsables de leurs cultes, organisent des fêtes et des cortèges et prennent soin de l'autel et des ornements installés au siège du *Senado da Camara*<sup>512</sup>.

---

<sup>508</sup> *Ibid*, p. 169.

<sup>509</sup> Pereira Moraes, se rapportant à la nature juridique des associations religieuses dans les mines de Goiás, confirme l'existence des *Irmandades* laïques sujets à la juridiction de la Couronne et des *Irmandades* laïques sujets à la juridiction de l'Église, établies et instituées à travers une approbation ecclésiastique, après la création de la Capitainerie. Les *Irmandades* de dévotion, au contraire, ont précédé l'organisation administrative et ecclésiastique de la Capitainerie. Selon l'auteur, jusqu'à la moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, nous trouvons des associations appelées *Irmandades* parce qu'elles possédaient leur propre chapelle ou temple, et des associations appelées confréries (comme c'était le cas de celle des Républicains) qui possédaient des autels latéraux dans certaines églises, en l'honneur de leur saint protecteur. En argumentant la thèse du lien entre l'enracinement dans la région des mines et la religiosité, l'auteur énumère l'existence de plusieurs confréries et d'*Irmandades*, instituées dans Goiás durant le XVIII<sup>e</sup> siècle. Quand la prélature de Goiás a été créée (en 1745) et, peu après, lors de la création de la Capitainerie (en 1749), il y avait déjà les *Irmandades* de São Miguel e Almas (1733), celle de Nossa Senhora do Rosário dos Homens Pretos (1734), celle du Santíssimo Sacramento (1742), celle de Nossa Senhora da Boa Morte (1749) et celle de São José (1749). Dans la même période ont été créées celle de Santa Efigênia (avant 1752) et celle du Senhor dos Passos (antérieure à 1751). Les confréries de Santo Antônio et celle des Républicains existaient aussi à Vila Boa. Cf. Cristina de Cássia Pereira, *O corpo místico de Cristo*, op. cit., p. 147.

<sup>510</sup> Saint Sébastien (France, 256 d.C. – 286 d.C.) originaire de Narbonne et habitant à Milan, fut un martyr et saint chrétien, mort pendant la persécution commandée par l'empereur romain Diocleciano. Son histoire est racontée par Jacopo de Varazzi (1230 - 1298), écrivain italien et archevêque de Genova, auteur et compilateur de la *Legenda Aurea*, une collection sur les vies légendaires des grands saints de l'église médiévale. Cf. Jacopo de Varazzi, *Legenda Aurea*, São Paulo : Companhia das Letras, 2003.

<sup>511</sup> Cf. Beatriz Catão Cruz Santos, *O corpo de Deus na América*, op.cit., p. 48.

<sup>512</sup> AFSD, Livre 192, numéro 42, *Atas da Câmara* 1736-1762, fls. 62v-63.

Dans les domaines sacrés de la ville<sup>513</sup>, le *Senado da Camara* cherchait aussi à exercer l'autorité due à ses attributions dans le contexte des fêtes officielles et religieuses. En plus de toutes les fonctions qui lui revenaient dans les espaces du gouvernement de la ville et en dépit de fréquentes plaintes concernant les difficultés financières qui sapaient les économies du *Senado da Camara*, la réglementation, l'organisation et le parrainage des fêtes faisaient aussi partie de l'agenda des membres de la *Camara*<sup>514</sup>. Sur ce plan, tout en renforçant les liens sociaux et en rendant public leur place dans la hiérarchie des pouvoirs de Vila Boa de Goiás, ils ont assumé très tôt leur rôle, obéissant autant aux lois canoniques, qu'à la législation royale qui réglementait les fêtes publiques dans les domaines d'outre-mer<sup>515</sup>.

Patronne de l'Évêché de la ville du Rio de Janeiro, la dévotion de Saint Sébastien a commencé dans Goiás lorsqu'un dévot a fait don d'une image de Saint pour orner une oratoire au siège du *Senado da Camara*<sup>516</sup>. À l'exemple d'autres cérémonies associées au pouvoir royal, l'apparition de la confrérie des Républicains et, simultanément, du défilé de Saint Sébastien, coïncident pratiquement avec la naissance de Vila Boa, comme il arrive souvent dans les moments de genèse d'autres villes coloniales<sup>517</sup>. Faisant partie du calendrier des fêtes royales, le défilé des

---

<sup>513</sup> Lieu par excellence pour la disposition des symboles du projet colonial, la ville et tout l'espace urbain des mines étaient considérés comme l'environnement idéal pour l'expression publique du pouvoir du roi du Portugal, réaffirmée à travers les monuments et les édifices, l'ordination de l'espace et des événements sociaux, en particulier ceux qui se produisaient dans les rues, comme les fêtes et les processions. Voir, à ce sujet, Júnia Ferreira Furtado, *Desfile: a procissão barroca*, *Revista Brasileira de História*, 1997, v. 17, numéro 33, p. 251-279.

<sup>514</sup> Quelques historiens font référence à une absence de moyens permanent des câmaras, comme c'est le cas de Vila Boa de Goiás. Cependant, cette situation semble davantage refléter l'idée que cette crise persistante faisait partie de la logique imprégnant l'ensemble de la société de l'Ancien Régime portugais. Cf. Beatriz Catão Cruz Santos, *O corpo de Deus na América*, *op. cit.*, p. 77.

<sup>515</sup> Les itinéraires tracés par l'historiographie sur la fête en tant qu'objet d'étude sont des plus variés. Pour un inventaire sur ce sujet, voir Istvan Jancsó et Íris Kantor (Dir.), *Festa: cultura e sociabilidade na América Portuguesa*, São Paulo: Hucitec/Edusp/ Fapesp, Imprensa Oficial, 2001; Maria Manuela Ramos de Souza e Silva, *A Historiografia Descobre a Festa*, *Hélade*, 2000, v. 1, numéro 1, p. 38-52; B. Cavalcante, João Massao Kamita, Marcelo Jasmin et Silvia Patuzzi, *Modernas tradições: percursos da cultura ocidental, séculos XV-XVII*, Rio de Janeiro: Access, 2002; Beatriz Catão Cruz Santos, *O Corpo de Deus na América: a festa de Corpus Christi nas cidades da América portuguesa – século XVIII*, São Paulo: Annablume, 2005; José Ramos Tinhorão, *As festas no Brasil colonial*, São Paulo: Editora 34, 2000; José Antonio Maravall, *A cultura do barroco. Análise de uma estrutura histórica*, São Paulo: Edusp, 1997; Mary Del Priore, *Festas e utopias no Brasil Colonial*, São Paulo: Brasiliense, 1994 et João José Reis, *A Morte é uma Festa - Ritos Fúnebres e Revta Popular no Brasil do Século XIX*, São Paulo: Companhia das letras, 1992.

<sup>516</sup> Cristina de Cássia Pereira Moraes, *O corpo místico de Cristo*, *op. cit.*, p. 429.

<sup>517</sup> Après la création de Vila Boa de Goiás, et bien que la confrérie des Républicains soit apparue seulement en 1742, la procession de Saint Sébastien n'a pas été organisée immédiatement par les

Républicains en hommage à Saint Sébastien fut depuis lors organisé dans Vila Boa, sous les auspices du *Senado da Camara*, tous les 20 janvier de chaque année. Le fait qui inaugure et rend possible la fête et le défilé de Saint Sébastien demeure le statut même de Vila Boa, et cela implique donc un geste initial de la part du *Senado da Camara* en tant que versant politique de la ville coloniale.

Normalement, les actes des réunions des conseillers municipaux contiennent des récits sur les préparatifs du défilé des Républicains. La cérémonie était préparée depuis les premiers jours de l'année et une autorisation officielle était nécessaire au procureur de la *Camara* pour qu'il puisse faire les dépenses destinées à l'acquisition et à la préparation du matériel utilisé, comme la cire, la musique et d'autres éléments – tout étant bien entendu pourvu par le *Senado da Camara*<sup>518</sup>.

Il appartenait aussi aux conseillers municipaux d'accompagner tout le processus d'organisation, en indiquant la position des autorités qui participent au cortège, « en faisant des nominations des Républicains » « pour la cérémonie du glorieux Martyr Saint Sébastien » : pour l'*estandarte*, pour le Dais, les *tochas*, les lanternes et le brancard. En plus, ils disposaient d'une certaine ascendance sur le vicaire et les *irmandades* locales, comme le confirme les annales d'une réunion réalisée le 12 janvier 1793, où ils décident d'envoyer des « lettres officielles au Révérend Vicaire de la Vara et de l' [église] Matrice pour participer aux besoins de la cérémonie de Saint Sébastien, comme aussi la Confrérie du Saint Sacrement »<sup>519</sup>.

La procession des Républicains, à l'exemple de la fête de *Corpus Christi* que nous analyserons par ailleurs, se constitue sous le commandement des membres de la *Camara*, au moyen d'un défilé auquel participent les différents corps sociaux de Vila Boa de Goiás. Ordonnés hiérarchiquement, ces corps ne doivent plus en former qu'un seul : le Corps de Dieu. Nous pouvons inférer que, grâce à la récurrence et aux

---

conseillers municipaux. Selon l'*ouvidor-geral* des mines du Goiás, Manuel Antunes da Fonseca, parmi les fêtes religieuses prévues, le *Senado da Camara* organisait seulement la fête de *Corpus Christi*. Pour cette raison, les membres de la câmara demandaient au roi les mêmes privilèges et aides financières que Vila Rica, en étant « persuadés de devenir la capitale de ce *comarca* et des mines », et ainsi, pouvoir faire appliquer tout le calendrier des fêtes religieuses sous sa responsabilité. Cf. AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 2, D. 160. Cruz Santos rappelle la simultanéité d'implantation des fêtes de *Corpus Christi* avec la naissance des villes coloniales de Salvador, en 1549, Princesa, dans la région des Minas Gerais, et Recife, en 1710. Cf. Beatriz Catão Cruz Santos, *O corpo de Deus na América, op.cit.*, p. 73.

<sup>518</sup> Instituto de Pesquisa e Estudos Históricos do Brasil Central, [IPEHBC], Documents Avulsos, *Atas do Senado da Camara de Vila Boa de Goiás*, 2 janvier 1793, folha 82v et 113v.

<sup>519</sup> IPEHBC, 12 de janeiro de 1793, f. 84.

diverses fonctions qui lui sont attribuées, le *Senado da Camara* jouait un rôle spécifique dans l'encadrement social durant le cérémonial de la procession. La description d'un cortège qui se déploie dans les rues de la ville révèle la position et l'ordre des corps sociaux. Il indique aussi, comme dans une mise en scène théâtrale et pour un public attentif, la hiérarchie qui marque les places des pouvoirs dans Vila Boa de Goiás :

Tout d'abord, une danse entre les Turcs et les chrétiens est suivie d'autres danses, tous étant habillés richement. Ensuite, deux figures à cheval représentant le *Senado [da Camara]* et l'Église, précédées par des chevaliers avec leurs têtes entourées par une coiffure de fleurs et de diamants. Ceux-ci étaient suivis, sur les côtés, par deux jeunes hommes habillés en robes de *Mercur*. Derrière eux venaient huit noirs habillés en grande style et jouant de *Charmelas* (ancien instrument à souffler). Deux pas après, habillée en robes d'or et avec turban, une figure à cheval avec des armements royaux brodés sur la poitrine avec ses mots : Vive le *Senado*. Par les autres côtés, deux autres figures à cheval suivaient également, sur lesquelles se tenaient deux jeunes hommes habillés dans un style tragique. Après, venaient des figures représentant les sept planètes. Ensuite la procession se composait de l'Irmandade de São Miguel e Almas, dont le pourvoyeur était le Juge Ordinaire [le président du *Senado da Camara*] et un entourage nombreux de la noblesse de la Vila et de leurs districts qui avaient servi à la République : le *Santíssimo Sacramento*, l'Irmandade de Notre Dame de la *Lapa*, l'Irmandade de *Santo Antonio*, l'Irmandade de Notre Dame de la *Boa Morte*. Au-dessous d'une croix les nombreux membres du clergé de la paroisse allaient avec le Divin Sacrement au-dessous du précieux Dais qui était entre les mains du Révérend Vicaire de l'église Matrice. Derrière suivaient le Capitaine Général des Guayazes Alvaro Joseph Botelho, comte de São Miguel et la Compagnie des Dragons et Piétons portant le brancard avec l'image du Saint. La procession touchait sa fin à l'église Matrice de Santa Ana, où on a célébré la messe chantée avec sermon<sup>520</sup>.

Nous remarquons ainsi que, par le biais d'une cérémonie sacrée, toute la société peut être vue et être représentée avec unité, ordre et permanence. De même, si, comme nous l'avons vu ailleurs, le champ du politique émerge du sacré en donnant forme et contours à la société, dans la procession des Républicains, c'est la

---

<sup>520</sup> Description faite en Cristina de Cássia Pereira Moraes, *O corpo místico de Cristo*, op. cit., p. 431. Cf. AFSD, *Atas da Câmara 1736-1762*. Livre 192, numéro 42, fs. 081v-082 et 082v.

représentation du cérémonial en l'honneur de Saint Sébastien qui offre aux yeux avides du public l'image spectaculaire du pouvoir politique du *Senado da Camara*.

Intégrant l'univers social et la hiérarchie des institutions en tant que membres d'un corps unique, le *Senado da Camara* se joint à la communauté locale en établissant simultanément les bases et les fondements de son pouvoir. Dès lors, nous pouvons observer la « convergence symbolique du cortège à travers le *Corpo Místico* (Corps Mystique), c'est-à-dire, la participation des volontés de tous les ordres – des pieds à la tête – du royaume unifié dans un tout. En conséquence, le haut de la hiérarchie ou la tête du Corps Mystique se constituait selon la meilleure représentation de son unité, à savoir le *Senado da Camara* »<sup>521</sup>.

À partir de cette représentation, la suprématie hiérarchique de la *Camara*, en tant que « tête du corps mystique », renvoie à la légitimité de son pouvoir élaborée dans les méandres des espaces publics de la ville. À l'exemple du Rio de Janeiro de la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>522</sup>, une nouvelle sociabilité prenait forme en soumettant les habitants de la ville à la logique d'un contrôle et d'une fiscalité qui modifiaient les relations de pouvoir à l'intérieur de l'espace urbain. Dans le cas de Vila Boa de Goiás, cette sociabilité est à l'origine des « changements qui pointent vers la complexité de l'utilisation des espaces de la ville, sa richesse symbolique et l'efficacité de son instrumentalisation politique »<sup>523</sup>.

Mais la constitution de cette unité du corps mystique suivait le cours ordinaire du temps et des choses. Il constituait une vision de monde compatible avec l'univers naturel vécu par les habitants de Vila Boa de Goiás. Malgré des distinctions sociales et des pouvoirs politiques inégaux, la croyance qui institue et nourrit l'existence du sacré semble niveler les hommes face aux insécurités et aux tourmentes apportées par l'inconnu. Ainsi, durant l'année 1794, les conseillers municipaux proposent une cérémonie en grande pompe emprunte de solennité : acculés par la peur des maladies et des épidémies qui ravagent la région, ils cherchent au moyen de la procession des républicains, la reconnaissance du « Très Haut » et la diminution des châtiments qui s'abattaient sur le peuple.

---

<sup>521</sup> Cristina de Cássia Pereira Moraes, *O corpo místico de Cristo*, op. cit., p. 431.

<sup>522</sup> Cf. Beatriz Catão Cruz Santos, *O corpo de Deus na América*, op.cit., p. 71.

<sup>523</sup> Maria Fernanda Batista Bicalho, *A cidade e o Império : o Rio de Janeiro no século XVIII*, Rio de Janeiro : Civilização Brasileira, 2003, p. 231.

Durant la première réunion de l'année, réalisée par les membres du *Senado da Camara*, quelques juges étaient absents, terrassés par une maladie qui s'était disséminée dans la ville<sup>524</sup>. Après avoir autorisé les dépenses pour la réalisation des cérémonies en honneur de Saint Sébastien, les membres de la *Camara* affirment qu'il s'agit en fait d'une année exceptionnelle. À cause de la présence excessive de maladies, et « comme l'année est critique et les maladies continuent, on doit faire cette festivité avec la plus grande solennité, puisqu'à travers l'intersection de ce Saint, nous mériterons les indulgences du Très Haut en arrêtant les épidémies qui se sont répandues dans la région ». De même, les *vereadores* réunis proposent aussi une fête « avec Messe chantée, exposition du Seigneur et sermon »<sup>525</sup>.

Cette croyance dans le pouvoir de Saint Sébastien a des connexions avec un passé très distant. Né en France, Sébastien s'est engagé dans l'armée romaine, devenant un proche des Empereurs Diocleciano et Maximiliano. Désigné capitaine de la garde prétorienne, sa conduite compatissante envers des prisonniers chrétiens a amené l'empereur à l'accuser de trahison et ordonner son exécution au moyen de flèches, ce qui devint le symbole de son iconographie. Considéré comme mort, Sébastien a survécu miraculeusement. Découvert et aidé par Irène (Sainte Irène), il s'est présenté à nouveau devant Diocleciano, qui a ordonné qu'il serait battu jusqu'à la mort. Son corps fut jeté dans l'égout public de Rome. Malgré des inconsistances dans l'histoire de sa vie, la méthode barbare de son exécution a fait de Saint Sébastien un sujet récurrent dans l'art médiéval, représenté comme un jeune homme attaché à un étai et traversé par plusieurs flèches – trois flèches, une verticale et deux en croix, attachées par une corde, ce qui constitue son symbole héraldique. Tout comme Saint Georges, Sébastien a été un soldat romain martyr et un saint dont le culte a atteint son apogée durant le Bas Moyen Âge, tant dans l'Église catholique que dans l'Église orthodoxe. Depuis lors, selon l'hagiographie, les flèches symbolisent les punitions se déversant du ciel vers l'humanité pécheuse, à l'instar des pestes – à cause des blessures cancéreuses qu'elles provoquent. De la même manière que la religiosité

---

<sup>524</sup> IPEHBC, 1794, f. 113v.

<sup>525</sup> *Ibid.*

populaire et la miséricorde chrétienne sont invoquées comme protectrices contre la faim, la guerre et les épidémies<sup>526</sup>.

Cette année 1794, le cérémonial du défilé des Républicains a pris un caractère spécial avec une messe chantée, le corps du Christ exposé au public et un sermon payé en poids d'or : en appelant à l'intervention de Saint Sébastien, le saint protecteur de l'Évêché, le *Senado da Camara* avait décidé de payer au révérend et enseignant Luis Antônio da Silva e Souza une « aumône de vingt huitièmes d'or »<sup>527</sup>. Ainsi, malgré la sincérité apparente de la foi chrétienne dans la vie des habitants des mines de Goiás, les membres de la *Camara* faisaient de leurs actions dans le monde du sacré un instrument politique qui sacralisait leur position dans la hiérarchie sociale de Vila Boa.

### 5.2.3 La fête et la procession de *Corpus Christi*

Les moments où les fêtes et les processions offrent aux *confréries* et aux *irmandades* des occasions pour une démonstration publique de leurs manifestations religieuses, apparaissent nombreux : l'Avènement du Seigneur, la fête et Folie des Saints Rois, le Quarême, la Semaine Sainte et Pâques, la procession des Pas de la Passion, Dimanche des Rameaux, *Quarta* et *Quinta-Feira Maiores*, la Procession des *Endoenças*, le *Sexta-feira Maior*, le Samedi Saint et le Dimanche de Pâques, l'Ascension, Pentecôtes et les *Fêtes das Guardas Solennelles*<sup>528</sup>. Il s'agit de célébrations liturgiques que chaque *irmandade* et confrérie consacrent à leur Saint, avec des dates qui se répartissent tout au long de l'année, donnant vie au calendrier civil et religieux de la société minière<sup>529</sup>.

---

<sup>526</sup> Cristina de Cássia Pereira Moraes, *O corpo místico de Cristo*, op. cit., p. 430.

<sup>527</sup> IPEHBC, 1794, f. 113v.

<sup>528</sup> Célébrations liturgiques que chaque confrérie ou *Irmandade*, donnaient à des dates différentes pour son saint protecteur. Dans les mines de Goiás, plusieurs associations religieuses existaient. Quelques-unes étaient basées à Vila Boa et d'autres dans les *arraiais* : *Irmandade* de São Miguel et Almas, *Irmandade* de Santo Antônio, *L'Irmandade* de la Lapa, *Irmandade* do Senhor dos Passos, *Irmandade* du Santíssimo Sacramento, *Irmandades* de Notre Dame du *Rosário* des Noirs, *Irmandades* de São Benedito, *Irmandade* de Notre Dame d'Abadia, *Irmandades* de Boa Morte, *Irmandade* de Santa Efigênia et *Irmandade* et Confrérie de São José. Cf. Cristina de Cássia Pereira Moraes, *O corpo místico de Cristo*, op. cit., p. 419-426.

<sup>529</sup> *Ibid*, p. 418.



D'autre part, dans un monde saturé de représentations et d'activités religieuses, la fréquence des défilés royaux tend à imposer la domination de Vila Boa sur tout le territoire des mines de Goiás. C'est dans cette ville capitale que se décrètent les jours utiles et les congés, le travail et le repos, le rythme et la vie sociale des habitants. Pour les fêtes les plus importantes, elle impose la participation de l'ensemble des habitants du *concelho*<sup>530</sup>. En 1742, outre la fête organisée en hommage à Sant'Anna, patronne du village, quatre fêtes royales sont programmées à Vila Boa : *Corpus Christi*, Ange Custode, Sainte Isabelle et Saint Sébastien<sup>531</sup>. Comme nous l'avons vu ailleurs, Vila Boa de Goiás a été superposée à l'espace urbain de l'*arraial* de Sant'Anna et, sous les auspices de Lisbonne, elle invente une nouvelle société. Grâce à ce geste fort, le temps colonial prétend se substituer au temps des *arraiais*, où le champ du sacré se trouve associé au rythme dicté par les premiers découvreurs et les associations religieuses. Sur ce point, Vila Boa représente l'affirmation d'un temps nouveau sur la mémoire et les traces encore « fumantes » des anciens noyaux urbains<sup>532</sup>.

Importante cérémonie royale, la procession de *Corpus Christi*, ou Corps de Dieu, offre une image cristallisée des positions de chaque corps social, en même temps qu'elle révèle les oppositions et les luttes qui visent à garantir ou préserver la prééminence sur les lieux de chaque catégorie de la hiérarchie sociale et politique des mines. Fête religieuse rendue universelle par l'Église pendant le Moyen Âge, elle a été accaparée par la monarchie portugaise à l'époque moderne, créant un contexte où les sphères de la religion et de la politique se superposent ordinairement. Coordinés aussi bien par l'Église que par la Monarchie, ses contours montrent une cérémonie dans la confluence d'une « double ordination »<sup>533</sup>, ce qui, dans le cours des défilés réalisés dans Goiás, favorise les disputes pour l'espace et pour le pouvoir entre les représentants de l'Église et de la Couronne.

---

<sup>530</sup> Il est important de signaler le caractère obligatoire des processions, défini par les Constitutions de l'Archevêque de Bahia qui, en grande partie, réglementaient les pratiques religieuses des colonies portugaises en Amérique. Cf. *Constituições primeiras do arcebispado da Bahia feitas e ordenadas pelo ilustríssimo e reverendíssimo senhor D. Sebastião Monteiro da Vide, 5º arcebispo do dito Arcebispado, e do conselho de Sua Magestade : propostas e aceitas em o Synodo Diocesano, que o dito senhor celebrou em 12 de junho do anno de 1707*, São Paulo : Tipografia 2 de dezembro, 1853.

<sup>531</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 2, D. 160.

<sup>532</sup> Laurent Vidal, *Sous le masque du colonial*, *op. cit.*, p. 589.

<sup>533</sup> Beatriz Catão Cruz Santos, *O corpo de Deus na América*, *op. cit.*, p. 33.

Organisée par le *Senado da Camara*, on s'attendait toujours à ce que la fête de *Corpus Christi* soit un grand défilé, solennel et célèbre, puisqu'elle était recommandée par le roi du Portugal. Il est intéressant d'observer, comme l'a fait Cruz Santos, que cette simultanéité peut être vue, par un observateur d'aujourd'hui, comme un mélange entre les domaines de la religion et de la politique : « c'était justement », dit-elle, « un des éléments qui nourrissait la festivité, en célébrant le Corps de Dieu dans le Royaume et ses domaines »<sup>534</sup>. La célébration, en organisant la cérémonie, favorisait également l'émergence de confrontations entre les autorités politiques et religieuses.

Effectivement, au Portugal, l'histoire de la fête de *Corpus Christi* avait toujours été associée aux *Camaras*. Les registres existants indiquent qu'elle a été instituée en 1387 par le *Senado da Camara* de Lisbonne, en commémoration de la bataille d'Aljubarrota contre les Espagnols. En Amérique portugaise, comme dans le royaume, l'apparition et la propagation de cette cérémonie sont liées aux initiatives des membres des *Camaras*, et donc étroitement liées aux villes coloniales<sup>535</sup>. Dans les mines de Goiás, à l'approche de la date de la fête, c'est le *Senado da Camara* de Vila Boa qui annonce sa réalisation par une proclamation publique. C'est le même *Senado da Camara* qui punit les abus commis par les participants à la procession ou même le public dans son ensemble, qui doit obligatoirement assister au défilé. C'est encore le *Senado da Camara* qui se charge des dépenses liées à l'organisation de la fête, en rémunérant les ecclésiastiques pour leurs sermons, veillant à faire respecter l'ordre du cortège et, bien sur, la planification et la préparation méticuleuse du parcours dans les rues de la ville.

Ainsi, les annales du *Senado da Camara* enregistrent les préparatifs de la cérémonie. Dans les sessions du 11 et 15 mai 1793, des dépenses ont été autorisées pour l'achat de cire et des juges des *ofícios mecânicos* ont été élus. Le 22, des « personnes républicaines » ont été nommées et la position de chacune d'entre elle a été attribuée au sein du cortège. Les officiers municipaux ont fait publier une proclamation pour convoquer la population afin qu'elle prépare les rues, et ils ont

---

<sup>534</sup> *Ibid*, p. 34.

<sup>535</sup> *Ibid*, p. 43.

envoyé des lettres au vicaire de la Matrice et à *l'Irmandade du Santíssimo Sacramento*<sup>536</sup>.

Néanmoins, comme nous l'avons observé ailleurs, les avancées institutionnelles du *Senado da Camara* sur l'espace urbain des mines de Goiás ne sont jamais arrivées sans résistances. Depuis la création de Vila Boa, les membres de la *Camara* profitaient des opportunités et des occasions pour exercer leur autorité, en imposant et en légitimant, pas à pas, leur pouvoir dans toutes les sphères de la vie quotidienne de la société minière. En tant qu'instance politique locale, ils se procuraient une autonomie de plus en plus large, en se présentant, devant la multiplicité des pouvoirs existants, comme les représentants directs du roi et de la monarchie<sup>537</sup>. En fait, dans les coulisses du théâtre mis en scène pour les cérémonies de *Corpus Christi* dans les rues de Vila Boa, le scénario révèle des actes et des méthodes employées par les membres de la *Camara* qui confirment cette tendance. À chaque étape de la fête, les conseillers municipaux ont la prétention explicite de soumettre à leur contrôle – aux volontés imposées par le discours officiel qu'eux seuls incarnent – les dirigeants des autres corps sociaux (les autres élites) qui composent l'univers social des mines de Goiás.

Ainsi, en 1742, connaissant l'importance et la signification de la cérémonie au sein de la monarchie et ses possessions d'outre-mer, les membres de la *Camara* ordonnent d'arrêter quatre membres de *l'Irmandade do Santíssimo Sacramento* et arrivent à menacer de ne plus réaliser la procession de *Corpus Christi*. La première cause de ce conflit avait été la réserve avec laquelle les membres de l'Irmandade traitaient l'espace sacré du temple. Ils alléguaient que les personnes nommées par la *Camara* pour transporter le Dais n'avaient pas le droit de le prendre dans l'enceinte même de l'église, un cérémonial destiné seulement aux « Frères du Seigneur », c'est-à-dire, aux membres de l'Irmandade<sup>538</sup>. La seconde raison de la discorde rend plus clair la nature tendue des relations entre les membres de la *Camara* et les membres de l'Irmandade : conformément aux conseillers municipaux, « les Irmandades de cette Vila » se refusent à « accompagner les Processions Royales » et à céder les « Saints

---

<sup>536</sup> IPEHBC, 1793, fs. 92v-96.

<sup>537</sup> Laurent Vidal, *Sous le masque du colonial*, *op. cit.*, p. 598.

<sup>538</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 2, D. 192.

ornements » pour la réalisation de la festivité<sup>539</sup>. De leur côté, les membres de l'Irmandade du Santíssimo Sacramento allèguent que ce n'était pas dans leur obligation de faire des dépenses avec la cire utilisée dans le défilé. Puisque, disent-ils, c'était eux qui ont fait, « en dépensant des arrobes d'or », les réformes de l'église et qui supportaient le coût des parements « nécessaires à la célébration des offices divins »<sup>540</sup>. Après des heures de négociations destinées à les convaincre de louer les parements, et grâce aussi à l'intervention du gouverneur, les conseillers municipaux reconnaissent que les membres de l'Irmandade les ont finalement loués avec beaucoup contrariété et, qu'en effet la fête a été réalisée. Cependant, ils l'ont fait avec autant de réclamations « contre cette *Camara* » que les conseillers municipales ont pris la résolution de ne refaire la même fête royale, qu'après l'intervention et la mise en scène d'autres « providences » de la part du roi du Portugal<sup>541</sup>.

Néanmoins, la première et la seconde cause du conflit occultaient la vraie raison de l'insatisfaction des frères de l'Irmandade qui, en essayant d'empêcher l'accès à l'autel de l'église et l'utilisation des parements indispensables à la réalisation de la procession, agissaient en représailles vis-à-vis d'une autre décision du *Senado da Camara* : l'exclusion du pourvoyeur de l'Irmandade du Santíssimo Sacramento immédiatement après le Dais. Les membres de la *Camara* le menaçaient de prison s'il s'obstinait à occuper cette place durant le cortège du Corps de Dieu.

En réponse à l'intimation des officiers de la *Camara*, les membres de l'Irmandade, dans une lettre du 20 mai 1742, répliquent en proclamant ne vouloir pas céder au sujet de la place occupée par le pourvoyeur dans la hiérarchie du cortège, puisqu'il avait l'habitude de l'occuper les « années antérieures ». En conséquence, ils ne changeraient pas leur décision, sauf sur décision directe du roi du Portugal. Dans le cas contraire, ils ne permettraient pas l'utilisation des ornements, ni même du dais, propriétés exclusives de l'Irmandade. Ils avancent donc que les parements étaient acquis grâce aux propres ressources de l'association religieuse et non grâce aux finances royales, comme c'était la coutume dans les processions du Corps de Dieu au sein des autres régions de l'Empire<sup>542</sup>.

---

<sup>539</sup> *Ibid.*

<sup>540</sup> *Ibid.*

<sup>541</sup> *Ibid.*

<sup>542</sup> *Ibid.*

Le lendemain, en représailles à la résistance des membres de l'Irmandade, les conseillers municipaux convoquent le pourvoyeur, le greffier, le trésorier et le procureur de l'Irmandade do Santíssimo Sacramento au siège de la *Camara*. Après les avoir interrogés, ils ordonnent leur emprisonnement et décrètent vouloir les mettre au pilori, « endroit destiné aux délinquants accusés de crimes graves ». En relatant l'incident au monarque, le 8 juin 1742, les frères de l'*Irmandade*, alléguant de l'« ignominie scandaleuse » dont ils avaient été victimes, réclament justice et demandent au roi du Portugal qu'il « ordonne à la *Camara* » d'abandonner ses prétentions, « tellement en dehors de tout raisonnement »<sup>543</sup>.

En fait, l'Irmandade do Santíssimo Sacramento revendiquait l'antériorité et donc, la prééminence dans la définition des lieux de la procession, contre les impositions du *Senado da Camara*. Sur cet aspect, la fête de *Corpus Christi* représentait une occasion idéale pour l'éclosion des disputes entre les membres de l'Irmandade et le *Senado da Camara*. Dans Goiás, la finalité de la fête, du point de vue de l'Irmandade, était la promotion du culte du Saint Sacrement de l'Eucharistie, dont l'apex coïncidait, en parallèle avec des attributions destinées au *Senado da Camara*, avec les cérémonies et le défilé du Corps de Dieu, ce dernier étant considéré comme le Triomphe Eucharistique<sup>544</sup>.

En alléguant que la « coutume » de l'Irmandade ne lésait pas le « bien commun », ils affirmaient que leur droit provenait d'une « possession » acquise depuis la création de l'*arraial* de Sant'Anna, et que celui-ci fut conservé même après l'institution de Vila Boa et du *Senado da Camara*. Ils font donc valoir auprès du roi qu'on ne pourra pas retirer ce droit sans une directive spéciale du monarque. Ils rappellent aussi que devant de semblables malentendus relatifs à la prééminence des lieux dans la procession et concernant l'utilisation des ornements dans le cortège, les coutumes doivent prévaloir, les attitudes du *Senado da Camara* étant de fait contraire au droit<sup>545</sup>.

L'année suivante, ignorant la pétition de l'Irmandade, la Couronne répond à une lettre des membres de la *Camara* dans laquelle ces derniers exposent les raisons de la prison des quatre membres de la congrégation du Santíssimo

---

<sup>543</sup> *Ibid.*

<sup>544</sup> Cristina de Cássia Pereira Moraes, *O corpo místico de Cristo, op. cit.*, p. 199.

<sup>545</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 2, D. 195.

Sacramento. La justice exécutée par le monarque contredit violement les attentes des membres de l'Irmandade. La teneur de la correspondance envoyée de Lisbonne, en plus d'approuver l'initiative du *Senado da Camara*, lance un sévère reproche aux membres de l'Irmandade : il ordonne à l'*ouvidor* du *comarca* qu'il convoque les quatre membres de l'Irmandade au siège de la *Camara* et en présence des membres du *Senado da Camara* afin qu'ils reçoivent « une sévère répréhension ». Cette décision est motivée par le fait que ces hommes ont retenu « les ornements destinés au service du culte et vénération » – très important pour la réalisation de « la solennelle procession » – dont la « Confrérie instituée pour le service de ce Saint Sacrement a une obligation particulière et plus étroite de le faire ». En bref, « ils ne sont pas dignes de servir dans cette Confrérie »<sup>546</sup>.

Le langage sévère employé par Lisbonne vise aussi à préserver les cérémonies futures, en chargeant l'*ouvidor* de veiller à ce que les membres de l'Irmandade ne cessent pas de contribuer à la célébration et à la vénération du « culte divin ». Que les *ouvidores*, dit le roi, « ne manquent que se réalise la procession pour le futur et avec la plus grande solennité », avec la « participation de la Confrérie » et ordonne de tout enregistrer dans les livres de la *Camara*<sup>547</sup>.

Ainsi, l'antériorité revendiquée par l'Irmandade do Santíssimo Sacramento, qui cherchait à maintenir l'ancienne hiérarchie dans le cortège du *Corpus Christi*, n'a pas produit l'effet attendu. Et, sur ce point, le *Senado da Camara* de Vila Boa était en parfaite syntonie avec Lisbonne : maintenir ce privilège, en permettant au pourvoyeur de l'Irmandade d'occuper un emplacement de premier plan, laissant réaliser la procession selon les modalités traditionnelles, signifiait consentir à la continuité d'un ordre antérieur qui pourrait, à la limite, contester le nouvel ordre implanté par le *Senado da Camara*. Comme l'affirme Laurent Vidal, c'est ne pas par simple arrogance que les officiers de la *Camara* ont voulu mettre un terme à cette coutume. C'est parce qu'elle renvoie à un temps révolu, « pour mieux manifester l'arrivée du temps nouveau » à Vila Boa<sup>548</sup>. En fait, l'aspect organisé de la société à travers le scénario offert par le défilé de *Corpus Christi* avait, impérieusement, le *Senado da Camara* en tant que tête du corps mystique, représentant l'unité de la

---

<sup>546</sup> *Ibid*

<sup>547</sup> *Ibid.*

<sup>548</sup> Laurent Vidal, *Sous le masque du colonial*, *op. cit.*, p. 589.

monarchie. Cependant, l'imposition du pouvoir des membres de la *Camara* de Vila Boa sur les domaines sacrés des mines de Goiás a rencontré de nombreuses résistances.

L'affluence d'un double ordonnancement au cours des processions a accru, comme nous l'avons dit par ailleurs, les disputes entre les représentants de l'Église et de la Couronne. Des années plus tard, à l'occasion de la fête de *Corpus Christi* en 1748, les membres du *Senado da Camara*, face à une nouvelle impasse « entre les frères de l'Irmandade du Santíssimo Sacramento et les Républicains », demandent au roi du Portugal la définition d'un ordre des lieux occupés par les *Irmandades*. De cette fois, la dispute, autour d'un désaccord concernant l'occupation de la place derrière le Dais, a débouché sur l'emprisonnement, ordonné par le *Senado da Camara*, de quelques membres de l'Irmandade, « en punition pour leur rébellion ». En plus, les officiers municipaux assurèrent au monarque que s'ils n'avaient pas arrêté le pourvoyeur de l'Irmandade, c'était seulement « parce qu'il est un ecclésiastique ». Il s'agissait, en fait, du « Révérend Docteur vicaire de la vara et Matriz João Perestrello de Vasconcellos Espinolla »<sup>549</sup>.

Deux années après, en 1750, les membres de la *Camara* de Vila Boa décident simplement de ne pas réaliser le défilé de *Corpus Christi*. Ils rapportent au monarque que le responsable de l'église Matriz avait exigé une messe chantée avec un sermon avant la procession, en réclamant une « aumône » de 50 milles *réis*. En alléguant que la messe « n'était pas dans la coutume » et qu'ils n'avaient pas l'autorisation de la Couronne pour faire cette dépense, le défilé a été suspendu. Effectivement, le *Senado da Camara* qualifiait d'injuste l'attitude du responsable de l'église, assurant qu'ils ne se soumettaient qu'aux avertissements de ses supérieurs ou du roi du Portugal lui-même. En fait, c'était une dispute qui impliquait d'un côté les représentants de l'Église et, de l'autre, l'autorité de la Couronne. En outre, ils dénonçaient la « désobéissance » des ecclésiastiques. Conformément aux membres de

---

<sup>549</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 5, D. 370. La relation avec le vicaire de la matrice de Vila Boa, João Perestrello de Vasconcelos, a été très problématique pendant toute la période de sa présence dans les mines de Goiás. Accusé par l'Inquisition de Lisbonne de pécher contre la chasteté, le père Perestrello de Vasconcelos a obtenu « justice et miséricorde » du Tribunal de l'Inquisition. Par décision du *Senado da Camara* et du « peuple » de Vila Boa, il fut déclaré fou, emprisonné et envoyé au Rio de Janeiro. Libéré par des sympathisants avant même d'arriver à Meia Ponte, il excommunia les responsables, quelques-uns d'entre eux furent emprisonnés par le juge ecclésiastique. Sur les événements autour du vicaire João Perestrello, voir Cristina de Cássia Pereira Moraes, *Deus e o Diabo no sertão dos Guayazes*, *op. cit.*, 2006.

la *Camara*, cette « scandaleuse procédure », qui avait pour origine l'« aumône d'une messe » et déboucha par la suspension de la procession, était associée aux habitudes des ecclésiastiques de ne pas accomplir les déterminations royales. Ces derniers n'entendent obéir qu'aux ordres de leur prélat, en imaginant qu'ils « ne sont pas des sujets de Votre Majesté et pour cette raison n'ont pas l'habitude de faire exécuter, ni même d'obéir aux Ordres Royaux »<sup>550</sup>.

Assurément, les résistances proposées aux membres du *Senado da Camara* exposent les limites de leur pouvoir dans l'espace sacré des mines de Goiás. Malgré leur volonté de représenter la tête du corps mystique de la monarchie, ils sont forcés, très souvent, de négocier avec les confréries et les Irmandades, détenteurs, de leur côté, des parements utilisés dans les fêtes publiques et d'un pouvoir qui n'a rien d'anodin dans les activités religieuses qui composent le calendrier de la ville.

#### 5.2.4 L'État de Saint George dans la fête de *Corpus Christi*

Le caractère solennel de la fête et l'ordre préalablement défini dans le cortège sont représentatifs du rôle exemplaire de la cérémonie de *Corpus Christi* dans l'ensemble des fêtes sacrées de la monarchie portugaise : modèle pour toutes les autres, elle demeure la plus importante et la plus somptueuse. En fait, c'est un défilé théâtral du Corps de Dieu. Néanmoins, sans préjudice de la pompe et de la solennité, l'engagement de personnes provenant d'horizons sociaux très variées, donne à la cérémonie un caractère de communion. Du point de vue social, la présence de toute la communauté dans la fête est à l'origine d'une ambiance hétérogène, imprégnée par la structure hiérarchique qui constitue l'unité chrétienne du monde portugais.

Depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, le format défini pour la fête s'articulait autour de l'organisation des travailleurs des villes en confréries et en associations. Associées aux activités professionnelles et à leurs Saints de dévotion, les corporations des offices et les confréries étaient parmi les principales institutions qui participaient au défilé. Le climat populaire de la fête se transformait en une manifestation d'une nature à la fois religieuse et profane, qui représentait l'identité du peuple portugais,

---

<sup>550</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 6, D. 435.



au travers duquel le pouvoir royal était symbolisé par l'image glorieuse de Saint Georges.

José Ramos Tinhorão rappelle que les rois portugais avaient l'habitude d'invoquer le nom de Santiago (Saint Jacques), l'apôtre de Compostelle, depuis les temps des batailles contre les Maures. Néanmoins, durant les guerres contre le royaume de Castille, cela semblait être un contresens de continuer à clamer des bénédictions au Saint des ennemis castillans. Il fut remplacé par Saint Georges, qui fut popularisé par la présence des croisés Anglais lorsque le roi João I, dans la célèbre bataille d'Aljubarrota, en 1385, lança un cri de guerre : « en avant, en avant, Saint Georges »<sup>551</sup>. Depuis lors, grâce à l'institution de la fête de *Corpus Christi* au Portugal, Saint Georges et son « État » ont été associés à la monarchie portugaise et aux professionnels liés aux activités manuelles et celui-ci devint un culte dynastique perpétué par les monarques successifs. Conformément à Georgina Santos, João II normalisa les cérémonies royales et introduisit Saint Georges dans les nouveaux défilés<sup>552</sup>.

Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, en Amérique portugaise, les cérémonies du Corps de Dieu étaient moins grandioses que celles du royaume. Là, l'univers des habitants des villes était marqué par la présence d'une population essentiellement noire et métisse – incorporée aux différentes corporations de métiers mécaniques – qui composaient les acteurs et le public majoritaire des défilés des fêtes coloniales. Très tôt, les membres du *Senado da Camara* en Amérique ont influencé directement l'organisation de la cérémonie, afin de garantir sa réalisation selon les normes minimales exigées par la tradition. Les coûts élevés payés par les officiers des activités manuelles et leurs *irmandades*, ainsi que l'obligation de participer à la fête du *Corpus Christi*, inhibaient la participation de plusieurs corps sociaux. Au fil du temps, la diversification sociale, due notamment à l'affluence de nouvelles catégories professionnelles et artisanales, faisait grandir les omissions et les absences dans les événements officiels, conduisant à une intromission de plus en plus active du *Senado da Camara*.

---

<sup>551</sup> José Ramos Tinhorão, *As festas no Brasil colonial*, op. cit., p. 71.

<sup>552</sup> Georgina Silva dos Santos, *Ofício e Sangue, a Irmandade de São Jorge e a Inquisição na Lisboa Moderna*, Lisbonne : Colibri, 2005, p. 77.

Dans un premier temps, ce phénomène fut particulièrement perceptible dans Bahia, centre politique et économique de l'Amérique. Comme le rappelle Ramos Tinhorão, la restauration du trône portugais en 1640, les menaces hollandaises et le développement de la production du sucre, du tabac et du coton, créèrent un environnement favorable au développement urbain à Bahia, en faisant de Salvador, la capitale, un grand et important centre urbain colonial. C'est ce nouveau « moment économique et social » qui justifia les initiatives du *Senado da Camara* de Salvador quant à l'organisation des défilés et les interventions dans la vie culturelle et religieuse représentées par les cérémonies et fêtes officielles<sup>553</sup>.

Pendant le XVII<sup>e</sup> siècle, cette même intention peut être observée dans l'action des *Camaras* du Maranhão, du Rio de Janeiro et du Recife, ce qui conduit à une uniformisation de la fête de *Corpus Christi* en Amérique, selon le modèle royal portugais. On peut noter la même tendance dans la représentation des institutions et des activités professionnelles au sein des cérémonies et dans l'organisation des cortèges. Bien que cohabitant avec l'esprit médiéval, la fête a prit une nouvelle apparence au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, inaugurant un nouveau format d'événement public. Pendant cette période, particulièrement marquée par la richesse provenant de l'or, nous assistons à une exubérance d'allégories baroques « pour l'ostentation symbolique et spectaculaire du pouvoir religieux ou royal devant les yeux du public ». Associée au modèle traditionnel de la cérémonie, une partie significative de son organisation se tournait vers les prétentions artistiques des élites locales<sup>554</sup>.

Dans les villes de l'Empire portugais, l'ancienne habitude de la présence de Saint Georges au devant des défilés du *Corpus Christi* a été renouvelée et les Irmandades liées à ce Saint devenaient les responsables de l'élaboration des images présentées durant les cortèges. Le cas du Rio de Janeiro est exemplaire. L'Irmandade du Glorieux Martyr Saint Georges initie ses activités pendant la décennie de 1740, mais c'est seulement en 1757 qu'il commence à exister officiellement. Son « compromis<sup>555</sup> » impliquait la participation de tous les maîtres propriétaires de boutiques liées aux métiers de serrurier, de forgeron, de coutelier, d'armurier, de cuivrier, de feronnier, de chaudronnier, de maréchal-ferrant, de fabricant d'épées, de

---

<sup>553</sup> José Ramos Tinhorão, *As festas no Brasil colonial*, op. cit., p. 84-86.

<sup>554</sup> *Ibid.*

<sup>555</sup> Espèce de contract de fondation qui organise le fonctionnement de l'*Irmandade*.

doreur et de barbier, outre d'autres métiers qui, comme à Lisbonne, avaient l'habitude de payer pour participer à cette confrérie<sup>556</sup>. Ainsi, dans la tradition émanant du Portugal et confirmée par les habitudes des irmandades comme par les activités des membres de la *Camara*, l'État de Saint Georges accompagnait le défilé dans les principales villes coloniales de l'Amérique.

La description d'un défilé de *Corpus Christi* à Vila Boa de Goiás, selon le même modèle des autres villes de l'Amérique, confirme la participation de l'image de Saint Georges au devant du cortège, suivie par tous les autres corps sociaux, représentant l'unité de la monarchie :

La procession partait de l'église matrice avec l'image de Saint George, défenseur du Portugal et de Saint Sébastien, défenseur du Brésil, montée à cheval et conduite par un jeune homme ornementé. Juste derrière venait une parade avec 50 cavaliers. Après les drapeaux des officiers, les irmandades de la Vila avec ses principaux officiers venaient par ordre coutumier, à savoir, au début l'aile du triomphe avec trois frères de l'Irmandade du Santíssimo Sacramento, portant leurs robes et des mosettes violets, avec des chapelles de fleurs sur la tête qui couronnaient les frères des nombreux irmandades du Santíssimo Sacramento représentés par les procureurs. Ils portaient la Croix. Après l'Irmandade du Santíssimo, il y a la première Irmandade de São Miguel e Almas, dont les frères portaient des robes blanches et ramenaient de cierges de la même couleur. La seconde, les militaires de Santo Antônio, avec cape blanche et mosette noir, portant des bougies blanches. Le troisième, de Notre Dame de la *Lapa*, qui appartenait aux marchands, vêtus de capes pourpres et amenant de la cire blanche. Le quatrième, l'invaincue Martyr Saint Sébastien des républicains, dont les frères portaient des robes vertes et avaient de cierges de la même couleur. Le cinquième, Notre Dame de la *Boa Morte*, dont les membres portaient des robes bleus avec des mosettes blanches et transportaient de la cire blanche. La sixième, de la Glorieuse Notre Dame du Rosaire des hommes noirs, qui portaient des robes blanches et ramenaient de la cire de même couleur. Le septième, Glorieux *São Benedito* des créoles, qui portaient des capes blanches. La huitième, Sainte *Efigênia* des tailleurs, dont les frères portaient des capes blanches avec de la cire d'une couleur identique. La neuvième, la confrérie de Saint-Joseph des charpentiers, menuisiers, maçons et tonneliers, dont les membres portaient des robes

---

<sup>556</sup> Beatriz Catão Cruz Santos, Irmandades, oficiais mecânicos e cidadania no Rio de Janeiro do século XVIII. *Varia historia* [en ligne]. 2010, v. 26, número 43 [réf. du 18 août 2011], p. 137. Disponible sur : [http://www.scielo.br/scielo.php?pid=S0104-87752010000100008&script=sci\\_abstract&tlng=pt](http://www.scielo.br/scielo.php?pid=S0104-87752010000100008&script=sci_abstract&tlng=pt)

avec de targes sur le bras pour se distinguer de l'Irmandade du Santíssimo Sacramento. Et enfin, sont venus les autres métiers artisanaux<sup>557</sup>.

Dans les mines de Goiás, bien que nous n'ayons pas d'informations relatives à l'existence d'une irmandade ou d'une confrérie liée à ce Saint, la participation de l'État de Saint Georges dans les cortèges de *Corpus Christi* a été associée aux officiers artisans liés aux activités du fer et du feu, comme dans les autres villes coloniales. Nous pouvons le déduire par la lecture d'un extrait d'une session du *Senado da Camara*, où les conseillers municipaux, après avoir réalisé l'élection du juge José Antônio da Maya, représentant du métier de forgeron<sup>558</sup>, convoquent tous les officiers artisans qui exercent des activités semblables pour participer à la procession :

Registre [de convocation du] juge de l'Office de forgeron José Antonio da Maya (...) pour aller à la procession du corps de Dieu aux frais des officiers du dit Office, et aussi, des *sisadores*, fabricants d'épées, *cutilheyros*, Armuriers et *barbeiros*, et à tous ceux qu'il obligera pour l'accompagner à la dite procession, sous peine de prison, dans laquelle le dit juge participera comme d'habitude<sup>559</sup>.

En conséquence, le rôle des officiers municipaux dans les périodes réservées aux préparatifs qui doivent garantir toute la pompe et la solennité exigée par la fête de *Corpus Christi* et les références à l'État de Saint Georges et aux divers métiers artisans sont très répandus dans les annales enregistrées par le *Senado da Camara* de Vila Boa.

### 5.3 Le Senado da Camara et les activités professionnelles dans la ville

Néanmoins, une lecture plus précise des documents correspondant à la période qui précède la fête du Corps de Dieu, révèle une facette différente des

---

<sup>557</sup> Cristina de Cássia Pereira Moraes, *O corpo místico de Cristo*, op. cit., p. 435-436.

<sup>558</sup> A chaque élection réalisée au siège de la *câmara*, les membres de chaque profession élaient un ou deux juges, en fonction de l'importance pratique et numérique de chaque métier. Quand un groupe de professionnels n'élaient pas ses propres juges, il pouvait être représenté par d'autres qui avaient une activité similaire. A chaque métier correspondait aussi un greffier élu, qui s'occupait de la fiscalisation et du bon fonctionnement des activités, et représentait ses membres au *Senado da Camara*.

<sup>559</sup> AFSD, *Atas da Câmara*, 1745, fs. 36v-37, cité en Cristina de Cássia Pereira Moraes, *O corpo místico de Cristo*, op. cit., p. 435.

attributions des membres de la *Camara* : le contrôle, la réglementation et la surveillance des diverses activités professionnelles exercées dans la ville. Ainsi, en mai 1793, le procureur du *Senado da Camara* de Vila Boa rappelle aux conseillers municipaux qu'il faut faire publier un édit pour convoquer les représentants des divers métiers au siège du *Senado da Camara* dans l'intention de réaliser l'élection des juges et de l'État de Saint Georges pour la fête de *Corpus Christi*<sup>560</sup>. Par ce biais, les membres de la *Camara* contrôlent le choix des représentants professionnels qui opèrent au marché de Vila Boa, dont le processus électoral se déroule au siège de la Chambre. Comme le décrit le texte ci-dessous, durant une occasion similaire à la fête du *Corpus Christi*, les juges de l'État de Saint Georges – qui représentent les travailleurs des activités liés au fer – sont élus avec les juges des autres activités professionnelles. Réunis le 15 mai 1794, les membres du *Senado da Camara* ont procédé :

[aux] élections des juges et greffier de l'État de São Jorge qui vont se préparer cette année pour participer à la Procession du Corps de Dieu et aussi aux élections des Juges et des Greffiers des autres offices et métiers, et ont été élus à pluralité de votes [...] les suivants : Pour juge de l'Office de l'État de São Jorge [...] : Manoel de Sa Pereira; Pour Greffier, Placido Teixeira de Carvalho; Pour juge de l'office de tailleur Manoel de Farias Ayres; Pour Greffier : Manoel de Bastos; Pour juge de l'Office de Cordonnier : Manoel Fernandes Porto. Pour Greffier Antonio Alvarez, dont les lettres (autorisations) ont été signées pour qu'ils puissent servir dans leurs fonctions<sup>561</sup>.

Il est important de rappeler que les corporations d'offices ont leur histoire au Portugal, et un point d'inflexion peut être détecté avec la création de la *Casa dos Vinte e Quatro* (Maison des Vingt-Quatre), agence suprême de représentation des professionnels artisans de Lisbonne<sup>562</sup>. Néanmoins, dans l'Amérique portugaise,

---

<sup>560</sup> IPEHBC, 1793, f. 92v.

<sup>561</sup> IPEHBC, 1793, fs. 94-94v.

<sup>562</sup> Selon Beatriz Catão Cruz Santos, la *Casa dos Vinte e Quatro* a été décrite comme une forme de représentation des métiers basée sur le système de corporation. Les responsables des commerçants et des artisans élaient annuellement, entre les membres de leur corporation, 12 ou 24 représentants. Parmi eux étaient choisis quatre membres qui deviendraient les procureurs des offices, avec le droit de participer aux sessions réalisées au *Senado da Camara*. Créée à Lisbonne sous le règne de João I, la *Casa dos Vinte e Quatro* a été instituée dans d'autres villes du royaume, comme Santarém, Guimarães, Coimbra, Évora et Porto. À partir de l'interprétation du décret royal qui lui a donné son origine, on peut dire que cette décision constituera un appui pour l'engagement des professionnels les plus variés au sein des offices dans le mouvement qui amena au pouvoir la dynastie d'Avis. La date de création de

les corporations n'ont pas trouvé le même espace, ce qui n'a pas empêché l'organisation des travailleurs de chaque profession, ni leur soumission aux commandements des officiers du *Senado da Camara*. En contrôlant les relations de marché dans les villes<sup>563</sup>, les conseillers municipaux cherchent à garantir la qualité et les prix des produits qui, à leur tour, étaient étroitement liés au fonctionnement des activités professionnelles.

Avec la réglementation des activités professionnelles, les travailleurs de chaque métier devaient suivre les déterminations imposées par un ensemble de normes, appelées régiments. Elles définissaient des règles et des questions pertinentes relatives à la technique et à l'exercice des activités artisanales, des questions morales et sociales liées à la pratique des activités professionnelles, des comportements et de la discipline interne des artisans, des examens de qualification des apprentis aspirant à devenir maîtres, ainsi que de l'institution, l'élection et les devoirs des autorités et des représentants de chaque secteur professionnel.

La réglementation de chaque métier, à travers un régime spécifique, fonctionne en accord avec les *Posturas* institués par le *Senado da Camara*. Les *Posturas*, à leur tour, en plus de superviser un vaste agenda associé à la vie urbaine, imposent une surveillance sévère sur la pratique des métiers, prescrivant des peines

---

la *Casa dos Vinte e Quatro* est incertaine. Néanmoins, si on prend comme référence les indications de Franz-Paul Langhans et Wilson Rios, sa date d'institution serait l'année 1422. D'autres remontent son existence en 1383, en se basant sur la chronique de Fernão Lopes, comme le fait Lopes Gonçalves. Cf. Beatriz Catão Cruz Santos, *Irmandades, oficiais mecânicos e cidadania no Rio de Janeiro do século XVIII*, *op. cit.*, p. 149-150. Pour aller plus loin, Vieira Fazenda, *As bandeiras dos ofícios. "São José"*. *Revista do Instituto Histórico e Geográfico Brasileiro*, 1919, tome 86, v. 140, p. 131-135; Franz- Paul Langhans, *A Casa dos vinte e quatro de Lisboa : subsídios para a sua história*, Lisbonne : Imprensa Nacional, 1948; Harry Bernstein, *O juiz do povo de Lisboa e a Independência do Brasil : 1750-1822. Ensaio sobre o populismo luso-brasileiro*, in : Henry H. Keith et S. F. Edwards (Dir.) *Conflito e continuidade na sociedade brasileira - ensaio*, Rio de Janeiro : Civilização Brasileira, 1970, p. 226-265; Lopes Gonçalves, *As corporações e as bandeiras de ofícios*, *Revista do Instituto Histórico e Geográfico Brasileiro*, 1952, v. 206, p. 171-191; Maria Fernanda Batista Bicalho, *O que significava ser cidadão nos tempos coloniais?* in : Martha Abreu et Rachel Sohiet (Dir.), *Ensino de História*, Rio de Janeiro : Casa da Palavra, 2003; Wilson de Oliveira Rios, *A lei e o estilo. A inserção dos ofícios mecânicos na sociedade colonial (1690-1790)*. Thèse : Histoire : UFF : Niterói : 2000; Maria Helena Ochi Flexor, *Oficiais mecânicos na cidade de Salvador*, Salvador : Prefeitura Municipal, 1974; Stuart Schwartz, *Ceremonies of public authority in a colonial Capital. The king's processions and the hierarquies of power in the seventeenth century Salvador*, *Anais de História de Além-Mar*, 2004, v. 5, p. 7-26.

<sup>563</sup> Sur la relation entre l'action des officiers du *Senado da Camara* et les rapport de marché à Vila Boa de Goiás, voir Fernando Lobo Lemes, *A oeste do império – dinâmica da câmara municipal na última periferia colonial : Um estudo das relações de poder nas Minas e Capitania de Goiás (1770-1804)*, Mestrado : Histoire : UFG : Goiânia : 2005.

aux professionnels négligeant l'exercice de leur profession, tout en veillant à l'accomplissement et au respect des normes et des règles dictées par les régiments.

Ainsi, pendant les activités périodiques de fiscalisation (les *correições*), les membres de la *Camara* identifient des irrégularités et cherchent toujours à les traiter conformément aux régiments et à la législation municipale. Le contenu d'un document qui enregistre une *correição* générale à Vila Boa de Goiás révèle l'existence d'artisans qui agissent sans la « Licence » obligatoire ou la « lettre d'examen », ce qui rendait illégale et douteuse leur qualification professionnelle. Après la *correição*, tous les travailleurs non autorisés officiellement sont convoqués pour se défendre – pour « présenter leur Droit » – sous peine d'être condamnés par contumace, comme l'exigent les *posturas* du *Senado da Camara*<sup>564</sup>.

En même temps, si au niveau du public l'inspection fréquente des activités professionnelles est effectuée par le *Senado da Camara*, au niveau corporatif, ce sont les juges élus annuellement qui agissent comme des inspecteurs de l'activité professionnelle. Ces derniers sont aussi responsables de l'examen des travailleurs, du contrôle de la qualité du travail, de la matière première utilisée, de la légalité de l'apprentissage du métier et de l'application des règles corporatives. En résumé, suivant le modèle des juges de Minas Gerais, ils avaient à leur charge les conditions générales du travail dans la ville<sup>565</sup>.

La lettre d'examen, de licence, ou certificat<sup>566</sup>, confirmée et enregistrée par le *Senado da Camara*, résulte d'un processus d'apprentissage et d'examen où la personne démontre son habileté dans le métier pratiqué, ce qui certifie et autorise la pratique de l'exercice professionnel. En plus, elle représente une sorte de lettre de caution fournie par le juge d'office et le greffier, en tant qu'examineurs de la

---

<sup>564</sup> IPEHBC, *Termo de Correição Geral*, 1792, f. 78.

<sup>565</sup> José Newton Coelho Meneses, *Mestres do reino, mecânicos do além-mar. A organização do trabalho mecânico em Lisboa e nas Minas Gerais portuguesas dos setecentos*, in Eduardo França Paiva (Dir.), *Brasil-Portugal : sociedades, culturas e formas de governar no mundo português (séculos XVI-XVIII)*, São Paulo : Annablume, 2006, p. 229.

<sup>566</sup> Le terme « licence » est très commun dans le quotidien des membres du *Senado da Camara*, utilisé de forme générale avec le sens d'autorisation. Le terme « lettre d'examen » est tout aussi commun. La lettre est un document accordé par le juge et le greffier d'office qui autorise l'artisan à exercer sa profession dans la ville. Elle est donnée à celui qui a payé les taux dû à la confrérie, qui a été examiné par le juge d'office, qui a prêté serment sur les Saints Évangiles et a obtenu la confirmation de sa lettre d'examen par les membres de la Câmara. Cette confirmation est aussi appelée "licence". Cf. Beatriz Catão Cruz Santos, *Irmandades, oficiais mecânicos e cidadania no Rio de Janeiro do século XVIII*, *op. cit.*, p. 138.

corporation, garantissant la capacité et la compétence de l'artisan pour la pratique de sa profession. D'une part, l'acte de certification atteste les responsabilités sociales des maîtres et des artisans et, d'autre part, il assure la légitimité publique du juge d'office et du greffier en tant que représentants élus par leurs confrères pour l'exécution de leur régiment<sup>567</sup>. Comme l'affirme très justement Coelho Meneses, les juges servent de garant à l'« artisan dans son exercice social ». Par contre, ils sont légitimés par le *Senado da Camara*, qui assume une responsabilité publique et opère sur une « structure bureaucratique » qui établit des règles de formation professionnelle et cherche à intervenir dans les mécanismes de « contrôle social de la production et du travail »<sup>568</sup>.

Dans Goiás, élus annuellement par les artisans au cours d'une session réalisée au siège de la *Camara*, les juges et les greffiers prêtent serment devant le juge ordinaire qui préside le *Senado da Camara* de Vila Boa<sup>569</sup>. Cette cérémonie publique de serment consolide la position du *Senado da Camara* en tant qu'instance qui, d'une part, régule le processus de fabrication des produits offerts sur le marché de Vila Boa et, d'autre part, détient un pouvoir d'interférence sur les relations politiques qui organisent la production marchande.

Il convient de remarquer l'importance des juges d'offices et des greffiers des corporations d'artisans, parce que leur action et leurs pratiques étendaient leur influence sur un espace plus large au sein de l'architecture des pouvoirs de la ville coloniale. Dans le royaume Portugais, l'affinité et la convivialité entre les artisans ont donné lieu à des liens qui se sont déployés sous forme d'aide mutuelle, avec la création d'*irmandades* et de confréries d'artisans des plus variées. Sur les territoires d'outre-mer, ces institutions se sont multipliées. Grâce à celles-ci, les artisans des différentes branches d'activités trouvaient un espace pour renforcer leurs liens de

---

<sup>567</sup> Dans le cadre de l'action des juges d'office, tous les maîtres et les officiers artisans étaient soumis à leur autorité et devaient répondre aux questions posées pendant les opérations de surveillance et de fiscalisation. En cas de malentendu ou de manque de respect avec un juge d'office, le greffier de la corporation, après l'enquête sur l'affaire, avait le pouvoir de dénoncer le maître ou l'artisan au *Senado da Camara* qui, à son tour, pouvait procéder à la punition, qui variait de la peine de prison, assortie, dans quelques cas, d'une amende.

<sup>568</sup> José Newton Coelho Meneses, *Mestres do reino, mecânicos do além-mar*, *op. cit.*, p. 234.

<sup>569</sup> IPEHBC, 1794, fs. 135v, 136v et 138.



collaboration mutuelle et manifester leurs croyances et leurs pratiques religieuses<sup>570</sup>. Organisés en confréries de métier et dans des *irmandades*, les travailleurs artisans étaient obligés de respecter un « régime », qui établissait les règles du fonctionnement des activités liées à chaque métier, et un « compromis », qui réglementait l'existence de leurs associations respectives.

L'étude des termes de compromis de quelques *irmandades* liées à certains métiers montrent l'étendu du travail accompli par les juges d'offices et les greffiers qui assument des fonctions essentielles tant au sein de l'*irmandade*, que dans la confrérie du métier. Dans les Irmandades de Saint Georges et de Saint José, à Rio de Janeiro, ils étaient les responsables du culte au Saint, du contrôle de l'accès et de la permanence des frères dans l'institution, de l'accompagnement et de l'évaluation des conditions des métiers en exercice dans la ville et de l'intermédiation des relations entre les irmandades et le *Senado da Camara* – ce qui leur conférait d'importants privilèges et distinctions dans une société définie par une forte hiérarchie et, en particulier, par l'esclavage<sup>571</sup>.

En s'emparent des cas qui se sont produits au Rio de Janeiro et à Bahia<sup>572</sup> au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, Beatriz Catão Cruz Santos montre combien les moments des élections des juges d'offices dans les *irmandades* étaient épineux, à cause des passions qu'ils déclenchaient et des expectatives produites par le « partage et l'articulation des pouvoirs entre le juge d'office et le *Senado da Camara* sur la réglementation de

---

<sup>570</sup> Des associations de ce type sont très variées et communes dans l'Amérique portugaise et, comme nous l'avons vu, dans les mines de Goiás. Conformément au Code de Droit Canonique, elles sont divisées en *Ordens Terceiras* (Ordres Tiers), Confréries et *Uniãoes Pias* (Unions Pieuses). Les *Ordens Terceiras*, créés et inspirés par un Ordre ou une Congrégation religieuse, dont les statuts ou la Règle dépendent de l'approbation ecclésiastique, ont comme fondement la recherche de la perfection dans la vie chrétienne de leurs membres, connus par « terceiros » (tiers), liés, surtout, aux activités ou aux œuvres de miséricorde. Dans le troisième cas, quand les hommes se réunissent avec l'objectif d'instituer une œuvre de charité, son association reçoit le nom de « pia união ». Si une association de ce type s'organise en une hiérarchie interne, elle est appelée *irmandade*. À leur tour, si les *irmandades* sont constitués pour encourager le culte public d'un Saint, ils sont désignés confréries. Cf. Cristina de Cássia Pereira Moraes, *O corpo místico de Cristo, op. cit.*, p. 144 et Maria Aparecida Junqueira da Veiga Gaeta, *Redes de Sociabilidade e de Solidariedade no Brasil Colonial : As Irmandades e confrarias religiosas, Revista Estudos de História*, 1995, Franca, v. 2, p. 11-36.

<sup>571</sup> Beatriz Catão Cruz Santos, *Irmandades, oficiais mecânicos e cidadania no Rio de Janeiro do século XVIII, op. cit.*, p. 144.

<sup>572</sup> Le cas, qui a eu lieu dans la Capitainerie de Bahia, est cité en Wilson de Oliveira Rios, *A lei e o estilo - A inserção dos ofícios mecânicos na sociedade colonial. 1690-1790, op. cit.*, p.142-144.

l'économie de métiers »<sup>573</sup>. Comme d'habitude, les membres de l'Irmandade de Saint Georges, au Rio de Janeiro, choisissent le juge et le greffier responsable du gouvernement de l'association, et l'élection des juges d'office revenait au *Senado da Camara*. Néanmoins, la prétention des membres de l'Irmandade consistant à nier l'autonomie de la *Camara*, fut exposée dans la pétition de compromis adressée au roi du Portugal en 1757, où ils proposaient que la responsabilité de l'élection des juges et des greffiers d'office soit transférée à l'Irmandade et seulement confirmée ultérieurement par le *Senado da Camara*. Après un période de réflexion, le Conseil d'Outre-mer concède son autorisation pour le terme de compromis, mais préserve néanmoins les attributions de la *Camara* sur ce sujet, en réaffirmant que « l'élection de juges des offices touche les membres de la *Camara*. Et la Confrérie ne doit pas intervenir »<sup>574</sup>.

En suivant la même tendance, l'Irmandade de Saint José, composée de menuisiers, maçons et charpentiers, demande au roi du Portugal, par une pétition de 1744, « la grâce d'élire promptement [...] les Juges des offices ». Consultés sur le sujet, les membres du *Senado da Camara* donnent une réponse sévère à l'égard du désir d'autonomie des officiers artisans. Ils affirment que depuis la fondation de la ville du Rio de Janeiro, l'élection des juges d'office est confirmée par la *Camara* et ils défendent une articulation nécessaire entre les attributions des juges d'office et les membres du *Senado da Camara*. Ils affirment, surtout, que l'exercice de contrôle habituel de la *Camara* sur l'élection des juges d'office est dû à « l'excessive liberté et au despotisme des métiers », et soutiennent l'indispensable soumission du « gouvernement économique » et des activités professionnelles à la gestion de la ville<sup>575</sup>. Autrement dit, à l'autorité et à la vigilance du *Senado da Camara*.

En effet, les conflits entre *les hommes bons* du *Senado da Camara* et les membres des *irmandades* – comme nous l'avons vu ailleurs – n'ont pas été rares dans les mines de Goiás. Malgré le poids de cette constatation, les relations avec les confréries d'office ne semblent pas avoir été un motif de grandes préoccupations pour les membres de la *Camara* de Vila Boa. Pour que cette coexistence pacifique

---

<sup>573</sup> Beatriz Catão Cruz Santos, *Irmandades, oficiais mecânicos e cidadania no Rio de Janeiro do século XVIII*, *op. cit.*, p. 145.

<sup>574</sup> *Ibid*, p. 146.

<sup>575</sup> *Ibid*, p. 148.

perdure, il faut une certaine acceptation des juridictions et des autonomies des deux partis. Cette harmonie a produit des affinités qui ont débouché sur une articulation équilibrée entre les attributions des juges d'office et les membres du *Senado da Camara*.

À Goiás, la demande de confirmation du *Terme de compromis de l'Irmandade et Confrérie du Patriarche Saint José*, datée de 1750, indique l'ancienneté de sa présence à Vila Boa. Les frères des quatre offices dévoués au Patriarche Saint José, composés de charpentiers, menuisiers, maçons et tonneliers, affirment qu'ils sont établis depuis 24 ans dans la chapelle de Notre Dame du Rosario, c'est-à-dire qu'ils œuvrent comme artisans dans les mines de Goiás depuis 1726<sup>576</sup>. De même, l'existence de cette confrérie garde un rapport très particulier avec la fête du Corps de Dieu. L'action de la Confrérie de Saint José est si importante dans Vila Boa de Goiás que c'est seulement à partir de 1745, quand les confrères des quatre métiers sont convoqués régulièrement pour exécuter la disposition et les allégories du cortège<sup>577</sup>, que la célébration des cérémonies de *Corpus Christi* prend une configuration semblable à celle de ses congénères des autres villes coloniales.

Ainsi, à la différence de quelques villes coloniales où les moments d'élection des juges des *irmandades* étaient fréquemment épineux et tendus, la description de cette procédure à Vila Boa de Goiás semble être marquée par la tranquillité : les élections étaient réalisées après la messe du dimanche, dans le consistoire de l'église et assistée du chapelain, comme le décrit le texte qui suit :

Les frères procureurs, par ordre du juge et du greffier de la *Meza* (l'administration de la confrérie), informait aux frères officiels des quatre offices de charpentiers, maçons, menuisiers et tonneliers afin qu'ils viennent à la messe le dimanche matin, qui précédait le jour du Patriarche le 19 mars. Par la suite, tous se sont réunis dans le consistoire pour la nouvelle élection assistée par le chapelain. Le greffier écrivait les noms des frères ayant voté pour les charges de juge, greffier, trésorier, procureurs (deux), douze frères et douze majordomes, trois de l'office de charpentier, trois de maçons, trois de menuisiers et trois de tonneliers. Le résultat était signé par le chapelain et le greffier gardait la liste dans l'Archive de l'Irmandade, jusqu'au jour de la fête du Saint qui était proclamée par le

---

<sup>576</sup> AFSD, *Termo de Compromisso da Irmandade e Confraria de São José dos quatro ofícios de Vila Boa de Goyaz*, Demande de Confirmation, 1750.

<sup>577</sup> Cristina de Cássia Pereira Moraes, *O corpo místico de Cristo*, op. cit., p. 434.

prêtre prédicateur, en annonçant publiquement à tous qui étaient leurs dirigeants pour les deux prochaines années. Il y avait une alternance pour l'exercice des postes de juge et greffier pendant un an, dès fois ils étaient choisis parmi les charpentiers, dès fois entre les maçons, dès fois parmi les menuisiers et les tonneliers. Après la publication des résultats de l'élection, le jour de la fête du Saint patriarche, les noms des frères officiels étaient enregistrés dans le Livre des Élections, avec leurs signatures respectives<sup>578</sup>.

Il est important de noter l'assistance offerte par le chapelain pour le choix des membres de la direction de la confrérie, où l'absence des officiers municipaux demeure notable. Néanmoins, si dans le processus de choix des juges des quatre offices par l'*Irmandade* de Saint José, le *Senado da Camara* semble être ignoré, soit par consentement, soit par exclusion, c'est parce que l'arrangement établi entre les deux institutions suit un chemin de consensus. En fait, deux élections distinctes et séparées sont nécessaires : une pour la direction de la Confrérie et une autre pour le poste de juge d'office. Ainsi, dimanche après la messe, dans le consistoire de l'église, sont élus le juge, le greffier, le trésorier et les procureurs « de l'*Irmandade* », c'est-à-dire, les responsables de la gestion interne de l'association. Pour le juge et le greffier d'office il y a une autre élection, réalisée au siège du *Senado* et sous les auspices des membres de la *Camara*, ce qui montre le respect réciproque des différentes juridictions et, en même temps, le maintien de la juridiction des officiers municipaux sur les activités professionnelles existantes au sein la ville.

Malgré tout, quelques conditions spéciales étaient imposées aux juges et aux greffiers de la Confrérie des Quatre Offices, élus par le *Senado da Camara*, en relation avec leur participation en tant que membres de la Confrérie. Durant le temps pendant lequel ils étaient en fonction de juges d'office, ils ne pouvaient pas accumuler d'autres postes importants à l'intérieur de l'association, se restreignant au rôle de participant, à la condition de majordomes de la Confrérie. Cette méthode est certainement employée pour qu'il n'y ait pas de duplicité ou de confusions dans l'application pratique de leurs attributions ou, comme le décrit Pereira Moraes, « [...] pour ne pas embarrasser le juge de l'*Irmandade* avec les juges d'offices, c'est-à-dire que dans l'*Irmandade* existait le poste de juge et dans la confrérie celui de juge

---

<sup>578</sup> Cristina de Cássia Pereira Moraes, *O corpo místico de Cristo*, op. cit., p. 384-85.

d'office »<sup>579</sup>. Une autre particularité ou exigence imposée aux frères de la Confrérie de Saint José pour qu'ils soient élus juge ou greffier d'office, était qu'ils sachent lire.

Cette articulation entre les activités de la Confrérie des Quatre Offices et le *Senado da Camara* a comme facteur indissoluble le plein accomplissement du bon gouvernement de la ville, préservant, en même temps, les droits de chaque institution dans le contexte de leurs respectives juridictions. Comme tous les charpentiers, menuisiers, maçons et tonneliers devaient être obligatoirement affiliés à la Confrérie pour pouvoir exercer leurs métiers, le procureur élu avait la fonction d'accompagner et de contrôler le temps d'activité des apprentis, c'est-à-dire leur apprentissage, pour ensuite, après l'examen de leurs compétences, que ces derniers soient admis dans la Confrérie.

Dès lors, appartenir à la Confrérie était une condition indispensable à l'obtention de l'examen d'habilitation et tous les professionnels des quatre offices étaient obligés à contribuer, au moment de l'admission à l'association, avec une valeur équivalente à un demi-huitième et, ultérieurement, à une contribution annuelle d'un huitième d'or. Dans le cas contraire, ils ne pouvaient pas recevoir leur lettre d'examen et ils demeuraient inaptes à l'exercice de leur profession.

D'un autre côté, comme le *Senado da Camara* est le responsable des travaux communs, du contrôle des licitations et des concessions des services publics, en plus, évidemment, du paiement des travailleurs contractés, l'absence de Licence représentait un obstacle sérieux pour que l'artisan puisse participer ou être accepté dans les services publics. Au cas où il vient à exécuter un service public et qu'il est déclaré débiteur par la Confrérie, l'artisan se trouvait redevable d'une amende et le contrat était suspendu jusqu'au paiement de l'amende et la présentation de la licence en question. En outre, comme l'exige le compromis de la confrérie, dans des cas semblables, le juge et le greffier d'office doivent eux aussi être sollicités et rapporter au *Senado da Camara* les situations des travailleurs irréguliers<sup>580</sup>.

En d'autres termes, dans le cas où un artisan est débiteur avec sa Confrérie, il risque d'être pénalisé par le *Senado da Camara*. Il y a ici une action

---

<sup>579</sup> *Ibid*, p. 385.

<sup>580</sup> AFSD, *Termo de Compromisso da Irmandade e Confraria de São José dos quatro ofícios de Vila Boa de Goyaz*, 1750. Capítulo XIII : *da obrigação ten os nossos irmaos que serviren de juizes e escrivans dos coatro oficios anexos no anno emq foren eleitos pelo Senado da Camera para os ditos cargos*. Cf. Cristina de Cássia Pereira Moraes, *O corpo místico de Cristo*, op. cit., p. 389.

réci-proque entre les deux institutions : ajustement de juridiction, convergence d'intérêts et articulation entre les attributions des juges de la Confrérie, des juges d'offices et des conseillers municipaux de Vila Boa de Goiás.

Cependant, que ce calme apparent ne trompe pas le lecteur attentif. Derrière une fine couche d'harmonie et de consensus qui révèle une convergence d'intérêts, se cache l'omnipotence implacable des membres de la *Camara* sur les juges d'office élus au siège du *Senado da Camara*. Convoqués tous les ans pour la fête et le cortège de *Corpus Christi*, les professionnels qui travaillent dans les diverses activités manuelles du fer ou du bois sont sujets aux déterminations péremptoires des officiers du *Senado da Camara* de Vila Boa. Les exemples ne manquent pas. La prison des quatre membres de l'*Irmandade do Santíssimo Sacramento* – emprisonnés pour avoir refusé de louer les ornements de la procession et pour avoir résisté aux menaces des conseillers municipaux à l'encontre de leurs places dans le cortège du Corps de Dieu – n'était pas un cas isolé parmi les procédures adoptées par les membres de la Chambre. Plácido Teyxeira, juge d'office de l'État de Saint Georges, a lui aussi été l'objet des dures impositions lancées par les officiers municipaux. Accusé par les conseillers municipaux de ne pas avoir préparé convenablement la présentation de l'État de Saint Georges aux cérémonies de *Corpus Christi*, il a vu son emprisonnement décrété à cause du « peu de décence » et du manque de respect vis-à-vis des délibérations du *Senado da Camara* :

Dans cette session, il a été déterminé par le Juge Président et les autres officiers de la *Camara* que le Juge de l'État de São Jorge Plácido Teyxeira soit recueilli à la prison en fonction du peu de décence avec laquelle il a préparé le référé État avec notoire scandale, et le peu de respect des déterminations de cette *Camara* parce que cette festivité est une de plus solennelles et recommandée par Sa Majesté ; on a ordonné que l'Alcade Salvador Antonio va chercher le dit juge en le ramenant au responsable pour le mettre dans la prison jusqu'à un deuxième ordre de cette même *Camara*, pour [servir d'] exemple envers ceux qui vont servir la même charge dans les années à venir<sup>581</sup>.

Saturé de rituels quotidiens, les corps sociaux qui composent la communauté de Vila Boa sont imprégnés par la vigueur de l'actualisation politico-juridique des membres du *Senado da Camara*. La fête du Corps de Dieu, réappropriée

---

<sup>581</sup> IPEHBC, 1794, fls. 140v-141.

par la monarchie et où la religion et la politique se superposent, approfondit et renforce l'influence des conseillers municipaux, légitimant leur pouvoir et leur capacité d'action et d'intervention dans le champ du sacré des mines de Goiás.

#### 5.4 *Le Senado da Camara et le gouvernement de la ville*

Finalement, en reprenant les idées exposées dans le début de ce chapitre, c'est dans l'entrelacement des corps sociaux que nous pouvons identifier les formes de résistances à l'action du *Senado da Camara*. Résistances qui révèlent les points d'application, les mécanismes et les stratégies ordinaires dans les combats pour la prééminence au sein du champ politique des mines du Goiás. Ces luttes, loin de compromettre l'unité de la monarchie, produisent une espèce de « liens structurants », pour utiliser une expression de J. M. Imizcoz<sup>582</sup>. La consolidation de ces liens renforce le cadre général du projet colonial dans Goiás. Dans ce contexte, les différences et les inégalités reflétées par une hiérarchie de pouvoirs, ne se traduisent pas par une séparation ou une distanciation sociale mais, plutôt, renforcent et rendent plus étroites les liens de dépendance et de collaboration mutuelle.

À partir de là, la ville apparaît comme un espace de développement de liens et de réseaux de pouvoir qui soutiennent et légitiment l'autorité et la capacité d'action de l'élite politique dans Goiás. Les moments critiques de sa constitution et de sa légitimation, les combats et les confrontations, offrent un scénario privilégié pour observer les interactions entre la politique et la ville. Dans la ville, le politique contrôle le temps, impose son calendrier et affirme son pouvoir dans les espaces urbains qu'il gouverne.

Par l'intermédiaire de la nature politique de leurs actions, les officiers du *Senado da Camara* pénètrent dans l'arène du sacré et ont ainsi l'accès à la vie religieuse des habitants de la ville : si les interventions auprès du roi du Portugal contribuent à la construction d'une nouvelle église matrice, la création de la Confrérie des Républicains approfondit son influence dans les sphères du monde spirituel.

Par le biais des fêtes officielles, ils négocient avec les confréries religieuses et les confréries laïques. En outre, ils consolident définitivement leur hégémonie sur

---

<sup>582</sup> José María Imizco Beunza, *Comunidad, red social y élites. Un análisis de la vertebración social en el Antiguo Régimen*, *op. cit.*, p. 27.

la vie politique des associations d'artisans dans les mines de Goiás. En fait, les disputes contre les membres des *irmandades*, le contrôle politique et l'organisation des activités professionnelles, ainsi que les relations de marché, étaient soumises au gouvernement de la ville. Contre la persistance des anciennes coutumes il faut manifester l'arrivée d'un nouveau temps, le temps de la ville capitale. Dans Vila Boa, sommet du réseau urbain de la société minière, le *Senado da Camara* soumet d'autres élites, d'autres corps sociaux, à sa position hégémonique. Il ajoute à son agenda saturé de tensions et de conflits l'articulation d'un dense réseau social tissé autour des liens quotidiens qui prennent place dans les mines de Goiás.

Comme un instrument indissociable du projet politique du monarque, qui s'investit, en dernière instance, autour de la convivialité harmonieuse des élites coloniales, le *Senado da Camara*, avec ses signes distinctifs, sa visibilité et ses formes d'hégémonie, contraint, intègre et soumet à son pouvoir une multiplicité de corps sociaux. Dans cette société multiple par excellence, il contribue à la construction de l'unité de la monarchie. Sur cet aspect, il n'est pas exagéré de décrire le *Senado da Camara* comme un des piliers qui garantirait la continuité et, pourquoi ne pas le dire, l'unité de la société coloniale et de la monarchie portugaise dans des terres d'outre-mer<sup>583</sup>.

---

<sup>583</sup> Charles Ralph Boxer, *The Portuguese seaborne empire – 1415-1825*, London : Hutchinson, 1977, p. 286.



# **LE POIVOIR POLITIQUE DANS LA VILLE**

---

## **PARTIE 3**

# Chapitre 6

---

## **RYTME ET TEMPORALITÉ DANS GOIÁS COLONIAL (1739-1770)**

### **Plan du Chapitre**

- 6.1 La temporalité du projet politique de Lisbonne
- 6.2 Le temps présent dans les mines du Goiás
- 6.3 La tyrannie de la distance
- 6.4 La temporalité de l'attente

### **Résumé du Chapitre**

Dans ce chapitre, nous avons l'intention d'appliquer à l'étude des relations de pouvoir dans la ville, une multiplicité de regards successifs capables de présenter, à partir d'angles différents, des réalités hétérogènes et souvent contradictoires qui mettent en jeu des temporalités différentes. La temporalité du projet politique de Lisbonne et le temps présent de la société minière, seront mis en perspective. En outre, une troisième temporalité provient du rythme imposé par la distance dans l'application des processus de gouvernance des mines de Goiás : la temporalité de l'attente, qui installe la vie des habitants de Goiás dans une espèce d'entre-lieu, au sein duquel les acteurs et les protagonistes doivent faire face aux incertitudes, en attendant les décisions lointaines du roi du Portugal. Dans ce croisement des temps de l'histoire, les événements sont perçus comme des interactions de force et de pouvoir, dont les tensions peuvent transformer les relations de domination. Notre hypothèse : les liens coloniaux entre Lisbonne et Goiás, entendus comme des projets qui représentent les intérêts et les ambitions économiques et politiques du roi du Portugal, n'expriment pas toute la complexité de la société coloniale.

Le pouvoir du *Senado da Camara* circule à l'intérieur du champ politique et dans les réseaux sociaux des mines de Goiás. Malgré les résistances et les limites imposées à son action, les stratégies mises en place quotidiennement démontrent une actuation polysémique multiple, qui pénètre dans les interstices de la vie coloniale. Elle signale surtout le rythme irréductible de leurs actions, de leurs combats. Ainsi, une lutte persistante ramène le monde des *arraiais* dans la direction voulue par les projets dictés par Lisbonne. Ceci se matérialise dans la cadence du calendrier officiel et la naissance de nouveaux rites, d'un nouveau cérémonial, élaborés depuis Vila Boa de Goiás.

Cependant, il faut regarder avec attention les pratiques politiques et les spécificités urbaines dans les mines de Goiás. Il est vrai que, dans l'historiographie de l'Amérique portugaise, la notion d'ordre colonial renvoie aux besoins spécifiques d'une organisation fondée sur des liens de dépendance vis-à-vis de la métropole. Ce point de vue couvre tout le champ des perceptions élaboré autour des sociétés américaines et conditionne, dans une large mesure, les études sur les phénomènes politiques et urbains. En ce sens, il nous semble que l'historiographie du Goiás colonial, en adoptant le point de vue distant et normatif du pouvoir métropolitain, interprète les études sur les relations de pouvoir et surtout sur les structures urbaines et les mécanismes politiques et administratives locales, comme l'image ou l'incarnation de cet ordre colonial.

Mais, en suivant la piste proposée par Serge Gruzinski<sup>584</sup>, qu'advient-il dès lors que l'on admet que le lien colonial n'est que l'une des dimensions de la société construite dans les mines du Goiás ? Prendre les liens coloniaux entre Lisbonne et Goiás comme la seule dimension possible de la réalité peut impliquer une dépréciation par rapport à la construction parallèle de modes de vie et d'expressions différentes, tout en alimentant un certain mépris vis-à-vis des « représentations hybrides » et des « mélanges de croyances », qui constituent néanmoins des réponses locales à l'organisation et à la domination métropolitaine. La naissance d'une société métisse, notamment depuis le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle – comme nous le verrons au chapitre 8 – ne s'opéra pas par « simple substitution », ni par le biais d'« un pur processus biologique ». « Elle procède d'un ensemble de métissages que n'épargnent

---

<sup>584</sup> Serge Gruzinski, *Les mondes mêlés de la monarchie catolique*, *op. cit.*, p. 115.

pas les « cadres politiques et institutionnels »<sup>585</sup>. Il est vrai que les liens coloniaux entre Goiás et Lisbonne sont toujours présents dans la construction de ce nouveau monde à la frontière ouest de l'Amérique. Il ne s'agit pas de nier cette réalité évidente. Ni même d'ignorer l'importance des politiques et directives métropolitaines qui consolident les structures fondamentales des relations économiques entre le Brésil et le Portugal. Cependant, il faut toujours trouver les connexions capables d'exprimer toute la complexité de la société minière du Goiás.

Surtout, la conception d'une histoire « continue », se déployant au sein d'un temps homogène, appelle à certaines réserves. En raison des complexes entrelacements que constituent la société minière, le temps ne se conforme pas seulement à l'image classique d'un flux, traduit par la figure d'un « tableau plan », dépourvue d'ondulations et de dimensions variées. Au contraire, le temps dans les mines de Goiás est plus complexe que le simple mouvement d'un flux. Il s'agit en fait d'une « cataracte des temps », dans l'acception employée par Siegfried Kracauer, où il y a des « poches » ou « des vides au sein des ces courants temporels »<sup>586</sup>.

Ainsi, dans le scénario produit par la société de mines de Goiás, il demeure toujours possible de visualiser l'existence des continuités et des discontinuités, des interférences et des entrecroisements, qui mettent en jeu plusieurs temporalités. Tout d'abord, il est intéressant d'examiner la temporalité du projet politique de Lisbonne à Goiás<sup>587</sup>. Dans ce cas, les intentions et les ambitions du roi du Portugal concernant le contrôle des relations locales de pouvoir, font de l'action du *Senado da Camara* – en tant que responsable de la réalisation d'une partie importante des directives politiques coloniales – la forme la plus claire des manifestations du projet politique de la Couronne.

Dans ce contexte, les combats et les relations de pouvoir établis par le *Senado da Camara* de Vila Boa se révèlent à l'observateur comme des éléments qui exposent la nature politique de la ville. À travers l'action des officiers municipaux, le pouvoir métropolitain se projette sur l'espace colonial, participe à la composition des relations politiques et dissémine les valeurs fondamentales d'un ordre colonial. En

---

<sup>585</sup> *Ibid.*

<sup>586</sup> Siegfried Kracauer, *L'histoire des avant-dernières choses*, op. cit., p. 272.

<sup>587</sup> La notion de temporalité liée à la ville en projet, au temps présent de la société coloniale et au temps d'attente a été proposée par Laurent Vidal.

d'autres termes, à travers la régulation d'un calendrier très spécifique, qui comprend des célébrations officielles et des cérémonies et rituels publics, un modèle idéal de société dans les mines de Goiás cherche à s'incorporer.

Deuxièmement, c'est le temps présent aux mines de Goiás qui introduit une temporalité différente. Dans ce cas, dans quelle mesure est-il possible de réduire l'ensemble des relations de pouvoir locales à la dimension intentionnelle du projet politique de Lisbonne ? Jusqu'où le modèle idéal proposé et imaginé par la Couronne est-il capable de contraindre le quotidien des rapports de force dans la société minière ? Si l'on déplace le regard du projet et des intentions nourries par Lisbonne vers une autre focale, pour observer la société minière dans une temporalité plus immédiate, on voit apparaître un autre fonctionnement social et spatial, moins abstrait, dans lequel prédomine des luttes et des négociations, où le modèle idéal proposé par Lisbonne souffre de sévères adaptations.

En ce sens, tout au long de ce chapitre, nous avons l'intention d'appliquer à l'étude des relations de pouvoir, une multiplicité de regards successifs capables de présenter, à partir d'angles différents, des réalités hétérogènes et souvent contradictoires qui mettent en jeu des temporalités différentes. La temporalité du projet politique de Lisbonne – qui cherche à inscrire les marques de son pouvoir sur les relations politiques locales – et le temps présent de la société minière, marqué par des disputes et des négociations, seront mises en perspective. En outre, contrairement à toutes les possibilités d'application mécanique du projet politique de Lisbonne, une troisième temporalité provient du rythme imposé par la distance dans l'application des processus de gouvernance des mines de Goiás : la temporalité de l'attente, qui installe la vie des habitants de Goiás dans une espèce d'entre-lieu, durant laquelle les acteurs et les protagonistes doivent faire face aux incertitudes en attendant les décisions lointaines du roi du Portugal. Le défi, ici, c'est d'aborder ce « territoire de l'attente », à travers un « regard en creux » qui privilégie l'observation des situations liminaires, où s'éprouvent les limites de l'exercice du pouvoir d'État<sup>588</sup>.

---

<sup>588</sup> Cf. Laurent Vidal, Alain Musset et Dominique Vidal, *Sociétés, mobilités, déplacements : les territoires de l'attente. Le cas des mondes américains (d'hier à aujourd'hui)*. Texte inédite, socle d'une enquête (collective et interdisciplinaire) qui a comme objet d'étude l'analyse des territoires de l'attente dans les sociétés américaines. Pour une version résumé de ce texte, voir Laurent Vidal, "Les territoires de l'attente : de quelques éléments de réflexion [en ligne]. Février 2011 [réf. du 10 septembre 2011]. Disponible sur : <http://terriat.hypotheses.org/>.

Dans ce croisement des temps de l'histoire, les événements sont perçus comme des interactions de force et de pouvoir, dont les tensions peuvent transformer les relations de domination. Autrement dit, dans les points d'intersection se nichant entre les différentes temporalités, le pouvoir des intervenants souffre des mutations et des nécessaires adaptations qui leur sont concomitantes. Il est donc nécessaire que la relation avec le temps et les formes de domination et de contrôle soit explicitée, révélant, dans la complexité des tensions, les possibilités et les limites des acteurs. Surtout, il est à noter que le temps de l'histoire ou les temporalités considérés dans ce chapitre ne sont pas externes aux individus, mais composent et définissent les rythmes de leur choix et de leurs stratégies.

### *6.1 La temporalité du projet politique de Lisbonne*

La création de Vila Boa et du *Senado da Camara* inaugurent un ensemble organisé de comportements, de gestuelles et de discours, qui insèrent dans un mouvement plus large, dans un rythme différent, la société et ses institutions. Dans ce nouveau cérémonial, les entreprises des officiers de la *Camara* coïncident avec les intérêts et les aspirations nourris par Lisbonne. Il ne s'agit pas, cependant, d'expurger le passé, mais d'assurer la primauté d'un nouveau temps sur les coutumes et les configurations précédentes, comme le montre très bien la rivalité entre le *Senado da Camara* et les membres de la Confrérie du *Santíssimo Sacramento*. À Goiás, la temporalité du projet politique de Lisbonne prend des tonalités spécifiques. Comme nous l'avons dit ailleurs, deux temps distincts coexistent, s'entrecoupent, s'opposent : d'une part, le temps existentiel associé au monde des *arraiais*, où les protagonistes se trouvent immergés dans la densité du moment présent, entourés par la précarité imposée par leur propre mode d'existence, les empêchant d'anticiper ou de projeter leurs stratégies au-delà du temps vécu. D'autre part, le temps opératoire de la ville, inscrit à travers la création de Vila Boa et du *Senado da Camara*, qui accélère les actions des hommes, anticipe l'avenir et impose un autre rythme aux projets de Lisbonne.

#### *6.1.1 Avant et après Vila Boa : le temps des arraias et le temps de la Vila*

Effectivement, le temps existentiel des *arraiais* et le temps opératoire de la ville sont deux modalités d'action qui intègrent la temporalité du projet politique de Lisbonne. Donc, il ne s'agit pas d'exercer une opposition entre deux visions ou deux modes d'action, mais d'appréhender et de suivre le fil conducteur qui nous permet de passer de l'un à l'autre. Si les déterminations de Lisbonne prospèrent, c'est Vila Boa et le *Senado da Camara*, en tant qu'espaces de négociation et connexion, qui inaugurent un temps nouveau, imposent un rythme dissonant et exercent la prééminence des intentions du monarque sur le monde des *arraiais*.

En fait, édifiée sur l'espace urbain occupée par l'*arraial* de Sant'Anna, Vila Boa de Goiás absorbe la même population, partage la même histoire. Ancrée dans cette ancienne configuration, elle réélabore un nouvel environnement qui donnera une forme moderne au projet de Lisbonne, simultanément imprégné d'un volontarisme monarchique et d'un besoin impérieux d'anticipation. Comme nous l'avons vu auparavant, prévision, volonté et ambition sont au service d'une influence de plus en plus vaste de la Couronne. L'anticipation et le volontarisme favorisent la capacité à gérer des changements dans un environnement turbulent, saturé de conflits et de rébellions. Dans ce contexte, le renouvellement du projet de Lisbonne aux mines de Goiás représente l'anticipation d'un avenir incertain qui, dans le vaste domaine des possibles, doit être contrôlé.

Si l'on considère les décisions de Lisbonne dans les régions minières on constate que la création ou la fondation des villes est précédée d'un cycle qui semble se répéter sur un rythme constant. À chaque découverte de gisements d'or, le contrôle de la région est transféré aux premiers découvreurs et seule l'augmentation de la population et la confirmation d'importantes réserves du métal précieux déclenchent des interventions efficaces de la Couronne sur le processus de production. Ce mouvement cyclique induit un processus répétitif d'actions.

Avant la création de Vila Boa, en face des nombreuses difficultés – l'instabilité du pouvoir des premiers découvreurs, l'absence d'une unité politique dévolue aux intérêts du monarque, les obstacles qui entravent le transfert et l'appropriation de l'or par la Couronne, la distance permanente des autorités royales, les disputes intestines entre les vassaux du roi – les réponses de Lisbonne comprennent un éventail d'actions ponctuelles. En effet – à partir des stratégies de persécution et de disqualification des découvreurs jusqu'à l'implantation initiale des

appareils administratifs coloniaux – leurs initiatives se chargent, peu à peu, d'un ton plus marqué en faveur du monarque, qui tranche avec le silence initial des représentants du roi dans les zones minières.

Mais cette technologie de la répétition cyclique expose clairement les véritables intentions du roi du Portugal : alimenté par l'expérience du Minas Gerais, un processus linéaire d'actions intentionnelles, dont le calendrier caractérise le rythme du projet de Lisbonne, était en cours dans le cadre plus large des mines de Goiás. Dès le commencement, lorsqu'un contrat de collaboration mutuelle s'établit entre la Couronne et les paulistes, les intérêts particuliers se trouvent consolidés et, guidées par la notion de droit de conquête, les ambitions du roi du Portugal tracent les grandes orientations du projet colonial dans les mines de Goiás.

Malgré la rupture avec la forme de gouvernement établi dans les premiers temps et en dépit du type de gestion associé à la culture politique des premiers découvreurs, la création de Vila Boa, du *Senado da Camara* et de la Capitainerie de Goiás traduisent avant tout la continuité d'un projet : à la monotonie des anciens noyaux urbains, Lisbonne souhaite imprimer un nouveau rythme à ses actions dans l'espace et le temps des mines. Dès lors, le cadre des pratiques sociales et politiques dans Goiás sera composé par la confluence et le croisement entre l'héritage légué par le temps des *arraiais* et les innovations institutionnelles mises en œuvre par Lisbonne. Rencontre et fusion entre l'ancien et le nouveau. Synthèse et unité entre deux moments différents du même projet. Si cette composition, est une source de nouveaux conflits d'une part, elle est le point d'inflexion pour de nouveaux accords et engagements d'autre part.

Ainsi, tout au long de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, la construction de relations de pouvoir dans la société minière de Goiás est le résultat de l'articulation entre ces deux rythmes, dont l'intersection résulte d'un seul mouvement, qui renvoie à la capacité de création et de recreation du projet politique de Lisbonne : soit par l'activation de rythmes préexistants, soit par l'arrivée de nouveaux rythmes à partir des structures anciennes. En effet, l'intention de Lisbonne consiste à superposer au rythme – pourquoi ne pas le dire – circulaire des *arraiais* – secoué en permanence par la cadence discontinue des violentes rébellions et émeutes – un rythme linéaire, assimilé à un mouvement continu et rythmé qui permet de penser la société minière à partir du seul projet colonial.



### 6.1.2 La nature politique du rythme

Bernard Vandewalle, dans une étude sur la nature politique du rythme, a cherché à démontrer que le rythme « produit des effets politiques », d'ordre à la fois tactique et stratégique<sup>589</sup>. Associé à la périodicité des activités des hommes et « à la mécanique des pouvoirs », le rythme, en tant que méthode politique, se sert et s'intéresse avant tout au contrôle de la vie des hommes. En effet, l'action des officiers du *Senado da Camara* reflète un changement dans la tactique et la méthode employées par Lisbonne, dans le but de produire des effets politiques : assurer la prééminence des intérêts de la Couronne et, surtout, élaborer une expérience unifiée dans la société coloniale minière, fondée sur les valeurs et les normes dictées directement par le monarque. L'ensemble des conditions politiques élaborées à Lisbonne et le répertoire provenant de l'expérience accumulée dans la voisine Minas Gerais, devraient être appliqués à la diversité des situations trouvées dans les mines de Goiás, dans la mesure elle se caractérise par la volonté de stabiliser le processus de colonisation. Ce nouveau rythme imposé modifie la position du roi dans l'échiquier du jeu politique de Goiás.

Cette technologie politique du rythme consiste à établir des scansions, à régler différemment les cycles de répétition soit sur le plan politique, soit sur le plan économique. Si dans le temps des *arraiais*, le pouvoir du monarque se faisait sentir de l'extérieur, s'imposant par la distance<sup>590</sup>, la création de Vila Boa, l'institution de la *Camara* et de la Capitainerie de Goiás ont l'intention d'élaborer un programme qui contrôle, depuis l'intérieur, la répétition des cycles et des activités, le déploiement des actions et les phases du projet orienté par la Couronne. On est passé de la conception et de la pratique d'un pouvoir ayant une petite capacité d'intervention qui observe, calcule et mesure les gestuelles des protagonistes, à une trame effective d'un pouvoir qui passe par la contrainte directe, en soutenant et accompagnant le projet tout au long de son déroulement.

---

<sup>589</sup> Bernard Vandewalle, Le rythme comme schème politique, in Pierre Sauvanet et Jean-Jacques Wunenburger (Dir.), *Rythmes et Philosophie*, Paris : Éditions Kimé, 1996, p. 41.

<sup>590</sup> Laura de Mello e Souza, La conjoncture critique dans le monde luso-brésilien au début du XVIIIe siècle, *op. cit.*, p. 14.

Voilà pourquoi les officiers municipaux cherchent à s'intégrer aux mailles de la société, à s'infiltrer à travers le maillage des corps sociaux, à se nourrir et à éroder les pouvoirs des autres élites, pour extraire leur participation maximale, en assurant une espèce de composition des forces qui légitime son autorité et, dans le même temps, consolide le projet politique de Lisbonne. Sous son commandement, la multiplicité des pouvoirs existants dans la ville doit être inscrite dans l'unité du temps homogène du projet colonial.

Si les combats entamés par le *Senado da Camara* sont décisifs pour la légitimation de Vila Boa comme capitale, c'est parce que son existence fonctionne comme un diviseur d'eaux, provoquant une rupture dans les différents niveaux de relations de pouvoir (dans le gouvernement de la ville, dans la hiérarchie des espaces sacrés, dans l'organisation du territoire, dans le calendrier de la vie collective). Ainsi, les membres de la *Camara* finissent par interférer dans les différentes couches de l'expérience vécue par les habitants de Goiás, en modifiant les différents rythmes de la vie collective et sont perçus, dans les espaces de la ville et la société des mines du Goiás, comme la cause, parfois indésirable, d'un changement dans les statuts établis par les coutumes précédentes.

Il ne s'agit pas, toutefois, d'une déconstruction pure et simple des habitudes du passé, mais de l'insertion d'un nouvel élément au cours des événements, qui bouscule l'ordre et les lieux habituels en instaurant de nouveaux effets de pouvoir. Des effets de pouvoir qui se matérialisent dans les enceintes institutionnelles et modifient les espaces de convivialité dans la ville.

### 6.1.3 Le Senado da Camara : visibilité dans la ville

Juste pour avoir une idée de la visibilité de son pouvoir et du degré de rupture provoqué par la présence du *Senado da Camara*, il suffit de rappeler quelques interventions réalisées dans la vie quotidienne des centres urbains. Les espaces édifiés des villes reçoivent une attention et une fiscalisation particulière et le souci sanitaire suscite des interventions inexistantes auparavant : le *Senado da Camara* légifère sur les postures municipales ; les fonctionnaires municipaux contrôlent l'ensemble du processus d'édification et de l'occupation des espaces de la ville. Ils accompagnent les conditions d'hygiène des établissements publics et commerciaux ;

ils ordonnent la réparation des murs qui tombent sur les passages collectifs ; ils opèrent des réparations sur les trottoirs irréguliers qui accumulent la boue ; ils choisissent les endroits appropriés pour le dépôt des déchets ; ils restaurent les rues et les chemins qui exigent de l'éclairage, du nettoyage et du désherbage ; Ils surveillent, conservent et détiennent le contrôle sur les ponts qui relient les rives des villes et dans les villes (généralement traversés par des rivières) ; enfin, ils prennent soin des routes qui connectent les noyaux urbains.

Par contre, les relations de marché sont la cible d'interventions fréquentes : les officiers de la *Camara* supervisent les instruments des poids et mesures, dont l'irrégularité conduit parfois à la fermeture des établissements commerciaux ; ils taxent et surveillent les prix des articles mis sur le marché ; ils examinent la qualité des produits et des aliments ; ils détiennent le monopole du commerce de la viande ; ils régissent les relations de production des métiers manuels ; ils répriment la contrebande et surveillent la présence d'intermédiaires. Surtout, en tant que responsable de la police et de la justice en première instance, ils pénètrent dans l'intimité de la vie privée des hommes (interférant dans les conflits personnels entre voisins, jugeant de crimes, décrétant des pénalités. Ils ordonnent également des arrestations, détiennent les clés de la prison, lancent des taxes d'urgence et promeuvent la sécurité publique). Tout cela est, en fait, la manifestation d'un nouvel ordre qui émerge avec l'institution du *Senado da Camara*.

L'exercice de ce nouveau pouvoir dérangeait et demeurerait certainement problématique. Ainsi, la préoccupation qui incite le gouverneur du Rio de Janeiro, Gomes Freire de Andrade à prévenir le roi du Portugal, au moment du départ du comte de Sarzedas aux mines de Goiás en 1736, n'est pas dénué de fondement : « J'ai entendu dire que le comte partait avec l'idée de former à Tocantins une Vila et voulait également essayer d'en instaurer quelques autres. Je peux dire, par expérience, que plus on érige de Vilas, plus il y a de *Camaras* et plus il y a de désobéissance »<sup>591</sup>.

La recommandation du gouverneur révèle sa préoccupation quant aux effets de pouvoir produits par la création d'une Vila : si elle permet d'intégrer la société minière au projet colonial, incarnant la continuité entre la métropole et ses possessions d'outre-mer, elle induit également l'émergence d'une nouvelle élite

---

<sup>591</sup> DI, v. 50, p. 292.

locale, dotée d'une autonomie excessive, comprenant des hommes enrichies par l'or qui trouvent dans le pouvoir accordé par le *Senado da Camara*, l'occasion d'affirmer leur nouveau statut social. Mais l'accusation de Freire de Andrade annonce l'existence d'un danger encore plus grave pour Lisbonne : l'insubordination des officiers municipaux.

L'appréhension de Gomes Freire de Andrade était fondée sur l'expérience. Après une période d'intense dissémination des *vilas* – dont la nécessité a été reconnue par lettre royale depuis 1693 – qui a retiré au roi la compétence exclusive pour la création de *vilas* –, la décennie 1730 semble caractériser par un certain recul de leur expansion en Amérique. Les mines de Goiás, malgré leur extension territoriale, témoignent de ce souci : Vila Boa a été la seule création tout au long du XVIIIe siècle<sup>592</sup>.

Dans ce contexte, le champ ouvert à des négociations entre les *Camaras* de l'Amérique portugaise et le roi du Portugal, confère un pouvoir très large au *Senado da Camara*. Mais l'insubordination dénoncée par le gouverneur, dans le cas des régions minières d'Amérique, semble puiser ses racines dans la trajectoire et la culture politique constituées autour des paulistes, dont l'image a été marquée par l'idée de vassaux indomptés et insoumis, rebelles et jaloux de leur autonomie et hostiles aux normes de la vie politique de l'Ancien Régime.

Constituant une élite guerrière dans l'Amérique portugaise – dont la fidélité était associée à des possibilités de rémunération pour les services rendus au roi – la nature de leurs relations politiques avec la Couronne était, très tôt, médiatisée par des intérêts essentiellement privés<sup>593</sup>.

---

<sup>592</sup> Cependant, comme le confirme Francisco Bethencourt, « le rythme d'érection des Vilas a augmenté de façon exponentielle dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, après avoir subi un nouveau bond avec le transfert de la Cour au Brésil » Cf. Francisco Bethencourt, *As câmaras e as misericórdias*, *op. cit.*, p. 276.

<sup>593</sup> En fait, les paulistes ont introduit un facteur original et subversif dans leurs relations avec la Couronne, marquées notamment par l'incorporation d'un contenu contractuel qui plus tard sera incorporé à l'imaginaire politique du XVIIIe siècle. Ajouté à cela, l'idée d'un droit de conquête qui contribue à structurer leurs négociations avec le monarque, favorisant l'émergence d'« une rhétorique puissante et irrésistible » dans les arguments utilisés pour consolider leurs pactes et accords. Cf. Adriana Romeiro, *Revisitando a Guerra dos Emboabas : práticas políticas e imaginário nas Minas setecentistas*, *op. cit.*, p. 388/395. Ce modèle de réaction et de négociation par rapport aux impositions de la Couronne, ébauché dans la pratique politique des paulistes, a largement inspiré les soulèvements et les mutineries qui ont eu lieu dans les premiers temps au sein des mines de Goiás.

En effet, la rupture avec ce modèle de comportement a impliqué l'adoption de nouvelles méthodes et d'une toute autre rhétorique. Mais la symbiose entre l'ancien temps des *arraiais* et le nouveau temps de Vila Boa était inévitable<sup>594</sup>. Par analogie avec la réflexion proposée par Jean-Jacques Wunenburger, à propos du rythme comme méthode, la rupture politique causée par la création de Vila Boa ne survient pas en l'absence de rythmes précédents, ni même contre eux, mais avec eux et à partir d'eux. C'est cela la nature du projet politique de Lisbonne à Goiás<sup>595</sup>. Ainsi, en réactualisant le passé, les initiatives des officiers du *Senado da Camara* rompent avec les pratiques politiques liés au temps des *arraiais* et inaugurent une nouvelle expérience. Alors qu'avec la force motrice de ce projet, le *Senado da Camara* réélabore et actualise les expériences politiques de la Couronne, crée de nouvelles possibilités et produit des effets de pouvoir qui assurent une plus grande stabilité dans le cadre politique des mines de Goiás.

## 6.2 Le temps présent dans les mines du Goiás

Le projet politique de Lisbonne a suivi un cours sinueux jusqu'au premier point d'inflexion, marqué par la création de Vila Boa et du *Senado da Camara* et, peu après, l'installation de la Capitainerie de Goiás. Depuis, une perspective optimiste sur l'avenir semble guider la stratégie de Lisbonne : le projet politique est associé à une planification des activités économiques dans le but d'établir un contrôle plus efficace de la richesse provenant de la production de l'or. Une lettre du secrétaire du gouvernement de Goiás qui a traversé l'Atlantique en 1755, confirme la croyance quant aux effets bénéfiques de cette stratégie. Dans son récit, Angelo dos Santos Cardoso affirme avoir de grandes incertitudes sur l'avenir, pointant les mines du Goiás comme un fleuron de l'or pour la Couronne, replets de trésors offerts par l'omnipotence divine.

---

<sup>594</sup> Ce n'est pas sans raison que la première composition des charges du *Senado da Camara*, proposée par le gouverneur Luiz de Mascarenhas, a mélangé des groupes hétérogènes de l'élite locale, apportant au centre du nouveau paysage politique les descendants du découvreur Bartolomeu Bueno da Silva.

<sup>595</sup> Comme nous avons dit ailleurs, la notion de projet politique utilisée ici ne renvoie pas à un plan global défini par métropole pour l'ensemble des mines, mais au désir, à la volonté, à l'ambition de la Couronne de contrôler les relations politiques locales, à l'aide de mécanismes institutionnels implantés à travers la fondation de Vila Boa de Goiás, la création du *Senado da Camara* et l'institution de la Capitainerie de Goiás.

Voici un district [dit-il au secrétaire d'Outre-mer, Diogo de Mendonça Corte Real] qui est un fleuron en or pour la Couronne de Sa Majesté, par la généralité avec laquelle il produit [...] et qui ne connaît pas encore le vingtième de sa production ; parce qu'il s'agit de trésors que le Divin, en tant que donneur de ces richesses, manifeste aux hommes d'après sa volonté, selon l'ordre de leurs mérites, [de telle façon] que se préoccuper d'autre chose est de la tromperie<sup>596</sup>.

Effectivement, la présence institutionnelle de la Couronne dans les mines de Goiás avait provoqué un changement dans le cours des événements. Basée essentiellement sur une rupture avec les conditions administratives précédentes, la mise en place de nouveaux mécanismes de contrôle a produit une nouvelle perspective de l'avenir. À partir de l'introduction d'un nouvel agenda politique, la Couronne investit dans de nouvelles lignes directrices en changeant la hiérarchie des pouvoirs. Au cœur de la société minière, Lisbonne essayait de reproduire l'image et l'expression d'un modèle homogène et idéal.

#### 6.2.1 La dimension intentionnelle du projet de Lisbonne

Toutefois, cette action préméditée par la Couronne serait-elle capable d'inspirer et de produire, mécaniquement, dans la société locale, une nouvelle condition, un nouveau temps, un nouveau rythme, un nouveau modèle d'interactions dans le champ politique des mines de Goiás ? Qu'en seraient-ils des hommes, des groupes et des corps sociaux, étant donné le rythme nouveau imposé par le projet politique de Lisbonne ? Et quant aux instruments manipulés au gré des enjeux de pouvoir pensés par les architectes de la monarchie et dirigés par les représentants de Couronne à Goiás ? D'un autre côté, si l'on considère le rôle du *Senado da Camara* dans le projet politique de Lisbonne, comment le nouveau rythme imposé par les officiers municipaux peut-il devenir, non pas une forme cristallisée et renfermée sur elle-même, mais une sorte de matrice créatrice et un instrument dynamique de convergence entre les différents organismes sociaux et politiques des mines ?

---

<sup>596</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 12, D. 740.

Nous avons vu par ailleurs, combien cette dimension intensionnelle du projet politique de Lisbonne, nourrie essentiellement par les intentions, les désirs et les ambitions du roi du Portugal, devient la cible privilégiée des résistances invoqués par les acteurs des mines du Goiás.

Par ailleurs, son homogénéité n'atteint pas instantanément tous les corps sociaux, ni n'imprime, mécaniquement, un rythme particulier aux événements qui se produisent dans les sphères des pouvoirs locaux. En tant que modèle idéal, les actions orientées par Lisbonne trouvent des limites qui empêchent la performance attendue, ce qui rend son fonctionnement imparfait, comme si le cours ordinaire du temps dans les mines fonctionnait comme un obstacle pour les prétentions de la Couronne, le sable dans l'engrenage limitant son efficacité.

Le naturaliste Auguste de Saint-Hilaire relate un exemple intéressant qui expose les limites des projets de la Couronne et, plus précisément, les difficultés d'actuation des gouverneurs et capitaines-généraux du Brésil. Selon lui, les gouverneurs « les mieux intentionnés n'opéraient pas toujours pour le bien qu'ils auraient désiré faire, parce que, dans la nature même des choses, ils trouvaient des obstacles invincibles<sup>597</sup>. João Carlos Augusto d'Oyenhause (1807-1819), poursuit Saint-Hilaire, qui,

après avoir gouverné, pendant plusieurs années, la province de Mato Grosso, avait été envoyé à Saint-Paul, disait qu'il y avait trois époques dans la vie administrative d'un capitaine général, la fièvre avec délire, la fièvre sans délire et l'abattement. Un général partait pour son gouvernement sans le connaître ; mais il savait pourtant qu'on lui avait confié l'administration d'un pays où tout était nouveau, où tout était encore à faire. Il prétendait arracher une immense contrée à la barbarie, et s'illustrer en opérant de grandes choses. Il arrivait la tête farcie de plans de toutes les espèces ; cependant, après avoir pris connaissances des localités, il s'apercevait que ses idées, enfantées en Europe ou à Rio de Janeiro, n'étaient point applicables à l'intérieur du Brésil. Bientôt il ne délirait plus. Il réformait ses projets, il les adaptait davantage au pays ; et se préparait à les exécuter ; mais il n'avait point calculé les obstacles. Les hommes et les choses lui opposaient une force d'inertie plus difficile à vaincre que la résistance la plus vive. Il se

---

<sup>597</sup> Auguste François César Provençal de Saint-Hilaire, *Voyage aux sources du Rio de São Francisco et dans la Province de Goyaz*, op. cit., p. 284.

dégoûtait et tombait lui-même dans cette apathie où étaient plongé tous ceux qui l'entouraient<sup>598</sup>.

L'exemple cité ci-dessus montre clairement que les projets apportés dans les valises des représentants de la Couronne, ainsi que leurs plans et leurs intentions en consonance avec les intérêts de Lisbonne, fonctionnent uniquement comme un programme général parmi la multiplicité des obstacles inattendus trouvés dans la société coloniale. Leurs projets comportent, par conséquent, seulement une partie d'un programme susceptible d'être adaptable en fonction des circonstances.

Malgré toute la force et le symbolisme du pouvoir royal ainsi des appareils administratif et judiciaire, il laisse place, en raison de limites imposées par les conditions du terrain, à un vaste champ de possibilités. En ce sens, nous devons admettre que la structure du projet colonial comprend des emplacements vides, des zones non asservies par son programme général, dans lesquels peuvent surgir de nouvelles combinaisons formelles. Sa temporalité et son rythme, dans l'acception que leur donne Jean-Jacques Wunenburger, « est une forme de jeu (le jeu de la politique), et tout jeu, même à règles, implique un espace d'indétermination qui rend possible les permutations »<sup>599</sup>, les négociations et les résistances.

Dès lors, il est bon de rappeler que les formes de résistances sont prises ici comme des mécanismes capables de mettre en évidence les relations de pouvoir en jeu dans les mines de Goiás. On peut les retrouver dans les interstices, dans les zones de porosité, où s'inscrivent les luttes et les oppositions qui indiquent les limites du projet politique colonial. Les méthodes utilisées par Lisbonne, en tant que programme général, sont traversées par la présence d'éléments qui ne se laissent pas conduire mécaniquement, provoquant, soit des impasses et des objections d'ordre politique (dont les solutions peuvent entraîner des attitudes assez radicales), soit des interpositions marquées par la désobéissance. Par conséquent, la manifestation des comportements incompatibles avec les objectifs du projet Lisbonne n'est pas rare (à l'exemple des rituels et des attitudes telles que la contrebande, les révoltes et les mutineries, la pratique des religions africaines, la fabrication de produits interdits,

---

<sup>598</sup> Idem, p. 285.

<sup>599</sup> Jean-Jacques Wunenburger, Rythme, formes et sens, in Jean-Jacques Wunenburger (Dir.), *Les rythmes lectures et theories*, Paris : L'Harmattan, 1992, p. 22.



l'évasion fiscale et la négligence à la Loi). Loin de se répéter mécaniquement et de se soumettre passivement à la volonté du roi, les acteurs et les protagonistes n'agissent pas comme des miroirs, mais plutôt comme des médiateurs qui transforment et rajoutent des difficultés aux plans de la Couronne. Ils changent le rythme des actions, ils précipitent la prise de décisions et retardent les résultats.

### 6.2.2 La multiplicité de temps dans la ville

Comme nous le voyons, outre la dimension intentionnelle, rationnelle et planifiée du projet politique de Lisbonne, nous trouvons, au cœur de la société minière, un théâtre de contradictions et de diversités, une autre temporalité, pleine de conflits, durant laquelle se croise différents intérêts, se déroule des disputes, des intrigues, des alliances et des négociations. Si le projet colonial impose des contraintes à la société locale, il ne le fait que partiellement, permettant l'émergence d'altérités dans le quotidien dynamique et varié des mines de Goiás. Laurent Vidal l'énonce ainsi : « Si l'on change de focale pour observer la ville au présent, ne voit-on pas apparaître un autre fonctionnement social et spatial, moins abstrait, plus fluide en somme, où dominant négociations, adaptations, ruses parfois ? »<sup>600</sup>. Dans le temps présent des mines, les actions de la Couronne sont confrontées à la complexité du fonctionnement spatial et social de la société, en annonçant une ingénierie d'accords et d'alliances : croisement de temps et de rythmes qui parfois se superposent, s'ignorent ou entrent en conflit. Henri Lefebvre, traduit très bien cette relation entre les rythmes : « dès que l'on discerne dans les rapports sociaux les rapports de force et ceux d'alliance, on perçoit leur lien avec les rythmes. L'alliance suppose un accord entre des rythmes différents ; le conflit suppose une arythmie : une divergence dans le temps, dans l'espace, dans l'emploi des énergies »<sup>601</sup>.

Alors, les rapports de force et d'alliance dans le champ politique des mines du Goiás, mettent en jeu des temporalités distinctes : celle du projet politique de Lisbonne, qui cherche à utiliser et manipuler les temps, les dates, les horaires, les individus et les groupes, et celle de la ville au présent, où se déploie les rapports de

---

<sup>600</sup> Laurent Vidal, *Sous le masque du colonial*, *op. cit.*, p. 578.

<sup>601</sup> Henri Lefebvre, *Éléments de rythmanalyse – Introduction à la connaissance des rythmes*, Paris : Éditions Syllepse, 1992, p. 93.

forces, les relations politiques réelles, concrètes, au sein d'un fonctionnement social et spatial extrêmement complexe. D'un côté, les ambitions et les désirs du roi du Portugal, les vertus de la rationalité, le pouvoir de mobilisation que détient la Couronne, au moyen de ses appareils institutionnels, ses méthodes et ses discours, le désir d'inclure dans son projet tous les organismes sociaux, l'intention de bannir de l'intérieur des villes tout comportement contraire aux arrangements préparés à Lisbonne. De l'autre côté, les relations politiques dans le temps présent de la société minière, au cœur d'une Amérique si distante. Relations pleines d'intérêts et de conflits divers, balisées par les nécessaires adaptations et arrangements, avec des solutions spontanées et inattendues, traversées par l'imprévisibilité des événements et, dès fois, par une apparente irrationalité dans les choix et les décisions pris par les protagonistes.

Dès lors, rendre compte de l'émergence et de l'installation de la vie politique et des rapport de forces dans les mines du Goiás ou, si l'on veut, dans la vie urbaine du Brésil moderne, c'est d'abord mettre en lumière cette possibilité de temps multiples, en considérant leurs décalages, capables de donner forme à des configurations sociales et politiques originales<sup>602</sup>. Surtout, il ne s'agit pas seulement de révéler une structure feuilletée du temps, à l'instar de celle conçue par Fernand Braudel : le temps bref et disputé de la naissance du champ politique ; le temps initial et confus de l'installation de Vila Boa et du *Senado da Camara* et le temps dilaté d'accommodation et de légitimation du pouvoir des officiers municipaux. Plus que cela, ce qui est en jeu réside dans une approche dynamique des temporalités, par opposition à une conception traditionnelle du temps, qui suppose que l'histoire est une continuité se déployant dans un temps homogène. À cet égard, la notion de rythme est particulièrement utile parce qu'elle peut permettre de construire l'idée de contradictions multiples<sup>603</sup>, ouvrant une possibilité pour percevoir la construction d'histoires différentes, étrangères entre elles, mais modelées par le prisme de l'interaction. Le cas de Goiás semble exemplaire : sur les points cruciaux d'intersection et de croisement entre Lisbonne et Boa Vila , une série d'intérêts, parfois divergents, doit être négociée en vue de la construction d'un espace

---

<sup>602</sup> Laurent Vidal, *Sous le masque du colonial*, *op. cit.*, p. 578.

<sup>603</sup> Bernard Vandewalle, *Le rythme comme schème politique*, *op. cit.*, p. 45.

économique, de relations sociales et politiques et de formes institutionnelles. Dans ce processus, la matrice du projet de Lisbonne et ses formes de domination doivent être redéfinies, recomposées à la lumière des exigences du temps présent de la société minière. Surtout, c'est la simultanéité des événements qui doit être saisie, en pensant leurs articulations et en considérant la notion de temporalité comme une multiplicité qualitative de rythmes différents.

Louis Althusser utilise la notion de rythme pour avaliser une vision de l'histoire marquée par une multiplicité de temps spécifiques, contre l'illusion empirique d'un continuum temporel homogène ou la coexistence de tous les éléments du tout dans la même temporalité. D'après lui, « Chacune de ces histoires propres est scandée selon des rythmes propres et ne peut être connue que sous la condition d'avoir déterminé le concept de la spécificité de sa temporalité historique et de ses scansion »<sup>604</sup>. Sur la conception du temps couramment utilisée par les historiens, Louis Althusser avance :

Il ne suffit donc pas de dire, comme le font des historiens modernes, qu'il y a des périodisations différentes selon les différents temps, que chaque temps possède ses rythmes, les uns lents, les autres longs, il faut aussi penser ces différences de rythmes et de scansion dans leur fondement, dans le type d'articulation, de déplacement et de torsion qui raccorde entre eux ces différents temps<sup>605</sup>.

Par conséquent, au-delà du continuum homogène du temps, des temporalités distinctes, en tant que plans ou niveaux superposés, coexistent, s'entrecroisent, s'influencent mutuellement ou, tout simplement, s'ignorent, dans le champ politique : d'un côté, le projet intentionnel de Lisbonne, de l'autre, le temps présent, plasma et lieu de l'expérience vécue dans les mines de Goiás. Ainsi, la nature des relations politiques se donne à voir comme un ensemble où les temporalités se superposent et où elles correspondent à une situation matérielle différente, à l'intersection de laquelle les connexions supposent une tension, un drame, « une paix fragile établie ou imposée », selon Jean Duvignaud. Si le projet politique de Lisbonne situe son action à partir d'un appareil institutionnel qui donne forme et légitime l'exercice de certaines contraintes, nous ne pouvons pas oublier que ces institutions, à

---

<sup>604</sup> *Ibid.*

<sup>605</sup> Louis Althusser, *Lire le Capital*, Paris : Maspero, 1980, p. 125.

l'exemple des villes et des structures de gouvernement qu'elles engendrent, "sont la cristallisation des attitudes"<sup>606</sup> et des actions des acteurs, dotés d'une force suffisante pour imposer certains ajustements et adaptations dans les formes institutionnelles implantées par la Couronne. C'est pourquoi la construction des édifices politique et social dans cette dernière frontière coloniale doit être comprise sous le prisme de l'interaction, de l'incorporation et de la recomposition, parce qu'ils sont le produit de l'intersection de temporalités diverses. Cette situation s'avère être une condition inhérente à la nature originale des institutions implantées.

### 6.2.3 La convergence et les négociations entre les corps sociaux de la ville

Mais une question reste sans réponse : comment le *Senado da Camara* et le nouveau rythme imposé par l'action de ses membres, peuvent-ils devenir, non une forme cristallisée et refermée sur elle-même, mais une matrice créatrice et un instrument dynamique de convergence entre les différents organismes sociaux et politiques ? La réponse à cette question nous engage à poursuivre deux dimensions distinctes du processus d'adaptation du projet politique de Lisbonne aux circonstances et aux situations trouvées dans les mines de Goiás.

Tout d'abord, la montée en puissance des élites locales qui agissent à travers les *Camaras* dans l'Amérique portugaise remonte à un passé lointain. Depuis la crise économique de la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, associée à la production de sucre au Brésil, des conséquences sociales et politiques importantes ont changé la corrélation des forces prédominant en Amérique. L'aristocratie du sucre, liée à l'agriculture d'exportation, a eu tendance à perdre ses positions dominantes dans les institutions urbaines laïques et bénévoles de grand prestige comme les miséricordes et les confréries religieuses.

Dans le même temps, le poids des agriculteurs sur les institutions locales a été menacé par les nominations des *juizes de fora* et l'émergence des représentants des marchands et des artisans urbains. Peu à peu, la participation dans les institutions locales sera amplifiée, suite à la conséquente diversification et à la consolidation de

---

<sup>606</sup> Jean Duvignaud, *Introduction à la sociologie*, Paris : Gallimard, 1966, p. 42.

l'influence des groupes liés au *Senado da Camara*, chaque jour plus importants dans le contexte impérial.

En outre, la reprise du Pernambouc et la fin de la domination néerlandaise sur São Paulo de Luanda (en Afrique) – procédures associées aux initiatives des sujets du roi du Portugal en Amérique, qui ont trouvé dans les *Senados da Camara* des bases vigoureuses et ont été mobilisés dans la défense des territoires appartenant à l'Empire – ont stimulé et renforcé exceptionnellement le pouvoir d'interférence des officiers municipaux au Brésil. En plus, comme les élites locales avaient le droit de voix à Lisbonne, où les *Camaras* étaient représentés par leurs procureurs, à partir 1653, la *Camara* de Bahia a obtenu le droit d'envoyer deux représentants pour les Cortes, privilège nullement méprisable qui atteste le renforcement incontestable de la participation et l'influence des groupes qui président le *Senado da Camara* dans la mise en œuvre des politiques impériales.

Dans ce phénomène de longue durée, les réformes mises en œuvre sous le règne de Jose I, pilotées par le ministre Sebastião José de Carvalho e Melo, tant dans la supervision de la production d'or que dans la protection du commerce des matières premières au Brésil (le sucre et le tabac), nourrissent le pouvoir des élites locales. Par rapport à la production d'or, en réponse aux représentations et aux plaintes des *Camaras* des zones minières, une des premières mesures prises à Lisbonne, en décembre 1750, résidait dans la suppression de la méthode de la capitation et le retour au recouvrement du *quinto* organisé selon la méthodologie proposée par les habitants de Minas Gerais : la contribution annuelle d'or et la provision de la plupart des postes dans les Casas de Fundação devaient être assurées par les *Camaras*, convoquées en vue de garantir la consécration du projet de Lisbonne. Par rapport aux activités commerciales, le monarque a créé, en avril 1751, les *Casas de Inspeção*, dont les inspecteurs ont été choisis parmi une liste de noms indiqués par la Couronne et soumis au vote des officiers municipaux.

Effectivement, la création de Vila Boa et du *Senado da Camara* accompagne une tendance de longue durée à l'échelle impériale, suivie localement par la création de la Capitainerie de Goiás, qui favorise toutes les possibilités de légitimation du pouvoir de Vila Boa capitale dans les espaces politiques et sociaux, en faisant de la *Camara* une institution essentielle de la réalisation des projets mis en œuvre par Lisbonne. Depuis, le *Senado da Camara* se caractérise comme un

instrument dynamique de convergence entre les différents organismes sociaux et politiques dans les mines de Goiás.

Dans ce contexte, la matrice créatrice qui cristallise et consolide le *Senado da Camara* en tant qu'institution fondamentale pour les plans de Lisbonne, reste les mesures prises par les officiers de la *Camara* qui se déploient dans le temps et l'espace des mines au sein de la Capitainerie de Goiás. En fait, leurs actions et initiatives transposent la constitution des pouvoirs et des corps sociaux, à travers les fissures, les marges d'indéterminations internes, dans les interstices, les espaces disponibles et dynamiques et les rapports de force qui constituent le champ politique de Goiás. Comment le soutient très bien Henri Lefebvre, la « puissance politique, sait utiliser et manipuler le temps, les dates, les horaires ». Dès lors, l'action des officiers municipaux ajuste les rythmes, « combine les déploiements de ceux qu'elle emploie (individus, groupes, sociétés entières). Ce qui s'appelle officiellement la mobilisation ». Autrement dit, l'autorité et les actions des membres de la *Camara* semblent reconnaître « la polyrythmie du corps social qu'elle met en mouvement »<sup>607</sup>.

Bien entendu, cette liberté d'action créative, inhérente aux stratégies menées par le *Senado da Camara*, ne doit pas nous amener à imaginer l'existence d'une tactique ou d'une logique parfaite. De même, les déploiements du projet de Lisbonne dans les mines de Goiás n'atteignent pas une perfection totalisante, ni même une synergie expressive entre les différents pouvoirs et corps sociaux. Autrement dit, les ambitions et les intérêts implicites dans le projet de Lisbonne, son rythme et sa temporalité, ne se soumettent pas à une logique adaptive, à une coordination ou à un contrôle. Ils ne peuvent prendre en compte la totalité des intérêts en jeu. Cette condition offre une marge suffisamment large pour l'existence de conflits, de contradictions et de négociations.

Cependant, il ne suffit pas de discerner et d'admettre les possibilités de négociations dans l'expérience politique des mines de Goiás. Il faut aller plus loin : il est nécessaire d'identifier la coexistence de différentes temporalités et de percevoir le projet colonial de Lisbonne comme une temporalité parmi d'autres et non comme la seule voie d'accès possible à la compréhension des relations coloniales. L'entreprise dirigée par Lisbonne constitue seulement une des dimensions de la monarchie

---

<sup>607</sup> Henri Lefebvre, *Éléments de rythmanalyse*, op. cit., p. 93.

portugaise dans les lointaines mines de Goiás, car la dynamique du jeu politique dans la société minière se développe à partir de cadres plus ou moins indépendants ou, pour le dire autrement, différents de ceux souhaités par Lisbonne.

Dans ce sens, la durée du projet de Lisbonne, comprenant une série d'actions répétitives, rythmées, n'est que l'enveloppe externe, comme une peau fine, qui cache (ou homogénéise apparemment) les configurations internes plus vastes et plus complexes de la société minière. Sa fonction est d'assurer, pendant le temps nécessaire, une composition des forces, en ajustant des intérêts et des rythmes différents, afin qu'une quantité maximale de forces puisse être extraite de chacun d'entre eux et combinée adéquatement, en vue des meilleurs résultats possibles.

Ainsi, du point de vue de Lisbonne, la multiplicité des corps sociaux doit s'inscrire dans l'unité de temps durant laquelle se déploient leurs stratégies. Depuis lors, l'architecture du projet se confond avec l'armature de la société, la multiplicité des configurations et des rythmes existant dans la ville se voit dissous dans le continuum temporel homogène du projet de Lisbonne, créant l'illusion de la coexistence de tous les éléments dans une même et unique temporalité.

Il y a donc lieu de remettre en question l'idée d'une réalité coloniale unique, comme si la perception d'une seule temporalité était suffisante pour comprendre toute la complexité du jeu des forces qui se déploie entre Lisbonne et Goiás. Comme si tout s'articulait autour d'un centre unique, qui impose son rythme indistinctement aux périphéries, aux espaces adjacents, comme des extensions naturelles de leurs programmes préétablis. Il est bon de préciser que les conflits et les négociations, plus que le simple résultat d'une imposition mécanique et inconditionnelle d'un centre, sont les conséquences d'une arhythmie ou d'une disharmonie entre différentes temporalités.

Dès lors, quand on prend le projet politique de Lisbonne en tant que centre universel d'une multiplicité de phénomènes qui se produisent aux frontières de la monarchie, il y a toujours le risque de mépriser toute la complexité qui est propre à la constitution des sociétés américaines. Sous peine de voir se reproduire une normalisation excessive, le projet politique de Lisbonne ne peut pas être confondu avec la multiplicité des configurations et des rythmes existant dans les villes minières, puisqu'ils constituent des temporalités distinctes et irréductibles les unes aux autres. Pour l'historien, réduire tous les rythmes à la coordination souveraine et

inconditionnelle de Lisbonne équivaut à simplifier excessivement l'analyse des relations de pouvoir en cours dans les mines de Goiás. Comme l'affirme Jean-Jacques Wunenburger, « La trop grande coordination des rythmes tue le rythme, vouloir absolument soumettre les rythmes à une logique adaptative les stérilise et met en place un environnement étouffant »<sup>608</sup>.

Dans ce cas, si l'on suit les traces de certaines interventions concernant les relations politiques coloniales, qui ont la prétention d'harmoniser les différents rythmes existants à travers leur fusion dans une même temporalité, nous courons le risque de « mettre sur pied des formes de normalisation, qui supprimeront peut-être certains conflits ou dysfonctionnements »<sup>609</sup>. À l'inverse, s'il y a une certaine harmonie qui donne corps et unité à la monarchie portugaise dans les espaces de pouvoir des mines de Goiás, cette harmonie est produite dans les lieux où coexistent des rythmes différents, dans des espaces d'intercession et de temporalités distinctes. Depuis lors, il faut donc, conformément aux termes que nous avons employés ci-dessus, percer l'écran et traverser l'enveloppe extérieure constituée par la temporalité homogène du projet politique de Lisbonne.

Pénétrer les portes donnant accès à la complexité des relations de force dans le champ politique des mines de Goiás consiste, avant tout, à mettre en relief la multiplicité des temps à l'œuvre dans la société minière : « En pointant du doigt les écarts entre l'ambition royale de transposer un modèle idéal et les possibilités réelles offertes par la situation concrète de la région, en insistant sur les nécessaires adaptations, nous soulèverons, peu à peu, le masque du colonial »<sup>610</sup>. En fait, il faut percer l'écran et traverser la toile qui dissimule les rapports de pouvoir entre Lisbonne et Vila Boa. Il faut soulever la fine peau, l'enveloppe extérieure et dévoiler une autre temporalité : le temps présent des mines de Goiás, avec ses arrangements, ses conflits et ses négociations.

### 6.3 La tyrannie de la distance

---

<sup>608</sup> Jean-Jacques Wunenburger, *Rythme, formes et sens*, *op. cit.*, p. 25.

<sup>609</sup> *Ibid.*

<sup>610</sup> Laurent Vidal, *Sous le masque du colonial*, *op. cit.*, p. 578.



Mais la dimension intentionnelle du projet de Lisbonne trouve encore une autre barrière qui contrarie son application mécanique et fonctionne comme un obstacle à la mise en œuvre immédiate des décisions du monarque : la distance qui sépare Lisbonne de Vila Boa. Dans ce cas, les distances imposent un rythme spécifique et propice à l'action des acteurs, circonscrivent les contours du pouvoir, définissent la cadence des bateaux transportant des hommes, des produits et des courriers transportés à travers l'océan l'Atlantique, en faisant circuler les vassaux du roi et les informations qui délimitent et formatent le gouvernement impérial. Ainsi, le mouvement des correspondances administratives et, par conséquent, celui de la bureaucratie, souffrent des effets inexorables des distances.

À Goiás, une sorte de tyrannie de la distance a imprégné et a conditionné l'existence des hommes et des choses, définissant le rythme de la vie tout au long du XVIIIe siècle. Dans ce contexte, les intentions de Lisbonne n'étaient pas à l'abri des aléas du climat, des caprices des chemins et des intempéries du *sertão*. Dans les trois dimensions de la géographie de l'Empire (le royaume, les villes tournées vers l'océan le long du littoral et les espaces intérieurs des *sertões* de l'Amérique), les distances ont été diagnostiquées comme facteur de difficulté pour la conduite des projets de la monarchie.

### 6.3.1 La distance du royaume : de Lisbonne à Vila Boa

Des références très fréquentes à la distance du Royaume, des lointains ports de l'Amérique, des Capitaineries voisines et à la grande extension territoriale de la Capitainerie de Goiás, étaient toujours présentes dans les plumes des autorités coloniales, dénonçant ses effets sur certaines « routines » administratives : la difficulté de l'application de la Justice, le retard dans l'envoi et la réception des correspondances et dans la circulation des informations, les effets sur le transport de l'or et le transfert du *quinto* royal, sur les prix des marchandises, sur la multiplication des fonctions, des fonctionnaires et des ministres, sur l'expansion du christianisme, sur l'entretien des frontières et sur la défense contre les peuples autochtones.

Compte tenu des besoins et de la technologie de l'époque, le degré de difficulté dans les transpositions des routes océaniques et des chemins terrestres et fluviaux peut être calculé ou traduit par une autre unité de mesure : le temps. Le

voyage entrepris par le gouverneur Alvaro José Xavier Botelho de Távora (1755-1759), le comte de São Miguel, nous offre un aperçu concret de la distance qui sépare Lisbonne des mines de Goiás. Comme il avait perdu la frégate au mois de juillet, ce qui lui permettait d'atterrir directement dans le port de Santos, il est parti de Lisbonne le 10 août 1754 vers le Rio de Janeiro. Après la traversée de l'Atlantique, il arrive sur les rives du littoral du Pernambouc « avec sa tête tellement perdue » qu'il lui était nécessaire « ou d'être allongé ou de s'appuyer pour cheminer et ne pas tomber »<sup>611</sup>. Il s'est arrêté au Pernambouc juste assez longtemps pour le débarquement des passagers, en restant à bord de la frégate en raison de « l'inconstance de la côte » et de la « difficulté du port », à une distance de cinq lieues du continent. Alors, il a navigué vers le sud où, pour le soulagement de leurs nausées, le 13 octobre, après soixante-quatre jours de voyage, il a jeté l'ancre dans le port du Rio de Janeiro.

Sur le continent, des obstacles à la traversée du *sertão* annonçaient un long temps d'attente. Mis en garde sur les risques de la période pluvieuse, Botelho de Távora planifiait son départ pour les mines de Goiás vers le mois de mai de l'année suivante, comme l'a fait son prédécesseur Marcos de Noronha, demeurant à Rio de Janeiro environ sept mois consécutifs. « Jusqu'en février », rapporte le comte de São Miguel, « les fleuves sont dangereux et la boue empêche les chemins, et jusqu'au mois de mai des eaux coulent, avec un air tellement maligne » que les habitants appellent cette période le « temps de la peste »<sup>612</sup>. Apparemment dérangé et très pressé, il est resté à Rio de Janeiro jusqu'au 17 juin 1755, date à laquelle il se rend vers la Capitainerie de Goiás.

Dans le *sertão*, le comte a voyagé pendant quatorze jours jusqu'à Vila Rica, à Minas Gerais, où il est resté pendant huit jours pour acheter des chevaux. Continuant son voyage, il quitte Vila Rica le huit juillet, atteignant Paracatu le deux août, après vingt-cinq jours de marche. Un arrêt obligatoire pour le repos du troupeau, il est demeuré trois jours dans cette région. Enfin, le 15 août, il a été réceptionné par le gouverneur Marcos de Noronha à l'*arraial* de Meia Ponte, où il est

---

<sup>611</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 11, D. 671.

<sup>612</sup> *Ibid.*

resté pendant neuf jours. Après quatre jours de voyage, il atteint sa destination, la capitale Vila Boa de Goiás, le 28 août 1755<sup>613</sup>.

Son périple, de Lisbonne à Vila Boa, avait duré à peu près un an. Si on soustrait les huit mois d'attente dans la ville de Rio de Janeiro, le comte de São Miguel est demeuré soixante-quatre jours sur la mer et deux mois et onze jours dans les *sertão*, entre le littoral et la région des mines. Il a fallu environ quatre mois et demi de voyage pour parcourir la distance qui sépare le Portugal de Goiás. Il aurait gagné vingt jours en venant directement sur le port de Santos, si'il n'avait pas suivi la route de Pernambouc, ce qui aurait réduit le temps de voyage d'un peu moins de quatre mois.

Mais ce voyage a été relativement rapide, si on considère les moyens de l'époque. Marcos de Noronha, comte des Arcos, premier gouverneur de la Capitainerie de Goiás, a eu besoin de 85 jours pour achever le parcours entre le Rio de Janeiro et le capital Vila Boa. En fait, le temps moyen calculé par les autorités coloniales pour le transport du *quinto* d'or entre la Capitainerie de Goiás et celle du Rio de Janeiro était de trois mois<sup>614</sup>.

Les chemins qui reliaient Goiás à Bahia se soumettent aux mêmes variations de temps et de distance. Durant les derniers mois du système de capitation, en 1751, les délais pour que les mineurs de la région Nord de la Capitainerie, liés directement à Bahia, puissent transporter l'or en poudre – en se basant sur le temps approximatif utilisé dans le parcours jusqu'à la ville de Salvador – était de trois mois pendant la période de sécheresse et de quatre mois pendant la saison des pluies<sup>615</sup>.

Avec des petites variations, le rythme cyclique des saisons définit deux moments distincts qui conditionnent les déplacements humains vers les mines de Goiás. Selon Auguste de Saint-Hilaire, « l'année se partage à Goyaz en deux saisons parfaitement distinctes ; celle des pluies qui commence en septembre, celle de la sécheresse qui commence en avril »<sup>616</sup>.

---

<sup>613</sup> *Ibid.*

<sup>614</sup> Arquivo Histórico de Goiás [AHG], Cx. 1129, fl. 165.

<sup>615</sup> Luis Palacin, *O século do ouro*, op. cit., p. 135.

<sup>616</sup> Pour une description du climat et de l'insalubrité à Goiás dans la première moitié du XIXe siècle, voir Auguste de Saint-Hilaire, *Voyage aux sources du Rio de S. Francisco et dans la province de Goyaz*, op. cit, p. 323.

Après la saison des pluies, très intense durant les mois de décembre et janvier, vient donc l'époque de la sécheresse, plus intense au cours des mois de juillet et d'août, quand les températures sont plus basses. Le temps des pluies change considérablement les estimations et les délais prévus pour surmonter les distances. Le baron de Mossâmedes, José de Almeida Vasconcelos, arrivé de Lisbonne au port de Rio de Janeiro le premier décembre 1771, a reporté son voyage à Vila Boa au mois d'avril, craignant les « difficultés avec les fleuves » et « la malignité des eaux »<sup>617</sup>. Lorsque l'on ne respecte pas ce cycle naturel des saisons, les voyages peuvent être interrompus brusquement puisqu'il est nécessaire de s'abriter dans un *arraial*, parfois pendant des mois entiers, en attente d'un meilleur temps pour continuer la marche<sup>618</sup>.

Quand il s'agissait de transporter des charges et des produits commerciaux le temps pouvait considérablement s'étirer. Les conditions exigées par la saison des eaux imposaient la nécessité de longs intervalles d'attente et de larges périodes de repos. Dans ce cas, les voyages pouvaient se prolonger pendant des années. Auguste de Saint-Hilaire, fin connaisseur de ces parcours, estime à deux ans la durée d'aller et retour d'un troupeau de charge de São Paulo à Mato Grosso<sup>619</sup>.

### 6.3.2 La distance dans le *sertão* : du littoral du Brésil aux mines de Goiás

En fait, le défi de la distance dans les *sertões* dépassait, en ampleur et en intensité, la magnitude de la traversée de l'océan Atlantique : il semblait plus facile d'effectuer la traversée maritime entre Lisbonne et Rio de Janeiro, Santos, Bahia et Pernambouc, que de partir de ces mêmes ports pour aller vers l'intérieur du continent. Mais, avec la recherche inexorable de l'or en toile de fond, les difficultés ne rebutaient la Couronne, ni ne stoppaient les aventuriers en quête de fortune.

---

<sup>617</sup> AHG, Cartas à Corte, 1771, fl. 1.

<sup>618</sup> Le naturaliste autrichien Johann Emmanuel Pohl, dans son voyage à Goiás, raconte que lorsqu'il est arrivé à l'*arraial* de Corumbá il n'y avait pas assez de nourriture en raison du passage récent du gouverneur du Mato Grosso qui, en interrompant son voyage vers cette Capitainerie, est resté dans l'*arraial* avec tous ses compagnons et des dizaines de soldats pendant environ trois mois, au cours desquels ils ont consommé tout la céréale disponible dans la région. Cf. J. E. Pohl, *Viagem no interior do Brasil*, Rio de Janeiro : INL, v. 1, 1951, p. 341.

<sup>619</sup> Luiz Palacin, *O século do ouro*, op. cit., p. 136.

Bien au contraire, le désir de vaincre les barrières et les distances a stimulé les initiatives et conditionné les projets élaborés par Lisbonne. Depuis les premiers temps des mines, les itinéraires de voyage ont produit des descriptions des routes fluviales, perçues comme les veines reliant « l'organisme » des *sertões*<sup>620</sup>. En outre, les routes terrestres étaient constamment exploitées. En 1750, un projet de grande envergure, dirigé par Francisco Tosi Colombina, a proposé au monarque la construction d'une route reliant la ville de São Paulo et la ville de Santos à Vila Boa de Goiás et Cuiabá<sup>621</sup>. Selon Luiz Palacin, face aux arguments qui jugent impossible l'exécution d'un projet aussi gigantesque, Tosi Colombina a répondu que dans les Indes espagnoles, des chemins qui reliaient des régions encore plus éloignées, existaient déjà<sup>622</sup>.

En 1773, le gouverneur de Goiás, José de Almeida Vasconcelos, reprenant d'anciens projets en partenariat avec le gouverneur du Pará, a envoyé une expédition à travers le fleuve Tocantins jusqu'à la ville de Belém, afin de connaître la capacité de navigation et d'explorer des passages alternatifs aux chemins traditionnels<sup>623</sup>. Plus tard, en 1782, d'après la décision statuée à Lisbonne de stimuler la navigation régulière sur le fleuve Tocantins, une expédition envoyée par le gouvernement du Pará arrive à Vila Boa. Neuf ans plus tard, en 1791, Tristão da Cunha Meneses (1783-1800) organisait une première expédition coordonnée par le gouvernement de Goiás, sous le commandement du capitaine Tomaz de Souza Vila Real, qui descendrait le fleuve Araguaia, à travers le fleuve du Peixe, partant de l'*arraial* de Santa Rita jusqu'à Belém du Pará. En 1804, dans la lignée de ces initiatives, le nouveau gouverneur de Goiás, João Manoel de Menezes (1800-1804), arrive à la Capitainerie de Goiás via le port de Santa Rita. Après son déplacement vers Boa Vila, il a écrit à Rodrigo de Sousa Coutinho, alors secrétaire d'Outre-mer, en envoyant une description de la route depuis la ville de Belém du Pará jusqu'au port de Santa Rita. À l'occasion, il a

---

<sup>620</sup> Juste à titre d'exemple, voir l'itinéraire de voyage de Diogo José da Costa et João Barbosa, sur la route du fleuve São Francisco, à travers le fleuve Urucuya, jusqu'aux mines de Goiás, daté de 1734 ou la description de la route du fleuve Tocantins jusqu'à Belém du Pará, de 1735. Cf. AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 8 et AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 12.

<sup>621</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 6, D. 457.

<sup>622</sup> Luiz Palacin, *O século do Ouro*, op. cit., p. 138.

<sup>623</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 27, D. 1752.

demandé une indemnité pour compenser les dépenses « extraordinaires » qu'il a eu avec l'équipage : des canoës indiens utilisés comme moyen de transport<sup>624</sup>.

L'argument de la distance stimulait des discours et des projets, favorisant une certaine créativité dans la résolution des problèmes. Par exemple, lorsqu'en 1749, l'*ouvidor* général de Goiás, Agostinho Luís Ribeiro Vieira, exposait au roi du Portugal les difficultés pour renvoyer les délinquants vers l'exil, « en raison de la grande distance entre la Capitainerie et les ports de la mer », il présentait, en même temps, une alternative au problème. Face à cette difficulté, il préconise une pratique inspirée des habitudes de Vila Rica de Ouro Preto : le transport de criminels vers les ports du Rio de Janeiro pouvait être réalisé sous la responsabilité des mêmes militaires qui escortaient le *quinto* recouvré dans la Capitainerie<sup>625</sup>.

Par ailleurs, en 1735, le surintendant général de mines de Goiás, Gregorio Dias da Silva, demande l'ampliation de sa juridiction afin de connaître les « Appels de la Couronne », en alignant leurs compétences sur celles des *ouvidores* du district. Dias da Silva a construit son argument autour de la grande distance qui sépare les mines de Goiás de la « Cours de l'État », à Bahia. Selon lui, cet éloignement de la capitale compromettrait la possibilité qu'ont les sujets du roi de faire appel des décisions ou de recourir à « quelque violence des juges ecclésiastiques ». L'argument de la distance suggérée par le surintendant-général est pleinement accepté par le Conseil d'Outre-mer, conduisant le monarque à autoriser l'élargissement de sa juridiction « sous la forme des *ouvidores* des districts »<sup>626</sup>.

La créativité face aux obstacles générés par la distance a certainement favorisé l'installation de mécanismes et d'institutions de contrôle, comme c'est le cas avec la création de la Capitainerie. En 1736, lorsque João V a décidé d'ordonner la création de la première Vila dans la région de mines de Goiás, il envisage la possibilité d'installer une Capitainerie distincte de celle de São Paulo. Nous connaissons très bien le résultat de cette histoire et les choix faits par le gouverneur comte de Sarzedas. Alors, quelque temps plus tard, en septembre 1739, son successeur, Assis de Mascarenhas, en réponse à la provision royale de 1736, écrit au roi du Portugal

---

<sup>624</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 41, D. 2518.

<sup>625</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 5, D. 424.

<sup>626</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 38.

quant à la nécessité de Goiás d'avoir son propre gouvernement, en raison de la « grande distance » entre São Paulo et les mines du Goiás<sup>627</sup>.

### 6.3.3 La distance dans l'espace intérieur de Goiás

Mais outre les distances entre Goiás, Lisbonne et les ports atlantiques de l'Amérique, une troisième dimension de la géographie de l'Empire conditionnait, dans une certaine mesure, les stratégies du projet de Lisbonne : les espaces intérieurs des zones minières, caractérisés par des distances internes entre les noyaux urbains et les principaux points d'exploitation de l'or. À la limite, l'éventail des circonscriptions des différentes charges de la monarchie, les frontières entre les différents pouvoirs et la mise en œuvre de mécanismes d'administration et de justice, ont été ancrés dans un mode de gouvernement indissociable des impositions proportionnées par les distances. Juste à titre d'exemple, il vaut la peine de noter l'impression révélée par le Secrétaire du gouvernement de Goiás, Angelo dos Santos Cardoso, lorsque il décrit, en 1755, l'évolution territoriale des mines de Goiás, en comparant son extension avec la somme des territoires des royaumes de Castille et du Portugal.

[...] et pendant le cours des années, dit-il, le territoire du District a été étendu; et des arrayaes ont été constituées, où se trouvaient des mines d'or avec convenance, et aujourd'hui il est aussi dilaté, encore qu'avec des limites incertaines, qui comprennent beaucoup plus d'extensions que dans l'Europe les deux Royaumes du Portugal et de Castille ; puisque sa latitude, dans un calcul probable, excède les trois cents lieues, et sa longitude est de plus de deux cents, en ligne droite, d'après l'estimation des degrés<sup>628</sup>.

Dans cette tendance, marquée par la sensation et les effets des grandes distances internes, le surintendant-général Agostinho Pacheco Teles démontre, en 1738, la nécessité de création de *julgados* dans les mines de Goiás, affirmant que ses habitants souffrent de l'absence d'une application adéquate de la Justice, due à la « distance » qui caractérise les « peuplements des uns des autres », rendant nécessaire de « cheminer trois cents lieues par des chemins désertiques » pour desservir

---

<sup>627</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 68.

<sup>628</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 12, D. 740.

l'ensemble de la population<sup>629</sup>. Ainsi, l'institution des *julgados* à Goiás, étudiée ailleurs, a certainement servi à rapprocher la justice coloniale des habitants des noyaux urbains, en promouvant une rupture avec les difficultés apportées par la distance.

De même, le gouverneur de São Paulo, Assis de Mascarenhas, soulignait auprès du monarque, en septembre 1739, l'importance des mines d'or nouvellement découvertes de São Luis (Natividade) et du fleuve Manuel Álvares et la nécessité de créer une nouvelle intendance à proximité des gisements d'or situés dans la région Nord, en raison de la « grande distance » entre ces mines et l'Intendance de Vila Boa<sup>630</sup>. Le même argument a été central dans le discours des officiers municipaux récemment élus, quand ils demandent au monarque la création du poste de greffier de l'alcade pourvue par le *Senado da Camara*, en raison des difficultés éprouvées à contrôler les *julgados*. Ils allèguent, surtout, la nécessité de procéder à des « diligences dans des distances dilatées » tout le long du territoire du district<sup>631</sup>.

L'argument de la distance et son lien avec les progrès institutionnels du projet de Lisbonne ne sont pas passés inaperçus aux yeux du premier gouverneur de Goiás. Dans une lettre au Secrétaire d'État de la Marine et d'Outre-mer, Marcos de Noronha instruit la Couronne sur la nécessité d'établir pas seulement un mais deux *Casas de Fundição*, en raison des fleuves à grand débit, des Indiens ennemis, du maintien du commerce avec le Bahia et de la grande extension territoriale de la Capitainerie<sup>632</sup>. En outre, préoccupée par le « danger » qui représente la contrebande, la Couronne accueille les suggestions avec enthousiasme, étant donné que la première *Casa de Fundição* est établie en 1752 à Vila Boa, tandis que l'intendance et la *Casa de Fundição* du Nord sont créées deux ans plus tard dans l'*arraial* de São Felix<sup>633</sup>. Un peu plus tard, en 1753, Marcos de Noronha, dans une lettre au Secrétaire d'Outre-mer Diogo de Mendonça Corte-Real, fait un rapport sur la situation des mines et du gouvernement de Goiás, mettant en évidence le poids des distances entre les points

---

<sup>629</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 3, D. 225.

<sup>630</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 66.

<sup>631</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 1, D. 91.

<sup>632</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 6, D. 475.

<sup>633</sup> Luiz Antônio da Silva e Souza, *Memória sobre o descobrimento, governo, população e cousas mais notáveis da Capitania de Goyaz* (1812), *op. cit.*, p. 112.



d'extraction d'or dans la Capitainerie<sup>634</sup>. En fait, la création de la *Casa de Fundição* de São Félix a généré des économies importantes sur les coûts et le temps pris pour le transport de l'or vers le sud de la Capitainerie. Profiter des soldats transportant le *quinto* pour l'envoi de l'or à Vila Boa fut un moyen de transport qui pouvait atteindre une durée d'un an, un temps excessif pour ceux qui ont vécu, pour reprendre les termes employés par Luis Palacin, « dans une perpétuelle psychose d'urgence de temps et d'argent »<sup>635</sup>.

Même avec les deux *Casas de Fundição* en opération en 1766, l'*ouvidor* général de Goiás, Antônio José de Araújo e Sousa, a insisté sur la nécessité de diviser la Capitainerie en deux districts, avec comme point de repère le fleuve Maranhão. Dans la liste de ses arguments les difficultés d'application de la Justice, la fonderie de l'or, la distance de Vila Boa au Rio de Janeiro et à Bahia et l'étendue de la Capitainerie de Goiás figuraient au premier plan<sup>636</sup>. Comme nous le verrons dans le chapitre 8, un deuxième district judiciaire, appelé São João das Duas Barras, a été créé dans la région Nord, mais seulement dans la première décennie du XIXe siècle, sous le gouvernement de Francisco de Assis Mascarenhas (1804-1809)<sup>637</sup>.

Si les discours réitérés concernant les distances gardaient une relation étroite avec les avancées du projet de Lisbonne, ils pouvaient également être utiles à des projets plus personnels. C'est exactement ce qu'illustre une demande de l'ex-gouverneur de la Capitainerie de São Paulo, Luis Mascarenhas, dont le but était d'obtenir de la Couronne une rémunération spéciale en raison de la création de Vila Boa de Goiás. Ainsi, il affirme que les successeurs du comte de Sarzedas (bien que sans succès dans son entreprise) et le gouverneur Rodrigo César de Menezes, ont tiré des bénéfices des voyages qu'ils ont fait à la région de mines afin de créer les Vilas à Goiás et dans le Mato Grosso.

En fait, le raisonnement qu'il utilise pour convaincre le monarque et les membres du Conseil d'Outre-mer, est essentiellement articulé autour de la notion de distance. D'après son récit, c'est lui-même qui a fondé la Vila et non le comte de

---

<sup>634</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 9, D. 603.

<sup>635</sup> Palacin, *O século do ouro em Goiás*, op. cit., p. 70

<sup>636</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 21, D. 1332.

<sup>637</sup> Luiz Antônio da Silva e Souza, *Memória sobre o descobrimento, governo, população e cousas mais notáveis da Capitania de Goyaz* (1812), op. cit., p. 103.

Sarzedas (surpris par la mort), en « observant toutes les formalités » requises par l'ordre royal. Selon lui, le travail consacré aurait été plus important que celui tenu par Rodrigo César de Menezes, alors que ce dernier était arrivé aux mines de Cuiabá, et bien que les distances entre São Paulo aux mines de Goiás et Cuiabá sont plus ou moins les mêmes, il avait déjà trouvé l'*arraial* destiné à être la première Vila, « parce qu'il n'en y avait pas d'autre »<sup>638</sup>. Contrairement à son prédécesseur, lorsqu'il est venu aux mines de Goiás, il a eu besoin de parcourir les noyaux urbains afin de « choisir celui qui convenait le plus à la Vila » et ils sont « distancés les uns des autres de plus de deux cents et cinquante lieues »<sup>639</sup>.

L'exagération évidente ou la confusion délibérée dans le discours de Assis Mascarenhas, amplifiant les dimensions géographiques de la Capitainerie (les deux cent cinquante lieues correspondent en fait à la longueur totale, d'est en ouest, de la Capitainerie), semble souligner l'importance des distances dans les prises de décision à Lisbonne. Toutefois, sans ignorer leurs arguments, le Conseil d'Outre-mer n'a satisfait qu'en partie la demande du gouverneur : au lieu des douze mille demandés, il autorise une indemnité équivalant à six mille cruzados, payés avec l'or de Goiás. La contre-argumentation des membres du Conseil s'oriente dans une autre direction, faisant valoir que les circonstances des exemples cités par l'ex-gouverneur restaient très diverses. Dans le temps de Rodrigo César de Meneses, le chemin d'accès de São Paulo au Cuiabá était encore « très peu pratiqué » et, en ce qui concerne le comte de Sarzedas, il se rend à Goiás en période de pénurie de vivres. Par conséquent, ils auraient reçu à l'époque, des valeurs équivalentes au double de celles perçues actuellement<sup>640</sup>.

Le sentiment et les effets concrets des distances ont traversé le siècle, s'incorporant dans les discours et les argumentations des autorités coloniales. En 1780, le gouverneur Luis da Cunha Meneses (1778-1783) informait la reine, Maria I, sur les grandes inconvénients des habitants de Goiás<sup>641</sup>. Avant de discourir sur la nécessité d'un *ouvidor* pour l'*arraial* de São Félix, de suggérer le remplacement des juges ordinaires par des *juízes de fora* et d'un ministre lettré pour présider le *Senado*

---

<sup>638</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 10, D. 649.

<sup>639</sup> *Ibid.*

<sup>640</sup> *Ibid.*

<sup>641</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 32, D. 1999.

*da Camara*, de se montrer favorable à l'abolition du poste d'intendant de la *Casa de Fundição* et à la suppression des frais payés aux juges ordinaires, il a énoncé, au titre des priorités établies pour la bonne progression du projet de Lisbonne, que la vaste extension de la Capitainerie et sa nature inhospitalière constituent les premiers facteurs d'inconvénients au développement et à la prospérité<sup>642</sup>.

Cette même inquiétude à l'égard des distances qui séparent les noyaux urbains de la Capitainerie peut être perçue de l'autre côté de l'Atlantique. En 1785, une consultation de la *Mesa de Consciencia e Ordens* à la Reine, quant à la nécessité d'assistance spirituelle aux habitants de Goiás, illustre cette préoccupation. Pointant l'absence persistante d'ecclésiastiques pour l'administration des sacrements dans les églises, les conseillers de Maria I voient dans la grande extension géographique de la Capitainerie, un obstacle au bon gouvernement ecclésiastique, laissant les fidèles éloignés de la nécessaire protection spirituelle<sup>643</sup>.

Finalement, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le gouverneur Francisco de Assis Mascarenhas – avec pour intention de se tourner vers les activités liées à la navigation des fleuves Araguaia, Tocantins et Maranhão, route commerciale alternative entre Goiás et la région Nord de l'Amérique – écrit au Prince Régent en annonçant les avantages des relations commerciales avec le Pará et les excellentes ressources existant dans la Capitainerie de Goiás. Il souligne l'importance du sucre qui pourrait satisfaire les exportations de Lisbonne, met en lumière l'importance de la production de coton, considérée comme la meilleure de l'Amérique, et indique des alternatives qui pourraient incrémenter le commerce local. Toutefois, en se référant à l'état général de la Capitainerie, et ayant probablement à l'esprit le déclin irrémédiable de la production d'or, il associe la « décadence de Goiás » à l'étendue du territoire et au manque de personnes pour l'administrer<sup>644</sup>. Effectivement, durant le XIX<sup>e</sup> siècle, les discours associés aux distances avaient encore beaucoup de poids pour justifier les difficultés rencontrées par le projet colonial dans les mines de Goiás.

En revanche, si l'étendue de la Capitainerie et les distances entre les *arraiais* ont été perçues comme des obstacles qui devraient être dépassés pour la

---

<sup>642</sup> *Ibid.*

<sup>643</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 36, D. 2187.

<sup>644</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 51, D. 2865.

bonne application des plans de Lisbonne, ils ont aussi permis de nourrir une perspective différente et de réaffirmer une autre image de l'Empire portugais. Nous nous rappelons ici du susmentionné secrétaire de gouvernement Angelo Santos Cardoso. Après avoir comparé l'étendue de la Capitainerie avec les territoires européens du Portugal et de Castille, il affirme que Goiás est un fleuron de l'or qui appartient au monarque portugais. Ensuite, comme pris dans un voyage dans le temps, il se remémore l'époque durant laquelle, quand il n'était qu'un enfant, il feuilletait les histoires du Portugal qui racontait les gloires de l'expansion portugaise, le plus « dilatée et florissante patrimoine », « que Dieu a donné aux monarques portugais en Asie et en Afrique », « qui n'a jamais accordé à aucun autre souverain de l'univers ». Pas même « l'ancienne arrogance impériale de Rome » a connu le faste d'un plus grand territoire « que celui que les Portugais ont possédé dans ces deux parties du monde »<sup>645</sup>.

La description des richesses et de l'extension territoriale de la Capitainerie de Goiás renvoient ses réflexions à la dimension exceptionnelle de l'Empire portugais de l'orient, construit en Asie et en Afrique, contrées, selon lui, actuellement réduites « à l'indigence ». La grandeur de l'Empire, affirme le secrétaire, a été réduite en raison des « péchés des vassaux et des désordres des ministres ». La tonalité de la comparaison révèle la crainte d'un destin qui pourrait se reproduire dans les territoires dilatés de l'Amérique : « Ah, j'ai bien peur que le même sort vienne s'abattre dans [ce territoire] américain »<sup>646</sup>.

Il est intéressant de noter que ce qui marque l'interprétation des différents moments de l'histoire de l'Empire, garde une relation directe avec le sentiment de distance expérimenté par Santos Cardoso. En fait, la distance est « un concept spatial qui informe et influence constamment l'analyse et l'interprétation du monde » : métaphore, frontière, moyen de mesurer l'espace, proportionnant l'éloignement ou l'approximation<sup>647</sup>. Dans ces termes, d'après le positionnement de

---

<sup>645</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 12, D. 740.

<sup>646</sup> *Ibid.*

<sup>647</sup> Roberto Francavilla, O império visto de longe. A desconstrução do discurso colonial em *Os cus de Judas* de Antônio Lobo Antunes, actes du IV Congrès International de l'Association Portugaise de Literature Comparée. Relações intraliterárias, Contextos culturais e Estudos pós-coloniais [en ligne]. Évora, 2001 [réf. du 26 janvier 2011]. Disponible sur <http://www.eventos.uevora.pt/comparada/vume1.htm>.

celui qui regarde – voit, compare et interprète – la distance filtre les perceptions de la réalité à travers un éventail de duperies, d'illusions et de superpositions<sup>648</sup>, comprenant, en revanche, des craintes, des incertitudes et des pronostics sur l'avenir. Effectivement, cette notion de distance permet de pénétrer dans les méandres des pensées d'Angelo Santos Cardoso. À l'indifférence, en tant que condition provoquée par la distance, s'ajoutent la solitude et la peur : « le regard se tourne normalement vers le passé (quand il était enfant) »<sup>649</sup>. Dans ce contexte, la distance « oblige la subjectivité à l'élaboration d'un discours d'opposition » et « permet une nouvelle perception critique, immanente, conflictuelle, soumise aux circonstances du présent mais également au contexte d'origine »<sup>650</sup>.

Or, qu'est-ce qui inspire au secrétaire des réflexions et des comparaisons aussi larges, disproportionnées, sinon la sensation provoquée par les distances qui façonnent la vie des habitants de Goiás ? Probablement assis dans son fauteuil, quelque part à Vila Boa, sa position dans l'espace et le temps lui a permis de voir à distance l'« indigence » dans laquelle était plongée l'Empire d'Orient. Toutefois, vu de près, après six ans de résidence en Goiás, « dans le cœur très éloigné de ces *sertões* », la nécessité résidait dans la préservation, réflexion occasionnée par une perception critique de l'Empire, qui se faisait plus forte ici. Ainsi, selon lui, il fallait absolument conserver les domaines de Sa Majesté dans des régions éloignées de l'Amérique.

Effectivement, la distance imprime un rythme spécifique et sédimente la nature des projets de Lisbonne dans les mines de Goiás, tant dans son aspect objectif, comme nous l'avons vu ci-dessus – à l'instar des pratiques de gouvernance mises en œuvre par la Couronne – que dans les réflexions subjectives entreprises par les collaborateurs du roi du Portugal. En plus, sans avoir la prétention de nier la thèse de Denis Diderot – commenté, successivement, par Chateaubriand<sup>651</sup>, Balzac<sup>652</sup> et

---

<sup>648</sup> *Ibid.*

<sup>649</sup> *Ibid.*

<sup>650</sup> *Ibid.*

<sup>651</sup> François-René de Chateaubriand, *Génie du Christianisme*, Paris : Flammarion, 1966.

<sup>652</sup> Honoré de Balzac, *Le père Goriot*, Paris : Librairies Nouvelles, 1856. Dans le livre *Le père Goriot*, Balzac cite J. J. Rousseau comme la source de l'idée d'un assassinat à distance à partir duquel celui-ci interroge le lecteur pour savoir si, sans quitter Paris et, naturellement, avec la certitude de ne pas être découvert, il pouvait, par un simple acte de volonté, tuer un vieux mandarin habitant Pékin dont la mort lui procurerait un grand avantage. Il y a des évidences qui pointent en direction d'une erreur de

Freud<sup>653</sup>, mais aussi Eça de Queirós<sup>654</sup> et inspirant, postérieurement, Carlo Ginzburg<sup>655</sup> – selon laquelle « la distance des lieux et du temps affaiblissait plus ou moins tous les sentiments, toutes les sortes de consciences »<sup>656</sup>, les effets de la distance ne semblent pas affaiblir les sentiments et les esprits des acteurs et des protagonistes des mines de Goiás. Propulsés par l'or, ils développent des initiatives, transforment les obstacles en vecteurs et en instruments de leurs stratégies, comme si les projets de Lisbonne étaient nourris par l'expérience de la distance. Comme le plasma qui enveloppe l'ensemble de la société minière dans ses connexions avec les villes-ports de l'Amérique et le royaume du Portugal, la distance doit être contrôlée, conquise et finalement domestiquée. En ce sens, l'abolition de la distance est un défi omniprésent et, en même temps, une condition indispensable pour la réalisation du projet colonial dans les mines de Goiás.

#### 6.4 La temporalité de l'attente

##### 6.4.1 La distance et le rythme des communications

Mesure d'espace et de temps, la distance définit également le rythme des communications. À cet égard, nous avons vu dans le premier chapitre l'importance d'un système de communication structurel entre Lisbonne et Boa Vila, avec un fort effet politique et administratif. Ce système favorise la position du monarque et fonctionne comme une forme de contrôle et d'accès au champ politique des mines. Néanmoins, il n'était pas rare que les autorités coloniales, loin de Lisbonne, déplorent le manque de nouvelles de la Cour et le temps d'envoi de documents.

Par exemple, le 25 juin 1767, Joaquim Pedro de Campos, greffier de l'intendance de la *Casa de Fundição* de Vila Boa, écrit à Francisco Xavier de Mendonça

---

citation de Balzac qui se serait trompé d'auteur. Ainsi, ça n'aurait pas été Rousseau, mais plutôt les réflexions de Chateaubriand qui lui ont servi d'inspiration.

<sup>653</sup> Sigmund Freud, Considérations actuelles sur la guerre et sur la mort, in *Essais de psychanalyse*, Paris : Collection Petite bibliothèque, numéro 44, Éditions Payot, 1968, p. 235 à 267.

<sup>654</sup> José Maria Eça de Queiroz, *O mandarim*, Porto/Braga : Editor Enesto Chardron, 1880.

<sup>655</sup> Philippe Mangeot, De près, de loin : des rapports de force en histoire. Entretien avec Carlo Ginzburg, *op. cit.*, disponible sur : <http://www.vacarme.org/rubrique56.html>.

<sup>656</sup> Denis Diderot, Entretien d'un père avec ses enfants, Paris : Jules Assezat et Garnier Frères, Œuvres Complètes, v. 5, 1875, p. 13.

Furtado, ex-gouverneur de la Capitainerie du Grão-Para (1751-1759) et Secrétaire d'État de la Marine et d'Outre-mer, en rendant compte des questions relatives au gouvernement des mines et de la situation politique et économique de la Capitainerie. Dans le préambule de sa lettre, il se plaint de l'absence de nouvelles de la Cour, nous permettant d'entrevoir l'omniprésence du sentiment d'attente vis-à-vis des correspondances en provenance de Lisbonne. « Le grand retard des vaisseaux [venus] du Royaume », dit-il, « augmente notre désir d'avoir des nouvelles de la Cour ». Entouré par le manteau de la distance, apparemment intense et inévitable, il ajoute : « puisque celles-ci sont la seule consolation de ceux qui vivent dans ces régions très éloignées »<sup>657</sup>.

Au cours de cette même semaine, une lettre du gouverneur João Manoel de Melo au même Secrétaire d'État de la Marine et d'Outre-mer, confirme que l'absence prolongée d'informations provenant du Portugal suscite une certaine inquiétude entre les autorités coloniales à Goiás. Dans la première phrase de sa missive, le gouverneur observe l'absence de correspondances en provenance de Lisbonne : « il y a plus de six mois que nous manquons de nouvelles de cette Cour ». Des informations indirectes et lointaines atténuaient néanmoins leur anxiété, en étanchant leur soif par l'acquisition de nouvelles du Royaume : « par le biais d'un navire qui est entré dans le Pernambouc, on affirma que toute la Maison Royale et son sage Ministère jouissent de la santé que nous leurs désirons, dans laquelle consiste notre bonheur »<sup>658</sup>. Cependant, pour la joie de Manoel de Melo, un navire de guerre qui a atterri au Rio de Janeiro apportait une lettre de Mendonça Furtado, qui le mit au courant des événements du Royaume. « Le seul soulagement », se plaint-il, pour ceux qui expérimentent « une absence aussi dilatée »<sup>659</sup>.

En 1776, le gouverneur José de Almeida Vasconcelos se plaint au marquis de Pombal du manque de correspondances venant de la Cour pendant les quatre années de son gouvernement, révélant l'insatisfaction et diagnostiquant la cause du retard des lettres dans l'inadvertance des officiers responsables de leur transport<sup>660</sup>. Mis à l'écart des négligences des fonctionnaires, les lettres personnelles et les

---

<sup>657</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 23, D. 1457.

<sup>658</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 23, D. 1459.

<sup>659</sup> *Ibid.*

<sup>660</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 28, D. 1841.

documents officiels devaient néanmoins parcourir un long chemin. De Lisbonne à Vila Boa, dans des distances implacables, les moyens de communication devenaient des systèmes lents et instables, en conditionnant le rythme d'arrivée et de départ des messages et des documents des deux côtés de l'Atlantique.

Ainsi, il convient de ne pas oublier que c'est dans cette géographie de l'Empire que se déroule le processus de composition des pouvoirs installés aux mines de Goiás. Après quelques exemples, nous avons, maintenant, une idée du parcours et du temps requis pour le transport de l'océan Atlantique et pour la traversée du *sertão*. Dans ce contexte, en admettant de bonnes conditions climatiques et des courants maritimes de l'Atlantique favorables, le tout durant la saison des *monções*, les correspondances administratives envoyées par le biais de la poste maritime et continentale de Lisbonne à Vila Boa mettaient trois mois pour atteindre leur destination. Si l'on considère l'intervalle d'envoi d'une correspondance et le retour de leur réponse respective, il faut donc au minimum six mois entre un message et sa réponse.

Cependant, si on additionne dans ce calcul le temps nécessaire pour les analyses et les appréciations des autorités, dans le cas d'une procédure administrative mettant en cause une décision du roi du Portugal, les délais peuvent s'allonger. La procédure entre les conseillers du roi et les institutions royales pouvait se poursuivre pendant des mois. Ainsi, il n'était pas rare que la réponse à une demande faite au monarque puisse prendre plus d'un an pour atteindre Vila Boa. « Pendant ce temps », comme rappelle Laurent Vidal, « la vie s'installe dans une sorte d'entre-deux où chacun des protagonistes doit faire face à cette incertitude, en attente d'une décision lointaine, tout autant souhaitée que redoutée »<sup>661</sup>. De ce fait, les distances et la bureaucratie de l'Empire conditionnent le rythme des décisions qui structure le projet de Lisbonne : les demandes et leurs engagements et la gestion du gouvernement colonial s'établissent dans les mines de Goiás à partir d'interminables intervalles d'attente.

Souvent, il se passe des semaines, des mois, voire des années, avant qu'un navire achemine une nouvelle, une autorisation, une confirmation ou une information. En d'autres termes, dans les mines de Goiás, la vie est faite aussi d'un

---

<sup>661</sup> Laurent Vidal, *Sous le masque du colonial*, *op. cit.*, p. 578.



temps permanent d'attente. Par conséquent, dans les espaces d'intersection des temporalités différentes, entre les temporalités du projet intentionnel de Lisbonne et le temps présent, plasma et lieu de l'expérience vécue dans les mines de Goiás, une troisième temporalité conditionne la nature des rapports de force et de pouvoir, en multipliant leur complexité : la temporalité de l'attente. Ainsi, l'analyse proposée à partir de la temporalité spécifique de l'attente nous invite à une entreprise ponctuelle : pénétrer dans les interstices, dans les temps intermédiaires, dans les fentes et les fissures des rapports de force, constitués par des situations inattendues, marquées par l'incertitude. Véritable défi balisé par une histoire de plus en plus attentive aux rythmes et à la multiplicité des temps dans la vie quotidienne des mines de Goiás.

#### 6.4.2 Scénographie de l'attente : l'incertitude des espaces transitoires

En conséquence, les effets sur la nature du champ politique de Goiás demeurent vastes. Ils prennent alors les contours d'un véritable circuit d'attente, où, dans les interstices et entre les décisions essentielles, s'installent de longs moments d'attente. Dans les mines de Goiás, la temporalité de l'attente cimente la construction de relations de pouvoir, comme l'amalgame qui réordonne les intérêts de Lisbonne en les adaptant à la réalité politique locale. Nous rappelons ici le temps d'attente entre l'ordre du roi du Portugal et la création effective de Vila Boa de Goiás. Les vicissitudes en cours, y compris les incertitudes dans l'ordre des événements – la mort inattendue du gouverneur le comte de Sarzedas – ont retardé durant quelques années son installation, mettant la population locale et les autorités nommées par Lisbonne dans une situation d'attente. En fait, un temps d'actions intermédiaires et transitoires s'est mis en place jusqu'à l'accomplissement de la décision de la Couronne.

Un autre exemple réside dans la création de la Capitainerie. Composés de moments différents, le temps d'attente entre la décision du démembrement de la région des mines de Goiás – inaugurant un gouvernement autonome – et l'installation effective de la Capitainerie s'écoule sur plus d'une décennie. Pendant ce temps, l'incertitude concernant l'avenir, ajoutée aux obstacles inhérents aux grandes distances, pénétraient les méthodes et les discours concernant les modalités de gouvernement des mines de Goiás. Installé dans un « entre-deux », dans un espace

institutionnel transitoire, un tableau inachevé et intérimaire imposait une longue période d'attente.

Nonobstant la prise de conscience de cette temporalité spécifique, l'attente a des conséquences plus larges. Tout d'abord, ces périodes prolongées d'attente, associées à des circonstances inattendues, à l'incertitude des événements, à la tyrannie de la distance, à l'instabilité politique et au caractère violent des relations coloniales, rompent avec l'image d'une société soumise et régie exclusivement par des normes dictées de Lisbonne. Deuxièmement, ce temps d'attente provoque une espèce de rupture dans laquelle la lecture sur les possibilités des acteurs locaux ne peut pas être réduite à l'expression élémentaire et simpliste d'une adhésion ou d'un refus des normes imposées par la Couronne. Effectivement, les contraintes et les limites imposées à la capacité de choix des acteurs ne sont pas contrôlées mécaniquement. Bien au contraire, elles sont essentiellement inscrites dans les rapports de forces qu'ils entretiennent. « Elles se situent donc dans le réseau d'obligations, d'attentes, de réciprocités qui caractérisent la vie sociale »<sup>662</sup> et la vie politique.

En outre, les intervalles d'attente entre les délibérations de la Couronne, les faits non annoncés qui surprennent la vie quotidienne et modifient le rythme des événements, les moments d'incertitudes qui touchent la vie des hommes, ces espaces interstitiels, ces moments transitoires, ne constituent pas forcément des temps d'immobilité, parce qu'ils peuvent être aussi des moments de précipitation »<sup>663</sup>.

Ainsi, la temporalité de l'attente – en fonction de l'action opportune des acteurs, rompt, éventuellement, avec les normes dictées par Lisbonne – et apparaît donc comme un obstacle à l'application mécanique de décisions de la Couronne. En effet, les moments d'attente, replets d'interventions et de mouvements créatifs et loin d'être marqués par l'immobilité, sont expérimentés comme des temps d'attente actifs, emplis de mobilité. Dès lors, la temporalité de l'attente nous invite à lancer un autre regard sur les relations de pouvoir dans les mines de Goiás. Une invitation à observer – attentifs à la multiplicité des temps et des rythmes sociaux – les noyaux urbains, les

---

<sup>662</sup> Simona Cerutti, *Processus et expérience : individus, groupes et identités à Turin, au XVIIe siècle*, in Jacques Revel (Dir.), *Jeux d'Échelles – La micro-analyse à l'expérience*, Paris : Gallimard/Le Seuil, 1996, p. 175.

<sup>663</sup> Laurent Vidal, Mazagão. *La ville que traversa l'Atlantique*, op. cit., p. 254.

zones minières et les rapports de force qui leurs correspondent, comme des espaces et des circuits d'attente. « Observer la ville comme un espace d'attente », exhorte Laurent Vidal, « invite à lire autrement ses potentialités, à repenser ses centralités, à redéfinir le désir de ville »<sup>664</sup>.

Ainsi, les mouvements et les gestuelles qui donnent forme aux relations de pouvoir à Goiás révèlent une « scénographie de l'attente »<sup>665</sup>. Dans le cours ordinaire des événements, le rythme des actions de Lisbonne impose de longs moments d'attente : à l'intérieur des *sertões*, un écart temporel s'interpose entre les décisions prises dans le Royaume et leur application immédiate dans les mines de Goiás. Alors, l'attente est reconnue et ressentie par les acteurs et les protagonistes comme une fatalité qui affecte le rythme de leur propre existence, qui définit ou redéfinit l'intensité des relations. Souvent, les attentes sont traversées par l'appréhension, l'indéfinition et la peur. Dans la dissonance entre le rythme des décisions de la Couronne et le rythme des événements dans le temps vécu de la société minière, la temporalité de l'attente plonge les hommes dans une durée intermédiaire, un entre-deux qui conditionne l'expérience des hommes. Les mots de Roland Barthes font écho au scénario politique des mines de Goiás : la prérogative de tout pouvoir est de faire attendre<sup>666</sup>.

Toutefois, des événements non annoncés, inattendus, provoquent des fissures dans le tissu politique, en créant des espaces vides de pouvoir. Nous avons vu ailleurs comment la mort soudaine du gouverneur de São Paulo, Antônio Luís de Távora, a produit un environnement propice à l'action du surintendant-général, Agostinho Pacheco Teles. Pendant l'interruption temporaire de l'autorité du gouverneur, les fissures laissées par sa disparition ont concouru à l'installation des *julgados* dans le tissu urbain de Goiás.

#### 6.4.3 Temps d'attente : la mort du gouverneur et le gouvernement provisoire

---

<sup>664</sup> *Ibid*, p. 255.

<sup>665</sup> Roland Barthes, *Fragments d'un discours amoureux*, Paris : Seuil, 1977, p. 47.

<sup>666</sup> *Ibid*, p. 50.

Dans d'autres circonstances, la disparition soudaine de João Manuel de Melo (1759-1770)<sup>667</sup> aurait provoqué une interruption dans le cours ordinaire des choses. Se présentant comme une exception à l'état de normalité du champ politique local, la mort du gouverneur donne lieu à la formation d'un gouvernement provisoire, commandé par le *Senado da Camara*. Dans l'expectative de suppléer l'absence du gouverneur, anticipant des problèmes administratifs, l'élite politique de Vila Boa pourvoit aux attributions du gouverneur mort, sachant que les procédures adoptées sont uniquement circonscrites à la sphère de pouvoir du roi du Portugal.

Par ses particularités, la description du cas de la mort du gouverneur João Manuel de Melo et ses conséquences politiques dévoilent l'expérience des acteurs politiques de Goiás dans une conjoncture d'exception. Ce moment de rupture transitoire avec les normes, qui se caractérise comme un cas singulier, révèle la conscience des acteurs par rapport à ce moment de transition, dans lequel ils se trouvent plongés.

En fait, le décalage existant entre la mort de João Manuel de Melo et la nomination d'un successeur a constitué l'occasion appropriée pour une action qui conduirait un groupe politique local au poste le plus important de la Capitainerie. Alors qu'ils attendaient une décision du roi du Portugal, face à la cadence rythmée du projet politique de Lisbonne et conscients de l'intervalle de temps qu'ils possédaient, ils se déplaçaient à travers les fissures, dans les espaces intermédiaires de l'attente, comblant le vide de pouvoir laissé par la mort du représentant de la Couronne.

Le 13 mars 1770, suite à un accident vasculaire cérébral<sup>668</sup>, la mort de João Manuel de Melo aura laissé, selon les mots employés par José Martins Pereira de

---

<sup>667</sup> Après avoir commencé son gouvernement sous les auspices du règne de José I, régi par les mesures des réformes du Marquis de Pombal, il a reçu des ordres secrets pour procéder à une enquête contre son prédécesseur, Álvaro Xavier Botelho de Távora, le compte de São Miguel. Informé par les actes produits par le juge chargé de l'enquête, cet épisode a été étudié par Luis Palacin, qui a examiné les actions de la part du ministre plénipotentiaire de José I, comme une propagande idéologique du gouvernement. Cf. Luis Palacin, *Subversão e corrupção – um estudo da administração pombalina em Goiás*, Goiânia : UFG, 1983.

<sup>668</sup> Trouble cérébral accompagné par la privation des sens et de mouvements ou, plus simplement, des troubles résultant de la formation rapide d'épanchement de sang à l'intérieur d'un organe. Dans le cas de João Manoel de Melo, l'attaque dont il a été victime a été fulgurante. Ayant ressenti les premiers symptômes vers huit heures trente dans la matinée, il a été privé de la capacité de parler et de ses sens dans les deux heures qui ont suivi, mourant le 13 mars 1770, à trois heures et demi de l'après-midi. AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1586 et AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1587.

Alencastre, l'administration en acéphalie<sup>669</sup>. Le lendemain, lors des funérailles du gouverneur, « tous les hommes de la gouvernance, des officiers militaires payés, auxiliaires et de l'ordonnance » ont été convoqués au siège du *Senado da Camara*. Jusqu'à ce que le roi du Portugal prenne les mesures nécessaires pour régler ce cas, l'objectif consistait à définir l'adoption de stratégies visant à éviter l'interruption de l'administration de la Capitainerie<sup>670</sup>. Sans perdre de temps, deux juges ordinaires, quatre conseillers municipaux, le procureur de la *Camara* et d'autres autorités constituées à Vila Boa se sont réunis, soit un total de 46 personnes, pour éléger la junta du gouvernement provisoire. Comme l'indique l'*Auto de Posse* des élus, l'ex-juiz *de fora* de la ville de Salvador et *ouvidor*-général et corregidor du district, Antônio José Cabral de Almeida<sup>671</sup>, le sergent-major de la Chevalerie Auxiliaire, Antonio Thomas da Costa, et le capitaine des Dragons, Damião José de Sá Pereira, ont été acclamés gouverneurs intérimaires<sup>672</sup>.

Après l'entrée en fonction du nouveau gouvernement, le 15 mars, les officiers de la *Camara* écrivent au roi Jose I en l'informant de la mort du gouverneur et des mesures adoptées pour l'élection de la junta du gouvernement provisoire<sup>673</sup>. En guise de pièce jointe, ils envoient une copie de l'acte d'élection de la junta provisoire et de l'*Auto de Posse* des élus, enregistrés dans le *Livro de Vereanças* du *Senado da Camara*<sup>674</sup>. Dans la lettre, ils reconnaissent l'importance du poste de gouverneur, «

---

<sup>669</sup> José Martins Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás, op. cit.*, p. 170.

<sup>670</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1587.

<sup>671</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1620.

<sup>672</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1585.

<sup>673</sup> Face à l'absence d'une législation spécifique qui proposerait une solution légale à l'affaire, les accords politiques indiquent la prééminence du *Senado da Camara* dans le processus de nomination des gouverneurs provisoires. D'un autre côté, ce cas suggère aussi sa suprématie en tant qu'agence négociant et soutenant les intérêts des élites locales : les officiers municipaux imposent et font valoir leurs intérêts et en promouvant une brusque ingérence dans une instance restreinte, exclusivement, au contrôle du roi (le poste de gouverneur), profitant d'un moment d'instabilité dans la conjoncture politique de la Capitainerie. Capable de légitimer et d'assurer les décisions en cours, le *Senado da Camara* disposait d'un pouvoir qu'aucune autre institution ne pourrait posséder. En raison de ses nombreux rôles et responsabilités – la justice de première instance, la définition des taxes et des frais, l'approvisionnement des aliments, la surveillance sur le marché et les activités commerciales, la fixation des salaires des artisans, les soins sur la santé et l'hygiène publique – il est vrai que la proximité de ses membres était beaucoup plus ressentie par les habitants de Vila Boa que la présence virtuelle et distante du roi du Portugal. Cf. M. H. da Cruz Coelho et J. R. Magalhães, *O poder concelhio : das origens às cortes constituintes*, Coimbra : Centro de Estudos e Formação Autárquica, 1986, p. 32.

<sup>674</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1585.

lieutenant de Votre Majesté dans ce pays », et justifient l'urgence avec laquelle ils ont recommandé des gouverneurs intérimaires. À la fin de la missive, ils affirment croire que l'initiative du *Senado da Camara* de Vila Boa a été à la convenance du monarque, indiquant leurs attentes quant aux prochaines étapes qu'ils devraient réaliser sous le commandement du roi du Portugal.

À son tour, le 16 mars, les membres du gouvernement provisoire communiquent au monarque l'élection réalisée et demandent des renseignements quant aux mesures indispensables pour pourvoir le poste de gouverneur de la Capitainerie. En outre, les élus allèguent avoir pris le gouvernement de Goiás « au nom de Votre Majesté », dans le seul but de préserver la tranquillité et le « bonheur » « des peuples ». Ils soutiennent également que la finalité de leurs attitudes serait de servir exclusivement les intérêts du monarque, évitant tout type d'altération dans la Capitainerie, et de contribuer à ce que les vassaux du roi du Portugal puissent continuer de dispenser l'obéissance tellement nécessaire à la Couronne<sup>675</sup>.

En plus d'informer le roi, les élus annoncent les mêmes événements au Secrétaire d'État aux affaires étrangères<sup>676</sup> et au Secrétaire d'État de la Marine et d'Outre-mer<sup>677</sup>, en demandant des initiatives de la part de Lisbonne. Entre le 16 et 23 mars, plusieurs correspondances ont été envoyées de Vila Boa à Lisbonne, rendant compte des mêmes événements : de l'*ouvidor*-général au Secrétaire d'État aux affaires étrangères<sup>678</sup> et au Secrétaire d'État de la Marine et d'Outre-mer<sup>679</sup>; du Secrétaire du gouvernement de la Capitainerie de Goiás au Secrétaire d'État de la Marine et d'Outre-mer<sup>680</sup>; du Sergent-major du Régiment de la Chevalerie Auxiliaire au Secrétaire d'État aux affaires étrangères<sup>681</sup> et au Secrétaire d'État de la Marine et d'Outre-mer<sup>682</sup>; du greffier de l'Intendance et de la *Casa de Fundação* au Secrétaire

---

<sup>675</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1587.

<sup>676</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1588.

<sup>677</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1589.

<sup>678</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1590.

<sup>679</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1591.

<sup>680</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1592.

<sup>681</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1593.

<sup>682</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1594.

d'État de la Marine et d'Outre-mer<sup>683</sup>; de l'administrateur du gouvernement de Goiás au Secrétaire d'État de la Marine et d'Outre-mer<sup>684</sup>. Bien qu'il n'a pas été possible d'identifier les réponses émises par Lisbonne pour chacun des documents envoyés de Vila Boa de Goiás, une lettre des membres de la junta provisoire dirigée par Luis de Almeida, deuxième Marquis de Lavradio et vice-roi de l'État du Brésil, a obtenu une réponse incisive et désobligeante.

Indiquant la réception de la lettre des gouverneurs provisoires, le vice-roi du Brésil les accuse, dans une lettre écrite en mai 1770<sup>685</sup>, de ne pas avoir demandé son approbation, qualifiant d'arbitraire et d'intempestive l'élection de la junta provisoire. Pour ce faire, explique Luis de Almeida, il serait nécessaire d'obtenir un ordre direct du roi lui-même ce qui, en fait, n'a pas eu lieu. Par conséquent, son jugement sur l'adoption du gouvernement provisoire à Goiás est péremptoire : l'élection réalisée au siège du *Senado da Camara* devait être l'objet d'une sévère réprimande, celle-ci étant invalide. Toujours selon de Luis de Almeida, les autorités de Vila Boa de Goiás devraient avoir attendu une résolution du roi du Portugal, sans prendre des décisions incompatibles avec leurs juridictions. En face de telles circonstances, le vice-roi du Brésil a immédiatement nommé un gouverneur intérimaire – Antônio Carlos Furtado de Mendonça (1770-1772) – et a ordonné que la Capitainerie reste sans gouvernement jusqu'à son arrivée à Goiás. Surtout, il a déterminé que les membres de la junta provisoire – élus illégalement – s'abstiennent d'exercer les fonctions destinées uniquement aux gouverneurs.

Toutefois, les réprimandes venues du Rio de Janeiro ne sont pas restées sans réponse. L'*ouvidor* général et membre élu du gouvernement provisoire, Antônio José Cabral de Almeida<sup>686</sup>, dans une lettre adressée au Secrétaire de la Marine et

---

<sup>683</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1596.

<sup>684</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1597.

<sup>685</sup> Lettre publié intégralement in José Martins Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás, op. cit.*, p. 171.

<sup>686</sup> L'élection de l'*ouvidor* en tant que membre du gouvernement provisoire semble confirmer la thèse d'A. J. R. Russell-Wood quant au « rôle exceptionnellement important exercé par la magistrature dans l'Empire portugais d'Outre-mer ». Selon cet auteur, il y avait vraiment une relation symbiotique entre la Couronne et la magistrature, dont les membres (les *desembargadores* et les *ouvidores*) devaient leur nomination et autorité au monarque. Toutefois, si les *desembargadores da Relação* (la chambre d'appel plus haute dans la colonie) pouvaient être une menace à l'autorité du vice-roi dans les mines et Capitainerie de Goiás, l'*ouvidor* général, fortement réprimandé pour leur participation au gouvernement provisoire, était celui qui se plaçait personnellement contre les positions de Luis de Almeida. Très certainement, sa présence dans le processus a été perçue à Vila Boa comme un facteur

d'Outre-mer, Francisco Xavier de Mendonça Furtado, justifie les raisons de sa participation et fait un exposé sur l'argumentation erronée du vice-roi concernant la formation de la junte provisoire à Goiás<sup>687</sup>.

Objectivant instrumentaliser son argumentation, l'*ouvidor* fait valoir que l'absence du gouverneur pourrait causer une interruption administrative, étant donné que plusieurs de ses responsabilités quotidiennes, inhérentes à sa charge uniquement, seraient retardées, créant des préjudices aux intérêts du monarque dans la Capitainerie. Recourant à une série variée de motifs et démontrant une préoccupation vis-à-vis des affaires royales dans les mines de Goiás, son discours envisage, surtout, d'atténuer d'éventuelles mesures punitives de la part de la Couronne.

Tout d'abord, Cabral de Almeida allègue que la responsabilité de l'inspection de la *Fazenda Real* et des *Intendências* appartient au gouverneur de la Capitainerie. Nulle autre ne pourrait les inspecter, une situation qui causerait donc un grand préjudice aux coffres de la Couronne. Par contre, en fonction de l'absence d'ordonnances émises par le gouverneur, l'opération des *Registros* serait aussi endommagée, paralysant les transactions commerciales. Encore plus grave, l'expédition annuelle du *quinto* serait reportée à l'année prochaine à cause du commencement de la saison des pluies. En outre, chacune des *Casas de Fundição* (celle de Vila Boa et laquelle de São Félix) avait quatre inspecteurs, élus par le *Senado da Camara*, approuvés par l'*ouvidor* et pourvus, tous les trois mois, par le gouverneur. Comme les anciens avaient leurs temps de service limité par leur régiment respectif,

---

de pondération en cas de sanction par la Couronne. Sur le rôle de la magistrature dans l'Empire colonial portugais voir A. J. R. Russel-Wood, *Centros e periferias no mundo luso-brasileiro, 1500 - 1808. Revista Brasileira de História* [en ligne]. 1998, v. 18, numéro 36 [réf. du 15 set. 2004], p. 187-250. Ici p. 241. Disponible sur : [http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S010201881998000200010&lng=en&nrm=is](http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S010201881998000200010&lng=en&nrm=is) o. En tant que lien essentiel du pouvoir royal dans les mines de Goiás, la participation de l'*ouvidor* général dans l'épisode semble ne pas se conformer à la logique qui le soumettait au contrôle de la Couronne. Cependant, nous devons distinguer les intérêts des bureaucrates nommés par le Roi et les intérêts de la monarchie ou du monarque lui-même. En outre, s'ils ne sont pas identiques, ils peuvent, parfois, se confronter. En fait, des alliances éventuelles entre les ministres du roi ou les fonctionnaires royales et d'autres segments spécifiques, entre le pouvoir local et le pouvoir royal, peuvent être comprises comme un phénomène structurel dans le Royaume comme dans les espaces d'Outre-mer. Cf. Evaldo Cabral de Mello, *Rubro Veio. O imaginário da restauração pernambucana*, Rio de Janeiro : Topbooks, 1997, p. 186. À notre avis, cette incohérence apparente dévoile l'existence d'un équilibre entre les pouvoirs présents dans Vila Boa de Goiás. Équilibre dont le sommet réside dans le rôle du *Senado da Camara*. Équilibre que la politique de la Couronne tend toujours à maintenir et jamais à rompre.

<sup>687</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1605.



sans l'autorisation du gouverneur, les nouveaux inspecteurs ne pourraient pas être pourvus dans les *Casas de Fundição*.

Il a encore averti que la remise de l'or et des tableaux concernant le recouvrement du *quinto* provenant de la *Casa de Fundição* de São Félix, est arrivé à Vila Boa exactement le jour de l'élection de la junte provisoire et il n'y aurait personne pour les réceptionner, puisque c'était une attribution du gouverneur. En plus, l'or ne pouvait pas être envoyé au Rio de Janeiro sans le consentement du gouverneur<sup>688</sup>.

De plus, comme le relate l'*ouvidor* Cabral de Almeida, il existait déjà auparavant de lourdes divisions entre le capitaine de la Compagnie des Dragons, Damião José de Sa Pereira et le sergent-major auxiliaire, chacun s'arrogeant le droit de gouverner la Capitainerie. À cet égard, selon l'*ouvidor*, l'élection des gouverneurs provisoires a fonctionné comme le meilleur moyen pour pacifier les esprits. En outre, comme le commandement militaire de la Capitainerie a été soumis à l'autorité exclusive du gouverneur, certains problèmes urgents impliquant les forces militaires (en lutte permanente contre les Indiens *Caiapós*), mettaient en péril la sécurité de la population aux alentours de Vila Boa.

En bref, en face aux soucis présentés et considérant les limites des juridictions des autorités locales, y compris dans ce cas celles des ministres et des magistrats, l'élection d'un gouvernement provisoire aurait le mérite d'éviter de nombreux inconvénients, en fonctionnant, selon les termes employés par Cabral de Almeida, comme un « remède provisoire ». Ainsi, tous ensemble, unis en faveur des intérêts de Lisbonne, ils pourraient faire « ce que chaque particulier n'avait la capacité de réaliser ». En outre, conformément à l'*ouvidor*, « il n'a s'agit pas d'un gouvernement absolu » mais, plutôt, d'une junte provisoire qui peut suppléer aux quelques défaillances affectant l'administration de la Capitainerie<sup>689</sup>.

Dans ce contexte, les trois élus auraient participé au gouvernement provisoire conçu dans l'enceinte du *Senado da Camara*, motivés uniquement par le sentiment de responsabilité et par l'exigence de solutions d'urgence aux problèmes

---

<sup>688</sup> Confirmant l'argument de l'*ouvidor* général, l'or et les rapports relatifs à l'année 1769, envoyés par la junte de gouvernement provisoire en juin 1770, ont été accueillis à Lisbonne en avril 1771. La dépêche du Conseil d'Outre-mer n'a dénoncé aucun caractère d'illégitimité dans les mesures prises par les gouverneurs intérimaires de Goiás. AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 26, D. 1639.

<sup>689</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1605.

découlant de la mort de João Manuel de Melo. Dans ces circonstances, une attitude passive pourrait mettre en échec, non seulement la vie quotidienne des habitants mais, surtout, les intérêts souverains de Lisbonne. La situation économique et militaire de la Capitainerie, la sécurité de la population et le maintien de l'ordre politique, tout ce qui menace, la stabilité et l'équilibre des pouvoirs locaux, étaient en jeu.

Ainsi, les vassaux engagés pour le projet de Lisbonne ne pouvaient pas reculer dans l'accomplissement de leurs obligations vis-à-vis du roi du Portugal, parce que si « le gouverneur est décédé, le gouvernement ne peut pas défaillir »<sup>690</sup>. Enfin, pour se défendre des allégations faites par le vice-roi du Brésil, l'*ouvidor* général Antônio José Cabral de Almeida affirme dans toutes ses lettres que, bien qu'on affirme que la méthode utilisée n'a pas été la plus correcte, il n'y avait aucune méchanceté dans ses propos. Face à cela, il s'attendait à être épargné de châtiments éventuels contre les personnes qui ont participé à l'arrangement politique orchestré à l'occasion de la succession du gouverneur João Manuel de Melo.

Pour sa part, les décisions du vice-roi – qui en théorie serait l'autorité suprême dans la colonie<sup>691</sup> – reflètent en pratique l'exercice d'une suprématie limitée : il n'a pas été consulté précédemment, comme il l'attendait. Ceci révèle la stratégie adoptée par les groupes locaux : reporter l'annonce de leurs décisions – admises comme nécessaire et indispensable – et les rendre publiques seulement une fois que les faits sont accomplis. Cette tactique a permis aux protagonistes impliqués l'accès

---

<sup>690</sup> *Ibid.*

<sup>691</sup> En fait, le vice-roi avait son pouvoir limité autant par les décisions de la métropole, que par les autres autorités coloniales. Selon Calazans Falcon, Lisbonne l'instruit et l'oriente pour qu'il agisse avec prudence face aux pouvoirs régionaux et aux intérêts locaux. Cf. Francisco Calazans Falcon, *Pombal e o Brasil*, in José Tengarrinha (Dir.), *História de Portugal*, São Paulo : Unesp/Edusc/Instituto Camões, 2000, p. 158. Bien évidemment, les ordres émanant de la lettre de Luis de Almeida ont été l'objet d'un grand malaise. Selon Pereira de Alencastre, « l'intégralité de cette lettre a produit dans Vila Boa un grave mécontentement ; on ne pouvait pas comprendre la possibilité d'une absence de gouvernement dans une Capitainerie aussi distante ». Dans ce climat d'insatisfaction, le capitaine de la compagnie des Dragons, Damião José de Sá Pereira, élu membre de la junte du gouvernement provisoire, « homme de fort tempérament », a « non seulement ridiculisé l'ordre du vice-roi, mais il a essayé de résister, en demeurant dans le gouvernement pour quelques jours ». Avec l'arrivée du gouverneur intérimaire, Antônio Carlos Furtado de Mendonça, le 17 août 1770, la junte provisoire a été dissoute et le capitaine de la compagnie des Dragons a été arrêté. Cf. José Martins Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás, op. cit.*, p. 172.

au gouvernement de la Capitainerie pendant quelques temps : jusqu'à que « sa Majesté » prenne « un autre Providence »<sup>692</sup>.

Dans ce récit, les effets des distances entre Vila Boa, Rio de Janeiro et Lisbonne, apparaissent comme des éléments très spécifiques qui donnent une forme particulière au cadre politique de Goiás. Bien que marqué par des frémissements très fréquents, le temps politique et administratif de Vila Boa est lié au rythme des mesures prises dans la capitale du vice-royaume et dans la capitale de l'Empire. En outre, un réseau bureaucratique lent et confus stimulait l'improvisation, produisant un climat favorable aux jugements caractérisés par l'immédiateté. Conscients des limites et des restrictions imposées à leurs propres attributions, les élites de Vila Boa prennent des risques dans un jeu de forces qui envisage, surtout, de faire tenir entre leurs mains, quoique momentanément, les pouvoirs conférés par le poste plus important dans la hiérarchie du gouvernement de la Capitainerie.

Antônio Carlos Furtado de Mendonça, gouverneur intérimaire nommé par le vice-roi, reprend le gouvernement de Goiás le 17 août 1770 et désarticule tout de suite la junte provisoire<sup>693</sup>. Une fois le gouvernement provisoire dissous, le nouveau gouverneur cherche à rétablir le cours normal de la vie dans la Capitainerie, mais il est confronté à la résistance du capitaine de la Compagnie des Dragons, Damião José de Sá Pereira, qui, en plus de ridiculiser les déterminations du vice-roi – certainement stimulé par le climat d'insatisfaction qui plainait sur Vila Boa – a essayé de résister aux ordres du gouverneur. Toute de suite, Furtado de Mendonça ordonne l'ouverture d'une enquête sur les procédures du capitaine des Dragons et ordonne son arrestation<sup>694</sup>.

L'histoire récente du capitaine, reconstitué dans les descriptions enregistrées par les annales de l'affaire, a garanti à Sá Pereira l'image d'un homme insolent et voué à la violence. Accusé d'avoir agressé et attaché un garçon blanc à un cheval, l'obligeant à parcourir un très long chemin, soupçonné d'avoir commis, alors qu'il n'était encore que soldat et lieutenant, des agressions et des abus et, enfin, considéré comme responsable des « troubles » à l'occasion de la mort du gouverneur

---

<sup>692</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1585.

<sup>693</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1613.

<sup>694</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1631.

João Manuel de Melo, il n'a été pas difficile pour le gouverneur intérimaire de disqualifier ses attitudes et de mettre fin à l'affaire.

Moins d'un mois après l'arrivée de Furtado de Mendonça, un décret du monarque nommait José de Almeida Vasconcelos de Soveral e Carvalho, baron de Mossâmedes, au poste de gouverneur et capitaine général de la capitainerie de Goiás<sup>695</sup>. Malgré cela, le gouverneur intérimaire est resté dans les mines de Goiás jusqu'à l'arrivée de ce dernier en août 1772<sup>696</sup>. En plus de l'arrestation du capitaine de la compagnie des Dragons, il n'y a eu aucune condamnation de la part de la Couronne contre ceux qui ont participé à l'élection de la junte de gouvernement de 1770. Alors, l'explication donnée par Pereira de Alencastre confirme notre analyse concernant la fin de cet épisode : « Tous les autres », affirme l'auteur, « qui ont concouru avec lui [Sá Pereira] à l'acte de résistance aux ordres du vice-roi, ont été acquittés par le Conseil de Justice, convoqué pendant le gouvernement de José de Almeida Vasconcelos »<sup>697</sup>.

#### 6.4.4 Le temps d'attente : objet et enjeu de pouvoir

À partir des possibilités offertes par une étude de cas<sup>698</sup>, et en raison des caractéristiques très spécifiques qui jalonnent l'épisode, le récit des événements décrits ci-dessus apparaît pertinent pour élucider les expériences des acteurs dans un moment qui, très probablement, en d'autres circonstances, assumeraient les contours d'une longue attente dans les mines de Goiás. Tout d'abord, il faut considérer les effets immédiats de l'événement non annoncé, suivi d'une improvisation dont la conséquence directe demeure le risque d'interruption du fonctionnement habituel des mécanismes de gouvernement. Au même moment, ces événements provoquent une déchirure ou une rupture dans les relations de pouvoir au niveau local, dont les espaces sont redéfinis, transitoirement, à partir de l'action créative des acteurs politiques.

Deuxièmement, la mort inattendue du gouverneur instaure des conditions appropriées pour le déploiement des comportements et des attitudes qui ont la

---

<sup>695</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1616.

<sup>696</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 26, D. 1683.

<sup>697</sup> José Martins Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás, op. cit.*, p. 172.

<sup>698</sup> Jean-Claude Passeron et Jacques Revel, *Penser par Cas*, Paris : EHESS, 2005.

prétention de redéfinir, notamment, la relation entre la norme et l'exception dictée à l'intérieur du champ politique des mines de Goiás. Ainsi, il y a une remise en question de la pratique adoptée dans tout l'Empire concernant le remplacement des gouverneurs en cas de décès ou d'absence soudaine, dont la solution relevait jusqu'alors de l'autorité des vice-rois. La procédure adoptée à Goiás a suivi un rituel que les usages et les coutumes avaient transformé en méthode courante, pratiquée en des occasions semblables dans d'autres Capitaineries de l'Amérique, notamment à Bahia et Rio de Janeiro<sup>699</sup>. Comme les officiers municipaux l'allèguent dans une lettre au roi Jose I, le *Senado da Camara* a procédé à la nomination de la junta provisoire parce qu'ils n'ont pas pu trouver « parmi les papiers » de la dépouille du gouverneur João Manuel de Melo, les règles ou les « voies de succession du gouvernement »<sup>700</sup>.

En fait, l'inexistence d'une législation régissant les procédures à adopter en cas de décès du gouverneur a fonctionné comme une brèche légale et a donné une légitimité nouvelle aux décisions prises à Vila Boa de Goiás. Cependant, des cas comme celui-ci produisent une situation désagréable pour Lisbonne. L'absence soudaine des gouverneurs créait de grands inconvénients pour la Couronne, presque toujours insatisfaite par les ruptures suscitées dans les hiérarchies de l'administration coloniale<sup>701</sup>. Ajoutées à d'autres épisodes, la mort de João Manuel de Melo et l'affaire de la junta provisoire de Goiás, qui ont précipité une nouvelle initiative du monarque, nourrie, en fait, par une réflexion échafaudée au fil du temps : l'édition de l'*Alvará de Sucessão* (Charte de Succession), dépêchée le 12 décembre

---

<sup>699</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1585.

<sup>700</sup> *Ibid.*

<sup>701</sup> Des absences soudaines de gouverneurs n'étaient pas rares dans les différentes régions de l'Empire, en fonction de situations diverses, et offraient des possibilités pour la composition des gouvernements provisoires, pas toujours approuvés par Lisbonne. Un cas extrême de contrôle des élites locales sur le gouvernement de la Capitainerie est celui de São Tomé e Príncipe, où le *Senado da Camara* a exercé le gouvernement depuis 1548, en profitant des absences éventuelles des gouverneurs. Pendant environ deux siècles, la *Camara* a répondu de l'administration locale en dix occasions, pour des périodes allant de quelques mois à plusieurs années. En outre, trois circonstances auraient amené des gouverneurs provisoires. La capacité d'articulation des élites de l'Île de São Tomé e Príncipe était telle qu'elle a permis d'expulser trois gouverneurs. Les tentatives de Lisbonne pour saper l'influence du *Senado da Camara*, y compris le transfert de la capitale vers l'Île do Príncipe, sont toujours restées infructueuses, jusqu'à l'entrée en vigueur de l'*Alvará* de succession de 1770, mettant fin à une tradition de deux siècles dans la Capitainerie. Cf. Neuma Brilhante, Nas franjas do império ultramarino português : a experiência insular de São Tomé e Príncipe no despertar dos oitocentos, *História*, 2009, v. 28, número 1, p. 71-97.

1770, a mis en place les mécanismes juridiques pour d'éventuelles substitutions de gouverneurs et de capitaines-généraux dans l'Empire<sup>702</sup>.

Troisièmement, nonobstant l'occurrence de cas similaires dans d'autres parties de l'Empire, la junta provisoire installée à Goiás préserve sa singularité, instaurant une sorte de jugement qui force l'attention de la part de Lisbonne, conduisant la Couronne à l'adoption de nouvelles règles en cas d'empêchement des gouverneurs, à travers une nouvelle législation.

Dès lors, l'absence d'une législation spécifique, la méfiance entre les différentes sphères de pouvoir, les soupçons nourries par Lisbonne quant à la probité de ses vassaux, la configuration confuse des hiérarchies entre les diverses autorités, ajoutés à une véritable culture de l'intrigue qui alimentent les coulisses de la vie politique de l'Empire, constituent des éléments qui offrent des contours fragiles à la junta provisoire de Goiás. Les distances qui séparent Vila Boa de Goiás de Lisbonne, de São Paulo (capitale de la Capitainerie jusqu'en 1749) et des sièges de la vice-royauté (Bahia et, depuis 1763, le Rio de Janeiro), augmentent les effets de ces phénomènes. La lenteur des systèmes d'informations et des correspondances administratives produit des intervalles d'attente de longue durée, créant des vides qui stimulent les décisions transitoires, avec des répercussions importantes. Des moments brefs, provisoires, qui installent beaucoup d'indéfinitions et suscitent de la méfiance, en stimulant, sur un champ ouvert de possibilités, des ambitions et des intérêts qui sédimentent les relations de pouvoir dans les mines de Goiás.

---

<sup>702</sup>ANRJ. Ordem de Sucessão sobre as Pessoas que devem suceder nos Governos, em falta dos Governadores, 12 de dezembro de 1770, Códice 64, v. 17, fl. 34v-36v. L'*Alvara* de succession stipule qu'en cas de décès, absence ou autre empêchement des vice-rois et gouverneurs, ceux-ci seraient remplacés par une junta formée par l'évêque de Capitainerie, par l'*ouvidor* de la comarque (district) et par l'officier de l'armée de plus haut rang. À Goiás, comme dans la Capitainerie, où il n'y avait aucun évêque, sa place dans la junta serait occupée par l'*ouvidor* général. En outre, le *vereador* (le conseiller municipal le plus ancien) est chargé de participer. Huit ans plus tard, José de Almeida Vasconcelos, barão de Mossâmedes (1772-78) a quitté le gouvernement de la Capitainerie de Goiás avant l'arrivée de son successeur. Se basant sur l'*Alvará* de succession de 1770, il a mis en place un gouvernement provisoire, composé par l'*ouvidor* général, Antonio José Cabral de Almeida (le même qui a participé au gouvernement provisoire précédent), par le Lieutenant Colonel de la cavalerie auxiliaire, João Pinto Barbosa Pimentel et par le conseiller municipal Pedro da Costa. Cf. Alencastre, *Anais da Província de Goiás, op. cit.*, p. 222. La forme adoptée par le gouverneur pour la composition du gouvernement provisoire a été mis en question par les membres du *Senado da Camara* et, soutenu dans une lettre au roi Jose I, ils ont été désavoués et exclus par les procédures du gouverneur. Bien que soumis par la nouvelle législation, le remplacement des gouverneurs a continué de constituer une cause de disputes et de conflits, soit à cause de l'interprétation de l'*Alvara*, soit en fonction des intérêts nourris durant l'interruption du fonctionnement habituelle de la structure administrative de l'Empire.

Le processus qui implique l'installation de la junte provisoire, ainsi que l'avancement et la possession, quoique transitoires, sur des attributions d'une autre instance de pouvoir, révèle essentiellement deux aspects de la vie politique dans Goiás : en plus de renforcer le sentiment d'autonomie de Vila Boa par rapport à d'autres espaces de décision de l'Empire, l'épisode indique la légitimité et la consolidation du pouvoir du *Senado da Camara* face à la multiplicité des pouvoirs dans les mines de Goiás. En outre, entre l'événement de la mort du gouverneur et l'arrivée de son successeur, entre le transit des informations et les décisions (soit de Lisbonne, soit du Rio de Janeiro), entre la nomination du nouveau gouverneur, les préparatifs pour le voyage et la traversée du *sertão*, il découlait un intervalle d'attente qui, à Vila Boa, se charge d'une signification très particulière : une coexistence assortie d'une sorte de défaillance du pouvoir qui menaçait, à court terme, le bon fonctionnement du projet de Lisbonne.

En fait, il y a un décalage, une marge d'indéfinition, qui plonge la ville dans une situation de trouble, d'interrègne, dont le vide institutionnel détermine les élites politiques locales à prendre le relais, afin d'assurer la continuité du gouvernement. C'est avant tout la peur du vide et de la vacance du pouvoir, qui conditionnent les décisions intempestives des autorités de Vila Boa. Comme dans les épisodes révolutionnaires rappelés par Yves-Marie Bercé, ces « moments circonscrits dans le temps par les hasards de l'histoire prennent peu après la figure d'une déraison collective ». Dans ces moments, les hiérarchies habituelles semblent s'évanouir et les contraintes des pouvoirs distants sont interrompues. En dépit des instructions qu'elles reçoivent et doivent suivre, les autorités locales font mine de ne plus les entendre. Elles « se réfugient dans la gestion de l'immédiat et de l'inévitable »<sup>703</sup>. Dans le vide, l'autorité se désagrège, les ordres demeurent sans exécution. Malgré cela, il faut maintenir le calendrier des affaires et prendre sa part de responsabilité dans le maintien du projet de Lisbonne, bien que cela nécessite une rupture transitoire dans l'ensemble des pouvoirs de l'Empire.

Surpris par la mort de João Manuel de Melo, il fallait occuper la place institutionnelle laissée par l'absence du gouverneur : un espace vide qui pouvait être comblé, un territoire qui devrait être rempli. Les élites à Vila Boa ne sont pas

---

<sup>703</sup> Yves-Marie Bercé, Conclusion : vide du pouvoir. Nouvelle légitimité, in *Histoire, économie et société. Le concept de révolution*, 1991, numéro 1, p. 23-25.

indifférentes au temps. Leurs inquiétudes, leur conscience d'un avenir, mettent en évidence la coïncidence entre l'ordre des intérêts locaux et les besoins plus larges du projet de Lisbonne : si le gouverneur est mort, comme l'a dit l'*ouvidor*, « que ne meurt pas le gouvernement »<sup>704</sup>. Conscient de l'existence d'un temps d'attente, qui opère comme un obstacle aux intérêts du roi du Portugal, les hommes de Vila Boa devaient combler cette brèche temporelle, cette ouverture rendant possible l'incertain. Il fallait anticiper et déterminer l'avenir. En effet, la mission de ces hommes politiques et leurs interventions consistent justement à écarter le vide, à anticiper les crises, à assurer la bonne continuité des activités liées aux intérêts de la Couronne. En fait, ce qu'ils cherchent à préserver, dans cette zone d'attente, dans ce vide politique créé par la mort du gouverneur, c'est l'intégrité et l'unité du projet de Lisbonne.

Toutefois, si l'intention du vice-roi est de faire attendre, en ralentissant les décisions des élites locales dans l'intérêt de sa propre autorité, l'attente des hommes politiques de Vila Boa a un autre sens : elle n'est pas oisive, puisqu'ils travaillent. À Vila Boa, l'attente est active, car le temps est perçu comme ce qui apporte la dégradation des activités liées au projet de Lisbonne. Ils ne peuvent pas demeurer en suspens et tout simplement regarder le temps passer. Les autorités locales refusent la passivité. Effectivement, le rythme du projet de Lisbonne, pensé au Rio de Janeiro est perçu différemment au cœur de Vila Boa. En outre, il y a un décalage entre le temps intérieur de Vila Boa et le temps extérieur de Lisbonne et du Rio de Janeiro, entre le rythme du projet de Lisbonne et les actions des hommes dans le temps vécu à Vila Boa de Goiás. Dans ce sens, le temps n'est pas nécessairement synchronisé. Il n'est pas non plus une continuité perpétuelle, car les choses ne se produisent pas au même rythme, il y a des décalages, des ruptures et des discontinuités qui provoquent des tensions. Il n'y a pas, simplement, une continuité qui se déploie, mécaniquement, dans un temps homogène : comme nous l'avons dit ailleurs, le temps de l'histoire est une cataracte des temps et il y a des « poches » ou des « vides au sein des ces courants temporels »<sup>705</sup>.

En effet, à l'intérieur de cette tension, l'attente des hommes politiques à Vila Boa est une attente active : il faut ourdir, on doit tramer. Leurs activités sont une

---

<sup>704</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1587.

<sup>705</sup> Sigfried Kracauer, *L'histoire - Des avant-dernières choses*, op. cit., p. 272.



sorte de stratagème, car il s'agit d'occuper le vide et de profiter du temps disponible pour exercer son pouvoir et maintenir « la tranquillité des peuples et tout ce qui conduit à leur félicité »<sup>706</sup>. Une activité apparemment contradictoire, mais nécessaire pour conserver vivant le projet de Lisbonne. L'installation du gouvernement provisoire est une activité entreprise comme une stratégie, une manœuvre transitoire qui confirme l'autonomie de Vila Boa et légitime publiquement le pouvoir du *Senado da Camara*. Ainsi, les articulations et les compositions qui entraînent la formation du gouvernement provisoire apparaissent comme le meilleur chemin pour avancer une réponse, pour combler le vide du pouvoir, pour maîtriser le temps d'attente.

En revanche, la mort du gouverneur João Manuel de Melo, événement non-annoncé, imprévu, et la création subséquent de la junte provisoire, produisent un effet qui n'a rien de vulgaire. Le laps de temps qui sépare la disparition du gouverneur et l'arrivée de son successeur à la Capitainerie est chargé d'une essence très particulière : « Doté d'une finalité, il se détache de la chronologie du cours ordinaire des choses et s'en distingue par un rythme et une amplitude propres »<sup>707</sup>. Effectivement, depuis son apparition, la junte provisoire s'annonce comme un fait inhabituel, inusité, inédite, surpassant, en poids et en importance, l'événement initial de la mort du gouverneur. Avec toute la force dont ils émergent à la surface de l'histoire, les actes improvisés des élites locales l'instrumentalisent et relèguent au passé l'événement constitué par le décès du gouverneur. Sa mort est devenue la toile de fond de la mise en scène des hommes politiques de Vila Boa.

Ainsi, les événements qui se déroulent dans le temps vécu de Goiás ont des effets et des répercussions d'une portée considérable. Leur émergence dans le temps est immédiatement mise en partage entre tous ceux qui les annoncent, qui les voient, qui les entendent parler, qui les fabriquent ou les subissent. Distingué par un temps propre, ces événements multiplient les relations et les interactions, les confrontations et les « phénomènes de consentement », puisque, comme le rappelle très proprement Arlette Farge, « pour venir à la surface de l'histoire, l'événement se doit d'être perçu et caractérisé ». « Ce peut être », dit-elle, « la surprise de le voir survenir,

---

<sup>706</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 25, D. 1605.

<sup>707</sup> Notion similaire qui nous a inspiré est employée par Laurent Vidal dans une œuvre où il étudie le transfert de la capitale du Brésil du Rio de Janeiro vers la nouvellement construite Brasília, dans les années 1960. Cf. Laurent Vidal, *Les Larmes de Rio*, op. cit., p. 142.

l'indignation, ce peut être l'effroi qu'il suscite et qui le constitue en événement »<sup>708</sup>. Perçu différemment – avec surprise à Vila Boa et, certainement, avec indignation au Rio de Janeiro – le gouvernement provisoire produit des interprétations contradictoires, selon les positions des acteurs dans la hiérarchie des pouvoirs de l'Empire. Il n'y a pas de neutralité dans les gestuelles des autorités à Vila Boa de Goiás, ni même dans le discours prononcé par le vice-roi du Brésil. Au contraire, ils sont imprégnés par les conflits produits par l'événement, marqués par les relations de domination et de soumission, par la multiplicité des injonctions face à l'ordre social et aux « situations économiques et politiques qui l'ont généré »<sup>709</sup>.

Ainsi, ce temps transitoire d'attente est, surtout, un objet et un enjeu de pouvoir : face au risque d'imposer la sensation du vide, les mises en scènes qui ont lieu à Vila Boa dénoncent la nature exceptionnelle de l'événement. Ayant les yeux subordonnés au futur, les autorités locales avancent un rituel qui montre clairement que dans la ville, l'action politique est assujettie à l'autorité des officiers du *Senado da Camara*. Au profit du projet de Lisbonne, ce rituel a pour but d'accommoder les comportements parfois embarrassants et de créer un calendrier pour les décisions transitoires pendant ce temps d'attente.

Finalement, dans les circuits d'attente des mines de Goiás, une multitude d'angles et de regards révèlent des réalités hétérogènes qui mettent en jeu différentes temporalités. Tout d'abord, la temporalité du projet politique de Lisbonne – qui cherche à inscrire dans le temps et dans l'espace, les marques de son pouvoir. Ensuite, le temps présent de la société minière, marqué par des disputes et des négociations. Troisièmement, la temporalité de l'attente, qui installe la vie des habitants de Goiás dans une sorte d'entre-lieu où les acteurs et les protagonistes doivent faire face aux incertitudes, en attendant les décisions « si lointain » du roi du Portugal.

---

<sup>708</sup> Arlette Farge, Penser et définir l'événement en histoire. Approche des situations et des acteurs sociaux. *Terrain* [en ligne]. Mars 2002, numéro 38 [réf. du 28 juin 2008], p. 1-10. Disponible sur : <http://terrain.revues.org/document1929.html>.

<sup>709</sup> *Ibid.*

# Chapitre 7

---

## LA NOTION DE DÉCADENCE DANS L'HISTORIOGRAPHIE DE GOIÁS (1744-1822)

### Plan du Chapitre

- 7.1 Ascension, apogée et déclin de l'économie de l'or
- 7.2 Les notions de ruine et décadence
- 7.3 Le versant critique de l'historiographie de la décadence
- 7.4 Le projet de Lisbonne et la société métisse du *sertão*

### Résumé du Chapitre

Dans ce chapitre, nous nous penchons sur les interprétations de l'historiographie sur la période coloniale, partant de l'hypothèse que les lectures effectuées suivent une tendance articulée autour du concept de décadence. Ces interprétations et tendances se révèlent être une construction problématique pour l'histoire de Goiás. Dans ce contexte, nous soulignons la nécessité d'opérer une rupture épistémologique dans l'historiographie de Goiás, capable de renouveler les études sur le premier siècle de son histoire, en les projetant vers l'extérieur de la sphère créée par l'idée de décadence. Nous proposons dès lors l'application d'une multitude de regards sur les phénomènes examinés dans l'histoire de Goiás, montrant sous des angles divers des réalités apparemment contradictoires.

Dans Goiás la constitution d'un scénario de relations complexes et apparemment contradictoires est perceptible. Une description possible de son histoire oscille entre la proximité et la distance, entre l'officiel et le non officiel, entre la liberté et l'esclavage, entre les blancs et les noirs, entre l'apogée et le déclin. Dans ce contexte, des événements émergent à la surface de l'histoire et prennent progressivement des contours inattendus. Ce sont des espaces de recomposition et de refondation des pratiques et des expériences, des stratégies d'appropriation et de réappropriation qui abritent des relations de force dans un contexte flottant et indéfini, marqué essentiellement par l'incertitude. Alors, dans ce monde réel, lieu de rencontre entre les acteurs et les protagonistes coloniaux, émerge une société hybride qui, très tôt, occupe une place prééminente dans cette région de conquête à l'extrême ouest de l'Empire.

Toutefois, malgré l'évidente complexité de la société de minière, les récits et les analyses concernant le Goiás colonial et ses conséquences durant tout le XIXe siècle, restent confinés aux limites d'une lecture historiographique très spécifique. Cette lecture est influencée par l'usage des notions fabriquées par les acteurs et les protagonistes de la Capitainerie et, ensuite, au sein de la province de Goiás, par les autorités coloniales, par les observateurs de la société minière ou les voyageurs européens qui ont visité la région. Ainsi, les événements qui ont eu lieu pendant la période coloniale s'avèrent être une construction problématique pour l'histoire de Goiás, inspirant des réflexions qui privilégient une vision dualiste de l'histoire, suivant une tendance articulée autour du concept de décadence et orienté préférentiellement sur des notions susceptibles de constituer des paires antithétiques, tels que prospérité, retard, modernité, progrès, faste et pauvreté. C'est, à notre avis, une vision qui s'est révélée insuffisante et schématique. Une option qui simplifie excessivement l'étude des phénomènes de fixation des valeurs modernes dans la région et réduit le sens des catégories et des concepts liés à la constitution du processus historique de Goiás.

Ainsi, tout en nourrissant le débat, nous espérons compléter le cadre et approfondir les réflexions, en indiquant une nouvelle direction et peut-être un autre chemin aux récits qui vise à contribuer à l'histoire de la période coloniale en renouvelant l'historiographie de Goiás.

### 7.1 Ascension, apogée et déclin de l'économie de l'or

Depuis la naissance du champ politique dans les mines du Goiás, l'intime relation entre deux plans parallèles coordonnés par la Couronne est claire : l'exploration de l'or – comme axe principal et élément moteur des objectifs économiques – et l'institution d'un appareil juridique et administratif comme soutien essentiellement politique au projet de Lisbonne. Dans un environnement de grande instabilité, le geste fondateur du roi du Portugal consolide et légitime le pouvoir de Vila Boa dans les mines de Goiás : dans le cours ordinaire du temps, les actions du *Senado da Camara* imprime un rythme particulier et assure la solidité nécessaire à la consécration des intentions de la Couronne. Dès lors, dans le circuit politique et à l'intérieur des zones d'attente à la frontière ouest de l'Amérique, Vila Boa et le *Senado da Camara* sont pensés comme des instruments politiques au service d'un objectif économique : l'exploitation de l'or.

Dès l'introduction du système de *julgados*, suivie de près par l'installation de Vila Boa – transformée plus tard par le biais de la création de la Capitainerie de Goiás en capitale régionale –, le *Senado da Camara* consolide son légitimité dans les sphères des relations locales. Les effets de leurs actions, tant du point de vue juridique qu'administratif, contribuent à la formation et à la gestion d'un réseau urbain, authentifiant le pouvoir politique de la Couronne et matérialisant, peu à peu, les plans économiques de Lisbonne.

À partir de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, le monde instable des *arraiais*, soit au temps des aventuriers, donne lieu à une société minière typique, marquée par le pouvoir des propriétaires d'esclaves et leurs mines d'or. Il convient de noter que l'avancement du projet politique confirme le succès des initiatives économiques, coordonné par le roi du Portugal. Environ quatre ans après la création de la Capitainerie, en 1753, la production et le transfert de l'or produit à Goiás atteint son apogée : l'impôt du *quinto* atteint plus de la moitié d'une tonne d'or<sup>710</sup>.

---

<sup>710</sup> Cela a été le prélèvement le plus élevé enregistré dans les mines du Goiás (environ 615 kilogrammes de l'or), l'équivalent de 169,008 huitièmes d'or. Il s'agit vraiment d'un prélèvement exceptionnel qui, en tout cas, confirme les niveaux relativement élevés de production et de productivité réalisés dans cette période à Goiás. Il faut aussi considérer que la Loi du décembre 1750, qui a déterminé la fin du système de Capitation et qui fut publié à Goiás en avril 1751, n'entrera en vigueur qu'en 1752, en raison de la nécessaire construction de deux maisons de fonderie d'or, une à Vila Boa et l'autre dans l'*arraial* de São Félix. Ce processus de transition du système de Capitation au

Confirmant les résultats des procédures adoptées par Lisbonne entre 1750 à 1754, la production des mines de Goiás bat tous les records, atteignant 5,9 tonnes d'or. Dans la même période, la production du Minas Gerais, qui, entre 1735 et 1739, avait atteint 10,6 tonnes, chute à 8,7 tonnes. Par rapport à la production totale au Brésil, qui s'élève à 15,7 tonnes entre 1750 et 1754, les mines de Goiás représentent plus du 1/3 de l'or produite<sup>711</sup>.

Si on considère l'intervalle entre 1752 et 1778, le *quinto*, enregistré à Goiás et transféré à Lisbonne, a atteint la somme de 2.700.536 huitièmes, soit l'équivalent de 10 tonnes d'or. Ceci suppose une production brute de 50 tonnes en 26 ans, si l'on n'ajoute pas l'or non déclarée, dont l'évaluation, bien que très risqué, peut se chiffrer à environ 50 % de l'or déclaré. La première grande course de l'or dans l'histoire moderne<sup>712</sup> était en plein essor et les résultats pratiques du projet politique de Lisbonne dans les mines de Goiás apparaissaient visibles.

Pour avoir une idée de la situation économique et financière de la Capitainerie, en ajoutant toutes les recettes et les dépenses depuis l'année 1762, nous obtenons un solde positif jusqu'à l'année 1775<sup>713</sup>. D'une part, nous considérons les revenus provenant de l'impôt des entrées, des dîmes, des passages des rivières, les rendements des offices, les troisièmes parties des offices et les nouveaux droits. D'autre part, nous prenons en compte les dépenses liées aux activités militaires, ecclésiastiques, civiles et, en plus, les dépenses extraordinaires. Sans déficit, l'économie au sein des mines avait le vent en poupe. En fait, l'or produit jusqu'au milieu du XVIIIe siècle a financé imperturbablement les lourds coûts de production et d'entretien de la structure du gouvernement installé à Goiás.

En effet, malgré une tendance marquée par la chute, la quantité d'or restait encore suffisante pour financer les exigences de la production. Toutefois, si le

---

système du *quinto* est probablement la cause principale qui explique le revenu élevé enregistré en 1753, puisque lors l'année précédente – la première du nouveau système –, le *quinto* avait à peine atteint plus de 63 000 huitièmes d'or. Le gouverneur de la Capitainerie, Marcos de Noronha, explique au roi du Portugal que cette année était vraiment exceptionnelle, puisque de grandes quantités d'or en poudre ont été retenues dans les mines après avoir découvert deux importantes nouvelles zones minières. Cf. Luís Palacin, *O século do ouro*, op. cit., p. 71.

<sup>711</sup> Maria Beatriz Nizza da Silva, *O Império Luso-Brasileiro (1750-1822)*, Lisbonne : Estampa, 1986.

<sup>712</sup> Kenneth Maxwell, *Hegemonias antigas e novas : o Atlântico ibérico ao longo do século XVIII*, in *Chocolate, piratas e outros malandros (Ensaio tropicais)*, São Paulo : Paz e Terra, 1999, p. 222.

<sup>713</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 48, D. 2776.

recouvrement du *quinto* se maintient toujours au-dessus des 15 arrobes annuelles<sup>714</sup> jusqu'à l'année 1778, à partir 1776, l'excédent dans les comptes donne lieu à un énorme déficit annuel : les dépenses nécessaires pour maintenir le projet de Lisbonne a considérablement dépassé les recettes qui ont nourri les coffres de la Couronne. Dans le même temps, la chute du revenu global de la Capitainerie, reflet de la diminution de la production d'or, n'était pas accompagnée de mesures favorisant la réduction des dépenses. Ainsi, entre 1776 et 1803, le déficit annuel se multiplie par dix, attestant d'un déséquilibre généralisée sans que les mesures effectuées par Lisbonne puissent corriger la situation imminente de crise.

La réduction du volume d'or produit peut être perçue par les données se référant au recouvrement du *quinto*. En 1779, et pour la première fois, cet impôt a été inférieur à 15 arrobes, l'équivalent de 52,011 huitièmes d'or. Un an plus tard, l'indice semble reprendre une courbe ascendante, atteignant les 55,738 huitièmes, pour ensuite décliner irrémédiablement : 38,082 huitièmes en 1790, 26,606 en 1799 et enfin 10,033 huitièmes en 1812<sup>715</sup>.

En revanche, la productivité de l'esclavagisme n'a jamais été très élevée dans les mines de Goiás. Des chiffres décrits par Luis Palacin indiquent un rendement moyen d'environ un huitième d'or par semaine. Avec l'épuisement de l'or trouvé à la surface du sol et l'absence de techniques qui permettent l'extraction du métal dans les points les plus profonds du sous-sol, la diminution de la productivité moyenne était inévitable.

Malgré la chute de la productivité et la courte vie des esclaves, seule la valeur relative élevée du métal et la propagation de l'esclavage rendaient possible l'obtention d'un revenu net conséquent pour les mineurs, leur permettant de survivre face aux adversités amplifiées par de lourdes charges fiscales et de très hauts taux d'intérêt sur les crédits disponibles<sup>716</sup>. En résumé, dans le cadre général de la production minière de Goiás, nous voyons une courbe clairement ascendante qui débute à partir du quinquennat 1730-34, avec une production initiale moyenne d'une tonne, atteint son apogée entre 1750-54, période durant laquelle elle atteint

---

<sup>714</sup> Luís Palacin, *O século do ouro*, op. cit., p. 71.

<sup>715</sup> *Ibid*, p. 130-131.

<sup>716</sup> *Ibid*, p. 72

quasiment le chiffre de six tonnes d'or. À partir de là, un déclin inexorable se dessine jusqu'au début du siècle prochain.

Or, l'imagerie qui décrit ces graphiques est très importante pour comprendre la société de l'or à Goiás. Le professeur Gilka Vasconcelos Ferreira de Salles décrit très bien la stratégie employée par Lisbonne aux mines de Goiás :

Durant près d'un siècle, la structure économique de la Capitainerie a été basée sur les mines d'or. La société s'en emparait par le biais de la propriété rurale et de l'esclavage, fondements de son prestige social et politique. La machine économique toute entière était axée sur le métal précieux et les capitaux employés devraient être utilisés dans ce sens. Les hommes donnent aux mines une valeur extraordinaire, en se persuadant qu'elles seraient toujours riches, augmentant les dépenses dans une proportion identique à ce qu'ils s'attendaient d'extraire de cette richesse imaginée<sup>717</sup>.

En fait, les mines ne seraient pas riches et prospères pour toujours. Une fois l'or épuisé, les intentions économiques de la Couronne seraient réfrénées, en définissant et en imposant des limites au projet de Lisbonne. L'histoire de ce processus à la frontière ouest de l'Amérique, de ce mouvement d'ascension, d'apogée et de déclin de la société et de l'économie minière, reconstruit les chemins à travers lesquels les intérêts du roi du Portugal s'étendent et se déroulent dans le *sertão* du Goiás. Les résultats de ces investissements sont assez importants : c'est, avant tout, les débuts d'un long processus d'établissement des valeurs modernes au cœur du Brésil. Dans cette histoire, coexistent des mouvements d'intégration, des expériences urbaines qui incluent des mobilités et des nomadismes, des processus migratoires, des pratiques sociales et des politiques caractéristiques des zones de frontières<sup>718</sup>.

## 7.2 Les notions de ruine et décadence

Effectivement, l'étude du premier siècle de l'histoire de Goiás révèle que le concept de décadence a été conçu dans les discours des acteurs et protagonistes des XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle avec un sens très précis. Même si nous ne trouvons pas le

---

<sup>717</sup> Gilka Vasconcelos Ferreira de Salles, *Economia e escravidão na capitania de Goiás, op. cit.*, p. 118.

<sup>718</sup> Nars Fayad Chaul e Luís Sérgio Duarte (Dir.), *As cidades dos sonhos : desenvolvimento urbano em Goiás*, Goiânia : UFG, 2004.



terme dans le dictionnaire portugais de Raphael Bluteau, le dictionnaire Trévoux nous donne des pistes sur le sens que ce mot revêt aux yeux des hommes de l'époque, indiquant le danger d'une banalisation exagérée du concept.

DÉCADENCE. Disposition à la chute, état de ce qui tend à la ruine, tant au propre qu'au figuré. Ainsi le mot *ruine* dit plus que *décadence* et en est distingué comme l'effet l'est de la cause. *Ad ruinam inclinatio*. DÉCADENCE, se dit figurément pour désigner tout ce qui va vers le déclin. *Res inclinata, ab exaltatâ fortunâ ad inclinatam e prope jacentem dejici; imperi, regni, Reipublice occafus, senedus; rerum inclinatio*. Toutes les choses du monde vont en décadence, c'est-à-dire, de mal en pis<sup>719</sup>.

Disposition ou tendance à la chute, à la diminution. Même si le sens du mot *décadence* dans son acception politique, peut représenter le déclin des royaumes républicains et impériaux et même si les protagonistes des mines de Goiás ont fait utiliser ce terme pour désigner, dans un sens figuré, la ruine morale des peuples, son utilisation, à l'époque, est essentiellement liée à l'aspect économique des activités minières. Ainsi, le mot *ruine* est couramment employée par les autorités de la Couronne depuis 1740, pour dénoncer les difficultés rencontrées dans le champ économique des mines ou pour décrire des épisodes de chute ou de réduction, bien que momentanée, dans la production d'or.

En revanche, nous ne pouvons rejeter les usages politiques et stratégiques du concept de *décadence* faits par les autorités coloniales. Un exemple intéressant réside dans le langage utilisé par les officiers du *Senado da Camara* en mai 1744. En écrivant au roi João V, ils décrivent un scénario de « *décadence* » des mines d'or dans la région de Vila Boa, avec l'objectif évident de sensibiliser le monarque sur l'utilité de la prospection des diamants dans les mines de Pilões, interdite par la Couronne<sup>720</sup>.

---

<sup>719</sup> *Dictionnaire universel français et latin, vulgairement appelé Dictionnaire de Trévoux : contenant la signification et la définition des mots de l'une et de l'autre langue...* Tome 3, Créance-Ezzal, Compagnie des libraires associés, Paris, 1771, p. 128

<sup>720</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 3, D. 239. En raison de difficultés de contrôle et de prélèvement des droits royaux, la découverte de pierres précieuses était suivie de l'interdiction de la région par décision de Lisbonne. Cette interdiction est à l'origine de nombreuses plaintes et de conflits liés à l'extraction illégale de diamants. En 1733, la découverte de pierres précieuses dans les fleuves Claro et Pilões attirait continuellement les mineurs qui sont arrivés dans la région. En 1741, le surintendant-général Agostinho Pacheco Teles a écrit au roi au sujet d'une enquête visant à examiner s'il y avait une extraction illégale de diamants dans les mines de Goiás. Peu après, en 1746, c'était Luis de Mascarenhas, alors gouverneur de la Capitainerie de São Paulo, qui informait le monarque au sujet d'accusations impliquant l'*ouvidor* général des mines, qui aurait encouragé l'ouverture d'une

Les rivalités entre les protagonistes de la société minière, a également fonctionné comme un stimulus à l'utilisation de l'image de la décadence pour dénoncer les injustices et les privilèges. Des disputes acides ont souvent mis en conflit les officiers de la Couronne et le clergé local. Les exemples abondent. En 1744, l'*ouvidor* général Manuel Antunes da Fonseca, dans une lettre adressée au monarque, met en relief l'« état de décadence des mines d'or », ces dernières étant prises en tenailles entre les « droits ecclésiastiques » et les « privilèges excessives exigés par le clergé » des mines de Goiás<sup>721</sup>.

Plus tard, ce sont les officiers de la *Camara* qui font usage du discours de décadence pour attaquer « les avantages » payés en faveur du vicaire de la paroisse de Vila Boa. Dans une lettre de 1773 adressée au Secrétaire de la Marine et d'Outre-mer, Martinho de Melo e Castro, ils demandent la définition du montant exact que l'on « doit payer aux révérends prêtres », en considérant « la pauvreté et la décadence de Goiás »<sup>722</sup>.

En janvier 1763, dans une lettre adressée au Secrétaire d'État de la Marine et de l'Outre-mer, le conseiller Antônio José de Araújo e Sousa, alors *ouvidor* général de Goiás, associait la « décadence des Mines de Goiás » au manque de nouveaux gisements d'or et aux assauts des Indiens. En fait, son discours, essentiellement politique, était en accord avec les attentes d'une grande partie de la population des mines. Selon lui, il y avait des alternatives à la décadence : « l'espoir d'améliorations », explique-t-il, résiderait dans la « libération » de l'exploitation de l'or au sein « des rivières Claro et Pilões »<sup>723</sup>.

---

entreprise dans le but d'extraire de diamants des rivières interdites. Cf. AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 4, D. 317 et AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 2, D. 134. Comme l'option de Lisbonne était le système de vente des droits d'exploration, en 1749, la Couronne a établi un contrat d'exploitation de diamants avec les frères Caldeira Brant. Cependant, en 1751, après une période décevante dans l'exploration et la possibilité de dommage imminent, Felisberto Caldeira Brant ordonne la sortie de ses deux-cents esclaves, transférés vers les mines de *Serro Frio*. La zone, qui est restée fermée et interdite, a nourri pendant longtemps les espoirs des mineurs de Goiás. À mesure que l'épuisement des réserves d'or était plus visible, l'ouverture des fleuves Claro et Pilões à l'exploitation minière était appréhendée avec de grandes attentes par les mineurs et les projets des autorités coloniales. Selon Luís Palacin, « ce rêve a duré cinquante ans ». Après une longue période de résistance, la Couronne a décidé d'ouvrir les terres proches des fleuves Claro et Pilões aux explorateurs. Toutefois, si la recherche de diamants fut vaine, l'or n'a pas été trouvé non plus. Sur les rivières de diamant à Goiás voir Luís Palacin, *O século do ouro em Goiás, op. cit.*, p. 56-58.

<sup>721</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 3, D. 239.

<sup>722</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 27, D. 1750.

<sup>723</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 19, D. 1128.

Mais si l'usage politique de l'image de décadence – bien qu'au service de certains intérêts spécifiques – garde une relation directe avec le sens du mot, il apparaît également comme le reflet d'une situation économique et sociale particulière. Dans certains cas, l'idée de ruine, de chute ou de déclin est associée à un symptôme de désagrément. Soit vis-à-vis de l'interdiction de l'exploitation minière dans les rivières Claro et Pilões et contre l'expectative généralisé des mineurs et des autorités coloniales ; soit par rapport à la mauvaise situation des mineurs, en raison des paiements de l'impôt de la capitation et d'autres droits royaux ; ou encore contre les droits et les bénéfices des prêtres, surtout dans des moments d'absence de nouvelles découvertes d'or ; voire encore contre les valeurs élevées versées à des propriétaires des contrats d'entrées, qui rendent la vie des commerçants plus difficiles et augmentent les prix des marchandises.

Cependant, l'utilisation du terme décadence va prendre une dimension plus vaste dans les discours des autorités coloniales. Si dans la première moitié du siècle, l'acception de son utilisation est associée à des événements spécifiques, à partir des années 1770 notamment, la notion de décadence suppose un sens plus large. Comme si l'évolution du terme et la signification du mot étaient rattachées aux graphiques qui indiquent la diminution de la production de l'or. Ainsi, jusqu'aux années 1760, les références à la décadence sont plus directement liées aux enjeux locaux, dans les divers espaces d'exploitation minière : l'épuisement des anciennes mines d'or, à l'instar de la région de Vila Boa ; la persistante diminution de l'or trouvé à la surface du sol ; les dettes accumulées en fonction du changement de régime fiscal (de la capitation au *quinto*) ; les assauts des Indiens et l'absence de nouveaux gisements d'or.

À partir des années 1770, les images promues dans les discours annonçant la décadence sont associées à des termes et des expressions plus dures, avec des effets plus globaux tels que « l'absolue pauvreté et la décadence de Goiás »<sup>724</sup>, « le retard de la Capitainerie de Goiás »<sup>725</sup>, « la décadence dans laquelle se trouve les mines de la Capitainerie »<sup>726</sup>, la « continue décadence de la production minière »<sup>727</sup>, ou

---

<sup>724</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 27, D. 1750.

<sup>725</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 27, D. 1767.

<sup>726</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 32, D. 2001.

encore « le misérable état du Goiás »<sup>728</sup>. En outre, bien que les anciens gisements d'or continuent d'être en activité, leurs revenus ont diminué progressivement. D'autre part, la découverte des nouveaux gisements étaient de plus en plus rares. Si, en 1763, l'*ouvidor* général de la Capitainerie, confronté à la diminution de nouveaux gisements, pointait l'ouverture des rivières Claro et Pilões à l'exploitation minière, comme « espoir d'amélioration », en 1780, le gouverneur Luís da Cunha Meneses se montrait plus catégorique : « face à la décadence dans laquelle se trouvent les mines de la Capitainerie », l'exploitation de ces mêmes rivières est devenue une « nécessité »<sup>729</sup>.

Ainsi, peu à peu, l'image de la « décadence » des mines du Goiás prenait des contours plus graves. À titre d'exemple, au cours de la décennie de 1770, le *Senado da Camara* questionne la valeur des contrats des entrées, considérée comme très élevée face à la situation de « décadence » de l'économie minière. Et, en 1774, le gouverneur José de Almeida Vasconcelos révèle son désir de remédier au « retard » de la Capitainerie. Deux ans plus tard, le même gouverneur, échange des informations avec le Marquis de Pombal sur le manque de revenus de l'Économie Royale pour le gouvernement de Goiás. Mais c'est au cours des années 1780 que le déclin de la production d'or aggrave la crise et amplifie les discours autour de la décadence. En 1781, dans une lettre à la reine Maria I, c'est la Junta de la *Fazenda Real* qui décrit l'« état de décadence dans laquelle se trouve la Capitainerie ». Au cours de cette période, la crise de l'or a touché durement les recettes locales, ce qui a rendu difficile les transferts de l'or vers Lisbonne<sup>730</sup>.

En 1783, lorsque les études et les débats ont diagnostiqué la cause de la décadence dans l'absence de connaissances naturelles et physiques, le gouverneur Luís da Cunha Meneses a soutenu une autre théorie. En analysant l'état socioéconomique de la région de Goiás, sapée par la « continue décadence des mines », il indique que la cause principale réside dans le petit nombre d'esclaves, justifiant ainsi la nécessité d'augmenter leur importation « pour stimuler la dite entreprise »<sup>731</sup>. La même année, le plus ancien conseiller municipal et le procureur de la Couronne,

---

<sup>727</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 34, D. 2084.

<sup>728</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 34, D. 2118.

<sup>729</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 32, D. 2001.

<sup>730</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 32, D. 2021.

<sup>731</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 34, D. 2083 et AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 34, D. 2084.

Valentim da Silva Rosa, dans une missive à la reine, justifiait l'« état misérable de Goiás » en mettant en évidence deux facteurs interdépendants et essentiels pour le diagnostic de la crise : « l'inexistence de l'or dans les terres minérales et la notable diminution du *quinto* royal »<sup>732</sup>. En fait, dans les années 1780, la reconnaissance concernant l'absence d'or et la baisse du *quinto* royal a été très fréquente dans les plaintes relatives à l'« état décadent de » Goiás<sup>733</sup>.

À l'entrée de la décennie 1790, le sentiment de crise a pris des contours encore plus concrets. Les chutes visibles et continues de la production d'or et la pression sur les coffres Royaux impriment un nouveau rythme aux mesures administratives, comme un moyen de « soulager la grande décadence dans laquelle se trouve la Capitainerie »<sup>734</sup>. Au-delà des demandes qui envisagent l'ouverture des rivières Claro et Pilões à l'exploitation de l'or, d'autres initiatives sont à l'ordre du jour pour les autorités coloniales. L'une d'elles, notamment, réside dans le développement du commerce et la navigation fluviale<sup>735</sup>.

Au cours de la première décennie du XIXe siècle, les faibles niveaux de production de l'or – surtout en comparaison avec les indicateurs élevés des périodes antérieures – augmentent la sensation de pauvreté. L'absence réelle de l'or associée à des dépenses élevées pour la conduite du gouvernement de la Capitainerie, ont beaucoup stimulé les discours sur la décadence. Face à cette situation, le nouvel intendant de la *Casa de Fundição* Manuel Pinto Coelho insiste, à travers deux lettres consécutives adressées au Secrétaire de la Marine et d'Outre-mer, Rodrigo de Sousa Coutinho, les 6 et 7 juillet 1800, sur l'« état de décadence dans laquelle se trouve la Capitainerie »<sup>736</sup>. De même, quatre ans plus tard, quand le gouverneur Francisco de Assis Mascarenhas communique avec le Secrétaire de la Marine et d'Outre-mer et vicomte de Anadia, João Rodrigues de Sá e Melo, au sujet de son arrivée à Goiás le 24

---

<sup>732</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 34, D. 2118.

<sup>733</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 35, D. 2133; AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 35, D. 2153 et AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 35, D. 2169.

<sup>734</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 37, D. 2297.

<sup>735</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 39, D. 2407.

<sup>736</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 41, D. 2506 et AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 41, D. 2507.

février 1804, il mentionne l'« état de décadence » dans lequel se trouve plongé la Capitainerie<sup>737</sup>.

Au début de l'année 1805, Antônio Luís de Sousa Leal, désigné par Lisbonne pour mener une enquête sur les événements qui ont eu lieu durant le gouvernement de João Manuel de Meneses<sup>738</sup>, dresse le bilan de la situation de la Capitainerie dans une lettre adressée au Prince Régent. Son récit considère la situation des « *fábricas* » et de l'« agriculture en général », « les conséquences néfastes des malentendus politiques », « les recettes des exportations d'esclaves, de *secos e molhados*, des vivres, des manufactures, du fer, de l'or et d'autres produits de l'industrie ». En outre, il discourt sur « l'opulence et le crédit de certains mineurs » et sur le « manque d'investissements dans la production locale », qui pourraient réduire la dette des entrepreneurs locaux avec la *Fazenda Real*. Son rapport, pensé essentiellement à partir de l'« état de décadence de Goiás »<sup>739</sup>, signale la cristallisation d'une tendance au niveau des attentes et des attitudes des autorités coloniales : si les limites du projet de Lisbonne ont été définies par l'épuisement de l'économie de l'or, il demeurerait nécessaire de trouver de nouvelles alternatives qui pourraient rendre viable l'entreprise coloniale à Goiás.

En mars 1806, le gouverneur Francisco de Assis Mascarenhas, animé du même esprit, écrit une lettre au Prince Régent pour constater « l'état de décadence de Goiás ». Son diagnostic inclut comme causes de la crise : la grande extension territoriale et le manque de personnes pour administrer la Capitainerie. Mettant de côté l'expectative fomentée par l'activité minière en franc déclin, il nourrit les perspectives économiques à partir d'autres recommandations, pointant de nouvelles potentialités pour Goiás. Conscient de l'inévitable ralentissement de l'économie minière, il insiste sur les « avantages des relations commerciales avec la Capitainerie du Pará », en raison des « grandes ressources existants dans la Capitainerie » et dénombre quelques « produits de Goiás » d'importance pour le marché de Lisbonne, à l'instar du sucre et du coton, considérés comme les « meilleurs de l'Amérique », et

---

<sup>737</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 47, D. 2712.

<sup>738</sup> Sur les conflits et la crise politique concernant le mandat du gouverneur João Manuel de Meneses et son prédécesseur, Tristão da Cunha Meneses, voir Fernando Lobo Lemes, *A oeste do império – dinâmica da câmara municipal na última periferia colonial*, op. cit., p. 74-81.

<sup>739</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 49, D. 2790.

constituant des alternatives qui pourraient accroître le commerce et l'économie de Goiás<sup>740</sup>. À ce moment, il était clair et évident que l'épuisement du système déployé autour de l'exploration de l'or a mis en échec un modèle économique qui a nourri les coffres du Portugal depuis près d'un siècle. Il y avait donc une demande urgente de diversification des activités et de constitution de nouveaux projets. Dans ces circonstances, le projet économique de Lisbonne dans les mines de Goiás touche à sa fin. En parallèle, le discours et les images de la décadence produits par les acteurs et les protagonistes de Goiás accompagnent et décrivent, pas à pas, le déclin de la production d'or, suivi, inévitablement, de l'épuisement du modèle mis en place par Lisbonne.

#### 7.2.1 Le discours de la décadence dans les rapports des voyageurs européens

Les discours sur la décadence associés aux variations de la production d'or et à la crise de l'économie minière, ont jalonné la première décennie du XIXe siècle, ainsi qu'en attestent certains récits de voyageurs européens ayant visité Goiás : Auguste François César Provençal de Saint-Hilaire, naturaliste français, se déplace dans diverses régions du Brésil entre 1816 et 1822. Intéressé principalement par l'étude de la flore brésilienne, il a compilé dans ses écrits (publié en France 25 ans plus tard) d'importantes descriptions et des impressions sur les aspects les plus variés de la vie en Amérique<sup>741</sup>.

Johann Emmanuel Pohl, naturaliste autrichien, arrive au Brésil en 1817 en intégrant le cortège nuptial de Madame Léopoldine. En tant que membre du Comité scientifique de la Cour de Vienne il a parcouru les chemins des *arraiais* de la Capitainerie de Goiás<sup>742</sup>. Luís D'Alincourt, militaire portugais, arrive à Rio de Janeiro en 1809 et entreprend le parcours de la ville de Santos à Cuiabá. Il a fait certains commentaires sur Goiás durant son passage à Vila Boa<sup>743</sup>. William John Burchell,

---

<sup>740</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 51, D. 2865 et AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 51, D. 2866.

<sup>741</sup> Auguste François César Provençal de Saint-Hilaire, *Voyage aux sources du Rio de São Francisco et dans la Province de Goyaz*, Paris : tome I, Arthus Bertrand, 1847.

<sup>742</sup> J. Emmanuel Pohl, *Viagem ao interior do Brasil*, Rio de Janeiro : INL, v. 1, 1951.

<sup>743</sup> Luís D'Alincourt, *Memória sobre a viagem do Porto de Santos à cidade de Cuiabá*, São Paulo : Edusp, 1975.

naturaliste et artiste, débarque au Brésil en 1827. Lors de son voyage dans la province, il a produit une collection de 22 dessins représentant Vila Boa de Goiás, auxquels s'ajoutent 34 dessins figurant la région qui se situe entre Goiás et Belém Pará. George Gardner<sup>744</sup>, naturaliste écossais, vient quant à lui au Brésil en 1836. Après avoir parcouru la province de Goiás, il a laissé des rapports importants qui décrivent la vie et le paysage de la région. Francis Castelnau<sup>745</sup>, naturaliste français, a visité la province de Goiás en 1843, après avoir fait des observations sur les conditions naturelles et les chemins dans la région de Goiás. Sur cette liste de ces visiteurs, allant de Pohl jusqu'à D'alincourt, Burchell, Gardner et Castelnau – et en passant par Saint-Hilaire – : « l'acceptation de la décadence de la société de Goiás dans la période postérieure à l'économie minière est unanime »<sup>746</sup>.

Toutefois, si le discours autour de la décadence est cher aux autorités coloniales tout au long du XVIIIe siècle, et a associé à la crise du modèle économique qui a soutenu le projet de Lisbonne dans les mines de Goiás, la notion de décadence qui guide les rapports et les descriptions des voyageurs garde un sens et des connotations plus vastes<sup>747</sup>. En plus de l'exposition d'un scénario précaire impliquant les entreprises locales, les activités commerciales, les structures urbaines et rurales, les voies et les moyens de communication, les récits des naturalistes acquièrent une dimension raciale, en prolongeant leurs discours dans des jugements à caractère ethnocentrique, face à la diversité ethnique et sociale qu'ils ont trouvé à Goiás. Dans cette optique qui dénonce l'absence d'un projet économique orienté à partir du modèle européen, les naturalistes associent l'idée de décadence à une certaine notion de progrès<sup>748</sup>.

---

<sup>744</sup> George Gardner, *Viagem ao interior do Brasil*, São Paulo : Edusp, 1975.

<sup>745</sup> Francis Castelnau, *Expedição às regiões centrais da América do Sul*, São Paulo : Editora Nacional, 1941.

<sup>746</sup> Nasr Fayad Chaul, *Caminhos de Goiás - Da construção da decadência aos limites da modernidade*, Goiânia : Editora UFG, 2002, p. 40.

<sup>747</sup> Pour une lecture spécifique sur les récits des voyageurs européens et la notion de décadence, voir Margarida Maria da Silva Corrêa, *Naturalistas e viajantes estrangeiros em Goiás (1800-1850)*, in Nasr Fayad Chaul et Paulo Rodrigues Ribeiro (Dir.), *Goiás : identidade, paisagem e tradição*, Goiânia : UCG, 2001, p. 75-121.

<sup>748</sup> La vision des voyageurs européens semble être très influencée d'un côté par les idées proposées par Adam Smith qui, dès la fin du XVIIIe siècle, avait exposé une théorie du progrès basée sur des critères économiques et, d'un autre côté, par une vision souvent complaisante des étapes du progrès humain orienté vers des formes de civilisation supérieure qui, au début du XIXe siècle, s'exprimaient



Nous savons que l'idée contemporaine de progrès, avec laquelle nous vivons au XXI<sup>e</sup> siècle, ne se consolide définitivement qu'au prix d'une analogie avec la notion d'évolution, à partir de la révolution provoquée par Darwin dans son ouvrage *Origine des Espèces*, publié dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>749</sup>. Dans ce contexte, si nous sommes d'accord avec Theodor Adorno, l'image du progrès, construite au fil des siècles, est intimement mêlée au concept de décadence, actuellement « diffamé » « sur tous les fronts »<sup>750</sup>. Selon les termes d'Adorno, et pour une discussion actuelle du concept, la « décadence est le point névralgique dans lequel la conscience incorpore tel quel la dialectique du progrès »<sup>751</sup>. Toutefois, dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'analogie entre les deux idées ou concepts ne maintenait pas un sens identique à celui des XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles. Comme rappelle Jacques Le Goff, le terme « décadence » ne s'oppose pas directement à la notion de progrès lorsque le concept est apparu à l'époque des Lumières. Selon cet auteur, la « décadence a toujours été situé dans une lecture verticale de l'histoire, du haut vers le bas, tandis que le progrès réside dans une lecture horizontale, orientée vers l'avant »<sup>752</sup>. En effet, c'est dans cette perspective que nous devons lire les discours des voyageurs sur la décadence de Goiás, en gardant toujours à l'esprit que les notions de décadence et de progrès ne sont pas seulement revêtues d'un sens distinct, mais préservent une corrélation conceptuelle différente de celle employée aujourd'hui. Par conséquent, toute banalisation du concept entraîne inévitablement des risques inhérents à l'anachronisme.

Ainsi, l'ensemble des arguments employés par les voyageurs européens cherche à décrire et à expliquer le scénario qu'ils ont vu depuis un contrepoint commun. Ils comparaient le paysage trouvé à Goiás avec le monde qu'ils connaissaient : la société européenne. Plus que cela, en se basant sur l'énorme quantité de richesses et de métaux précieux produit par les mines d'or américaines et transféré vers les coffres des royaumes européens, ils amenaient avec eux l'expectative consistant à trouver des signes toujours plus intenses d'une civilisation

---

dans les œuvres des auteurs utilitaristes anglais comme par exemple James Mill. Voir Daniel Becquemont, Herbert Spencer : progrès et décadence, *Mil neuf cent*, numéro 14, 1996, p. 69-88.

<sup>749</sup> Gilberto Dupas, *O mito do progresso*. São Paulo: Unesp, 2006, p. 74.

<sup>750</sup> Theodor W. Adorno, *Progresso, Lua Nova*, numéro 27, 1992, p. 225.

<sup>751</sup> *Ibid*, p. 226.

<sup>752</sup> Jacques Le Goff, *História e memória*, Campinas : Unicamp, 1990, p. 377

européenne florissant en Amérique. Dans la conception de ces Européens immergés au cœur du *sertão*, les valeurs de la civilisation européenne devraient être suivies par l'humanité tout entière, puisqu'elles annoncent la voie naturelle du développement indispensable à tous les hommes. Par le biais d'une lecture horizontale des événements, ils voyaient leur société d'origine comme le modèle idéal qui anticipait l'exemple que, tôt ou tard, tout le monde devrait suivre. Cependant, pour décrire le monde qu'ils ont trouvé à Goiás, et devant l'inadéquation du modèle européen, le discours qui conduit à la notion de progrès se révélait insuffisant et précaire. Une autre lecture était dès lors nécessaire. Ils cherchent alors, avec un regard vertical, à observer la réalité du haut vers le bas, à interpréter les paysages et la société de Goiás en les remettant au modèle explicatif offert par l'image de la décadence. Ils avaient conscience qu'il y a eut, de fait, une période de richesse et d'ostentation, une sorte d'apogée du cycle de l'or, dont les soubresauts ont aidé à soutenir le faste et le luxe des Cours européennes. Mais, à Goiás, l'ère de l'abondance de l'or était révolue.

C'est dans cette dialectique de l'histoire – entre l'abondance et l'absence de métaux précieux, entre l'apogée et le déclin de l'économie minière, entre le début et la fin du projet économique de Lisbonne dans les mines de Goiás – que les voyageurs européens vont établir un dialogue et une opposition entre le passé et le présent. Leur intérêt pour le passé vise surtout à clarifier le présent. Cependant, comme le rappelle à juste titre Le Goff, « cette opposition n'est pas neutre mais sous-entend ou exprime, un système d'attribution des valeurs »<sup>753</sup> qui, dans le cas de Goiás, met en évidence la décadence d'un point de vue économique, mais aussi et surtout moral.

En ce sens, il ne s'agit pas ici de faire un inventaire des sujets ou des questions soulevées dans les textes des voyageurs européens. Mais en considérant le caractère exemplaire de leur travail et les vigoureux commentaires issus du débat autour de la décadence de Goiás, une immersion rapide dans certains passages de l'ouvrage d'Auguste de Saint-Hilaire<sup>754</sup> nous permettra de mieux comprendre le dialogue établi par les voyageurs européens autour de la question du présent et du passé des mines de Goiás.

---

<sup>753</sup> Jacques Le Goff, *História e memória*, op. cit., p. 8.

<sup>754</sup> Auguste François César Provençal de Saint-Hilaire, *Voyage aux sources du Rio de São Francisco et dans la Province de Goyaz*, op. cit., 1847.

Tout d'abord, il est important de mentionner qu'Auguste de Saint-Hilaire souligne cette préoccupation en insistant sur les éléments qui justifient un processus de déclin de la production d'or. À cet égard, ce sont les informations sur l'économie d'exploitation minière qui mettent en évidence la crise ou, si nous voulons, la ruine du projet de Lisbonne dans Goiás. En outre, il prend soin de ne pas exagérer l'opulence et la splendeur du passé. Ses arguments sont toujours ancrés sur les documents de l'époque – soit les rapports produits par les fonctionnaires de la Couronne, soit par le biais des informations collectés par le prêtre Luiz Antônio da Silva e Souza, ou à travers les dialogues tenus avec les habitants de la région – en comparant une série continue de données économiques qui, à la fin, vont renforcer son discours sur la décadence.

Reconnaissant que les données officielles concernant le recouvrement du *quinto* n'étaient pas suffisantes pour avoir « une idée exacte de la quantité d'or qu'a successivement fourni la province de Goyaz », il propose de comparer les résultats obtenus à des moments différents, afin de démontrer la diminution progressive de la production d'or. « Mais », ajoute-t-il, « en comparant les résultats de l'impôt à différentes époques, nous pourrions au moins savoir à peu près de combien, dans un temps fort court, l'extraction de l'or a diminué »<sup>755</sup>. Son graphique basé soit sur la production de la *Casa de Fundição* de Vila Boa, soit sur celle de São Félix, indique un revenu total du *quinto* pour l'année 1753 qui s'élève à 169.080 huitièmes d'or (dont la valeur de chaque huitième correspond à 1200 réis). En 1755, la *Casa de Fundição* à São Félix a seulement perçu 59.569 huitièmes d'or. Cinquante-deux ans plus tard, en 1807, le *quinto* recueilli à Vila Boa atteignait à peine 12.308 huitièmes. Finalement, en 1819, le retrait total de l'impôt du *quinto* ne dépassait pas les 56 marcs d'or. Sa conclusion semble claire : « les environs même de Villa Boa, cette capitale naguère si riche et si florissante, n'offraient que des ruines sans souvenir »<sup>756</sup>.

Associant directement la notion de décadence au déclin de la production d'or, Saint-Hilaire poursuit son raisonnement en comparant les résultats d'un autre impôt perçu à l'époque : les entrées. En dialoguant avec l'œuvre de l'autrichien Johann Emmanuel Pohl, il énumère certaines données qui « montreront avec quelle

---

<sup>755</sup> *Ibid*, p. 315-316.

<sup>756</sup> *Ibid*, p. 316.

promptitude ce pays, si riche pendant quelques années, a perdu sa splendeur première, à mesure que l'or est devenu moins commun ou plus difficile à extraire ». D'après Pohl, cité par Saint-Hilaire, avant 1738, les entrées produisent huit arrobes d'or tous les trois ans. Entre 1762 et 1765, elles ont rendu 40.400.000 *réis* ; de 1765 à 1774, 96.760.762 *réis* ; de 1774 à 1782, 26.529.000 *réis* ; de 1782 à 1788, 22.624.000 *réis*. Enfin, dans la deuxième décennie du XIX<sup>e</sup> siècle, le recouvrement des entrées atteignait à peu près 14.000.000 *réis*<sup>757</sup>. En outre, il ajoute à son analyse un autre facteur aggravant : l'augmentation des dépenses courantes de la province qui, selon le greffier de la *Junta da Fazenda Real*, s'est élevée au niveau annuel de 50 *contos de réis*. D'une part, le Trésor était sévèrement endetté et, d'autre part, les dépenses dépassaient de beaucoup la composition des recettes. « Ce qui prouve combien », rajoute-il, « il y avait peu d'argent dans le pays »<sup>758</sup>.

Dans ces conditions, le déclin du modèle économique conduit par Lisbonne apparaît patent : « quelques instants de splendeur et de prodigalité ; une triste décadence et des ruines : tels sont, en deux mots, l'histoire de la province de Goyaz ». Et complète : « cette histoire est à peu près celle de tous les pays aurifères »<sup>759</sup>. Surtout, en fonction d'une appréhension de l'histoire guidant leurs descriptions et analyses – comme Saint-Hilaire l'affirme, « les voyages, a dit Chateaubriand, sont une des sources de l'histoire »<sup>760</sup> – il indique une relation très spécifique entre le passé et le présent, glissant implicitement l'idée d'une conscience de l'existence transitoire de l'économie minière, cycle inévitable qui scelle le destin de toutes les sociétés dont les activités sont basées essentiellement sur l'exploitation de l'or.

Toutefois, l'idée de décadence qui guide sa peine est plus large. De passage par l'*arraial* d'Ouro Fino, proche de Vila Boa de Goiás, Saint-Hilaire, tout en reconnaissant qu'il s'agit d'un *arraial* « qui n'a jamais été bien considérable », affirma que « Ouro Fino n'offre plus qu'une triste décadence ». Son aspect urbain est sombre : « Toutes les maisons sont à demi ruinées » et « plusieurs d'entre elles restent sans habitants ». Ses habitants « vivent d'un petit commerce de pourceaux et du maigre

---

<sup>757</sup> *Ibid*, p. 339.

<sup>758</sup> *Ibid*.

<sup>759</sup> *Ibid*, p. 309.

<sup>760</sup> *Ibid*, préface, p. 9.

produit de quelques misérables tavernes ». Dans une note en bas de page, Saint-Hilaire corrige l'autrichien Johann Emmanuel Pohl qui, dans son travail, fait référence à Ouro Fino, affirmant que cet *arraial* « n'a jamais eu le titre de ville que lui donne Pohl »<sup>761</sup>.

En outre, les références au sujet d'un autre *arraial*, celui de Santa Cruz, semblent classiques par rapport au cycle qui oriente la notion de décadence économique de la région :

On a tiré beaucoup d'or des terrains qui l'entourent ; il a été habité par des hommes qui possédaient un assez grand nombre d'esclaves ; il a eu son moment de splendeur ; mais il a fini par éprouver le même sort que tous les autres établissements dus à des mineurs. L'or a été dissipé ; les esclaves sont morts ; S. Cruz est tombé dans un état de décadence qui surpasse (1819) celles de tous les autres villages que j'avais visité jusqu'alors et le mineur qui, lors de mon voyage, passait pour le plus riche du canton, ne travaillait qu'avec trois esclaves. La route de Goyaz à S. Paul a passé, pendant longtemps, par Santa Cruz, et alors les caravanes y laissaient un peu d'argent ; mais cette faible ressource a encore été enlevée à ce village ; car aujourd'hui, en sortant de Bom Fim, on prend un nouveau chemin qui abrège de 4 *legoas*<sup>762</sup>.

En racontant l'histoire de Santa Cruz, l'un des principaux gisements d'or de la province, les paroles de Saint-Hilaire tracent un graphique clair qui dessine le déclin des activités minières et des transactions commerciales : à un passé d'apogée, il s'ensuit un présent marqué par la décadence. Il est à noter, cependant, qu'une lecture attentive de sa description révèle une certaine prudence qui nous intime l'ordre de ne pas exagérer la richesse et le faste du passé (les caravanes y laissaient *un peu* d'argent ou cette *faible ressource*), bien qu'il donne beaucoup d'importance à l'état de décadence de l'*arraial*.

Les variations démographiques intègrent aussi ses réflexions. Selon Saint-Hilaire, la population, « extrêmement faible », compte en 1819 « dans toute la paroisse de Santa Cruz » à peu près 3.000 habitants, ce qui indique un déclin populationnel après une longue période d'expansion démographique. En effet, selon

---

<sup>761</sup> *Ibid*, p. 62.

<sup>762</sup> *Ibid*.

les données de 1773, le *julgado* de Santa Cruz disposait 1.534 d'habitants<sup>763</sup> et, onze années plus tard ce chiffre s'élevait à 2.067<sup>764</sup>, pour atteindre 4.223 en 1792<sup>765</sup>. Après cette année, la population souffre d'une perte significative, qui se traduit par une diminution de 30% jusqu'au moment de la visite de Saint-Hilaire. La perception de cette situation nourrit, bien entendu, la voracité du discours autour de la décadence.

Toutefois, si l'auteur émet certaines réserves quant à l'usage des données démographiques et économiques, il ne laisse pas échapper l'occasion d'une description négative des coutumes du lieu. Selon lui, l'oisiveté est un trait caractéristique de la vie des habitants : « ce village se compose d'un très-petit nombre d'ouvriers, de femmes de mauvaise vie, de deux ou trois cabaretiers, enfin de quelques mulâtres et nègres libres qui passent la plus grande partie de leur vie à ne rien faire ». Lorsque l'absence de pluies abaisse le lit des rivières, ces hommes lavent le sable et les pierres où l'eau avait déposé de petites quantités d'or. Dans ces circonstances, « Ils font souvent de très bonnes journées. Mais quand ils se voient riches de quelques *vinténs*, ils interrompent leurs travaux, boivent le tafia (cachaça) et savourent l'oisiveté à côtés de leurs maîtresses »<sup>766</sup>.

Une population composée principalement par des gens de couleur (Noirs libres et mulâtres), inadaptés aux normes européennes, encourage le voyageur à émettre des jugements de valeur très spécifiques. Ainsi, soucieux de dénoncer la pauvreté de l'*arraial*, sa mauvaise humeur laisse entrevoir un franc mépris vis-à-vis de la société locale, qui transparait lorsqu'il affirme que « ce village est si pauvre qu'on y chercherait vainement une boutique et qu'on ne trouve guère que du tafia dans les deux ou trois misérables *vendas* qu'on y voit encore ». Plus tard, en se référant au même *arraial* de Santa Cruz, Saint-Hilaire cite le prêtre Luís Antônio da Silva e Sousa, dont les informations ont le mérite de corriger les données indiquées plus tôt : bien plus qu'une boutique et deux espaces de vente misérables, « il y avait, en 1832 », « 816 plantations (*roças*), dont 19 sucreries, 387 métiers à faire divers tissus de laine et de coton, 15 potiers, 22 tailleurs, 24 cordonniers, 22 charpentiers, 2

---

<sup>763</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 27, D. 1762.

<sup>764</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 35, D. 2155.

<sup>765</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 38, D. 2395.

<sup>766</sup> Auguste François César Provençal de Saint-Hilaire, *Voyage aux sources du Rio de São Francisco et dans la Province de Goyaz*, op. cit., p. 225.

menuisiers, 10 selliers, 2 maçons, 16 serruriers, 8 orfèvres, 12 boutiques et 31 cabarets ». Avec une dynamique urbaine considérable, quoique très timide si on la compare aux autres centres urbains de l'époque, l'*arraial* de Santa Cruz a été élevée à la catégorie de ville par l'Assemblée provinciale et de centre administratif de l'un des *comarcas* de Goiás. Néanmoins, malgré toutes ces circonstances, le discours autour de la décadence s'impose dans les descriptions du naturaliste français : « Malgré l'état de décadence et de misère dans lequel il est tombé », dit-il, « Il est incontestable que, voulant former une *comarca* entre celle de Goyaz et la frontière méridionale de la province, on ne pouvait mieux faire que de choisir Santa Cruz pour en être le chef-lieu ». Ensuite, à travers une stratégie qui révèle une certaine ironie, il justifie les arguments de la décadence qu'il professe et, dans le même temps, son mépris par rapport l'*arraial* de Santa Cruz, en le comparant aux autres villes du Minas Gerais et de São Paulo : « mais, accoutumé, comme je l'étais, à ne voir pour capitales de comarcas que des villes d'une importance notable, telles que Sabará, Villa do Principe, S. João d'El Rey, Hytu, etc., je ne puis me faire à l'idée de la métamorphose du pauvre village de Santa Cruz en chef-lieu de comarca »<sup>767</sup>.

La décadence morale et les coutumes sont également l'objet central des descriptions de Saint-Hilaire. Au milieu d'un environnement pris dans les « dérèglements des unions illégitimes », les commentaires et jugements concernant les femmes se révèlent caractéristiques : « dépourvu de charmes », « embarrassées, stupides », « destinées à n'être à peu près que les femelles des hommes ». En comparaison, les hommes, « étrangers aux douceurs de la société », amènent une vie « oisive entre des femmes sans principes et sans la plus légère instruction, qui doivent être peu délicats dans tous leurs goûts ». « Énervés par le libertinage, fatigués de leur nonchalance, ils trouvent dans l'eau-de-vie un stimulant » qui « les arrachent à leur apathie et les empêchent de sentir la monotonie de leur existence ».

Quant à la religion, les habitants du Goiás, toujours d'après Saint-Hilaire, « restent sans guide ». À cet égard, ils demeurent immergés « dans une honteuse ignorance », substituent « la religion par des superstitions absurdes ». Les enfants, à

---

<sup>767</sup> *Ibid*, p. 224.

leur tour, sont éduqués « dans cette absence presque totale de sentiments religieux », « abandonnés » à leurs « instincts », ils sont « sans gaîté comme sans innocence »<sup>768</sup>.

Bien que les habitants de Goiás montrent « des mœurs douces », les passions exaltées, « la jalousie, le désir de la vengeance », les conduisent « assez facilement au meurtre ». En avançant ses commentaires sur les défauts moraux dont les habitants des zones minières seraient les représentants par excellence, il affirme que « dans ce pays, comme à Minas [Gerais] », « on ne paye point ses dettes » et « l'habitude de faire de la contrebande de l'or ou des diamants et celle de falsifier l'or en poudre, doivent entretenir la mauvaise foi ». Enfin, en projetant l'idée de la décadence des hommes et de la société vers la nature de la région, il finalise : « Il en est des Goyanais comme de leur sol : presque partout il ne donne naissance aujourd'hui qu'à des plantes stériles »<sup>769</sup>.

Parallèlement à l'idée de progrès, il y a également un enjeu de civilisation. Cette notion de civilisation tire son essence d'un diagramme idéologique du siècle des Lumières. Un régime progressif des trois États : le sauvage, le barbare et le civilisé. Malgré une mise en garde faite par Saint-Hilaire dans la préface de son livre – « Qu'on ne juge point, par l'Europe, de l'intérieur de l'Amérique »<sup>770</sup> – le bonheur, la justice et la vertu ne se situent pas dans un âge primitif de la nature sauvage, mais seulement au cœur d'une civilisation dont le plus grand exemple se trouve dans les coutumes, les habitudes et les valeurs de la société européenne occidentale. À propos d'une visite dans la région de Caldas Novas, reconnue pour les effets médicaux de ses eaux thermales, notre voyageur est surpris lorsque le propriétaire du terrain n'a pas voulu percevoir de l'argent du paiement de la permanence des malades qui s'y installent temporairement, à la recherche d'un traitement pour leurs maladies. En Europe, dit-il, « on leur mesurait la place au millimètre, et chaque millimètre aurait son prix ». Et il ajoute, en comparant la distance entre les deux mondes : « On voit combien les Brésiliens sont encore éloignés de notre civilisation avancée »<sup>771</sup>.

Une réflexion sur la notion de race, qui influence la pensée de Saint-Hilaire, est liée à celle de la civilisation. Celle-ci peut suffire pour comprendre

---

<sup>768</sup> *Ibid*, p. 373-374.

<sup>769</sup> *Ibid*, p. 375.

<sup>770</sup> *Ibid*, préface, p. 8.

<sup>771</sup> *Ibid*, p. 220.



l'interprétation qu'il fait de la société métisse née aux mines de Goiás. Favorable aux alliances légitimes entre Indiens et Africains, il affirme que, par le biais de ces mariages, on peut obtenir une race mixte « moins défectueuse que la race américaine », mais plus apte, toutefois, à résister « à la supériorité des blancs » et « qui serait moins en désaccord avec notre état de civilisation »<sup>772</sup>.

La confiance dans la supériorité de l'homme blanc européen semble autoriser Saint-Hilaire à suggérer l'adoption de stratégies qui favorisent les améliorations génétiques pour les peuples du *sertão*. L'exemple qui atteste la véracité de ses réflexions réside dans l'existence des races métisses. Selon ses propres termes, « chez les hommes comme chez les animaux, les races, en se croisant, se perfectionnent. Il s'en faut que les métis l'emporte constamment sur les deux races dont ils sont issus ; mais ils sont toujours supérieurs à l'une d'elles, et il paraîtrait qu'ils le sont à toutes les deux quand elles sont également d'un ordre inférieur ». Ensuite, il présente subtilement une hiérarchie raciale qui confirme ses hypothèses : « Si les mulâtres ont toute l'inconsistance de la race africaine, ils se distinguent d'elle, hommes et femmes, par de plus belles formes et surtout par une finesse d'esprit et une facilité à apprendre qui sont à peine l'apanage des blancs »<sup>773</sup>. Les peuples métis occupent, par conséquent, dans l'univers des catégories raciales proposé par Saint-Hilaire, une place distincte, se situant dans une position intermédiaire, supérieure aux races originelles dont ils sont issus, mais nécessairement inférieurs aux blancs européens. Les Mameloukes, conclut-il, « bien inférieurs en intelligence aux hommes de race caucasique, l'emportent sur les Indiens par des qualités extérieures »<sup>774</sup>.

Nous n'avons pas l'intention de présenter une discussion au sujet des théories raciales, ni même de susciter une analyse plus approfondie des concepts ou des définitions utilisés par les voyageurs européens, bien que le texte de Saint-Hilaire soit chargé de notions relatives au thème, à l'exemple de « race », « sous-race », « race pure », « race mélangé », « race caucasique », « race africaine » ou « race américaine »<sup>775</sup>. En revanche, notre objectif ne consiste pas à identifier les

---

<sup>772</sup> *Ibid*, p. 271.

<sup>773</sup> *Ibid*, p. 271.

<sup>774</sup> *Ibid*, p. 271-272.

<sup>775</sup> Pour aller plus loin, Thomas E. Skidmore, *Fato e Mito : descobrindo um problema racial no Brasil, Cadernos de Pesquisa*, São Paulo : numéro 79, 1991, p. 5-16; Lilia Moritz Schwarcz, *Usos e abusos da mestiçagem e da raça no Brasil : uma história das teorias raciais em finais do século XIX, Afro-Ásia*,

contradictions latentes des descriptions et des réflexions, mais plus prosaïquement, d'invoquer les éléments qui peuvent éclaircir le traitement dispensé par le naturaliste français aux habitants métis de la province de Goiás. Emballé par un sentiment optimiste annoncé par les progrès de la civilisation occidentale, Saint-Hilaire était prêt à envisager le déclin d'une période de grand avancement de la « civilisation » dans l'Amérique lusitaine. Guidé par l'expectative de la bonne marche du progrès, basé essentiellement sur le critère économique, sa notion de civilisation est déterminée par la présence des vertus cardinales liés à l'existence d'un esprit d'entreprise, à la force de travail utilisée dans les relations mercantiles et, bien entendu, à la faculté de prévoyance qui caractérise le projet développé par Lisbonne dans les mines de Goiás. Interrompu par un processus de transformation et d'appauvrissement progressif vis-à-vis de l'économie et de la société européenne, le naturaliste français élabore des arguments explicatifs pour une possible dégénérescence de la race humaine sous les tropiques et professe une décadence généralisée de la société métisse qu'il a étudié à Goiás : sous les ruines laissées par le déclin de l'économie minière, la civilisation européenne ne trouve pas les conditions nécessaires pour survivre. En revanche, avec une incompatibilité de valeurs des normes élémentaires du monde européen, cette civilisation lointaine ne peut pas prospérer dans la province de Goiás. Elle est donc effacée. Voilà le sens profond de la notion de décadence employée par Saint-Hilaire : face à l'absence d'une promotion des valeurs « civilisées », face au déclin du projet économique de Lisbonne, la décadence prédomine au sein du *sertão*.

Mais il faut aller plus loin. La notion de décadence présentée par le naturaliste français ne se limite uniquement à la description de la période postérieure au déclin de l'économie minière. Elle est plus large. Il fait aussi référence à l'état de décadence de Goiás au moment de la naissance de la société, à l'arrivée des premiers découvreurs et dans la période initiale d'installation des mécanismes de contrôle

---

numéro 18, 1996, p. 77-101; Lilia Moritz Schwarcz, *O espetáculo das raças. Cientistas, instituições e questão racial no Brasil (1870-1930)*, São Paulo : Companhia das Letras, 1993; Sheila S. C Faria, *Sinhás Pretas, Damas Mercadoras : as pretas minas nas cidades do Rio de Janeiro e de São João Del Rey (1700-1850)*. Thèse : Histoire : UFF : Niteroi : 2004; Hebe M. Mattos, *Das Cores do Silêncio : os significados da liberdade no Sudeste escravista (Brasil XIX)*, Rio de Janeiro : Nova Fronteira, 1996; Larissa Viana, *O Idioma da Mestiçagem : as Irmandades de Pardos na América Portuguesa*, Campinas : Unicamp, 2007.

politique et administratif mis en place par la Couronne. Moment, selon lui, d'«anarchie», qui se poursuit jusqu'à la création de la Capitainerie de Goiás.

En même temps qu'une population nombreuse s'était, comme par magie, répandue dans le pays de Goyaz, les vices les plus affreux s'y étaient précipités avec elle. Des nuées de criminels avaient trouvé l'impunité dans les déserts de richesses et, au milieu d'une société naissante où aucune police n'existait encore, ils pouvaient sans crainte continuer de se livrer à tous les débordements. En vain les magistrats eussent élevé la voix pour réprimer de tels désordres ; aussi corrompus que ceux qu'ils auraient dû punir, ils en étaient méprisés. De rixes se renouvelaient sans cesse ; aucun homme n'osait rencontrer un autre homme sans porter des armes, et on ne les quittait même pas pour se présenter dans les églises<sup>776</sup>.

Temps de naissance de la société minière dans le Nouveau Monde. Menée « comme par magie », une population nombreuse se précipite vers « les déserts de richesses », se complaisant, en toute impunité, dans « les vices le plus affreux », sans « aucune police », « livrée à tous les débordements » et les « désordres ». Éloignées de la civilisation et des normes européennes de cordialité chrétienne, loin du contrôle des organes de la monarchie, les autorités, corrompues, livrent la société au mauvais gouvernement. C'est l'absence de civilisation. C'est l'époque de la décadence.

Mais le temps des aventuriers devait se clore. La création de la Capitainerie, triomphant des limites imposées par la distance, indique une réaction de Lisbonne qui vise à renforcer le pouvoir des représentants du roi du Portugal :

Alors, Goyaz faisait partie de la province de S. Paul. Le Gouvernement sentit enfin que l'autorité des capitaines généraux de cette province se trouvait paralysée par l'éloignement où ils étaient vis-à-vis de leurs administrés, et Goyaz devint une Capitainerie<sup>777</sup>.

Dans l'interprétation proposée par le naturaliste français, le premier gouverneur, Marcos de Noronha, définit les limites de la Capitainerie. « Il fit », sans doute, « quelque bien ». Mais l'exécution d'ordonnances édictées par le Marquis de

---

<sup>776</sup> *Ibid*, p. 314.

<sup>777</sup> *Ibid*, p. 315.

Pombal aurait seulement inscrit Goiás dans un nouvel environnement, qui coïncide avec l'apogée de la production d'or à la Capitainerie.

Son premier gouverneur, D. Marcos de Noronha, Comte dos Arcos, s'y installa le 8 novembre 1749, et il en fixa les limites. Il fit quelque bien, sans doute, mais l'exécution des ordres rigoureux du marquis de Pombal peut seul tirer la province de Goyaz de l'état affreux d'anarchie où elle était plongée, et la crainte des châtiments, il est affligeant de le dire, opéra un changement que ni les lois de la morale ni l'intérêt de tous n'avaient pu produire depuis tant d'années<sup>778</sup>.

Ainsi, si les préceptes moraux et les intérêts des divers groupes ont échoué à transformer l'état "affreux d'anarchie", dans lequel étaient plongées les mines de Goiás, c'est la discipline et la crainte de sanctions imposées par le pouvoir institutionnel de la monarchie qui vont opérer le changement désiré et nécessaire. En associant les interventions de nature politique et administrative avec les résultats économiques obtenus, Saint-Hilaire décrit son chemin vers la civilisation. Le temps des aventuriers est révolu : « Cependant », dit-il, « l'époque de la décadence et de la misère allait bientôt suivre celle de la richesse et de la prodigalité »<sup>779</sup>. Ensuite, après avoir décrit le cycle de l'or à travers les données se référant au *quinto* – identifiant clairement un moment d'apogée et de déclin – il parcourt, d'un seul mouvement de plume, la longue période entre la création de la Capitainerie (1749) et son séjour au Brésil (1816-1826), annonçant les dommages causés par la « perte des éléments de la civilisation ».

Lors de mon voyage, les mines étaient épuisées et ne pouvaient être exploitées qu'avec un grand nombre de bras... Ne pouvant payer l'impôt, les mineurs abandonnaient leurs habitations, se retiraient dans les déserts, et ils y perdaient jusqu'aux éléments de la civilisation ; les idées religieuses, l'habitude de former des liens légitimes, la connaissance de la monnaie et l'usage du sel<sup>780</sup>.

Par ailleurs, lorsque Saint-Hilaire fait référence à une période de richesse et d'abondance qui précédait la « décadence » des mines, il ne semble pas qu'il ait

---

<sup>778</sup> *Ibid.*

<sup>779</sup> *Ibid*, p. 315.

<sup>780</sup> *Ibid*, p. 316.

l'intention d'exalter ou de glorifier le passé (le bon vieux temps). Il ne laisse pas non plus entrevoir quelque espèce de nostalgie ou une allusion à un âge d'or mythique dans le passé, en proposant un retour à une espèce d'ère de faste à un point précis de l'histoire des mines ou de la province de Goiás. Ce qu'il regrette et désigne par le terme décadence, c'est l'absence de la civilisation, avant et après la prédominance d'une société assise sur la hiérarchie des seigneurs blancs et de leurs esclaves noirs. Celle-là, oui, représente la civilisation, avec son économie fondée sur la production d'or, avec ses hiérarchies ethniques et raciaux et la présence des valeurs de la chrétienté occidentale. En ce sens, les notions de civilisation et de décadence sont constituées comme paires antithétiques, comme des modèles bien définis dans un contexte historique spécifique. Ainsi, « l'époque de la richesse et de la prodigalité » aurait été précédée par la décadence (moment marquée par le temps des aventuriers) et, plus tard (après la crise du cycle de l'or), elle a été suivie d'une époque « de décadence et misère ». Ces deux moments sont éloignés des éléments fondamentaux de la civilisation. Alors, comme une île, la civilisation a prospéré pendant « quelques instants de splendeur », entre deux moments, deux rives de l'histoire, à travers lesquels s'écoulait la décadence.

En Amérique, et notamment à Goiás, cette civilisation avait vaincu la barbarie primitive de la nature sauvage, à travers le projet porté par le colonisateur européen, dans ce cas précis le Portugais. La civilisation avait pénétré dans le *sertão* grâce au projet de Lisbonne, directement lié à l'exploitation des richesses et aux prodigalités offertes par l'or, métal précieux par excellence. L'absence de ce projet et sa dégradation, imputés au déclin de la production de l'or et à l'avènement progressif d'une société métisse, implique une absence de civilisation. En résumé, ce que le discours de la décadence, largement évoqué par les voyageurs européens, accuse ou sanctionne, c'est l'épuisement et les limites du projet de Lisbonne dans les mines de Goiás. Épuisement et limites qui conditionnent la présence et la continuité de la civilisation européenne dans le *sertão*. C'est pourquoi la conception de décadence, exprimée dans les récits de voyage des naturalistes européens, n'est pas limitée à la description du déclin des activités économiques liées à la production de l'or. Elle est plus vaste. Elle apporte avec elle une lourde critique à caractère morale, en projetant la notion de décadence économique aux aspects liés à la culture, aux coutumes et à la vie des habitants de Goiás.

## 7.2.2 L'historiographie de la décadence

En dépit des pièges idéologiques qui se dissimulent entre les lignes de certains types de mémoires scientifiques<sup>781</sup>, dans le cas de Saint-Hilaire il n'y a aucune raison de douter de la véracité de leurs descriptions qui, unanimement, décrivent un territoire composé de routes et de chemins en ruines et marqué par une économie en crise et des villes abandonnés<sup>782</sup>. Cependant, malgré les usages bien délimités de la notion de décadence au XVIIIe siècle et son sens spécifique dans les récits des voyageurs européens, l'idée de décadence reste imprégnée et demeure presque omniprésente dans l'historiographie de Goiás. Des études réalisées par des historiens et mémorialistes ont, d'un côté, sédimenté la conception de la décadence après le déclin du modèle économique basé sur la production minière et, d'un autre côté, projeté sur le XIXe siècle des interprétations qui perpétuent l'image d'un état de ruine dans les aspects les plus variés de la province. En s'appropriant des rapports et des descriptions produits par des autorités coloniales, des voyageurs européens et des présidents de province<sup>783</sup>, cette historiographie s'approprie certains concepts, en les habillant de nouveaux préceptes théoriques et méthodologiques<sup>784</sup>. Ainsi, présente dans l'historiographie « traditionnelle » de Goiás, la thèse de la décadence a traversé toutes les analyses effectuées sur la période de la fin du XVIIIe au début du XIXe siècle, s'ancrant comme une « idée fixe » et une « constante » jusqu'aux années 1990<sup>785</sup>. Dans ce processus, le concept de décadence a été l'objet d'une transmutation qui lui a conféré le statut de modèle épistémologique, une sorte de paradigme, considéré comme une clé de lecture qui a le pouvoir de déclencher des mécanismes d'interprétation pour la compréhension de l'histoire de Goiás. En restant au-dessus du statut de source historique, la littérature de la décadence produite par les

---

<sup>781</sup> Sergio Paulo Moreyra, O olho que vê o mundo, *Boletim Goiano de Geografia*, v. 7-8, números 1-2, 1987-1988, p. 163-166.

<sup>782</sup> Noé Freire Sandes, Memória, nação e região : a identidade em questão, in Nasr Fayad Chaul et Paulo Rodrigues Ribeiro (Dir.), *Goiás : identidade, paisagem e tradição*, Goiânia : UCG, 2001, p. 20-21.

<sup>783</sup> Pour des indications sur les discours associés à la notion de décadence prononcés pour les présidents et enregistrés dans les rapports des gouvernements de la Province de Goiás, voir Nasr Fayad Chaul, *Caminhos de Goiás - Da construção da decadência aos limites da modernidade*, Goiânia : UFG, 2002.

<sup>784</sup> Nasr Fayad Chaul, *Caminhos de Goiás - Da construção da decadência aos limites da modernidade*, op. cit., p. 67.

<sup>785</sup> *Ibid*, p. 70.

protagonistes des XVIIIe et XIXe siècles a repris une dimension d'incontestable vérité dans la production historiographique locale. En outre, dans l'analyse de Noé Freire Sandes, l'« idée de décadence et de stagnation, élevée à la dimension de concept, a transformé plus d'un siècle d'histoire en poussière, comme si le témoin de la pauvreté d'une région signifiait le déni de son existence historique »<sup>786</sup>. Surtout, il convient de noter que même en dépit des recommandations et des avertissements annoncés pendant la décennie 1980<sup>787</sup>, la reproduction des perspectives offertes par le concept de décadence a continué à définir l'historicité de la région au-delà de la portée d'une historiographie considérée comme traditionnelle. Héritage d'une première génération d'historiens, dont la dense et importante production a commencé dans les années 1970, le piège des représentations de la décadence a encore une forte influence sur une partie significative des articles scientifiques, étendant jusqu'au XXIe siècle les effets des discours conçus par les acteurs et les protagonistes de la Capitainerie et de la province du Goiás<sup>788</sup>.

En fait, il ne s'agit pas de nier le mérite ou l'importance des travaux fondamentaux pour l'historiographie, mais de proposer une relecture des socles fondateurs de l'histoire de Goiás, dont l'idée dure depuis déjà un certain temps. Depuis Sérgio Paulo Moreyra<sup>789</sup>, en passant par les avertissements de Paul Bertran<sup>790</sup>,

---

<sup>786</sup> Noé Freire Sandes, in Nasr Fayad Chaul, *Caminhos de Goiás - Da construção da decadência aos limites da modernidade*, Goiânia : UFG, 2002.

<sup>787</sup> Voir, particulièrement, les avertissements de Sérgio Paulo Moreyra in *O olho que vê o mundo*, *op. cit.*, p. 163-166. Voir aussi les réflexions de Michel Winock concernant les usages du concept de décadence. « Il faut rappeler », dit-il, « que la notion de décadence relève avant tout de la représentation, du culturel, de l'idéologique ». Cf. Michel Winock, *L'éternel refrain de la décadence, L'histoire*, numéro 76, 1985, p. 96-98, cité en Balmand Pascal, Freund Julien, *La décadence. Histoire sociologique et philosophique d'une catégorie de l'expérience humaine, Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1985, v. 8, numéro 1, p. 165 - 166.

<sup>788</sup> Depuis le XIXe siècle, deux auteurs ont inauguré les récits sur l'histoire de Goiás, prenant comme axe l'idée de décadence. Le premier d'entre eux, le prêtre Luís Antônio da Silva e Sousa, avec deux œuvres : un mémoire sur la découverte, le gouvernement et la population de la Capitainerie de Goiás, source de référence pour certains voyageurs européens, qui fut écrit en 1812 et publié par l'Institut Historique et Géographique Brésilien en 1849. Et un mémoire statistique de la province de Goiás écrit en 1832 et publié par la Typographie National au Rio de Janeiro. Le second, José Maria Pereira de Alencastre, gouverneur de la province de Goiás entre 1861 et 1862, a écrit, en 1863, les *Annales* de la province de Goiás, publiées dans la revue de l'Institut Historique et Géographique Brésilien en 1864. Pour une liste d'auteurs appartenant à la première génération d'historiens, depuis les années 1970, jusqu'aux œuvres plus récentes, qui font une plus large utilisation du concept de décadence, voir Nasr Fayad Chaul, *Caminhos de Goiás - Da construção da decadência aos limites da modernidade*, *op. cit.*, p. 67-72 et Wilson Rocha Assis, *Os moderados e as representações de Goiás n'A Matutina Meiapontense (1830-1834)*, Mestrado : Goiânia : UFG : 2007.

<sup>789</sup> Sérgio Paulo Moreyra, *O olho que vê o mundo*, *op. cit.*, p. 163-166.

nous disposons également de l'œuvre de Nasr Fayad Chaul<sup>791</sup>, qui constitue la critique la plus systématique de l'historiographie de la décadence, remise en cause un peu plus tard par les pondérations de Noé Freire Sandes<sup>792</sup>. Dans un ouvrage collectif sur l'histoire des villes de Goiás, publié en 2004, Fayad Chaul et Luis Sérgio Duarte réaffirment la nécessité d'une reprise des points essentiels, d'un retour aux sources, envisageant la possibilité de « repenser tout ce que nous avons dit, parce que nous croyons que les études réalisées ont été édifiées sur les pilastres basiques de décadence, retard et modernité »<sup>793</sup>.

Après la piste ouverte par ces auteurs – dont les œuvres délimitent les contours d'une historiographie critique de la décadence – nous tenterons de faire quelques évaluations dans le but de contribuer à élargir les horizons de cet épineux débat sur le sens de la décadence. En revanche, bien que les arguments exposés par les auteurs de ce versant critique dévoilent une préoccupation plus spécifique ayant trait à l'histoire et l'historiographie du XIXe siècle, les réflexions qu'ils proposent sur l'idée de décadence ont, d'une certaine façon, contaminé les lectures possibles sur le XVIIIe siècle. Comme le signale Freire Sandes, la « crise de l'exploitation minière », « installée au milieu du XVIIIe siècle », « assume la dimension de problème général pour tout le XIXe siècle » et « recouvre tout le champ des expériences »<sup>794</sup>. Certes, cette intéressante interprétation peut éclairer, au moins partiellement, le problème des lectures et de la recherche, encore fragmentaires, au sujet de la période impériale (XIXe siècle). Dans cet univers encore méconnu, les exceptions sont les « îles d'histoire »<sup>795</sup> qui composent l'historiographie de la province de Goiás. En d'autres termes, « pour l'historiographie du Goiás, le XIXe siècle est perçu comme un hiatus,

---

<sup>790</sup> Particulièrement, Paulo Bertran W. Chaibub, A memória consútil e a goianidade, *Revista Universidade Federal de Goiás*, année 7, numéro 1, p. 62-67, 2006.

<sup>791</sup> Nasr Fayad Chaul, *Caminhos de Goiás - Da construção da decadência aos limites da modernidade*, op. cit., 2002.

<sup>792</sup> Noé Freire Sandes, Memória, nação e região : a identidade em questão, in Nasr Fayad Chaul et Paulo Rodrigues Ribeiro, op. cit., 2001.

<sup>793</sup> Nasr Fayad Chaul e Luís Sérgio Duarte (Dir.), *As cidades dos sonhos : desenvolvimento urbano em Goiás*, Goiânia : Editora da Universidade Federal de Goiás, 2004.

<sup>794</sup> Noé Freire Sandes, Memória, nação e região : a identidade em questão, op. cit., p. 23.

<sup>795</sup> *Ibid.*



dans lequel la décadence devient responsable de l'absence »<sup>796</sup>. C'est une sorte de « saut sur l'Empire » qui, comme le dénoncent Fayad Chaul et Sergio Duarte, indique un « début problématique », en produisant « un trou noir difficilement dépassable pour les générations ultérieures »<sup>797</sup>.

### 7.3 Le versant critique de l'historiographie de la décadence

Succinctement, ce versant critique de l'historiographie qui propose une relecture des socles fondateurs de l'histoire du Goiás, ancre ses arguments en deux grandes tendances. La première d'entre elles, en identifiant la genèse du discours de la décadence dans les rapports et les descriptions des autorités coloniales, des naturalistes, voyageurs européens et des présidents de la province, propose une relecture critique des sources et des témoignages historiques qui auraient sédimenté l'image de la décadence, cherchant à redessiner la mémoire construite autour du XIXe siècle. Une seconde tendance indique une prétention à éloigner la discussion sur un champ dominé par des conceptions économiques<sup>798</sup>. Par ailleurs, ce versant nourrit une inclinaison qui consiste à nier la crise ou le déclin des flux économiques pendant la fin du XVIIIe siècle, grâce à un argument qui prêche l'absence de faste et de splendeur dans la société minière, réaffirmant, de cette façon, la méconnaissance de l'apogée<sup>799</sup>. Donc, s'il n'y a pas eu de faste, il n'y aurait pas eu de décadence. À partir de ces théories, ce versant concentre tous ses efforts dans le but de problématiser les questions sous-jacentes à la stigmatisation créée par l'idée de décadence et ses réflexes identitaires<sup>800</sup>. Ainsi, elle suggère que les voyageurs et chroniqueurs, « Éclipsés par un supposé regard européen », n'auraient pas compris Goiás. En revanche, en alimentant un « désir secret d'identité », les critiques de l'historiographie de la décadence croient en la révélation promue par un « regard natif » capable, à son

---

<sup>796</sup> Adriana Mara Vaz de Oliveira, Um lugar no século XIX : Meia Ponte, in Nasr Fayad Chaul e Luís Sérgio Duarte (Dir.), *As cidades dos sonhos : desenvolvimento urbano em Goiás*, op. cit., p. 15.

<sup>797</sup> Nasr Fayad Chaul e Luís Sérgio Duarte (Dir.), *As cidades dos sonhos : desenvolvimento urbano em Goiás*, Prefácio, op. cit., p. 9.

<sup>798</sup> *Ibid*, p. 11.

<sup>799</sup> Noé Freire Sandes, Memória, nação e região : a identidade em questão, op. cit., p. 20

<sup>800</sup> Wilson Rocha Assis, *Os moderados e as representações de Goiás n'A Matutina Meiapontense (1830-1834)*, op. cit., p. 31.

tour, de comprendre Goiás<sup>801</sup>. En regardant à travers une fenêtre qui oxygénerait l'écriture d'une « nouvelle histoire de Goiás », le « regard extérieur », ainsi que le prophétise Paulo Bertran, serait remplacé par les « intuitions du nombril. Sacralité placentaire de la terre et du peuple »<sup>802</sup>.

Résultat d'une expérience accumulée par la réflexion, l'œuvre de Fayad Chaul peut être considérée comme le moteur de ce versant critique de l'historiographie. Étant donné l'importance de son travail, nous avons pour objectif de tisser quelques considérations essentielles au débat actuel sur le concept de décadence dans l'histoire de Goiás. Ceci apparaît essentiel puisque, à notre avis, son travail maintient certains arguments destinés à combattre l'historiographie traditionnelle, sans toutefois rompre avec les postulats fondamentaux du paradigme de la décadence. Les prémices fondamentales de son œuvre résident dans une certaine réserve vis-à-vis de l'analyse relative à l'apogée de l'économie minière. En minimisant le faste, il interroge l'existence de possibles exagérations dans la description de la richesse afférente à la société du Goiás durant la période coloniale. Dès lors, nous identifions un point commun entre les arguments du versant critique et ceux de l'historiographie traditionnelle : tous les deux reconnaissent une situation générale de pauvreté et de stagnation économique.

Cependant, il existe différentes façons d'interpréter le même phénomène. Pour l'historiographie traditionnelle, d'une part, il y a la fin du cycle de l'or et, plus précisément, la notion de décadence qui explique la pauvreté et la stagnation économique. D'autre part, le versant critique indique la « nécessité de minimiser le problème du faste et de la richesse »<sup>803</sup> que les chroniqueurs, les présidents de la province et, plus tard, les historiens et les érudits, « pensaient avoir perçu dans la société minière »<sup>804</sup>. Il préfère donc se méfier de l'existence du faste et de richesse, et nier, par voie de conséquence, la décadence : s'il n'y a pas eu de richesses, il n'y a pas de décadence.

---

<sup>801</sup> Noé Freire Sandes, *Memória, nação e região : a identidade em questão*, op. cit., p. 21.

<sup>802</sup> Paulo Bertran, *Prefácio* in Nasr Fayad Chaul, *Caminhos de Goiás - Da construção da decadência aos limites da modernidade*, op. cit., p. 16

<sup>803</sup> Nasr Fayad Chaul, *Caminhos de Goiás - Da construção da decadência aos limites da modernidade*, op. cit., p. 78.

<sup>804</sup> *Ibid*, p. 82

Alors, nous sommes d'accord avec Noé Freire Sandes, lorsqu'il dit que l'important travail de Nars Fayad Chaul « a le mérite d'élaborer la critique systématique du concept de décadence »<sup>805</sup>. Mais dans les limites de la lecture proposée par Fayad Chaul, le postulat qui pointe l'absence d'opposition entre l'auge et la décadence<sup>806</sup> pose, à notre avis, certains problèmes qui exigent donc une attention spéciale au niveau de leur interprétation. Tout d'abord, en relativisant la crise, son discours minimise, voire supprime, les possibilités d'identifier les changements, en guidant son interprétation vers une continuité entre deux moments prétendument homogènes dans l'histoire de Goiás. Deuxièmement, bien que nous partageons l'avis de l'auteur quant à la simplicité de la société métisse né à Goiás, refuser ou nier l'héritage laissé par l'économie minière, comme le fait Fayad Chaul, apparaît très contestable. Troisièmement, il convient de faire une brève mention d'une suggestion qui guide ce versant de l'historiographie de Goiás : la proposition d'un regard natif, par opposition au regard européen qui a guidé le discours sur la décadence de Goiás. Enfin, quatrièmement, le versant critique banalise des concepts importants lorsqu'il exagère à l'excès les mots des acteurs – comme le fait également l'historiographie traditionnelle – en négligeant les contextes historiques d'origine. Effectivement, sans préjudice pour la vision d'ensemble présentée dans la dite œuvre, nous proposons, ensuite, quelques considérations sur les aspects que nous considérons problématiques.

Indiquant l'un des objectifs de sa thèse, Fayad Chaul affirme : « nous essayerons, aussi, de comprendre comment l'idée de décadence émergea, en se référant, implicitement et explicitement, à un passé glorieux, à une société de faste et de splendeur, qui n'est pas parvenu à une existence prouvée, ni n'a laissé pour Goiás un héritage qui la justifiait »<sup>807</sup>. En ce sens, il colle ses arguments à la croyance populaire qui voit dans l'exploitation aurifère une activité prédatrice, à dessein de rejeter l'existence d'un héritage provenant de la société minière : « l'idée d'une terre fructueuse, replète de tout ordre », dit-il, « n'a jamais été prouvée de manière satisfaisante dans les documents ou dans l'héritage de quelque legs ». « On a inventé

---

<sup>805</sup> Noé Freire Sandes, *Memória, nação e região : a identidade em questão*, *op. cit.*, p. 21.

<sup>806</sup> *Ibid.*

<sup>807</sup> Nasr Fayad Chaul, *Caminhos de Goiás - Da construção da decadência aos limites da modernidade*, *op. cit.*, p. 24.

pour nous une époque de faste et de splendeur aurifères, comme si l'exploitation des mines n'était pas une activité prédatrice »<sup>808</sup>.

Tout de suite après, dans un jeu de mots, l'auteur demande : « quel Goiás l'or nous a légué, au-delà de la décadence ? »<sup>809</sup>. Cette question laisse entrevoir une prétention très subtile qui cherche à faire annuler les différences, réaffirmant en même temps une continuité sans changement, sans modifications perceptibles. Et l'auteur lui-même révèle ses intentions : « si on pense à ce qui est resté pour Goiás en termes d'héritage de la période dorée de l'or », entre la société minière et celle basée sur l'agriculture, « il y avait en revanche très peu de différences entre les deux sociétés en ce qui concerne la vie sociopolitique et économique »<sup>810</sup>. Quant à la montée du bétail comme la principale activité économique de la province, l'argument utilisé est le même, « car », nous dit l'auteur, « sur presque rien, les deux époques, à savoir celle de l'or et celle de l'élevage, se sont avérées différentes »<sup>811</sup>. Dans ce contexte, l'exercice d'homogénéisation a un objectif clair et un double effet : il supprime, d'un seul coup, l'apogée et le déclin, le faste et la décadence.

Cependant, le réflexe de ce versant historiographique relatif aux interprétations de la période a des implications plus profondes. Combinant dans sa réflexion, le refus de l'apogée, de la richesse, du faste, avec l'exercice de l'homogénéisation, l'auteur a fini par relativiser les indices de crise. Il annonce, alors, une transition de la société minière à la société de l'agriculture et l'élevage, sans traces de changements. En effet, il contemple avec un regard indifférent aux variations, la trajectoire d'une économie à l'autre, d'un cycle à l'autre. Le regard qui se projette sur les événements ne trouve pas de signes évidents de ruptures, de transformations. Ancré dans ce postulat, dit-il, « il devient difficile de soutenir l'idée d'un lieu qui n'a pas pu se développer auparavant devenir ultérieurement décadente ». Dans l'appréciation de l'auteur, Goiás aurait continué « aussi isolé qu'avant, aussi « décadente » qu'elle l'avait été, parce que ce qu'on peut appeler développement ou progrès ne faisait pas partie de la réalité de Goiás, même dans la phase du *boom*

---

<sup>808</sup> *Ibid*, p. 26.

<sup>809</sup> *Ibid*.

<sup>810</sup> *Ibid*, p. 82.

<sup>811</sup> *Ibid*, p. 98.

aurifère »<sup>812</sup>. En d'autres termes, là où il n'y a pas eu du développement, il ne peut pas y avoir non plus de décadence.

### 7.3.1 Le contexte historique des concepts : décadence, progrès et splendeur

Un autre aspect problématique de ce versant critique de l'historiographie est lié à la banalisation de notions qui sont chères aux historiens. La notion même de décadence en constitue un archétype. Née dans les discours des acteurs et des protagonistes des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, cette notion a été employée avec un sens très précis. Si, comme nous l'avons vu par ailleurs, les usages politiques de l'image de décadence gardent une relation directe avec le sens du mot, l'emploi répété du terme était le fruit d'un conditionnement propre à la conjoncture économique et sociale très particulière. À cet égard, nous avons vu comment les notions de ruine et de décadence, employées par le naturaliste français Auguste de Saint-Hilaire, renvoyait à un moment spécifique de l'histoire des mines du Goiás.

Malgré un usage répété, il n'extrapole pas le sens du terme utilisé à l'époque, en restant en accord avec le sens que lui confère les acteurs et les protagonistes de l'époque. Malgré cela, Fayad Chaul ignore l'avertissement fait par Jacques Le Goff et réitéré par Noé Freire Sandes, quant aux risques d'une utilisation exagérée de l'expression, dont les conséquences résident dans la banalisation du concept et le mépris des différents contextes historiques dans lequel il est employé : "De l'Antiquité au monde moderne", disent-ils, « il y a des mutations dans le sens du terme décadence qui expriment différentes manières de comprendre les changements opérés dans le monde »<sup>813</sup>. Bien au contraire, ce versant critique de l'historiographie de la décadence se nourrit d'une utilisation indistincte du concept, sans tenir compte de ses marques spécifiques<sup>814</sup>, ce qui conduit à une banalisation conséquente des images et de la notion de décadence.

---

<sup>812</sup> *Ibid*, p. 79.

<sup>813</sup> Noé Freire Sandes, *Memória, nação e região : a identidade em questão*, op. cit., p. 20. Voir aussi Jacques Le Goff, *História e memória*, op. cit., p. 375 e 422.

<sup>814</sup> Noé Freire Sandes, *Memória, nação e região : a identidade em questão*, op. cit., p. 20.

La notion de décadence, à son tour, garde une relation très étroite avec l'idée de progrès. Ainsi, l'auteur insiste dans son récit sur les effets des modèles européens de modernité et de progrès dans les descriptions des voyageurs. Toutefois, la banalisation du concept de décadence induit une utilisation indistincte de la notion de progrès :

« Nous croyons », explique Fayad Chaul, « que l'idée de progrès – qui prémédite un avenir déterminé pour la province – rend les regards de ceux qui le voient incapables de voir quelque chose en dehors de la misère et de la décadence, du concret, d'un quotidien de misère vécue par la société locale ; le thème de la décadence, dont l'autre face est le progrès, dirige les regards vers une société idéale, construite à partir des modèles européens, avec des connotations de développement. Les analyses sont alors basées sur le futur et le passé et jamais sur le présent. Future de non-possibilités, mais un futur déterminé *a priori* par le modèle de développement des pays 'modernes', 'progressistes', 'développés' »<sup>815</sup>.

Certes, cette notion de progrès est acceptable pour le XXe ou le XXIe siècles, mais pas pour la première moitié du XVIIIe ou du XIXe siècle. Nous avons vu avant que le thème de la décadence ne s'est pas directement opposé à la notion de progrès, lorsque le concept est apparu à l'époque des Lumières. Le thème de la décadence, « dont l'autre face est le progrès », – dans la formule que propose Fayad Chaul – n'est pas compatible avec le contexte historique de la première moitié du XIXe siècle. Puisque, comme le suggère Freire Sandes, « la reconnaissance » de l'« opposition entre la décadence et le progrès, en tant que formule de lecture de l'histoire, n'apparaît » que « dans le début du XXe siècle, avec les influences de Spengler et Toynbee »<sup>816</sup>. Par ailleurs, dans la première moitié du XIXe siècle, l'analogie entre les deux notions ne conservait pas un sens identique à celles utilisées durant les XXe et XXIe siècles. Bien que la théorie du progrès soit, dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, chargée de toutes ses composantes, à l'instar d'une conception linéaire du temps (l'idée que l'histoire a un sens, toujours orientée vers le futur), d'une idée de l'unité fondamentale de l'humanité (appelée à cheminer dans la même

---

<sup>815</sup> Nasr Fayad Chaul, *Caminhos de Goiás - Da construção da decadência aos limites da modernidade*, op. cit., p. 72.

<sup>816</sup> Noé Freire Sandes, *Memória, nação e região : a identidade em questão*, op. cit., p. 20.

direction) et de l'idée que le monde peut et doit être transformé (ce qui implique que l'homme s'affirme comme maître souverain de la nature), « c'est au XIXe siècle que la théorie du progrès connaît en Occident son apogée. Elle se reformule toutefois dans un climat différent, marqué par la modernisation industrielle, le positivisme scientifique, l'évolutionnisme et l'apparition des grandes théories historicistes »<sup>817</sup>. Depuis lors, avec la vogue de l'évolutionnisme social, l'histoire de l'humanité est divisée en strates successives, qui marqueraient les différentes étapes de son « progrès ». Conjuguée à la pensée positiviste, qui alimente l'idée qu'on peut mesurer les cultures en valeur, cette théorie donne naissance au racisme, en considérant les civilisations traditionnelles comme inférieures ou retardées et postulant un critère universel qui permet de hiérarchiser les cultures et les peuples<sup>818</sup>.

La notion de progrès est ainsi reformulée à la lumière de l'évolutionnisme darwinien, « notamment chez Herbert Spencer<sup>819</sup>, qui définit le progrès comme l'évolution du simple au complexe, de l'homogène à l'hétérogène ». « De ce fait », conclut Alain de Benoist, « les conditions du progrès se transforment sensiblement »<sup>820</sup>. En fait, les mécanismes créés dans l'ombre de la pensée du siècle des Lumières se combinent, dès lors, avec la modernisation industrielle, le positivisme scientifique, l'évolutionnisme et l'apparition des grandes théories historicistes.

Il faut rappeler que cette notion, reformulée dans la seconde moitié du XIXe siècle, est accompagnée de l'opposition de nombreuses théories du déclin et de la décadence, en tant que perspectives inversées de l'idée du progrès dans l'histoire. Comme observe Alain de Benoist, « On notera seulement que ces dernières », les théories du déclin et de la décadence, « représentent souvent (mais pas toujours) le

---

<sup>817</sup> Alain de Benoist, *Critiques Théoriques*, Lausanne : L'Âge d'Homme, 2002, p. 59.

<sup>818</sup> *Ibid*, p. 60.

<sup>819</sup> Daniel Becquemont résume l'importance du travail d'Herbert Spencer : « Spencer, dans les années 1850, allait ainsi élaborer les divers éléments de ces lois d'évution, avant même la publication de *L'origine des espèces*, par élargissement et extension des lois éthico-politiques de la société aux lois de la nature. Il allait élargir les lois du progrès aux lois de l'évution, préparant ainsi la synthèse globale de sa philosophie synthétique, et fournir un système de valeurs acceptable pour l'avant-garde de la bourgeoisie industrielle et des intellectuels libéraux et radicaux en quête d'un système du monde unifié par des certitudes rationnelles appuyées sur la science, d'un nouveau sens de l'univers, forts d'une foi inébranlable en la justice d'un ordre à venir se déployant dans le temps et dégagé des dogmes par trop rigides du christianisme ». Cf. Daniel Becquemont, *Herbert Spencer : progrès et décadence*, op. cit., p.71.

<sup>820</sup> Alain de Benoist, *Critiques Théoriques*, op. cit., p. 60.

double négatif, le reflet spéculaire, de la théorie du progrès. L'idée d'un mouvement nécessaire de l'histoire est conservée, mais dans une perspective inversée : l'histoire est interprétée, non comme progression constante, mais comme inévitable régression (ponctuelle ou généralisée) »<sup>821</sup>. Corroborant la pensée de Jacques Le Goff, cette opposition, qui saisit la décadence comme une perspective inversée, comme le reflet négatif du progrès, n'est pas présente dans les conceptions de la première moitié du XIXe siècle et, peut-être, apparaît seulement au XXe siècle, ainsi que le suggère Freire Sandes. Loin du sens employé par les protagonistes des XVIIIe et XIXe siècles, l'antithèse décadence/progrès, qui est à la base de l'analyse de l'auteur, ne considère pas les sens spécifiques qui prennent ces concepts dans des contextes historiques différents. Cela veut dire que la compréhension des concepts et des idées véhiculés par les chroniqueurs et protagonistes du passé ne seraient possibles que par une appréhension du contexte dans lequel ils ont été produits<sup>822</sup>. Dans les limites de ce texte, il nous faut signaler dans les contours de ce versant critique de l'historiographie de la décadence, une tendance à la réification de la dimension contextuelle des concepts qui, par conséquence, contamine les relectures possibles de l'histoire.

En outre, en se méfiant du faste et de la richesse de la société minière, l'auteur affirme être dans l'impossibilité d'y trouver un « temps de splendeur ». Selon lui, « en raison du manque de données documentaires, ce n'est pas possible de détecter avec plus d'acuité ce temps que les auteurs appellent « temps de splendeur » »<sup>823</sup>. Il nous semble que, pour atteindre son objectif, Fayad Chaul exagère un peu le discours des acteurs. Prenons un exemple : le texte d'Auguste de Saint-Hilaire. Cette expression, « splendeur », est présente dans ses récits et descriptions sur Goiás, mais avec un sens très précis. Sur les huit utilisations qu'il fait de ce terme dans son livre<sup>824</sup>, au moins six font référence à un moment où la production d'or était,

---

<sup>821</sup> Alain de Benoist, *Critiques Théoriques*, op. cit., p. 60-61.

<sup>822</sup> Pour aller plus loin voir Quentin Skinner, *Meaning and understanding in the history of ideas*, *History and Theory*, 1969, numéro 8 v. 1, p. 3-53; Reinhart Koselleck, *Futures past: on the semantics of historical time*, Cambridge/Massachusetts/ Londres : The MIT Press, 1985; Reinhart Koselleck, *L'expérience de l'histoire*, Paris : Gallimard/Seuil, 1997.

<sup>823</sup> *Ibid*, p. 77

<sup>824</sup> Auguste François César Provençal de Saint-Hilaire, *Voyage aux sources du Rio de São Francisco et dans la Province de Goyaz*, op. cit., p. 2 (préface), 12, 75, 224, 309, 337, 339 et 372.



assurément, plus haute. Un exemple réside dans la description qu'il fait du noyau urbain de Santa Cruz, dont les références nous donnent l'idée de la signification du mot « splendeur ». Dans son texte, il compare la période de l'apogée de l'activité minière avec la situation économique du même *arraial* à l'époque où il y était en visite : « On a tiré beaucoup d'or des terrains qui l'entourent », dit-il, « il a été habité par des hommes qui possédaient un assez grand nombre d'esclaves ; il a eu son moment de splendeur ». Après la description de « splendeur », suivie celle de la « décadence » : « L'or a été dissipé ; les esclaves sont morts... et le mineur qui, lors de mon voyage, passait pour le plus riche du canton, ne travaillait qu'avec trois esclaves »<sup>825</sup>.

Le naturaliste européen utilise deux références qui, pour lui, correspondent à ce « moment de splendeur » de Santa Cruz. Premièrement, la quantité d'or. Deuxièmement, le montant des esclaves. Quant à l'or, nous avons vu ailleurs que Saint-Hilaire disposait d'informations très fiables concernant sa production vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle et, bien évidemment, d'autres renseignements ayant trait aux effets négatifs et exponentiels sur l'économie de la région, à mesure que le métal devenait plus rare et plus difficile à extraire. En d'autres termes, le moment de splendeur a été associé à la période où la production d'or a battu son plein, au moment où le recouvrement des impôts du *quinto* et les entrées sont bien plus élevés et que, d'autre part, les dépenses du trésor royal demeuraient plus modestes<sup>826</sup>. Quant à la deuxième référence, le nombre d'esclaves a toujours été une indication ponctuelle de la richesse dans la société coloniale. Et les données utilisées par Saint-Hilaire étaient également très appropriées à cet égard : « Vers le milieu du siècle dernier », assure-il, « il y a eu à Goyaz jusqu'à 34.500 esclaves employés à l'extraction de l'or »<sup>827</sup>. Son raisonnement s'accompagne d'une logique claire : le moment de « splendeur » était également la période dans laquelle, au sein des mines de Goiás, des milliers d'esclaves étaient dédiés, quotidiennement, à l'extraction de l'or. Un moment où des grands propriétaires possédaient un « assez grand nombre d'esclaves », contrairement à la situation du mineur qui sera considéré comme riche, parce qu'il dispose de seulement trois esclaves engagés dans l'activité minière.

---

<sup>825</sup> *Ibid*, p. 224.

<sup>826</sup> *Ibid*, p. 339.

<sup>827</sup> *Ibid*, p. 329.

Effectivement, l'expression « splendeur » ou « temps de splendeur », tel quel est utilisée par Saint-Hilaire, ne fait aucune mention d'une période fictive ou imaginaire, fruit de ses « fantaisies exagérées », mais d'un moment daté et spécifique. En ce sens, il est possible, en contredisant l'affirmation de Fayad Chaul, de détecter avec beaucoup de netteté ce temps nommé par le naturaliste français « moment de splendeur ». Enfin, nous croyons que l'« idée d'une terre fructueuse », « replète de toute ordre », jamais « prouvé par les documents »<sup>828</sup>, comme l'insinue Fayad Chaul, n'existe que dans sa propre vision, puisque celui-ci est absent des descriptions des voyageurs et, plus particulièrement de celle d'Auguste de Saint-Hilaire. De cette façon, en l'extrayant de son contexte et en exagérant les descriptions et le discours dispensées par le naturaliste, l'auteur disqualifie l'idée de temps de splendeur afin de produire un autre effet : la possibilité de le refuser. Dans cette perspective, il ne retire pas seulement l'expression de son contexte d'origine. Il exagère et disqualifie le concept utilisé par le naturaliste. Cependant, l'auteur va plus loin. Il remplace le terme « moment de splendeur » par les mots « faste », « gloire » et « passé glorieux »<sup>829</sup>. En conséquence, au tour de ce versant critique de l'historiographie de la décadence, le « faste » et la « gloire » sont des mots qu'il exagère, fruit d'une stratégie qui envisage, surtout, de refuser ou de réduire intentionnellement la dimension prospère de Goiás durant la période coloniale.

### 7.3.2 L'exemple de Minas Gerais

La réflexion sur le sens de la décadence et la proposition d'une relecture de l'histoire de Goiás nous remet à l'origine d'un des postulats qui sous-tend ce versant critique de l'historiographie – notamment la thèse consistant à minimiser le faste et à refuser, conséquemment, l'apogée de l'économie minière. Un bref commentaire à ce sujet peut être instructif. Dans un ouvrage publié en 1945, s'appuyant sur des rapports concernant l'économie du XVIIIe siècle et les descriptions des voyageurs du début XIXe siècle, l'historien Eduardo Frieiro a critiqué

---

<sup>828</sup> Nasr Fayad Chaul, *Caminhos de Goiás - Da construção da decadência aos limites da modernidade*, op. cit., p. 26

<sup>829</sup> *Ibid*, p. 24.

la mystification de l'histoire du Minas Gerais, affirmant que les richesses proclamées existaient seulement dans la fantaisie exagérée de certains auteurs :

L'un des leurre de notre histoire, telle que celle-ci est usuellement racontée dans les écoles, est celle de la prétendue richesse, voire l'opulence du Minas Gerais à l'époque de l'abondance de l'or. La vérité la plus pure est que cette richesse si fortement proclamée n'a jamais existé, sauf dans la fantaisie exagératrice d'écrivains aux hyperboles romantiques<sup>830</sup>.

Quand il attire l'attention sur les exagérations commises par des écrivains, reposant ses études sur des données incorrectes et des chiffres erronés qui réinventent un passé de richesses excessives, la mise en garde faite par Eduardo Frieiro conduit à l'adoption de deux précautions : le besoin essentiel d'un regard critique sur les sources et les données statistiques et l'importance de relativiser l'usage des notions d'opulence et de décadence. Dans cette perspective, depuis les années 1980, de nombreuses œuvres en sont venues à remettre en question l'idée de « décadence » économique dans la Capitainerie du Minas Gerais pendant la seconde moitié du XVIIIe siècle, lorsque les symptômes de la chute de la production d'or étaient plus intenses et plus évidents. Comme les études réalisées ont montré que le déclin de l'exploration aurifère n'avait pas conduit à la stagnation économique, l'expression de « décadence », pour l'ensemble de la Capitainerie, a été, d'une certaine façon, bannie du vocabulaire des spécialistes.

Toutefois, comme le rappellent Cláudia Damasceno Fonseca et Renato Pinto Venancio, dans les études d'histoire démographique et économique, l'idée de déclin urbain des villes liées aux activités d'exploitation minière est très commune<sup>831</sup>. En étudiant la prospérité et le déclin urbain dans le Minas Gerais depuis Vila Rica, les auteurs ont confirmé une diminution significative de la population de ce noyau urbain entre les XVIIIe et XIXe siècles, information qui a certainement contribué à nourrir

---

<sup>830</sup> Eduardo Frieiro, *O Diabo na livraria do cônego. Como era Gonzaga? e Outros temas mineiros*, 2<sup>a</sup> edição, Belo Horizonte : Itatiaia, 1981, p. 123 (1<sup>a</sup> Edição Belo Horizonte, Cultura Brasileira, 1945). Cité en Cláudia Damasceno Fonseca et Renato Pinto Venâncio, Vila Rica : prospérité et déclin urbain dans le Minas Gerais (XVIIIe-XXe siècles), in Laurent Vidal (Dir), *La Ville au Brésil (XVIIIe-XXe). Naissances, renaissances*, Paris : Les Indes Savants, 2008, p. 181.

<sup>831</sup> Cláudia Damasceno Fonseca et Renato Pinto Venâncio, Vila Rica : prospérité et déclin urbain dans le Minas Gerais (XVIIIe-XXe siècles), in Laurent Vidal (Dir), *La Ville au Brésil (XVIIIe-XXe). Naissances, renaissances*, Paris : Les Indes Savants, 2008, p. 180.

l'image d'une ville en décadence. Cependant, ils soulignent le fait que la proportion de la chute de la population était beaucoup moins spectaculaire qu'on ne le pensait auparavant. En fait, cette image de la décadence a émergé comme le reflet d'une surestimation du poids démographique de Vila Rica au moment de l'apogée de l'activité minière. Erreur possiblement imputable à l'ambiguïté des sources, qui peut avoir induit de fausses estimations et une certaine « mythologie » minière<sup>832</sup>.

Cette mythologie créée autour de la société minière a été certainement nourrie par la « fantaisie exagérée » de certains écrivains (au moins en ce qui concerne l'utilisation des données démographiques), dénoncée par Eduardo Frieiro, mais elle a été principalement stimulée par l'inexactitude des données statistiques et par l'absence ou l'insuffisance d'une critique nécessaire des sources disponibles, produisant ainsi une vision de décadence urbaine démesurée. Par conséquent, comme l'indique exemple de Vila Rica, si la réduction du nombre d'habitants semble brutale – stimulant les discours de la décadence – c'est parce que les données sur la population à l'époque du *boom* minier (entre 1750-1760) ont été très souvent surestimées<sup>833</sup>.

Or, parmi les informations actuellement disponibles, le nombre le plus élevé d'habitants à Vila Rica se situe autour de 20.000 habitants au milieu du XVIIIe siècle, estimation faite rétrospectivement par Saint-Hilaire. Cependant, quelle que soit la variation probable de ce chiffre – 12.000, 16.000, ou 20.000 habitants – Vila Rica a subi une perte importante de sa population, si nous considérons les 8.000 âmes calculées au début du XIXe siècle, ce qui équivaldrait à une diminution se situant entre 33% et 60%<sup>834</sup>. C'est, en somme, une chute considérable. Mais ceci n'a rien d'impressionnant en comparaison des chiffres présentés par João Pandiá Calógeras. Dans un ouvrage publié en 1930, cet auteur, qui se base sur des sources qui restent encore aujourd'hui mystérieuses, attribue au Vila Rica du milieu du XVIIIe siècle, une population de 100.000 habitants :

Dans le but de donner une idée de la concentration [démographique] artificielle provoquée par l'activité minière, et de démontrer combien elle est précaire et

---

<sup>832</sup> *Ibid*, p. 182.

<sup>833</sup> *Ibid*, p. 188.

<sup>834</sup> *Ibid*, p. 195.

dépendante de la richesse des exploitations, nous affirmons que Vila Rica a atteint, selon des anciens chroniqueurs, la population de 100.000 habitants, alors qu'aujourd'hui (1930) elle compte à peine 8.000 habitants<sup>835</sup>.

A l'origine d'une équivoque qui a marqué l'historiographie du Minas Gerais –reproduite par d'autres auteurs<sup>836</sup> – cette œuvre appartient certainement à la liste des écrivains combattue par Eduardo Frieiro. Sa « fantaisie exagérée », basée sur de fausses estimations, a nourri des lectures inexactes, en recréant des scénarios mythologiques associés à l'apogée de l'économie minière. Dans ce contexte, il n'est pas difficile de percevoir la remarquable similitude entre les propositions d'Eduardo Frieiro et Fayad Chaul. Les deux propositions renvoient à un raisonnement qui consiste à nier ou atténuer le discours de l'opulence, de la richesse et du faste de la société minière. Cependant, une différence essentielle les éloigne. Alors que la cible favorite de Frieiro est la « richesse proclamée » ou « prétendue » annoncée dans les « fantaisies exagérées » des écrivains qui décrivent « l'époque de l'abondance de l'or », articulant ainsi son raisonnement autour de la critique des discours exagérant l'image de richesse et d'opulence, le combat de Chaul est plus large.

Proposant comme point de départ de « rediscuter » la « vision européenne sur Goiás », présente dans les récits de voyageurs et des gouverneurs de province, il poursuit sa réflexion en proposant de « démontrer comment a été construite la représentation de la décadence à Goiás »<sup>837</sup>. Dans cette perspective, son entreprise présente une nouvelle référence : le combat contre l'idée de décadence et ses projections sur l'histoire et l'historiographie du Goiás. C'est dans ce sens que son travail nourrit le versant critique de l'historiographie de la décadence. Toutefois, malgré l'affinité entretenue entre les suggestions d'Eduardo Frieiro et celles de Fayad Chaul, la mythologie créée autour de la société minière nourrit par la « fantaisie exagérée » des écrivains – comme cela a été le cas dans Minas Gerais – ne semble pas avoir eu de correspondances avec la production historiographique réalisée à Goiás.

---

<sup>835</sup> João Pandiá Calógeras, *Formação histórica do Brasil*, São Paulo : Companhia Editora Nacional, 1957, p. 62-63. Cité en Cláudia Damasceno Fonseca et Renato Pinto Venâncio, *Vila Rica : prospérité et déclin urbain dans le Minas Gerais (XVIIIe-XXe siècles)*, op. cit., p. 188.

<sup>836</sup> Par exemple Affonso Ávila, *Resíduos seiscentistas em Minas: textos do século do ouro e as projeções do mundo barroco*, Belo Horizonte : Centro de Estudos Mineiros, 1967, v. 1, p. 122.

<sup>837</sup> Nasr Fayad Chaul, *Caminhos de Goiás - Da construção da decadência aos limites da modernidade*, op. cit., p. 22.

Bien au contraire, la circonspection des chercheurs a épargné l'historiographie du Goiás des analyses erronées basées sur l'imprécision des données statistiques. À Goiás, les données économiques et démographiques utilisées gardent beaucoup de cohérence avec la documentation disponible, en conformant un ensemble assez équilibrée et crédible pour l'étude et la compréhension de la période coloniale. Il n'y a pas de chiffres exagérés ou de descriptions dissonantes, à l'instar de ceux présentés par Pandiá Calógeras à propos de Vila Rica. Il s'agit ici d'un mérite qui doit être imputé à la première génération d'historiens de Goiás. C'est peut-être pour cette raison que les objections présentées par le versant critique de l'historiographie de la décadence ne se sont pas portées directement sur la contestation des données économiques.

### 7.3.3 L'héritage de la société minière

Malgré la simplicité de la société métisse née dans Goiás, le fait de nier l'héritage de l'économie minière demeure, à notre avis, préoccupant. À cet égard, Fayad Chaul affirme que « ce n'est pas possible de rechercher comment la dite richesse générée a été appliquée »<sup>838</sup>, puisque « la face la plus concrète de Goiás n'exprime pas de grands héritages du temps de l'or »<sup>839</sup>. Se méfiant donc de l'héritage laissé par l'or, les auteurs du versant critique de la décadence n'admettent comme marques et legs issus de la société minière que « certaines églises, parfois reconstruites », présentes dans « les registres séculaires de l'architecture urbaine de Goiás »<sup>840</sup>. Mais la simplicité de leur intérieur, affirment-ils, diffère de « la splendeur des églises minières (de Minas Gerais) » et corrobore « la version qui, dans Goiás, [prétend que] l'activité minière n'a été pas synonyme de gloire et de faste »<sup>841</sup>.

Nous avons vu par ailleurs les courbes indiquant la trajectoire de la production d'or dans Goiás. C'est peut-être intéressant de les rappeler. Entre 1752 et 1778, des estimations officielles, bien évidemment approximatives, indiquent que l'or

---

<sup>838</sup> *Ibid*, p. 77.

<sup>839</sup> *Ibid*, p. 78

<sup>840</sup> *Ibid*, p. 77.

<sup>841</sup> Adriana Mara Vaz de Oliveira, *Um lugar no século XIX : Meia Ponte*, *op. cit.*, p. 22.

recueilliit comme paiement du *quinto* a subi une variation se situant entre 10<sup>842</sup> et 15<sup>843</sup> tonnes, ce qui autorise attribuer une production brute se situant entre 50 et 75 tonnes d'or. Comme le pondère Luis Palacin, si nous ajoutons la production non déclarée, y compris la contrebande, (dont l'évaluation reste très problématique), à laquelle on attribue une valeur de 50% sur l'or déclaré, nous aurions une production absolue se situant approximativement entre 75 et 112,5 tonnes d'or. Bien entendu tout cet or n'est pas resté dans Goiás, mais il est difficile de préciser le montant transféré à Lisbonne<sup>844</sup>. Malgré cela, l'or de Goiás a pris en charge une partie considérable du projet colonial portugais dans la frontière ouest de l'Amérique. L'indication de certains aspects et de quelques investissements fomentés par l'or produit dans les mines de Goiás peut être utile pour mettre en évidence certains héritages qui ont traversé le XVIIIe siècle et par la suite ont influencé l'histoire du Goiás durant tout le XIXe siècle.

Tout d'abord, nous devons garder à l'esprit que les valeurs absolues sont toujours des résultats d'approximations, imputables à la difficulté de déterminer avec une précision mathématique la quantité d'or produite. Mais, dans un tableau comparatif, on peut dire que l'or de Goiás a contribué à maintenir les niveaux de la production générale brésilienne à des taux élevés, puisque l'apogée de la production aurifère dans les mines de Goiás coïncide avec une période de déclin de la production de Minas Gerais et du Mato Grosso. La période de la plus grande production de ces régions survient entre 1734 et 1739, avant l'apogée de l'or dans les mines de Goiás. Toutefois, malgré une tendance à la chute dans la production de Minas Gerais et du Mato Grosso, la production brésilienne atteint son taux le plus élevé pendant le quinquennat 1750-54, période qui coïncide avec l'apogée de la production des mines du Goiás. Certainement, l'or de Goiás a été au cours de cette phase de la production minière brésilienne, le principal responsable du maintien des niveaux élevés de la

---

<sup>842</sup> Luís Palacin, *O século do ouro em Goiás, op. cit.*, p. 72.

<sup>843</sup> Maria Beatriz Nizza da Silva, *O Império Luso-Brasileiro (1750-1822)*, Lisbonne : Estampa, 1986, p. 117.

<sup>844</sup> Sur les effets de l'arrivée de l'or du Brésil dans l'économie du royaume, voir Rita Martins de Sousa, *O Brasil e as emissões monetárias de ouro em Portugal (1700-1797)*, *Penélope*, numéro 23, 2000, p. 89-107. Sur l'enregistrement des arrivés de l'or au Portugal, voir Rita Martins de Sousa, *Brazilian Gold and the Lisbon Mint House (1720-1807)*, *e-JPH*, v. 6, numéro 1, 2008, p. 1-22.

production du métal en Amérique, influençant les indicateurs de la balance commerciale et approvisionnant les coffres du Royaume.

Deuxièmement, les investissements et le transfert de l'or générés par les mines de Goiás ont été décisifs pour les mouvements effectués à travers la Capitainerie du Mato Grosso. Une preuve réside dans le rôle assumé par Vila Boa, en tant que capitale régionale, et par la Capitainerie de Goiás, dans les projets que la monarchie met en pratique à la frontière ouest de l'Amérique. Dès lors, en raison du rôle stratégique occupé par les mines de Goiás, base d'appui à la frontière avec les territoires appartenant à l'Espagne, nous croyons que la définition des limites géographiques de l'Amérique portugaise pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle et, plus tard, du Brésil, a été due, notamment, à la contribution de l'or et aux initiatives soutenues au sein de la Capitainerie de Goiás.

Troisièmement, encore que nous soyons très prudents relativement à l'idée de l'apogée et, bien sur, à la dimension de la richesse produite à Goiás durant le XVIII<sup>e</sup> siècle, on ne peut pas être indifférent aux apports significatifs des investissements réalisés autour de l'or dans la région de Goiás. En outre, la simplicité d'existence de la société minière entreprise à Goiás ne signifie pas qu'il y avait une absence d'utilisation régionale de l'or. N'oublions pas, par exemple, tout le processus de construction et de diffusion d'une société fondée sur des principes européens occidentaux. Nous invoquons aussi la constitution d'une infrastructure de base qui a exploré un vaste territoire et a légué, comme héritage pour le Centre-Ouest brésilien, un réseau urbain interconnecté par de nombreuses villes, chemins et ponts (les mauvaises conditions de conservation ne constituent pas des arguments suffisants pour refuser les investissements réalisés), ainsi que par une population métisse importante, qui a servi de socle démographique fondamental pour le développement ultérieur de la région. En outre, un ensemble d'appareils institutionnels – sociopolitiques, religieux, administratifs et juridiques – conçus et construits au XVIII<sup>e</sup> siècle, sont à la base (par le biais de mutations conditionnées par la crise des paradigmes dérivés de l'Ancien Régime portugais) de la vision et de la construction d'une nouvelle société au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, ancrée autour d'un projet de communautés transformées en nation. Enfin, un commerce local, quoique naissant (par rapport aux grands centres urbains de l'Amérique), a été conçu à côté d'une activité antérieure basée sur l'élevage, se projetant au XIX<sup>e</sup> siècle, vers une



agriculture de subsistance qui, plus tard, au cours du XXe siècle, a émergé comme la principale activité économique de la région centrale du Brésil. Dès lors, si l'apogée de l'économie de l'or a été très éphémère, ses reflets ont pris une dimension particulière dans les territoires occupés. De même, une vaste structure a été implantée avec succès dans un temps très court. À la vitesse de l'activité prédatrice imposée par l'exploration de l'or, correspond le surgissement rapide d'une société originale dans le *sertão* de Goiás. Par ailleurs, l'attachement à la notion d'opulence matérielle semble obscurcir la perception d'un héritage immatériel construit grâce à des investissements faits par le biais de l'or, comme la façon de s'habiller, la langue, les éléments de la religion et les syncrétismes caractéristiques du métissage.

Il convient de mentionner deux aspects importants de la conquête du *sertão* : tout d'abord, le projet portugais dans l'Amérique n'était pas limité à la production d'or, à la conservation du territoire ou à la préservation de leurs vastes frontières. Il a également pris la forme d'un projet de civilisation marqué au départ par la supériorité et la certitude de la foi catholique, puis au XVIIIe siècle, par la catéchèse et la civilisation des Indiens et des populations locales. Deuxièmement, la société métisse du *sertão* ne doit pas être perçue seulement par le biais du métissage ethnique, puisque elle a été le résultat d'un métissage culturel. Ceci n'exclut pas néanmoins les résistances communes dans l'environnement hostile des régions de conquête.

En plus, à propos du patrimoine urbain et de la structure architecturale nés au XVIIIe siècle et légués à la société de Goiás du XIXe, il apparaît pertinent de noter quelques considérations. Il ne serait peut-être pas prudent de souligner la simplicité architecturale des édifices ou de la décoration intérieure des églises pour justifier la version consistant à affirmer qu'à Goiás, l'activité minière n'était pas synonyme de faste et de gloire, ainsi que le suggère Vaz de Oliveira.

Tout d'abord, cette affirmation dissimule un désir secret insinuant un schéma réducteur qui postule que la simplicité est le témoin manifeste de la pauvreté. Prenons à titre d'exemple les églises de Boa Morte et do Carmo à Vila Boa de Goiás. « Ce sont des édifices », nous informe Gustavo Neiva Coelho, « tels que ceux construits dans des régions comme Rio de Janeiro, Pernambouc, Minas Gerais, et même dans la métropole, avec des exemples trouvés à Lisbonne et à Porto ». Par rapport à la décoration et à la structuration de l'espace interne, elles démontrent une « étude et

connaissance précises de toute la symbologie religieuse incompatible avec le faible degré de culture qui est souvent attribué à la population du Goiás du premier siècle »<sup>845</sup>. Deuxièmement, parce que dans les mines de Goiás, la simplicité des édifices n'est pas nécessairement dû à l'absence de l'or. Bien au contraire. L'or a prospéré pendant des décennies en abondance. Cependant, c'est précisément lors de la dernière étape du développement urbain de Vila Boa, entre les années 1770 et 1800, lors de « la période considérée comme critique par rapport au déclin de la production aurifère », que la construction des plus beaux édifices religieux de la ville a eu lieu, du *Chafariz* (fontaine) au premier grand projet de rénovation urbaine du Vila Boa<sup>846</sup>. Le même phénomène se produit avec l'émergence de certaines maisons à deux étages. Jusqu'en 1750, la maison de l'intendance a été le seul bâtiment qui comprenait un deuxième étage. Même si ce phénomène reste mineur, c'est « seulement lorsque l'or s'épuise et l'axe de l'économie commence à prendre une autre direction que quelques maisons à étage commencent à être implantées dans l'espace urbain de Vila Boa »<sup>847</sup>. Des événements comme ceux-ci sont compréhensibles. Face aux difficultés rencontrées dans l'exploitation de l'or, il y a une délocalisation de l'intérêt des activités minières vers d'autres activités, ce qui rend possible l'usage de la force de travail esclave pour les initiatives liées au bien-être urbain<sup>848</sup>. En revanche, les déplacements associés à l'activité minière nourrissent un désintérêt des colonisateurs pour des constructions plus solides. Il « n'existe pas », du moins au début, « une préoccupation avec la permanence ». « Cette situation ne s'altère qu'avec le changement de l'axe économique, fruit de l'épuisement de l'or »<sup>849</sup>.

Enfin, l'importance de l'héritage de l'économie minière peut être clairement perçue dans le développement urbain de l'*arraial* de Meia Ponte, notamment dans l'étude réalisée par Vaz de Oliveira. La quasi-totalité de la structure urbaine qui va prévaloir jusqu'à la fin du XIXe siècle a été construite durant le XVIIIe siècle. À l'exception d'« une nouvelle artère, la rue João Dias (actuelle Rue Aurora) », ouverte dans les premières décennies du XIXe siècle et jusqu'en 1892, l'apparition «

---

<sup>845</sup> Gustavo Neiva Coelho, *O espaço urbano em Vila Boa*, Goiânia : UCG, 2001, p. 233.

<sup>846</sup> Gustavo Neiva Coelho, *O espaço urbano em Vila Boa*, op. cit., p. 182-183.

<sup>847</sup> *Ibid*, 209.

<sup>848</sup> *Ibid*, 182.

<sup>849</sup> *Ibid*, 209.

d'une nouvelle rue, actuellement appelée Sizenando Jaime » – comme le confirme une carte faite par la Commission *Cruls* – sera ajouté à l'ensemble des rues de la ville<sup>850</sup>. Mis à part ces nouveautés, dans les années postérieures à 1830, l'architecture urbaine de Meia Ponte ne sera augmentée, en plus de l'émergence d'un cimetière, que par « la sédimentation de la structure précédente », avec « pour conséquente une augmentation du nombre d'édifications » et l'« émergence de rues de liaisons entre ceux existantes »<sup>851</sup>. Comme nous le voyons, même les voies urbaines de Goiás, sans aucun doute développées tout au long du XIXe siècle, ont été organisées et installées depuis les socles construits par la société minière et transmis en héritage au siècle suivant. Pourtant, il est à noter que la société qui prend forme dans Goiás au cours du XIXe siècle ne peut pas être uniquement réduite aux héritages multiples du XVIIIe siècle. L'histoire de cette période est aussi faite de mutations et de créations, autour desquelles s'a constitué un monde riche et complexe encore peu connu des historiens.

#### 7.3.4 Le paradigme de la décadence

Malgré les considérations ci-dessus, nous croyons que la relecture proposée par le versant critique de l'historiographie est essentielle et nécessaire. Comme l'affirme Fayad Chaul, la « conception d'une terre de décadence est devenue pratiquement un concept qui a servi à exprimer la situation générale de Goiás durant la période après l'économie minière (*pós-mineratório*) »<sup>852</sup>. Toutefois, l'option retenue fait appel aux mêmes concepts utilisés par l'historiographie traditionnelle, bien qu'elle opère une inversion de sens. D'un côté, l'historiographie traditionnelle, à la lumière de la crise économique qui atteint la société minière, projette une vision pessimiste et négative sur le XIXe siècle, caractérisé par les idées d'infériorité, d'isolement et de pauvreté et, de l'autre côté, le versant critique projette cette même vision pessimiste et négative sur le XVIIIe siècle, comme pour minimiser ou atténuer les effets de l'idée de décadence. Ainsi, « même au moment du *boom* aurifère », en plein XVIIIe siècle, Goiás aurait été un endroit qui ne s'est pas développé, un lieu isolé,

---

<sup>850</sup> Adriana Mara Vaz de Oliveira, *Um lugar no século XIX : Meia Ponte*, *op. cit.*, p. 22.

<sup>851</sup> *Ibid.*

<sup>852</sup> Nasr Fayad Chaul, *Caminhos de Goiás - Da construção da decadência aos limites da modernidade*, *op. cit.*, p. 79.

décadent, sans développement, sans progrès<sup>853</sup>. Sans legs ou héritages pour l'avenir, sans gloire ou splendeur. Cette image transposée de la décadence du XIXe siècle vers le XVIIIe siècle, reflète les effets d'une histoire pleine d'influences. Il y a un champ d'influence de l'imagerie de la décadence qui n'épargne pas les réflexions proposées par le versant critique de l'historiographie de Goiás. En fait, il y a une surdétermination fréquente du contenu des sources historiques des XVIIIe et XIXe siècles dans les lectures faites par les historiens, que la stratégie de Fayad Chaul n'arrive pas à rompre. Le chemin qu'il propose représente un autre aspect du discours de l'historiographie traditionnelle : la face cachée de la décadence. Ainsi, il réutilise les concepts présents dans la documentation et répétés par les historiens. Sur cette voie, l'échiquier est en place. L'histoire traditionnelle et le versant critique se positionnent sur le même terrain épineux du débat autour du sens de la décadence dans l'historiographie de Goiás : le premier embrasse les changements (les ruptures), là où le second investit l'homogénéité (les continuités). L'un d'eux exalte de la richesse – l'apogée – et proclame la décadence, l'autre se méfie de l'apogée – du faste – et nie la décadence. Dans ces conditions, les deux versants demeurent dans les frontières et dans les seuils du paradigme de la décadence.

En d'autres termes, l'historiographie traditionnelle décrit et analyse l'histoire de Goiás principalement à partir de l'entreprise économique de Lisbonne dans les mines de Goiás. Bien qu'elle inclut dans son analyse le territoire, la frontière et le projet civilisateur portugais, son inspiration primordiale reste les données quantitatives qui mesurent l'apogée et le déclin de la production d'or. Épuisé le projet économique de l'exploitation de l'or le récit traditionnel suit une analyse classique : il annonce la décadence économique et leurs réflexes sur la société minière. Les adeptes du versant critique de l'historiographie prétendent quant à eux dissocier la société métisse constituée dans le *sertão* (née tout au long du XVIIIe siècle sous la surface visible des relations coloniales) du projet européen dirigé par Lisbonne : contre une vision européenne, produite par les Européens – qui aurait été inspirée par les discours et les images de la décadence – ils proposent un regard natif, régional. Dans cette perspective, ils résistent à l'analyse associée à la dimension européenne et proposent un autre récit : ils combattent alors le « temps de splendeur

---

<sup>853</sup> *Ibid.*

», exposent la « désobéissance civile » et valorisent les résistances au projet portugais à l'instar de la contrebande, de la *cachaça*, des rituels afros et des évasions fiscales. Plus que cela, le versant critique décrit une société éloigné des valeurs européennes et à l'écart du projet de Lisbonne : « La société locale », déclare Fayad Chaul, « semblait construire ses habitudes et sa culture à travers des éléments propres, des traditions locales et ataviques, des mémoires séculaires, distantes de la culture européenne. Elle formait un monde à part, en face d'un gouvernement illégitime ou dénigré aux yeux de la population ». Ainsi, dit-il, « dissocié de l'ordre légal lusitanien, le monde du peuple de la Capitainerie, des gens de la Province, se construisait à part »<sup>854</sup>.

Si le regard européen, éclipsé par l'image de la décadence, n'a pas compris Goiás, le versant critique propose un regard natif, capable de comprendre la région. Au lieu du regard externe, il défend les « intuitions du nombril ». Nonobstant, la position de Fayad Chaul est appropriée quand, dans son récit, il décrit l'émergence d'une société originale, séparées des préceptes légaux imposés par Lisbonne. Mais le dilemme identitaire qu'il cherche à résoudre par une incision chirurgicale sur le regard, trouve un obstacle indépasseable. En fait, Freire Sandes à raison lorsqu'il ne reconnaît pas le regard natif. Au contraire, dit-il, « au-delà du regard européen, nous sommes imprégnés des catégories classificatoires et ordonnatrices advenues par le geste de la conquête »<sup>855</sup>. Or, comme nous l'avons vu, l'espace de la conquête est le lieu de la frontière, l'enceinte des transbordements, des simultanités et des interactions.

Quoi qu'il en soit, nous devons reconnaître que l'idée de décadence utilisée comme concept explicatif en histoire a fait l'objet de nombreuses critiques<sup>856</sup>. Notamment, et en premier lieu, en s'appuyant sur les critiques faits par Jacques Le Goff, on questionne sa subjectivité, du point de vue éthique, qui associe le concept de décadence à des jugements de valeur négatifs. Deuxièmement, « son caractère métaphorique », « abusif » et trop « qualitatif », en fait un concept au service d'une

---

<sup>854</sup> *Ibid*, p. 80.

<sup>855</sup> Noé Freire Sandes, *Memória, nação e região : a identidade em questão*, op. cit., p. 21.

<sup>856</sup> Jacques Le Goff, *História e memória*, op. cit., p. 413.

histoire profondément discréditée actuellement<sup>857</sup>. En outre, comme observe Le Goff, « ce qui reste au-delà des idées de ruines et de ruptures est l'idée de continuité »<sup>858</sup>. Par coïncidence, dans Goiás, sur les ruines laissées par l'idée de la décadence, le versant critique est tenté d'imposer l'idée de la continuité. Mais, toutefois, il y a des mutations, des transformations, il y a une crise en cours. Même s'il existe, pour le XIXe siècle, la perspective de la longue durée, le problème réside dans la création de l'argument d'une continuité homogène et linéaire, sans modifications, comme une réponse ou un effet de la pression provoquée par le discours de la décadence. Bien évidemment, il y a des continuités. Cependant, on ne peut pas ignorer les ruptures et les discontinuités. Entre les deux moments de l'histoire de Goiás, entre la société minière, au XVIIIe siècle, et celle de l'agriculture et de l'élevage, au XIXe siècle, nous pouvons trouver des différences et des similitudes. Et c'est exactement ce phénomène qui peut faire émerger les éléments favorisant la compréhension et la construction d'un sens par rapport la crise.

#### 7.3.5 Le discours des acteurs et la pratique de l'historien

Mais la question du traitement des sources est basilaire pour l'historien et l'historiographie. Dans le cas de Goiás, il y a une répercussion tardive des discours des acteurs et des protagonistes de l'histoire (les autorités coloniales, les voyageurs européens et les présidents de la province) sur les interprétations des historiens. Par contre, il est clair que les considérations des protagonistes et des acteurs européens pendant les XVIIIe et XIXe siècles ne sont pas neutres, elles sont saturées des valeurs subjectives et des engagements idéologiques. Ce sont des discours engagés qui contaminent l'imaginaire social. Il n'est pas moins vrai que des élites locales étaient aussi imprégnées des idéaux du projet colonial, soit dans son versant économique, social, que politique ou culturel. À notre avis, il n'y a pas de possibilité globale d'interrogation des positionnements ou des choix faits par les acteurs dans l'histoire. Mais cela demeure essentiel dans les limites des propositions présentées dans ce chapitre, de suggérer une réévaluation des pratiques adoptées par les historiens de

---

<sup>857</sup> *Ibid*, p. 414.

<sup>858</sup> *Ibid*.

Goiás : plus qu'une simple relecture des sources, nous devons changer la façon dont les sources sont lues et interprétées.

En effet, l'habitude de la reproduction des concepts suggérés par les protagonistes de l'histoire a des conséquences néfastes pour l'historiographie. Dans ce cas précis, nous faisons notre l'avertissement de Laurent Vidal à propos de l'histoire des villes brésiliennes : «l'historien devrait, sans hésitation, adopter le point de vue des acteurs de l'époque – soit pour l'explicitier ou pour le dénoncer ? ». Pour les historiens intéressés par l'histoire de Goiás, il ne serait pas mieux, au contraire, de s'éloigner du « discours inventé par les propres acteurs pour le questionner ? »<sup>859</sup>. Dans une conversation avec Laurent Vidal et Charles Illouz, Carlo Ginzburg traite de cette étroite et fondamentale relation entre le langage de l'historien et le langage des acteurs et des sources. Leurs commentaires peuvent être très utiles à propos du dialogue entrepris ici. Selon lui, cette distinction, relevée également par l'anthropologue américain Kenneth Pike à partir des suffixes *emic* et *etic*<sup>860</sup>, suppose qu'il y a deux niveaux de langue : « celui employé par les acteurs, dans une culture donnée – c'est le cote *emic* (mot calqué sur *phonemics*); de l'autre, le niveau *etic* (qui renvoie à *phonetics*), langage distancié de l'observateur ou du chercheur »<sup>861</sup>. En accord avec Ginzburg, le chercheur n'est pas censé choisir entre ces deux niveaux puisque, ce qui est important se niche précisément au cœur de la relation entre ces deux niveaux distincts. Et, dans cet aspect-là, le langage de l'historien est toujours mis en échec. En raison de ces implications, Ginzburg affirme qu'on ne peut imaginer formaliser entièrement l'histoire dans un langage scientifique, parce qu'il y a toujours la dimension *emic*, la langue des acteurs, « qui doit apparaître en tant que telle ». « Il

---

<sup>859</sup> Laurent Vidal, *Os trilhos da história do Brasil urbano*, op. cit., p. 77.

<sup>860</sup> Le terme *emic* décrit une perspective interne sur les formes et les pratiques culturelles. Il se réfère à l'auto-description ou la réflexivité possible au sein de toute culture, ainsi qu'à la conformité de cette description pour les catégories, les valeurs et les modalités d'une culture. Le terme *etic* décrit à l'opposé un ensemble de formes ou de pratiques basées sur des critères externes — la perspective d'un *outsider*. La tension entre les deux est un sujet d'intérêt constant pour les anthropologues et les ethnographes — et est antérieure à l'introduction des termes par Kenneth Pike. À ce sujet, voir Kenneth L. Pike, *Language in Relation to a Unified Theory of Structure of Human Behavior*, The Hague-Paris : Mouton, 1967. Sur les forms de synergie entre les approches *emic* et *etic* dans les recherches sur culture et cognition, voir Michael W. Morris, Kwok Leung, Daniel Ames et Brian Lickel, Views from inside and outside : integrating *emic* and *etic* insights about culture and justice judgment, *Academy of Management Review*, 1999, v. 24, numéro 4, p. 781-796.

<sup>861</sup> Charles Illouz et Laurent Vidal, Carlo Ginzburg, L'historien et l'avocat du diable, Entretien, *Genèses*, v. 53, 2003, p. 126.

serait intéressant », complète-il, « d'évaluer la perte qu'imposerait l'exclusivité du niveau *etic* (de l'observateur ou du chercheur) »<sup>862</sup>. La situation inverse, c'est-à-dire l'exclusivité du niveau *emic*, entraînerait le même problème. Pour Ginzburg, il doit y avoir un équilibre entre le langage de l'historien et celui des acteurs. « Il est nécessaire de conjuguer ces deux aspects en une sorte de rigueur élastique ». « Puisqu'il s'agit toujours d'un tiraillement, si l'on fait un pas dans une direction, il faut essayer d'en envisager un dans une autre, envisager le poids et le contrepoids. Dans le contraire, on est réduit à l'intuition, au sens impressionniste du mot »<sup>863</sup>. Ainsi, l'historien ne peut pas négliger l'attention prioritaire qui doit être accordée aux langues en jeu dans sa recherche<sup>864</sup>.

Dans le contexte de l'historiographie de Goiás, il est nécessaire d'opérer une rupture épistémologique capable de renouveler les études sur le premier siècle de notre histoire, en les projetant vers l'extérieur de la sphère créée par l'idée de décadence. Malgré l'émergence d'initiatives novatrices, l'historiographie de la décadence et celle de la non décadence limitent encore la perception, imposant des lacunes considérables. Devant la persistance du dilemme de la décadence, « le temps est dominée par le discours de la crise ». Dans le raisonnement de Noé Freire Sandes sur l'historiographie du XIXe siècle, le sentiment que l'on a demeure qu'il n'y a pas de mouvement : « la crise de l'or, installé au milieu du XVIIIe siècle, recouvre tout le champ de l'expérience »<sup>865</sup>. Voilà l'héritage du XVIIIe siècle pour l'historiographie contemporaine. Effectivement, il faut être clair : nous devons nous éloigner des procédures induites par le paradigme de la décadence.

#### 7.4 Le projet de Lisbonne et la société métisse du sertão

En fait, si l'historiographie traditionnelle se préoccupe surtout des développements du projet colonial, situant ses préférences autour de l'aspect économique des activités coordonnées par Lisbonne, le versant critique, dont le plus grand représentant demeure Nasr Fayad Chaul, dirige son attention vers la société

---

<sup>862</sup> *Ibid*, p. 127.

<sup>863</sup> *Ibid*.

<sup>864</sup> Laurent Vidal, *Os trilhos da história do Brasil urbano*, op. cit., p. 78.

<sup>865</sup> Noé Freire Sandes, *Memória, nação e região : a identidade em questão*, op. cit., p. 23.



métisse, née à son tour sous le manteau des pouvoirs coloniaux. En d'autres termes, du point de vue de l'historiographie, nous avons deux intérêts ou préférences. Mais, du point de vue de l'histoire, nous sommes devant deux niveaux de réalité distincts. Effectivement, si sur l'écran qui projette l'histoire de Goiás, les relations coloniales caractérisées par les intérêts économiques de la monarchie impriment plus de visibilité aux yeux des observateurs, il faut néanmoins traverser ce voile. Pour reprendre des termes empruntés à Siegfried Kracauer, il faut percer l'écran<sup>866</sup>. Surmontant la surface des relations et des événements les plus visibles, on peut trouver, sous le masque du colonial, hors du contrôle de Lisbonne, une société originale, porteuse d'éléments et de fondements propres : une société métisse du *sertão*. Dépourvu du poids négatif imposé par le concept de décadence, il est possible d'identifier la simultanéité et la coexistence du projet économique de Lisbonne – avec les appareils juridiques et administratifs pertinents – avec une société métisse en gestation. À des rythmes différents, ils traversent l'horizon de l'expérience vécue dans les mines de Goiás. À notre avis, il ne s'agit pas d'un exercice d'opposition entre deux types de sociétés, deux types de vision de l'histoire coloniale ou entre deux modes d'action des acteurs et des protagonistes au sein des mines de Goiás. Moins encore, d'une opposition entre des approches historiographiques concurrentes. Au contraire, il s'agit, en fait, de la coexistence entre des temporalités différentes que s'influencent mutuellement. D'ailleurs, entre les ruptures et les continuités, entre les aspects économiques qui caractérisent le projet de Lisbonne et les aspects culturels associés à la société métisse du *sertão*, il faut saisir et suivre le fil conducteur qui permet de passer de l'un à l'autre et ainsi faire face au défi de trouver d'autres récits et de tisser une autre trame pour l'histoire coloniale de Goiás.

Cependant, en dehors de la sphère d'influence de l'historiographie de la décadence, « comment prendre conscience de ces possibilités cachées ? »<sup>867</sup>. Dès lors, s'il y a des connexions peu visibles dans les processus de changement identifiés dans l'histoire de Goiás, il faut appréhender à travers quelles tensions elles se manifestent ou se dissimulent, permettant, comme l'indique Le Goff, de « mettre en valeur la

---

<sup>866</sup> Siegfried Kracauer, *L'histoire. Des avant-dernières choses*, op. cit., p. 276

<sup>867</sup> *Ibid*, p. 289.

diversité des modèles de lecture à partir des vicissitudes de l'histoire »<sup>868</sup>. Dans ce cas, la proposition d'un autre modèle de lecture pour l'histoire de Goiás implique des considérations très ponctuelles, sans mépriser, bien sûr, les œuvres et les contributions importantes, que ces dernières relèvent du versant critique ou du versant traditionnel de l'historiographie.

#### 7.4.1 Les temps multiples et la dynamique des situations intermédiaires

Tout d'abord, il faut réfléchir autour d'une histoire de la réception des concepts dans l'historiographie de Goiás et surmonter, une fois pour toutes, l'influence excessive des discours prononcés par les acteurs quant à la pratique de l'historien. Deuxièmement, il faut considérer avec plus d'attention la dynamique des situations intermédiaires propre aux lieux de frontières, dans des espaces institutionnels transitoires, encore emplis d'indéfinitions. À Goiás, entre le XVIII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle, il y a une transition en cours. Une transition entre des alternatives et des projets distincts, où les intérêts sont partagés et parfois contradictoires. C'est un moment où les relations économiques, sociales et politiques se trouvent inachevées, provisoires, pleines de mouvements inattendus, comme si les cartes du jeu avaient été redistribuées et que le champ des possibles demeure encore entièrement ouvert. L'épuisement du projet économique de Lisbonne, lié essentiellement à l'or, annonce, peu à peu, la nécessité d'autres modèles, de nouvelles alternatives. À Goiás, dans ce passage d'un siècle à l'autre, la société minière traditionnelle, basée sur l'équilibre conféré par les seigneurs blancs et leurs esclaves, s'effondre. En revanche, une société métisse, née dans les méandres du monde colonial prend forme et, peu à peu, s'approprie des espaces urbains et institutionnels. Simultanément, il faut considérer le collapse des relations fondées sur le modèle social et institutionnel de l'Ancien Régime portugais. Dans un contexte plus large, il y a un passage ouvert pour la construction d'un Empire luso-brésilien sous les auspices de la génération de 1790<sup>869</sup>, qui s'achèvera – en parallèle aux événements qui ravagent l'Europe occidentale – avec le transfert de la Cour portugaise vers le Rio de Janeiro (1808) et, surtout, un peu plus

---

<sup>868</sup> Jacques Le Goff, *História e memória*, op. cit., p. 417.

<sup>869</sup> Voir Kenneth Maxwell, A geração de 1790 e a idéia do império luso-brasileiro, in Kenneth Maxwell, *Chocolate, piratas e outros malandros. Ensaio tropicais*, São Paulo : Paz e Terra, 1999, p. 157-207.

tard, avec l'émergence d'un autre projet : la constitution d'une nouvelle nation dans le continent américain.

De même, Goiás ne reste pas immunisé contre ces transformations. Dans ce contexte, l'attention sur la situation intermédiaire est essentielle pour mettre en question les discours et les paroles des acteurs, pour se demander en quoi ces temps fluctuants sont susceptibles de nous révéler et de nous enseigner les caractéristiques des identités spatiales et sociales<sup>870</sup>. Dans ces temps d'incertitudes, ce n'est pas seulement dans les catégories conceptuelles ou statistiques – qui, dans la plupart des cas, renvoient les modes de pensée et d'action des acteurs à un dénominateur commun – que les historiens doivent s'investir mais, au contraire, dans les réactions et les adaptations des individus. Par exemple, comment s'adaptent les élites métisses sans espace dans la hiérarchie des pouvoirs de la société blanche traditionnelle, dans un moment de mutations sévères du champ politique de Goiás ? Des questions comme celle-ci pourraient prendre d'autres directions, en interrogeant d'autres champs et différents groupes sociaux ou ethniques. En fait, une variété de configurations qui affleurent dans ce moment intermédiaire, de transition, invite l'historien à réfléchir sur la « multiplicité des formes urbaines et de la vie sociale » et, surtout, sur le rôle et le sens de la « discontinuité des identités » en cours dans Goiás pendant la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle.

Troisièmement, les moments de mutation sont propices et engendrent des conditions pour le développement des vraies dissensions au sein des sociétés. En effet, dans Goiás, les tensions en jeu arrivent à provoquer une véritable division de l'ensemble du tissu social, en produisant quelque chose de nouveau. Comme le soutient très bien Carlo Ginzburg, il y a des bifurcations dans l'histoire<sup>871</sup>. Ainsi, l'ensemble social constitué par les individus venus de l'Europe, de l'Afrique et les « naturels » de l'Amérique est brisé, en créant quelque chose de nouveau. « Et cette division », comme le souligne Laurent Vidal, « ne couvre pas nécessairement les clivages sociaux traditionnelles : il peut mettre en évidence de nouvelles données, invitant l'historien, à son tour, à modifier leur regard et leurs instruments

---

<sup>870</sup> Laurent Vidal, *Os trilhos da história do Brasil urbano*, *op. cit.*, p. 79.

<sup>871</sup> Charles Illuz et Laurent Vidal, Carlo Ginzburg, *L'historien et l'avocat du diable*, Entretien, *op. cit.*, p. 137.

d'analyse »<sup>872</sup>. Dans cette bifurcation, cette séparation historique de destins, une approche dynamique des temporalités est essentielle pour l'étude et la compréhension de cette nouvelle société qui émerge à la suite de rencontres précédentes.

Dès lors, il s'agit de la naissance de la société métisse de Goiás. Par conséquent, la temporalité spécifique des naissances peut être mise au premier plan. Nous avons vu ailleurs, avec Jean Duvignaud, les moments surprenants des commencements. Qu'est-ce qu'il y a de plus fascinant ? « Des événements de manifestations inopinés qui émergent de cette période de transition – cette passage entre l'histoire d'hier et une histoire qui n'existe pas encore et que s'invente difficilement – en faisant appel à d'autres méthodes et à d'autres épistémologies »<sup>873</sup>. Voilà pourquoi Il convient d'intégrer à l'étude de la société du Goiás, l'approche dynamique de la temporalité de naissance. Une temporalité particulière où se décline la constitution des formes sociales et spatiales nouvelles. Aborder l'histoire de Goiás en ces termes, dans la temporalité particulière de sa naissance, a une implication directe sur la conscience de l'historien quant aux acteurs et aux protagonistes : les individus qui vivent dans la même période ne perçoivent pas la réalité de la même façon et ne l'analysent pas, nécessairement, à partir des mêmes instruments<sup>874</sup>. Dans cette direction, à partir une approche dynamique des temporalités, réside la multiplicité des temps sociaux qui sont en jeu. Dans le Goiás du XVIIIe siècle, deux sensibilités coexistent : la temporalité vécue par les autorités de la Couronne, la société coloniale et la temporalité des hommes du *sertão*, d'une société métisse en gestation.

Ces temporalités différentes, en tant que plans ou niveaux superposées, coexistent, s'entrelacent, s'influencent mutuellement ou, tout simplement, s'ignorent. D'un côté, le projet intentionnel Lisbonne, reflet d'un monde « civilisé », ancré sur le gouvernement et la justice en tant qu'image de la monarchie et du royaume du Portugal. De l'autre, le reflet des limites du projet colonial à Goiás, comme l'a très bien rappelé Fayad Chaul, le monde de la société locale avec leurs propres éléments, avec

---

<sup>872</sup> Laurent Vidal, *Os trilhos da história do Brasil urbano*, op. cit., p. 84.

<sup>873</sup> Jean Duvignaud, *L'oubli ou la chute des corps*, op. cit., p. 80-81.

<sup>874</sup> Laurent Vidal, *Os trilhos da história do Brasil urbano*, op. cit., p. 81.

ses « traditions locales et ataviques », qui diffèrent de la culture européenne. De cette façon, l'ensemble des relations en jeu se dessinent comme des plans ou des temporalités qui se superposent et chacun d'entre eux correspond à une situation concrète et singulière, à la croisée de la quelle se dévoile des formes de tension. Si le projet de Lisbonne situe son action depuis un appareil institutionnel qui légitime l'exercice de certaines contraintes, nous ne pouvons pas oublier les résistances imposées par les communautés locales, une situation qui prête une certaine élasticité à l'environnement colonial. Il y a des résistances et des accommodations. Dès lors, Il n'y a pas la possibilité d'un choix entre l'une des deux temporalités ou, autrement dit, entre les deux versions de la réalité historique. En fait, l'un et l'autre sont vrais et l'étude de l'un d'entre eux isolément n'est pas suffisante, parce que la construction de la société du Goiás et de son histoire, pendant le premier siècle, et le processus de transition qui s'ensuit, se sont précisément forgés sur l'ensemble de ces niveaux d'articulation. Enfin, les moments de changements proportionnent des conditions d'observation privilégiées et c'est à l'historien d'examiner comment ces temps multiples interagissent.

Finalement, nous pensons ici à une historiographie de Goiás qui accepte le défi de changer la perception d'objets et de sujets inventoriés et connus, en appliquant aux phénomènes examinés une multitude de regards successifs, montrant sous des angles divers des réalités apparemment contradictoires. En ce sens, il est essentiel qu'un effort décisif envisage de surmonter les limites imposées par le circuit de la décadence. Une approche qui prend en compte l'existence de multiples temporalités permettra d'observer les effets d'une scission historique, perceptible dans l'image d'une bifurcation, où l'intensification des différences et de la montée des tensions peuvent exposer l'inadéquation de la société métisse au modèle colonial européen.

Dans ce contexte particulier, la dénonciation du discours de la décadence situe les limites et l'épuisement du projet économique de Lisbonne. Ensuite, la consolidation d'une société métisse dans le *sertão* amplifie les tensions. Rejetée dans toutes ses possibilités, et face à l'insuffisance sémantique des concepts, ses commencements et son originalité sont désignés comme décadentes. Ce qui se cache et se dénie avec le nom de décadence n'est rien de moins que la constitution de l'inédit, du nouveau, qui s'installe sur la frontière ouest de l'Amérique.

Parmi des résistances et des accommodations, la fin du cycle de l'or représente la fin du projet économique portugais. Mais la rupture dans le domaine économique n'empêche pas la poursuite du projet politique de Lisbonne. Même après l'épuisement de l'or, les pouvoirs coloniaux survivent à Goiás jusque dans la troisième décennie du XIXe siècle.

# Chapitre 8

---

## LA SOCIÉTÉ MÉTISSE ET L'INDEPENDENCE À GOÍAS (1750-1834)

### Plan du Chapitre

- 8.1 Mutation économique et sociale
- 8.2 Les relations verticales : stratégies d'ascension politique et sociale
  - 8.3 La résistance au pouvoir des hommes métis
  - 8.4 La continuité et la vitalité du projet politique de Lisbonne
  - 8.5 La dynamique politique locale et l'Indépendance à Goiás
  - 8.6 Rétablir la capitale : l'alignement avec le projet du Prince
  - 8.7 La Junte Provisoire et la réunification politique de la province
- 8.8 La capitale rétabli : le Senado da Camara et l'acclamation de l'empereur

### Résumé du Chapitre

Ce dernier chapitre offre une continuité aux réflexions des deux chapitres précédents et clôt le raisonnement développé tout au long de la thèse. Il présente aussi la continuité du projet politique portugais après la crise finale du cycle de l'or, le déclin des anciens liens avec le Portugal, en raison de l'indépendance, et la reconfiguration du champ politique de Goiás. La structure juridique et administrative de la Capitainerie sera élargie dans les deux premières décennies du XIXe siècle, renforçant les relations de pouvoir locales. Dans ce contexte, nous sommes partis de l'hypothèse que le *Senado da Camara* s'est constitué comme une base institutionnelle importante, qui a conféré la légitimité nécessaire à la dynamique politique locale, menant le processus troublé de l'indépendance jusqu'à la rupture définitive du statut colonial.

### 8.1 Mutation économique et sociale

La gestation et la naissance d'une société hybride coexistent donc avec le projet de Lisbonne dans le *sertão* de Goiás. Depuis l'arrivée des premiers habitants, une société typique, basée sur le travail des esclaves, s'est peu à peu structurée autour de l'exploitation de l'or. Une minorité d'hommes blancs gouverne une population essentiellement noire et esclave, face à la quasi inexistence d'hommes et de femmes métisses<sup>875</sup>. Mais la dynamique économique et démographique intrinsèque à la société minière provoque, petit à petit, l'altération de sa configuration initiale.

Bien que nous ayons des indices de la présence de familles paulistes et de couples légalement constitués entre les portugais et les immigrants d'autres origines dès le début des années 1730<sup>876</sup>, ce phénomène semble avoir été minoritaire. Au début du peuplement de Goiás, l'immigrant sans famille qui rêvait de rejoindre sa femme et ses enfants après s'être enrichi par le biais de la découverte de l'or, était un profil très commun. Cette situation se révélait propice à l'union matrimoniale ou aux relations sexuelles entre des blancs, des Noirs et des Indiens, engendrant, dans les régions minières, un fort processus de métissage dont l'intensité était jusqu'alors inconnue, y compris dans la société traditionnelle centrée autour de la production de sucre<sup>877</sup>.

Le « résultat de cette cohabitation sexuelle des races », dans les termes employés par Luis Palacin, occasionne un changement dans le format démographique primitif. Il exerce un effet direct sur la structure sociale au sens large, fonctionnant comme un moyen d'accès à la liberté, dans un monde ancré autour de l'esclavage noir. Souvent les enfants de couples considérés comme illégitimes par les normes de la chrétienté européenne – nés de la relation entre un homme blanc et une femme noire

---

<sup>875</sup> Selon Luís Palacin, les données de la capitulation de l'année 1741 indiquent un total d'environ onze mille esclaves contre seulement 120 affranchis, entre des noirs libres et des mulâtres. Cf. Luís Palacin, *O século do Ouro*, op. cit., p. 85.

<sup>876</sup> *Ibid*, p. 84.

<sup>877</sup> *Ibid*.



– obtenaient leur liberté par le rachat du père, sans nécessairement que ce dernier reconnaisse officiellement sa paternité<sup>878</sup>.

En revanche, si l'économie minière dépend essentiellement du travail esclave, l'or qui a circulé dans les mines de Goiás fonctionnait comme une promesse de liberté pour les noirs africains. Même si cela n'a été pas la règle générale, les esclaves travaillant dans l'exploitation minière pouvaient recueillir une somme en or suffisante pour acheter leur liberté.

En dehors de l'activité directe d'extraction et de prospection d'or, les femmes noires étaient actives sur le marché local, offrant des paniers remplis des produits de leur cuisine. Comme dans le Minas Gerais<sup>879</sup>, ces activités ont permis l'achat de manumissions des femmes esclaves à Goiás<sup>880</sup>. Ainsi, entre les mariages interracialisés et les brèches laissées par l'activité minière, le nombre des individus métis et des affranchis s'étend considérablement au fil du temps. En outre, avec la disparition progressive de l'or, des aventuriers et des propriétaires d'esclaves ont tendance à abandonner la région des mines, laissant derrière eux des enfants et des concubines.

Dans ce processus, des variations et des changements divers sont en cours pendant la seconde moitié du XVIIIe siècle. Une mutation économique – le déclin de l'économie minière – s'entremêle à une mutation sociale – la constitution d'une société métisse<sup>881</sup>. Comme le souligne Laurent Vidal, la baisse de la production de l'or peut ne pas être à l'origine de cette mutation sociale, mais elle lui donne de plus en

---

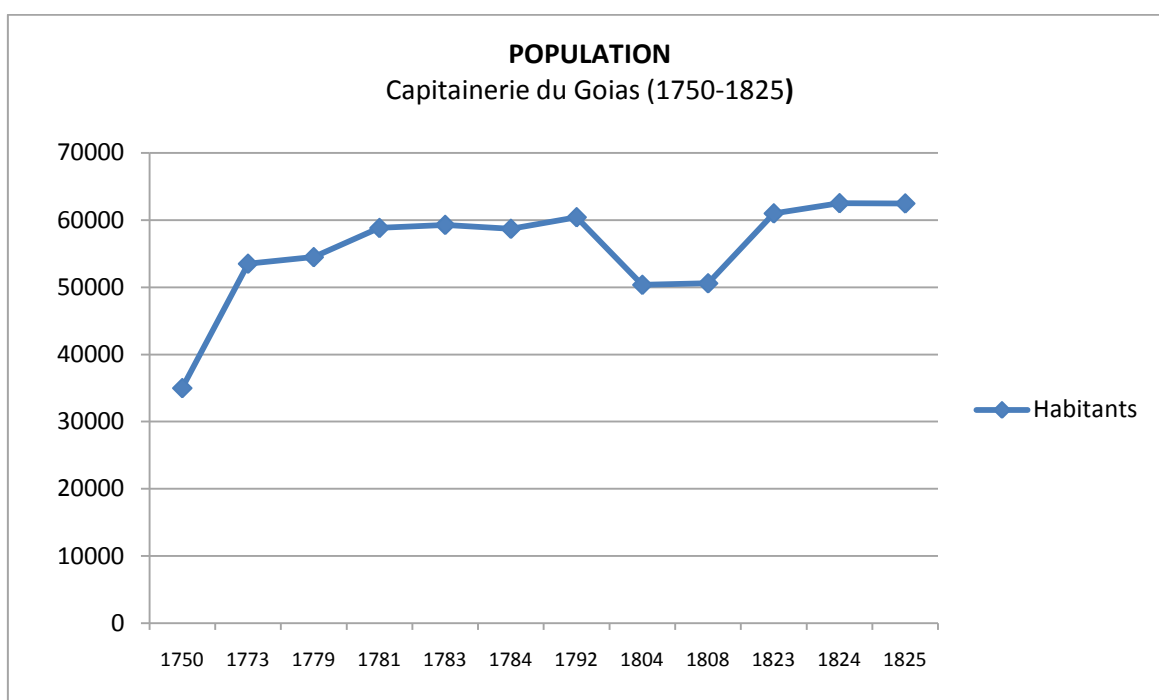
<sup>878</sup> Cf. Mary Karasch, *As mulheres livres de cor no Brasil Central - 1779/1832*, *Revista da Sociedade Brasileira de Pesquisa Histórica*, 1998, numéro 15, p. 4, (p. 3-20).

<sup>879</sup> Sur les *negras de tabuleiro* à Minas Gerais voir Eduardo França Paiva, Bateias, carumbés, tabuleiros : mineração africana e mestiçagem no Novo Mundo, in Eduardo França Paiva et Carla Maria Junho Anastasia (Dir.), *O trabalho mestiço: maneiras de pensar e formas de viver – séculos XVI a XIX*, São Paulo/Belo Horizonte : Annablume/UFMG, 2002, p. 187-207.

<sup>880</sup> Sur l'affranchissement des femmes noires dans la Capitainerie de Goiás, voir Tatiana Carvalho Motta, *Entre o Atlântico e o sertão : mulheres e vida urbana na capitania de Goiás*. Mestrado : História : UnB : Brasília : 2006, p. 122.

<sup>881</sup> Bien que composé d'une majorité absolue d'habitants noirs et d'une minorité numérique formée par la population blanche, nous pouvons dire avec certitude que depuis la décennie 1770, l'introduction d'esclaves africains, combinée avec la pratique de l'affranchissement, la migration et les unions mixtes, a engendré une population libre essentiellement métisse, très visible depuis cette époque. Cette donnée révèle que la naissance d'une société métisse, associée, plus couramment, à la pratique de l'affranchissement (plus intense à la fin du XVIIIe siècle), ne devrait pas être conçue uniquement comme une conséquence directe du déclin du cycle de l'or ou de la « décadence » de l'économie minière à Goiás.

plus de relief, de visibilité et de proéminence<sup>882</sup>. Les données démographiques de la dernière décennie du XVIIIe siècle et de la première décennie du XIXe siècle sont révélatrices : une population avec des taux de croissance constants jusqu'en 1750, maintient la tendance de la croissance – quoique réduite au cours des années 1770 – jusqu'à une stabilité significative constatée durant l'année 1792. À partir de là, une chute brutale de l'ordre de 16,4 % se produit, liée à l'évolution démographique de Goiás, et notamment au mouvement d'émigration importante qui fait suite au déclin de l'économie de l'exploitation minière.



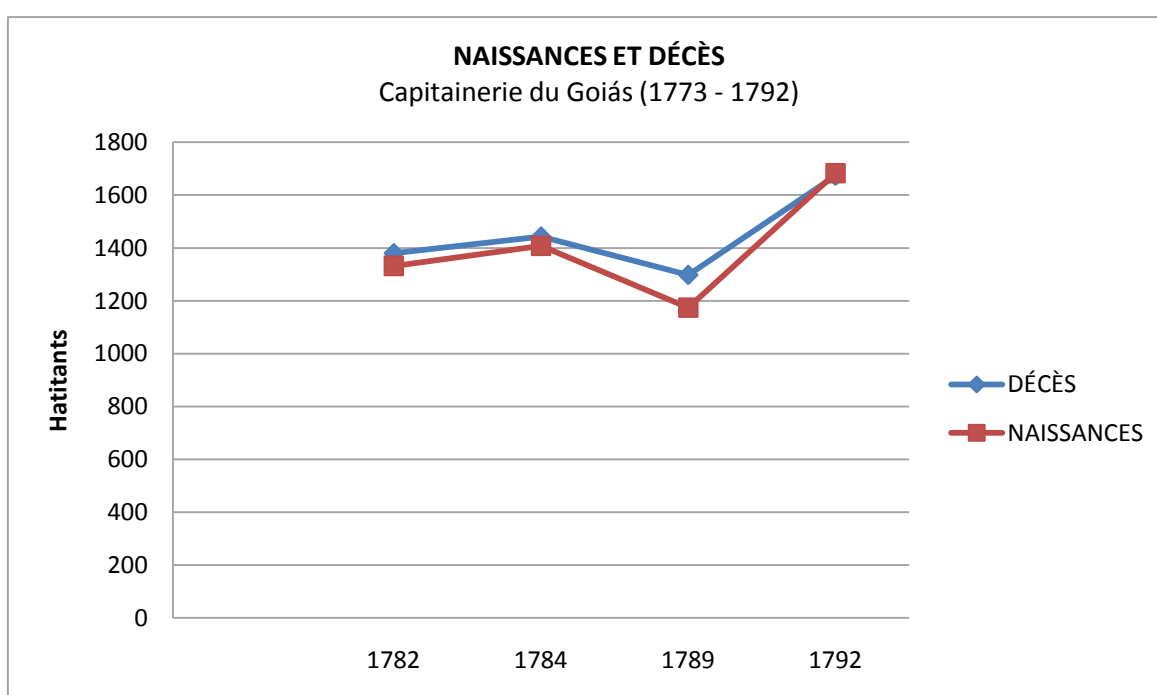
**Illustration 9.** *Population de la Capitainerie du Goiás (1750-1825)*. Sources : Mary Karasch, Guine, Mina, Angola and Benguela. African and crioulo nations in Central Brazil –1780-1835, in José Curto et Paul E. Lovejoy, *Enslaving connections : changing cultures of Africa and Brazil during the slavery*, New York : Humanity Books, 2004, p. 165-186; Luís Palacin, *O século do Ouro*, *op. cit.*, p. 77-78 ; AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 27, D. 1762 ; AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 33, D. 2061 ; AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 35, D. 2155 et AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 38, D. 2395.

Bien que limitées, les données concernant les taux de naissance et de mortalité dans les mines de Goiás indiquent, au moins pour la décennie de 1780, que le nombre de décès est toujours plus élevé que le nombre de naissances. Ce taux de mortalité élevé, qui ralentit la croissance de la population, révèle le côté sombre de la

<sup>882</sup> Laurent Vidal, *Sous le masque du colonial*, *op. cit.*, p. 603.

société minière, indiquant que la croissance démographique peut seulement être incrémentée par l'afflux de nouveaux immigrants. En outre, le fait que le nombre de décès demeure plus élevé que le nombre de naissances crée une situation favorable au déclin de la population à court terme.

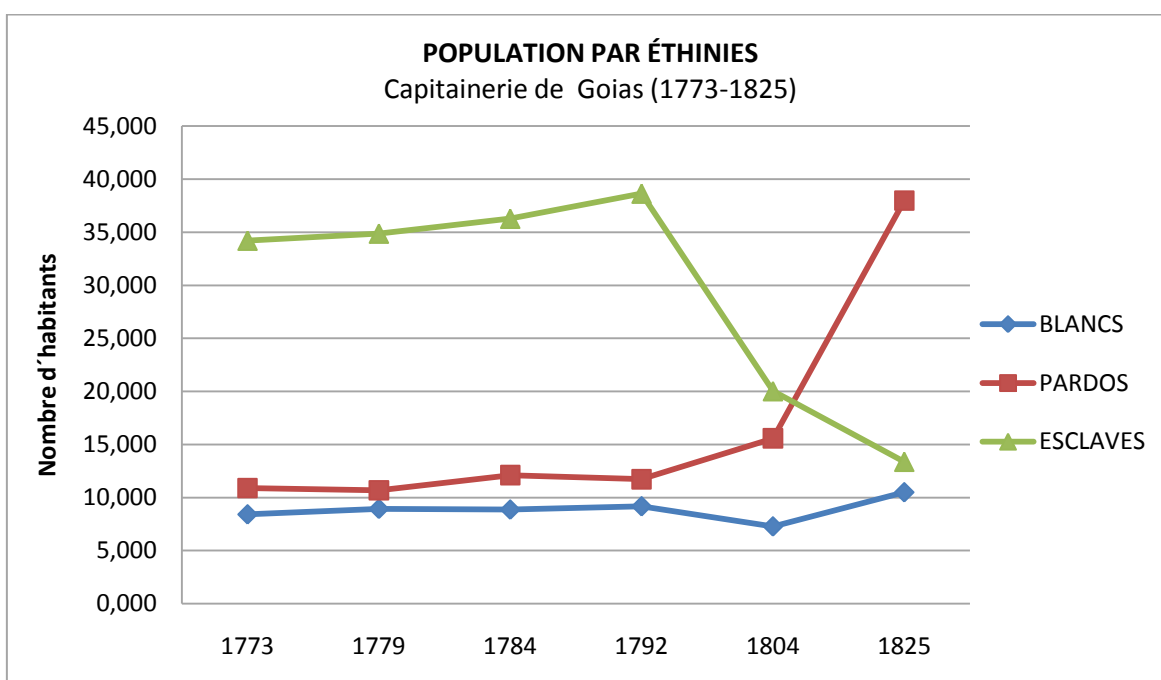
Bien qu'il soit difficile de quantifier le mouvement migratoire dans les mines de Goiás, il semble évident que, durant la période d'apogée de l'économie de l'exploitation minière, l'intensité des activités commerciales et administratives ont stimulé le flux populationnel, bien plus intense qu'à la fin du XVIIIe et au début du XIX siècle.



**Illustration 10.** *Naissances et Décès dans la Capitainerie du Goiás (1773-1792).* Sources : AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 33, D. 2061 ; AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 35, D. 2155 ; AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 37, D. 2319 et AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 38, D. 2395.

L'épuisement du projet économique lié à l'exploitation de l'or, n'apparaît que graduellement au cours de la seconde moitié du XVIIIe siècle. Il a surement influencé la diminution de l'afflux de personnes vers Goiás. En outre, il a précipité un phénomène significatif d'émigration vers d'autres régions de l'Amérique. Ainsi, sans accroissement naturel ni afflux significatif de nouveaux immigrants et frappé de surcroît par un mouvement grandissant d'émigration, la région connaît une brusque chute démographique.

Ce phénomène démographique a des caractéristiques importantes. Comme le montre le tableau ci-dessous, la diminution du nombre d'habitants a été très significative parmi les populations noire et blanche, au profit de la population métisse qui, suivant la tendance inverse, a connu un élargissement important. Cette situation indique qu'une tranche des individus blancs, surtout des mineurs et des propriétaires d'esclaves, ont tendance à quitter la région, événement associé à la baisse de l'importation d'esclaves, tirant vers le bas le nombre d'individus noirs.



**Illustration 11.** *Population par Éthnies dans la Capitainerie de Goiás.* Sources : Mary Karasch, Guine, Mina, Angola and Benguela. African and crioulo nations in Central Brazil –1780-1835, in José Curto et Paul E. Lovejoy, *Enslaving connections : changing cultures of Africa and Brazil during the slavery*, New York, Humanity Books, 2004, p. 165-186 ; Luís Palacin, *O século do Ouro, op. cit.*, p. 77-78; AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 27, D. 1762; AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 35, D. 2155 et AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 38, D. 2395.

### 8.1.1 Changement démographique : les femmes et le mariage métis

Cette tendance va se poursuivre au XIXe siècle, causant des mutations profondes dans la configuration sociale des mines de Goiás. C'est alors une autre société qui se dessine, caractérisée par la disparition progressive de la population esclave, la désertion de la population blanche et l'imposition de l'élément *pardo* ou métis. À ce moment, une société métisse prend forme. Deux indices indiquent assez

clairement cette mutation sociale : tout d'abord, si au début du peuplement de Goiás, on a trouvé une société essentiellement masculine, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle la situation est toute différente. Il y a une augmentation significative de la population féminine. Des données se référant à l'année 1789 indiquent que 30,7 % de la population dans la région Nord de Goiás se composait de femmes libres (les blanches, noires ou *pardas*). Quinze ans plus tard, le recensement de 1804 enregistre une progression de 22,3 % du nombre de femmes, qui atteint 53 % de la population.

Dans le même temps, entre 1789 et 1832, le montant de femmes esclaves tombe de 4.325 à 2.385, soit une réduction d'environ 45 %. En étudiant les *cartas de alforias* (lettres de manumissions) expédiées à Vila Boa de Goiás et correspondant à la période se situant entre 1792 et 1799, Tatiana Carvalho Motta conclut que les deux tiers d'entre eux ont été destinées aux femmes, indiquant pour la région Sud du district la même tendance que celle décelée dans le Nord<sup>883</sup>. Mary Karasch informe que pour Vila Boa, en 1798, 37,5 % de la population était représentée par l'élément mulâtre, alors que, en 1804, près de 80 % des femmes sont des femmes libres de couleur<sup>884</sup>. Depuis lors, l'émergence d'une société métisse est marquée par la présence croissante de femmes libres, consolidant une nouvelle configuration entre des individus du même statut social.

Deuxièmement, un autre indice permet de percevoir les contours d'une nouvelle réalité sociale : l'institution du mariage. Le recensement de 1804 indique des données révélatrices. Bien que le chiffre absolu des mariages reste favorable à la population blanche, il y a plus de couples parmi la population des mulâtres libres que chez les blancs : 3.399 sont des hommes et des femmes *pardos* mariées contre 1.719 hommes et femmes blanches mariées. Cette constatation indique que c'est désormais cette population libre métisse qui constitue le socle de la nouvelle société<sup>885</sup>.

---

<sup>883</sup> Tatiana Carvalho Motta, *Entre o Atlântico e o Sertão*, op. cit., p. 90.

<sup>884</sup> Mary Karasch, *As mulheres livres de cor no Brasil Central*, op. cit., p. 9.

<sup>885</sup> Laurent Vidal, *Sous le masque du colonial*, op. cit. p. 602.

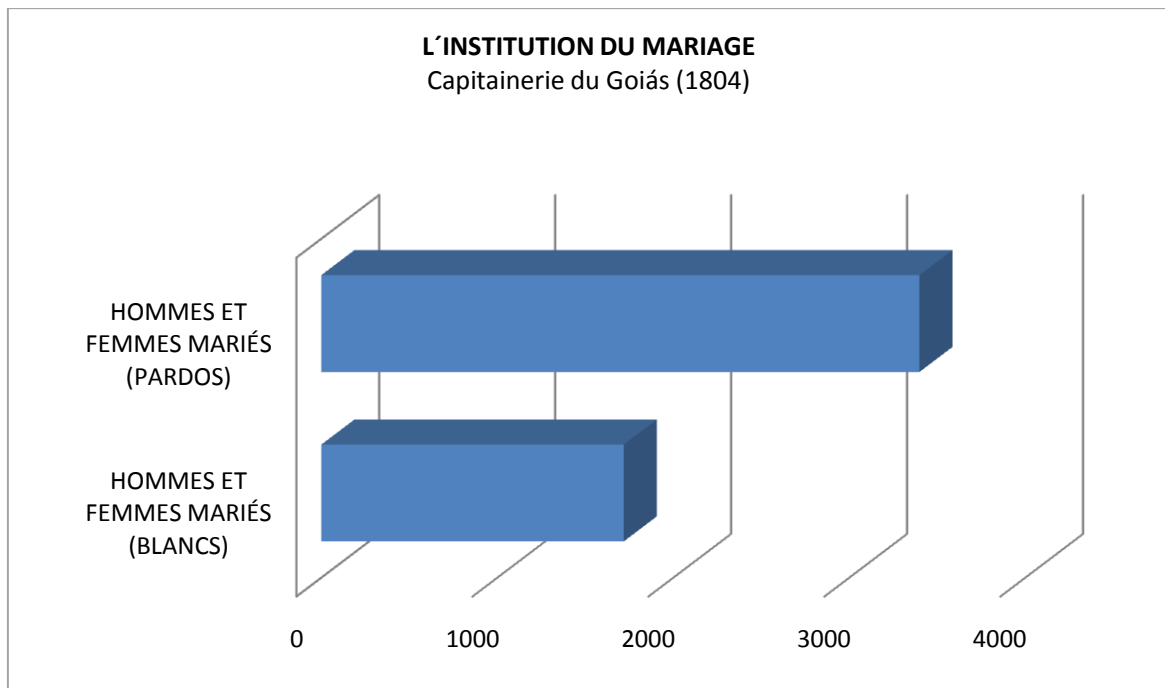


Illustration 12. *L'institution du Mariage dans la Capitainerie du Goiás (1804)*. Source : Distribution de la population dans la Capitainerie du Goiás (1804), in Luis Palacin et Maria Augusta de Sant'anna Moraes, *História de Goiás*, Goiânia : PUC, 2001, p. 36.

En fait, cette mutation sociologique change la corrélation des forces dans le champ politique des mines de Goiás. L'épuisement du projet économique de Lisbonne, l'inadéquation des institutions coloniales face à cette nouvelle situation et l'émergence de nouvelles catégories et conditions sociales, indiquent encore une autre tendance : la consolidation d'une société métisse qui cherche à s'affranchir du projet colonial pour, dès lors, établir un chemin autonome par rapport au contrôle exercé au Rio de Janeiro et à Lisbonne. Ainsi, la temporalité du projet politique de Lisbonne cède progressivement la place aux événements qui ont lieu dans le temps présent des mines de Goiás, marqués notamment par l'affirmation progressive d'une société originale où prédomine la présence d'une population métisse.

#### 8.1.2 Les hommes métis de Goiás et l'accès aux pouvoirs de l'Empire

En ces temps de mutation, de transition, de nouveaux comportements et opportunités s'annoncent. Ainsi, c'est « dans l'émergence des interstices », d'après le cadre proposé par Homi Bhabha, « à l'intérieur des prétentions concurrentes »<sup>886</sup>, que

<sup>886</sup> Homi K. Bhabha, *O local da Cultura*, Belo Horizonte : UFMG, 2005, p. 20.

sont négociés de nouvelles stratégies de participation politique, de revendication ou d'acquisition de pouvoir. C'est également depuis une perspective interstitielle, dans un entre-lieu, dans l'entre-deux d'une condition métisse – ni blanc, ni noir, ni Indien – que les hommes *pardos* de Goiás réclameront leur accès aux pouvoirs institutionnels de l'Empire, c'est-à-dire leur participation au projet politique de Lisbonne. Conséquence de cette nature métisse de la nouvelle société, ils vont suggérer un mouvement d'éloignement par rapport au monde ébauché en Amérique par l'Ancien Régime portugais au moyen de nouvelles hiérarchies admettant la présence conjointe des noirs, des blancs et des Indiens.

Dépourvus d'espace spécifique au sein de cette société, ils ont été toujours traités comme des exclus et des persécutés auprès des ministres de la Couronne. L'*ouvidor* général du district, Antônio da Cunha Sotomaior, fait des références par deux fois aux mulâtres de mines de Goiás. La première se situe en 1757, durant laquelle, pour faire face aux protestations des officiers de la *Camara* – qui accusent les hommes blancs de perpétrer et d'ordonner, ils aussi, la pratique de délits et de crimes – il interdit la vente d'armes, de plomb et de poudre aux Noirs et aux mulâtres<sup>887</sup>. Peu après, en 1758, il écrit au Secrétaire d'État de la Marine et d'Outre-mer, Tome Joaquim da Costa Real, réitérant sa suggestion quant à la nécessité de faire pendre les noirs et les mulâtres habitant à Goiás<sup>888</sup>.

Un autre exemple réside dans la création de huit compagnies militaires d'hommes *pardos* dans la Capitainerie de Goiás, par le gouverneur José de Almeida Vasconcelos. Dans son rapport de fin de mandat, il énumère deux raisons favorables à l'organisation des forces militaires : tout d'abord, la « défense de l'État » et, en second lieu, se remémorant le caractère violent et coercitif du recrutement militaire, il mentionne la nécessité de « préserver cette qualité de gens [les *pardos*] dans la nécessaire soumission »<sup>889</sup>. En dépit de l'intention d'Almeida de Vasconcelos de conserver son autorité sur les hommes *pardos* de la Capitainerie, envisageant les encadrer dans une hiérarchie qui assureraient le bon cheminement de l'ordre colonial, la création de ces compagnies militaires a conféré une certaine distinction sociale et un prestige à ces individus.

---

<sup>887</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 14, D. 855.

<sup>888</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 15, D. 886.

<sup>889</sup> José Martins Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás, op. cit.*, p. 224-225.

Quelques années plus tard, en 1785, les officiers du *Senado da Camara* de Vila Boa ont écrit à la reine, Maria I, concernant les critères pour le choix des membres d'un possible gouvernement provisoire dans la Capitainerie, en cas d'absence ou mort du gouverneur, et en vertu de la loi de succession du 2 décembre 1770. Comme cette dernière détermine la participation de l'officier militaire du plus ancien grade dans le gouvernement provisoire, ils signalent à la reine qu'au cas où une éventuelle nomination des trois autorités du district intervenait, l'un d'entre eux reviendrait à un Colonel mulâtre du « Régiment des mulâtres ». En effet, en fonction de la couleur de leur peau – leur « qualité » - les officiers municipaux, basé sur l'ordre royal de 27 janvier 1726, qui interdit l'entrée de mulâtres dans le *Senado da Camara*<sup>890</sup>, demandent leur exclusion de la liste des probables membres d'un gouvernement provisoire.

En fait, si le discours des officiers municipaux dénonce le lieu – ou le non-lieu – dans lequel devait rester les hommes *pardos* au sein des cadres politiques de l'Empire, il révèle, en revanche, une préoccupation concernant l'avancement progressif de la population métisse, qui amplifie leurs chances de participer à des espaces de pouvoir politique dans la Capitainerie. Par conséquent, face à cette tendance perceptible, c'est le *Senado da Camara* lui-même qui cherche à imposer des résistances à leur montée en puissance.

## 8.2 Les relations verticales : stratégies d'ascension politique et social

Toutefois, il ne pas sans raison l'opposition des membres de la *Camara* aux demandes des hommes *pardos*. Leur croissance numérique, accompagnée par l'amplification de leur importance et de leur prestige, semble stimuler l'utilisation de stratégies d'ascension sociale et, en même temps, entretenir les résistances face à leur montée en puissance. Insérée dans les réseaux des clientèles locales, la capacité d'action mis en pratique par les noirs affranchis et les hommes *pardos* révèle toute la dynamique et la versatilité du tissu social des mines de Goiás.

Dans la hiérarchie des pouvoirs, ils font usage de relations verticales entre des individus de différentes couches sociales, échafaudant une tactique de

---

<sup>890</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 36, D. 2195.



renforcement politique de leurs intérêts et leurs aspirations. Par ailleurs, il y a un impératif qu'ils partagent avec les groupes politiques locaux et les autorités coloniales : la nécessité d'établir des liens sociaux et politiques, non seulement au sein du même groupe, mais surtout entre des personnes qui n'appartiennent pas au même groupe socio-économique. Bien évidemment, les stratégies politiques impliquant la population noire et *parda* libre adoptées par les gouverneurs de la Capitainerie tournaient au profit des autorités de la Couronne. Les exemples abondent.

Quoique l'existence de ces relations verticales soit très commune tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle, le gouvernement de Luis da Cunha Meneses demeure exemplaire de ce point de vue. Ses initiatives cherchent à établir des connexions et des alliances visant à se renforcer vis-à-vis des opposants politiques : l'attention particulière aux compagnies militaires des hommes *pardos*, élargissant leur prestige, enracine son pouvoir sur tout le territoire de la Capitainerie ; les audiences publiques hebdomadaires, qui ont conquis la sympathie de la population locale ; l'intervention et la médiation dans les relations entre maîtres et esclaves, à l'instar d'un processus dans lequel il intervient pour faciliter l'affranchissement d'une femme noire « à des prix équitables » ; la protection au droit de la succession d'une orpheline, fille mulâtre d'un lieutenant-colonel ; une procédure contre un propriétaire d'esclaves envisageant d'empêcher la séparation d'un couple de noirs, vendus séparément ; ou, même, l'aide à deux officiers militaires *pardos* accusés de meurtre<sup>891</sup>. Bien que cette stratégie peut élargir leurs alliances avec la population, elle mène les représentant de la Couronne dans une trajectoire de collision avec d'autres élites et d'autres autorités, à l'exemple de l'*ouvidor* général ou du capitaine-majeur de Vila Boa de Goiás, du clergé ou des officiers municipaux, qui très souvent l'accusent de manquer de respect aux instances locales de pouvoir et, également, de favoriser, excessivement, leurs protégés<sup>892</sup>.

Il faut toujours souligner que les initiatives prises par les gouverneurs ne constituent pas simplement des stratégies spontanées envisageant de séduire les

---

<sup>891</sup> Voir, plus spécifiquement, au sujet du gouvernement de Luis da Cunha Meneses à Goiás, João Paulo da Silva Aparício, *Governar no Brasil colonial : a administração de Luiz da Cunha Menezes nas capitanias de Goiás (1779-1783) e de Minas Gerais (1783-1788)*. Mestrado : Histoire : Lisbonne : Université de Lisbonne, 1998 et Paulo Bertran, *Notícia Geral da Capitania de Goiás em 1783*, 2 tomes, Goiânia/Brasília : Solo, 1997.

<sup>892</sup> Cf. Márcio de Sousa Soares, *Pretos e pardos na fronteira do Império : hierarquias e mobilidade social de libertos na Capitania de Goiás (século XVIII)*. IV Seminário de Pesquisa do Instituto de Ciências da Sociedade e Desenvolvimento Regional, UFF, Rio de Janeiro : Campos dos Goytacazes, 2010.

groupes de noirs affranchis ou de *pardos* libres en fonction, mais procèdent davantage du renforcement de leur position politique personnelle. Il s'agit, effectivement, d'une véritable voie à double sens, indispensable dans le jeu des alliances qui garantissent la survie des groupes et la prééminence des multiples intérêts dans le champ politique de mines. Alors, la véritable nature de ces liens verticaux ne doit pas être comprise comme une faiblesse des groupes et des individus métis, alléchés délibérément par la volonté de gouverneurs qui seraient hypothétiquement revêtus d'une autorité exceptionnelle.

Bien au contraire, l'ascension sociale de la population métisse, avec ses acteurs et ses protagonistes, a imposé progressivement la nécessité de la considérer comme essentielle dans la construction des relations et des espaces politiques, inspirant les stratégies adoptées par les autorités coloniales face aux difficultés qu'ils trouvaient sur le terrain. Dès lors, les relations verticales établies entre les différents segments socio-économiques doivent être compris comme des réponses individuelles face à aux situations de changements qui se présentent<sup>893</sup>. Dans ce moment particulier de mutation, la population métisse émergente élabore, elle aussi, des stratégies qui visent à occuper les fissures dans le tissu social et politique dans le but de protéger leurs propres intérêts.

### 8.3 La résistance au pouvoir des hommes métis

Ainsi, au début du XIXe siècle, la pression des hommes *pardos* contre les interdictions dérivées des statuts de noblesse traditionnel s'amplifie, en se basant essentiellement contre l'idée de pureté du sang, entraînant une redéfinition de la législation et des coutumes qui garantissaient la stabilité des frontières hiérarchiques et des mécanismes restreignant leur participation aux instances de pouvoir et décision de la Capitainerie<sup>894</sup>. Trois cas liés à des conflits politiques impliquant les instances de pouvoir et les autorités locales sont caractéristiques de cette dynamique.

---

<sup>893</sup> Pilar Ponce Leiva, Versatilidad social y poderes múltiples en la América colonial, *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [en ligne]. 2007 [réf. du 6 février 2007]. Disponible sur : <http://nuevomundo.revues.org/document3231.html>.

<sup>894</sup> Márcio de Sousa Soares, Pretos e pardos na fronteira do Império : hierarquias e mobilidade social de libertos na Capitania de Goiás, *op. cit.*, p. 11.

En mars 1803, les officiers du *Senado da Camara* de Vila Boa font part de leurs inquiétudes au Prince Régent vis-à-vis du mouvement des hommes *pardos* qui voulaient occuper des charges honorifiques auprès de l'administration coloniale, consacrée exclusivement aux hommes blancs de sang pur. Contre les attentes des officiers municipaux, ils comptaient sur le soutien du gouverneur João Manoel de Menezes, accusé de protéger des noirs et des mulâtres captifs<sup>895</sup>. Effectivement, ils dénonçaient la désignation – par décision du gouverneur – du mulâtre Antonio José Vidal de Ataíde au poste d'adjoint de notaire de Vila Boa. Pour justifier son initiative, Manoel de Menezes alléguait de la validité et l'application, dans les mines de Goiás, de la Loi du 16 janvier 1773 permettant aux descendants des esclaves nés après cette date, de profiter des « offices, honneurs et dignités » au Portugal et dans l'Algarves. Les membres de la *Camara* avertissent le Prince Régent qu'après la manifestation favorable du gouverneur sur « ladite Loi », « les mulâtres de toute la Capitainerie » ont la prétention d'être « égaux en honneurs, offices et dignité » vis-à-vis des hommes blancs<sup>896</sup>.

Quoi qu'il en soit, dans ce cas précis et même avec la sévère résistance destinée à empêcher le mulâtre Vidal de Ataíde d'occuper le poste prétendu, cet événement engendre l'approfondissement et le renforcement des actions et des stratégies mises en place par les hommes *pardos*, dont les tentatives eurent été impossibles dans un passé encore récent.

Nonobstant, dans la même lettre, les membres du *Senado da Camara* alertent également le Prince sur une controverse concernant l'élection de l'officier municipal João Pedro da Cunha. Comme son nom avait été placé dans la liste des élus « par erreur », les officiers de la *Camara* n'ont pas admis qu'il prenne possession du poste de *vereador*, en raison de son mariage avec une mulâtre de second degré. En tant que conseiller municipal élu, il a cherché la protection du gouverneur, lequel avait la prétention de « s'immiscer dans la juridiction de la *Camara* ». Dans le même temps, Pedro da Cunha a fait appel à l'*ouvidor* général, avec l'objectif de renverser la décision du *Senado da Camara*. Ce cas a provoqué un grand murmure à Vila Boa de Goiás, en stimulant la réaction des « mulâtres » qui ont profité de l'occasion pour «

---

<sup>895</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 45, D. 2650.

<sup>896</sup> *Ibid.*

faire des rassemblements »<sup>897</sup>, amplifiant les effets de l'événement. En fait, comme les officiers de la *Camara* ne pouvaient pas empêcher l'ascension sociale des hommes *pardos*, ils cherchaient à contrecarrer leurs prétentions à occuper les charges et les offices d'honneur de la monarchie, auparavant destinées uniquement à une élite d'hommes blancs.

En fait, les craintes des officiers du *Senado da Camara* n'étaient pas sans fondement. Habités depuis des décennies à l'obéissance des artisans, des travailleurs et des élites militaires de Goiás, ils voient leur autorité contestée et, plus encore, ils se sentaient menacés vis-à-vis de leurs propres charges et positions sociales par la montée en puissance des groupes métis, de plus en plus présents au sein des instances dirigeantes de la société. Une lettre adressée au Prince Régent par les hommes *pardos* de Vila Boa, en février 1803, occupait tout spécialement l'esprit des officiers du *Senado da Camara*.

Véritable libelle en faveur de la population métisse, ce document révèle toute l'astuce et la conscience des hommes *pardos* quant à la mutation sociale en cours dans la Capitainerie de Goiás. Tout d'abord, se positionnant dans la condition de « vassaux humbles et fidèles », déclarant au roi du Portugal qu'ils ont été « obligés » par les circonstances de lui expliquer la situation, dans l'espoir d'une déclaration favorable à leur plus importante demande : le désir de voir reconnaître leurs « compétences » et « intelligence », et d'obtenir auprès de la Couronne l'autorisation royale pour accéder librement aux « charges de la République »<sup>898</sup>. Exposant l'importance des « hommes *pardos* nationaux », ils affirment être « les vassaux les plus utiles pour l'État dans cette colonie ». Ce sont eux qui, partenaires des quatre derniers gouverneurs de la Capitainerie (José de Almeida Vasconcelos, Luis da Cunha Meneses, Tristão da Cunha Meneses et João Manoel de Menezes), ont défendu « cette conquête » et protégé ces habitants contre les acharnés ennemis indigènes. Ce sont eux les premiers à reconnaître la route fluviale et commerciale vers la ville du Grão-Pará et, plus tard, à défendre la frontière du Mato Grosso, ayant été récompensés « avec beaucoup de satisfaction » par le gouverneur João Manoel de Menezes. C'est sont eux qui ont descendu le fleuve du Peixe pour mettre en place le nouveau

---

<sup>897</sup> *Ibid.*

<sup>898</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 47, D. 2700.

*registro*<sup>899</sup> dans la région de São João das Duas Barras. En outre, obéissant à la « voix du gouverneur », ils se sont toujours enrégimentés, en uniformes et disciplinés, « prêt à l'action » et au « service de Votre Altesse »<sup>900</sup>.

Malgré tout cela, ils « sont traités avec mépris ». Même avec les décorations militaires, l'« intelligence, la capacité et la bonne instruction » que beaucoup d'entre eux ont pour servir « tout emploi de la République », ils ont été désapprouvées dans leurs revendications. Pour renforcer leur argumentation, ils invoquent en exemple le cas de Francisco Jose Raimundo. Comme il avait acheté le poste de notaire du *julgado* de Conceição, il a eu sa prétention censurée mais a pris ses fonctions grâce à l'intervention de l'ex-gouverneur Tristão da Cunha Meneses. Dans des circonstances similaires, ils racontent ce qui s'est passé avec Antonio Jose Vidal qui revendiquait le poste de notaire disponible à Vila Boa de Goiás. Alléguant de la violation de la loi susmentionnée de 1773, promulguée par le roi José I, ils affirment que « certains magistrats désabusés » ont fait une interprétation différente, restreignant son applicabilité au royaume et dans la région de l'Algarves. « Et qui seront-ils, sérénissime Seigneur ? » Qui seront-ils, demandent au monarque, les magistrats désabusés qui interfèrent dans l'exécution d'une loi promulguée par le roi du Portugal ? Le contenu de leur question semble préparer le chemin pour une révélation pleine d'indignation et de surprise. Tout suite après, ils pointent les coupables : c'est « le corps de la *Camara* de cette Vila » qui, « conseillé par des hommes plein de fanatisme et des ennemis capitales de l'humanité », aurait,

---

<sup>899</sup> Une espèce de douanes établie à la marge des voies fluviales et terrestres, administrée directement par la Couronne portugaise ou par des entrepreneurs. Les *Registros* et *Contagens* n'étaient pas des nouvelles institutions dans l'Amérique. Certaines avaient déjà été établies dans des mines et dans des ports, avec pour objectif de fiscaliser le recouvrement du *quinto* et pour combattre la contrebande du bétail qui venait de Bahia, durant les premières années de la ruée vers l'or. À cette époque ces institutions étaient régies par les paulistes les plus puissants. Dans Goiás, pendant le XVIIIe siècle pratiquement toutes les routes principales et les chemins d'accès ont été sous la tutelle d'un ou plusieurs *Registros*. Les *Contagens* étaient de *Registros* spécialisés dans le recouvrement du tribut sur les animaux qui transitaient d'une Capitainerie à l'autre. Cette expression, cependant, est devenue commune à Goiás, où il y avait presque deux dizaines de *Contagens*. Le système d'enregistrement des entrées a été déployé dans le Minas Gerais depuis 1716 ; dans Goiás, les premiers ont été installés en 1732 ; à São Paulo, depuis 1721, dans les mines du Paranapanema. Sur les collecteurs insérés dans la machine administrative et tributaire de la province de Goiás au XIX siècle, voir Ana Cláudia Alves de Aquino Garcia, *Tropeiros e Coletores : a passagem das tropas pelas coletorias de Goiás (século XIX), I Seminário de Pesquisa da Pós-Graduação em História - UFG/UCG* [en ligne]. Septembre 2008. [réf. du 16 août 2011]. Disponible sur : [http://www.ufg.br/this2/uploads/files/112/05\\_AnaClaudiaGarcia\\_TropeirosECOletores.pdf](http://www.ufg.br/this2/uploads/files/112/05_AnaClaudiaGarcia_TropeirosECOletores.pdf)

<sup>900</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 47, D. 2700.

paradoxalement, utilisé un procédé de mauvaise foi pour dénigrer l'image des hommes *pardos* auprès de la Cour et du roi du Portugal. Ainsi, les officiers du *Senado da Camara*, se basant sur une Lettre royale daté de 1726, seraient arrivés à l'absurdité de « rejeter comme conseiller municipal le capitaine des Ordonnances João Pedro da Cunha », qui, quoique blanc, épousa une « *morena* » (une mulâtre), tous les deux fils de familles illustres de la Capitainerie<sup>901</sup>.

Malgré le fait qu'ils aient toujours habité « dans cette Colonie », ils sont traités « avec mépris », seulement « habilités » pour réaliser des explorations, être militaires, fournir des aides et services quand cela est nécessaire, « en plus de la conservation de cette [région de] conquête ». Pourtant, ils sont quand même si « heureux avec leur chance », « sous la protection et la vassalité de Votre Altesse royale ». Par conséquent, en se basant sur une abondante législation et sur quelques privilèges accordés par le monarque, y compris « en faveur des métis de l'Inde », ils supplient, comme des « vassaux fidèles », « flagellés des violences et du mépris avec lesquels ils sont traités dans cette Colonie », tandis que « fidèles défenseurs de cette conquête » et « intelligents pour tout emploi auxquels ils se proposent », que le Prince Régent informe les officiers de la *Camara* de Vila Boa en ce qui concerne les droits des hommes *pardos*, « objets » de leur correspondance<sup>902</sup>.

En fait, ce que ces hommes mulâtres revendiquent, malgré leur « défaut de couleur », c'est le droit des véritables conquérants. Comme le soutient très bien Laurent Vidal, « Ces défenseurs de la cité se plaignent en somme de ne pas avoir droit de cité »<sup>903</sup>. D'ailleurs, plus de quatre-vingts personnes signent le bas du document. Fait intéressant, ils le signent de Vila Boa de Sant'Anna en rachetant la mémoire de l'ancien *arraial* de Sant'Anna et en se présentant comme les seules et légitimes héritiers d'une société originelle, dans laquelle le pouvoir de la Couronne était encore naissant et Vila Boa de Goiás et le *Senado da Camara* encore inexistants.

Une année plus tard, les effets des arguments utilisés par les hommes *pardos* de Goiás sont nuls. En renforçant, une fois de plus, la position des officiers municipaux, le Conseil d'Outre-mer réuni à Lisbonne suggère la prudence au roi du Portugal. Rappelant que les *Camaras* des villes et des Vila s doivent être gouvernées

---

<sup>901</sup> *Ibid.*

<sup>902</sup> *Ibid.*

<sup>903</sup> Laurent Vidal, *Sous le masque du colonial*, *op. cit.*, p. 605.

par les *homens bons*, prudents et tournés vers le bien public, ils avertissent le monarque que l'« expérience » enseigne que les « américains *pardos* » manquent habituellement de toutes ces bonnes qualités.

Face aux mutations qui compromettent la bonne application du projet politique de Lisbonne, la Couronne impose une sérieuse résistance aux demandes des élites métisses de Goiás. Dans un moment qui exige beaucoup de prudence de la part de l'administration coloniale, les conseillers du roi recommandent la « suppression » de la « lettre » et du « nouveau système » proposé par les groupes métis émergents dans les mines de Goiás. Cette mesure, « indépendamment des examens ultérieurs ou d'informations », « serait la plus prudente et la plus conforme à la tranquillité nécessaire à la Capitainerie de Goiás et plus utile au bon service de Votre Altesse royale »<sup>904</sup>.

#### *8.4 La continuité et la vitalité du projet politique de Lisbonne*

Malgré les problèmes financiers et la crise finale du cycle de l'or, l'économie de la Capitainerie a été renouvelée peu à peu par la diversification des activités productives, l'intensification du commerce, de l'agriculture et de l'élevage. Nonobstant la rupture dans les structures économiques, on observe une indéniable vitalité dans le champ politique des mines de Goiás. En fait, le projet politique de Lisbonne survit à l'épuisement du modèle économique centré exclusivement sur la production minière.

Autrement dit, dans ce moment de mutation, s'il y a une rupture dans le plan des activités économiques est perceptible, en revanche, une continuité dans le champ des relations politiques perdure à Goiás. Au cours de la décennie de 1790, même en face des difficultés financières qui ont balayé les mines de Goiás, l'articulation et le contrôle sur un important réseau urbain a conféré des possibilités d'influence et de pouvoir tant pour les officiers de la Couronne que pour les élites politiques locales, notamment les membres du *Senado da Camara* de Vila Boa<sup>905</sup>.

---

<sup>904</sup> Doc. 2700.

<sup>905</sup> Fernando Lobo Lemes, Poder local e rede urbana nas minas de Goiás, *História*, 2009, numéro 1, v. 28, p. 381-413..

Ainsi, des mouvements de migration interne<sup>906</sup>, l'émergence de nouveaux chemins<sup>907</sup> et de nouveaux noyaux urbains<sup>908</sup> et l'intensification des services de communication – à travers la création d'un service de courrier – indiquaient, en même temps, une rénovation des intérêts économiques et financiers, mais surtout une réaction de Lisbonne – et, depuis 1808, du Rio de Janeiro – en fonction de la continuité des relations politiques et institutionnelles redéfinies par la Couronne. Sans solution de continuité, la structure juridique et administrative de la Capitainerie sera élargie dans les deux premières décennies du XIXe siècle, renforçant les relations de pouvoir local. En réponse aux insistantes demandes des autorités coloniales au cours de la seconde moitié du XVIIIe siècle – qui se plaignent des difficultés pour gouverner la Capitainerie en raison de la grande extension territoriale – et en accompagnant une tendance d'expansion des cadres institutionnels, la création de trois nouvelles institutions offrira un nouveau destin politique aux mines de Goiás.

#### 8.4.1 L'augmentation des cadres institutionnels

Tout d'abord, il faut considérer la création de l'institut du *juiz de fora*, en 1809<sup>909</sup>. En Amérique portugaise, depuis 1696, les *juizes de fora* ont été établis dans les grandes villes comme Rio de Janeiro, Bahia et Pernambouc. Ils étaient des magistrats de carrière nommés par le monarque, dont les responsabilités impliquent des interventions directes de la Couronne dans les activités des *senados da Camara*<sup>910</sup>. Intégrant l'imaginaire des autorités coloniales et conçue comme une solution à des problèmes d'ordre technique, politique, administratif ou encore culturel, l'institution du *juiz de fora* était presque toujours perçue comme une alternative aux juges ordinaires locaux, souvent considérés comme des ignorants inféodés aux intérêts des

---

<sup>906</sup> Comme le démontre l'exemple de la crise urbaine qui s'est abattue sur les arraiais de Pontal et du Carmo. Ce dernier a perdu la prérogative de chef-lieu du *julgado* au profit de Porto Real, dont la prospérité est liée à l'activité commerciale associée à la navigation du fleuve Tocantins. Cf. José Maria Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás*, op. cit., 284.

<sup>907</sup> À l'exemple de la nouvelle route reliant le nord de la Capitainerie au Rio de Janeiro. Cf. *Ibid.*

<sup>908</sup> Telles que les arraiais de São Pedro de Alcântara (1808), Anicuns (1816) et Catalão (1820). Cf. Leandro Mendes Rocha, *Atlas Histórico*, op. cit., p. 37.

<sup>909</sup> José Martins Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás*, op. cit., p. 283.

<sup>910</sup> Ronaldo Vainfas (Org.), *Dicionário do Brasil Colonial (1500-1808)*, op. cit., p. 338.



élites locales<sup>911</sup>. Malgré cela, la nomination des *juizes de fora* ne produisait pas toujours le résultat attendu par les ministres de la Couronne. Dans le royaume du Portugal est semblable. L'exemple de la ville de Viseu révèle l'action des *juizes de fora* intégré progressivement aux intérêts des élites locales, contre les abus commis par les autorités métropolitaines<sup>912</sup>.

Alors, dans Goiás, la présence de *juizes de fora* ne semble pas avoir intégré la liste des préoccupations des officiers du senado a *Camara* de Vila Boa, celle-ci ne semblant pas nuire à leurs intérêts. Bien au contraire, ce sont les *vereadores* qui demandent et défendent par deux fois, auprès du Prince Régent et du gouverneur Francisco de Assis Mascarenhas, l'« utilité » de la nomination d'un *juiz de fora* pour la Capitainerie. La première fois, en 1803, et la seconde fois, en 1804 soit avant la création du district (*le comarca*) de São João das Duas Barras<sup>913</sup>. En fait, la nomination de Manoel Ignacio de Mello e Souza comme premier *juiz de fora* dans les mines de Goiás, ne semble pas avoir menacé l'intérêt général des officiers du *Senado da Camara*. Ses activités se sont cantonnées aux litiges, contentieux et autres actes judiciaires locaux, auparavant sous la responsabilité des intendants<sup>914</sup>.

Deuxièmement, la division administrative de la Capitainerie, avec la préservation du district du Sud et la création du district du Nord, va redessiner l'organigramme administratif du gouvernement colonial à Goiás<sup>915</sup>. Depuis les années

---

<sup>911</sup>La demande de création de l'office de *juiz de fora* (juge venu dehors la Capitainerie) fait par le gouverneur José de Almeida Vasconcelos auprès du Secrétaire d'État de la Marine et d'Outre-mer, Martinho de Melo e Castro, en 1774, suit cette orientation. Son argument est basé sur l'idée que les juges ordinaires de la Capitainerie de Goiás, craignant les connaissances du corregidor, « pèchent plus par ignorance que par malice ». AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 27, D. 1754. Également une tendance similaire anime le discours du gouverneur Francisco de Assis Mascarenhas, en deux occasions. L'une, dans une lettre adressée au Prince Régent, écrit en janvier 1805, où il explique la nécessité de la création de l'office de *juiz de fora* face à la désorganisation dans laquelle se trouvait l'administration des revenus du *Senado da Camara* de Vila Boa. AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 49, D. 2787. Une deuxième occasion, durant laquelle il allègue que le *Senado da Camara* est composé de conseillers indolents et de juges « très ignorants », pour justifier, la création de office de *juiz de fora* dans les mines de Goiás, sur l'initiative du Prince Régent. Cf. José Martins Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás, op. cit.*, p. 283.

<sup>912</sup> Nuno Gonçalo Monteiro, Os concelhos e as comunidades, in : Antônio Manuel Hespanha (Dir.), *História de Portugal – O Antigo Regime (1620-1807)*, Lisbonne : Estampa, v. 4, 1993, p. 312.

<sup>913</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 45, D. 2646 et AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 48, D. 2774.

<sup>914</sup> José Martins Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás, op. cit.*, p. 283.

<sup>915</sup>À la même époque il y a eu d'importantes divisions dans l'administration ecclésiastique. Avec le démembrement de l'évêché du Pará, les paroisses, situées au nord de la Capitainerie, furent incorporés à la prélature de Goiás. Ainsi, le gouvernement ecclésiastique accompagne les réformes entreprises par le gouvernement politique. Selon Pereira de Alencastre, la division du Sud, comprenant neuf paroisses – trois d'entre eux pourvues par des prêtres collés, outre le prélat et vicaire de l'église matrice de Vila

1730, Vila Boa s'est constituée comme la seule Vila, siège d'une unique circonscription (le *comarca*) dans l'ensemble de la région des mines de Goiás. Toutefois, en raison de l'étendue du territoire de la Capitainerie, dont les limites sont les mêmes que celles du district, les difficultés imposées par les distances étaient à l'origine de plaintes fréquentes et de suggestions concernant la division juridique et administrative. Ainsi, après le transfert de la Cour de Lisbonne vers le Rio de Janeiro, le Prince Régent détermine, par le biais de la loi du 18 mars 1809, la création du district de São João das Duas Barras.

Troisièmement enfin, l'inauguration d'un nouveau district signifie, au sein de la structure administrative de l'Empire portugais, la création d'une circonscription de Justice de deuxième instance, l'institution d'une *vila* (le chef-lieu du district) et, par conséquent, la mise en place d'un *Senado da Camara*, par le biais de l'élection des juges ordinaires et des représentants politiques locaux. Ainsi, après la désignation de Joaquim Teotônio Segurado (*ex-ouvidor* du *comarca* de Goiás) pour servir comme premier *ouvidor* général et corregidor, le Prince Régent lui donne pour tâche de créer une nouvelle *vila*, le futur chef-lieu du *comarca* de São João das Duas Barras, signalant que la confluence des fleuves Araguaia et Tocantins, à l'extrémité nord de la Capitainerie, apparaît comme l'endroit idéal de fondation.

Un an plus tard, le 23 août 1810, Teotônio Segurado a délimité une aire dans la région définie par le Prince Régent, indiquant ainsi le point de la fondation de la Vila de São João das Duas Barras. Néanmoins, malgré l'insistance de la Couronne, la suggestion des habitants sur le nouveau district contre l'installation de la *vila* dans le site indiqué par le Prince Régent l'a emportée. Dans une position géographique inadéquate pour être le siège du *comarca*, le lieu choisi a été considéré éloigné et isolé des autres *arraiais*.

Alors, bien que la *vila* fût créée à la confluence de deux fleuves, les officiers municipaux élus, l'*ouvidor* général et les autorités locales ont maintenu le *julgado* de Natividade comme siège du district. Par conséquent, en raison des exigences des élites du lieu, et au regard d'une nouvelle loi datée de 25 février 1814, le Prince Régent demanda d'ériger une troisième *vila* dans la Capitainerie de Goiás.

---

Boa – a été intégrée par un vicaire général, un greffier et un promoteur. À son tour, la division du Nord, comptant onze paroisses, deux d'entre eux munies de vicaires collés, était dirigée par un vicaire général. Cf. José Martins Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás, op. cit.*, p. 290-313.

Plus au sud, en janvier 1815, dans la région central du district Nord et à proximité de l'*arraial* Barra da Palma, la levée du pilori et l'élection de nouveaux juges et des officiers du *Senado da Camara* ont marqué l'inauguration de la Vila de São João da Palma, nouveau chef-lieu du district de São João das Duas Barras.

Bien que Vila Boa préserve son statut de capitale, le *Senado da Camara* a réduit sa capacité d'influence sur les noyaux urbains transférés sous la juridiction du nouveau district. En fait, les *julgados* de Porto Real, Natividade, Conceição, Arraias, São Félix, Cavalcante, Traíras et Flores, demeurant sous la juridiction du district du Nord, ont été transférés au cercle des *arraiais* sous la domination de la Vila de São João da Palma. Mais l'hégémonie de Vila Boa de Goiás et des officiers de la *Camara* dans le champ politique de Goiás est demeurée inchangée. En 1818, Vila Boa est promue au statut de ville. Après 80 ans d'existence, la légitimité du *Senado da Camara* se trouvait consolidée, assurant l'exercice du pouvoir de ses membres sur le réseau urbain de Goiás.

Dans une perspective générale, ces événements illustrent très bien les changements structurels qui se produisent dans les mines de Goiás, au moment de la transition qui se noue à la charnière des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. À la suite d'une brusque rupture dans le champ économique interne – avec le crash du cycle de l'or – et face aux réflexes conditionnés par les événements extérieurs – notamment les effets divers causés par les mouvements de l'indépendance des États-Unis, la Révolution française et les guerres napoléoniennes – les initiatives de la Couronne indiquent la nécessité d'adaptation sur le plan de l'administration coloniale et l'adoption subséquente de nouvelles stratégies dans le contexte des relations politiques locales. Dans le champ politique, le collapsus de Lisbonne et le transfert de la famille royale vers le Rio de Janeiro, en 1808, imposent des changements dans le traitement des questions chroniques existantes au sein de l'espace colonial, avec des répercussions directes sur les mines de Goiás<sup>916</sup>. Durant ce processus, le projet

---

<sup>916</sup> Selon Batista Bicalho, « L'extension vers le Nouveau Monde du rôle de ville-cour européenne demeura, dans l'expérience du Rio de Janeiro, un cas unique, transformant la ville outre-mer et coloniale en première capitale extra-européenne de la civilisation occidentale ». Cf. Maria Fernanda Batista Bicalho, *A cidade do Rio de Janeiro e o sonho de uma capital americana : da visão de D. Luís da Cunha à sede do vice-reinado (1736-1763)*. *História* [en ligne]. 2011. [réf. du 16 août 2011]. Disponible sur : <http://www.scielo.br/pdf/his/v30n1/v30n1a03.pdf>. D'après Cristina Climaco, en 1808, le Brésil devient en réalité le siège de l'Empire. Le déplacement du centre politique et administratif entraîne la dislocation des organes d'exercice du pouvoir, des institutions administratives et de leurs archives. La restructuration de l'empire est mise en marche dès les premiers jours de l'arrivée à Rio de Janeiro. Les

politique de Lisbonne a subi de sévères adaptations. Dans cette période coloniale tardive, une ligne de plus en plus visible commence à scinder les structures et les événements qui ont marqué le premier siècle de l'histoire de Goiás – placé sous le signe de la première expansion européenne<sup>917</sup>, délimitée par le colonialisme portugais de l'ère moderne – par une deuxième étape de son développement historique. Pendant cette période très circonscrite, la rupture du statut colonial, l'émergence et la consolidation d'une société métisse et l'élargissement des espaces publics de discussion politique, conduisent à la coexistence conflictuelle des projets alternatifs et contradictoires, amplifiant les tensions dans le champ politique de Goiás. Depuis lors, les présupposés tacites qui gravitaient autour de la monarchie portugaise et de son projet politique pendant un siècle, semblent obsolètes. Ainsi, la prétendue unité dans les espaces de collaboration et de négociation qui a accordé la légitimité et a soutenu les projets de Lisbonne dans la société minière s'avère de plus en plus difficile, annonçant des ruptures dans le tissu politique et social de Goiás.

Mais le projet politique de Lisbonne dans les mines et la Capitainerie de Goiás a survécu, prolongeant les effets de sa constitution séculaire jusqu'à la fin de la troisième décennie du XIXe siècle. Au niveau local, malgré les événements de 1808 et le déménagement de la Cour portugaise à Rio de Janeiro, l'exercice du pouvoir et les pratiques politiques mises en place par le *Senado da Camara* préservent des codes de relations vis-à-vis du monarque établis sur le modèle de l'Ancien Régime portugais. À court terme, la révolution libérale de Porto en 1820<sup>918</sup> et ses soubresauts dans le

---

organes de l'administration centrale, indispensables à l'exercice du pouvoir, commencent à être (ré) établis dès le mois d'avril : le Conselho Supremo de Guerra (le 1er avril), Mesa do Desembargo do Paço (justice) et Mesa de Consciência e Ordens (domaine ecclésiastique et financier) (le 22 avril), Registo das Mercês (le 9 mai), Conselho Real da Fazenda (Finances) (le 28 juin), l'Erário Real (Trésor) (le 28 juin), l'Intendance Générale de la Police de la Cour (le 10 mai), la Casa da Suplicação do Brasil (cour suprême de justice) (le 10 mai), la Junte du Commerce, de l'Agriculture, de l'Industrie et de la Navigation du Brésil (23 août) et finalement la Banque du Brésil (12 octobre). Les structures politico-administratives et judiciaires mises en place créent un nouveau modèle de gouvernement et introduisent un changement de taille dans le mode de gouvernement, mettant un terme au système des vice-rois et établissant un pouvoir exercé directement sur l'ensemble du territoire par le titulaire de la monarchie à partir de Rio de Janeiro. Cf. Cristina Climaco, *En amont d'une indépendance. Les relations entre Lisbonne et Rio de Janeiro, 1807-1822, Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM* [en ligne]. 2010 [réf. du août 2011]. Disponible sur : <http://alhim.revues.org/index3552.html>.

<sup>917</sup> Luiz Felipe de Alencastro, *Le versant brésilien de l'Atlantique-Sud : 1550-1850*, *op. cit.*, p. 380.

<sup>918</sup> Influencée par la Révolution libérale en Espagne du 1er Janvier 1820, une révolution libérale a commencé à Porto, se répandant rapidement dans plusieurs autres villes du Portugal, jusqu'à la révolte de Lisbonne son point culminant. Les révolutionnaires ont exigé le retour immédiat de la cour royale au Portugal, afin de restaurer la dignité métropolitaine. En fait, la révolution libérale de 1820 a non seulement forcé le retour du roi, mais elle a également exigé qu'une monarchie constitutionnelle soit

royaume et les territoires d'Outre-mer, ne changent pas les rouages essentiels de représentation basés sur le fonctionnement des *Camaras* municipales au sein du continent américain. Même l'indépendance du Brésil, en 1822, n'a pas interrompu immédiatement le fonctionnement vertueux du *Senado da Camara*. Bien au contraire, il était le sommet sur lequel était assis le processus de légitimation du pouvoir de l'empereur, qui rendait le Brésil indépendant<sup>919</sup>. Cette vitalité a assuré la continuité institutionnelle et le repositionnement des officiers municipaux durant le processus de rupture entre le Brésil et le Portugal. En utilisant de « vieilles pratiques », le *Senado da Camara* « redimensionna son importance », « célébrant avec le Prince un pacte modelé par la monarchie constitutionnelle »<sup>920</sup>. Ironiquement, les pratiques du passé ont été rendues possible grâce à la participation du *Senado da Camara*, combinées avec les stratégies émanant du cercle politique du Prince Régent et, peu de temps après, de l'empereur, qui armaient et tissaient une rupture historique entre la monarchie absolutiste de la maison de Bragance et l'avènement d'un contrat absolument nouveau, fondé sur des principes libéraux, qui subvertissent, à l'origine, le pouvoir et le rôle du roi du Portugal.

### 8.5 La dynamique politique locale et l'Indépendance à Goiás

---

mise en place au Portugal. Les révolutionnaires ont également cherché à rétablir l'exclusivité portugaise dans le commerce avec le Brésil, le retour du Brésil au statut de colonie – officiellement pour être réduite à une "Principauté du Brésil" au lieu du Royaume du Brésil – dans lequel il avait été cantonné ces cinq derniers années. Le royaume du Brésil avait été légalement mis sur un pied d'égalité, une partie intégrante du Royaume-Uni du Portugal, du Brésil et des Algarves. Les révolutionnaires ont organisé l'élection d'une assemblée constituante qui a débattu de la nature du futur gouvernement. Après le retour au Portugal de Jean VI en 1821, son héritier Pedro devint régent du Royaume du Brésil. Suite à une série d'événements politiques, le Brésil a déclaré son indépendance vis-à-vis du Portugal le 7 septembre 1822. Le 12 octobre 1822, Pedro a été salué comme le premier empereur du Brésil. Il fut couronné le 1er Décembre 1822. Le Portugal a reconnu la souveraineté du Brésil en 1825. Sobre a Revolução do Porto voir Luís A. de Oliveira Ramos, *História do Porto*, Porto : Porto Editora, 2000 et João Andrade, *A Revolução de 1820 : a conspiração*, Porto : Porto Editora, 1983. Sur les effets de la Révolution Libérale dans le Brésil voir Emília Viotti da Costa, *Da Monarquia à República: momentos decisivos*, São Paulo : Unesp, 2007.

<sup>919</sup>Revoyant les relations entre le Brésil et le Portugal depuis la transmigration de la Cour portugaise à Rio de Janeiro en 1808, Carvalho Souza parcourt le processus de conquête de l'autonomie politique, l'implantation de l'État impérial et l'érosion politique qui conduit à l'abdication de Pedro I. Dans cette conjoncture, l'auteur met en évidence l'importance des *Camaras municipais* dans le mouvement d'adhésion des communautés locales au projet impérial. Ce sont elles qui garantissent la légitimité du pouvoir de Pedro I et la confirmation ultérieure d'un nouveau pacte de souveraineté basé sur un nouveau contrat, qui sert de fondement aux bases libérales et constitutionnelles de l'Empire du Brésil. Cf. Iara Lis Carvalho Souza, *Pátria Coroada. O Brasil como corpo político autônomo (1780-1831)*, São Paulo : Unesp, 1999.

<sup>920</sup> *Ibid*, p. 147.

Dans Goiás, les choses n'ont pas été différentes. Le *Senado da Camara* s'est constitué comme une base institutionnelle importante qui a conféré la légitimité nécessaire à la dynamique politique locale, menant le processus troublé de l'indépendance jusqu'à la rupture définitive du statut colonial et, finalement, la fondation de l'Empire du Brésil<sup>921</sup>. Depuis les premières répercussions du mouvement constitutionnel entamé dans la ville du Porto en 1820, le *Senado da Camara* prend le contrôle des procédures dans la ville de Goiás. Dans le sillage des décisions prises par le monarque siégeant à Rio de Janeiro et de son représentant principal dans la province de Goiás, le capitaine général et gouverneur Manoel Ignacio de Sampaio (1821-1822) c'est le *Senado da Camara* qui, le 26 avril 1821 – le jour même de l'embarquement du roi João VI vers Lisbonne – réunit solennellement des représentants ecclésiastiques, civils et militaires pour proclamer l'adhésion à la Cour de Lisbonne, prêter serment d'obéissance au roi et de loyauté envers la future Charte constitutionnelle. Puis, sous l'égide des officiers municipaux, le 7 août, les *juntas* électorales des paroisses de la province sont convoquées et les députés à la Cour constituante sont élus<sup>922</sup>.

Toutefois, dans ce processus d'effondrement du statut colonial, le projet de la Couronne, qui envisage le destin d'un Royaume Uni du Portugal, du Brésil et d'Algarves, se heurte à des projets différents qui annoncent de nouvelles alternatives pour l'avenir, en anticipant les combats pour la prééminence des intérêts en jeu dans le champ politique de Goiás.

#### 8.5.1 Les combats dans la Ville : les embryons d'un gouvernement alternatif

---

<sup>921</sup> Il n'y a pas de nombreuses études sur le processus d'indépendance dans Goiás. Pour une vision plus large sur le sujet, voir essentiellement, José Martins Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás* (1863), Goiânia : Sudeco, 1979; Americano do Brasil, *Pela História de Goiás*, Goiânia : UFG, 1980; Maria do Espírito Santo Rosa Cavalcanti, *A Luta pela Emancipação do Norte Goiano*. Mestrado : História : UFG : Goiânia : 1990; Regina Lacerda, *A Independência em Goiás*, Goiânia : Oriente, 1972; Sérgio Paulo Moreyra, *O Processo de Independência em Goiás*, in *Dimensões 1822*, São Paulo : Perspectiva, 1972 et Tairone Zuliani de Macedo, *Sertão, Nação e Região – Cunha Matos e os dilemas do Brasil e de Goiás na primeira metade do século XIX*. Mestrado : História : Goiânia : UFG : 2003.

<sup>922</sup> José Martins Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás*, *op. cit.*, p. 350-351.

La nouvelle du retour de João VI – le monarque portugais convoqué par la Cour réunie à Lisbonne – atteint Goiás en juin 1821 seulement, soit en plein processus de préparation des juntas électorales, stimulant les conflits latents entre les acteurs politiques locaux. La vague des réformes libérales proclamées par la Cour de Lisbonne, des ecclésiastiques, des militaires – essentiellement métis – et conduite par le prêtre Luiz Bartholomeu Marques, cherche à accélérer la destitution des pouvoirs coloniaux dans la province de Goiás. Ce dernier, accusé par le gouverneur Ignacio de Sampaio de défendre l'idée qu'« aucune personne » ne pourrait être nommé commissaire ou électeur des députés pour la Cour « sans être un naturel de Goiás »<sup>923</sup>, encourageait la population à se montrer hostile envers les candidats nommés par le gouverneur. En effet, dans un véritable pamphlet contre Ignacio de Sampaio, publié par la typographie Moreira et Garcez en novembre 1821 à Rio de Janeiro, Bartholomeu Marques dénonçait les nominations du vicaire-général de la prélature, Luiz Antônio da Silva e Sousa et de l'*ouvidor* général du district de São João das Duas Barras, Joaquim Teotônio Segurado, stigmatisant l'ingérence du gouverneur, qui en pratique les nomma, méprisant totalement le processus électoral. Ce fait se trouve confirmé plus tard par Teotônio Segurado dans une lettre adressée à la Commission des affaires publiques du Brésil, dans laquelle il affirme que, même avant l'élection des députés, le gouverneur « les avait déjà désignés » et qu'« en effet », ajoute-il, « ces mêmes personnes ont été élues »<sup>924</sup>. Observée attentivement par les habitants de la ville de Goiás, la dispute gagnait en importance jour après jour. L'arrivée des nouvelles sur l'installation d'un gouvernement provisoire dans la province de São Paulo et sa désapprobation par Ignacio de Sampaio ont achevé d'exaspérer les esprits.

En revanche, accusé d'avoir prêté serment « hypocritement » à la Constitution de la Cour de Lisbonne, « prenant le masque constitutionnel pour tromper les peuples »<sup>925</sup>, Ignacio de Sampaio, de plus en plus associé à la domination coloniale exercée par le Portugal, se défendait. Selon lui, fort du soutien de « presque tous les autres clercs », Bartholomeu Marques voulait occuper le poste de gouverneur de la prélature, en remplaçant le prêtre Luiz Antônio da Silva e Sousa. Face à cette

---

<sup>923</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 56, D. 2940.

<sup>924</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 56, D. 2943.

<sup>925</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 56, D. 2945.

accusation, Bartholomeu Marques contre-attaque. Il affirme que le gouverneur aurait appuyé la nomination d'un autre prêtre du district de São João das Duas Barras et que la seule façon de contrecarrer cette indication consisterait à installer un gouvernement provisoire dans la Capitainerie de Goiás. Selon le gouverneur, cet « incident » est simplement un prétexte pour que les « conspirateurs » mettent en action le « coup » qu'ils avaient planifié.

Depuis ce moment-là, les interprétations divergent, tant les événements qui ont eu lieu à Goiás et les instructions émises par la Cour à Lisbonne ont débouché sur une séquence d'intrigues qui ont fini par éveiller les esprits : des lettres et des brochures anonymes, des accusations, des peines de prisons, des « proclamations » officielles « déchirées et mises en morceaux », des dénonciations impliquant une « prostituée publique », des témoignages et des trahisons, alimentèrent les affrontements. Le conflit atteint son point culminant avec la révélation d'un plan qui aurait été élaboré par les ennemis du gouverneur Ignacio de Sampaio.

La stratégie, engageant des membres du clergé et des militaires de la capitale, consistait à envahir la caserne par les « conspirateurs » à la recherche d'armes et de poudre pour, ensuite, cambrioler les coffres de la *Real Fazenda*, dans le but d'installer un gouvernement provisoire, suivant en cela l'exemple des autres Capitaineries du Brésil. Pour encourager la délation et les mutineries, le groupe d'insatisfaits a promis d'augmenter les salaires de soldats, après la destitution du capitaine général et gouverneur de la Capitainerie<sup>926</sup>. Cherchant à freiner le mouvement favorable au gouvernement provisoire – qui, selon le prêtre Luiz Bartholomeu Marques, « n'est pas passé de l'intention au fait » – depuis la journée du 14 août, Ignacio de Sampaio déclara la guerre à ses ennemis. Il convoque les forces policières de la Capitainerie qui, « équipées de poudre et de balle », menacent de défoncer les portes et de procéder à des arrestations, tandis que l'*ouvidor* du district, Paulo Couceiro de Almeida Homem, ouvre une enquête dans laquelle il contraint des témoins à la délation. En outre, le gouverneur conserve des « espions » et des « rondes militaires » permanentes « en écoutant à travers les portes et fenêtres toutes les conversations et les mouvements »<sup>927</sup>. Sous une forte pression, les adversaires du

---

<sup>926</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 56, D. 2940.

<sup>927</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 56, D. 2945.



gouverneur sont intimidés et les plans relatifs à l'installation d'un gouvernement provisoire se dissipent.

#### 8.5.2 Le *Senado da Camara* et la légitimation du pouvoir monarchique

Nonobstant les méthodes employées par le gouverneur et la force militaire qui a soutenu leurs initiatives, c'est le *Senado da Camara* qui va assurer la légitimité de ses décisions. Réunis le 21 août 1821, les officiers de la *Camara* ont écrit à Ignacio de Sampaio, réaffirmant leur désir de maintenir le gouverneur dans le gouvernement, « tandis que par l'autre autorité compétente il n'en soit pas décidé autrement »<sup>928</sup>. Pour renforcer la position exprimée par la *Camara*, ils ont annexé deux documents à leur requête : une lettre signée par les officiers de la *Casa de Fundição* et une autre signée « par beaucoup de gens du peuple »<sup>929</sup>. Par ailleurs, le même jour dans l'après-midi, la « *Camara*, le clergé, la noblesse et le peuple » se réunissent dans la salle du gouvernement de la ville de Goiás. Ils ont insisté sur la nécessaire permanence du gouverneur et réitérer leur opposition à l'installation du gouvernement provisoire. Ils ont suggéré également que les « têtes du tumulte » soient expulsées « en dehors de la Capitainerie »<sup>930</sup>. Ensuite, l'assemblée a décidé, en vue d'assurer la « tranquillité publique de la ville », le bannissement des « conspirateurs », sous un délai des huit jours. Ainsi, le prêtre Luiz Bartholomeu Marques serait déplacé à une distance de cinquante lieues de Vila Boa, le prêtre Lucas Freire de Andrade quant à lui a offert volontairement de se retirer de la province de Goiás, le révérend José Cardozo de Mendonça verrait son activité de vicaire transférée vers l'*aldeia de Formiga e Duro* et le capitaine Francisco Xavier de Barros serait détaché pour le commandement du Registre de Santa Maria. Enfin, le capitaine Filipe Antônio Cardozo de Mendonça et le soldat et maître de recrues Felizardo Nazareth (qui étaient prisonniers) seraient remis en liberté pour que le premier se rendre vers sa ferme – distante cent-dix lieues de la ville de Goiás – et le second en direction du détachement de Lagoa Feia<sup>931</sup>.

---

<sup>928</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 56, D. 2940.

<sup>929</sup> *Ibid.*

<sup>930</sup> *Ibid.*

<sup>931</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 56, D. 2940 et AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 56, D. 2945.

Malgré les commentaires formulés par Luiz Bartholomeu Marques au sujet de l'astuce des expédients qui donnaient de la visibilité aux manifestations de soutien à Ignacio de Sampaio – comme la préparation de pétitions, obtenue grâce aux « agents » qui allaient de « porte-à-porte » « mendier des signatures », que personne n'osait refuser par « crainte des menaces » –, la contribution du *Senado da Camara* a été essentielle pour légitimer le pouvoir du représentant d'une monarchie affaiblie, aux prises avec l'instabilité générée par les événements.

Par l'effet d'une coïncidence apparente, la permanence d'Ignacio de Sampaio dans le gouvernement de la Capitainerie a seulement duré le temps durant lequel il a pu compter sur le soutien et la sympathie des officiers municipaux. À cet égard, un élément commun semble avoir contribué à la convergence momentanée des intérêts du gouverneur et de ceux des membres de la *Camara* : la répugnance envers les hommes métis de Goiás. Celle-ci transparait dans la description faite par le gouverneur au sujet de Luiz Bartholomeu Marques. « Ce prêtre », dit-il, « malgré sa très basse naissance et l'abondance de son sang africain », a occupé le poste de secrétaire du gouvernement et a eu l'*Habito da Ordem de Cristo*. En outre, il a occupé les postes de commissaire et sous-délégué de la Bulle de la Sainte Croisade, de procureur intérimaire de la Couronne et de membre de la *Junta da Real Fazenda*. « En raison de tous ces emplois », de l'« ascendance » qu'il avait sur le gouverneur antérieur et du « talent dont il est doué », continue Ignacio de Sampaio, « il a acquis beaucoup de partisans »<sup>932</sup>. Dans ce cas, l'ascension vertigineuse d'un métis de sang africain dans la structure administrative de la Capitainerie a été punie, postérieurement, avec la peine d'exil de la capitale de la province.

Après tout, même si les conditions politiques de la Capitainerie étaient absolument nouvelles, enveloppées dans un processus de turbulences jamais vu auparavant, les fondements qui ont stimulé les disputes et les intrigues ne se caractérisaient pas par des propositions de changements politiques radicaux dans la structure du pouvoir de la monarchie. Il n'y avait pas de discours, d'idées ou de réactions envisageant la séparation avec le Portugal et l'indépendance du Brésil. Dans une lettre adressée au Ministre Carlos Frederico de Caula, le 27 août, Ignacio de Sampaio a initialement mis en question les intentions des défenseurs d'un

---

<sup>932</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 56, D. 2940

gouvernement provisoire. « Je n'ai pas pu, cependant, savoir avec certitude » dit-il, « ce qui était le véritable esprit d'un éventuel gouvernement provisoire. Mais j'ai beaucoup d'idées qui tendent à peu près à la complète indépendance et la séparation du Royaume-Uni ». Cependant, à la fin de son raisonnement, le gouverneur impose des limites à ses pronostics, ajoutant que « peut-être même que les complices n'y ont pas encore pensé »<sup>933</sup>. Cela indique que l'action de ses adversaires semble davantage confinée autour d'une aversion locale du gouvernement, plutôt que sur un éventuel projet d'indépendance du Brésil. Dans la province de Goiás, il était encore trop tôt pour penser pragmatiquement, comme semble le supposer le gouverneur, à l'indépendance ou à la séparation du Royaume-Uni du Portugal. Dans ces circonstances, Ignacio de Sampaio trouvait encore l'aide et le soutien des officiers municipaux contre les idées et les discours libéraux utilisés comme des armes puissantes pour l'écarter, une fois pour toutes, du commandement de la Capitainerie.

Cependant, même si des doutes planaient sur les véritables intentions de leurs adversaires, l'expulsion des insurgés de la ville de Goiás a coûté au gouverneur une sévère réprimande de la part du Prince Régent. Il serait plus prudent de conserver « les turbulents sous leur surveillance immédiate », affirme le Prince, « que de les envoyer à l'intérieur, où ils vont inciter les peuples à la révolte »<sup>934</sup>. Certes, le Prince avait raison. La conséquence immédiate des événements ont montré que les faits qui ont eu lieu dans la capitale avaient des racines plus profondes et que l'ensemble de la Capitainerie était déjà contaminé.

### 8.5.3 Le gouvernement provisoire de São João das Duas Barras

Une fois les esprits apaisés quant à une éventuelle destitution du gouverneur, les symptômes de crise dans la région nord de la Capitainerie n'ont pas tardé à se manifester. Une quinzaine de jours après le départ des « anarchistes » de la ville de Goiás<sup>935</sup>, le 14 septembre 1821, un gouvernement provisoire a été installé

---

<sup>933</sup> *Ibid.*

<sup>934</sup> Avis recommandant de ne pas envoyer les hommes turbulents dans l'intérieur de la province. Palace du Rio de Janeiro, 16 novembre 1821. Citée en Tairone Zuliani de Macedo, *Sertão, Nação e Região*, op. cit., p. 35.

<sup>935</sup> José Martins Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás*, op. cit., p. 357.

dans le district de São João das Duas Barras, sous le commandement de l'*ouvidor* général Joaquim Teotônio Segurado. Bien que le chef-lieu du district était la Vila de São João da Palma, où était installé le *Senado da Camara*, l'*arraial* de Cavalcante a été choisie comme base du gouvernement provisoire. En fait, l'installation d'un gouvernement provisoire « en dehors de la capitale de la province » était un choix inhabituel, « une procédure nouvelle », comme l'admet Teotônio Segurado, qui crée une distance avec l'autorité du gouverneur de la Capitainerie. En plus, c'est un « motif d'admiration », selon le même Segurado, puisque, étant en « dehors de la capitale du district », elle constituait une irrévérence vis-à-vis de l'autorité du *Senado da Camara* de São João da Palma.

Alors, dans une lettre du 13 octobre 1821, adressée à la Commission spéciale des affaires publiques du Brésil, Teotônio Segurado, envisageait de « déchirer le voile de cette énigme », expliquant les raisons qui sont à l'origine de la création du gouvernement provisoire de Cavalcante. Tout d'abord, il affirme qu'il y a très peu de contacts avec la ville de Goiás, parce que depuis la création du district de São João das Duas Barras et de la Vila São João da Palma – certainement en raison de conflits qui ont marqué le processus de division de la Capitainerie – certaines de ses lettres ont été interceptées. Dès lors, il a décidé d'adopter d'autres moyens de communication avec le *comarca* de Goiás. Ainsi, les nouvelles venues du sud de la Capitainerie arrivent seulement de deux manières : par l'intermédiaire de personnes qui apportent des informations ou quand il se rend personnellement à la capitale.

Deuxièmement, il cherche à justifier ses procédures en fonction de l'analyse de la conjoncture politique, après une saison dans la capitale. Il affirme que le district de Goiás, à cause du comportement du gouverneur Ignacio de Sampaio, se montre « très proche du Prince Régent »<sup>936</sup>. La sympathie par rapport aux décisions prises à Rio de Janeiro, et l'ascension d'un « grand parti » « contre le Portugal », confirme son inclinaison en faveur de l'élaboration d'un « système » différent.

Pour lui, la grande étendue géographique de la province et les intenses relations commerciales du district du Nord avec le Bahia et le Pará – contrairement au district de Goiás davantage lié aux provinces du sud du Brésil – justifient l'adoption d'une orientation différente : « le district de Goiás a intérêt à suivre le

---

<sup>936</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 56, D. 2943.

système du Rio. Le district de Palma n'a d'autre intérêt », « il ne veut qu'embrasser » « leur légitime souverain », « il ne veut que la Constitution faite par la Cour qui se réunit à Lisbonne ». « Le district [du Nord] veut seulement », dit-il, « le système qui a accompagné le Bahia et le Pará, qui sont les seules provinces avec lesquelles il maintient des relations commerciales »<sup>937</sup>.

En outre, étant élu député, il fallait aller à Lisbonne. Pourtant, Teotonio Segurado hésitait face aux nouvelles qui pouvaient être fausses ou inexactes. Vulnérable face au cours des événements (en passant par l'*arraial* de Traíras, il a pris connaissance de la rumeur affirmant que le Rio de Janeiro a refusé d'envoyer des députés pour la Cour de Lisbonne), l'*ouvidor* Segurado se rendit compte que son absence laisserait le district de São João das Duas Barras impuissant. Plus que cela, en cas d'absence « au premier geste du Général de Goiás », cela veut dire, le gouverneur Ignacio de Sampaio, le district pourrait rejoindre le Rio de Janeiro et « s'écarter » de la « bonne cause, des devoirs et des intérêts », centrés, bien entendu, sur la conservation du pouvoir du monarque portugais et la loyauté vis-à-vis de la Cour de Lisbonne.

Finalement, il a décidé que « la seule façon de sauver la plupart du district » résiderait dans la création d'un « Gouvernement Provisoire indépendant de la capitale et de leur chef ». Enfin, dit-il, il n'a pas choisi la Vila de São João da Palma, « bien que chef-lieu du district », à cause de sa « grande facilité d'accès » et donc de sa « vulnérabilité », au contraire de l'*arraial* de Cavalcante, « entouré par des collines » qui lui offre un caractère plus sécurisé. Ainsi, l'*ouvidor* déclare dans sa lettre à la Commission des affaires publiques du Brésil, avoir installé le gouvernement provisoire dans cet environnement. Il se dit prêt à « être puni, s'il a commis des erreurs, ou à être entendu » s'il « a fait le bon choix, comme un bon portugais »<sup>938</sup>.

Après l'installation du gouvernement provisoire, les documents publiés par leurs membres indiquent les directives adoptées : dans le champ économique, l'abolition des tributes sur l'exportation du bétail et sur les activités agricoles est immédiate, de même que la suppression des taxes sur le papier timbré, sur l'importation de sel, du fer, de l'acier et des outils. Concernant l'accès au service

---

<sup>937</sup> *Ibid.*

<sup>938</sup> *Ibid.*

public, le gouvernement provisoire rompt avec les critères définis par la pureté du sang : « la vertu et la science » sont les attributs nécessaires et l'accès aux postes est ouvert à tous les hommes libres de la province. Du point de vue politique, chaque *julgado* doit indiquer un représentant au gouvernement provisoire, lesquelles décideront de l'installation de la capitale et du siège du gouvernement. Grâce à la formation d'une cavalerie et d'une infanterie, une force militaire est organisée<sup>939</sup>.

Alors, brandissant la «bannière de la liberté », les membres du gouvernement provisoire proposent de « secouer le joug » et de bannir « un être monstrueux qui s'appelle capitaine général »<sup>940</sup>. Le 24 septembre, dans une proclamation adressée aux habitants du district de Goiás, au sud de la province, ils leur lancent un défi : ces habitants sont les seules qui sont encore obligé de payer quatorze mille *cruzados* à un seul homme « qui gouverne contre la volonté du peuple ». « Vous avez le droit de l'expulser, et vous consentez encore qu'il continue à vous gouverner ? »<sup>941</sup>. Le ton menaçant contre le gouverneur Ignacio de Sampaio passait du discours aux actes, en prenant des contours plus radicales. Alors qu'ils proposaient la création d'un gouvernement provisoire dans le district Sud, ils préparaient une force militaire pour aider à « expulser le capitaine-général »<sup>942</sup>. Ensuite, ils ont chassé Manoel Ignacio de Sampaio des fonctions de gouverneur du district du Nord et ont procédé à la confiscation des revenus royaux destinés à la Ville de Goiás, la capitale de la province. Pereira de Alencastre énumère plus de quatre-vingts adhésions postérieures au gouvernement provisoire<sup>943</sup>.

#### 8.5.4 Les revers du gouvernement provisoire du Nord

Cependant, deux facteurs ont conditionné et ralenti les avancées du mouvement : le transfert du siège du gouvernement provisoire, en octobre 1821, vers l'*arraial* de Arraias puis vers celui de la Nativité a provoqué quelques défections, accentuées plus tard par l'absence de Joaquim Teotônio Segurado qui, le 6 janvier

---

<sup>939</sup> José Martins Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás, op. cit.*, p. 358.

<sup>940</sup> *Ibid.*

<sup>941</sup> *Ibid.*

<sup>942</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 56, D. 2943.

<sup>943</sup> José Martins Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás, op. cit.*, p. 361.

1822, est parti au Portugal, en tant que représentant du district du Nord à la Cour de Lisbonne<sup>944</sup>. Face au vide laissé par l'absence de Teotônio Segurado la situation des habitants du District de São João das Duas Barras se charge d'appréhension après le 9 janvier, avec la permanence du Prince régente au Brésil<sup>945</sup>.

Nonobstant la perspicacité des interprétations de Teotônio Segurado, qui a perçu une tendance à l'alignement avec le Prince Régent dans les provinces du sud du Brésil et, parallèlement, un rapprochement marqué avec João VI et la Cour de Lisbonne dans les provinces du Nord, l'année 1821 n'a pas provoqué de changements substantiels dans la situation au Brésil. Son voyage, toutefois, a laissé le gouvernement provisoire à la merci d'un projet opposé aux plans qu'il avait tracés : la cause du Brésil.

En fait, l'intuition politique de Teotônio Segurado avait des racines très solides dans l'histoire des relations politiques de l'Amérique. Pendant tout la période coloniale, les régions du littoral nord-est et du nord du Brésil ont subi, du point de vue géographique, une influence plus directe du Portugal que les autres parties de l'Amérique. La facilité de communication entre les provinces du Nord et Lisbonne ne stimulait pas la convivialité avec les régions du Sud. Ainsi, les relations directes avec le royaume et les échanges plus intenses circonscrits à certains espaces régionaux, ont facilité l'intégration des provinces du Nord en renforçant les liens politiques « tissés sous le regard vigilant de Lisbonne »<sup>946</sup>. Ce n'est pas un hasard si les premières Capitaineries brésiliennes à adhérer au mouvement constitutionnel de Porto sont celles du nord : le Pará, suivie de Bahia et Pernambouc, où le pouvoir est assumé par des juntas provisoires qui se placent sous l'égide directe de la Cour de Lisbonne<sup>947</sup>.

---

<sup>944</sup> Tairone Zuliani de Macedo, *Sertão, Nação e Região, op. cit.*, p. 70

<sup>945</sup> Après le transfert de la Couronne de Lisbonne au Rio de Janeiro, en 1808, et l'autonomie relative du Brésil au sein de l'Empire, la Cour portugaise réclame l'annulation de l'autonomie du Brésil, lorsqu'en 1820 la révolution espagnole contraint João VI à rentrer au Portugal en confiant la régence du Brésil à son fils Pedro. Ce dernier va bientôt être appelé à son tour au Portugal mais il refuse de s'exécuter et proclame le 9 janvier 1822 : « Si c'est pour le bien de tous et la félicité générale de la nation, dites au peuple que je reste ». Ce jour est connu comme O dia do Fico / Le jour du Je reste.

<sup>946</sup> Fernando Diégues, *A revolução Brasileira – O projeto político e a estratégia da Independência*, Rio de Janeiro : Objetiva, 2004, p. 167.

<sup>947</sup> Cristina Climaco, En amont d'une indépendance. Les relations entre Lisbonne et Rio de Janeiro, 1807-1822, Amérique Latine Histoire et Mémoire. *Les Cahiers ALHIM* [en ligne]. 2010 [réf. 13 août 2011]. Disponible sur : <http://alhim.revues.org/index3552.html>.

Dans ces circonstances, les conflits impliquant le processus d'indépendance ont eu une « base régionale », perceptibles dans la « composition multi-provinciale des troupes » et dans « la perméabilité des frontières », répondant conjointement aux demandes d'adhésion faites par le Prince. L'évaluation de Segurado était correcte lorsqu'il choisissait l'alignement du district de São João das Duas Barras avec les provinces de Bahia et du Pará. Ainsi, en plus des liens solides qu'il avait avec Lisbonne, il pilotait ses décisions grâce à une connaissance épurée de la conjoncture locale, considérant, effectivement, la proximité des intérêts économiques, les connexions géopolitiques et les affinités historiques de la région. Par conséquent, contre les procédures de Rio de Janeiro, les provinces du Nord et du Nord-est – y compris le district de São João das Duas Barras –tendaient à l'alignement avec Lisbonne.

Cependant, les plans de Segurado souffriront de sérieux revers. Durant le mois de décembre 1821, le Cour de Lisbonne détermine l'abolition de la Régence, le retour du Prince Pedro de Alcantara au Portugal, l'extinction des tribunaux de Rio de Janeiro et, en outre, la soumission de provinces brésiliennes à Lisbonne. La rupture entre le Rio de Janeiro et Lisbonne était inévitable. Le 9 janvier 1822, suite à un large mouvement d'émancipation impliquant principalement les provinces de São Paulo, Minas Gerais et Rio de Janeiro, le *Senado da Camara* de Rio de Janeiro envoie à Pedro de Alcantara un document avec plusieurs signatures exigeant sa présence au Brésil. Une réponse positive impliquait de lancer un défi résolu à la Cour de Lisbonne.

Effectivement, c'est dans ce contexte que les membres du gouvernement provisoire se sont engagés. En effet, l'exemple de Bahia était réel : le combat entre partisans et opposants de l'indépendance, intensifié depuis les affrontements du 20 février, a conduit à la défaite des « patriotes », contraints de quitter la capitale. À Goiás, ils avaient des raisons valables d'agir rapidement : avec l'adhésion de presque tous les *arraiais* du district, un décret du gouvernement provisoire déclare le district de São João das Duas Barras émancipé de la province de Goiás<sup>948</sup>.

#### 8.5.5 Un gouverneur démissionnaire : la Junte Administrative Intérimaire

---

<sup>948</sup> José Martins Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás, op. cit.*, p. 380.



Dans la Ville de Goiás le gouverneur Manoel Ignacio de Sampaio se tenaient informé des événements à travers des lettres envoyées par les dissidents du mouvement. Se sentant menacé dans la pérennité de sa fonction de gouverneur, il a convoqué dans les dépendances du *Senado da Camara* de la Ville de Goiás, les officiers municipaux, la noblesse et le peuple, dès qu'il a pris connaissance de l'installation du gouvernement provisoire à Cavalcante, les 29 et 30 septembre. Ensuite, le 1er octobre 1821, il écrit au Prince Régent, en l'informant de l'état d'agitation dans lequel se trouvait la province et élabore, dans le même temps, une « proclamation » publique dirigée contre les procédures adoptées dans le district de São João das Duas Barras.

Le 14 octobre, une correspondance adressée au sergent major de l'*arraial* de Meia Ponte illustre toute son indignation. Prévoyant une « guerre civile », en raison de la « diversité des opinions », il ordonne que les milices de Meia Ponte soient mises promptement en état de « combattre la rébellion insignifiante de Cavalcante »<sup>949</sup>.

Il est bon de rappeler que, à Rio de Janeiro, toujours au mois de septembre, le Prince Pedro Alcântara avait refusé d'embarquer pour le Portugal, contre la volonté de la Cour de Lisbonne, qui voyait dans son retour un moyen de raviver les anciens liens de dépendance coloniale avec le Brésil. Depuis lors, les réflexes indépendantistes traversaient les diverses provinces brésiliennes, avec des nuances plus ou moins radicales.

Ainsi, conscient des conflits qui ravageaient l'Amérique et se sentant impliqué dans la gravité de l'épisode qui avait lieu dans le district du Nord, Inácio de Sampaio semble chanceler. Soudain, il adopte une autre stratégie. Le 22 octobre, suivant la tendance initiée dans d'autres provinces, il écrit à l'*ouvidor* général de Goiás, Paulo Couceiro de Almeida Homem, et le questionne sur la possibilité d'appliquer, dans Goiás, l'Instruction du 21 août, par lequel le Prince Régent avait autorisé la création d'un gouvernement provisoire en Pernambouc.

Ainsi, en fonction de « circonstances critiques » et souhaitant éviter les « conséquences malheureuses de la Guerre Civile », il demande à Almeida Homem de convoquer « au plus vite la *Camara* de cette Capitale » avec pour objectif de décider

---

<sup>949</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 56, D. 2941.

de l'applicabilité de l'Instruction du Pernambouc à la province de Goiás<sup>950</sup>. Dans le même temps, il demande aux membres du *Senado da Camara* s' « ils trouvent cela équitable ». Alors, s'ils sont d'accord, qu'ils prennent les mesures pour la création d'un gouvernement provisoire. Une fois la date des élections actée pour le 3 novembre, les officiers municipaux, la « troupe, le clergé, la noblesse et le peuple » se sont réunis au siège de la *Camara*.

Toutefois, en raison des interprétations contradictoires de l'Instruction du 21 août et de son application dans Goiás et après quelques « brouilles » entre les officiers municipaux et des désaccords parmi les personnes qui auraient le droit de participer au processus électoral, la session a été interrompue bloquant l'élection des membres du prétendu gouvernement provisoire. Une semaine plus tard, l'aggravation de la crise apparaît patente. Fait symptomatique, le 11 décembre, Inácio de Sampaio accuse le *Senado da Camara* d'être responsable de l'échec de l'élection<sup>951</sup>. Ensuite, l'arrivée du *juiz de fora* Manoel Antônio Galvão met en échec la permanence d'Inácio de Sampaio au poste de gouverneur. « Défendant les avantages du gouvernement provisoire installé à Bahia », il suscite encore plus l'indignation dans la ville. En plus, les opposants du gouverneur et de l'*ouvidor* général, les accusent à leur tour d'être « unis pour conserver leurs postes » et promouvoir « des sentiments inconstitutionnelles »<sup>952</sup>.

Mais la réponse aux demandes du gouverneur est arrivée à Goiás le 29 décembre. En provenance du palais de Rio de Janeiro, une lettre du 16 novembre, signé par Carlos Frederico Calda, exposait la position du Prince Régent face aux afflications d'Inácio de Sampaio. Le geste de Pedro de Alcântara l'abandonne à son sort : le gouverneur devrait chercher ses propres ressources. Dans le cas d'une renonciation à son poste, recommandée le Prince, le gouverneur devrait, avant de prendre sa retraite, « inviter les peuples à établir légalement un Gouvernement Provincial pour ne pas être réduit à l'état terrible d'anarchie »<sup>953</sup>. Sans le soutien de Lisbonne – prises dans le flot des idées libérales conformes à la monarchie

---

<sup>950</sup> *Ibid.*

<sup>951</sup> *Ibid.*

<sup>952</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 56, D. 2946.

<sup>953</sup> Avis sur les événements de Cavalcante. Palais du Rio de Janeiro, Livre Manuscrit 082, p. 30, 29 décembre 1821. Cité en Tairone Zuliani de Macedo, *Sertão, Nação e Região, op. cit.*, p. 39.

constitutionnelle – et sans la perspective d'un geste favorable en provenance du Rio de Janeiro, le jour suivant, « désemparé » par les troupes rebelles hors de son contrôle, Ignacio de Sampaio « devient libéral, démissionne de son poste et propose la création d'une Junte Intérimaire (Conseil Intérimaire) pour administrer les Affaires de la Province »<sup>954</sup>.

Encore une fois, le *Senado da Camara* rassemble les autorités locales et assure la légitimité de l'installation d'une junte administrative intérimaire. En fait, les membres de la *Camara* ont décidé que seule l'absence des électeurs des paroisses permettrait le choix d'un conseil d'administration provisoire<sup>955</sup>. Son rôle principal est de gouverner la province jusqu'à l'élection d'un gouvernement provisoire, dont la création serait à la charge du *Senado da Camara*, qui veillerait à sa conformité. En présence des « chefs de corporations militaires et civils », les officiers de la *Camara* coordonnent l'élection et livrent le « gouvernement de toute la province » aux sept membres de la junte Intérimaire. Alors, le capitaine-général et gouverneur Manoel Ignacio de Sampaio a été nommé au poste de président. Comme secrétaire, c'est le colonel Antônio Pedro de Alencastro. L'*ouvidor* Paulo Couceiro de Almeida Homem, le vicaire Francisco Xavier dos Guimarães Brito e Costa, le lieutenant-colonel Luis Costa Freire de Freitas, le capitaine João José do Couto Guimarães et le capitaine Ignacio Soares de Bulhões ont été également élus au sein de cette équipe<sup>956</sup>. En fait, les élites locales ont agi rapidement afin d'apaiser les esprits exaltés de la population. À ce moment-là, un gouvernement provisoire de transition avait une signification politique importante qui se devait de pallier à la démission de Manoel Ignacio de Sampaio et à la disparition du poste de gouverneur de la province qui lui était consécutive.

En revanche, la concession faite par le gouverneur et son brusque changement de position révèle que sa stratégie envisageait de prolonger, pendant un certain temps, sa présence dans le gouvernement de la province. Mais le manque d'harmonie entre les élus et la pression sur le gouverneur et l'*ouvidor* ont très tôt précipité des changements dans la composition de la Junte Intérimaire. Isolés, dépourvus du soutien des membres de la Junte et du *Senado da Camara*, le

---

<sup>954</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 56, D. 2946.

<sup>955</sup> Sérgio Paulo Moreyra, *O Processo de Independência em Goiás, op. cit.*, p. 267

<sup>956</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 56, D. 2945.

gouverneur Ignacio de Sampaio et l'*ouvidor*-général Almeida Homem remettent leurs démissions à la junta intérimaire de gouvernement les 8 et le 17 janvier 1822<sup>957</sup>.

Le jour suivant l'élection, soit le 1<sup>er</sup> janvier 1822, le *Senado da Camara* appelle à l'action les membres de la junta administrative intérimaire, envisageant d'informer le district du Nord et tous les noyaux urbains du district du Sud sur la convocation des électeurs de chaque paroisse avec pour but d'élire « en toute légalité » un nouveau gouvernement provisoire. En outre, les membres de la *Camara* de la capitale prennent la responsabilité d'unifier et de pacifier l'ensemble de la province : « La *Camara*, cependant, ne se juge pas dispensée de faire elle aussi les avertissements appropriés au gouvernement provisoire du district de São João das Duas Barras, afin de mener non seulement à sa dissolution mais aussi pour accélérer la venue de ses électeurs [à la Ville de Goiás] »<sup>958</sup>.

Cependant, l'invitation de la junta administrative intérimaire de Goiás adressée le 7 janvier au *Senado da Camara* de la Vila de São João da Palma et proposant la « paix et l'union » entre les deux districts, n'a eu aucun effet. La tentative de rétablir un seul gouvernement sur l'ensemble de la province était un échec. Au contraire, la réponse des officiers de la *Camara* de São João da Palma a pris une autre direction : ils refusent la possibilité de se soumettre à un gouvernement constitué dans le sud de la province et réaffirment la continuité de la séparation entre les deux districts<sup>959</sup>.

#### 8.6 Rétablir la Capitale : l'alignement avec le projet du prince

En fait, la Ville de Goiás, en tant que capitale de la province, avait perdu beaucoup avec la séparation abrupte et les confiscations des revenus royaux du district du nord. Dans les endroits les plus reculés, des impôts dus à la Couronne arrivaient – certains d'entre eux appartenant à la *Camara* – expédiés par la suite à Rio de Janeiro. De cette façon, l'hégémonie de la capitale était en jeu. C'est pourquoi, en tant que sommet du réseau urbain qui intégrait tout le territoire de Goiás, le *Senado*

---

<sup>957</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 56, D. 2941 et AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 56, D. 2947.

<sup>958</sup> *Ibid.*

<sup>959</sup> José Martins Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás, op. cit.* P. 380-381.

*da Camara* travaillait dans l'expectative de recomposer l'intégrité de la juridiction qui lui appartenait.

Cependant, au Rio de Janeiro, entre la période de fin mars et le début avril 1822, la décision définitive de Pedro de Alcântara de rester au Brésil a des sérieuses répercussions dans Goiás, et se constitue comme un point d'inflexion, quoique très lentement perçu par les protagonistes de la province de Goiás. Dans cette perspective, les membres du *Senado da Camara* ont suivi une tendance observée dans toutes les provinces du Brésil. Remis en cause du point de vue de son autorité, initialement en raison de la rupture du district de São João das Duas Barras et, plus tard, du fait des conflits découlant de la composition hétérogène de la junte administrative intérimaire, le *Senado da Camara* de Goiás, évitant la révolte populaire et envisageant l'apaisement des esprits, poussait vers un lent réalignement avec le Rio de Janeiro, s'éloignant, petit à petit, de Lisbonne.

Par ce biais, il avouait un rapprochement avec Pedro de Alcantara, qui bientôt a pris la forme d'adhésion au projet du Prince. Avec la retraite du contrat qui soutenait le projet de l'Empire luso-brésilien, défendu par les provinces du Nord, le *Senado da Camara* de Goiás, mettant ses aspirations dans la personne du Prince Régent, se dissociait par conséquent de la Cour de Lisbonne.<sup>960</sup> D'où la nécessité d'attirer et d'intégrer dans le même projet le district rebelle de São João das Duas Barras. En conséquence, si le district de Goiás, en écho aux précédentes réflexions de Teotônio Segurado, était associé aux « affaires » du Rio de Janeiro, il revenait au *Senado da Camara* de la capitale de promouvoir la délivrance du district du Nord des liens qui le rattachait aux intérêts immédiats de Lisbonne. En réalité, leurs membres attendaient de trouver le soutien nécessaire pour rétablir les connexions politiques et économiques sur les noyaux urbains du district du nord et sur son chef-lieu, la Vila de São João da Palma. De ce fait, dès qu'elle a pris connaissance de la permanence du Prince Régent, la junte administrative publie, le 1<sup>er</sup> avril 1822, une « proclamation » à l'ensemble de la population de la province. En effet, les membres de la junte remercient « l'auguste seigneur aussi héroïque », affirmant que les « citoyens constitutionnels » ne perdraient pas l'occasion de démontrer au Prince des « preuves d'amour, d'adhésion, de respect et d'obéissance à sa personne sacrée, reconnaissant

---

<sup>960</sup> Iara Lis Carvalho Souza, *Pátria Coroada*, op. cit., p. 143 et 148.

l'urgent besoin de sa résidence au Brésil, comme garantie des droits des Brésiliens, comme défenseur de la Constitution sacrée et enfin en tant que lien indissoluble qui retient l'un à l'autre l'hémisphère portugais ». Alors qu'ils saluent la « Cour de la nation portugaise » et l'« union du Royaume Uni », ils promettent l'adhésion et l'obéissance au Prince à Rio de Janeiro.

De cet aspect, comme l'a fait Pereira de Alencastre, on peut objecter qu'affirmer que les acteurs politiques à Goiás ne comprenaient pas que l'indépendance du Brésil était un fait consommé<sup>961</sup>, revient à oublier que ceux-ci se trouvaient plongés dans un moment confus et complexe de transition. De même, affirmer que les élites dirigeantes de Goiás ont également cru au « maintien d'un Royaume Uni, constitutionnel, secondé par une monarchie subalterne », comme l'a fait Zuliani de Macedo, ou même détecter une « absence relative » d'un possible « authentique germe patriotique ou nationale »<sup>962</sup>, consiste à diagnostiquer la situation politique locale sans se rendre compte que les auteurs de la proclamation mentionnée et, plus largement, les élites politiques de Goiás, sont pris dans une situation limitrophe, dans un entre-deux, dans un milieu aux prises avec de sévères transformations.

En fait, les hommes politiques à Goiás oscillent entre la Cour réunie dans le Royaume du Portugal et le Prince Régent du Brésil, entre Lisbonne et Rio de Janeiro. Mais avant tout, il faut comprendre qu'il y a une mutation en cours. Et, comme nous l'avons dit par ailleurs, ces moments de mutation sont sujets à de véritables dissensions au sein de la politique locale. Le tissu social est fendu, une société nouvelle, métisse, a pris forme. Les anciennes règles et le vieux Droit qui ont soutenu la domination coloniale ont été déposés sur les étagères du passé.

Dans Goiás, il y a une bifurcation qui s'approche, annonçant la rupture des liens qui ont connecté, pendant plus d'un siècle, la Ville de Goiás à Lisbonne. Cette scission peut dévoiler de nouvelles données, en invitant l'historien à modifier son regard et les instruments de son analyse.

Très tôt, contrairement à ce qu'on pourrait penser, les protagonistes politiques de Goiás ont compris la nécessité de restaurer la cohérence institutionnelle

---

<sup>961</sup> José Martins Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás*, op. cit. p. 375.

<sup>962</sup> Tairone Zuliani de Macedo, *Sertão, Nação e Região*, op. cit., p. 47-48

capable de légitimer son autorité. Donc, en ces temps incertains, dans cette brèche qui s'ouvre vers l'inconnu, c'est sur l'émergence d'interstices qu'il faut parier. Dans ce cas, les élites locales vont faire de vigoureux investissements pour négocier et mettre en œuvre de nouvelles stratégies pour l'acquisition de pouvoir et l'obtention d'espace de participation politique. Enfin, dans cette perspective, peu après la proclamation de l'adhésion au Prince Régent, la tâche de la junta administrative intérimaire se termine.

#### *8.7 La junta provisoire et la réunification politique de la province*

Depuis lors, dans le calendrier des activités des hommes politiques de Goiás, deux entreprises se déclinaient. Tout d'abord, sous la baguette du *Senado da Camara*, suivant la tendance à l'élargissement des espaces publics de décision, nourrie par l'attraction et la participation des divers segments sociaux dans les sphères de pouvoir, il était nécessaire de contempler l'intégration des corps politiques de la province à travers un mécanisme plus large de représentation politique. Ainsi, le 8 avril, « dans le siège du *Senado da Camara* », les officiers municipaux réunissent les représentants de la capitale et des *julgados* pour l'élection de la junta provisoire de la province de Goiás, en remplacement la junta administrative intérimaire. À la fin de l'assemblée, la *Camara* de la capitale investit les membres élus du nouveau gouvernement : au poste de président et secrétaire, ont été élus, respectivement, le Colonel et *ex-vereador* Álvaro José Xavier et capitaine José Rodrigues Jardim. Comme autres membres le capitaine João José do Couto Guimarães, Ignacio Soares de Bulhões, Raimundo Nonato Jacinto, le prêtre Luiz Gonzaga de Camargo Fleuri et le sergent major Joaquim Alves de Oliveira ont été choisis<sup>963</sup>.

Ce groupe représentait en fait la naissance d'une nouvelle élite dans les espaces de transition politique de Goiás. Connecté avec l'émergence d'un nouveau temps, il avait pour mission de remiser la mémoire de l'époque coloniale dans les archives. Ainsi, l'accomplissement des projets futurs dépendait de l'ensemble de leurs décisions. Dans ces conditions, leurs combats devraient être vigoureux. La première résistance au gouvernement provisoire, orchestrée par les candidats

---

<sup>963</sup> José Martins Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás*, op. cit. p. 376.

vaincus à l'élection, a généré un grand malaise politique à Goiás, mais a été, en fin de compte, réprimée de manière exemplaire.

Malgré cela, l'amplitude des affrontements ont causé beaucoup d'agitation dans la province. La dispute atteint son point culminant lors des élections des députés à l'Assemblée constituante au Rio de Janeiro, convoquée par le Prince Régent comme un moyen de résistance à la pression de la Cour de Lisbonne<sup>964</sup>. À l'issue du conflit, les controverses et les dommages générés dans la province ont été rapportés dans une lettre de la junta provisoire adressée au Prince Régent, en septembre 1822.

Deuxièmement, après avoir assuré l'harmonie interne et contrôlé les focus d'opposition, la prochaine étape consisterait à affirmer l'unité politique et territoriale de la province. Dans ce cas, la menace sécessionniste, représentée par le gouvernement provisoire du voisin district de São João das Duas Barras, devrait être dominée.

En novembre 1822, le scénario du district du nord était empli de convulsions. Des contradictions et des disputes intestines entre les dirigeants du mouvement et les officiers du *Senado da Camara* ont fragilisé le gouvernement provisoire. Élevant l'*arraial* de Natividade à la condition de capitale, ses membres poursuivent les *veradores* de la Vila de São João da Palma qui, à son tour, se réfugient dans l'*arraial* de Arraias. Une crise d'autorité s'installe et compromet le fonctionnement des institutions, menant le district au bord d'une guerre civile<sup>965</sup>. C'est dans cette conjoncture de tension que la junta provisoire élu dans la Ville de Goiás va agir dans le but de rétablir la domination sur la région rebelle. Le 7 septembre, le jour de l'Indépendance, Pedro de Alcântara avait rompu définitivement avec le Portugal<sup>966</sup> et les réflexes de cet événement ont été déterminants pour l'issue

---

<sup>964</sup> Cf. BRASIL. Décret du 3 juin 1822. Ordonne la convocation d'une Assemblée Générale Constituante et Législative composée des députés de provinces du Brésil, qui seront élus d'après les instructions qui seront expédiées, in Nelson Jobim et Walter Costa Porto, *Legislação eleitoral no Brasil : do século XVI a nossos dias*, Brasília : Senado Federal, 1996, p. 36.

<sup>965</sup> J. M. P de Alencastre, *Anais da Província de Goiás*, op. cit. p. 382.

<sup>966</sup> Le 7 septembre, de retour à la Ville de Santos, sur les rives de la rivière Ipiranga, Pedro de Alcântara a reçu une lettre aux ordres de son père pour retourner au Portugal, se soumettant au roi et à la Cour de Lisbonne. Il y avait encore deux autres lettres, une de José Bonifácio, qui lui conseillait de rompre avec le Portugal, et l'autre de son épouse, Maria Leopoldina d'Autriche, appuyant la décision du ministre. Instigué par les circonstances, le Prince Régent a prononcé la phrase célèbre « Indépendance ou mort ! », rompant, à partir de là, les liens d'union politique avec le Portugal.



de la crise politique qui balayait la province de Goiás. Moins d'un mois plus tard, le 2 octobre 1822, sous un climat d'intenses conflits disséminés sur l'ensemble du Brésil, les membres de la junte provisoire de Goiás écrivent au Secrétaire d'État Luiz Pereira Nóbrega de Sousa Coutinho. Dans le texte, ils soulignent le poids de la menace posée par la sédition du Nord pour la « Cause du Brésil » et dénoncent les liens entre Joaquim Teotônio Segurado, le Portugal et la province du Pará, où il avait des connexions avec son beau-père. Par conséquent, ils craignaient l'envoi de troupes du Pará, triées par Lisbonne, pour prendre possession de la province de Goiás<sup>967</sup>. Dix jours après cette lettre, Pedro de Alcantara serait proclamé Empereur du Brésil.

#### *8.8 La capitale rétabli : le Senado da Camara et l'acclamation de l'Empereur*

Ainsi, après avoir conduit une intervention dans l'*arraial* de Pilar, embrassé la « cause générale du Brésil », acclamée Son Altesse Royale en tant qu'« héritier de la monarchie », « chef constitutionnel », « défenseur perpétuelle », « chef du pouvoir exécutif », et adhérant à « l'indépendance de ce royaume », et après des délibérations des autorités locales le 11 novembre, la junte provisoire a décidé d'envoyer le prêtre Luiz Gonzaga de Camargo Fleuri pour une mission de paix et de concorde au district de São João das Duas Barras.

Le même jour, une ordonnance signée par le ministre José Bonifácio de Andrada e Silva lançait officiellement sur le champ de bataille du « salut de l'État », les « gouvernements et *Camara* des provinces ». En théorie, ces derniers étaient autorisés à « surveiller et réprimer » tous les « ramifications » qui étaient à l'origine des actions des opposants au projet de l'Empereur<sup>968</sup>. Alors, les connexions et les affinités avec le Rio de Janeiro guidaient les intuitions des élites politiques à Goiás. Le représentant envoyé de la Ville de Goiás doit essentiellement exiger des habitants du district du Nord le serment de fidélité au Prince Régent et l'union avec la capitale. Dans les instructions données au prêtre Camargo Fleuri, le gouvernement provisoire condamnait l'adhésion des provinces au royaume du Portugal et la « machiavélique procédure des démagogues qui étaient dans la Cour de Lisbonne ». Il accusait, surtout,

---

<sup>967</sup> José Martins Pereira de Alencastre, *Anais da Província de Goiás*, op. cit. p. 380.

<sup>968</sup> *Ibid.*, p. 387-388.

le fait que les « parties intégrantes d'une même province », suivaient l'exemple de la « désunion », s'arrogeant le droit « de se désunir de leurs capitales », avec l'intention de prendre la catégorie de province<sup>969</sup>. En fait, le plan de rattachement du district Nord à la province de Goiás envisageait notamment deux aspects capitaux. Premièrement, assujettir les groupes politiques du district de São João das Duas Barras aux « autorités légitimes ». Autrement dit, en les amenant à « embrasser la cause du Brésil », ceux-ci étaient contraints de reconnaître le pouvoir du Prince et, par extension, l'autorité provenant de la capitale provinciale. Deuxièmement, une fois « la réunification atteinte », la prochaine étape consisterait à établir un renforcement militaire dans la région du fleuve Tocantins, afin d'annihiler une éventuelle invasion des armées ennemies provenant des provinces du Nord.

Bien qu'invité à utiliser des « moyens modérés et diplomatiques », l'expédition du prêtre Camargo Fleuri quitte la Ville de Goiás en intégrant les compagnies de Dragons et des Piétons, avec une escorte de 38 militaires commandés par le Colonel Alexandre José Leite de Chaves et le sergent major José Antonio Ramos Jubé<sup>970</sup>. Pendant la marche du cortège militaire vers le Nord, précédé par les troupes du Colonel Leite de Chaves, la diffusion de la nouvelle de l'acclamation de l'Empereur avait pour effet d'apaiser les âmes dans la province.

Dans la Ville de Goiás, c'est seulement le 25 novembre que la population pris connaissance de la nouvelle de l'acclamation de Pedro I. Dès lors, les liens coloniaux avec le Portugal ont été brisés. En fait, il n'y a pas eu d'obstacles à la « cause nationale » et au serment de l'Indépendance. Mais l'imposition du domaine de la Ville de Goiás et de son statut de capitale a fait l'objet de contestations : une motion menée par Felipe Antonio Cardoso (celui qui avait été expulsé de la Ville de Goiás par le gouverneur Ignacio de Sampaio) et liée au « Club de Natividade »<sup>971</sup> – référence à l'*arraial* de Natividade, élue à la condition de capitale et de siège du gouvernement provisoire du Nord – protestait contre la soumission des noyaux urbains du district de São João das Duas Barras à la Ville de Goiás. Par conséquent, lorsque l'escorte du prêtre Camargo Fleuri atteint Cavalcante, il détermine l'emprisonnement de Filipe Antônio Cardoso, le renvoyant dans la capitale de Goiás.

---

<sup>969</sup> *Ibid.*, p. 383-384.

<sup>970</sup> *Ibid.*, p. 386.

<sup>971</sup> *Ibid.*, p. 382-387.

Dans le même temps, en février 1823, et suivant la tendance des *Camaras* brésiliennes qui adhèrent à Pedro de Alcântara, le *Senado da Camara* de la Vila de São João da Palma, dont les membres se sont réfugiés à Arraías, ordonne à l'*ouvidor* du district d'ouvrir une enquête sur les « anarchistes » et « leurs agents », qui ruinent la réputation des habitants du district et perturbent la « paix » et l'« union » entre ceux qui sont heureux d'avoir un empereur défenseur du Brésil<sup>972</sup>. De l'*arraial* de Cavalcante, Camargo Fleuri et son entourage attendent l'*arraial* d'Arraías et, peu après, celui de Natividade. Alors, au début du mois d'avril 1823, le Club de Natividade fut dissout<sup>973</sup> et avec lui les plans de sécession qui envisageaient d'imposer une nouvelle capitale. Le 25 avril, la junta provisoire du district de Goiás célébrait l'union entre Goiás et Palmas, « main dans la main » contre les « ennemis de Pedro [de Alcântara] », de la « cause nationale » et de l'« indépendance »<sup>974</sup>.

Ainsi, le 23 juin, l'empereur se positionnait en faveur de la Ville de Goiás, confirmant sa légitimité comme capitale de la province. Une lettre du Ministre José Bonifácio de Andrada e Silva, adressée aux membres du gouvernement installé dans l'*arraial* de Natividade, retire l'autorité du gouvernement provisoire de São João das Duas Barras et condamne leurs propositions, « contraires aux lois », de séparation de la province de Goiás. L'Empire, opposé à la « multiplicité des gouvernements dans une seule province », confirme l'alignement du *Senado da Camara* de la Ville de Goiás avec le Rio de Janeiro et rétablit la prééminence de l'ancienne Vila Boa sur le réseau urbain de la province de Goiás<sup>975</sup>.

L'année suivante, le 20 mai 1824, une copie de la première Constitution brésilienne accordée par l'empereur Pedro I arrive à Goiás. Ensuite, le 22 mai, à dix heures du matin, au siège du *Senado da Camara* de la Ville de Goiás, les élites de la Province se sont engagées, dans un acte solennel de serment, de garder et de respecter la Constitution politique de l'Empire. Le processus de coexistence

---

<sup>972</sup> Plusieurs leaders du district de São João das Duas Barras ont été inculpés. Parmi eux, le capitaine Felipe Antônio Cardoso, le lieutenant colonel Pio Pinto de Cerqueira, le sous lieutenant Antônio Joaquim Ferraz, le capitaine João Batista da Cruz Monte, Silvério José da Silva Rangel, le lieutenant José Bernardino de Sena Ferreira, le capitaine Lúcio Luis Lisboa, le lieutenant Joaquim José da Silva et Manoel Mateus Ferreira. *Ibid*, p. 387.

<sup>973</sup> *Ibid*, p. 388

<sup>974</sup> *Ibid*.

<sup>975</sup> *Ibid*, p. 389.

conflictuels entre de multiples projets alternatifs destinés à se substituer à l'idée de recolonisation de Lisbonne, avait abouti à un nouvel idéal : un projet de nation. Selon les mots du président du gouvernement provisoire et l'ex-*vereador* Álvaro José Xavier, le texte constitutionnel représentait la base sur laquelle devrait se fonder l'indépendance du Brésil et l'érection de la « nation brésilienne ». Ainsi, dans le champ politique de Goiás, le *Senado da Camara* a été le fil conducteur responsable de la transposition d'une société basée sur les cadres de l'Ancien Régime portugais vers l'adaptation d'un calendrier établi à partir d'un projet de nation.

Cependant, depuis 1828 – et nonobstant le rôle fondamental de légitimation du pouvoir de l'empereur exercé par les *Camaras* de tout le Brésil –, pendant le *Primeiro Reinado* (Premier Règne), l'autonomisme municipal commence à s'éroder, limitant la compétence des *Senados da Camara* aux seules affaires économiques d'intérêt local, interdisant les *vereadores* de délibérer sur les thèmes politiques provinciales<sup>976</sup>. Une tendance anti-municipaliste accélère la corrosion des pouvoirs des *Senados da Camara* qui voit leur pouvoir politique limité avec la création des Assemblées provinciales en 1834.

Bien que la Constitution impériale de 1824 ait été élaborée dans un climat politique qui révèle une considérable estime vis-à-vis du pouvoir représenté par la figure du *Senado da Camara*, la Loi du 1<sup>er</sup> octobre 1828 établit une certaine tutelle sur le pouvoir municipal et ses prérogatives politiques, en limitant ses fonctions. Enfin, la régionalisation instituée par l'Acte Additionnel du 12 août 1834 finit par soumettre les *Camaras* aux Assemblées provinciales. Ainsi, après presque un siècle d'actuation, la légitimité des pouvoirs du *Senado da Camara* de Goiás se dissout dans l'enchevêtrement des relations politiques de l'Empire. Depuis la rupture économique du projet de Lisbonne, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le projet politique a survécu encore longtemps. Dès lors, une nouvelle trame se réélabore, dans d'autres configurations caractérisées notamment par la recherche d'une synergie entre les autorités locales et la Ville de Goiás.

---

<sup>976</sup> Luiz Felipe de Alencastro, *Vida privada e ordem privada no Império*, op. cit., p. 17.

# Conclusion

## *Relectures sur le rôle du Senado da Camara*

Si le terrain violent et empli de conflits qui caractérise l'espace coloniale a été marqué, pendant la deuxième partie du XVII<sup>e</sup> siècle, par la polémique autour de l'esclavage des Indiens – opposant notamment les Jésuites aux colons entre « deux projets irréductibles de colonisation »<sup>977</sup> – le XVIII<sup>e</sup> siècle réservait des oppositions encore plus complexes. Désormais, les intérêts à l'origine des conflits entre les colons rendraient les relations de pouvoir plus subtiles, en multipliant les antagonismes. C'est dans un contexte de crise et, en même temps, d'adaptation vécue autant par la Couronne que par les colons, que le cycle de l'or va inaugurer une nouvelle phase dans le processus de colonisation de l'Amérique portugaise. À l'origine de cette enquête, il s'agissait de réaliser une lecture du rôle du *Senado da Camara* en tant que fil conducteur du projet politique de Lisbonne dans les mines et la Capitainerie du Goiás durant le XVIII<sup>e</sup> siècle. Ainsi, cette étude ne pouvait pas ignorer la conjoncture momentanée de l'Empire, dont les manifestations se retrouvent constamment dans les pages de ce travail.

Dès lors, depuis son commencement, notre récit cherche à expliciter les procédures adoptées par les autorités de la Couronne, les actions des membres du *Senado da Camara* et les formes de violences qui leur sont caractéristiques. De la répression par la force des émeutes perpétuées par les groupes locaux, jusqu'aux persécutions contre la montée en puissance des hommes *pardos*, les aspects liés au contrôle et à l'exploration coloniale ont été remis en perspective dans le contexte de crise politique de l'Empire. En fait, nous avons réalisé une lecture relative aux processus découlant de l'expansion et de la colonisation impériale à partir de Goiás, en considérant, surtout, la politique locale et les influences de la conjoncture plus large par rapport à la période étudiée.

Dans cette perspective, nous allons faire quelques remarques à titre de conclusion. Tout d'abord, l'on observe l'existence d'un alignement entre les actions

---

<sup>977</sup> Laura de Mello et Souza, La conjoncture critique dans le monde luso-brésilien au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, *op. cit.*, p. 13.

menées par des officiers municipaux et les ambitions et déterminations de Lisbonne. Cette affinité atteste du rôle fondamental pris par le *Senado da Camara* pour légitimer, dans les sphères des relations locales, le pouvoir d'un monarque toujours distant. Ce rôle de médiateur du *Senado da Camara* est présent depuis la naissance du champ politique. Tout d'abord, à travers la participation des membres de l'élite politique de la Vila de Pitangui, dans le Minas Gerais. Plus tard, par le biais de la création de Vila Boa et des initiatives visant à consolider les pouvoirs du roi du Portugal dans les mines et la Capitainerie de Goiás.

En fait, le rôle et l'influence du *Senado da Camara* a également conféré une légitimité au statut de capitale de Vila Boa, qui à son tour a soutenu économiquement la frontière de l'Empire face aux domaines espagnols, avec le transfert de grosses quantités d'or à la Capitainerie du Mato Grosso. En tant que représentant du monarque et, dans le même temps, des collectivités locales, le *Senado da Camara* traverse tout le XVIII<sup>e</sup> siècle, consolidant son influence et son contrôle sur le réseau urbain de Goiás. Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, en suivant l'exemple des chambres municipales de toute l'Amérique portugaise, il adhère et prête serment de fidélité à Pedro I, en participant activement à la légitimation du pouvoir de l'empereur et à la construction du Brésil comme corps politique autonome.

À Goiás – si l'on se place dans une perspective de longue durée – le *Senado da Câmara* représente et assure, avec toute sa vigueur politique, la légitimité des deux Empires. Premièrement, depuis la fondation de Vila Boa en 1739, jusqu'à la rupture des liens coloniaux avec le Portugal en 1822, leurs membres prêtent fidélité à l'Empire et au monarque portugais. Ensuite, l'alignement au cercle du pouvoir formé à Rio de Janeiro, atténue progressivement les intérêts politiques de Goiás par rapport à la Cour de Lisbonne, confortant une fidélité à la construction de l'Empire du Brésil. Dans ce cas, le *Senado da Camara* de Vila Boa de Goiás, confirmant notre hypothèse initiale, est le lien du projet politique de Lisbonne et le pilier essentiel à l'entretien de l'unité et de la continuité de l'Empire portugais dans Goiás.

#### *L'exercice du pouvoir dans les marges de l'Empire*

Il convient tout de même de se prémunir contre une interprétation exclusive, qui séparerait la pratique politique des membres du *Senado da Camara* des

actions promues par d'autres institutions intégrant les réseaux de pouvoir et les relations de force au sein de l'Empire portugais. En fait, si nous séparons les pièces, nous courrons le risque de perdre la singularité des combinaisons. Par conséquent, à travers une étude approfondie du *Senado da Camara*, notre regard observe la mosaïque institutionnelle de Goiás, en cherchant à identifier les compositions éventuelles qui se produisent dans les espaces de la ville.

Exposant la force et, en même temps, la fragilité du pouvoir municipal, c'est dans la complexité des relations sociales et les difficultés éprouvées face à d'autres groupes que s'ouvre la possibilité d'identifier les potentialités et les limites des leurs pratiques politiques et institutionnelles. À cet égard, nous sommes reconnaissants des suggestions d'Arlette Farge. « Ce n'est pas rendre justice à l'histoire », dit-elle, « que de vouloir isoler un groupe sans travailler sur la complexité de ses relations avec l'autre groupe »<sup>978</sup>.

Nous observons donc, à travers le jeu des forces entre les différents pouvoirs, que cette étude confirme et amplifie nos conclusions concernant les piliers fondamentaux de la société coloniale portugaise, en consonance avec l'ouvrage classique de Charles Boxer. En fait, en prenant comme point de départ le rôle exercé par le *Senado da Camara*, l'étude des relations de pouvoir dans l'Empire nous amène à scruter toute la complexité de la société coloniale. Observer l'action des officiers municipaux permet d'accéder au vaste réseau institutionnel de la monarchie portugaise.

En outre, une infinité de relations quotidiennes composant l'agenda des officiers municipaux, contribue à intégrer le *Senado da Camara* au maillage institutionnel des pouvoirs de l'Empire. Nous suivons leur opposition obstinée aux intérêts des magistrats et des gouverneurs, ainsi que les heurts avec les autres élites de la ville, qui visent essentiellement à obtenir le contrôle sur les activités des travailleurs urbains et sur le champ sacré d'actuation des élites ecclésiastiques. Par conséquent, par le biais de l'étude des tensions politiques qui émergent dans les relations interposées par le *Senado da Camara*, nous avons l'accès aux mécanismes et aux institutions qui assurent l'équilibre nécessaire de la complexe société coloniale.

---

<sup>978</sup> Arlette Farge, Le parcours d'une historienne. Entretien avec Laurent Vidal, *Genèses*, 2002, numéro 48, p. 127.

Ces résultats nous amènent à une conclusion d'une toute autre ampleur. Il semble clair que les relations de force et de pouvoir qui constituent le déploiement de l'Empire portugais à Goiás, impliquent des rapports complexes d'échanges, dont le résultat est quelque chose de nouveau et d'inédit. L'Amérique, nous pourrions dire, est une œuvre hybride et singulière. Toutefois, notre étude s'autorise également à affirmer l'existence d'un système colonial ancré dans la culture et les pratiques politiques, dont le *Senado da Camara* est un élément fondamental.

La construction d'un système colonial qui offre les conditions nécessaires à l'exploitation de l'or et au commerce d'esclaves dans les mines et la Capitainerie de Goiás, constitue un versant de la structure de gouvernement impérial toujours convoitée par la Couronne. Une Instruction de 1771, du roi José I et destinée au gouverneur de Goiás, José de Almeida Vasconcelos, révèle l'existence d'une conception de gouvernement basée sur un « système politique et civil et militaire » qui se positionne par rapport à l'Amérique portugaise<sup>979</sup>. Conformément à cette Instruction, ce « système » a été « appliqué à chacune des Capitaineries de ce vaste continent, selon la situation et les circonstances de chacune d'entre elles ». L'objectif du document est d'instruire le gouverneur sur les particularités régionales et de promouvoir les adaptations nécessaires du système aux intérêts plus immédiats de la Couronne.

Plus qu'un simple rouage politique régional, le *Senado da Camara* est un pilier fondamental dans le maintien de ce système qui se déploie à travers les actions des officiers municipaux, responsables de la préservation d'un ordre colonial et dont le but ultime reste l'exploitation de l'or. En d'autres termes, il s'agit d'un ensemble de pratiques dûment incorporées par le *Senado da Camara*, en tant que extrémité tentaculaire de l'État impérial, qui peut être traduit en termes d'instruments de domination et de contrôle et dont l'auteur principal demeure le pouvoir souverain du roi du Portugal.

Ce système dispose d'une fonction pédagogique qui peut également être interprétée comme un moyen de socialisation, d'apprentissage, de formation des habitudes et d'inculcation des valeurs et des savoirs. Nous tenons à souligner que l'action pédagogique des officiers municipaux n'est pas simplement limitée à la

---

<sup>979</sup> AHU\_ACL\_CU\_008, Cx. 26, D. 1662.



domination et au contrôle, ni même à l'enracinement des catégories spatiales et temporelles, esthétiques et religieuses, associées aux valeurs du royaume de la société minière. Il induit l'appropriation des connaissances politiques et juridiques diffusées progressivement et dont les effets touchent des catégories de plus en plus vastes de la population.

Toutefois, cette histoire ne peut pas être perçue simplement comme la réception mécanique ou comme une superposition artificielle des systèmes de contrôle et de domination sur la population de Goiás. Frontière dynamique, lieu de rencontre des civilisations, la société qui est née à Goiás est le produit – et non pas la somme – d'un ensemble d'apports divers qui mettent en évidence son originalité. Certes, les systèmes de contrôle et de domination ont fait partie des projets de Lisbonne. Mais, transférés aux mines de Goiás, ils ont été adaptés et ont pris un sens nouveau, conforme aux exigences imposées par les conditions du terrain.

Dès lors, en raison des complexes entrelacements qui prennent forme dans cette société minière, l'étude des rapports de forces à travers le *Senado da Camara* nous conduit dans une autre direction : mis à une distance considérable de Lisbonne, dans le temps présent de Goiás, les actions de la Couronne sont confrontées à la complexité du fonctionnement spatial et social de la société, en annonçant une ingénierie d'accords et d'alliances. Dans ce scénario, il est toujours possible de visualiser l'existence des continuités et des discontinuités, des interférences et des entrecroisements, qui mettent en jeu plusieurs temporalités.

### *La temporalité de l'attente*

La lecture de ce scénario nous a conduits à une procédure essentielle : il était nécessaire de repenser l'architecture braudelienne du temps. Dans le contexte d'une histoire du pouvoir où, à partir d'un point de vue plus circonscrit et dans la sphère d'une histoire du politique, nous devons délimiter les événements étudiés de leur définition traditionnelle, qui les renferme, exclusivement, dans une notion liée au temps court d'une histoire événementielle ? Cette pondération a trouvé des soutiens dans les réflexions proposées par certains auteurs, préoccupés par cette même problématique de l'histoire.

Des lors, notre regard sur le Goiás colonial a retracé les chemins qui ont conduit l'historiographie à une définition de la notion d'événement en tant que la surface de l'histoire, espace d'une histoire factuelle articulée sur la courte durée. Alors, l'idée d'événement a ensuite pris une autre dimension. Roger Chartier commente ainsi la reformulation du concept d'événement proposé par Michel Foucault : « Pour lui » dit Chartier, « la brutalité de l'événement ne doit pas être située dans des accidents au cours de l'histoire ou dans des choix des individus, mais dans ce qui apparaît aux historiens comme le moins « factuel », à savoir, les transformations des relations de domination »<sup>980</sup>. Par cette voie, nous trouvons une autre définition du concept d'événement dans le champ du politique.

Ainsi, à propos des récits présentés, dans ces croisements des temps de l'histoire, les événements sont perçus comme des interactions de force et de pouvoir, dont les tensions peuvent transformer, encore que momentanément, les relations de domination. Selon les mots de Michel Foucault, « Il faut comprendre par événement pas une décision, un traité, un royaume, ou une bataille, mais un rapport de forces qui est inversé, un pouvoir confisqué, un vocabulaire repris et tourné contre leurs utilisateurs, une domination qui s'affaiblit, se distend, s'empoisonne et un autre qui fait son entrée, masquée »<sup>981</sup>.

Ainsi, depuis les rébellions et les mutineries étouffées par les autorités de la Couronne – avant la création de Vila Boa de Goiás – jusqu'à la formation d'un gouvernement provisoire dans la Capitainerie – en raison du vide laissé par la mort inattendue de gouverneur João Manuel de Melo – ce que nous voyons sont des forces qui, en fonction des divers intérêts et des confrontations directes, stimulent les dissensions et ont tendance à opérer des inversions.

Ainsi, dans le cadre de notre recherche, il est devenu évident que ce que ces événements violents et inattendus désignent n'est pas la simple mosaïque de faits à la surface de l'histoire, mais « les ruptures et les discontinuités plus fondamentales »<sup>982</sup> qui annoncent, par exemple, les difficultés qui vont aboutir à la consolidation de l'État colonial portugais. En ce sens, l'événement est

---

<sup>980</sup> Roger Chartier, *A história ou a leitura do tempo*, op. cit., p. 66-67.

<sup>981</sup> Michel Foucault, *Nietzsche, la généalogie, la morale* (1971), in Michel Foucault, *Dits et écrits (1954-1988)*, Paris : Gallimard, 1970-1975, p. 148.

<sup>982</sup> *Ibid.*

intrinsèquement connecté avec les autres dimensions ou les autres temps de l'histoire.

Dans ce cas, les durées superposées et hétérogènes proposées par Fernand Braudel ne semblent pas si irréductiblement différentes les unes des autres<sup>983</sup>. Dans ses arguments en faveur d'une relecture des temps de l'histoire, Roger Chartier s'empare également des réflexions de Paul Ricoeur, selon lesquelles « la notion même de l'histoire de long terme dérive de l'événement dramatique, dans le sens que nous venons juste de dire, c'est-à-dire de l'événement-armée-dans-l'intrigue »<sup>984</sup>. Alors, en raison de la relation étroite qu'elles établissent entre elles, les couches de temps braudeliennes renvoient à une même matrice temporelle »<sup>985</sup>.

Outre l'interpénétration et la malléabilité entre les durées, qui révèlent toute la souplesse existante entre les divers niveaux ou temps de l'histoire, nous avons cherché à démontrer l'importance du temps subjectif de l'individu. Le cas de l'Empire portugais est exemplaire. Les grandes distances géographiques interfèrent dans le processus de prises de décisions, créant des intervalles d'attente qui influencent profondément les choix et les émotions des sujets, ce qui nous amène à une autre conclusion : les temporalités ne sont pas de simples comptages mécaniques et objectifs des temps historiques, ils incluent l'univers des sensations subjectives des hommes<sup>986</sup>. En fait, il existe différents usages du temps. « Faire attendre : prérogative constante de tout pouvoir », affirma Roland Barthes. Le pouvoir même du roi du Portugal dans Goiás est contrarié par le temps et les distances : il faut attendre ses décisions. Ainsi, « le tout-puissant », explique Pierre Bourdieu, « est celui qui n'attend pas et qui, bien au contraire, oblige à attendre »<sup>987</sup>.

Autrement dit, dans les rapports de forces au cœur de l'Empire, certaines modalités incorporées dans une relation temporelle ont la capacité d'exprimer tout le pouvoir du monarque portugais. Ainsi, en fonction de la perméabilité existante à

---

<sup>983</sup> Roger Chartier, *A história ou a leitura do tempo*, op. cit., p. 66.

<sup>984</sup> Paul Ricoeur, *Temps et récit*, Paris : Édition du Seuil, tome I, *L'intrigue et les récits historiques*, 1983, p. 189.

<sup>985</sup> Roger Chartier, *A história ou a leitura do tempo*, op. cit., p. 66.

<sup>986</sup> Notre enquête a porté également une attention particulière aux temporalités spécifiques des territoires de l'attente. À ce sujet voir, spécialement, Laurent Vidal, Alain Musset et Dominique Vidal, *Sociétés, mobilités, déplacements : les territoires de l'attente. Le cas des mondes américains (d'hier à aujourd'hui)*, op. cit., disponible sur : <http://terriat.hypotheses.org/>.

<sup>987</sup> Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris : Éditions du Seuil, 1997, p. 302.

l'intérieur du temps historique, les diverses temporalités ne doivent pas être considérées comme de simples "enveloppes objectives des faits sociaux »<sup>988</sup>. Bien au contraire, les différentes temporalités sont le produit des constructions sociales qui assurent le pouvoir des uns sur les autres, révélant les faiblesses et les antagonismes dans le champ disputé du politique.

De cette façon, à travers les portes ouvertes par les temps de l'histoire, nous avons dévoilé la géographie politique de la ville coloniale. Cependant, les conclusions n'ont nullement la prétention d'épuiser, ni même de proposer des solutions exhaustives par rapport aux sujets traités. Elles sont plus proches d'une réflexion ouverte qui envisage de contribuer aux approches possibles concernant les processus politiques établies en Amérique au cours de l'ère moderne. Nous attendons que le dialogue entre la ville et le politique puisse enrichir les lectures et les relectures sur la reconstruction du processus par lequel les valeurs modernes se sont fixées dans le *sertão* du Goiás et au cœur du Brésil.

---

<sup>988</sup> Roger Chartier, *A história ou a leitura do tempo*, op. cit., p. 68.

# Bibliographie

## A. Sources Primaires

### A 1. Sources Primaires Manuscrites

Arquivo Histórico Ultramarino. Lisbonne. Documentos Avulsos da Capitania de Goiás (D.A.C.G), 1731-1822. Goiânia : IPEH-BC, 2001. 1-7 CD-ROM. Boîtes 1-56, Documents 1-2950.

Atas do *Senado da Camara* de Vila Boa de Goiás. Documentos Avulsos. Cidade de Goiás : Arquivo Frei Simão Dorvi (AFSD), fl. 104v, 1739.

Atas do *Senado da Camara* de Vila Boa de Goiás. Documentos Avulsos. Cidade de Goiás : Arquivo Frei Simão Dorvi (AFSD), fls. 062v-063, 1736-1762.

Atas do *Senado da Camara* de Vila Boa de Goiás. Documentos Avulsos. Cidade de Goiás : Arquivo Frei Simão Dorvi (AFSD), Livre 192, número 042, fls. 081v, 082 e 082v, 1736-1762.

Auto e Termo da Junta do *Senado da Camara* da Vila Real do Senhor Bom Jesus do Cuiabá. Cuiabá : Núcleo de Documentação e Informação Histórica Regional (NDHIR – UFMT), Microfiche número 14, Doc. 176, 18 avril 1736.

Auto e Termo da Junta do *Senado da Camara* da Vila Real do Senhor Bom Jesus do Cuiabá. Cuiabá : Núcleo de Documentação e Informação Histórica Regional (NDHIR – UFMT), Microfiche número 14, Doc. 176, 31 mai 1736.

Documentos Avulsos. Goiânia : Arquivo Histórico de Goiás (AHG), Cx. 1129, fl. 165; Cartas à Corte, 1771, fl. 1; Maço 192, f. 6v.

Livro de Registro do *Senado da Camara* (LRSC). Goiânia : Instituto de Pesquisa e Estudos Históricos do Brasil Central (IPEHBC), fls. 70-188v, 1792-1795.

Ordem de Sucessão sobre as Pessoas que devem suceder nos Governos, em falta dos Governadores, 12 décembre 1770. Rio de Janeiro : Arquivo Nacional do Rio de Janeiro (ANRJ), Códice 64, v. 17, fls. 34v-36v.; Códice 952, v. 27, fls. 164-170.

Termo de Compromisso da Irmandade e Confraria de São José dos quatro ofícios de Vila Boa de Goyaz. Pedido de Confirmação. Documentos Avulsos. Cidade de Goiás : Arquivo Frei Simão Dorvi (AFSD), 1750.

### A 2. Sources Primaires Imprimés

ALENCASTRE José Maria Pereira de. *Anais da Província de Goiás (1863)*. Goiânia : Governo de Goiás, 1979.

ANTONIL André João. *Cultura e opulência do Brasil por suas drogas e minas. Introdução e comentário critico por Andree Mansuy Diniz Silva (1711)*. Lisbonne : Comissão Nacional para as Comemorações dos Descobrimentos Portugueses, 2001.

BLUTEAU Raphael. *Vocabulario portuguez e latino : aulico, anatomico, architectonico*. Coimbra : Collegio das Artes da Companhia de Jesus, 8 v., 1712 – 1728.

CASTELNAU Francis. *Expedição às regiões centrais da América do Sul (1843)*. São Paulo : Editora Nacional, 1941.

CONSTITUIÇÕES PRIMEIRAS do arcebispado da Bahia feitas e ordenadas pelo ilustríssimo e reverendíssimo senhor D. Sebastião Monteiro da Vide, 5º arcebispo do dito Arcebispado, e do conselho de Sua Magestade : propostas e aceitas em o Synodo Diocesano, que o dito senhor celebrou em 12 de junho do anno de 1707, São Paulo : Tipografia 2 de dezembro, 1853.

CUNHA MATTOS Raimundo José da. *Corografia histórica da província de Goiás (1824)*. Goiânia : Sudeco, 1979.

D'ALINCOURT Luís. *Memória sobre a viagem do Porto de Santos à cidade de Cuiabá (1818)*. São Paulo : Edusp, 1975.

DOCUMENTOS INTERESSANTES para a história e costumes de São Paulo. São Paulo : Arquivo Público do Estado de São Paulo (APESP), Casa Eclética, 1894-1978 (v. 01-92).

ESCHWEGE, W. L. *Pluto Brasiliensis (1833)*. São Paulo : Editora Nacional, Série Brasileira, v. 257.

GARDNER George. *Viagem ao interior do Brasil (1836-1841)*. São Paulo : Edusp, 1975.

Instituto Brasileiro de Mineração [IBAM]. *Informações e análises da economia mineral brasileira* [en ligne]. 2007, 5ª Edition [réf. du 19 août 2011]. Disponible sur : [www.ibram.org.br](http://www.ibram.org.br).

Jornal O Popular, *Com ouro de Pilar, Goiás será 2º maior produtor* [en ligne]. 11 août 2010. Disponible sur : <http://www.opopular.com.br>.

MOFRAS Douflot de. *Recherche sur le progrès de l'astronomie et des sciences nautiques en Espagne. Extraites des ouvrages espagnols de Don Martin Fernandez de Navarrete*. Paris : Imprimerie Royale, 1839.

ORDENAÇÕES AFONSINAS. Nota de apresentação de Mário Júlio de Almeida Costa. Lisbonne : Fundação Calouste Gulbenkian, 1984.

ORDENAÇÕES FILIPINAS. Reproduction "fac-símile" de l'édition de Candido Mendes de Almeida. Rio de Janeiro, 1870. Lisbonne : Fondation Calouste Gulbenkian, 1990.

POHL J. Emmanuel. *Viagem ao interior do Brasil(1818)*. Rio de Janeiro : Instituto Nacional do Livro, v. 1, 1951.

POSTURAS DO CONCELHO DE LISBOA, (sec. XIV), Lisbonne : Sociedade de Língua Portuguesa, 1974.

RAPPORT du Conseil d'Outre-mer au roi João V, fait par le conseiller Antônio Rodrigues da Costa. Rio de Janeiro : Revista do Instituto Histórico e Geográfico Brasileiro (RIHGB), v. 7, 1732.

RAPPORT du Conseil d'Outre-mer fait par Antonio Rodrigues da Costa. Lisbonne, 17 juillet 1709. Publié en Consultas do Conselho Ultramarino, 1687-1710, *Documentos Históricos*. Rio de Janeiro : Biblioteca Nacional, v. 93, 1951, p. 221.

REBELO Gervásio Leite. Relação verdadeira da derrota e viagem que fez da cidade de São Paulo as minas do Cuiabá o Exm<sup>o</sup> Sr. Rodrigo César de Menezes, governador e capitão-general da capitania de São Paulo as suas minas. In TAUNAY Alfredo E. *História das Bandeiras Paulistas*. 3<sup>a</sup> ed. São Paulo : Melhoramentos, 1975, t. III. p. 111-124.

SAINT-HILAIRE Auguste François César Provençal de. *Voyage aux sources du Rio de São Francisco et dans la Province de Goyaz*. Paris : Arthus Bertrand, tome I, 1847.

SILVA E SOUZA, Luiz Antônio da. Memória sobre o descobrimento, governo, população e cousas mais notáveis da Capitania de Goyaz (1812). In TELES José Mendonça. *Vida e obra de Silva e Souza*. Goiânia : UFG, 1998, p. 71-139.

TRÉVOUX. *Dictionnaire universel français et latin, vulgairement appelé Dictionnaire de Trévoux : contenant la signification et la définition des mots de l'une et de l'autre langue...* Paris : Créance-Ezzal, Compagnie des libraires associés, Tome 3, 1771.

## **B. Bibliographie**

### **B 1. Histoire Générale et de l'Empire**

ABU-LUGHOD Janet Lippman. *Before European Hegemony : The World System AD 1250-1350*. New York : Oxford University Press, 1989.

ADAS Michael. Bringing Ideas and Agency Back in : Representation and the Comparative Approach to Word History. In POMPER P., ELPHICK R. H., VANN R. T. (Dir.). *Word History. Ideologies, Structures and Identities*. Oxford : Blackwell, 1998.

ADORNO Theodor W. Progresso. *Lua Nova*, número 27, 1992, p. 217-236.

ALTHUSSER Louis. *Lire le Capital*. Paris : Maspero, 1980.

ARBARET-SCHULZ Christiane, BEYER Antoine, PIERMAY Jean-Luc, REITEL Bernard *et al.*, La frontière, un objet spatial en mutation. *EspacesTemps.net* [en ligne]. Octobre 2004 [réf. du 07 juin 2010]. Disponible sur : <http://espacestemps.net/document842.html>.

BALZAC Honoré de. *Le père Goriot*. Paris : Librairies Nouvelles, 1856.

BARTHES Roland. *Fragments d'un discours amoureux*. Paris : Seuil, 1977.

BECQUEMONT Daniel. Herbert Spencer : progrès et décadence. *Mil neuf cent*, 1996, numéro 14, p. 69-88.

BENOIST Alain de. *Critiques Théoriques*. Lausanne : L'Age d'Homme, 2002.

BETHENCOURT Francisco, CHAUDHURI Kirt. *História da Expansão Portuguesa*. O Brasil na balança do Império (1697-1808). Lisbonne : Círculo de Leitores, v. 3, 1998-1999.

BHABHA Homi K. *O local da Cultura*. Belo Horizonte : UFMG, 2005.

BOURDIEU Pierre. *Méditations pascaliennes*. Paris : Éditions du Seuil, 1997.

BOUTINET Jean-Pierre. *Anthropologie du projet*. Paris : Presses Universitaires de France, 1990.

BOXER Charles R. *A Igreja e a Expansão Ibérica – 1440-1770*. Lisbonne : Edições 70, 1990.

BOXER Charles R. *The Portuguese seaborne empire – 1415-1825*. London : Hutchinson, 1977.

BRAUDEL Fernand. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme – XVe-XVIIe siècle*. Paris : Armand Colin, 3 tomes, 1979.

BRILHANTE Neuma. Nas franjas do império ultramarino português : a experiência insular de São Tomé e Príncipe no despertar dos oitocentos. *História*, 2009, v. 28, número 1, p. 71-97.



CAVALCANTE Berenice, KAMITA João Massao, JASMIN Marcelo, PATUZZI Silvia. *Modernas tradições : percursos da cultura ocidental, séculos XV-XVII*. Rio de Janeiro : Access, 2002.

CERUTTI Simona. Processus et expérience : individus, groupes et identités à Turin, au XVIIe siècle. In Jacques Revel (Dir.). *Jeux d'Échelles – La micro-analyse à l'expérience*. Paris : Gallimard/Le Seuil, 1996, p. 161-186.

CHATEAUBRIAND François-René de. *Génie du Christianisme*. Paris : Flammarion, 1966.

CORTESÃO Jaime. *Os descobrimentos portugueses*. Lisbonne : Arcádia, v. I, 1958.

CURDO Diogo Ramada. *Cultura imperial e projetos coloniais (séculos XV a XVIII)*. São Paulo : Unicamp, 2009.

DERMIGNY Louis. Amérique et démocratie. *Annales ESC*, 1966, 21e année, numéro 3, p. 573-607.

DIDEROT Denis. *Entretien d'un père avec ses enfants*. Paris : Jules Assezat et Garnier Frères, Œuvres Complètes, v. 5, 1875.

DUPAS Gilberto. *O mito do progresso*. São Paulo: Unesp, 2006.

DUVIGNAUD Jean. *Introduction à la sociologie*. Paris : Gallimard, 1966.

DUVIGNAUD Jean. *L'oubli ou la chute des corps*. Paris : Actes Sud, 1995.

FARGE Arlette. Le parcours d'une historienne. Entretien avec Laurent Vidal. *Genèses*, 2002, numéro 48, p. 115-135.

FARGE Arlette. Penser et définir l'événement en histoire. Approche des situations et des acteurs sociaux. *Terrain* [en ligne]. Mars 2002, numéro 38 [réf. du 28 juin 2008], p. 1-10. Disponible sur : <http://terrain.revues.org/document1929.html>.

FERREIRA Maria Delfina do Rio. *Das Minas Gerais a Mato Grosso. Gênese, evolução e consolidação de uma capitania. A ação de Caetano Pinto de Miranda Montenegro*. Mestrado : Porto : Université du Porto : 1996.

FOUCAULT Michel. Nietzsche, la généalogie, la morale (1971). In FOUCAULT Michel. *Dits et écrits (1954-1988)*. Paris : Gallimard, 1970-1975, p. 136-156.

FRANCAVILLA Roberto. O império visto de longe. A desconstrução do discurso colonial em *Os cus de Judas* de Antônio Lobo Antunes, actes du IV Congrès International de l'Association Portugaise de Literature Comparé. Relações

intraliterárias, Contextos culturais e Estudos pós-Coloniais [en ligne]. Évora, 2001 [réf. du 26 janvier 2011]. Disponible sur <http://www.eventos.uevora.pt/comparada/volume1.htm>.

FREUD Sigmund. Considérations actuelles sur la guerre et sur la mort, in *Essais de psychanalyse*. Paris : Collection Petite bibliothèque, numéro 44, Éditions Payot, 1968, p. 235 à 267.

GRATALOUP Christian. Centre/Périphérie. *Hipergeo-Théories* [en ligne]. Mai 2004 [réf. du 15 juin 2010]. Disponible sur : [http://www.hypergeo.eu/IMG/article\\_PDF/article\\_10.pdf](http://www.hypergeo.eu/IMG/article_PDF/article_10.pdf).

GREENE Jack P, MORGAN Philip D (Dir.). *Atlantic History : a critical appraisal*. Oxford : Oxford University Press, 2009.

GRUZINSK Serge. Le mondes mêlés de la monarchie catholique et autres *connected histories*. *Annales HSS*, 2001, numéro 1, p. 85-117.

HANNERZ Ulf. Fluxos, fronteiras, híbridos : palavras-chave da antropologia transnacional. *Mana*, 1997, v. 3, numéro 1, p. 7-39.

HESPANHA Antônio Manuel. A constituição do Império português. Revisão de alguns enviesamentos correntes. In FRAGOSO João Fragoso, BICALHO Maria Fernanda Batista, GOUVÊA Maria de Fátima (Dir.). *O Antigo Regime nos Trópicos : a dinâmica imperial portuguesa (séculos XVI-XVIII)*. Rio de Janeiro : Civilização Brasileira, 2001, p. 163-188.

ILLOUZ Charles, VIDAL Laurent. Carlo Ginzburg, L'historien et l'avocat du diable. Entretien. *Genèses*, v. 53/ 2003, p. 113-138 ; v. 54/2004, p. 112-129.

Jean-Jacques Wunenburger (Dir.), *Les rythmes lectures et theories*. Paris : L'Harmattan, 1992.

KOSELLECK Reinhart. *L'expérience de l'histoire*. Paris : Gallimard/Seuil, 1997.

KOSELLECK Reinhart. *Futures past : on the semantics of historical time*. Cambridge/Massachusetts/Londres : The MIT Press, 1985.

KRACAUER Siegfried. *L'histoire des avant-dernières choses*, Paris : Stock, 2006.

LE GOFF Jacques. *História e memória*. Campinas : Unicamp, 1990.

LEFEBVRE Henri. *Éléments de rythmanalyse – Introduction à la connaissance des rythmes*. Paris : Éditions Syllepse, 1992.

LEPETIT Bernard. La société comme un tout : sur trois formes d'analyse de la totalité sociale. *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [en ligne]. Janvier 1999 [réf. du 28 mai 2010]. Disponible sur : <http://ccrh.revues.org/index2342.html>.

MACHADO Lia Osório, Limites, fronteiras, redes, in STROHAECKER Tânia M, DAMIANI A., SCHAFFER O. *et al.* (Dir.), *Fronteiras e espaço global*. Porto Alegre : Associação dos Geógrafos Brasileiros, 1998, 41-49.

MANGEOT Philipe. De près, de loin : des rapports de force en histoire. Entretien avec Carlo Ginzburg. *Vacarme* [en ligne]. 2002 [réf. du 22 octobre 2009]. Disponible sur <http://www.vacarme.org/article235.html>.

MARAVALL José Antonio. *A cultura do barroco. Análise de uma estrutura histórica*. São Paulo : Edusp, 1997.

MAUSS Marcel. Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés primitives. *Les classiques des sciences sociales* [en line]. 2002 [extrait de *l'Année Sociologique*, Série II, tome I, 1923-1924]. [réf. du 28 mars 2008]. Disponible sur : [http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/index.html](http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html).

MIGNOLO Walter D. *Local Histories, Global Designs. Coloniality, Subaltern Knowledges and Border Thinking*. Princeton : Princeton University Press, 2000.

MORRIS Michael W., LEUNG Kwok, AMES Daniel Ames, LICKEL Brian. Views from inside and outside : integrating *emic* and *etic* insights about culture and justice judgment. *Academy of Management Review*, 1999, v. 24, numéro 4, p. 781-796.

NIZZA DA SILVA Maria Beatriz. (Dir.). *Dicionário da história da colonização portuguesa no Brasil*. Verbete "Emboaba". Lisbonne/ São Paulo : Verbo, 1994.

NIZZA DA SILVA Maria Beatriz. *O Império Luso-Brasileiro (1750-1822)*. Lisbonne : Estampa, 1986.

PASCAL Balmand. Freund Julien, La décadence. Histoire sociologique et philosophique d'une catégorie de l'expérience humaine. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1985, v. 8, numéro 1, p. 165 - 166.

PASSERON Jean-Claude, REVEL Jacques. *Penser par Cas*. Paris : EHESS, 2005.

PESAVENTO Sandra Jatahy. Além das fronteiras. In Maria Helena Martins (Dir.), *Fronteiras culturais : Brasil – Uruguai – Argentina*. São Paulo : Ateliê Editorial, 2002, p. 35-39.

PETITIER Paule, SÉGINGER Gisèle. *Les formes du temps. Rythme, histoire, temporalité*. Strasbourg : Presses Universitaires, 2007.

PIKE Kenneth L. *Language in Relation to a Unified Theory of Structure of Human Behavior*. The Hague-Paris : Mouton, 1967.

QUEIROZ José Maria Eça de. *O mandarim*. Porto/Braga : Editor Enesto Chardron, 1880.

REGO Antônio da Silva. *Le Patronage portugais de l'Orient*. Lisbonne : Agência Geral do Ultramar, 1957.

REGO Antônio da Silva. *O Padroado Português do Oriente e a sua historiografia – 1838-1950*. Lisbonne : Academia Portuguesa de História, 1978.

REVEL Jacques. Micro-analyse et construction du social. In Jacques Revel (Dir.). *Jeux d'Échelles – La micro-analyse à l'expérience*. Paris : Gallimard/Le Seuil, 1996, p. 15-36.

RICOEUR Paul. *Temps et récit*. Paris : Édition du Seuil, tome I, L'intrigue et le récits historique, 1983.

ROSENTAL Paul-André. Construire le macro par le micro : Fredrik Barth et la microstoria. In Jacques Revel (Dir.). *Jeux d'Échelles – La micro-analyse à l'expérience*. Paris : Gallimard/Le Seuil, 1996, p. 141-159.

RUSSEL-WOOD A. J. R. Prefácio. In FRAGOSO João, BICALHO Maria Fernanda Batista, GOUVÊA Maria de Fátima. *O Antigo Regime nos trópicos : a dinâmica imperial portuguesa (séculos XVI-XVIII)*. Rio de Janeiro : Civilização Brasileira, 2001, p. 11-19.

SÁ Isabel Guimarães de. As confrarias e as Misericórdias. In OLIVEIRA César de (Dir.). *História dos Municípios e do Poder Local [Dos Finais da Idade Média à União Européia]*. Lisbonne : Círculo de Leitores, 1996, p. 55-60.

SANTOS Georgina Silva dos. *Ofício e Sangue, a Irmandade de São Jorge e a Inquisição na Lisboa Moderna*. Lisbonne : Colibri, 2005.

SAUVANET Pierre, WUNENBURGER Jean-Jacques (Dir.). *Rythmes et Philosophie*. Paris : Éditions Kimé, 1996.

SHILS Edward. *Center and Periphery : Essays in Macrosociology*. Chicago : University of Chicago Press, 1975, p. 3-16.

SKINNER Quentin. Meaning and understanding in the history of ideas. *History and Theory*, 1969, numéro 8 v. 1, p. 3-53.

SUBRAHMANYAM Sanjay, Imperial and Colonial Encounters : Some Reflections, *Nuevo Mundo Mundos Nuevos, Debates*, [en ligne] Février 2005. [réf. du 19 août 2011]. Disponible sur : <http://nuevomundo.revues.org/433>.

TURNER Frederick Jackson. *La Frontière dans l'histoire des États-Unis*. Paris : Presses Universitaires de France, 1963.

VARAZZI Jacopo de. *Legenda Aurea*. São Paulo : Companhia das Letras, 2003.

WALLERSTEIN Immanuel. *The Modern World-System : Capitalist Agriculture and the origins of the European World-economy in the Sixteenth Century*. New York : Academic Press, 1974.

WALLERSTEIN Immanuel. *The -Modern World-System II : Mercantilism and the consolidation of the European World-Economy, 1600-1750*. New York : Academic Press, 1980.

WALLERSTEIN Immanuel. *The Modern World-System III : The second Era of Great Expansion of the Capitalist World-Economy, 1730-1840*. New York : Academic Press, 1989.

WINOCK Michel. L'éternel refrain de la décadence. *L'histoire*, numéro 76, 1985, p. 96-98.

WUNENBURGER Jean-Jacques. Rythme, formes et sens. In Jean-Jacques Wunenburger (Dir.), *Les rythmes lectures et theories*. Paris : L'Harmattan, 1992, p. 17-27.

## **B 2. Histoire de l'Amérique Coloniale**

ABREU Capistrano. *Capítulos de História Colonial (1500-1800)*. Rio de Janeiro : Civilização Brasileira, 1976.

ALENCASTRO Luiz Felipe de. Le versant brésilien de l'Atlantique sud : 1550-1850. *Annales HSS*, 2006, numéro 2, p. 339-382.

ALENCASTRO Luiz Felipe de. *O Trato dos Videntes. Formação do Brasil no Atlântico Sul*. São Paulo : Companhia das Letras, 2000.

ALENCASTRO Luiz Felipe de. Vida privada e ordem privada no Império. In : NOVAIS Fernando, ALENCASTRO Luiz Felipe de (Dir). *História da vida privada no Brasil. Império : a corte e a modernidade nacional*, v. 2. São Paulo : Companhia das Letras, 1997, p. 12-93.

AMADO Janaína. Região, Sertão, Nação. *Estudos Históricos*, 1995, v. 8, número 15, p. 145-151.

AMADO Janaína. The frontier in comparative perspective : the United States and Brazil. In *Frontiers in comparative perspectives*. Washington D.C. : The Woodrow Wilson Center, 1990.

APARÍCIO João Paulo da Silva. *Governar no Brasil colonial : a administração de Luiz da Cunha Menezes nas capitanias de Goiás (1779-1783) e de Minas Gerais (1783-1788)*. Mestrado : Histoire : Lisbonne : Université de Lisbonne, 1998.

ARTIAGA Zoaroastro. *Contribuição para a História de Goiás*, Goiânia : Departamento Estadual de Cultura, 1947.

ASSIS, Wilson Rocha. *Os moderados e as representações de Goiás n'A Matutina Meiapontense (1830-1834)*. Mestrado : Goiânia : UFG : 2007.

ÁVILA Affonso. *Resíduos seiscentistas em Minas: textos do século do ouro e as projeções do mundo barroco*. Belo Horizonte : Centro de Estudos Mineiros, 1967.

BERTRAN Paulo. A memória consútil e a goianidade. *Revista da Universidade Federal de Goiás*, année 7, numéro 1, p. 62-67, 2006.

BERTRAN Paulo. *História da terra e do homem no Planalto Central: eco-história do Distrito Federal, do indígena ao colonizador*. Brasília : Verano, 2000.

BERTRAN Paulo. *Notícia Geral da Capitania de Goiás em 1783*. Goiânia/Brasília : Solo, 2 tomes, 1997.

BRASIL Americano do. *Pela História de Goiás*. Goiânia : UFG, 1980.

CALÓGERAS João Pandiá. *Formação histórica do Brasil*. São Paulo : Companhia Editora Nacional, 1957.

CORRÊA Margarida Maria da Silva. Naturalistas e viajantes estrangeiros em Goiás (1800-1850). In CHAUL Nasr Fayad, RIBEIRO Paulo Rodrigues (Dir.). *Goiás : identidade, paisagem e tradição*. Goiânia : UCG, 2001, p. 75-121.

DEAN Warren. The frontier in Brazil. In *Frontiers in comparative perspectives*, Washington D.C. : The Woodrow Wilson Center, 1990.

DEL PRIORE Mary. *Festas e utopias no Brasil Colonial*. São Paulo : Brasiliense, 1994.

ÉLIS Bernardo. *Chegou o Governador*. Rio de Janeiro : José Olympo, 1998.

FALCON Francisco Calazans. Pombal e o Brasil. In José Tengarrinha (Dir.). *História de Portugal*. São Paulo : Unesp/Edusc/Instituto Camões, 2000.

FAZENDA Vieira. As bandeiras dos ofícios. São José. *Revista do Instituto Histórico e Geográfico Brasileiro*, 1919, tome 86, v. 140, p. 131-135.

FERREIRA Mario Clemente. O Mapa das Cortes e o Tratado de Madrid. *Varia História*, 2007, v. 23, número 37, p. 51-69.

FREITAS Lena Castelo Branco Ferreira de, SILVA, N. R. de A e. Sobre as fontes documentais para a história de Goiás. *Revista do Instituto Histórico e Geográfico de Goiás*, 1989, número 12, p. 91-112.

FRIEIRO Eduardo. *O Diabo na livraria do cônego. Como era Gonzaga? E outros temas mineiros*. Belo Horizonte : Itatiaia, 2ª edição, 1981.

FURTADO Júnia Ferreira. Desfilar : a procissão barroca. *Revista Brasileira de História*, 1997, v. 17, número 33, p. 251-279.

FURTADO Júnia Ferreira. Novas tendências da historiografia sobre Minas Gerais no período colonial. *História da Historiografia*, 2009, número 2, p. 116-162.

GAETA Maria Aparecida Junqueira da Veiga. Redes de Sociabilidade e de Solidariedade no Brasil Colonial : As Irmandades e confrarias religiosas. *Revista Estudos de História*, 1995, v. 2, p. 11-36.

GARCIA Ana Cláudia Alves de Aquino. Tropeiros e Coletores : a passagem das tropas pelas coletorias de Goiás (século XIX). *I Seminário de Pesquisa da Pós-Graduação em História - UFG/UCG* [en ligne]. Septembre 2008. [réf. du 16 août 2011]. Disponible sur :

[http://www.ufg.br/this2/uploads/files/112/05\\_AnaClaudiaGarcia\\_TropeirosEColetores.pdf](http://www.ufg.br/this2/uploads/files/112/05_AnaClaudiaGarcia_TropeirosEColetores.pdf).

GONÇALVES Lopes. As corporações e as bandeiras de ofícios. *Revista do Instituto Histórico e Geográfico Brasileiro*, 1952, v. 206, p. 171-191.

HOLANDA Sérgio Buarque de. *Caminhos e Fronteiras*. São Paulo : Companhia das Letras, 1994.

JANCSÓ Istvan, KANTOR Íris (Dir.). *Festa : cultura e sociabilidade na América Portuguesa*. São Paulo : Hucitec / Edusp / Fapesp, Imprensa Oficial, 2001.

JÚNIOR Wilson Carlos Jardim Vieira, SCHLEE Andrey Rosenthal, BARBO Lenora de Castro. Tosi Colombina, autor do primeiro mapa da capitania de Goiás? *História e-história* [en ligne]. 2010 [réf. du 25 mai 2010]. Disponible sur <http://www.historiaehistoria.com.br>

KAHMANN Andrea Cristiane, MASINA Léa Silvia dos Santos. Fronteiras, tradição e identidade : um debate à partir da obra Contos Gauchescos, de Simões Lopes Neto. *Universidade de Santa Cruz do Sul* [en ligne]. [réf. du 08 juin 2010], p. 1-25. Disponible sur : [www.unisc.br/portal/images/stories/.../fronteira\\_tradicao\\_identidade.pdf](http://www.unisc.br/portal/images/stories/.../fronteira_tradicao_identidade.pdf).

KARASCH Mary. Construindo comunidades : as Irmandades dos pretos e pardos no Brasil Colonial e em Goiás. *The 12th Annual Gilder Lehrman Center International Conference at Yale University*. New Haven, Connecticut, Yale University [en ligne]. Octobre 2010 [réf. du 27 août 2011]. Disponible sur : <http://www.yale.edu/glc/john-brown/karasch-paper-portuguese.pdf>

KARASCH Mary. As mulheres livres de cor no Brasil Central - 1779/1832. *Revista da Sociedade Brasileira de Pesquisa Histórica*, 1998, numéro 15, p. 3-20.

KARASCH Mary. Guiné, Mina, Angola and Benguela. African and crioulo nations in Central Brazil – 1780-1835. In CURTO José, LOVEJOY Paul E. *Enslaving connections : changing cultures of Africa and Brazil during the slavery*. New York : Humanity Books, 2004, p. 165-186.

KARASCH Mary. Rethinking the Conquest of Goiás, 1775-1819. *The Americas*, 2005, v. 61, numéro 3, p. 463-492.

KARASCH Mary. The periphery of the periphery ? Vila Boa de Goiás, 1780-1835. In DANIELS Christine, KENNEDY Michael V. *Negotiated Empires. Centers and Peripheries in the Americas, 1500-1820*. New York : Routledge, 2002, p. 143-169.

LEITE Serafim. *História da Companhia de Jesus no Brasil*. Rio de Janeiro : Instituto Nacional do Livro, 1950.

LEIVA Pilar Ponce. Versatilidad social y poderes múltiples en la América colonial, *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [en ligne]. 2007 [réf. du 6 février 2007]. Disponible sur : <http://nuevomundo.revues.org/document3231.html>.

LEMPÉRIÈRE Annick. El paradigma colonial en la historiografía latinoamericanista, *Istor*, 2004, année 5, numéro 19, Mexique, p. 107-128.

LENHARO Alcir. *Crise e mudança na frente oeste de colonização*. Ensaios 1. Cuiabá : UFMT / PROEDI, 1982.

MACEDO Tairone Zuliani de. *Sertão, Nação e Região – Cunha Matos e os dilemas do Brasil e de Goiás na primeira metade do século XIX*. Mestrado : História : Goiânia : UFG : 2003.

MAGALHÃES Joaquim Romero. A cobrança do ouro do rei nas Minas Gerais : o fim da captação – 1741-1750, *Tempo*, 2009, numéro 27, p. 118-132.



MARTINIÈRE Guy. A implantação das estruturas de Portugal na América (1620-1750). In MAURO Frédéric. *O Império Luso-Brasileiro (1620-1750)*, Lisbonne : Estampa, 1991,

MATTOS Hebe M. *Das Cores do Silêncio : os significados da liberdade no Sudeste escravista (Brasil XIX)*. Rio de Janeiro : Nova Fronteira, 1996.

MATTOSO Katia de Queiroz, MUZART Idelette, SANTOS Fonseca dos, ROLLANT Denis. Naissance du Brésil moderne – 1500 -1808. XXe Colloque de l'Institut de Recherches sur les Civilisations de l'Occident Moderne. Paris : Sorbonne, Civilisations, numéro 22, 1997.

MAXWELL Kenneth. Hegemonias antigas e novas : o Atlântico ibérico ao longo do século XVIII. In MAXWELL Kenneth. *Chocolate, piratas e outros malandros (Ensaio tropicais)*. São Paulo : Paz e Terra, 1999, p. 209-251.

MELLO Saulo Álvaro de, BRASIL Maria do Carmo. Trabalhadores escravizados : remeiros-carregadores e remeiros-defensores nos Relatos Monçoeiros, Curitiba : IV Encontro Escravidão e Liberdade no Brasil Meridional, 2009.

METCALF Alida C. *Family and frontier in Colonial Brazil – Santana de Parnaíba, 1580-1822*, Austin : University of Texas Press, 2005.

MORAES Cristina de Cássia Pereira. Deus e o Diabo no sertão dos Guayazes : abusos e desmandos do vigário da Vara de Vila Boa. *Sociedade e Cultura*, 2006, v. 9, número 1, p. 91-103.

MORAES Cristina de Cássia Pereira. *O corpo místico de Cristo - Irmandades e Confrarias na Capitania de Goiás (1736-1808)*. Thèse : Histoire : Université de Lisbonne : 2005.

MOREYRA Sergio Paulo. O olho que vê o mundo. *Boletim Goiano de Geografia*, v. 7-8, números 1-2, 1987-1988, p. 163-166.

MOTTA Tatiana Carvalho. *Entre o Atlântico e o sertão : mulheres e vida urbana na capitania de Goiás*. Mestrado : História : UnB : Brasília : 2006.

NETO Antonio Teixeira. Os caminhos de ontem e de hoje em direção a Goiás-Tocantins. *Boletim Goiano de Geografia*, 2001, v. 21, número 1, p. 51-68.

OLIVEIRA Adriana Mara Vaz de. Um lugar no século XIX : Meia Ponte. In CHAUL Nasr Fayad, DUARTE Luís Sérgio (Dir.). *As cidades dos sonhos : Desenvolvimento urbano em Goiás*. Goiânia : UFG, 2004, p. 15-55.

PAIVA Eduardo França. Bateias, carumbés, tabuleiros : mineração africana e mestiçagem no Novo Mundo. In PAIVA Eduardo França, ANASTASIA Carla Maria Junho (Dir.). *O trabalho mestiço: maneiras de pensar e formas de viver – séculos XVI a XIX*, São Paulo/Belo Horizonte : Annablume/UFMG, 2002, p. 187-207.

PALACIN Luis, MORAES Maria Augusta. *História de Goiás (1722-1972)*, Goiânia : UCG, 2001.

PALACIN Luis. *O século do ouro em Goiás 1722-1822 : Estrutura e conjuntura numa capitania de minas*, Goiânia : UCG, 2001.

POLONI-SIMARD Jacques. Amériques coloniales : La construction de la société, *Annales HSS*, 2007, numéro 3, p. 501-504.

RIOS Wilson de Oliveira. *A lei e o estilo. A inserção dos ofícios mecânicos na sociedade colonial (1690-1790)*. Thèse : Histoire : UFF : Niterói : 2000.

ROCHA Leandro Mendes (Dir.). *Atlas Histórico : Goiás Pré-Colonial e Colonial*. Goiânia : Cecab, 2001.

ROMEIRO Adriana. Guerra dos Emboabas : novas abordagens e novas interpretações. In Luiz Carlos Villalta et Maria Efigênia Lage Resende (Dir.). *História de Minas Gerais setecentista*. Belo Horizonte : Autêntica, 2007, v. 1, p. 35-70.

SALLES Gilka Vasconcelos Ferreira de. *Economia e escravidão na capitania de Goiás*. Goiânia : CEGRAF/UFG, Coleção Documentos Goianos, 1992.

SANDES Noé Freire. Memória, nação e região : a identidade em questão. In CHAUL Nasr Fayad, RIBEIRO Paulo Rodrigues (Dir.). *Goiás : identidade, paisagem e tradição*. Goiânia : UCG, 2001, p. 17-23.

SCHWARCZ Lilia Moritz. *O espetáculo das raças. Cientistas, instituições e questão racial no Brasil (1870-1930)*. São Paulo : Companhia das Letras, 1993.

SCHWARCZ Lilia Moritz. Usos e abusos da mestiçagem e da raça no Brasil : uma história das teorias raciais em finais do século XIX. *Afro-Ásia*, número 18, 1996, p. 77-101.

SILVA C. P., LOPES M. M. O ouro sob as Luzes : a 'arte' de minerar no discurso do naturalista João da Silva Feijó (1760-1824). *História, Ciências, Saúde*, v. 11, número 3, 2004, p. 731-750.

SILVA Maria M. R. de Souza e. A Historiografia Descobre a Festa. *Hélade*, 2000, v. 1, número 1, p. 38-52.

SILVA Valderez Antônio da. *Os fantasmas do rio: um estudo sobre a memória das monções do Vale do Médio Tietê*. Mestrado : Histoire : Unicamp : Campinas : 2004.

SKIDMORE Thomas E. Fato e Mito : descobrindo um problema racial no Brasil. *Cadernos de Pesquisa*, São Paulo : número 79, 1991, p. 5-16.

SOARES Márcio de Sousa. Pretos e pardos na fronteira do Império : hierarquias e mobilidade social de libertos na Capitania de Goiás (século XVIII). *IV Seminário de Pesquisa do Instituto de Ciências da Sociedade e Desenvolvimento Regional – UFF*, Rio de Janeiro : Campos dos Goytacazes, 2010.

SOUSA Rita Martins de. Brazilian Gold and the Lisbon Mint House (1720–1807). *e-JPH*, 2008, v. 6, número 1, p. 1-22.

SOUSA Rita Martins de. O Brasil e as emissões monetárias de ouro em Portugal (1700-1797). *Penélope*, número 23, 2000, p. 89-107.

SOUZA Laura de Mello e. BICALHO Maria Fernanda Batista. *1680-1720 : O império deste mundo*. São Paulo : Companhia das Letras, 2000.

TAUNAY Affonso de E. *História das Bandeiras Paulistas*. São Paulo : Melhoramentos, 1975.

TAUNAY Affonso de E. *Relatos Sertanistas*. Belo Horizonte : Itatiaia ; São Paulo : USP, 1981.

TINHORÃO José Ramos. *As festas no Brasil colonial*. São Paulo : Editora 34, 2000.

VAINFAS, Ronaldo (dir.). *Dicionário do Brasil Colonial (1500-1808)*. Rio de Janeiro : Objetiva, 2001.

VASCONCELOS Diogo de. *História Antiga das Minas Gerais (1703-1720)*. Rio de Janeiro : Instituto Nacional do Livro, 1948.

VASCONCELOS Diogo de. *História Média das Minas Gerais*. Belo Horizonte : Itatiaia, 1974.

VIANA Larissa. *O Idioma da Mestiçagem : as Irmandades de Pardos na América Portuguesa*. Campinas : Unicamp, 2007.

### **B 3. Histoire de la Ville et du Pouvoir**

ANASTÁSIA Carla Maria Junho, Direitos e motins na América Portuguesa. *Justiça e História*, 2001, v. 1, p. 51-72.

ANASTÁSIA Carla Maria Junho, SILVA Flavio Marcus. Levantamentos setecentistas mineiros, violência coletiva e acomodação. In FURTADO Junia Ferreira (Dir.). *Diálogos oceânicos : Minas Gerais e as novas abordagens para uma história do Império Ultramarino Português*. Belo Horizonte : UFMG, 2001, p. 307-332.

ANASTÁSIA Carla Maria Junho. O ensandecido Seixas. Usurpação e jurisdição: conflitos intra-autoridades nas Minas setecentistas. História e Cidadania. *Anais do XIX Simpósio nacional da ANPUH*. São Paulo : Humanitas, 1998.

ANASTÁSIA Carla Maria Junho. Potentados e bandidos : os motins do São Francisco. *Revista do Departamento de História*, 1989, v. 9, p. 74-85.

ANASTÁSIA Carla Maria Junho. *Vassalos rebeldes : violência coletiva nas Minas na primeira metade do século XVIII*. Belo Horizonte : UFMG- C/Arte, 1998.

ANASTÁSIA, Carla Maria Junho. *A geografia do crime : violência nas minas setecentistas*. Belo Horizonte : UFMG, 2005.

ANDRADE João Andrade. A Revolução de 1820 : a conspiração. Porto : Porto Editora, 1983.

ARAUJO Renata Malcher. A Razão na selva : Pombal e a reforma urbana da Amazônia. *Camões. Revista de Letras e Culturas Lusófonas*, 2003, número 15-16, p. 151-165.

ARAÚJO Renata Malcher. *A urbanização do Mato Grosso no século XVIII. Discurso e método*. Thèse : História da Arte : Lisbonne : 2000.

BANDECCHI B. O. O Município no Brasil e sua Função Política. *Revista de História*, número 90, 1972, p. 495-530.

BASSAND Michel, KAUFMANN Vincent, JOYE Dominique (Dir.). *Enjeux de la sociologie urbaine*. Laussane : Presses polytechniques et universitaires Romandes, 2001.

BERCE Yves-Marie. Conclusion : vide du pouvoir. Nouvelle légitimité. In *Histoire, économie et société. Le concept de révolution*. 1991, número 1, p. 23-25.

BERNSTEIN Harry. O juiz do povo de Lisboa e a Independência do Brasil : 1750-1822. Ensaio sobre o populismo luso-brasileiro. In : KEITH Henry H., EDWARDS S. F. (Dir.). *Conflito e continuidade na sociedade brasileira – ensaio*. Rio de Janeiro : Civilização Brasileira, 1970, p. 226-265.

BETHENCOURT Francisco. *As Camaras*. In BETHENCOURT Francisco, CHAUDHURI Kirt. *História da Expansão Portuguesa*. O Brasil na balança do Império (1697-1808). Lisbonne : Círculo de Leitores, 1998-1999, v. 3, p. 270-280.

BEUNZA José María Imizcoz. Comunidad, red social y élites. Un análisis de la vertebración social en el Antiguo Régimen. In BEUNZA José María Imizcoz (Dir.). *Elites, poder y red social. Las élites del País Vasco y Navarra en la Edad Moderna*. Bilbao : Universidad del País Vasco, 1996, p. 13-50.

BICALHO Maria Fernanda Batista. A cidade do Rio de Janeiro e o sonho de uma capital americana : da visão de D. Luís da Cunha à sede do vice-reinado (1736-1763). *História* [en ligne]. 2011. [réf. du 16 août 2011]. Disponible sur : <http://www.scielo.br/pdf/his/v30n1/v30n1a03.pdf>.

BICALHO Maria Fernanda Batista. *A cidade e o Império : o Rio de Janeiro no século XVIII*. Rio de Janeiro : Civilização Brasileira, 2003.

BICALHO Maria Fernanda Batista. Cidades e Elites Coloniais. Redes de poder e negociação. *Varia História*, 2003, numéro 29, p. 17-39.

BICALHO Maria Fernanda Batista. Conquista, mercês e poder local : a nobreza da terra na América portuguesa e a cultura política no Antigo Regime. *Almanack Braziliense*, 2005, numéro 2, p. 21-34.

BICALHO Maria Fernanda Batista. O que significava ser cidadão nos tempos coloniais? In : ABREU Martha, SOHIET Rachel (Dir.). *Ensino de História*. Rio de Janeiro : Casa da Palavra, 2003.

BICALHO Maria Fernanda Batista. O Rio de Janeiro no século XVIII : A transferência da capital e a construção do território centro-sul da América portuguesa. *Centro Interdisciplinar de Estudo da Cidade - Unicamp* [en ligne]. [réf. du 15 juin 2009]. Disponible sur : <http://www.ifch.unicamp.br/ciec/revista/artigos/dossie1.pdf>.

BOUCHERON Patric, MENJOT Denis, MONNET Pierre. Formes d'émergence, d'affirmation et de déclin de capitales : rapport introductif. In *Les villes capitales au moyen âge*. Paris : Publications de la Sorbonne, 2006, p. 13-56.

BOURDIEU Pierre. *Propos sur le champ politique*, Lyon : Presses universitaires de Lyon, 2000.

BOXER Charles R. *Portuguese society in the tropics. The municipal councils of Goa, Macao, Bahia and Luanda – 1510-1800*. Madison and Milwaukee : The University of Wisconsin Press, 1967.

BUSHNELL Amy Turner, GREENE Jack P. Peripheries, Centers and the construction of Early Modern American Empires. In DANIELS Christine, KENNEDY Michael V.

*Negotiated Empires. Centers and Peripheries in the Americas, 1500-1820*. New York : Routledge, 2002, p. 1-14.

CAMPOS Maria Verônica. Goiás na década de 1730 : pioneiros, elites locais, motins e fronteira. In BICALHO Maria Fernanda Batista, FERLINI Vera Lúcia Amaral. *Modos de Governar. Idéias e práticas políticas no Império português – séculos XVI-XIX*. São Paulo : Alameda, 2005, p. 341-359.

CAMPOS Maria Verônica. *Governo de mineiros. De como meter as Minas numa moenda e beber-lhe o caldo dourado (1693-1737)*, Thèse : Histoire : São Paulo : 2002.

CARDIM Pedro. O quadro institucional. Os grandes paradigmas de organização política: a Coroa e organização do reino. As Cortes. In José Matoso (dir.), *A História de Portugal, O Antigo Regime*. Lisbonne : Circulo dos Leitores, v. 4, 1993, p. 145-150.

CARDOZO Manoel S. The Guerra dos Emboabas, Civil War in Minas Gerais, 1708-1709. *Hispanic American Historical Review*, 1942, v. 22, número 3, p. 470-492.

CAVALCANTI Maria do Espírito Santo Rosa. *A Luta pela Emancipação do Norte Goiano*. Mestrado : História : UFG : Goiânia : 1990.

CHAUL Nasr Fayad, *Caminhos de Goiás - Da construção da decadência aos limites da modernidade*. Goiânia : Editora UFG, 2002.

CHAUL Nasr Fayad, DUARTE Luís Sérgio (Dir.). *As cidades dos sonhos : Desenvolvimento urbano em Goiás*. Goiânia : UFG, 2004.

CLIMACO Cristina. En amont d'une indépendance. Les relations entre Lisbonne et Rio de Janeiro, 1807-1822. *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM* [en ligne]. 2010 [réf. du août 2011]. Disponible sur : <http://alhim.revues.org/index3552.html>.

COELHO Gustavo Neiva. *O espaço urbano em Vila Boa*. Goiânia : UCG, 2001.

COLEMAN Christopher, STARKEY David. *Revolution reassessed. Revisions in the history of Tudor Government and administration*. Oxford : Oxford University Press, 1986.

CORTESÃO Jaime. *Alexandre de Gusmão e o Tratado de Madri*. Rio de Janeiro : Instituto Rio Branco, 1952.

COSTA Emília Viotti da. *Da Monarquia à República : momentos decisivos*. São Paulo : Unesp, 2007.

COSTA João Frank da. Antártida : o problema político. *Revista Brasileira de Política Internacional*, 1987, número 119-120, p. 27-59.

CROUZET-PAVAN Élisabeth. *Venize : une invention de la ville (XIIIe-XVe Siècle)*. Seyssel : Éditions Champs Vallon, Collection Époques, 1997.

CRUZ COELHO M. H. da, MAGALHÃES J. R. *O poder concelhio : das origens às cortes constituintes*. Coimbra : Centro de Estudos e Formação Autárquica, 1986.

DETENNE Marcel. Des comparables dans le champ du politique. Entre nous, ethnologues et historiens. *Gradhiva* [en ligne]. Décembre 2008 [réf. du 08 juin 2009], p. 5-17. Disponible sur : <http://gradhiva.revues.org/index69.html>.

DETENNE Marcel. Doing comparative anthropology in the field of politics, *Arion*, 2006, v. 13, numéro 3, p. 65-85.

DIÉGUES Fernando. *A revolução Brasílica – O projeto político e a estratégia da Independência*. Rio de Janeiro : Objetiva, 2004.

DINIZ Silvio Gabriel. *Pesquisando a história de Pitangui*. Belo Horizonte : s/ed., 1965.

EVANS John T. *Seventeenth-century Norwich. Politics religion and government, 1620-1690*. Oxford : Oxford University Press, 1979.

FARGE Arlette. *Le cours ordinaire des choses dans la cité du XVIIe siècle*. Paris : Seuil, 1994.

FARIA Sheila S. C. *Sinhás Pretas, Damas Mercadoras : as pretas minas nas cidades do Rio de Janeiro e de São João Del Rey (1700-1850)*. Thèse : Histoire : UFF : Niterói : 2004.

FIGUEIREDO Luciano Raposo de Almeida. Além de súditos : notas sobre revoltas e identidade colonial na América portuguesa. *Tempo*, 2000, número 10, p. 81-95.

FIGUEIREDO Luciano Raposo de Almeida. De sisas, *quintos* e miunças : revoltas anti-fiscais e a tributação no Brasil e em Portugal, séculos XVII e XVIII [en ligne]. *XXV Encontro da Associação de História Económica e Social*, Portugal, Université d'Évora. Novembre 2005 [réf. du 28 mars 2007]. Disponible sur : <http://www.eventos.uevora.pt/xxvaphes/AphesXXV Comunicacoes/LFigueiredo.pdf>.

FIGUEIREDO Luciano Raposo de Almeida. Furores sertanejos na América portuguesa : rebelião e cultura política no *sertão* do São Francisco – Minas Gerais (1736). *Oceanos*, 1999, v. 40, p. 128-144.

FIGUEIREDO Luciano Raposo de Almeida. O Império em apuros : notas para o estudo das alterações ultramarinas e das práticas políticas no Império colonial português – séculos XVII e XVIII. In FURTADO Junia Ferreira (Dir.). *Diálogos oceânicos : Minas*

*Gerais e as novas abordagens para uma história do Império Ultramarino Português.* Belo Horizonte : UFMG, 2001, p. 197-254.

FIGUEIREDO Luciano Raposo de Almeida. Protestos, revoltas e fiscalidade no Brasil colonial. *LPH Revista de História*, 1995, v. 5, p. 56-87.

FIGUEIREDO Luciano Raposo de Almeida. Resistências antifiscais em Minas colonial (Revisitando um velho tema, reescrevendo um velho artigo) [en ligne]. *XIII Seminário sobre a economia mineira*. Diamantina, Minas Gerais. Août 2008 [réf. du 28 avril 2009]. Disponible sur : [http://www.cedeplar.ufmg.br/seminarios/seminario\\_diamantina/2008/D08A087.pdf](http://www.cedeplar.ufmg.br/seminarios/seminario_diamantina/2008/D08A087.pdf).

FILHO Nestor Goulart Reis. *Imagens de Vilas e cidades do Brasil Colonial*. São Paulo : EDUSP, 2000.

FLEXOR Maria Helena Ochi. *Oficiais mecânicos na cidade de Salvador*. Salvador : Prefeitura Municipal, 1974.

FONSECA Cláudia Damasceno, VENÂNCIO Renato Pinto. Vila Rica : prospérité et déclin urbain dans le Minas Gerais (XVIIIe-XXe siècles). In VIDAL Laurent (Dir). *La Ville au Brésil (XVIIIe-XXe). Naissances, renaissances*. Paris : Les Indes Savants, 2008, p. 179-204.

FONSECA Cláudia Damasceno. *Des terres aux villes de l'or. Pouvoir et territoires urbains au Minas Gerais (Brésil, XVIIIe siècle)*. Paris : Centre Culturel Calouste Gulbenkian, 2003.

FONSECA Luis Adão da. *O tratado de Tordesilhas e a diplomacia luso-castelhana no século XVI*. Lisbonne : Enapa, 1991.

FOUCAULT Michel. Deux essais sur le sujet et le pouvoir. In DREYFUS Hubert, RABINOW Paul. *Michel Foucault : un parcours philosophique*. Paris : Gallimard, 1984, p. 297-321.

FRAGOSO João. A formação da economia colonial no Rio de Janeiro e de sua primeira elite senhorial (séculos XVI e XVII). FRAGOSO João, BICALHO Maria Fernanda Batista, GOUVÊA Maria de Fátima. *O Antigo Regime nos trópicos : a dinâmica imperial portuguesa (séculos XVI-XVIII)*. Rio de Janeiro : Civilização Brasileira, 2001, p. 29-71.

FRAGOSO João. A nobreza da república : notas sobre a formação da primeira elite senhorial do Rio de Janeiro (séculos XVI e XVII). *Topoi*, 2000, número 1, p. 45-122.

FURTADO Júnia Ferreira. Relações de poder no Tejuco ou um teatro em três atos. *Tempo*, 1999, número 7, p. 129-142.



GENIEYS William. Nouveaux regards sur les élites du politique. *Revue française de science politique*, 2006, v. 56, numéro 1, p. 121-147.

GOMES Rita Costa. A Reconquista e o imaginário da cidade peninsular. In CENTERO Yvette Kace, FREITAS Lima de. *Simbólica do espaço : Cidades, Ilhas, Jardins*. Lisbonne : Estampa, 1991, p. 43-57.

GOUVÊA Maria de Fátima Silva, FRAZÃO Gabriel Almeida, SANTOS Marília Nogueira dos. Redes de poder e conhecimento na governação do império português, 1688-1735. *Topoi*, 2004, v. 5, número 8, p. 96-137

GOUVÊA Maria de Fátima Silva. *Poder, Autoridade e o Senado de Camara do Rio de Janeiro – 1780-1820*. *Tempo*, 2000, v. 7, número 13, p. 112-123.

GRAFMEYER Y. *Sociologie Urbaine*. Paris : Nathan, 1994.

GREENE Jack P. Negotiated Authorities: The problem of governance in the extended Politics of the early modern Atlantic World. In GREENE Jack P. *Negotiated Authorities : Essays in colonial political and constitutional History*. Charlottesville : University of Virginia Press, 1994, p. 1-24.

GREENE Jack P. *Peripheries and Center : constitutional development in the extended politics of the British Empire and the United States, 1607-1788*. Athens : University of Georgia Press, 1986.

HESPANHA Antônio Manuel. Governo, elites e competência social : sugestões para um entendimento renovado da história das elites. In BICALHO Maria Fernanda Batista, FERLINI Vera Lúcia Amaral. *Modos de governar: idéias e práticas políticas no império português – séculos XVI-XIX*. São Paulo : Alameda, 2005, p. 39-44.

HESPANHA Antônio Manuel. *Vísperas del Leviatán – Instituciones y poder político (Portugal, siècle XVII)*. Madrid : Taurus Humanidades, 1989.

HIRSCHMAN Albert O. *Les passions et les intérêts : justifications politiques du capitalisme avant son apogée*. Paris : Quadrige/PUF, 1980.

JESUS Nauk Maria de. A Camara da Vila Real do Senhor Bom Jesus do Cuiabá : um breve panorama (1727-1800). *Fronteiras*, 2008, v. 10, número 17, p. 163-175.

JESUS Nauk Maria de. *Na trama dos conflitos. A administração na fronteira oeste da América portuguesa (1719-1778)*. Thèse : Histoire : Rio de Janeiro : 2006.

JOBIM Nelson, PORTO Walter Costa. *Legislação eleitoral no Brasil : do século XVI a nossos dias*. Brasília : Senado Federal, 1996.

KANTOR Iris. Diplomatic uses of Brazil's island myth cartographic and historiographic polemics. *Varia História*, 2007, v. 23, número 37, p. 70-80.

KELLER Suzanne. *Beyond the Ruling Class. Strategic Élites in Modern Society*. New York : Aléatoire House, 1963.

LACERDA Regina. *A Independência em Goiás*. Goiânia : Oriente, 1972.

LANGHANS Franz-Paul. *A Casa dos vinte e quatro de Lisboa : subsídios para a sua história*. Lisbonne : Imprensa Nacional, 1948.

LE JAN Régine. *Les villes capitales au moyen âge*. Avant-propos. Paris : Publications de la Sorbonne, 2006, p. 7-10.

LEMES Fernando Lobo. *A oeste do império – dinâmica da Camara municipal na última periferia colonial : um estudo das relações de poder nas minas e capitania de Goiás (1770/1804)*. Mestrado : Histoire : Goiânia : 2005.

LEMES Fernando Lobo. Poder local e rede urbana nas minas de Goiás. *História*, 2009, número 1, v. 28, p. 381-413.

LEMPÉRIÈRE Annick. *Entre Dieu et le Roi, la République. Mexico, XVIe-XIXe siècles*, Paris : Les Belles-Lettres, 2005.

LEPETIT Bernard. La ville : cadre, objet, sujet. *Enquête* [en ligne]. Octobre 2008. [réf. du 20 août 2010]. Disponible sur : <http://enquete.revues.org/document663.html>.

MAXWELL Kenneth. A geração de 1790 e a idéia do império luso-brasileiro. In \_\_\_\_\_. *Chocolate, piratas e outros malandros. Ensaios tropicais*, São Paulo : Paz e Terra, 1999, p. 157-207.

MELLO Magnus Roberto Pereira de. *A forma e o poder : duas agendas da cidade de origem portuguesa nas idades medieval e moderna*. Thèse : Histoire : Curitiba : UFPR : 1998.

MERRIMAN John. *Aux marges de la ville. Faubourgs et banlieues en France – 1815-1870*. Paris : Seuil, 1994.

MIGNOLO Walter D. *Local Histories, Global Designs. Coloniality, Subaltern Knowledges and Border Thinking*. Princeton : Princeton University Press, 2000.

MONTEIRO Nuno Gonçalo. O *Ethos* nobiliárquico no final do Antigo Regime : poder simbólico, império e imaginário social. *Almanack Braziliense*, 2005, número 2, p. 4-20.

MONTEIRO Nuno Gonçalo. Os concelhos e as comunidades. In : MATTOSO, José (Dir.). *História de Portugal. O antigo regime (1620-1807)*, Lisbonne : Estampa, v. 4, 1993, p. 303-331.

MONTEIRO Nuno Gonçalo. Trajetórias sociais e governo das conquistas : Notas preliminares sobre os vice-reis e governadores-gerais do Brasil e da Índia nos séculos XVII e XVIII. In FRAGOSO João, BICALHO Maria Fernanda Batista, GOUVÊA Maria de Fátima. *O Antigo Regime nos trópicos : a dinâmica imperial portuguesa (séculos XVI-XVIII)*. Rio de Janeiro : Civilização Brasileira, 2001, p. 249-283.

MOREYRA Sérgio Paulo. O Processo de Independência em Goiás. In MOTTA Carlos Guilherme (Dir.). *Dimensões 1822*. São Paulo : Perspectiva, 1972.

MOUTOUKIAS Zacharias. Réseaux personnels et autorité coloniale : les négociants de Buenos Aires au XVIIIe siècle. *Annales ESC*, 1992, números 4-5, p. 889 -915.

NETO Antonio Teixeira. Cartografia, território e poder : dimensão técnica e política na utilização de mapas. *Boletim Goiano de Geografia*, 2006, v. 26, número 2, p. 49-69.

OLIVAL Fernanda. *As Ordens Militares e o Estado Moderno. Honra, mercê e venalidade em Portugal (1641-1789)*. Lisbonne : Estar, 2001.

OLIVEIRA César de (Dir.). *História dos Municípios e do Poder Local [Dos Finais da Idade Média à União Européia]*. Lisbonne : Círculo de Leitores, 1996.

PAIVA Eduardo França (Dir.). *Brasil – Portugal : sociedades, culturas e formas de governar no mundo português (séculos XVI-XVIII)*. São Paulo : Annablume, 2006.

PALACIN Luis. *Subversão e corrupção – um estudo da administração pombalina em Goiás*. Goiânia : UFG, 1983.

PEREIRA Magnus Roberto de Mello. Almuthasib : Considerações sobre o direito de almotacaria nas cidades de Portugal e suas colônias. *Revista Brasileira de História*, 2001, número 42, p. 365-395.

PUJOL Xavier Gil. Centralismo e Localismo? Sobre as relações políticas e culturais entre capital e território nas monarquias européias dos séculos XVI e XVII. *Penélope*, 1991, número 6, p. 119-144.

PULMAN Denise. ROBIC Marie-Claire. Réseaux urbains : des mots aux choses. *Urbanisme*, 1999, número 304, p. 72-75.

RAMOS Donald. *A Social History of Ouro Preto : stresses of dynamic urbanization in colonial Brazil, 1695-1726*. Thèse : Histoire : University of Flórida : 1972.

RAMOS Luís A. de Oliveira. *História do Porto*. Porto : Porto Editora, 2000.

REIS João José. *A Morte é uma Festa - Ritos Fúnebres e Revolta Popular no Brasil do Século XIX*. São Paulo : Companhia das letras, 1992.

ROMEIRO Adriana. *Paulistas e emboabas no coração das Minas : idéias práticas e imaginário político no século XVII*. Belo Horizonte : UFMG, 2008.

ROMEIRO Adriana. Revisitando a Guerra dos Emboabas : práticas políticas e imaginário nas Minas setecentistas. In : BICALHO Maria Fernanda Batista, FERLINI Vera Lúcia Amaral (Dir.). *Modos de governar: idéias e práticas políticas no império português – séculos XVI-XIX*. São Paulo : Alameda, 2005, p. 387-401.

ROUQUETTE Michel-Louis. *Sur la connaissance des masses. Essai de psychologie politique*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 1994.

RUSSEL Conrad. The nature of a Parliament in early Stuart England. In TOMLINSON Howard, *Before the English Civil War. Essays on early Stuart politics and government*, New York : 1984, p. 123-150.

RUSSEL-WOOD A. J. R. Centros e periferias no mundo luso-brasileiro (1500 – 1808). *Revista Brasileira de História* [en ligne]. 1998 [réf. du 15 septembre 2004], p. 187-250. Disponible sur : [http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S0102-01881998000200010&lng=en&nrm=iso](http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0102-01881998000200010&lng=en&nrm=iso).

SACKS David Harris. The corporate town and the English state : Bristol's little businesses, 1625-1641. *Past and Present*, 1986, numéro 110, p. 69-105.

SANTOS Antônio Cesar de Almeida, SANTOS Rosângela Maria F. (Dir.). *Eleições da Câmara Municipal de Curitiba (1748 a 1827)*. Curitiba : Aos Quatro Ventos, Monumenta, 2003.

SANTOS Beatriz Catão Cruz. Irmandades, oficiais mecânicos e cidadania no Rio de Janeiro do século XVIII. *Varia historia* [en ligne]. 2010, v. 26, número 43 [réf. du 18 août 2011], p. 131-153. Disponible sur : [http://www.scielo.br/scielo.php?pid=S0104-87752010000100008&script=sci\\_abstract&tlng=pt](http://www.scielo.br/scielo.php?pid=S0104-87752010000100008&script=sci_abstract&tlng=pt).

SANTOS Beatriz Catão Cruz. *O corpo de Deus na América : a festa de Corpus Christi nas cidades da América Portuguesa - século XVIII*. São Paulo : Annablume, 2005.

SANTOS Catarina Madeira. *Goa É a Chave de Toda a Índia. Perfil Político da Capital do Estado da Índia (1505-1570)*. Lisbonne : CNCDP, 1999.

SCHWARTZ Stuart. Ceremonies of public authority in a colonial Capital. The king's processions and the hierarquies of power in the seventeenth century Salvador. *Anais de História de Além-Mar*, 2004, v. 5, p. 7-26.

SERRÃO Veríssimo. História de Portugal – A restauração e a monarquia absoluta (1640-1750). Lisbonne : Verbo, v. 5, 1991.

SHARPE Kevin. Crown, Parliament and locality : Government and communication in early Stuart England. *English Historical Review*, 1986, número 101, p. 321-350.

SILVA Leosmar Aparecido da. Aspectos sociais, políticos e religiosos da arquitetura colonial Vila boense : uma análise semiótica. *Via Litterae*, v. 2, número 2 [en ligne]. Juillet/décembre 2010 [réf. du 27 août 2011], p. 451-473. Disponible sur : [www.unucseh.ueg.br/vialitterae](http://www.unucseh.ueg.br/vialitterae).

SOUZA Iara Lis Franco Schiavinatto. Entre trajetórias e impérios : apontamentos de cultura política e historiografia. *Tempo*, 2009, número 27, p. 23-35.

SOUZA Iara Lis Franco Schiavinatto. *Pátria coroada : o Brasil como corpo político autônomo, 1780-1831*. São Paulo : UNESP, 1999.

SOUZA Laura de Mello e. *O sol e sombra – Política e administração na América portuguesa do século XVIII*. São Paulo : Companhia das Letras, 2006.

SOUZA Laura de Mello. D. Pedro de Almeida Portugal e a revolta de 1720 em Vila Rica. In Maria Beatriz Nizza da Silva, *Cultura portuguesa na Terra de Santa Cruz*. Lisbonne : Estampa, 1995, p. 193-213.

SOUZA Laura de Mello. La conjoncture critique dans le monde luso-brésilien au début du XVIIIe siècle. *Le Portugal et l'Atlantique*. Paris : Centro Cultural Calouste Gulbenkian, 2001, v. 42, p. 11-24.

SOUZA Laura de Mello. Tensões sociais em Minas na segunda metade do século XVIII. In Adalto Novais, *Tempo e História*. São Paulo : Companhia das Letras, 1992, p. 347-366.

SOUZA Teotônio R. de. O Padroado português do Oriente visto da Índia. Instrumentalização política da religião. *Revista Lusófona de Ciência das Religiões*, 2008, número 13/14, p. 413-430.

VANDEWALLE Bernard. Le rythme comme schème politique. In SAUVANET Pierre, WUNENBURGER Jean-Jacques (Dir.). *Rhythmes et Philosophie*. Paris : Éditions Kimé, 1996, p. 41-51.

VASCONCELOS Pedro Almeida. Les renaissances de Salvador (vers 1763, vers 1850). In VIDAL Laurent (Dir). *La Ville au Brésil (XVIIIe-XXe). Naissances, renaissances*. Paris : Les Indes Savants, 2008, p. 231-238.

VIDAL Laurent, MUSSET Alain, VIDAL Dominique. *Sociétés, mobilités, déplacements : les territoires de l'attente. Le cas des mondes américains (d'hier à aujourd'hui)*. Texte inédite. In VIDAL Laurent. Les territoires de l'attente : de quelques éléments de réflexion (version résumé) [en ligne]. Février 2011 [réf. du 10 septembre 2011]. Disponible sur : <http://terriat.hypotheses.org/>.

VIDAL Laurent. Capitais sonhadas, capitais abandonadas. Considerações sobre a mobilidade das capitais nas Américas (séculos XVIII - XX). *História*, 2011, v. 30, número 1, p. 3-36.

VIDAL Laurent (Dir). *La Ville au Brésil (XVIIIe-XXe). Naissances, renaissances*. Paris : Les Indes Savants, 2008.

VIDAL Laurent, Os trilhos da história do Brasil urbano. *Ler História*, 2005, número 48, p. 75-85.

VIDAL Laurent. Las recientes orientaciones de la investigación sobre la historia del Brasil urbano : elementos para un balance (1990-2003). *Anuário Americanista Europeu*, 2003, número 1, p. 13-40.

VIDAL Laurent. *Les larmes de Rio*. Paris : Aubier, 2009.

VIDAL Laurent. *Mazagão : la ville que traverse l'Atlantique - Du Maroc à l'Amazonie (1769-1783)*. Paris : Flammarion, 2005.

VIDAL Laurent. Sous le masque du colonial – Naissances et « décadence » d'une Vila dans le Brésil moderne : Vila Boa de Goiás au XVIIIe siècle. *Annales HSS*, 2007, número 3, p. 577-606.

XAVIER Ângela Barreto, HESPANHA Antônio Manuel. A representação da sociedade e do poder. In José Mattoso (Dir.) *História de Portugal – O Antigo Regime*. Lisbonne : Estampa, v. 4, 1993, p.121-155.

XAVIER Ângela Barreto, HESPANHA Antônio Manuel. As redes clientelares. In José Mattoso (Dir.) *História de Portugal – O Antigo Regime*. Lisbonne : Estampa, v. 4, 1993, p. 381-394.

# Table des matières

<b>INTRODUCTION</b>	<b>7</b>
 <b>PARTIE 1. LE CHAMP POLITIQUE</b>	 <b>33</b>
CHAPITRE 1. LE NAISSANCE DU CHAMP POLITIQUE (1720-1730)	34
1.1 Les commencements	35
1.2 De Minas Gerais aux mines de Goiás	38
1.3 Le champ politique de Goiás	43
1.4 La définition du champ politique	45
1.5 La notion d'intérêt et l'accès au champ politique	49
1.6 Les mécanismes d'obéissance	53
1.7 La population métisse	56
1.8 Les rapport politique corporatives	62
1.9 L'unité du champ politique	65
1.10 La collaboration mutuelle	69
1.1 1 La pratique de la négociation	72
1.1 2 La nature du pouvoir dans le champ politique	78
CHAPITRE 2. L'INSTABILITÉ DU CHAMP POLITIQUE (1727-1739)	82
2.1 L'instabilité politique dans l'Empire	83
2.2 L'instabilité politique dans les mines de Goiás	90
2.2.1 Disputes entre le gouverneur et les premiers découvreurs	90
2.2.2 Tumultes dans les arraiais de Meia Ponte et Sant'Anna de Goiás	94
2.2.3 Conflits entre le surintendant général et les découvreurs	96
2.2.4 Rébellions dans les mines du Tocantins	98
2.2.5 Controverses sur la définition des frontières des mines de Goiás	103
2.3 Le contrôle du champ politique	104
2.3.1 Les institutions administratives et le pouvoir politique de la Couronne	108
2.3.2 La création des <i>Julgados</i>	113
2.3.3 La commercialisation des offices publics	123
 <b>PARTIE 2. LE CHAMP POLITIQUE DE LA VILLE</b>	 <b>131</b>
CHAPITRE 3. GOIÁS DANS LE PROJET GÉOPOLITIQUE DE LISBONNE (1739-1751)	132
3.1 La création de Vila Boa et du Senado da Camara	133
3.2 Le projet politique de Lisbonne	138
3.3 La mise en scène d'un nouveau pouvoir	144
3.4 L'organisation du Senado da Camara	150
3.5 Le Senado da Camara et la représentation populaire	154
3.6 La création du prélat et de la Capitainerie de Goiás	161

3.7 Le chemin de Goiás : oxygène pour la région du Mato Grosso	170
3.8 Les mines de Goiás dans la frontière de deux empires	174
3.9 Goiás dans l'architecture géopolitique de l'Amérique	179
CHAPITRE 4. RÉSEAU URBAIN À LA FRONTIÈRE DE L'EMPIRE (1739-1794)	189
4.1 Frontière : lieu intermédiaire	190
4.2 Vila Boa de Goiás : une capitale dans la frontière	197
4.3 Réseau urbain dans les mines et Capitainerie de Goiás	207
4.4 Le discours et la méthode : les stratégies du Senado da Camara	213
4.4.1 Le discours et la pratique politique des officiers municipaux	219
4.4.2 La méthode et la pratique administrative des officiers municipaux	242
4.5 Le Senado da Camara et le contrôle du réseau urbain	242
CHAPITRE 5. DANS L'ARENE DU SACRÉ : LE POLITIQUE ET LA VILLE (1739-1794)	245
5.1 Le pouvoir politique et la ville	246
5.1.1 La capacité d'action : les élites dans la société	247
5.1.2 Le sacré et le profane : des structures hiérarchiques rivales	252
5.2 Le Senado da Camara et les espaces sacrés de la ville	253
5.2.1 La construction de l'église Matrice de Notre Dame de Sant'Anna	253
5.2.2 La Confrérie de dévotion des Républicains	257
5.2.3 La fête et la procession de Corpus Christi	263
5.2.4 L'État de Saint George dans la fête de Corpus Christi	271
5.3 Le Senado da Camara et les activités professionnelles dans la ville	275
5.4 Le Senado da Camara et le gouvernement de la ville	285
<b>PARTIE 3. LE POUVOIR POLITIQUE DANS LA VILLE</b>	<b>288</b>
CHAPITRE 6. RYTHME ET TEMPORALITÉ DANS GOIÁS COLONIAL (1739-1770)	289
6.1 La temporalité du projet politique de Lisbonne	292
6.1.1 Avant et après Vila Boa : le temps des arrais et le temps de la Vila	293
6.1.2 La nature politique du rythme	295
6.1.3 Le Senado da Camara : visibilité dans la ville	297
6.2 Le temps présent dans les mines du Goiás	300
6.2.1 La dimension intentionnelle du projet de Lisbonne	301
6.2.2 La multiplicité de temps dans la ville	303
6.2.3 La convergence et les négociations entre les corps sociaux de la ville	306
6.3 La tyrannie de la distance	311
6.3.1 La distance du royaume : de Lisbonne à Vila Boa	312
6.3.2 La distance dans le <i>sertão</i> : du littoral du Brésil aux mines de Goiás	315
6.3.3 La distance dans l'espace intérieur de Goiás	317
6.4 La temporalité de l'attente	325
6.4.1 La distance et le rythme des communications	325



6.4.2 Scénographie de l'attente : l'incertitude des espaces transitoires	328
6.4.3 Temps d'attente : la mort du gouverneur et le gouvernement provisoire	330
6.4.4 Le temps d'attente : objet et enjeu de pouvoir	339
CHAPITRE 7. L'IDÉE DE DÉCADENCE DANS L'HISTORIOGRAPHIE DE GOIÁS (1744-1822)	346
7.1 Ascension, apogée et déclin de l'économie de l'or	348
7.2 Les notions de ruine et décadence	351
7.2.1 Le discours de la décadence dans les rapports des voyageurs européens	358
7.2.2 L'historiographie de la décadence	373
7.3 Le versant critique de l'historiographie de la décadence	376
7.3.1 Le contexte historique des concepts : décadence, progrès et splendeur	380
7.3.2 L'exemple de Minas Gerais	385
7.3.3 L'héritage de la société minière	389
7.3.4 Le paradigme de la décadence	394
7.3.5 Le discours des acteurs et la pratique de l'historien	397
7.4 Le projet de Lisbonne et la société métisse du <i>sertão</i>	399
7.4.1 Les temps multiples et la dynamique des situations intermédiaires	401
CHAPITRE 8. LA SOCIÉTÉ MÉTISSE ET L'INDEPENDENCE À GOIÁS (1750-1828)	406
8.1 Mutation économique et sociale	407
8.1.1 Changement démographique : les femmes et les mariages métis	411
8.1.2 Les hommes métis de Goiás et l'accès aux pouvoirs de l'Empire	413
8.2 Les relations verticales : stratégies d'ascension politique et sociale	415
8.3 La résistance au pouvoir des hommes métis	417
8.4 La continuité et la vitalité du projet politique de Lisbonne	422
8.4.1 L'ampliation des cadres institutionnels	423
8.5 La dynamique politique locale et l'Indépendance à Goiás	428
8.5.1 Les combats dans la ville : des embryons d'un gouvernement alternatif	429
8.5.2 Le Senado da Camara et la légitimation du pouvoir monarchique	432
8.5.3 Le gouvernement provisoire de São João das Duas Barras	434
8.5.4 Les revers du gouvernement provisoire du Nord	437
8.5.5 Un gouverneur démissionnaire : la Junte Administrative Intérimaire	439
8.6 Rétablir la capitale : l'alignement avec le projet du Prince	443
8.7 La Junte Provisoire et la réunification politique de la province	446
8.8 La capitale rétabli : le Senado da Camara et l'acclamation de l'empereur	448
<b>CONCLUSION</b>	<b>452</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>460</b>
<b>TABLES DE MATIÈRES</b>	<b>486</b>
<b>TABLE D'ILLUSTRATIONS</b>	<b>489</b>
<b>INDEX DE NOMS PROPRES</b>	<b>490</b>

## Table d'illustrations

Illustration 1. Carte de la région de mines de Goiás au XVIII <sup>e</sup> siècle	92
Illustration 2. Carte de la Capitainerie de Goiás et la division en <i>Julgados</i>	114
Illustration 3. Image de l'édifice du <i>Senado da Camara</i> de Vila Boa	145
Illustration 4. Carte de la Capitainerie de Goiás faite par Tomas de Souza	171
Illustration 5. Carte de la Capitainerie du Mato Grosso à la fin du XVIII <sup>e</sup> siècle	173
Illustration 6. Carte de l'Amérique « selon le système Castillan »	182
Illustration 7. Carte de la Capitainerie de Goiás de 1750	186
Illustration 8. Projet architectonique originale de la Matriz Sant'Ana	255
Illustration 9. Population de la Capitainerie du Goiás (1750-1825)	409
Illustration 10. Naissances et Décès dans la Capitainerie du Goiás (1773-1792)	410
Illustration 11. Population par Ethnie dans la Capitainerie du Goiás	411
Illustration 12. L'institution du Mariage dans la Capitainerie du Goiás	413

## **Index des noms propres**

### **A**

Alberti, Leon Battista 139  
Alencastro, Antônio Pedro de 441  
Almeida, Antonio José Cabral de 340  
Andrade, Gomes Freire 103, 104, 112, 120, 121, 123, 184, 187, 298  
Almeida, Luis Castanho de 38  
Almeida, Luis de 333, 334, 337  
Alvarenga, Pedroso de 38  
Alvarez, Antonio 276  
Andrade, Lucas Freire de 431  
André, Cosme de Santo 46  
Antonio, Salvador 285  
Aragão, Tomé Gomes de 254  
Ataíde, António José Vidal de 417  
Ayres, Manoel de Farias 276

### **B**

Barros, Francisco Xavier de 431  
Barros, Jerônimo Pedroso de 40  
Barros, João Ferreira 168  
Barros, Sebastião Paes de 38  
Bastos, Manoel de 276  
Bastos, Antônio de Souza 96  
Brandão, Pedro Ferreira 95,  
Brito, Marcos José de Noronha e 167, 168, 174, 175, 184, 185, 198, 203, 313, 319,  
370, 371  
Brunelleschi, Filippo 139  
Buenavides, Francisco Lopes 38  
Bulhões, Inácio Soares de 441, 445

## C

Cáceres, Luís de Albuquerque de Melo Pereira e 176, 177  
Campos, Joaquim Pedro de 325  
Cardoso, Ângelo dos Santos 168, 185, 186, 300, 317, 322, 323  
Cardoso, Felipe António 450  
Carlos, Miguel 123, 124, 125, 254  
Carneiro, Belchior 38  
Carvalho, Antonio de Albuquerque de 39  
Carvalho, José de Almeida Vasconcelos Soveral e 326, 338, 339, 355  
Carvalho, Plácido Teixeira de 285  
Carvalho, Sebastião Mendes de 110, 11, 112, 254, 255  
Caula, Carlos Frederico de 433, 440  
Cerqueira, Pio Pinto de 449  
Chaves, Alexandre José Leite de 450  
Coelho, Manuel Pinto 356  
Colomb, Christophe 181  
Colombina, Francisco Tosi 185, 315  
Conceição, Antonio da 46  
Corte-Real, Diogo de Mendonça 300, 319  
Costa, Antonio de Oliveira da 94  
Costa, António Rodrigues da 87, 142,  
Costa, Antonio Thomas da 332  
Costa, Francisco Xavier dos Guimarães Brito e 441  
Coutinho, Azevedo 183  
Coutinho, Francisco de Sousa 109  
Coutinho, Gonçalo Vaz 109  
Coutinho, João Rodrigues 109  
Coutinho, Luiz Pereira Nóbrega de Sousa 447  
Coutinho, Rodrigo de Sousa 316, 356  
Cunha, João Pedro da 417, 420

## D

D'Oyenhausen, João Carlos Augusto 302

## **E**

Enciso, Fernandez de 181

Espinolla, João Perestrello de Vasconcellos 270

## **F**

Falero, Francisco 181

Fernandes, André 38

Ferreira, António Brito 133

Ferreira, José Bernardino de Sena 450

Ferreira, Manuel Mateus 450

Ferraz, António Joaquim 449

Fleury, Luiz Gonzaga de Camargo 445, 447

Fonseca, Manoel Antunes da 151, 221, 225

Freitas, Luis Costa Freire de 441

Furtado, Francisco Xavier de Mendonça 325, 334

## **G**

Galvão, Manoel Antônio 440

Garrido, Antônio Xavier 254

Grau, Domingos Luís 38

Guimarães, João José do Couto 441, 445

Gusmão, Alexandre de 165, 180, 181, 183, 185, 188

## **H**

Homem, Paulo Couceiro de Almeida 431, 439, 441

## **J**

Jacinto, Raimundo Nonato 445

Jardim, José Rodrigues 445

José, Raimundo Francisco 419

## **L**

Leal, Antonio Luís de Sousa 357

Leite, Amaro 95, 184

Lencastre, João de 85

Lisboa, Lúcio Luis 450

## **M**

Macedo, Antônio 38

Macedo, João Lobo de 40

Marques, Luiz Bartholomeu 429, 430, 431, 432

Mártir, Pedro 181

Mascarenhas, Luis de Assis 112, 118, 119, 121, 122, 125, 127, 128, 129, 133, 137, 146, 166, 167, 174, 216, 217, 219, 222, 223, 225, 317, 318, 320, 322, 356, 357, 423

Mascarenhas, Francisco de Assis 320, 322, 356, 357

Maya, José Antônio da 275

Mazagão, Thomé Gomes 133

Mello, Sebastião José de Carvalho e 307

Melo, João Rodrigues de Sá e 357

Melo, João Manuel de 330, 331, 336, 337, 338, 339, 340, 342, 343, 357,

Mendonça, Antonio Carlos Furtado de 334, 337, 338

Mendonça, Filipe Antônio Cardozo de 432,

Mendonça, José Cardozo de 431

Meneses, Luiz da Cunha 229, 230, 231, 232,

Meneses, Rodrigo César de 38, 169, 320, 462

Meneses, Tristão da Cunha 232, 316, 418, 419

Menezes, João Manoel de 357

Menezes, Urbano do Couto 140

Monte, João Batista da Cruz 449

## **N**

Nascimento, Manoel José do 256

Nazareth, Felizardo 432

Negreiros, André Vidal de 109

Nóbrega, Anastácio da 187

Nunes, Pedro 181

## **O**

Oliveira, Joaquim Alves de 445

Ortiz, João Leite da Silva 42, 46, 90

## **P**

Pacheco, Agostinho Teles 111, 112

Paes, Antônio 38

Paes, Ignácio Dias 33

Pereira, Damião José de Sá 332, 335, 338

Pereira, Diogo Jozé 126, 127

Pereira, Duarte Pacheco 181

Pereira, Manoel de Sá 276

Pimentel, Antonio da Silva Caldeira 91, 93, 95, 140

Porto, Manoel Fernandes 276

Prado, Domingos Rodrigues do 38, 40

## **R**

Rabelo, Antonio de Brito 133

Rangel, Silvério José da Silva 450

Real, Tomaz de Souza Vila 316

Ribeiro, Agostinho Luiz 168

Rodrigues, Martins 38

Rodrigues, Domingos 38

Rosa, Valentim Silva 356

## **S**

Sá, Salvador de 109

Sampaio, Manuel Pereira Botelho de 100,

Sampaio, Manuel Inácio de 428, 429, 430, 432, 433, 436, 439, 440, 441, 442

Santana, Luiz de 46

Sardinha, Afonso 38

Segurado, Joaquim Teotônio 424, 429, 434, 435, 437, 438, 443, 447  
Silva, Antonio Dias da 84, 87, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 113, 166, 254, 316, 317,  
Silva, Bartolomeu Bueno da 38, 40, 41, 42, 46, 47, 51, 56, 59, 90, 93, 94, 96, 98, 107, 216, 252, 254,  
Silva, Francisco Jorge da 40  
Silva, Gregório Dias da 84, 96, 97, 98, 100, 101, 102, 111, 113, 166,  
Silva, Inácio Barbosa da 168  
Silva, Joaquim José da 450  
Silva, José Bonifácio de Andrada e 447, 449  
Silva, Manoel da 168  
Silva, Manuel Dias da 95, 254  
Silveira, Braz Baltasar da 39, 40, 95  
Sotomaior, António da Cunha 413  
Sousa, Antonio José de Araújo e 319, 353  
Souza, Manoel Inácio de Mello e 423

## **T**

Távora, Álvaro José Xavier Botelho de 312  
Távora, António Luis de 104, 110, 111, 112, 113, 117, 118, 119, 120, 121, 165, 215, 298, 320, 328  
Teles, Tomás da Silva 183  
Teyxeira, Jorge Placido 285  
Tomar, Manuel Rodrigues 94, 95

## **V**

Vespúcio, Américo 181  
Vieira, Agostinho Luis Ribeiro 316  
Vieira, João Fernandes 119

## **X**

Xavier, Álvaro José 239, 445, 450



## **Z**

Zedes, João Lopes 133, 254

## **Pouvoir politique et réseau urbain dans l'Amérique coloniale : Mines et Capitainerie du Goiás aux XVIIIe et XIXe siècles**

### **Résumé**

L'objectif de cette thèse est de mettre en lumière l'histoire coloniale de l'Empire portugais à partir de l'étude des rapports de pouvoir dans les mines et la Capitainerie du Goiás, pendant le XVIIIe et le XIXe siècle. Dans un monde basé sur l'économie d'exploitation de l'or et la traite des noirs africains, dont les diversités rendent difficiles l'imposition de l'autorité fondée dans des modèles européens, le *Senado da Camara*, en tant qu'extrémité tentaculaire de l'État colonial et fil conducteur du projet politique de Lisbonne, constitue le point central de notre analyse. En fonction du rôle des élites locales vis-à-vis de l'administration des structures urbaines, c'est la géographie politique de la ville qui sera mise en perspective. Dans l'espace urbain colonial, l'exemple de Goiás met en relief les liens entre le politique et la ville et dévoile la ville comme espace de prédilection du politique. Dans ce contexte, l'histoire politique devient une histoire du pouvoir. Il s'agit de savoir, au niveau de la ville coloniale, comment se constitua, se manifesta et s'exerça le pouvoir de la Couronne, mais aussi quelles sont leurs bases de légitimation. Une attention particulière sera portée à une approche dynamique des différentes temporalités perçues comme le produit des constructions sociales confortant le pouvoir des uns sur les autres, révélant ainsi les faiblesses et les antagonismes dans le champ disputé du politique. Cette étude portera donc sur la reconstitution de certains des éléments qui donnent du sens à l'expansion de l'Empire portugais et à la construction d'un réseau de pouvoir politique dans la région centrale du Brésil.

**Mots clés :** Empire portugais, Amérique portugaise, Ville coloniale, Pouvoir, Élites, Temporalités.

## **Political power and urban network in colonial America : Mines and captaincy of Goiás in the 18th and 19th century**

### **Abstract**

The aim of this thesis is to highlight the colonial history of the Portuguese Empire by the analysis of the force's and power's relationships in the mines and captaincy of Goiás during the 18th and 19th centuries. In a world based on gold exploring economies and in African slave's trades, where the diversity makes difficult to impose authority as it was in European models, the *Senado da Camara*, as an arm's extremity of the colonial's state and the guiding principal of the Lisbon's political project, is the main point of our analysis. Based on the role of the local elites related to the administration of urban's structures, we will put in perspective the geography politics. In the vast colonial urban space, Goiás history can explain the links between politics and the city and it can reveals the city as a major space for the politics. In this context, political history becomes a history of power. We want to know, in the level of the Colonial city, how power is constituted, manifested and how it uses the power of the Crown and also what are their bases of legitimation. We will give particular attention to a dynamic approach of different temporalities seen as a product of social constructions which provides power from ones to anothers, revealing the weaknesses and antagonisms in the disputed field of politics. This study proposes to reconstruct some elements that give sense to the expansion of the Portuguese empire and to the building of political power network in the central of Brazil.

**Keywords :** Portuguese Empire, Portuguese America, Colonial city, Power, Elites, Temporalities.

UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE - PARIS 3  
ED 122 EUROPE LATINE – AMÉRIQUE LATINE  
IHEAL – Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine  
Adresse : Centre Bièvre - 3ème étage - 1 rue Censier  
75005 Paris  
Mél. : ed122@univ-paris3.fr  
Sur Internet : <http://www.univ-paris3.fr/ed122>